

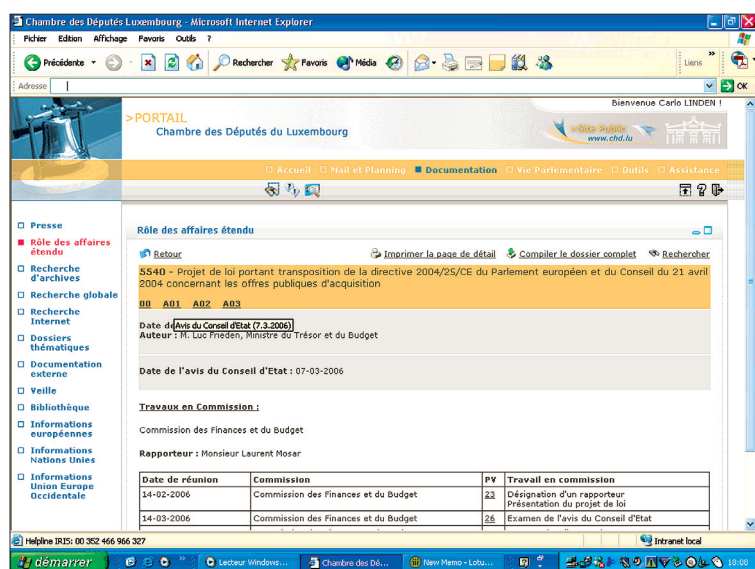


Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Le portail de gestion des connaissances de la Chambre des Députés

Une avancée importante pour le e-parlement à Luxembourg



Extrait du portail de gestion des connaissances - page de détail du rôle des affaires étendu

Déjà précurseur en matière d'archivage électronique de documents et de dématérialisation des échanges d'information avec les députés, la Chambre des Députés s'illustre une nouvelle fois dans le domaine des e-technologies en lançant la première mouture de son portail de gestion des connaissances pour les députés.

Mettre la bonne information à disposition du député au bon moment, sans contraintes de lieu et de manière personnalisée, tel était l'enjeu de ce projet stratégique de la Chambre des Députés demandé et lancé par le Bureau et la Direction de la Chambre voilà trois ans.

Accessible de partout dans le monde via une simple connexion Internet, le portail de gestion des connaissances de la Chambre combine l'accès sécurisé à des outils de communication (courrier électronique parlementaire du député, e-mail personnel) avec la possibilité de consulter à distance et de manière tout à fait sécurisée des bases de données informationnelles multiples et les ressources documentaires internes de la Chambre. De son bureau ou en déplacement à l'étranger, le député peut donc désormais suivre à tout moment l'actualité du parlement pratiquement en temps réel. Equipé d'un ordinateur et d'une connexion Internet, il dispose ainsi désormais d'un véritable bureau virtuel, avec accès à des informations constamment actualisées et des outils de gestion performants. Donner un accès à distance à l'information que le député ne

pouvait jusque-là consulter que depuis un poste dédié dans ses bureaux à Luxembourg ne remplissait évidemment qu'une partie des besoins.

Un autre enjeu essentiel du projet de portail de gestion des connaissances était de permettre au député de mieux gérer, et donc de pouvoir exploiter plus efficacement, l'immense quantité de documents qui lui parviennent quotidiennement.

Cette problématique a été résolue en ayant d'une part recours aux techniques de structuration de l'information combinées à une personnalisation poussée des pages du portail en fonction des besoins réels du député. Chaque député a ainsi le choix de consulter toute l'information qui existe sur un sujet ou de ne se concentrer que sur celle qui est en relation directe avec les commissions parlementaires dont il est membre ou les projets de loi qu'il suit de près.

Un effort tout particulier a été porté sur la création de rubriques spécifiques dans lesquelles les députés trouvent, de manière contextuelle et en un endroit unique, l'ensemble des informations et documents annexes relatifs à tel projet de loi précis, telle modification de la constitution, etc. Là où avant le député devait péniblement rechercher des documents parlementaires dans les archives électroniques de la Chambre, contacter différentes personnes au greffe pour collecter les informations annexes (date de dépôt du document, le rapporteur, le niveau d'avancement du

texte dans la procédure, demander à quelqu'un de lui compiler une documentation complète sur le dossier, ...) désormais un seul click de sa souris suffit pour disposer des documents recherchés et des informations y relatives (cf. extrait du portail de gestion des connaissances - page de détail du rôle des affaires étendu). Une rationalisation du travail de tous les acteurs impliqués a ainsi pu être établie et des gains de temps conséquents sont réalisés tous les jours grâce au système tout en rendant le député plus indépendant dans son action.

Facilité de recherche grâce à des outils performants

Des outils de recherche de nouvelle génération, performants et flexibles, autorisant des recherches simples et complexes, contextuelles et translinguistiques sur toutes les bases à disposition ont aussi été conçus et intégrés dans le portail. Si ces outils en soi sont très sophistiqués et complexes, le défi consistait à rendre leur utilisation aisée à toute personne ayant des notions de base d'un moteur de recherche Internet. Ici, comme d'ailleurs dans le portail, l'ergonomie des outils, c'est-à-dire la simplicité d'utilisation a été l'objectif recherché et atteint.

L'objectif de permettre au député de mieux exploiter les connaissances générées et gérées pour lui par l'administration du greffe de la Chambre et les collaborateurs de son groupe politique a donc été atteint. Pour pouvoir réaliser son travail parlementaire efficacement et en connaissance de cause, chaque député doit consacrer une grande partie de son temps à suivre l'évolution des thématiques discutées au parlement. Ceci a amené les concepteurs du portail à y ajouter une fonctionnalité de veille juridique et thématique automatisée au portail. Chaque député peut ainsi définir des veilles, sorte de recherches automatisées qui s'exécutent à intervalle défini sur toutes les bases de données du portail et même sur tout l'Internet. Dès que le système de veille trouve un nouveau document ou une nouvelle page Internet sur le sujet choisi, le député en est informé dans le portail ou via e-mail et il sait l'accéder. Il devient ainsi pour les députés plus aisé de suivre la multitude de sujets très variés qu'ils doivent suivre pour faire leur travail parlementaire de manière informée et efficace. (Suite page 2)

« N'abandonnez pas la Macédoine! »

Ce message à l'attention des pays de l'Union européenne a été répété à plusieurs reprises par les responsables politiques macédoniens à l'occasion de la visite à Skopje d'une délégation de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés.

Depuis les troubles de 2000-2001 et grâce aux accords d'Ohrid, la Macédoine a retrouvé le chemin de la stabilité et de la cohésion interne. Pays d'à peine deux millions d'habitants, la Macédoine peut être un modèle dans la région par la façon intelligente et courageuse dont elle est en train, depuis 2001, de régler les tensions interethniques. Les dirigeants du pays tout comme de larges parties de l'opposition ont la volonté de développer l'économie et de créer les conditions propices aux investissements étrangers. Les habitants, en particulier les jeunes, ont le désir intense de voyager à l'étranger et d'avoir des contacts à tous les niveaux - universitaire, culturel, social et politique. Ayant obtenu le statut de pays candidat à l'Union européenne en novembre 2005, la Macédoine s'efforce de répondre aux critères pour l'adhésion. La grande partie des femmes et des hommes politiques macé-

doniens voient dans cet objectif un moyen de galvaniser les énergies et de moderniser le pays.

La délégation de la Chambre des Députés était composée par M. Ben Fayot, président de la commission, M. Charles Goerens, vice-président, ainsi que par M. Marc Angel, M. Xavier Bettel et M. Jacques-Yves Henckes. La visite, qui s'est déroulée les 20 et 21 mars 2006, faisait suite à une invitation de retour de la présidente de la Commission des affaires européennes de l'Assemblée Nationale macédonienne, Mme Karolina Ristova.

Lors de leur séjour à Skopje, les parlementaires luxembourgeois ont rencontré M. Ljupco Jordanovski, Président de l'Assemblée Nationale, et se sont entretenus avec des membres de la Commission des Affaires européennes, de la Commission de la politique étrangère et de la Commission de la Défense et de la Sécurité.

La délégation a également rencontré Mme Radmila Sekerinska, Vice-Présidente du Gouvernement chargée de l'intégration européenne et de l'assistance étrangère, ainsi que Mme Ilinka Mitreva, Ministre des Affaires étrangères. La visite s'est terminée par un échange de vues avec une délégation de la Chambre de Commerce macédonienne.



Rencontre des délégations luxembourgeoise et macédonienne

d'Chamber online op
www.chd.lu



Le portail de gestion des connaissances

(Suite de la page 1)

D'autres outils utiles, comme des dictionnaires et encyclopédies on-line, des publications électroniques on-line, l'accès à des bases de connaissances internationales, la consultation on-line du catalogue de la bibliothèque de la Chambre, etc. complètent le contenu de cette première version du portail.

Une plate-forme de communication accessible à tous

Le portail de gestion des connais-

sances de la Chambre des Députés ne sert pas exclusivement aux députés. Cet outil performant est aussi accessible à tout fonctionnaire du greffe de la Chambre ainsi qu'à l'ensemble des collaborateurs des groupes politiques. Il s'agit ainsi d'une plate-forme globale de communication, de gestion des connaissances et de collaboration pour l'ensemble des acteurs directs du travail parlementaire luxembourgeois. Il a notamment permis une rationalisation de nombreux processus in-

ternes, de réduire de manière notable les sources d'erreur liées à des saisies multiples d'informations, et généré et continue à générer des économies de temps notables en automatisant de nombreuses tâches manuelles et redondantes consommatrices en temps. Dans ce sens, le portail de la Chambre des Députés peut aussi être considéré comme un projet d'optimisation du fonctionnement de la première institution du pays.

Un tel projet qui met en œuvre des technologies de pointe dans de nombreux domaines et qui exige de grands efforts d'adaptation et d'acceptation du changement à tous les niveaux n'a évidemment pu être mis en place que grâce à la collaboration permanente et compétente des principaux acteurs à l'intérieur du greffe de la Chambre.

Si le portail de gestion des connaissances est essentiellement destiné à usage interne, les compétences, l'argent, le travail et l'énergie investis dans ce projet ne seront néanmoins pas perdus pour les citoyens et les acteurs économiques présents au Grand-Duché de Luxembourg. Dans le cadre du projet d'un nouveau site Internet public de la Chambre des Députés, de nombreux développements et outils y trouveront leur place et bénéficieront ainsi à un public plus large.



Tous les sièges des députés à la salle des séances sont équipés d'un ordinateur et d'une connexion Internet leur donnant un accès permanent au portail de gestion des connaissances de la Chambre

Visite de M. Sali Berisha, Premier Ministre de l'Albanie

«Le Balkan sera européen ou l'Europe sera balkanisée»

Le 16 mars 2006, M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, a rencontré le Premier Ministre de la République d'Albanie, M. Sali Berisha.

Lors de leur entrevue, les deux hommes politiques ont évoqué les possibilités d'intégration de l'Albanie – et des pays des Balkans occidentaux en général – dans l'Union européenne.

En effet, il ressort d'un échange de vues des Ministres des Affaires étrangères des États membres de l'Union européenne avec leurs homologues des pays des Balkans occidentaux en mars 2006 que l'avenir desdits pays réside dans l'Union européenne et que l'adhésion est l'objectif ultime. M. Berisha a profité de l'occasion



(de gauche à droite) M. Claude Frieseisen, M. Jos Scheuer, M. Lucien Weiler et M. Sali Berisha signant le Livre d'or de la Chambre des Députés

pour remercier le Luxembourg pour son soutien. Le Premier Ministre a par ailleurs souligné la

nécessité de développer les investissements, notamment dans le secteur du tourisme.

Visite de la Bibliothèque nationale



Faisant suite à une demande du groupe DÉI GRÉNG, la Commission parlementaire de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche avait effectué une visite du bâtiment principal de la Bibliothèque nationale et de l'annexe située bd Prince Henri afin de se rendre compte sur les conditions de travail de l'institution.

Une visite des annexes situées à Kirchberg a suivi le 22 mars 2006.

(de gauche à droite) Mme Monique Kieffer, Directrice de la Bibliothèque nationale, M. Fred Sunnen, M. Claude Adam, Mme Claudia Dall'Agnol et Mme Anne Brasseur, députés

Assemblée parlementaire de l'OSCE à Vienne



M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter, M. Patrick Santer, M. Paul Helminger (de gauche à droite)

La session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE a eu lieu à Vienne les 23 et 24 février 2006. La Chambre des Députés y a été représentée par M. Alex Bodry, chef de la délégation ainsi que par Mme Viviane Loschetter, MM. Paul Helminger et Patrick Santer.

Dans le cadre de cette session a eu lieu une réunion du Comité permanent à laquelle M. Alex

Bodry a assisté en sa qualité de chef de délégation.

La délégation luxembourgeoise a participé aux réunions jointes ainsi qu'aux réunions séparées des trois commissions générales. Au cours de ces réunions, les membres de l'Assemblée parlementaire ont préparé les sujets à débattre lors de la XV^e session annuelle qui aura lieu à Bruxelles début juillet 2006.

Visite du Président du Landtag de Rhénanie-Palatinat, M. Christoph Grimm

«Progressons au niveau de la Grande Région!»

Sur invitation du Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, M. Christoph Grimm, Président du Landtag de Rhénanie-Palatinat, qui assure actuellement la présidence du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI), s'est rendu en visite à Luxembourg, le lundi 13 mars 2006.

La visite au Grand-Duché de M. Christoph Grimm a débuté par une entrevue avec le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, M. Jean Asselborn. Le Président du Landtag de Rhénanie-Palatinat a ensuite rencontré M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés. Un des thèmes de discussion fut notamment le Conseil Parlementaire Interrégional (CPI).

Le CPI constitue l'assemblée parlementaire consultative de la Grande Région Sar/Lor/Lux/Rhénanie-Palatinat/Wallonie et a pour mission de promouvoir le rôle économique, social et culturel de la Grande Région par une étroite collaboration transfrontalière entre les régions et de contribuer, à terme, au développement d'une perspective de coopération transfrontalière dans les domaines qui sont de la compétence normative de chacune des régions.

Lors de leur entrevue, les deux Présidents ont évoqué plusieurs

sujets intéressants de près la Grande Région, comme notamment la Maison de la Grande Région.

Ils sont d'avis que les différents partenaires de la Grande Région ont un intérêt certain à collaborer au niveau du marché de l'emploi, au niveau des liaisons routières et ferroviaires ou encore de la gestion de l'eau. Une coopération au niveau de la police, des douanes et de la protection civile profite également à toute la Grande Région, tout comme une collaboration en matière de médecine vétérinaire ou encore en matière de gestion des crises, par exemple en ce qui concerne la grippe aviaire.

À l'issue de cet entretien, M. Christoph Grimm, qui assure actuellement tant la présidence du Conseil Parlementaire Interrégional que la présidence de la Commission enseignement, formation, recherche et culture du même CPI, a visité dans ce cadre la Cinémathèque de la Ville de Luxembourg ainsi que la Philharmonie - Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte.

La visite a été clôturée par un dîner officiel offert par le Président de la Chambre des Députés où le Président Grimm a eu l'occasion de rencontrer également les présidents des groupes politiques de la Chambre des Députés.

NOUVELLES LOIS

5489 - Projet de loi

sur l'application des normes comptables internationales dans le secteur des assurances et portant modification:

de la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois

- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger;

de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

Le présent projet de loi a pour objet de transposer dans la législation nationale les mesures communautaires en matière d'assurances introduisant dans l'Union européenne les normes comptables internationales IAS/IFRS. Il vise à actualiser la loi sur les comptes des établissements d'assurances et de réassurances en fonction des pratiques comptables modernes, tout en veillant à maintenir une certaine souplesse afin de permettre une compatibilité avec de futurs changements, notamment en ce qui concerne les IAS.

Le règlement IAS impose directement aux sociétés de droit communautaire dont les titres (actions ou obligations) sont négociés sur un marché réglementé de l'Union européenne de publier des comptes consolidés conformes aux IAS à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2005.

Le projet de loi transpose toutes les options prévues à l'article 5 du règlement IAS. Ainsi, il est permis aux entreprises d'assurances et de réassurances de publier leurs comptes consolidés conformes aux IAS.

Contrairement à la loi pour les établissements de crédit, le présent projet de loi n'entend pas donner aux entreprises d'assurances la faculté de ne produire qu'un seul jeu de comptes et de faire, dès l'introduction de la nouvelle réglementation, du référentiel IAS leur référentiel de base.

En introduisant des dispositions IAS sous forme optionnelle, le législateur permet aux entreprises d'assurances de recourir à l'une ou l'autre disposition, voire à toutes les dispositions prévues par les IAS, tant pour publier les comptes consolidés que pour publier les comptes individuels.

Les entreprises d'assurances sont toujours contraintes à établir un jeu de comptes conformes aux normes comptables actuelles de la législation nationale, ceci afin d'assurer la comparabilité de l'information comptable et de garantir un «level playing field» aux compagnies d'assurances.

Seules les entreprises d'assurances dont les titres (actions ou obligations) sont cotés en bourse sont obligées de publier leurs comptes consolidés sous le référentiel IAS, en application du régime obligatoire du règlement IAS. Actuellement aucune entreprise d'assurances ou de réassurances luxembourgeoise ne répond à ce critère et ne rentre donc dans le champ d'application obligatoire du référentiel IAS.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 07.07.2005

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

22.02.2006 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

07.03.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.03.2006

5497 - Projet de loi

portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et de l'État d'Israël tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 13 décembre 2004

Il est difficile de chiffrer les incidences fiscales devant résulter de la présente Convention. Il est cependant probable qu'un déchet éventuel pouvant résulter du partage de la matière imposable pourra être compensé dans une large mesure par les retombées fiscales provenant de l'intensification des relations économiques entre les deux États contractants.

La Convention s'inspire du modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune de l'OCDE tout en adaptant certains points à la législation du Luxembourg et d'Israël. Ces points sont détaillés dans le rapport de la Commission des Finances et du Budget.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.10.2005

Rapporteur: M. Norbert Hauptert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

22.02.2006 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

07.03.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.03.2006

5498 - Projet de loi

portant approbation de la Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la Ré-

publique de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République Slovaque à la Convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées et du Procès-verbal de signature y relatif, signés à Bruxelles, le 8 décembre 2004

Une des mesures qui ont été prises pour encourager les entreprises des États membres d'aller s'installer dans un autre État membre concerne l'élimination des doubles impositions des bénéfices d'entreprises associées d'États membres de l'Union européenne pouvant intervenir en cas de correction par les administrations fiscales nationales.

Les douze États membres de la Communauté économique européenne ont signé le 23 juillet 1990 une Convention relative à l'élimination de ces doubles impositions. Cette Convention a été approuvée par la loi du 24 avril 1993. Par la loi du 3 août 1998 le Luxembourg a approuvé l'extension de la Convention aux trois nouveaux États membres, à savoir l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Les dix nouveaux États, devenus membres de l'Union européenne le 1^{er} mai 2004, se sont engagés à adhérer à la Convention relative à l'élimination des doubles impositions. À cet effet, une Convention a été conclue entre anciens et nouveaux États membres ayant pour objet de rendre applicable la Convention de 1990 à l'ensemble des États membres de l'Union européenne. Cette Convention ainsi que le Procès-verbal de signature y relatifs ont été signés à Bruxelles le 8 décembre 2004.

L'objet du présent projet de loi est d'approuver cette nouvelle Convention.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.10.2005

Rapporteur: M. Norbert Hauptert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

22.02.2006 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

07.03.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.03.2006

5503 - Projet de loi

portant transposition de la directive 2004/56/CE du Conseil du 21 avril 2004 concernant l'assistance mutuelle des autorités compétentes des États membres dans le domaine des impôts directs, et modification de la loi générale des impôts ainsi que de la loi du 15 mars 1979 concernant l'assistance administrative internationale en matière d'impôts directs

À l'heure actuelle, l'assistance mutuelle en matière de fiscalité directe est régie sur le plan européen par la directive 77/799/CEE du Conseil du 19 décembre 1977, transposée sur le plan national par la loi du 15 mars 1979 et le règlement grand-ducal portant la même date. Cette directive oblige les États membres à échanger, à charge de réciprocité, les informations susceptibles de leur permettre mutuellement l'établissement correct de leurs impôts. Il est évident que cette obligation s'entend sous réserve essentiellement de l'épuisement des voies habituelles du droit interne et de la protection de certains intérêts légitimes.

L'objectif de la directive 2004/56/CE est de modifier cette directive 77/799/CEE afin d'améliorer la coopération entre les autorités compétentes des administrations fiscales des États membres, d'abrèger la durée des procédures à suivre en cas de demande d'assistance pour accélérer la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales et pour clarifier certains points de l'ancienne directive controversés à l'étranger.

Elle comporte cependant quelques éléments nouveaux, notamment:

- l'obligation pour les États membres à procéder sur demande d'un autre État membre à la notification de tous actes et décisions de ses autorités administratives compétentes en ce qui concerne l'application dans son propre pays de la législation fiscale;

- lorsqu'un État membre enquête pour obtenir les informations nécessaires dans le cadre d'une demande d'assistance, cet État doit pouvoir procéder comme s'il agissait dans le cadre d'une enquête pour son propre compte;

- un État membre ayant reçu des informations d'un autre État membre ne doit pas demander à ce dernier l'autorisation de faire état de ces informations au cours d'audiences publiques ou dans des jugements. L'État requis, qui veut s'opposer à la divulgation des informations fournies, doit le déclarer lors de la transmission initiale;

- un État membre n'est nullement tenu d'effectuer des enquêtes afin d'obtenir les informations nécessaires pour répondre à une demande d'assistance d'un autre État membre lorsque sa législation ou ses pratiques administratives n'autorisent pas son autorité compétente à les effectuer ou à recueillir ces informations dans le cadre d'enquêtes pour son propre compte;

- l'autorité compétente d'un État membre peut refuser de fournir des informations ou de prêter assistance si l'État membre requérant n'est pas en mesure de fournir des informations de même nature pour des raisons de fait ou de droit;

- vu que la situation fiscale d'un ou plusieurs assujettis établis dans différents États membres présente souvent un intérêt commun ou complémentaire pour ces États, il est prévu de rendre possible la réalisation de contrôles simultanés de ces assujettis, par le biais d'un accord mutuel et sur une base volontaire chaque fois que de tels contrôles apparaissent plus efficaces que des contrôles effectués par un seul État membre.

La date de transposition de la directive en droit national a été fixée au 1^{er} janvier 2005.

La directive 2004/56/CE n'apporte pour le Luxembourg pas beaucoup de nouveaux éléments, le droit luxembourgeois étant déjà largement conforme aux exigences de la nouvelle directive. Le seul point majeur sur lequel il s'impose vraiment de légiférer est celui de l'as-

sistance par notification d'actes.

L'article 7 de la directive 77/79/CEE contient déjà les dispositions relatives au secret des renseignements échangés. La directive 2004/56/CE apporte une précision à cet article. Au terme de cette précision, l'État requis doit faire valoir son opposition à toute divulgation des renseignements fournis lors de leur transmission initiale, à défaut de quoi le pays requérant peut en faire état au cours d'audiences publiques ou dans des jugements.

Par ailleurs, la procédure pénale est ajoutée à l'énumération des procédures dans lesquelles les informations peuvent être utilisées à des fins fiscales ou à des fins d'établissement ou de contrôle de l'établissement de l'impôt.

Ces précisions nécessitent un complément à l'article unique de la loi du 15 mars 1979 portant transposition de la directive 77/79/CEE.

La directive 77/79/CEE ne s'était pas prononcée sur la notification à l'étranger des décisions prises par une autorité compétente nationale, même des décisions reposant sur un échange d'information. L'article 8bis de la directive 2004/56/CE introduit l'obligation pour les États membres de l'assistance par notification de tous les actes des autorités compétentes d'un autre État membre concernant l'application sur son territoire de la législation fiscale afin de parer aux difficultés qu'éprouvent les autorités administratives lorsqu'elles sont obligées d'informer un contribuable de certains actes, alors qu'il a transféré son domicile dans un autre État membre.

La directive 2004/56/CE consacre dans son article 8ter le principe d'une nouvelle forme de l'assistance mutuelle, à savoir la faculté des contrôles simultanés. Elle fournit à cet effet une définition du contrôle simultané ainsi que la procédure à suivre par les différents États concernés.

Au terme de cette disposition, lorsque la situation des redevables présente un intérêt commun ou complémentaire pour plusieurs États membres de la Communauté européenne, l'autorité compétente d'un État membre peut convenir avec les autorités compétentes des autres États membres de procéder à des contrôles simultanés, chacune sur son propre territoire, en vue d'échanger les renseignements ainsi obtenus.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 18.10.2005

Rapporteur: M. Norbert Hauptert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

19.01.2006 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

09.02.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.03.2006

Ordre du jour

1. Dépôt d'un projet de loi
2. Communications
3. 5546 - Proposition de révision de l'article 29 de la Constitution
(Déclaration de recevabilité)
4. Composition de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux
5. Ordre du jour
6. Dépôt d'une proposition de loi
7. Heure de questions au Gouvernement
 - Question N°74 du 13 mars 2006 de Monsieur Marc Spautz relative à l'École Supérieure du Travail EST, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi
 - Question N°76 du 14 mars 2006 de Monsieur Alex Bodry relative à la situation de la WSA et notamment sur les récentes rumeurs de fermeture de cette agence, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
 - Question N°77 du 14 mars 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative à la situation de la WSA et notamment sur les récentes rumeurs de fermeture de cette agence, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi
 - Question N°78 du 14 mars 2006 de Monsieur Ben Fayot relative sur l'état des travaux des groupes de travail interministériels chargés notamment de procéder à une refonte de la législation sur les registres de la population, de créer un numéro d'identifiant unique respectivement d'introduire des données biométriques dans les documents d'identité, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
 - Question N°79 du 14 mars 2006 de Madame Anne Brasseur relative à l'ouverture au public du musée de la forteresse à Fort Thüngen, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche
 - Question N°80 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Adam relative à l'organisation des classes internationales au Lycée technique du Centre, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
 - Question N°81 du 14 mars 2006 de Madame Anne Brasseur relative au programme de l'enseignement du français pour les classes du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
 - Question N°82 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Adam relative au profil professionnel des enseignants de l'enseignement secondaire et secondaire technique, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
 - Question N°83 du 14 mars 2006 de Madame Anne Brasseur relative à la «rédefinition qualitative» de la tâche des enseignants de l'enseignement secondaire, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
 - Question N°85 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Meisch relative à la recherche biomédicale au Luxembourg, adressée au Ministre de la Santé
 - Question N°75 du 14 mars 2006 de Madame Viviane Loschetter relative à une lettre conjointe signée par le Président français et les Premiers Ministres suédois, danois, espagnol, finlandais et tchèque en date du 9 février 2006 à l'attention de la Présidence autrichienne et transmise à tous les membres du Conseil européen, adressée au Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration
8. Établissement d'une liste de trois candidats pour un poste de conseiller d'État
9. Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la situation financière des communes et plus particulièrement sur le décompte du Fonds communal de dotation financière
(Exposé - Débat)
10. Heure de questions au Gouvernement (suite)
 - Question N°84 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Meisch relative au développement d'un secteur de logistique au Luxembourg, adressée au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

11. Résolution de M. Robert Mehlen relative au camp américain de Guantánamo
(Discussion générale - Vote)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux et Jean-Marie Halsdorf, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre. - Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Dach, Här President.

(Hilarité)

Entschëllegt, Här President, den Här Asselborn hat mech net a sengem Réck gesinn.

1. Dépôt d'un projet de loi

Ech sinn autoriséiert vum Grand-Duc am Numm vun der Regierung de Projet iwwert d'Recherche biomédicale ze déposieren.

- *Projet de loi 5552 relatif à la recherche biomédicale.*

Une voix. - Ah!

M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Merci.

M. le Président. - Ech ginn dem Här Gesondheitsminister Akt vun dësem Dépôt. De Projet gëtt un déi zoustänneg Kommissioun weidergeleet.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5544** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 9 mai 2003 concernant la participation du Luxembourg à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (ISAF) sous l'égide des Nations Unies

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Défense, le 16.02.2006

2. **5545** - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à la Mission de conseil et d'assistance de l'Union européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo (EUSEC RD Congo)

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Défense, le 16.02.2006

3. **5546** - Proposition de révision de l'article 29 de la Constitution

Dépôt: Monsieur Jacques-Yves Henckes, le 23.02.2006

4. **5548** - Projet de loi portant modification 1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le Statut général des fonctionnaires communaux et 2. de la loi communale du 13 décembre 1988

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 01.03.2006

5. **5549** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 3 août 2005 instituant un régime d'aides pour les personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 09.03.2006

6. **5550** - Projet de loi portant adaptation du droit interne aux dispositions du Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signé à La Haye, le 26 mars 1999

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 09.03.2006

7. **5551** - Projet de loi relatif à la troisième adaptation budgétaire du projet de construction Centre National Sportif et Culturel à Luxembourg-Kirchberg

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 14.03.2006

3) Par lettre du 16 février 2006 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir aux membres de la Chambre les textes adoptés au cours de la période de session du 16 au 19 janvier 2006:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole à l'accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque;

- résolution sur des stratégies de prévention de la traite des femmes et des enfants vulnérables à l'exploitation sexuelle;

- résolution sur le changement climatique;

- décision sur des modifications à apporter au règlement du Parlement européen relatives à des règles de conduite applicables aux députés européens;

- résolution sur la mise en oeuvre de la Charte européenne des petites entreprises;

- résolution sur la situation en Tchétchénie après les élections et la société civile en Russie;

- résolution sur la période de réflexion: la structure, les sujets et le cadre pour une évaluation du débat sur l'Union européenne;

- résolution sur le futur de la Stratégie de Lisbonne quant à la perspective du genre;

- résolution sur le handicap et le développement.

Par lettre du 28 février 2006 il leur a fait parvenir les textes adoptés au

cours de la période de session du 1^{er} au 2 février 2006:

- résolution du Parlement européen sur le rapport annuel du Conseil au Parlement européen sur les principaux aspects et les choix fondamentaux de la PESC, y compris leurs implications financières pour le budget général de l'Union européenne - 2004;

- résolution du Parlement européen sur la situation actuelle de la lutte contre la violence à l'égard des femmes et une action future éventuelle;

- résolution du Parlement européen sur l'adoption de mesures de gestion applicables aux ressources halieutiques de la Méditerranée.

3. 5546 - Proposition de révision de l'article 29 de la Constitution

Déclaration de recevabilité

Esou wéi den Artikel 57 (1) vum Chamberreglement et virgesäit, huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 9. Mäerz virgeschloen, datt de Revisiounsvorschlag 5546 vum honorablen Här Jacques-Yves Henckes iwwert den Artikel 29 vun eiser Verfassung fir recevabel erkläert gëtt.

Ass d'Chamber domadder averstannen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

4. Composition de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

Wat d'Zesummesetzung vun eiser Delegatioun beim Benelux-Parlament ubelaangt ass folgenden Ännerungsvorschlag aganggen: Den Här Emile Calmes gëtt Membre effectif an den Här Xavier Bettel gëtt Membre suppléant.

Ass d'Chamber domadder averstannen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

5. Ordre du jour

Mir kommen elo zum Ordre du jour vun dëser Woch. An hirer Réunioun vum 9. Mäerz huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

- Haut de Mëtten hu mer fir d'eischt eng Froestonn un d'Regierung;

- dann zweetens d'Opstellung vun enger Lëscht vun dräi Kandidaten fir de Posté vu Conseiller d'État;

- drëttens eng Aktualitéitsstonn op Ufro vum ADR iwwert d'Finanzlag vun de Gemengen

- an als leschte Punkt d'Resolutioun vum Här Robert Mehlen iwwert de Camp vu Guantánamo.

Muer um hallwer dräi mécht de Kooperatiounsminister, den Här Jean-Louis Schiltz, eng Deklaratioun iwwert d'Entwécklungshëllef. Duerno kommen eng Rei Projeten zur Diskussioun, an dat nom Basismodell:

- de Projet de loi iwwert déi géigesäiteg Ënnerstützung um Gebitt vun den direkte Steieren;

- e Projet de loi iwwert déi international Normes comptables am Assurancesecteur;

- als drëtte Punkt e Steierofkommes tëschent Lëtzebuerg an Israel;

- véierte Punkt muer de Mëtten ass en Ofkommes iwwert d'Duebelbesteuerung bei Benefisskorrekturen;

- dann hu mer als fënnefte Punkt en Ofkommes tëschent Lëtzebuerg an der Belsch iwwert den Informationsaustausch bei Tëscheffäll mat radiologesche Konsequenzen;

- an als leschte Punkt de Projet de loi iwwert d'Carrière supérieure beim Statec.

Da schlussendlech en Donneschdeg de Mëtte féiert d'Chamber eng Debatt iwwert d'Entwécklungshëllef. Uschléissend kënnt et zur Diskussioun an dem éischte Vote constitutionnel iwwert d'Revisioun vum Artikel 11 Paragraph 2 vun eiser Verfassung. Bei dëser Proposition ass eng qualifizéiert Majoritéit erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

D'Madame Frank freet d'Wuert fir en Dépôt.

6. Dépôt d'une proposition de loi

Mme Marie-Josée Frank (CSV).- Här President, ech wollt froen, fir den Dépôt vun enger Proposition de loi ze maachen, a mengem Numm an am Numm vum Här Laurent Mosar, an zwar vun der

- Proposition de loi 5553 portant réforme du droit de la filiation et instituant l'exercice conjoint de l'autorité parentale.

Den Objet vun der Proposition de loi 5553 ass, fir d'Filiationsrecht ze reforméieren an d'Autorité parentale an eise Rechtssystem anzeleieren.

M. le Président.- Ech ginn der Madame Frank Akt vum Dépôt vun dëser Proposition de loi, déi fir d'éischt an d'Präsidentekonferenz kënnt, fir gegebenenfalls als recevable erkläert ze ginn. Wann dat de Fall ass, da geet se duerno weider un déi zoustänneg Chamberskommissioun.

Mir kommen dann zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëttag, dat ass d'Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 78 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit fir seng Fro virzedroen an d'Regierung huet véier Minutten Zäit fir drop ze äntwerten. Déi éischt Fro, déi mer haut de Mëtten hunn, ass déi vum honorablen Här Marc Spautz iwwert d'École Supérieure du Travail. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

7. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°74 du 13 mars 2006 de Monsieur Marc Spautz relative à l'École Supérieure du Travail EST, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi

M. Marc Spautz (CSV).- Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, ech wollt eng Fro stellen un den Aarbechtsminister betreffend d'École Supérieure du Travail.

An der leschter Legislaturperiode war eng Persoun chargéiert ginn, eng Analys ze maachen iwwer alles, wat an der EST richtig leeft an net gutt leeft. Dass d'Wichtigkeet vun dëser Reform ausser Fro steet, ech mengen dat gëtt nie-reins bezweifelt, mä et ass eng grouss Noutwendegkeet.

Meng Fro un de Minister ass: Wou ass déi Analys vun där Persoun drun a wéi ass den Timing fir déi Reform op d'Schinnen ze kréien, well et jo sonner Zweifel ausser Diskussioun ass, dass et wichtig ass, och an der Weiterbildung vun de Personaldelegéierten eppes ze maachen?

M. le Président.- Merci, Här Spautz. D'Wuert huet elo den Aarbechtsminister, den Här François Biltgen. Här Minister!

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.- Jo, Merci, Här President. Déi Fro vun

Här Spautz ziilt effektiv op d'Formation un Lëtzebuerg. Dir wësst, datt et do viru laange Joren schon en Avis vum Wirtschafts- a Sozialrot gouf, dee gesot huet, d'Formation besteet aus dräi Voleten: d'Formation professionnelle am Kader vum Betrib, d'Formation professionnelle individuelle, an den drëtte Volet ass d'Formation net nëmme professionnelle, mä d'Formation citoyenne.

Deen éischte Volet ass geléist ginn duerch d'Gesetz vun 1999.

Den zweete Volet, den Accès individuel à la formation professionnelle, dee si mer amgang ze léisen, doduerch datt mer en Accord vun de Sozialpartner als Obligation générale erkläert hunn; a mir hunn nach e Projet de loi vun der Schoulministesch virleien, fir dat dann och ze compléieren, fir datt dat eppes gëtt.

An den drëtte Volet, d'Formation citoyenne, déi wëlle mer am Kader vun der École Supérieure du Travail regelen. Et ass richtig, datt ech 1999 en Deputéierten, deen net méi erëmgewielt gouf, chargéiert hunn, am Kader vun senger Reintegratioun an d'Servicer vum Stat, an ech hunn hien och dofir bei d'École Supérieure du Travail gesat, fir déi Analysen do ze maachen. Ech ginn och dovunner aus, datt ech deemächst do dierft e Rapport kréien.

Dee Rapport ass natierlech nëmme dat wäert, wat déi Leit him och zouspillen, mat deenen hien ze schaffen huet. Ech ginn dovunner aus, datt d'Beruffskummeren, nottamment d'Chambre des Employés privés an d'Chambre de Travail, him zouschaffen, fir datt och hie mir kann zouschaffen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur nächster Fro, dat ass déi vun der honorabler Madame Viviane Loschetter.

Une voix.- Här President, den Här Asselborn seet, huet d'Fro 3, well déi zweet, do wéisste si net, wat dat ass.

Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).- Ouh! Ech kann him dat erklären.

M. le Président.- Jo. Den...

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'immigration.- Här President,...

Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).- Ech kann lech se da vläicht erklären, wann Der net wësst...

M. le Président.- Jo.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'immigration.- Jo, mä wann Der se vläicht wëllt hannendru setzen. Mir géife kucken, well mer wëssen net,...

Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).- D'accord.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'immigration.- ...wat mer richtig sollen domadder ufänken. Wann Der wëllt!

(Hilarité)

M. le Président.- Jo, d'Fro ass an engem zimlech generellen Toun a Stil gehalen. Et ass schwierig, fir hei erauszefannen, em wat datt d'Fro sech en fin de compte dréint. Mir wëssen, datt et em e Bréif geet, mä wéi ee Bréif genee? Dat schéngt de Moment e bësse schwierig ze sinn.

Dofir huele mer d'Fro Nummer 3 vir, dat ass déi vum honorablen Här Bodry. Eng ähnlech Fro ass gestallt gi vum honorablen Här Jaerling iwwert d'Situatioun bei der WSA. Den Här Bodry huet seng Fro un den Här Ausseminister geriicht, den

Här Jaerling un den Här Aarbechtsminister. Fir d'éischt kritt den Här Bodry d'Wuert, fir seng Fro virzedroen, an duerno den Här Jaerling. Dann äntwert fir d'éischt den Här Ausseminister an duerno den Här Aarbechtsminister.

Här Bodry, wann ech glift.

- Question N°76 du 14 mars 2006 de Monsieur Alex Bodry relative à la situation de la WSA et notamment sur les récentes rumeurs de fermeture de cette agence, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'immigration

- Question N°77 du 14 mars 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative à la situation de la WSA et notamment sur les récentes rumeurs de fermeture de cette agence, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi

M. Alex Bodry (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Härren, ech mengen zënter Woche verdichte sech Rumeur ronderëm de Weiderbestand vun verschidene Lagere vun der amerikanescher Arméi oder den amerikaneschen Arméien hei zu Lëtzebuerg. Besonnesch ass et d'WSA-Lager vu Beetebuerg-Diddeleng, wat no deenen Informatiounen, déi an deene leschte Wochen zirkuléiert sinn, kéint a Gefor sinn a wouvun souguer e Weiderbestand fraglech wär.

Ech mengen, als fréiere Minister vun der Force publique kennen ech e bëssen deen doten Dossier. Mer haten och an den 90er Joren esou Situatiounen, wat d'Lagere betreffen. Et ass jo och schonn ofgebaut ginn zum Deel an deem dote Beräich. Mir sinn, schéngt et erëm eng Kéier, virun enger ähnlecher Situatioun. Déi Décisioun, dat weess ech och, läit net an éischter Linn an den Hänn vun der Lëtzebuurger Regierung, mä bei den amerikaneschen Autoritéiten, a besonnesch de Militärautoritéite vun Amerika. Nach mengen ech, dass een op Grond vun deenen Informatiounen, déi haut an der Press ze liesen, ze héiere waren, dass een net méi ka weider ofwaarden, wéi eigentlech eventuell nach Verhandlungen ausginn.

Mä et ass elo de Moment komm, dass d'Regierung hei virun dem Parlament - och aus Respekt virun der Belegschaft, déi eventuell concernéiert ass - seet, wéi wäit elo den Dossier wierklech ass, ob, an awéiwäit déi Lageren an hirem Bestand a Fro gestallt sinn. Ech erënneren dorun, dass iwwer 200 Leit zu Beetebuerg-Diddeleng an deem Lager schaffen, an iwwer 100 Leit zu Suessem an dem Militärlager schaffen. Dat ass also schonn eng ganz wichteg Fro, déi eis hei beschäftegt an engem Ëmfeld, dat jo och op Grond vun den Informatiounen vun deene leschten Deeg am Beräich Aarbechtsplazen net méi einfach ginn ass hei zu Lëtzebuerg. An deem Sënn also wär ech frou, wann ech vum Ausseminister kënnt Opklärung kréien iwwert de Stand, wéi e sech haut presentéiert am Beräich vun der WSA. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Da kann direkt den Här Jaerling seng Fro stellen, déi un den Aarbechtsminister adresséiert ass, mä deeselwechte Sujet huet. Här Jaerling!

M. Aly Jaerling (ADR).- Merci, Här President. Viru 14 Deeg ongeféier, wéi déi éischt Rumeur iwwert d'Situatioun bei der WSA vun de Leit un eis erudedroe gi sinn, do hat ech versicht Opklärung ze fannen, och beim zoustänneg Minister. Leider waren awer déi Informatiounen relativ vag, an

duerfir war ech elo erstaunt - ech hat alt gehofft, dass an der zoustänneg Kommissioun iergendwéi dann do eng Opklärung kéim -, dass elo déi ganz Problematik alt erëm eng Kéier fir d'éischt an der Press opgeworf gëtt, ier am Fong déi Leit an der zoustänneg Kommissioun dermat befaasst ginn. Et schéngt, wéi wann hei am Land déi aarbechtsrechtlech Problemer oder déi aarbechtsmaartpolitesch Problemer fir d'éischt an der Press behandelt ginn, an dann déi zoustänneg Leit hannendru lafen.

Gëschter Owend hu sech den Här Ausseminister, den Här Verdedegungsminister an den Aarbechtsminister mam Verwaltungsrot vun der WSA getraff, nodeems se sech scho moies mat de Gewerkschaftsvertreder getraff haten. Et schéngt also manifest ze sinn, datt 200 Aarbechtsplazen am WSA-Lager zu Beetebuerg-Diddeleng kéinten um Spill stoen.

Nach d'lescht Woch de Freiden, wa meng Erënnerung richtig ass, hat den Här Ausseminister eng Diskussioun an dëser Saach mat der US-Ambassadrice, an huet erkläert, de Ball géif elo bei der US-Regierung leien. Déi fir de Lëtzebuurger Aarbechtsmaart désastreus Nouvelle wollt hien duerno awer net bestätegen. Déi unhalend Zukunftsonsécherheet fir déi Leit, déi bei der WSA schaffen, wéi och fir hir Familjen, fänkt elo lues a lues un onerdréiglech ze ginn. Grad esou onerdréiglech wéi dat och an anere Betriber, déi an de leschten Deeg an der Diskussioun waren, de Fall ass.

Et stellt sech also duerfir elo d'Fro: Wou si mer dru mat der WSA zu Beetebuerg? Kann den Här Minister dem Land endlech an dëser Fro kloer Wäin aschëdden? Besti scho méi konkret Sozialpläng? Wat geschitt, de Fall gesat, wa bei den Amerikaner déi entsprechend Décisioun géif fir eist Land negativ ausfallen?

An dann eng lescht Fro: Wär et net méi sënnvoll, wann, ier emol d'Press informéiert gëtt, oder ier all déi aarbechtsmaartpolitesch Problemer do an d'Öffentlechkeet kommen, dann emol fir d'éischt déi zoustänneg Kommissioun géifen driwwer informéiert ginn, fir dass mer net hei brauchen ëmmer op d'Chambertribün ze kommen, fir gewuer ze ginn, wat dann elo um Aarbechtsmaart lass ass, besonnesch bei deene Problemer, déi d'ganzt Land betreffen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Fir d'éischt äntwert den Här Ausseminister, den Här Jean Asselborn. Här Ausseminister.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'immigration.- Här President, léif Kollegen alleguerten, mer wëssen - vläicht zwee Sätz als Introduktioun -, dass 1978 jo d'WSA gegrënt ginn ass, fir virun allem Material vun der amerikanescher Arméi ze stockéieren, am Fall wou ee Konflikt sech an Europa géif deklaréieren. Nu wësse mer awer och, dass zënter dem Enn vun Kale Krich d'amerikanesch Regierung jo eigentlech un enger Restructuratioun an engem Redéploiement vun hire Forcen uechtert d'Welt schafft. D'Iwwerleeung concernéiert natierlech och besonnesch d'Forcen an Europa. Sou wësse mer, dass zu Washington ënner anerem décidéiert ginn ass, datt an Zukunft verstärkt Material géif do stockéiert ginn, wou d'Wahrscheinlechkeet eigentlech méi grouss ass aus hirer Sicht, datt et an der Zukunft kënnt gebraucht ginn.

Nun d'WSA, mir wëssen dat, dat sinn zwee Siten: Beetebuerg - den Alex Bodry huet et gesot - ass de Site vun den USA mat iwwer 200 Aarbechtsplazen, an dann ass Suessem eigentlech de Site vun der Airforce mat iwwer 100 Aar-

bechtsplazen. Effektiv, wéi den Här Jaerling gesot huet, hunn ech leschten Donneschden, den 9. Mäerz, d'Madame Ambassadeur vun den USA a mengem Büro gesinn, a si huet mech dunn informéiert, datt d'Zeechen, wat de Site Beetebuerg uginnt, ganz schlecht gestallt sinn.

Am spezifeschen amerikanesche militäresche Milieu, wann ech esou dierf soen, ass d'Décisioun awer eréischt geholl, wa se hierarchesch ënnerschriwwen ass, a wann déi Ënnerschréft dann och vun deenen zoustänneg Stellen an Amerika publik gemaach gouf. Alles weist drop hin - dat musse mer wëssen, soss géife mer de Leit Sand an d'Ae streeën -, dass an den nächsten Deeg d'US-Regierung wäert déi zwee Schrëtt da maachen. Dat wier deen 41. amerikanesche Site a Westeuropa, deen da géif zouge-maach ginn op Grond eben, wéi ech gesot hunn, vun där Strategie vun den USA.

Méi wéi 200 Aarbechtsplaze géifen dee Moment verluer goen zu Beetebuerg, a mat menge Regierungs-kolleege François Biltgen an och mam Jean-Louis Schiltz hu mer eis an de leschten Deeg concertéiert. Mir hunn eis och gëschter, wat richtig ass, gesi mam Conseil d'administration vun der WSA. Dee Conseil gëtt gefouert vun eiser politescher Direktesch, der Madame Lucas, déi sech gesat, ganz vill Méi mécht mat de Vertreder vun deem Conseil d'administration, fir eis Lëtzebuurger Intéréten also do ze vertrieden, fir ebe kënnen dem Problem riicht an d'Aen ze kucken an eis virzubereeden op dat, wat op d'Belegschaft kënnt zoukommen. De Verloscht vu méi wéi 200 Aarbechtsplazen ass fir déi Leit, fir hir Famillje selbstverständlech grave a verdéngt vollt Engagement vun der Lëtzebuurger Regierung.

Ech hu bei deem Gespräch, Här President, och kloer gemaach, mat der Madame Ambassadeur, an och insistéiert, éischters emol, dass d'Engagement, déi d'amerikanesch Regierung geholl huet, bei der Ënnerschréft, bei der Schléisung vun deem Kontrakt téscht der WSA an der Lëtzebuurger Regierung mussen à la lettre erfüllt ginn. An zweetens och, dass ebe Suessem eng Chance sollt behalen. Och dat ass wichtig. Et si jo och iwwer 100 Aarbechtsplazen elo. Do hunn ech och de vollen Appui kritt vun der Madame Ambassadeur vun den USA.

Voilà, léif Leit! Dat ass dat, wat ech zu dësem Zeitpunkt ka soen zum Stand vun de Saachen. Nach eng Kéier: D'Décisioun muss vun den Amerikaner geholl ginn, a muss och dann, ier se rechtskräftig ass, vun den Amerikaner publik gemaach ginn. Mir als Lëtzebuurger Regierung maachen alles, fir dass mer selbstverständlech zu dësem Moment och wëssen, wéi mer eis kënnen am beschten engagéieren, en face eben vun deem Verloscht vun den Aarbechtsplazen an och deem Verloscht fir d'Gemeng Beetebuerg an Diddeleng, an dass mer do an déi richtig Richtung kënnen zesummeschaffen. Merci.

M. le Président.- Ech denken, dass den Här Ausseminister déi zwou Froe voll an ëmfassend beäntwert huet. Oder wëllt den Aarbechtsminister nach eppes bäiflécken?

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.- Ech mengen och, dass den Här Ausseminister dat beäntwert huet, well hei geet et ëm Aussepolitik. Deen Dossier WSA kann een net an een Dëppe stieche mat aneren Diskussiounen, déi mer hunn zu Lëtzebuerg iwwer Industrie. Ech mengen, den Här Ausseminister huet alles gesot.

Den Aarbechtsminister war gëschter Owend op Wonsch vum Ausseminister derbäi. Den Aarbechtsminister ass hei prett, wéi en nach all Joer war, well, et muss ee wëssen,

dass déi amerikanesch Décisiounen all Joer erëm frësch mussen geholl ginn. Dat heescht, et hat een ni eng Garantie iwwer ee Joer eraus. Den Aarbechtsminister ass also bereet hei, fir ze kucken esou vill wéi méiglech, wa sollte Problemer kommen, hei anzewierken, fir dass mer dat sozialverträglech maachen. Ech hale mech hei wéi üblich als Pompjee bereet.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen domat un déi nächst Fro. Et ass déi vun honorebelen Här Ben Fayot iwwert de Register vun der Populatioun. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°78 du 14 mars 2006 de Monsieur Ben Fayot relative sur l'état des travaux des groupes de travail interministériels chargés notamment de procéder à une refonte de la législation sur les registres de la population, de créer un numéro d'identifiant unique respectivement d'introduire des données biométriques dans les documents d'identité, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, ech hat virun enger Zäit eng schrëftlech Fro gestallt iwwert d'Identitéitskaarten hei zu Lëtzebuerg, déi bekanntlech...

Une voix. - Dir musst de Mikro drécken. Well dat do ass ze grouss.

M. Ben Fayot (LSAP). - Dréint emol de Jus e bëssen op, Här President!

M. le Président. - Här Fayot, ech hunn alles hei um Lafen, wat zur Verfügung steet.

(Hilarité)

M. Ben Fayot (LSAP). - Also, nach eng Kéier:...

Plusieurs voix. - Aaahhh!!!

M. Ben Fayot (LSAP). - Ech hat virun e puer Wochen eng schrëftlech Fro un den Här Innenminister gestallt iwwert d'Identitéitskaarte vun de Lëtzebuurger. Bekanntlech ginn déi Identitéitskaarte vun de Lëtzebuurger vun de Gemengen ausgestallt. Elo gëtt et awer eng ganz Partie Lëtzebuurger, déi net méi an enger Lëtzebuurger Gemeng wunnen, mä an der Groussregioun, iwwert d'Grenzen eraus, an anere Gemenge wunnen, respektiv gëtt et Lëtzebuurger, déi am Ausland wunnen, déi also och keng Identitéitskaart kënnen kréien an dofir eben de Pass als hir Identitéitskaart mussen benotzen.

Ech hat déi Fro un den Här Innenminister gestallt. Dunn huet den Här Innenminister mer geäntwert, si wäeren do amgaangen, a verschiddenen, an plusieurs groupes de travail interministériels, wou ganz vill Ministèren dran implizéiert sinn, dat ze studéieren, fir eng komplett Reform vun der Législatioun iwwert d'Registres de la population ze maachen, an och fir en Numéro d'identifiant unique an d'Données biométriques dans les documents d'identité ze studéieren.

Et gëtt och dru geduecht, fir also eng allgemeng Reform vun de Cartes d'identité ze maachen. Och iwwert d'Cartes d'identité pour enfants soll nogeduecht ginn, an et soll och nogeduecht ginn, ob d'Cartes d'identité vun de Leit sollen, kënnen elektronesch Carte d'identité sinn oder à puce. Et gëtt och driwwer nogeduecht, fir déi Documents d'identité un staatleche Plang ze zentraliséieren.

Allegueren déi Indikatiounen huet den Här Innenminister mer a senger schrëftlecher Äntwert ginn. Ech wollt hie froen, wou dann déi Groupes interministériels dru wäeren, well et jo verschidde sinn,

an et gesäit hei no eppes Déckem aus, wat hien hei annoncéiert huet, an dofir wär ech fro, wann hie mer kënn Detailer doriwwer ginn.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Fayot. D'Wuert huet den Här Innenminister, den Här Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. - Merci, Här President. Den Här Ben Fayot huet hei wierklech eng interessant Fro gestallt, op d'mannst eng komplex Fro, an ech hu mech och versicht e bësse méi schlaue ze maachen an deem Dossier, wourun tatsächlech vill Ministèren zesummen um Dësch sëtzen.

Ech wollt lech dat soen, ech hunn dat extra nogekuckt: Den Intérieur, d'Justice, d'Fonction publique et réforme administrative, de Centre informatique de l'État, d'Économie, d'Classes moyennes, d'Famill an de Statec, déi sëtzen also all un deem Dësch do derbäi, fir notament sech bei deem Numéro d'identifiant unique, där Matricule, wéi mer dat nennen, eng nei Regel ze ginn. Well déi Matricule, déi mer haut hunn, geet net méi duer, d'äers si mer eis bewosst. Do muss also eppes geschéien. Et ass also eng gewëssen Urgence do.

An ech kann lech do matdeelen, dass an engem nächste Regierungsrat - dat kann elo den nächste Freideg sinn oder dee Freiden drop - dee Punkt zur Diskussioun misst kommen. Do sinn anscheinend, wéi ech ëmmer soen, Neel mat Käpp gemaach ginn.

Wat de Registre de la population ugeet, sou ass dat e Punkt, wou a sech och en Handlungsbedarf ass, wou sech awer nach Problemer stellen, wat notament - wéi Dir et och gesot hutt - de Registre national des personnes ugeet. Dat ass déi ganz Problematik, déi Der ugeschwat hutt, an och iwwert d'Protection des données.

Mir versichen awer, dat an engens ze maachen. Mir mussen jo léigifréieren, wat den Numéro d'identifiant unique ugeet, a mir versichen deen ze koppelen mat dem Registre de la population. Dee Wëllen ass do, mä déi zwee Aspekter, déi ech elo grad ugeschwat hunn, déi musen nach geregelt ginn. Da misste mer do och normalerweis virukommen, well net nëmmen déi Leit, déi Dir ugeschwat hutt, sinn domat gehäit, mä och d'Sans-domicilefixen, déi Leit, déi op Camping wunnen, an esou weider, allegueren déi Leit, déi si vun där Problematik do betraff. An ech sinn och der Meinung, dass do muss eppes gemaach ginn. Mir mussen déi Situatioun an de Grëff kréien.

A last but not least, de Punkt vun den Données-biométriques, deen ass jo éischter ënnert der Fiederführung vun Här Luc Frieden, vun der Justice. Och dee leeft parallel anscheinend zu deenen zwee aneren, an de Groupe de travail géif och do weider intensiv dru schaffen. Déi lescht Réunioun war anscheinend do am Dezember 2005, esou dass ech och dovun ausginn, dass do och deemnächst eppes Konkretes op den Dësch kënn.

Deen éischten, deen Der ugeschwat hutt, vun dem Registre de la population, muss ee feststellen, dass schon 2003 eng Note gemaach gi war. Also si mer elo schonn dräi Joer amgaangen, esou dass ech awer mengen, dass Der Recht hutt, dat ze froen, an ech mengen, do misst schnellstens eng Léisung fonnt ginn.

Ech konnt lech also net vill Detailer ginn. E puer konnt ech lech der ginn, awer de Wëllen, de politesche Wëllen, fir dës dräi Aspekter esou schnell wéi méiglech ofzeschléissen, ass do.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Da komme mer zur nächster Fro. Et ass déi vun der honorabeler Madame Anne Brasseur iwwert d'Eröffnung vun Festungsmusée. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°79 du 14 mars 2006 de Madame Anne Brasseur relative à l'ouverture au public du musée de la forteresse à Fort Thüngen, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

Mme Anne Brasseur (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an engem Interview den 9. Mäerz huet d'Madame Staatssekretärin fir d'Kultur hir Akzenter duergeluecht, wéi se d'Action culturelle an nächster Zäit wäert gesinn. An deem Interview huet se gesot, dass nieft dem Pei-Musée - an dat wësse mer, do hu mer elo den Datum vun der Ouverture - och de Musée vun der Forteresse, also dee vun den Dräi Eechelen, en enorme Retard krut.

D'Ursach vun deem Retard, explizéiert d'Madame Staatssekretär, wier drop zrëckzeféieren, dass de Concept muséologique, deen op der Base ass, fir dee Musée ze entwéckelen, net deem entsprécht, wat d'Regierung sech erwaart huet. E wier nämlech reng militäresch ausgeriicht, amplat dat vill méi wäit ze spanen, andeem een e Musée entwéckelt, wou een d'Forteresse gesäit an d'Implikatioun op d'Evolutioun vun Land.

An deem Zesummenhang wollt ech wëssen: Dee Cahier des charges, dee Kontrakt, dee mat deem Expert gemaach ginn ass, wéini ass deen ofgeschloss ginn, a wat stoung an deem Cahier des charges, deen à la base war? Well d'Missioun vun deem Expert huet jo missen definéiert ginn.

Wann dat net esou war, firwat ass dat net definéiert ginn? A wa seng Missioun definéiert ginn ass, wéi konnt et dann zu deenen Dérapagé kommen, déi mer awer elo hu misse feststellen, duerch déi de Musée elo net kann opgoen? Ass och regelméisseg kontrolléiert ginn, wou deen Expert mat sengen Aarbechten dru war?

An da wollt ech och nach wëssen: Wat huet déi ganz Etüd do, déi jo awer elo muss nei gemaach ginn, kascht? Wéi vill Fraisën huet dat bis elo engendréiert?

An da wollt ech nach eng Fro drunhänken, Här President. Ech hunn héieren, et wiere Problemer vun enorm héijer Fiichtgeket an deem Musée, esou dass bal kee Support papier kënn exposéiert ginn, wat awer enorm wichtig ass an esou engem Musée, well ech weess net, soss kënn ee jo nëmme méi nach Maquetten exposéieren.

Merci.

M. le Président. - Merci, Madame Brasseur. D'Wuert huet d'Madame Staatssekretärin zoustänneg fir Kultur.

Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche. - Merci, Här President. Merci, Madame Brasseur, fir déi detailléiert Froen.

D'Gesetzter vun Festungsmusée si vun 1997 a vun 2003, an am Februar 2000 ass eng Offer ugeholl gi vun engem auslänneschen Architektbüro, fir déi museologesch Programmation opzestellen fir de Festungsmusée. Zousätzlech war e Comité vun Historiker chargéiert, fir déi Proposé bestänneg ze verifizéieren, an dee Comité war agesat vun der Maîtrise d'ouvrage, dat ass de Service des Sites et Monuments.

Déi zwee, souwuel d'Historiker wéi de Service des Sites et Monuments, hunn iterativ et deem auslänneschen Expert gesot, hie soll sech un de Cahier des charges halen. Dat heescht, hie soll net nëmmen dee militäreschen Aspekt vun der Festung belichten, mä d'Liewen an a ronderëm d'Festung, mat senger villfältige Verzweigungen a Konsequenzen op d'Leit an op d'Land, vun eisem Land an an deem Land.

Ech muss awer dozou soen, dass e gudden Deel vun den Aarbechten, déi den auslänneschen Expert gemaach huet, ka weider gebraucht ginn. De Kontrakt vun deem, wat exekutéiert ginn ass a wat mer brauche kënnen, ass op 104.000 Euro ugesat. Knapps 90.000 Euro wär de Wäert gewiescht vun den net ausgefuerte Prestatiounen. Well effektiv huet de Kontrakt fréizäiteg an am géigesäitegen Averständnis en Enn fonnt. Déi zwou Säiten hunn dee Vertrag 2004 opgeléist, dat heescht, de Ministère respektiv d'Maîtrise d'ouvrage an den auslänneschen Expert hunn dat am géigesäitegen Averständnis gemaach, an zwar virum Enn vun den Aarbechten, well ee gesinn huet, dat net an déiselwecht Richtung gaangen ass wat den Inhalt vun Konzept ugeet.

Op déi lescht Fro d'äerf ech lech vläicht äntwerten, dass déi verschidden accidentel Waasserfuiten net eng Géigenindikatioun si fir d'Konservatioun vu Pabeier am spéidere Festungsmusée an dat no internationalen Normen. Well et ass ganz richtig, dat wär ganz schued, wa mer kee Pabeier kéinten doran mat exposéieren, dat wär där Saach kee Gutts gedoen. Et gëtt zwar Waasserfuit mat Momenter, kleng accidenteller, mä dat mécht näischt aus.

Ech wëll vläicht do nach dobäi soen, dass, dee Moment, wéi de Kontrakt mat dem auslänneschen Expert opgeléist ginn ass, a fir virunzecommen, mer eng Equipe vu Lëtzebuurger Historiker ënnert dem Professor Michel Margue vun der Uni Lëtzebuerg beoptraagt hunn, fir e Konzept fir de Musée auszeschaffen. A virun e puer Deeg hat ech eng Réunioun mat hinnen, wou ech dee Konzept avaliséiert hunn.

Fir et just an engem kuerze Wuert ze soen: Et ass eng modern historesch Approche, déi d'Differenz och mécht zwëschen Souvenir an zwësche Geschicht, an déi eng zäitgerecht a modern Interpretatioun mécht a gëtt vun eiser Identitéit a vun Identitéiten.

Merci.

M. le Président. - Merci, Madame Staatssekretärin. Dann déi nächst Fro ass déi vun honorebelen Här Adam iwwert d'Organisation vun internationalen Klassen am Lycée technique du Centre. Här Adam!

- Question N°80 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Adam relative à l'organisation des classes internationales au Lycée technique du Centre, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Claude Adam (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madame Minister, am Regierungsrat vun 10. Mäerz ass un engem Projet de loi geschaff ginn, duerch deen de Lycée technique du Centre international Klasse soll kënnen ariichten, fir op den internationale Bac ze preparéieren. Dozou gëtt et dann och een Avant-projet de règlement grand-ducal, wéi déi Klasse sollen am Lycée technique du Centre organiséiert ginn. Dat ass jo bestëmmt eng gutt Saach.

Ech hätt dozou e puer Froen, fir zousätzlech Informatiounen kënnen ze kréien. Et géng mech interesséieren, wéi wäit datt dese Bac international och schonn en Deel vun

de Beméiunge vun Ministère de l'Éducation nationale eventuell ass, fir sech mat der sproochlecher Situatioun an eisem Land an an eise Schoulen ausernee ze setzen.

Da wier ech och interesséiert dour, ob déi Konditiounen fir d'Schüler,...

(Coups de cloche de la Présidence)

...fir kënnen als Schüler zu där Formatioun do zougelooss ze ginn, wierklech esou streng sinn, wéi se an där Duerstellung um Internetsite vun der Regierung ugekënnegt sinn.

Do steet vun «élèves nouvellement arrivés en pays, âgés de 12, 13 ans», dat wier schonn d'Konditioun, fir kënnen op eng Filière francophone an iergendengem Lycée technique, deen esou eng Filière ubitt, zougelooss ze ginn, da missten se fir d'éischt dräi Joer do bleiwen an dann eréischt kéim de Schüler véier Joer an de Lycée technique du Centre.

Oder, fir et méi kuerz ze maachen, Madame Minister: Wat sinn einfach d'Konditiounen, datt een als Schüler zu där Formatioun zougelooss gëtt?

An da wollt ech nach froen: Wéi ass d'Demande oder déi viraussichtlech Demande? Wéi sinn d'Besoinen bei de Schüler anzuschätzen? Ass et geduecht, fir déi positiv Erfahrungen, déi am Lycée technique du Centre gemaach gi sinn, eventuell och nach auszudehnen? Mir hu jo déi grouss Zuel vun auslännesche Schüler, net nëmmen an der Stad, mir hu se och am Süden, och am Norden. Ass do geduecht, fir dee Projet eventuell auszudehnen?

An dann eng lescht Fro: Wéi ass et mam Timing? Wéini kënnen déi éischt Klasse lafe respektiv wéini kënnen déi éischt Bac-internationalen an enger öffentlecher Schoul ausgedeele ginn?

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Adam. D'Madame Mady Delvaux, Ministesch zoustänneg fir d'national Erziéung, huet d'Wuert.

Une voix. - National Erziéung?

M. le Président. - Éducation nationale heescht op Lëtzebuergesch national Erziéung.

Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. - Merci, Här President. D'Regierung huet leschte Freideg de Projet de loi ugeholl, an ech hat gehofft, ech kënn en de Mëtteg déposéieren, mä ech brauch jo och nach eng Signature vun Grand-Duc. Soubal wéi mer déi hunn, gëtt de Projet déposéiert, dann ass et vläicht méi einfach, dat ass richtig.

Firwat eng Loi autorisant le Lycée technique du Centre fir esou Coursen ze offéieren? Dat geet an d'Richtung, dass mer jo an deene leschte Jore Beméiunge gemaach hunn, dass Schüler, déi éischter francophone sinn a Problemer am Däitschen hunn, kënnen am Technique verschidde Filiären offréiert kréien, mä dass se eigentlech keen Accès zu engem Bac classique hunn, à moins dass hir Eltere kënnen d'Minivals bezuelen an de Privatschoulen. An dofir dese Projet, fir d'Méiglechkeet an enger öffentlecher Lëtzebuurger Schoul unzuebidde - an ech mengen, dat ass wichtig: eng öffentlecher Schoul -, wou da Schüler, déi Problemer hunn, manner gutt am Däitsche sinn, loosse mer soen, awer kënnen zu engem Bac classique kommen.

D'Konditiounen, fir do eranzekommen, Dir hutt do zitéiert. Dat ass eigentlech fir d'Motivatioun ze erklären, dass mer ganz vill Primo-Arrivanten hunn, déi iwwer zwielef Joer al sinn, wa se op Lëtzebuerg kommen. Wa se ganz jonk sinn, bréngt

mer et jo, mat méi oder manner Erfolleg, fäerdeg, se an de Lëtzebuergersch Schoulsystem ze scolarisierere mat sengem Plurilinguisme, mä fir déi méi eeler, déi op Lëtzebuerg kommen, ass dat ganz schwéier.

Do gëtt jo dann e groussen Effort gemaach, fir se Franséisch ze léieren, massiv, an dass se kënnen op eng Filière francophone goen. Do fir si si déi éischt Zilgrupp fir déi Klassen, déi hei organiséiert ginn, mä dat heescht awer net, dass net aner Schüler, déi net Primo-arrivants sinn, mä déi schonn zu Lëtzebuerg sinn, an déi eben d'Konditiounen am Däitschen net géifen erfëllen, net kënnen dohinner goen. Dat ass also eng Offer fir alleguerten d'Schüler vu Lëtzebuerg. Et ass net restriktiv.

Mir hunn domat gerechent, vun der Population scolaire, déi elo am Lycée technique du Centre ass, wou déi meescht sech konzentrieren, aus anere Schoulen, dass do pro Joer ongeféier 15 bis 20 Schüler wäeren, déi d'Capacités hätten, fir op e Bac classique ze goen. Sou dass mer domadder rechnen, dass mer pro Joer eng Klass emol géifen offrëieren.

Den Timing, wéini mer géifen ufänken, hängk natierlech éischtsens vum Gesetz of, zweetens muss ee jo eng Autorisatioun vum Büro vu Genève kréien, a fréiestens, géif ech soen, wär et 2007 wou mer könnte mat deene Klassen ufänken. Déi gi jo dann op Quatrième un a féiere bis op Première.

Merci.

M. le Président. - Merci, Madame Minister. Déi honorabel Madame Brasseur huet och eng Fro un d'Ministesch zoustänneg fir d'national Erziehung. D'Madame Brasseur wëllt eng Fro stellen iwwert de Programm vum Franséischunterricht an deenen ënneschte Klasse vum techneschen Unterricht. Madame Brasseur!

- Question N°81 du 14 mars 2006 de Madame Anne Brasseur relative au programme de l'enseignement du français pour les classes du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

Mme Anne Brasseur (DP). - Merci, Här President.

Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. - Ech bleiwen hei.

Mme Anne Brasseur (DP). - Merci, Madame Minister. Ech hunn héieren, dass de Programm iwwert d'Franséisch am Enseignement secondaire technique am Cycle inférieur soll komplett reforméiert ginn, an do soll sech baséiert ginn op de Référentiel de compétences. Dat huet zu ville Froen Ulass ginn, virun allem am Millieu och vun den Enseignanten.

Ech wollt vun der Madame Minister wëssen, ob si ons kuerz ka soen, wat dee Référentiel de compétences ass?

Déi zweet Fro ass déi: Ass net ze fäerten, dass duerch d'Aféierung vun engem Programm, deen dorop baséiert, de Vocabulaire méi kleng gëtt, an d'Kompetenz vun de Schüler, fir d'franséisch Sprooch ze gebrauchen, och doduerch méi kleng gëtt? De Contraire muss mer awer hei zu Lëtzebuerg erreechen.

Déi drëtt Fro ass déi, ob net d'Méthode d'évaluation och an esou eng Richtung geet? Et schéngt jo esou ze sinn, dass dann d'Punkten ofgeschaaft ginn an dass eng nei Méthode d'évaluation geholl gëtt, déi méi qualitativer Natur ass. Dat heescht, et gëtt keng Punkte méi. Riskéiert een do net, an den Arbiträr ze kommen a méi eng Appréciation approximative ze kréie wéi bis elo?

A meng lescht Fro ass déi, ob d'Madame Minister net awer mengt, dass déi gutt Schüler duerch dee System sech net méi esou motivéiert fillen an doduerch défavoriséiert ginn, well se net deen Effort maachen, dee se könnte maachen, fir besser ze ginn? A mir brauchen einfach Schüler, déi besser ginn.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Madame Brasseur. D'Madame Mady Delvaux äntwert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. - Merci, Här President. Ech si mat der Madame Brasseur hirer Konklusioun d'accord: Mir brauche Schüler, déi besser ginn.

Mir sinn amgang, duerch de ganzen Enseignement, vun der Spillschoul bis op d'Première, ze definéieren, wat mer vun de Schüler erwaarden, op all Niveau, ganz prezis. An der moderner Terminologie schwätzt een da vun engem Référentiel. E Référentiel ass en Ensembl, e Kader, wou alles drakënnt, wat een erwaart.

Et gëtt jo och Unterrecht mat Kompetenz gemaach, an eng Kompetenz, dat ass en Ensemble vu Savoir - ech muss et op Franséisch soen -, en Ensemble de savoir, Wëssen also, savoir-faire an «attitude qu'un élève doit mobiliser dans un contexte donné pour fournir une réponse adéquate à une problématique complexe». Dat heescht, et muss ee Wëssen hunn, Connaissancen, an et muss ee se kënnen op eng Situatioun uwenen. Dat sinn also d'Definitionen.

Mir maachen also ee Kader, wou drageschriww gëtt, wéi eng Kompetenzen all Schüler op all Niveau vu senger Scolaritéit erreeche muss, fir kënnen weiderzegoen. Dat geet un an der Primärschoul. Dir hutt elo méi prezis Froe gestallt iwwert de Secondaire technique. Do ass en Aarbechtsgrupp vu Profen, franséisch Profen vum Technique, déi hunn esou ee Référentiel, e Projet vun engem Référentiel de compétences fir d'Franséisch ausgeschafft.

Deen ass elo verschéckt ginn un d'Programmkommissionen an un d'Schoulen, fir dass déi dat sollen diskutéieren. Well mir brauche jo eng breet Diskussioun, ob dat gedeelt ass, wat do proposéiert gëtt.

Ech schwätzen nëmme vum Cycle inférieur technique - net dem Classique. De Moment gesäit e véier Niveaue vir: Den Niveau 1 ass also deen niddregsten. Also, ech kann lech och e puer Beispiller virlesen, aus wat dat besteet. Da geet dat bis op den Niveau 4, dee mer géife fir d'Neuvième proposéieren. Woubäi et kloer ass, dass jiddereen dann an esou engem System certifiéiert kritt, wat e kann.

Wat d'Sproochen ugeet, gëtt et jo dräi grouss Domänen: Dat heescht, et muss ee kënnen eppes verstoen, am Liesen an am Héieren; et muss ee kënnen schwätzen, an et muss ee kënnen schreiwen. An déi dräi Kompetenzen an de Sprooch ginn alleguerte schéi beschriwwen, wat een do vun engem Schüler erwaart, an da ginn déi Kompetenzen och certifiéiert. Dat ass dann eng Certification - wéi mer se nennen - positive. An eisem jetzege System maache mer jo eng Prüfung an et huet ee 60 Punkten. Se ass negativ, dat heescht, et kréit ee vu 60 ofgezunn. Dat hei wär eng Démarche, fir ze soen: Wat ee kann, kréit ee certifiéiert, a wann ee méi kann, kritt ee méi certifiéiert.

De Moment, Här President, wollt ech der Madame Brasseur soen, dass mer nach näischt iwwert d'Evaluatioun op den Instanzewege ginn hunn. Dat ass implizit an de Kompetenzen dran, an näischt verhénnert - du moins an der Praxis -, dass ee Kompetenz certifiéiert an dat dann transforméiert an en Equi-

valent vu Punkten. Dat ass parfaitement méiglech.

Mä d'Iddi au départ ass éischer fir ze soen: Mir certifiéieren, wat ee kann, a wann een en Niveau erreecht huet, da kann een doroberhi weidergoen. Esou dass ech mengen - an ech mengen dat net eleng -, dass dat eigentlech vill méi eng objektiv Certification ass wéi déi, déi elo a Moyenné besteet, wou ee Moyenné vu Punkten zesummekritt, wou een net richtig ëmmer genau weess, wat déi bedeuten. Déi setze sech jo aus verschiddene Kompetenzen zesammen: An der Mathé ass et Algèbre a Géométrie, an da kritt een eng Moyenne. Da weess een nach net: Kann deen elo Géométrie, oder kann en net? Et kann ee just certifiéieren, dass en eng gewësse Punktzuel huet. Esou dass ech dervunner ausginn, dass dat hei vill méi eng prezis a méi eng motivant Evaluatioun ka sinn.

Dann déi lescht Fro, ob ech da mengen, dass mer d'Schüler géifen domadder demotivéieren. Ech mengen, de ganzen Exercice ass fir ze motivéieren, an dat ass eng Recommandatioun, déi mer vu ville Leit kréien, vun de Leit un Terrain, vun den Experte vu bausen, sou dass et fir eis immens wichteg ass, besonnesch am Sproochenunterricht, eis Schüler ze motivéieren, dass een eng Sprooch ka benotzen, dass eng Sprooch do ass, fir ze communicéieren, an dass ee se soll positiv opbauen, fir hinnen den Intérêt an d'Loscht um Sproochelérieure bäizebréngen, an dass een dorober kann opbauen, fir d'Perfektion an de Sproochen ze erreechen. Duerfir denken ech, wann een hei verschidden Niveauen definéiert, wou een ëmmer seet «on peut faire mieux», dass dat eigentlech déi gutt Schüler vill méi motivéiert, wéi wa se just géife schaffen, fir op eng Moyenne vun 30 hinzekommen.

Ech soe Merci. Här President, ech bleiwen awer erëm hei, well déi nächst ass och fir mech.

M. le Président. - Merci, Madame Delvaux. Ech mengen net, dass déi nächst Fro un lech gericht ass.

(Interruption)

Gelift? Laut mengem Programm hei ass déi nächst Fro eng, déi den honorabelen Här Meisch un den Här Wirtschaftsminister wëllt stellen. Vu dass awer de Minister de Moment nach en engem Stau stécht, géif ech proposéieren, déi Fro de Moment emol zréckzestelle bis zum Schluss.

(Interruptions)

Da komme mer elo zur Fro, déi den honorabelen Här Adam un d'Madame Minister zoustänneg fir d'national Erziehung stellt, iwwert de Profil vum Léierpersonal am Enseignement secondaire a secondaire technique.

M. Claude Adam (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President.

M. le Président. - An et kënt een u sech d'Fro vun der Madame Brasseur, déi als nächst ass, direkt un déi unhänke vum Här Adam, well de Fong vun deem, wat hei gefrot gëtt, u sech praktesch identesch ass. Also, fir d'éischt den Här Adam, dann d'Madame Brasseur an duerno déi zoustänneg Minister. Här Adam!

- Question N°82 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Adam relative au profil professionnel des enseignants de l'enseignement secondaire et secondaire technique, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- Question N°83 du 14 mars 2006 de Madame Anne Brasseur relative à la «redéfinition qualitative» de la tâche des enseignants de l'enseignement secondaire, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Claude Adam (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng fannen et wichteg a richtig sech mam Profil vun den Enseignanten iwwerhaapt, an natierlech och mat dem Profil vun den Enseignanté vum Secondaire a Secondaire technique am Speziellen auserneen ze setzen. Déi Aart a Weis wéi dat allerdéngs gemaach gëtt déi Kéier, dat werft eng Rei Froen op. Et ass e Pabeier un d'Schouldirektioun gang. Dee Pabeier, dee soll diskutéiert ginn. Dat ass gutt.

Meng éischt Fro: Wéi ass dee Pabeier entstanen? Huet hei eng Aarbechtsgrupp vun Enseignanten oder Beamten dee Pabeier ausgeschafft? Op wat baséiert dese Pabeier? Dat schéngt eis awer och ganz wichteg ze sinn.

Op wéi enger Vue vu wéi enger Schoul solle mer eis baséieren, oder baséiert sech de Ministère de l'Éducation nationale, wann e wëllt e Profil vun den Enseignanten definéieren? Ech mengen, mer mussen jo fir d'éischt definéieren, wéi eng Schoul mer wëllen, fir dann erauszefannen, wéi eng Enseignanté mer wëllen.

Da froe mer eis och: Gëtt et nach aner Gruppen, déi hei gefrot ginn, wéi d'Schoul a wéi d'Enseignanté sollen ausgesinn? Ech denken zum Beispill un d'Eltervertrieder. Ech denken awer och un déi zoustänneg Chamberskommission, wou mer och nach net iwwert déi do Problematik geschwat hunn. Da schlussendlech: Wéi e Wee mécht dee Pabeier elo? A wéini kann ee mat éischte Konklusiounen dozou rechnen? Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Adam. D'Madame Brasseur.

Mme Anne Brasseur (DP). - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech hunn och eng Fro iwwert dat Dokument, iwwert de Profil professionnel vun den Enseignanten am Secondaire an am Secondaire technique, deen elo an de Schoulgebaier ass, an dee soll do diskutéiert ginn, wou et soll zu enger Redefinition vun der Tâche vun den Enseignanten am Postprimaire kommen.

Do wollt ech d'Madame Minister froen, wat se versteet ënnert der «redéfinition qualitative de la tâche des enseignants de l'enseignement secondaire et secondaire technique». Merci.

M. le Président. - Voilà! Madame Minister.

Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. - Dir sidd jo elo fäerdeg.

(Hilarité)

Merci, Här President. Mir hunn dat Dokument «Profil professionnel des enseignants de l'enseignement secondaire et secondaire technique». Dat ass am Ministère ausgeschafft ginn, an et ass verschéckt ginn un d'Gebaier, un d'Schoulen, fir dass dat an de Konferenz soll diskutéiert ginn, ob dat e Bild ass, wat d'Enseignanté vum Postprimaire kënnen deelen.

Dat schreift eigentlech e bëssen dee Profil fort, dee mer geschriwwen hu fir de Schoulmeeschter. Dee baséiert op den Erkenntnisser vun de «Sciences de l'éducation». Ech hat verstanen, dass dat och dee Konsens ass, deen aus deene villen Débaten, déi mer awer an deene leschte Joren hei an der Chamber hate ronderëm d'Schoul, erauskomm ass.

Den Enseignant, de Proff, wéi mir en nennen am Secondaire, dat war jo, géif ech soen, bis an d'Enn vun de 60er Joren een «Transmetteur de savoir». Dat war een héich spezialisierte Spezialist a sengem Fach. Deen hat eng attentiv Schülerschaft viru sech sätzen an en huet deene säi Wësse vermëttelt. Dat ass dat schéint Bild vun deem Dialog zwëschent dem Meeschter a sengen Discipulen, déi eigentlech déi Wiederder alleguerten do opgesaugt hunn, an déi dann op fruchtbare Buedem gefall sinn. Ech mengen, mir hunn dat Bild och nach alleguerten an eis aus de Romaner. Dat ass esou eng schéi Virstellung, dass och all déi Schüler, déi déi Wiederder do opsugen, sech dann dorauer entwéckelen.

Ech denken, dass de Proff, wéi mir en nennen, haut och nach ëmmer een ass, dee muss Wësse vermëttelen. Just d'Konditiounen, an deenen en dat Wësse vermëttelt, déi hunn immens changéiert. D'Schüler setzen net méi do a waarden op d'Wiederder, déi vun de Lépse vun den Enseignanté falen. Eis Klasse si vill méi komplizéiert ginn. Eis Gesellschaft ass méi komplizéiert ginn. D'Kanner si méi komplizéiert ginn, déi dra sinn.

Also ass emol déi éischt grouss Aufgab, déi en Enseignant huet: Wéi bréngen ech et fäerdeg, déi Klass do als eppes zesummeschmieden, an de Schüler hir Attention ze kréien, dass se iwwerhaapt opnahmefäeg sinn? Dat ass, géif ech soen, deen alleréischen Défi, dee sech fir en Enseignant stellt op allen Niveauen vun der Schoul.

An dofir ass dat emol deen éischte qualitative Sprong, dat heescht d'Enseignanté brauchen net nëmme e ganz zolidd Fachwëssen, mä si müssen och ganz vill pedagogesch Wëssen hunn, an Know-how a Kompetenzen, dat heescht da Savoir a Savoir-faire, fir an der Schoul dat Wësse kënnen ze vermëttelen.

Da kënt dat Zweet dobäi; mir hunn an deene leschte Jore ganz vill iwwer Autonomie vun der Schoul geschwat. Autonomie vun der Schoul, dat heescht, dass d'Schoul méi selwer kann decidéieren an dass se eng Obligation kritt, fir d'Schüler op ee Punkt ze bréngen.

Autonomie, wa mer dat wëlle lieue loosse, dann heescht dat awer och, dass déi Enseignanten, déi an der Schoul sinn, dass déi sech müssen un der Entwécklung vun där Autonomie bedeelegen, well d'Autonomie ka jo dann net dekretéiert gi vun engem, mä da muss déi jo dann an der Schoul entwéckelt ginn. Dat heescht, mir brauchen an de Schoulen Teamen, Équipes, déi zesummen diskutéieren, déi zesummen diskutéieren iwwert d'Entwécklung vun der Schoul an déi zesummen diskutéieren iwwert de Succès oder den Netsuccès vun hire Schüler, well si jo eng moralesch Obligation hunn - net eng Obligation de résultat, mä eng Obligation de moyen -, fir hir Schüler esou wäit wéi méiglech an hirem Parcours scolaire ze begleeden. Also muss mer vun den Enseignanté froen, dass se teamfäeg sinn, dass se kënnen an Équipes diskutéieren, dass se och déi Zäit opfannen an hirer Tâche, fir déi Saachen do ze entwéckelen.

Da kënt en drëten Niveau dobäi, dee vläicht manner elo direkt an den Alldag vun der Schoul erageet, mä dat ass d'Entwécklung vun eisem Système éducatif. Mir mussen Programmen adaptéieren; dat ass och hei schonn ech weess net wéi oft gesot ginn, dass d'Programme müssen adaptéiert ginn. A fir déi ze adaptéieren brauche mir héich kompetent Leit, mä awer och Leit, déi den Terrain kennen. Also ass dat och eng Aarbecht, déi mer vun den Enseignanté froen. Also op deenen dräi Niveauen: Niveau „Engagement fir de Schüler“, Ni-

veau „Engagement fir d'Schoul“ an Niveau „Engagement fir den Enseignement en général“.

(Coups de cloche de la Présidence)

An duerfir heescht se qualitativ, well et eng aner Qualitéit an d'Aarbecht vun den Enseignantë soll bréngen.

Mir diskutéieren elo mat den Enseignanten an ech erwaarde mer, dass dorauer e Projet vun - wéi soll ech dat nennen? - der Definition vun der Aarbecht vun engem modernen Enseignant am Joer 2006 entsteet. Déi besteet aus Schoul halen, déi besteet aus sech këmmeren - wann een dat kann esou nennen - ëm de Schüler, fir e weiderzebréngen, déi besteet aus Concertatioun zwësche Kollegeen, déi besteet aus Dialog a Concertatioun mat den Elteren an déi besteet aus Entwécklung fir seng Schoul a fir de Système éducatif am Ganzen. An dat misst, wann alles gutt geet, an enger schéiner Definition vun der Tâche enden.

Merci.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Minister. De Wirtschaftsminister ass nach net agetraff.

(Interruption et hilarité)

Duerfir huele mer elo d'Fro vum Här Meisch vir, adresséiert un de Minister vun der Santé; d'Fro vum Här Meisch iwwert d'biomedezinesch Fuerschung zu Lëtzebuerg. Den honorablen Här Meisch huet d'Wuert.

- Question N°85 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Meisch relative à la recherche biomédicale au Luxembourg, adressée au Ministre de la Santé

■ **M. Claude Meisch (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an engem Zeitungsartikel hunn ech gelies, dass de fréiere Wirtschaftsminister, de jetzegen LSAP-Europadeputéierten, Robert Goebbels sech ausgeschwat huet, datt grad d'LSAP déi Partei hei zu Lëtzebuerg ass, déi probéiert de Kader fir d'Gentechnologie-Fuorschung wéi och fir déi konkret Applikatioun hei zu Lëtzebuerg no vir ze bréngen. Nu weess ech, datt mer och en LSAP-Gesondheitsminister hunn, a wann dat, wat den Här Goebbels gesot huet, géng stëmmen, da misst jo och dee probéieren op senger Plaz, wou hie Responsabilitéit dréit, dat deemspriechend dann och mat ze ënnerstëtzen a virunzedriewen.

Ëmsou méi erstaunt war ech dann awer och, wéi ech an engem Rapport vun der Santéskommissioun gelies hunn, datt bei den Diskussiounen iwwert de Projet de loi 5528, d'Ëmsetzung vun der sougenannter Konventioun vun Oviedo, der Convention sur les droits de l'Homme et de la biomedecine, gelies hunn, datt do awer eng ganz restriktiv Handhabung vun Domäne wéi Stammzellefuerschung hei zu Lëtzebuerg soll an eis Léiglatioun afléissen.

Am Artikel 6 vun deem Projet de loi steet ganz konkret, datt e Verbuet vun der Recherche un Embryonalzellen hei zu Lëtzebuerg envisagéiert ass, gradesou wéi och vun der Schafung vun deenen Embryonalzellen. Ech hat gemengt, datt virun allem opgrond vun engem ganz sachlechen Avis vun nationalen Ethiksrot, dee sech favorabel ausgeschwat huet fir déi dote Fuerschungsweiger hei zu Lëtzebuerg, datt mer do kéinten ee Schratt méi wäit goen.

Ech wollt dann och eigentlech de Santésminister froen, firwat do net méi Courage un den Dag geluecht gétt, ob hie wirklech der Meenung ass, datt mer mat esou enger Léiglatioun déi dote Fuerschung an och d'Applikatioun vun der Biotechnologie hei zu Lëtzebuerg wirklech kéint viragedriewen ginn.

An enger Stellungnahm vun der Chambre de Commerce, déi och e Potenzial am Développement vun der Biotechnologie hei am Land gesäit, hunn ech gelies, datt et haaptsächlech och Problemer gétt beim Recrutement vu Fuerscher, déi aus dem Ausland kommen, fir déi hei am Land kënnen ze engagéieren.

(Coups de cloche de la Présidence)

Ech wollt déi Fro dem Gesondheitsminister mat op de Wee ginn, wuelwëssend dass hien net deen ass, deen do eleng an der Regierung Kompetenz duerfir huet, ob hien déi Aschätzung deelt a wat ka gemaach ginn um Niveau vun der Regierung, fir de Recrutement vu Fuerscher, déi Qualitéite matbréngen, déi mer soss hei net fannen, fir grad deen doten Domän hei am Land ze dévoppéieren, wéi mer déi administrativ Hürden do kënnen ofbauen.

Merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Meisch. Den Här Mars Di Bartolomeo, Minister vun der Gesondheet, huet d'Wuert.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeen, vläicht fir unzefänken: Et ass jo net esou, wéi wann Lëtzebuerg an deem heiten Dossier keng Position gehat hätt. Ënnert der vieregter Regierung huet Lëtzebuerg sech um europäesche Plang positionéiert a kloer gesot, dass Lëtzebuerg net op de Wee vun der embryonnärer Stammzellefuerschung wéilt goen a wéilt déi adulte, déi erwuesse Stammzellefuerschung privilegieren. Dat war fir déi europäesch Position.

Um nationale Plang, dat weess mäi Virgänger, war et net esou evident, fir eng kloer Position ze kréien. Nodeem den Avis vun zitierter Comité d'éthique virlooch, hat den zoustännege Gesondheitsminister d'Regierung chargéiert mam Dossier. Et ass awer net zu enger klarer Position komm, dat heescht och d'Konventioun vun Oviedo ass dee Moment net deponéiert ginn a mir hunn d'Convention d'Oviedo, wéi iwwregens och dee Projet, deen ech elo just deponéiert hunn iwwert d'Recherche biomédicale, erëm op de Leescht geholl.

Déi jëtzeg Regierung huet sech eng Marche à suivre ginn, fir un deen doten Dossier erunzegoen. Dat huet näischt mat Courage oder mat feelendem Courage ze dinn. Mir hunn eng pragmatesch Approche geholl. Déi zoustänneg Ministere - de Fränz Biltgen, d'Octavie Modert, de Jean-Marie Halsdorf an ech selwer - haten eng Entrevue mat dem CRP Santé, deen d'Problematik wuel am beschte kannt huet. Mir hunn nogefrot, wat d'Besoinen hei zu Lëtzebuerg wäeren.

Mir hunn eng ganz kloer Äntwert kritt vum CRP Santé, nämlech dass am Moment kee Besoin an deem dote Beräich wär, dass d'Fuerschungsprojeten um Lëtzeburger Plang sech haaptsächlech géife ronderëm d'adulte Stammzellen dréinen. Mir hunn dat dee Moment och an de Projet de loi fir d'Ratifikatioun vun der Konventioun vun Oviedo agepaakt an eng kloer Position hei zu Lëtzebuerg geholl, fir d'Recherche op embryonnäre Stammzellen zouzemaachen. Dat féinnt sech iwwregens och am Projet iwwert d'Recherche biomédicale erëm.

Parallell dozou huet d'Regierung awer d'Diskussioun gefouert iwwer hir prinzipiell Haltung insgesamt, och um internationalen an um europäesche Plang. Si huet do vill méi eng nuancéiert Position an d'Diskussioun erabruecht wéi déi, déi bis dato gegollt huet. D'Regierung war sech eens, dass se bei europäesche Recherche-s-Projeten op deem heite Gebitt vu Fall zu Fall géif hir Position präiwen an net méi systematesch a katego-

resch Nee géif soen zu esou Projeten.

Mir hu gemengt, dass dat eng kohärent Approche wär, well d'Problematik hei zu Lëtzebuerg sech och doduerch stellt, dass mer limitéiert Kontrollméiglechkeeten an deem dote Beräich hunn. A wann et ee Beräich gétt, wou eng gemeinsam Approche um europäesche Plang e Sënn ergétt, dann ass et an esou komplexen Dossiere wéi der Recherche biomédicale, wéi der Recherche op embryonnäre Stammzellen.

Duerfir déi nuancéiert Position vun der Regierung um europäesche Plang. Mir mengen net, dass dat eis a Saache Recherche zu Lëtzebuerg zrëckwerft.

Zu där leschter Fro, déi den Här Meisch gestallt huet, wat eventuell Entravé fir de Recrutement vun héich spesialiséierte Chercheuren ugeet, do si meng Kollegeen, de Biltgens Fränz, den Nicolas Schmit an ech, amgang, eis d'Käpp ze zerbrechen, wéi mer déi dote Problematik kënnen entschäerfen, a wéi mer och bei deene Chercheuren, déi mer brauchen, wat d'Automatisation de séjour hei am Land ugeet, déi manner schwéier kënnen maachen, fir déi Chercheuren ze kréien, déi mer brauchen.

Also, ganz kloer op d'Fro, ob mer eis däreer bewosst sinn: Jo, mir sinn eis däreer bewosst a mir schaffen drun! Merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zrëck op eng vun deenen éischte Froen, déi vun der Madame Loschetter un den delegierten Ausseminister iwwert dee Bréif, dee se zitiert huet an hirer Fro. Madame Loschetter!

- Question N°75 du 14 mars 2006 de Madame Viviane Loschetter relative à une lettre conjointe signée par le Président français et les Premiers Ministres suédois, danois, espagnol, finlandais et tchèque en date du 9 février 2006 à l'attention de la Présidence autrichienne et transmise à tous les membres du Conseil européen, adressée au Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration

■ **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President.

Maja, déi Fro, déi gett ëm e Bréif, deen de President vun der franséischer Republik an d'Premierministere aus Schweden, Dänemark, Spuenien, Finnland an Tschechien geschriwwen hunn, wou se eigentlech um europäeschen Niveau en «Pacte européen pour l'égalité entre femmes et hommes» proposéieren. Am grouse Ganze gétt et do dräi gréisser Objektiv, déi si sech virstellen:

éischstens, d'Ambitioun vum der Europäescher Unioun a Saache Chancëgläichheet, esou wéi se zum Beispill och am Traité européen, also an eisem Traité, dee mer jo hei gestëmmt hunn, dra beschriwwen sinn;

den zweete Punkt ass dee vun der Lissabonner Strategie a Saachen Aarbecht an awer och Sozialversicherung um Aarbechtsmaart, dat heescht, datt mer der Chancëgläichheet tëschent Männer a Fraen, souwuel um Aarbechtsmaart wéi och an der Sozialversicherung, e bësse méi no kommen;

an den drëtten Punkt um europäeschen Niveau beschreibe si als dee vun der Vereinbarkeet tëschent Famill a Beruff.

Also, et beweegt sech och eppes um europäeschen Niveau. Bon, si hunn eng ganz Rétsch vu Mesuren an deem Bréif - ech erspieren lech

dei elo. An hirem leschte Saz soe se, datt eng Kopie vun deem Bréif un all Member vum Europäesche Conseil géng goen.

Duerfir dann och meng Froen: Wat seet d'Regierung zu deem Bréif? Ass deen och schonn hei ukomm? An huet d'Regierung och wëlle, esou eng Initiativ ze ënnerstëtzen?

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Loschetter. Den Här delegierten Ausseminister, den Här Nicolas Schmit, huet d'Wuert.

■ **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Här President, Madame Deputéiert: Jo, de Bréif ass ukomm.

(Interruption)

Vläicht mat e bësse Verspéidung.

Mä, wéi Der zu Recht gesot hutt, dat ass en interessante Bréif, deen effektiv eng Initiativ ass vu sechs Chefs d'État et de Gouvernement am Kontext vun der Preparatioun vum nächste Conseil européen, dee jo dozou soll dëngen, d'Strategie de Lisbonne weiderzebréngen, weiderzeentwéckelen.

An deem Kontext ass effektiv d'Fro vun der Fra an der Gesellschaft, mä besonnesch och vun der Fra am Berufsliewen eng ganz wichteg. Dir hutt zu Recht drop higewisen, datt de Prinzip vun der Gläichheet vu Mann a Fra net nëmmen an der Constitutioun, déi Der hei gestëmmt hutt, als ee vun den essenziellen Objektiv vum der Europäescher Unioun drasteet, mä schonn an den aktuellen Traitéen, déi en vigueur sinn, als e fundamentale Prinzip géllt. An dozou gehéiert haaptsächlech och de Prinzip, datt eng Fra an e Mann fir déi gläich Aarbecht misste gläich bezuelt sinn.

Mir wëssen alleguer, datt dat zum Beispill ee Problem ass, wou mer nach net iwwerall, an alle Länner - an ech hu meng Zweifelen, ob dat sollt zu Lëtzebuerg de Fall sinn - ukomm sinn, datt déi Gläichheet, déi u sech misst eng Evidenz sinn, net an alle Länner assuréiert ass.

Dir kënnt lech vläicht drun erënnere, datt, wéi d'Lissabon-Strategie lancéiert ginn ass - a si ass jo ënner lëtzeburgerescher Présidence relancéiert, redefinéiert ginn -, net nëmmen deen ekonomesche Volet, mä och dee soziale Volet an deem Kontext eng grouss Wichtigkeet huet. An am Beräich vun deem soziale Volet steet haaptsächlech och d'Fro, wéi mer den Aarbechtsmaart moderniséieren, wéi mer d'Kompatibilitéit organiséieren tëschent der Aarbechtswelt, dem Aarbechtswelen, dem professionnelle Liewen an dem Familljeliewen.

An ech mengen, dat sinn Themen, déi och hei zu Lëtzebuerg eng ëmmer méi grouss Wichtigkeet hunn, d'autant plus, datt mer ons jo musse agestoen, datt mer nach e gewëssene Retard hunn, wat den Taux d'activité vun de Fraen ubelaugt hei zu Lëtzebuerg, datt mer also musse nach eng Rei vu Mesuren huelen, fir de Fraen et ze erméiglechen, an d'Beruffsliewen entweder anzetrieden oder am Berufsliewen ze bleiwen, du moment wou se Kanner hunn a Kanner musse erzéien.

Eng Rei vun deene Punkten, déi an deem Bréif, deen Der évoquéiert hutt, opgezielt sinn, si jo hei zu Lëtzebuerg erfëllt, zum Beispill de Congé parental. Mir hunn, mengen ech, e gutt fonctionnéierenden, ech géif och souguer soen, e relativ generéise System vu Congé parental.

Mä doriwwer eraus geet et haaptsächlech drëm, déi Strukture weider ze verbessere, déi de Familljeliewe besser iwwereneen ze bréngen - a mir wëssen alleguer, datt ganz oft d'Fraen d'Victimé ginn, wann et drëm geet, Choixen ze maachen, wa Kanner do sinn.

Hei ass jo och d'Ganzdagsschoul eng Iddi, déi een och muss weider

propagéieren, fir déi zwou Saachen zesummenzebréngen. Wéi och aner Iddien ebe vu Strukture, wou een d'Kanner mat méi flexiblen Zäiten zesummebréngen kann.

Also am Résumé: Déi Iddi, déi hei an deem Bréif dévoppéiert gétt - an ech mengen, d'Madame Jacobs wäert mer do doudsicher net widderstrieche -, ass eng, déi och am Zentrum vun der Sozialpolitik, vun der Aarbechtsmaartpolitik vun der Lëtzeburger Regierung steet. D'ailleurs, déi Iddi, déi hei dévoppéiert ass, gétt warscheinlech och an de Konklusioun vum Conseil européen iwwerholl.

Et ass also eng vun den Achsen, déi an dem Développement vun der Lissabon-Strategie solle weiderentwéckelt ginn, fir eng Gesellschaft hei an Europa weiderzebréngen, déi op der Gläichheet tëschent Mann a Fra fousst - e wesentleche Prinzip -, mä awer och op der Égalité des chances, déi et an enger Gesellschaft muss erlaben, all Mënsch déi Méiglechkeeten ze ginn, sech an der Gesellschaft ze entfalten,...

(Coups de cloche de la Présidence)

...an der Aarbechtswelt, mä awer och a sengem Familljeliewen. Merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Minister.

Jo, déi lescht Fro, Här Meisch... De Wirtschaftsminister ass an der Zwëschenzäit nach net agetraff. Da musse mer déi Fro zrëcksetzen, à moins dass ee vun deenen anere Ministere bereet wär, drop ze äntwerten?

(Interruption)

Mä vu dass et sech ëm eng ganz spezifesch Fro handelt, denken ech, dass mer...

■ **M. Claude Meisch (DP).** - Ech proposéieren och, wann de Minister nach sollt kommen, da kéint ee se vläicht herno nach um Ordre du jour zum Schluss evakuéieren. Wann net, kann ech se och an eng schrëftlech Fro ëmwandele respektiv bei der nächster Heure de questions nach eng Keier drop zrëckkommen.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Et ass jo keng Fro vun enger aussergewéinlecher Urgence, mä awer eng interessant Fro,...

■ **M. Claude Meisch (DP).** - ...déi important ass.

■ **M. le Président.** - ...an duerfir huele mer se soubal et méiglech ass.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, domat wär deen éischte Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss a mir kéimen dann un d'Opstellung vun enger Lëscht vun dräi Kandidate fir de Statsrot.

8. Établissement d'une liste de trois candidats pour un poste de conseiller d'État

Esou wéi d'Gesetz vum 12. Juni 1996 iwwert d'Reform vum Statsrot an d'Artikelen 116 bis 130 vom Chamberreglement et virgesinn, stelle mer elo esou eng Lëscht op. D'Lëscht vun de Kandidaten ass un d'Deputéierte verdeelt ginn. No den Dispositiounen vum Artikel 122 vum Chamberreglement huet d'Präsidentekonferenz an hirer Réunioun vum 9. März folgend Kandidatëlëscht mat zéng Persounen arrêtéiert - et sinn dat an alphabetescher Reiefolg:

d'Madame Simone Beissel, d'Madame Michèle Boz-Retter, d'Madame Agnès Durdu, den Här Henri Krischler, den Här Aloyse May, den Här Timon Oesch, den Här Roy Reding, den Här Jean-Paul Rippinger, den Här Marco Schroell an den Här Guy Vitali.

D'Chamberreglement gesäit vir, dass d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et däerf also net par procuracion ofgestëmmt ginn. Nëmmen d'Vote iwwert déi offiziell déposéiert Kandidature si valabel. D'Wahl vum Kandidat erfollegt duerch eng absolut Majoritéit, woubäi déi blank an ongültig Wahlziedelen net a Betracht gezu ginn.

Wa beim éischten Tour kee vun de Kandidaten déi absolut Majoritéit krut, kënn et zu engem Ballottage, an deem déi zwee Kandidaten vertruete sinn, déi am éischten Tour déi meeschte Stëmme kruten. Bei Stëmme gläichheet am éischten Tour kënn et zu engem Spezialtour fir d'Kandidaten fir de Ballottage ze designéieren. Bei Stëmme gläichheet am Ballottage entscheet d'Lous. Et gëtt also fir jiddfer Kandidat eenzel ofgestëmmt. Um Wahlziedel däerf nëmmen ee Kandidat ugekräizt ginn.

(Interruption)

Ech bieden em Opmierksamkeet dofir, well de Wahlziedel ass ongültig, wa méi wéi ee Kandidat ugekräizt ass.

Vote du premier candidat

D'Ziedele fir d'Wiel vun dem éischten Kandidat sinn an der Zwéischzäit ausgedeelet.

Appel nominal

Da kéime mer zum Appel nominal fir d'Asammele vun de Stëmmziedelen.

D'Resultat vum éischten Vote ass folgend:

Total vun de Wahlziedelen:	57
Blank Wahlziedelen:	3
Ongültig Wahlziedelen:	0
Gültig Wahlziedelen:	54
Absolut Majoritéit	28
D'Stëmme si folgendermoosse verdeelt:	
1. Madame Simone BEISSEL	0
2. Madame Michèle BOZ-RETTÉ	19
3. Madame Agnès DURDU	33
4. Här Henri KRISCHLER	0
5. Här Aloyse MAY	0
6. Här Timon OESCH	0
7. Här Roy REDING	1
8. Här Jean-Paul RIPPINGER	0
9. Här Marco SCHROELL	0
10. Här Guy VITALI	1

Domat ass d'Madame Agnès Durdu d'éischt Kandidatin op eiser Lëscht.

* * *

Fir deen zweete Vote virzubereede géif ech d'Sitzung fir e puer Minuten ennerbriechen.

(Interruption de la séance publique)

Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass nees op. Mir kommen dann zum Vote vum zweeten Kandidat.

Vote du deuxième candidat

Mir maachen den Appel nominal.

Appel nominal

Ech géif bieden d'Ziedelen anzesammelen.

D'Resultat vum zweeten Vote ass folgend:

Total vun de Wahlziedelen:	58
Blank Wahlziedelen:	2
Ongültig Wahlziedelen:	1
Gültig Wahlziedelen:	55
Absolut Majoritéit:	28
D'Stëmme si folgendermoosse verdeelt:	
1. Madame Simone BEISSEL	1
2. Madame Michèle BOZ-RETTÉ	19
3. Här Henri KRISCHLER	0
4. Här Aloyse MAY	0

5. Här Timon OESCH	0
6. Här Roy REDING	1
7. Här Jean-Paul RIPPINGER	33
8. Här Marco SCHROELL	0
9. Här Guy VITALI	1

Domat figuréiert den Här Jean-Paul Rippinger als Zweeten op der Lëscht, déi mer presentéiere wäerten.

* * *

An da komme mer zum Vote vum drëtten Kandidat. Well dat och e bëssen dauert, géif ech d'Sitzung ee Moment ennerbriechen.

(Interruption de la séance publique)

Mir huelen d'Sitzung erëm op.

Vote du troisième candidat

Ech géif lech bieden ofzestëmme. Huet jiddereen gewielt?

(Assentiment)

Da komme mer zum Appel nominal.

Appel nominal

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, d'Resultat vum drëtten Vote ass folgend:

Total vun de Wahlziedelen:	57
Blank Wahlziedelen:	2
Ongültig Wahlziedelen:	0
Gültig Wahlziedelen:	55
Absolut Majoritéit:	28
D'Stëmme si folgendermoosse verdeelt:	
1. Madame Simone BEISSEL	2
2. Madame Michèle BOZ-RETTÉ	19
3. Här Henri KRISCHLER	0
4. Här Aloyse MAY	0
5. Här Timon OESCH	0
6. Här Roy REDING	1
7. Här Marco SCHROELL	32
8. Här Guy VITALI	1

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, déi absolut Majoritéit huet mat 32 Stëmmen den Här Marco Schroell erreicht. Hien ass domat als drëtten Kandidat gewielt.

D'Lëscht vun deenen dräi Kandidaten, déi dem Grand-Duc ennerbreet gëtt, presentéiert sech deemno wéi folgt:

- éischte Kandidat: d'Madame Agnès Durdu;

- zweete Kandidat: den Här Jean-Paul Rippinger;

- drëtten Kandidat: den Här Marco Schroell.

Domat ass dee Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss a mir kommen zum nächste Punkt.

Den Här Gibéryen huet am Numm vun der Fraktioun vum ADR eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Gemengefinanzen ugefrot. D'Riedezäit ass hei nom Artikel 78 (2) vum Chamberreglement festgehale gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minuten zou, deenen anere Fraktiounen jeeeweils fénnef Minuten an der Regierung eng Véirelstonn. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Schank, den Här Meisch, den Här Klein an den Här Gira.

D'Wuert huet elo den Här Gast Gibéryen als Vertrieeder vun der Fraktioun vum ADR, deen des Stonn ugefrot huet. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

9. Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la situation financière des communes et plus particulièrement sur le décompte du Fonds communal de dotation financière

Exposé

M. Gast Gibéryen (ADR). - Merci, Här President. An enger Aktualitéitsstonn kann ee sécherlech net déi ganz Problematik vun de Gemengefinanzen behandelen, an duerfir hunn ech se och méi spezifesch ugefrot iwwert déi rezente Entwécklung, wat d'Dotation de l'État ugeet, déi vum Stat un d'Gemengen iwwerwise gëtt, respektiv schléisst sech och nach d'Gewerbesteier kuerz mat an.

Den 13. Februar dëst Joer huet de Syvicol an enger Pressekonferenz Alarm geschloen wéint der Entwécklung vun de Gemengefinanzen am Zesammenhang mam Décompte vun der Dotation de l'État fir d'Joer 2005. Den Dag duerno, de 14. Februar, hunn ech am Kader vun der Froestonn un d'Regierung eng deemspriechend Fro gestallt, an den Här Innenminister huet och drop geäntwert.

Menger Meenung no stinn nach eng Rei vu Froen an deem dote Sujet op, wat mech dozou gefouert huet, fir haut nach eng Aktualitéitsstonn zu deemselwechte Sujet unzefroen. Vlächcht rappeléieren ech verschidde Chifferen.

D'Dotation de l'État, déi stoung am Budget rectificé fir d'Gemenge laut dem Circulaire vum Innenminister mat 513 Milliounen Euro. Bâi de Konten, déi ausbezuelt si ginn, waren et der 467.000 - ech rënnen no ennen of -, e Réckgang vun 8,93%. Laut dem Här Innenminister wier dat eng eemoleg Situatioun, well zum Schluss vum Joer e relativ grouse Montant vun TVA un eng Entreprise rembourséiert gi wier. Et gëtt e Chiffer genannt vun 250 Milliounen Euro. Mir wëssen, dass d'TVA zu 90% an der Statskeess bleift an 10% an de Fong vun der Dotation fléisst, esou dass, wann hei d'Gemenge manner kruten, och de Stat néngmol manner als Recetten a seng Keess krut. D'Fro ass, ob et eemoleg war.

Den Här Minister huet eis erkläert, dass d'Recetté vun der TVA - dat war opgrond vu senger Äntwert vum 14. Januar - 2001 1,36 Milliarden Euro gewiescht wieren, 2002 1,44, 2003 1,6, 2004 1,78, a fir 2005 waren 1,99 Milliarden ageschriwwen an an der Realitéit sinn 1,38 Milliarden erakomm. D'Fro ass awer, ob mer net scho fir 2005 déi Chifferen ze héich am Statsbudget ageschriwwen haten.

Ech hunn d'Debatten nogekuckt, déi mer am Dezember 2004 hei bei Geleeheneit vun der Budgetdiskussioun 2005 gefouert hunn, an do hu mir vun eiser Säit scho gesot, dass mer der Iwwerzeegung wieren, dass op de Recettésäite verschidde Artikelen am Statsbudget, eiser Meenung no, ze héich agesat wieren. Datselwecht ass iwwerregens am Dezember 2005 vu verschidde Leit, an och vun eis heibannen, gesot ginn, wat de Budget 2006 ubelaangt.

Et muss een dann och d'Fro stellen, ob d'Chifferen net ze héich agesat waren. Awer och, zweetens, kann een net higoen a soen, déi Differenz, wat d'Recetten ubelaangt, vun 1,99 Milliarden op 1,38 Milliarden - dat sinn ëmmerhi 610 Milliounen Euro -, déi wier zréckzeféieren op de Remboursement vun engem gréisseren Betrib, well dee Chiffer, dee manner erakomm ass, vis-à-vis vum Budget bâi wäitem méi wéi dat Duebelt ausmécht, wat deen ee Remboursement ausmécht, et sief, dass och nach aner Remboursementer gemaach gi wieren oder dass ebe manner erakomm ass.

A gläichzäiteg muss ee sech dann d'Fro stellen, wa gesot gëtt, dass wier eng eemoleg Situatioun gewiescht, wéi déi Steieren - an dem Fall d'TVA - sech da fir dëst Joer 2006 entwéckelen? A mir sinn duerfir och Demandeur, dass de Budgets- oder de Finanzminister

am Abrëll soll an déi zoustänneg Finanzkommissioun kommen, fir do eis ze informéieren, wéi sech déi wesentlech Steieren am Laf vun deenen éischten dräi Méint entwéckelt hu vis-à-vis vun deem, wat am Budget dëst Joer ageschriwwen ass.

D'Fro muss ee sech och stellen, - an ech weess zwar elo net, ob den Innenminister dat kann hei beäntwerten -, wann ausgangs des Joers déi Remboursementer gemaach si ginn, ob déi Chifferen vun de Remboursementer, déi d'Chamber verleben hat, wéi se de Budget 2006 hei gestëmmt huet, an domadder automatesch och direkt de Rectifié vun 2005, schonn dra berücksichtegt waren? Menger Meenung no ware se net berücksichtegt, sou dass och de Statsbudget muss am Fong 2005 no enne revidéiert ginn, laut deene Chifferen, déi mer hei am Dezember virgeluecht kritt hunn.

Dir kënn lech erënnere, dass ech dat schonn am Dezember hei opgeworf hunn, mä zu deem Zäitpunkt vum Finanz- a Budgetsminister keng Äntwert kritt hunn.

Dann huet den Här Minister de 14. Februar hei gesot, ech zitéieren, dass een „dovu kann ausgoen, dass an Zukunft d'Recetté vun de Gemenge weider wäerten an d'Luucht goen“. Mir hunn do eis staark Zweifel drun, dass dat soll de Fall sinn.

Wa mer engersäits, eisen Informatiounen no, an zumindest wat déi éischt Méint ubelaangt, wëssen, dass d'TVA bei wäitem net esou erakomm ass, wéi dat hätt misse sinn, a wa mer awer och wëssen, dass den Impôt commercial, wat jo och eng wichteg Dépense vun de Gemengen ass, dëst Joer dierft vun 2006 op 2007 eriwergoen; wann och den Här Minister hei gesot huet, wann d'Gemenge manner un der Dotation erakriten, wier awer e Plus um Impôt commercial ze verzeechne vun 9,4 Milliounen Euro, da muss een awer wëssen, dass een op där anerer Säit 45,8 Milliounen bei der Dotation verluer huet, esou dass ënnert dem Stréch awer e Manktum vu 36 Milliounen Euro fir d'Gemenge bleift.

An och fir ze soen, mir hätten 2001 jo kënnen fir d'Gemenge Reserven ueleeë vun 126 Milliounen, muss ee wëssen, dass schonn en Deel vun deene Reserven opgeschafft ass, an op där anerer Säit och e Gros vu Gemenge keng Reserven hunn. A virun allem déi Gemengen, déi finanziell am schlechtesten dostinn, sinn och déi Gemengen, déi keng Reserve konnten 2000 ueleeën an duerfir dann och elo net kënnen op déi Reserven do zréckgräifen.

A wann ech soen, Här President, dass mir eis Zweifel hunn, dass d'Gemengerecetté sollten an Zukunft weidersteigen, wéll ech nach eng kéier op e Punkt hiweisen, nämlech deen, dass mer an der Finanzkommissioun vum 27. Oktober 2005 vun der Direktioun vun der Steierverwaltung gesot kritt hunn, dass am Géigendeel zu dem Budget vun 2006, wou d'Kierperschaftssteuer mat 1.250.000.000 drasteet, ee misst dovun ausgoen, dass déi am Budget 2007 op 950 Milliounen - also ronn, kéint ee soen, 30% manner - géif zréckgoen. Wat gläichbedeitend wier, dass dann och vun 2006 op 2007 d'Gewerbesteier fir d'Gemengen, well déi ëmmer parallell lafen, géif zréckgoen, wat och an der Finanzkommissioun vum 27. Oktober nozeliesen ass, och am Bericht vun där Sitzung.

Mir hu bis haut awer keng Reaktioun op déi doten Aussoe kritt, ob schonn ech se beim Budget gemaach hunn, ob schonn ech se de 14. gemaach hunn, ech hu se an der Kommissioun gemaach, a kee Regierungsmember huet bis haut awer Stellung dozou bezunn, wéi déi Steier sech do entwéckelt.

Wann d'Steierverwaltung awer Recht huet, da schéngt et mir awer normal ze sinn, dass eng Informa-

tioun vun der Steierverwaltung, déi wuel un hire Minister geet, de Budgetsminister, de Finanzminister, da misst un den Innenminister weidergeleet ginn, an da schéngt et mir och normal ze sinn, dass den Innenminister déi misst weider un d'Gemenge leden. Well 30% manner Gewerbesteier, dat mécht bei de Gemengen an der Moyenne 10% vun hiren uerdentleche Recetten aus.

An ech hu mer d'Méi gemaach, elo emol am Dezember an am Januar esou aus den Zeitungen eraus d'Gemengerecetté géif ausmaachen, da wier et kloer, dass also d'nächst Joer em déi 70% vun de Gemengen hir Budgeten am Ordinären net méi an den Equilibre géife bréngen.

Wann dat also sollt antreffen, dass géif den Impôt commercial esou zréckgoen, wéi d'Steierverwaltung dat géif soen, wat 10% an der Moyenne vun de Gemengerecetté géif ausmaachen, da wier et kloer, dass also d'nächst Joer em déi 70% vun de Gemengen hir Budgeten am Ordinären net méi an den Equilibre géife bréngen.

An ech mengen, wann dat esou wier - an d'Regierung huet bis elo, nodeem ech et elo scho fir d'drétt hei soen, nach ni Stellung dozou bezunn -, dann ass et onverantwortlech, wann d'Gemengen op déi Entwécklung net opmierksam gemaach ginn, an d'Gemenge quasi an d'Messer lafe gelooss ginn!

Virun allem well mer elo wëssen, dass mer nei Gemengereit hunn, an dass déi nei Gemengereit - an dat läit an der Saach vun der Natur - elo wëlle Projete realiséieren, déi si voller Initiativgeescht, a wou een awer misst vlächcht zu deene Gemenge soen: Bremst lech emol, bis mer wëssen, wéi d'Situatioun sech 2007 entwéckelt. Well wa se esou géif antrieden, wiere vill Gemenge gutt beroden, dëst Joer keng nei Projeten unzegoen, déi eng gréisser Envergure finanzieller Natur hätten, fir eben net do de Risiko anzegoen, dass se dat zum Schluss net kéinte finanziéiert kréien.

An och stellen ech mer d'Fro, wéi sou den Innenminister d'Budgete vun de Gemengen awer approuvéiert huet, wëssend, dass déi Chifferen, déi drastinn, wat d'Dotation ubelaangt, falsch waren. An der Vergaangenheet huet den Innenminister Zuele kënnen iwwerprüfen. Duerfir ass och extra am Budget eng Kolonn virgesinn - «somme fixée par le ministre» -, wou de Minister kann eng Zomm, wann hie se als falsch ugesäit, richtig asetzen. Den Innenminister huet awer néierens an de Gemengebudgeten d'Dotation geännert, ob schonn e jo d'Chifferen kann huet, souwuel bei der Dotation wéi beim Impôt commercial, well wann hien dat gemaach hätt, hätt hie selwer festgestallt, dass schonn eng Rei vu Budgeten net méi am Equilibre wieren, an hätt se dann an der Logik vun der Saach och net dierfen approuvéieren. Hien huet se also am Fong zu deem Zäitpunkt mat deene falschen Zifferen erëm un d'Gemengen zréckgeschéckt an d'Gemenge mussen dann eben elo beim Compte, dee se elo an deenen zwee nächste Méint wäerte asetzen, mat deene se dann och dat richtig Resultat erauskréien.

Här President, wann ech déi Aktualitéitsstonn hei gefrot hunn, dann ass et net engersäits fir Panikmacherei ze bedreiwen, an anersäits och net, fir wëllen hei dem Innenminister eppes virzeweifen. Mä et geet mer virun allem dorëm, dass mer kloer Verhältnissen kréien, dass d'Gemenge kloer gesot kréien, wéi d'Entwécklung ass, fir dass d'Gemengen net hei an en oppent Messer lafe gelooss ginn. Dat ass meng Intentioun.

Ech sinn iwwerzeegt dovun, dass mer och 2006 méi niddreg Recetté

wäerte kréien an der TVA, wéi dat am Budget virgesinn ass. An ech sinn och iwwerzeegt dovun, datt d'Direktioun vun der Steierverwaltung eist d'Wourecht gesot huet, wéi si an der Finanzkommissioun gesot huet, datt vun 2006 an 2007 d'Kierperschaftssteier an domadden och d'Gewerbsteier ëm 30% zréckgeet, well si eis gesot huet, si wier bei déi grouss Fiduciairen am Land gaangen, déi jo schon d'Décompté vun de Betriber gemaach hunn, an déi hätten hinnen quasi schon déi Chifferen do matgedeelt. Also kann een dovun ausgoen, dass dat, wat d'Steierverwaltung, also déi Chifferen, déi si eis an der Finanzkommissioun virgueluecht huet, stëmmen. An da fanne ech et einfach onverantwortlech, dass d'Regierung do net hir Responsabilitéit hält an d'Gemengen och deemtsprechend informéiert.

Doréms geet et mer hei an där Aktualitéitsstonn. Et soll kloer Wäin ageschott ginn. An ech mengen, wann d'Situatioun esou ass, dann hu mer besser, mir gesinn der Wourecht an d'Gesicht, well et huet jo dach kee Wäert, datt mer elo nach e puer Méint oder bis ausganks nächst Joer waarden, bis mer mat der Wourecht erauskommen, wa mer wëssen, datt d'Entwécklung dohinnegeet. An ech mengen, da wier et nëmme seriö, wann d'Gemengen och deemtsprechend géife mat Zäit avertéiert ginn, ier si sech zu weidere Projekte géifen engagéieren. Merci.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Gibéryen. Als éischte Riedner hu mer den honorabelen Här Marco Schank. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Débat

■ **M. Marco Schank (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären.

Als Éischt wollt ech soen, datt mer dee Mechanissem, dee mer hunn - déi Verdeelung vun de Gemengefinanzen brauch ech hei, mengen ech, op dëser Plaz net ze erklären -, deen ass deen, deen et ass, an deen hânt nun emol och un de steierleche Recetté vum Stat, deen hânt un der ekonomescher Konjunktur, egal wéi si dann dréint oder net dréint. An ech wollt awer och am Ufank vu menger kurzer Interventioun soen, dass mer, wann een éierlech ass, Kolleeginnen a Kolleegen, déi verraage Joren a Jorzéngten insgesamt net schlecht gefuer sinn.

An ech wëll och dem Här Gibéryen soen, datt mer, wann een éierlech ass, och viru Jore schon drop higewise goufen, datt dat och eng Kéier net méi esou gutt ka goen, sou datt mer avertéiert goufen, an an deem Kontext ass de Gemenge proposéiert ginn, datt si dee Fonds de réserve solle schafen.

Wou ech him allerdéngs Recht ginn, datt ass, datt mer kloer Verhältnisser brauchen. An ech wollt och op dëser Plaz nach eng Kéier dem Minister vläicht suggéieren, fir senge Servicer ze soen, datt si de Gemengen dann och matdeelen, wat dann elo definitiv déi eenzel Gemengen insgesamt manner kréien.

Ech wollt och soen, datt mer am September 2003, am Kader vum Débat Kompetenzen - Stat - Gemengen, d'Froe vun der Finanzéierung vun de Gemengen insgesamt diskutéiert hunn. An ech wollt och dorun erënneren, datt de Syvicol an d'Kommissioun gesot hunn: Majo, dee Fonds communal de dotation financière funktionéiert am Prinzip gutt - mat zwou Aschränkungen. Et ass gesot ginn, d'Versemente misste vereinfacht a beschleunegt ginn a virun allem d'Verdeelungskritäre misste geännert ginn - an ech mengen do hale mer ëmmer nach dru fest -, déi misste méi gerecht a méi transparent sinn, well do gétt et grouss En-

nerscheeder zwëschen eenzelne Gemenge, dat brauch ech net am Einzelnen hei ze beschreiwen.

Wat d'Gewerbsteier ubelaangt, war deemools d'Konklusioun vum Syvicol an och vun der Kommissioun, datt bis dato keen adequate Mechanissem fonnt gouf, fir d'Gewerbsteier ze ersetzen, éischters am Kontext vun enger finanzieller Autonomie vun de Gemengen an zweetens och, fir d'Gemenge weider zu enger ekonomescher Aktivitéit op hirem Territoire ze incitéieren.

Ech erënneren allerdéngs och un den Accord vun 2001 téschent der Regierung an dem Syvicol, dee gesot huet, datt am Fall, dass den ICE erofgeet an deenen nächste Jore par rapport zu 2001 Moosnamen awer mussen kommen, fir do de Gemengen ze hëllef, wann dann dem Stat seng Steierrecetten eropginn.

An un deen Esprit wollt ech erënneren, mä ech wollt awer och soen, datt d'Kommissioun deemools schon - 2003 - proposéiert huet, datt de Conseil supérieur des finances communales chargéiert gétt, fir e Konzept fir all d'Gemengen ze erschaffen iwwert d'Etatique. An do sinn ech dann erëm bei deenen Verdeelungskritären, vun deene mer gären hätten, datt déi an Zukunft gerecht ginn.

An ech mengen, dat ass eppes, wat d'Gemenge ganz staark wënschen a besonnesch - ech soen dat nach eng Kéier an ech hat dat deemools scho gesot - déi méi ländlech geprägte Gemenge mat wäit ausernee verspreeten Uertschaften, déi net vill Abnehmer hunn vun hiren Infrastrukturen, och do muss ganz daitlech eppes geschéien.

Ee Wuert zur Grondsteuer. Dir wësst, datt ech all Kéiers, wann ech d'Geleeënheet hunn, eng Lanz dofir briechen. Do ass definitiv de Wonsch do, datt déi enger déif gräifender Reform ennerzu gétt. Dat ass ganz kloer an dat huet och deemools d'Kommissioun gesot. Deemools ware vläicht d'Acteuren net allegueren där Meenung, mä haut ass dat awer anescht, an net nëmme fir eng zousätzlech finanziell Ressource fir d'Gemengen ze kréien, mä fir datt eben och Spekulation op Bauterraine mat Hëllef vun där Steuer kann ennerbonne ginn.

An als direkt Moosnam hate mer deemools am November 2003 an enger Motioun gefuerdert, fir den Artikel 1 aus deem entsprechen den Arrêté grand-ducal erauszuhuelen, dee virgesäit, datt déi Tauxen A a B liiert sinn, dat heescht also, fir déi vuneneen ze trennen. Et gétt anscheinend ëmmer erëm vun enger Rei vun Experte gesot, dat geet net, an dat hätt ech och gären eng Kéier schrëftlech, datt ee mer genee seet, firwat dat dann net geet.

An deem Kontext wëll ech drop hiweisen, dass ech eng Recherche gemaach hunn: Bei de Lëtzebuurger Gemenge si vun all hire Recetten 1,5% Grondsteuerrecetten - an 1970 waren dat nach 5,5%. A wann een Däitschland hält, do sinn dat ëmmerhi 6%, a Frankräich sinn et 13% an an der Belsch sinn et 17%. Da froen ech mech awer: Wéi maachen déi dat dann, wann dat net soll goen?!

Ech wollt dann och nach eng Kéier zum Schluss soen, datt meng Fraktioun schon 2003 gesot huet, datt si sech enger grondleeënder Debat an entsprechend och enger Reform net verschléisst am Kontext vun de Gemengefinanzen, fir do nei Mechanissem ze fanne mat méi enger enker Ubannung un déi staatlech Finanzsituatioun - wéi et iwwerengs am Regierungsprogramm och elo steet - a mat manner Ofhängegkeet eventuell och vun der Gewerbesteier, respektiv datt d'Gemenge fir nei Aufgaben och nei Sue kréien, wat och am Regierungsprogramm steet; mä dat geet sécher net haut, jiddefalls net a fénnef Minuten.

Zum Schluss wollt ech soen, datt mer eben och eng Debatt féieren am Zesummenhang mat den Aarbechten an der Spezialkommissioun vun der Réforme territoriale. Ech soen lech Merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Schank. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Claude Meisch (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären.

9% manner Recetté fir d'Gemengen an der Dotation de l'État 2005 - dat nodeems 2005 schon eriwir ass; dat nodeems am Januar 2006 d'Budgete vun de Gemengen approvüiert gi sinn, an nodeem eigentlech dann och do spéitstens vun all deenen, déi Responsabilitéit an deene verschiddene Gemengen droen, gemengt ginn ass, datt dat Verspriechen, dat den Innenminister agaangen ass, fir de Gemengen dann och esou vill Moyenen zur Verfügung ze stellen, dann och géing realiséiert ginn. Nun, am Februar 2006, wou mer de Solde iwwerwise kritt hunn, hu mer da gesinn, datt dat net esou ass an datt mer daitlech enner deenen Erwaardunge bleiwen, déi de Ministère de l'Intérieur eis nach am November 2005 ganz kloer an Ausischt gestallt huet.

D'Fro, déi sech natierlech direkt dorunner enchainéiert - an de Gast Gibéryen huet et och gesot -, dat ass: Wéi gesäit et 2006 aus? Och do hu mer Montante versprach kritt an och do hu mer déi an eis Budgeten 2006 ageschriwwen. D'Fro stellt sech natierlech elo direkt: Kënne mer dovunner ausgoen, datt déi Montanten dann nach wäerten iwwerwise ginn, datt dat Verspriechen, wat da fir 2006 gemaach ginn ass, ka gehale ginn?

A wéi sollen d'Gemenge sech dann elo verhalen? Mir wëssen, d'Budgete si gestëmmt an approvüiert ginn a sinn amgaangen executéiert ze ginn. Ganz vill Gemengen hu jo elo schon eng Situatioun, datt hire Kont 2005 dann eigentlech am Déséquilibre wäert ofschléissen, dee sech dann natierlech och direkt op 2006 weider wäert schreiwen, eng Situatioun, déi d'Startbedingung fir dës Joer also alles anescht wéi gutt wäert maachen.

An dann déi ganz vill Fragezeichen, déi iwwert de Recetten 2006 stinn: d'Dotation de l'État. An et ass eben och schon eppes ugeklongen, wat d'Gewerbsteier ubelaangt, wou villes net vill méi kloer schéngt wéi bei der Dotation de l'État, soudatt d'Gemengefinanzen also momentan alles anescht wéi am Équilibre sinn.

Dat an enger Situatioun, wou d'Aufgabe vun de Gemengen awer lafend steigen, wou vu staatlecher Säit gesot gétt, d'Gemenge missten déi eng oder déi aner Aufgab mat iwwerhuelen, wou d'Bierger am Land eis soen, dat eent an dat anert sollt eigentlech haut och zu den obligatoreschen Aufgabe vun der Gemeng gehéieren. Ech denken zum Beispill un Aufgabe wéi an der Kannerbetriegung.

Dat ass en Domän - da just fir eng Klammer opzemaachen -, wou jo eigentlech och de Stat elo wäert higoen, a seng Participatioun un deene Servicer nach eng Kéier wäert erfersetzen, esoudatt entweder do de Bierger oder och erëm alt d'Gemengen nach méi mussen bäisteieren. Mir hunn eng lafend Entwécklung als Gemengen, als Betriber also, déi ganz vill Leit och engagéieren, a Personalkäschten, déi ganz staark no uewe ginn. D'Energiekäschte sinn déi lescht Joren net erfogaangen, mä se sinn och no uewe gaangen.

A ganz ville Gemenge wüsst d'Populatioun. Dat heescht also: méi Awunner. Enner anere sinn dat jo och Clienté vun der Gemeng. Also, méi Servicer, déi mussen ugebued ginn, méi Aarbecht, an domadder och erëm méi Dépense fir d'Gemengen. Mir hunn a ganz villen aneren Diskussiounen, zum Beispill, wann et ëm de Logement geet, ëmmer erëm festgestallt: Mer mussen d'Gemengen encouragéieren, grad dee Wuesstem och vun hire Gemengen, ze schëlleren, an deen och erëm finanzielle Standpunkt hier ofzesécheren, déi bereet sinn, an hirem Perimeter nach nei Awunner opzehuelen, fir d'Bauaktivitéit ze förderen, fir do d'uechercher d'Spiral vun de Baupräisser, déi jo drastesch no uewe gaange sinn am Laf vun deene leschte Joren, endlech gebremst respektiv gebrach ze kréien.

An alles dat spillt sech dann an deem Kontext of, dee mer viru beschriwwen kritt hunn, datt d'Gemengefinanze vun haut op muer duerch eigentlech eng schlecht Previsioun vu staatlecher Säit op eemol a Fro gestallt sinn. Mir mussen kucken, datt mer eng kloer Situatioun kréie fir déi Leit, déi Responsabilitéit an de Gemengen droen; eng transparent Situatioun, datt déi Leit, déi e Budget opstellen an de Gemengen, dann och wierklech deem gleewe kënnen, wat se vu staatlecher Säit gesot kréien, an datt déi Recetten da wierklech och erakommen. Transparent Kritären net nëmme, wat déi lafend Recetten ubelaangen, mä transparent Kritären eben och fir eng ganz Rei vun extraordinäre Recetten, zum Beispill bei staatleche Subsidien, wou da jo och ganz oft nach e weidere Problem derbäkënt, nämlech deen, datt déi Subsidé ganz, ganz spéit bezuelt ginn.

Do soll een net alles iwwer e Leescht zéien. Mä jee nodeem, wat fir en Departement et awer da betrëfft, dee se soll ausbezuelen, do waart een heiansdo eng Rei vu Joren drop, wou Virfinanzementer mussen gemaach ginn. An eigentlech stellt ee jo awer fest, datt och bei all där Diskussioun, déi mer hei an der Chamber an an der Politik an och an der Gesellschaft féieren iwwert d'Finanze vum Stat, datt de Stat jo awer do nach an enger ganz favorabler Situatioun ass, wa mer se mat de Gemenge vergläichen.

D'Statsfinanzen, d'Recetté vum Stat si vun 2005 op 2006 am Budget 2006 ëm 6% an d'Luucht gaangen. Hei ass awer deen Deal, deen dann d'Gemenge solle vun där Croissance do ofkréien, eigentlech keng Croissance. Mä mer ginn do e Schratt zréck, oder e puer Schrëtt zréck an de Recetté vun de Gemengen. Dat schéngt eis eng Opdeelung ze si vun de finanzielle Ressourcen, wéi se net korrekt ass, wéi mer eigentlech och de Gemenge lues a lues dann awer d'Loft huelen, fir ze otmen, d'Loft huele fir déi Aufgaben, déi vun der Politik, d'Aufgaben och, déi vun de Bierger u se eruedroe ginn, fir déi esou kënnen ze bewältegen, datt ee se gutt ka bewältegen, fir laangfristeg oder och nëmme méttelfristeg kënnen eng Planung ze maachen.

(**M. Niki Bettendorf prend la Présidence**)

Duerfir ass d'Thema vun de Gemengefinanzen en Thema, dat ganz konkret a schnell muss op den Ordre du jour kommen. An duerfir solle mer och net, eiser Meenung no, elo ofwaarde bis déi ganz Diskussioun, déi mer zum Beispill an der Kommissioun vun der Territorialreform momentan féieren, bis déi ofgeschloss ass, ier mer kucken, kuerzfristeg eppes um Niveau vun de Gemengefinanzen ze maachen. Well et kann net esou sinn, datt herno d'Gemenge bereet sinn, Aufgaben opzeginn, oder a Fusione mussen eragoen, well einfach de finanzielle Kontext dat erfuerdert a keng aner Alternativ méi do ass. Esou ass et op jidde

Fall net, wéi mir eis fräiwëlleg Fusione virstellen. Dat doten, datt wärend der, déi allerhéchstens fräiwëlleg gezwonge wäeren. Ech soen lech Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Nächsten Orateur ass den Här Jean-Pierre Klein. Här Klein, wann ech gelift.

■ **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deene leschte Joren hate mer ëmmer erëm Debatten an Interventiounen iwwert d'Gemengefinanzen. Dat ass en Zeechen, dass do effektiv Problemer sinn. D'Fuerderung war ëmmer un d'Regierung gaangen, fir de System vun de Gemengefinanzen ze verbesseren. Et ass awer bei de Fuerderunge bliwwen, an et ass wéineg Konkretes erauskomm, souguer no eestëmmegegellene Motiounen hei am Haus, zum Beispill a puncto Grondsteuer.

Den Débat vun haut, dee vum ADR ugefrot ginn ass, ass ausgeléist ginn duerch déi massiv Reduktioun vum Fonds communal de dotation financière fir d'Joer 2005, an zwar vun 9,1% par rapport zu deem, wat am Budget vum Stat fir d'lescht Joer virgesi war. Dës wéinst enger Moins-value um Niveau vun der TVA, un déi d'Dotation mat 10% ugebonnen ass. Déi 46 Milliounen Euro fir d'Gemengen insgesamt, déi dës ausmaachen, ginn nach laang net kompenséiert duerch d'Recetté vun der Gewerbesteier, déi ëm 9 Milliounen iwwert de Previsiounen leien.

35 Milliounen sinn also eng substanzuell Moins-value fir d'Gemengen, woubäi een dann och nach muss der Tatsaach Rechnung droen, dass dës 9 Milliounen sech net gläichméisseg op all Gemenge verdeele wäerten. Et ass kloer, datt d'Finanzkraaft vun de Gemenge fir d'Joer 2005 kräfteg ofgehall huet, wat hir Budgeten a ville Fäll aus dem Équilibre bruecht huet. D'Regierung misst sech mat de Gemenge Gedanken maachen, wéi een dës Décheté fir 2005 kennt kompenséieren. Fir d'Joer 2006 gesäit d'Situatioun net méi roseg aus, au contraire. A fir 2007, wann näischt geschitt, wäerte munch Gemengen an eng ganz mëslech Situatioun kommen.

Den éischte Mount vun 2006, also am Januar, sinn d'Recetté vun der TVA enner dem Januar vun 2005. Op där anerer Säit wäert d'Reduktioun vun der Gewerbesteierhiewesaz an der Stad Lëtzebuerg vun 250% op 225%, wat an d'Autonomie vum Conseil vun der Stad Lëtzebuerg erageet, vun 2006 un negativ Effeten op de Gemengen hir Recetten hunn. Den Écart téschent der Evolution vun de Recettes courantes vum Stat an de Recettes ordinaires vun de Gemengen ass an deene leschte Joren ëmmer méi grouss ginn. D'Regierung seet zwar, dass de Stat selwer och net gutt drun ass. Fakt ass awer, dass de Gemengen hir Situatioun sech méi drastesch verschlechtert huet wéi déi vum Stat.

Parallél duerzou hunn déi nei Uspréich, déi nei Fuerderunge vu Populatioun a Regierung un d'Gemenge permanent zougehall. Ech erënnere just un déi flächendeckend Ganzdagsbetriegung vun de Kanner, déi d'Regierung virschwief, mä d'Gemenge sinn awer keng Müllechkéi, egal wat fir eng Moyenen een huet, fir Suen anzedreiwen oder nei Ressourcen ze schafen. Bon, d'Gemenge ginn duerfir zu 50% vum Ministère de la Famille subventionéiert, wann d'Kontributioun vun den Elteren ofgezunn ass. Mä da bleibt awer nach eng Part fir d'Gemengen, wou se net wëssen, wou se d'Sue sollen hierhuelen, wann hir Recetten an Zukunft réckleefeg sinn.

Och op anere Gebidder gétt un d'Gemengen appelléiert: Soziale Wunnengsbau, Aarbechtslosegkeetsbekämpfung, Chancéglich-

heet téschent Fraen a Männer. D'Gemenge si selbstverständlech bereet, fir do matzschaffen, mä si mussen awer duerfir déi noutwendeg finanziell Moyenen zur Verfügung gestallt kréien. Duerfir muss onbedéngt eppes geschéien, an zwar direkt! Mir kënnen net waarden, bis den Débat iwwert d'Territorialreform hei zu Lëtzebuerg ofgeschloss ass. Bis dohin hu vill Gemengen e Kollaps kritt. Et muss elo gehandelt ginn. Mir sinn der Meinung, dass dat direkt muss geschéien.

An deem Sënn huet och de Syvicol op en Neits - et ass net deen éischten, et sinn der scho vill gewiescht, déi geschriwwen gi sinn - e Bréif un den Innenminister gericht, den 28. Februar 2006. Do wollt ech déi véier Punkte rappelléieren, déi do erëm eng Kéier opgeworf gi sinn:

1. De Syvicol huet un den Accord vun 2001 ernënnert, dee getraff ginn ass bei Geleëenheet, wéi d'Gemengen d'accord waren, fir d'Base d'assiette vun der Gewerbesteier erfrozesetzen am Sënn vun der Ökonomie. Do ass de Gemenge versprach ginn, jee nodeem wéi elo d'Gewerbesteier géing evoluéieren, dass da Moins-valué géife kompenséiert gi par rapport zum Réferenzjoer 2001.

2. Mer hu schonn x-mol gesot, dass d'Gemengen net sollte vun deene verletzlechste Steieren ofhängeg sinn; et soll een dovunner wäitgehenst lasskommen, an d'Recetté vun de Gemengen un déi allgemeng Recetté vum Stat mat engem feste Prozentsatz ubannen, da kéimen déi grouss Iwwerraschungen net méi vir.

3. Et wier jo och einfach, fir schnellstméiglech un Plang vun der Grondsteier ze handeln. Ech hunn elo grad gesot, dass mer do eng eestëmmege Motioun hei gestëmmt hunn, fir zum Beispill de Grondsteiersaz A vun deem vum B ze trennen. Dat géing net vill Aarbecht kaschten an dofir bräicht een och keng legislativ Prozedur ze maachen. Dat géing ganz séier geschéien.

An dann huet de Syvicol och gefrot, fir esou schnell wéi méiglech de Conseil supérieur des Finances communales zesummenzekeréien, fir iwwert déi aktuell finanziell Situation vun de Gemengen ze diskutéieren. An esouwäit wéi ech weess ass den Datum scho fixéiert. Ech huelen un, dass dann den Innenminister eis gutt Nouvelles ze bréngen huet, à moins dass hien dat haut scho maache kann.

Ech soen lech Merci, Dir Dammen an Dir Hären.

(Interruption)

M. le Président. - Merci, Här Klein. Den nächste Riedner ass den Här Gira. Här Gira, wann ech glifft, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gehéiert zu de classeschen Zeenarien, dass d'Zentralregierungen ëmmer méi Kompetenzen, awer ëmmer manner Suen un ënnergëuerdnet Structure weiderginn. Dat mécht d'Regierung zu Paräis mat hire Regiounen, dat mécht och zu Berlin d'Bundesregierung mat hiren eenzelne Bundesländer. Virun allem geschitt dat awer an Zäiten, wou déi öffentlech Finanzen méi knapp sinn.

Déi Lëtzebuurger Regierung a virun allem de Lëtzebuurger Finanzminister huet dee Mechanismus awer schonn an deene gudden Zäiten hei am Land applizéiert. Zënter Enn vun de 90er Joren dréint hien de Gemenge systematesch de Krunn zou, mam Resultat, dass d'Gemengen net vun deene fette Joren um Enn vun den nonzeger Jore profitéieren konnten a domadder also kaum d'Chance hate Reserven unzeleeën. Dese Phänomene ass awer nach vill méi schlëmm ginn an deene méi allgemeng schlechte Joren, déi mer zënter 2001 hunn.

Dat erkläert dann och, dass insgesamt bei de Gemengen déi cumuléiert Recetté vun der Gewerbesteier an dem Fonds communal, déi jo awer zwee Drëtter ausmaachen, vun 970 Milliounen Euro am Joer 2003 iwwer 930 Milliounen am Joer 2004 op 927 Milliounen am Joer 2005 erofgaange sinn. An dat ass och, Här President, dat, wat esou dramatesch ass un där aktueller Situatioun. Wann dat do wierklech en eemolegen Abroch vun engem Joer wär, dee wierklech bedingt wier duerch esou en Zréckbezuue vu ganz héije Montante vun TVA, da géinge mer dat do jo labber verkraften, mä et ass just dee leschte Coup vun enger ganzer Serie vu Ki.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dofir muss ech awer och soen, dass fir eis émsou onverständlecher d'Reaktioun vun der Regierung ass. Op Dränge vun der grénger Fraktioun hate mer jo eng Intérieurskommissioun zesummegegruff, an ech muss soen, ech war awer wierklech e bëssen erféiert, wéi den Innenminister an där Réunioun - am Numm vun der Regierung, hat ech verstan, ech wëll hien net hei als den allengegen Prügelnabe duerstellen - net nëmme keng Kompenséierung an Aussiicht gestallt hunn, mä praktesch gesot huet, et géing iwwerhaupt net iwwert déi Kompenséierung geschwat ginn.

Ech fannen, dat ass awer ganz grave. Ech fannen, dass d'Regierung hei e Wuertbroch mécht par rapport zum Accord vun 2001 mam Syvicol. E Wuertbroch, wat wierklech de Buschtaf ubelaangt, well 2004 ass d'Gewerbesteier ëm sechs Milliounen Euro méi niddreg gewiescht wéi 2001 an domat hätt missen den Automatismus ufänken ze wierken. Mä ech mengen awer och e Wuertbroch am Numm vum Geescht vun deem Ofkommen. Dee Geescht huet jo Folgendes gesot: D'Gemengen droe solidarisch zu de Steierreduktiounen bäi, domat kierpe mer d'Wirtschaft erëm un; wann dat net sollt geschéien, da géing d'Regierung kucken, fir Kompenséierungen ze maachen, esouwäit hir dat méiglech wär.

An da muss een awer wierklech d'Evolution téschent de Recetté beim Stat an de Gemengen an där Period kucken. Während beim Stat téschent 2001 an 2006 ëmmerhin d'Recetten awer nach ëm 28% geklomme sinn, sinn déi vun de Gemengen nëmme méi ëm 15% geklommen, an do ass genau déi Schéier vun 13%, déi eis elo Problemer mécht.

Dofir hu mir och kee Versteesdemech fir dat Verhalen. Net nëmme dass d'Regierung d'Gemenge an eng schwierig Situatioun bréngt, mä mir fäerten, dass hei och politesch Schierbelen d'Resultat vun deem ganzen Agéiere sinn. Mir sinn der Meinung, dass d'Regierung d'Gemenge méi wéi jee brauch bei der Ëmsetzung vum IVL, bei der Ëmsetzung vun de Plans sectoriels Transport a Wunnensbau. Och beim Kyoto-Engagement si mir als Gréng der Meinung, dass et nëmme mat den Gemenge geet.

A wéi soll een dann awer erwaarden, dass d'Gemenge sech solidarisch weisen, wann ee se an esou eng schwierig Situatioun wéi déi aktuell bréngt? Well wann et ëm d'Iwwerliewe geet, Här President, dann ass jidderengem d'Hiem méi no wéi de Paltong, a wann ee wëllt d'Kierchtuermropolitik um Niveau communal förderen, ech mengen, da kann ee sech bal net besser uleeën, wéi des Regierung amgang ass et ze maachen.

Dofir fuerdere mir als Gréng d'Regierung op, hiert Wuert ze halen a mam Syvicol schnellstméiglech iwwer finanziell Kompenséierungen ze schwätzen, schnellstméiglech eng generell Reform vun de Gemengefinanzen unzegoen, endlech mindestens déi Motioun ëm-

zesetzen iwwert d'Grondsteier, déi mer hei unanime gestëmmt hunn, an dann eis awer och Fräiheeten ze loosser, fir eng Rei kommunal Steieren, déi ee ka mat ganz konkreten Ausgabe beleeeën, dass mer déi däreft stëmmen. Et si jo elo emol Gemenge virgaang mat gewëssen Taxen; loosse mer emol kucken, wat do d'Gerichter dozou wäerte soen, well ech si mer jo bal sécher, dass dat viru Gericht lant.

Mir mengen awer och, dass dringend eng Evaluéierung vun all deene Reformen, déi mer um Niveau vun der Gewerbesteier gemaach hunn, muss kommen, well wann ee jo awer feststellt, dass déi gréissten Tankstellen a ganz Europa praktesch iwwert d'Gewerbesteier keen Impakt méi hunn op de Budget vun deene Gemengen, wou se sinn, dann ass jo iergend-eppes faul hei mat där Steier. Da bréngt se net méi dat, firwat se ëmmer geduecht war. Wa just nach e puer Banken an der Stad Lëtzebuerg och Gewerbesteier bezuelen, da muss mer eis intensiv mat där Steier insgesamt beschäftegen. Ech mengen, dat ass eng dringend Aufgab.

Ofschléissend, Här President, hoffen ech, dass des Strategie, de Gemengen de Krunn zouzedréien, net eng gezielte Strategie ass, fir d'Gemenge plattzeklappen fir d'Reforme territoriale, well wann dat wierklech soll de Fall sinn, dann ass des Reform gestuerwen, ier se ugefaangen huet.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Gira. Dann huet d'Regierung d'Wuert, den Här Innenminister, den Här Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kann net an et ass sécherlech net d'Strategie vun der Regierung, fir de Gemengen de Krunn zouzedréien a se dann ze forcéieren ze fusionéieren, wéi den Här Gira dat simplistesch duergestallt huet.

Et ass éischer eng laang Strategie, déi déi lescht Regierungen hatten, fir d'Gemengen um Wuelstand vun eise Land participéieren ze loosser. An dat kann ee ganz kloer novollzéien, wann een de Revenu disponible vun de Gemenge kuckt. Ech hunn do esou eng Tabell hei, déi d'Insider alleguente kennen, wou ee ganz kloer gesäit, dass an de leschte Joren de Revenu disponible vun de Gemengen an d'Luucht gaangen ass.

Et muss ee feststellen - einfach, fir dass een dat och emol e bësse spiert: 1981 hunn d'Gemengen 194.786.896 Euro kritt an elo am Budget 2006 stinn 1.015.000.000 Euro, dat ass also fënnemol méi. Wann een dat elo indexberengegt kuckt, muss ee feststellen, dass d'Gemengen hei zu Lëtzebuerg an deene 25 Joer elo 2,5-mol méi Geld kréie wéi viru 25 Joer.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Här President!

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. - Da soll kee mer soen, d'Regierung hätt d'Gemengen net participéiere gelooss um Wuelstand.

A wann een déi Diskussioun esou wëllt féieren, wéi Dir se wëllt féieren, Här Gibéryen, da gëtt dat eng ganz breet Diskussioun, an ech féieren déi ganz gären eng Kéier, wa mer strukturell Ännerunge maachen a wa mer festgestallt hunn, wat eng Gemeng am 21. Jorhonert soll u Basisaufgaben erfëllen. Da kann een déi Diskussioun féieren. Ech verschléisse mech där

Diskussioun net; ech hunn dat och hei gesot an dat soll een och maachen.

An déi mauvaise foi, déi mir ënnerstallt kréien, wéi wa mir wëilten de Gemengen express - oder ech weess et net - net déi richteg Chiffere ginn oder wéi wa mir eis Hausaufgaben net géife maachen, domat kann ech net d'accord sinn. Ech ka just soen, dass d'lescht Joer, ech mengen et war de 26. Oktober, effektiv, dunn hunn ech eng Circulaire un d'Gemenge geschriwwen, wou drastoung: Der muss dervun ausgoen, dass wahrenscheinlech déi 513.000.000, déi am Budget sti fir d'Dotation d'État, net kommen; also sidd wann ech glifft virsiichteg. Ech mengen, dat ass korrekt. Als Autorité tutelle seet een de Gemengen dat, an d'Gemengen huelen hir Responsabilitéit. Et war also do prévisibel, dass et net géif duergoen.

Et ass awer an deem Sënn net esou eppes Aussergewöhnlech, wann emol eng Kéier manner Suen erauskommen, well mir hatten dat och schonn an de Jore virun. Mir hatten 1992 zum Beispill 11,14% manner ICC, also Impôt commercial. Dat ass relativ vill. Dat war och unique. Dat war emol! Bon, Dir stellt elo an de Raum, dat kéint nach e puermol erëmkommen, dass manner Recetté géife kommen an der TVA oder dass manner géif an der Dotatioun erakommen. Ech si kee Visionär an deem Sënn, dass ech elo scho weess, wat Enn des Joers erakënn. Et ass richtig, dass een elo muss um Ball bleiwen.

Et muss ee genau kucken, wéi d'Recetté vun der TVA an och déi aner Recetté vun deenen anere Steiere wéi déi sech an den nächste Méint entwéckelen, an ech géif et och normal fannen an och richtig fannen, an ech sinn och iwwerzeegt, dass dat och esou geet, dass de Finanzminister oder de Budgetsminister an d'Kommissioun kënn an dann déi Evolutionen vun deenen eenzelne Steiere wëllt matdeelen. Dat ass nëmme normal.

Ech hunn éischer dat Gefill awer, dass d'Gemengen an de Stat hei versichen, zesummen déi Aufgaben, déi sech am Land stellen, anstänneg ze maachen, an ech ginn och dovun aus, dass dee Phenomeen, dee mer des Kéier hatten, unique ass, dass et wahrscheinlech keen esou en Abroch méi gëtt an den nächste Joren, mä dat kann een net viraussoen. Ech hätt just gär Sachlechkeet an deem Dossier.

Et stëmmt, dass 9% manner erakommen sinn. Et stëmmt net, wat zum Beispill de Leidelerger Buergermeeschter gesot huet, dass et 20% manner war. Deen hat sech verrechent, deen hat eng falsch Buchung gemaach a senger Gemeng an doduerch hat hie sech géiert. Dunn ass hien direkt an d'Press gang. Ech fannen, et soll een hei sachlech bleiwen.

Ech si gär mat lech d'accord, fir d'Interesse vun de Gemengen am Intérêt vun de Bierger ze verteidigen. Also déi Diskussioun wëll ech gär féieren. Duerfir hate mer jo och net fir näischt gesot, mir sollen 2002 an 2003 déi 125 Milliounen, déi do méi erakomm sinn - do si jo massiv Gelder erakomm -, an eng Reserv setzen, fir dass dann haut elo ka kompenséiert ginn. Déi Gemengen, déi dat gemaach hunn, déi hu kee Problem. Déi aner, déi et net gemaach hunn, fir déi gëtt et e bësse méi enk, mä ech mengen awer net, dass et dramatesch ass, an ech mengen, dass mer hei eis an enger Logik bewegen, déi net contraire ass zu den Interesse vun eise Bierger.

A wann ech elo geschwat hu vu Kompensatiounen, Här Gira, da wëll ech gär nach eng Kéier op dat agoen, wat Dir ugeschwat hutt, wéi d'Regierung hätt e Wuertbroch gemaach par rapport zu deem, wat am Joer 2001 décidéiert ginn ass. Duerfir hunn ech den Text mat-

bruecht. Ech hu mer erwaart, dass ee géif dat soen. Ech liesen lech dee vir, an da kucke mer, ob dat, wat hei steet, e Wuertbroch ass oder net.

Hei steet: «Dans le cas où le montant total de l'impôt commercial communal diminuerait au cours des années à venir...», dat ass dat wat dodra stoung. Or, éischtens ass emol schonn den Impôt commercial communal net zréckgaangen. Deen ass net zréckgaangen...

Une voix. - Dat ass falsch!

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. - ...par rapport zum Joer 2001, dem Referenzjoer, well dat steet och dran: «...par rapport à son montant pour l'année budgétaire 2001,...». En ass ganz llicht zréckgaangen.

(Interruption)

An da lauschtert no: «...des mesures seront prises pour corriger cette évolution...», an da kënn et: «...à condition qu'il y ait une augmentation des recettes fiscales de l'État qui le permette.» Or, ech sinn der Meinung, a mir an der Regierung sinn der Meinung, dass d'Augmentatioun vun de Recetté vun de Gemengen net esou ass, dass mer dat kënnen maachen, well mir hunn och Augmentatiounen, mä déi si largement ënnert den Dépenses, sou dass mer an enger Situatioun sinn, dat kee Wuertbroch duerstellt, mä dat vill méi ebe weist, dass d'Recetten insuffisant sinn, fir dat doten ze maachen, a mir sollten elo kucken, déi Diskussioun an der Spezialkommissioun iwwer eng zukünfteg...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Här Minister, entschëllegt, mä erlaabt Der eng Zwëschefro vum Här Gira?

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Ech wollt den Här Minister nach froen, ob en awer weess, dass am Joer 2004 d'Gewerbesteier ronn 6 Milliounen Euro ënnert dem Montant vun 2001 louch?! Domat ass fir mech à la lettre dat age-traff, wat 2001 zu Stroosse gesot ginn ass. D'Gemenge kréie manner Recetten dräi Joer no 2001, an d'Statsrecetté sinn téschent 2001 an 2004 eropgaang, also ass fir mech à la lettre den Accord gültig, an zumindest déi 6 Milliounen Euro missten emol d'office kompenséiert ginn, ouni vum Geescht - wéi ech gesot hunn - vun deem ganzen Accord ze schwätzen, dee war fir ze soen: Wann Dir net méi esou kënn vun der Evolution vun der Ökonomie profitéiere wéi mir, da gi mir lech en Deel vum Kuch of. Duerfir fillen ech mech awer total bestätegt an deem, wat ech gesot hunn.

M. le Président. - Jo. Ech fille just net d'Fro, déi Der wollt stellen,...

(Hilarité)

...mä ech géif awer elo bieden, den Här Halsdorf...

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Ech hu gefrot, ob den Här Minister d'Chiffere vun 2004 par rapport zu 2001 kennt!

M. Gast Gibéryen (ADR). - Här President, ech wëll dem Här Halsdorf och eng Fro stellen, wann ech gelifft.

M. le Président. - Jo, dann an engem Zuch elo, elo geet et.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Jo. Ma ech wollt dem Här Halsdorf d'Fro stellen, ob e mer zoustëmmt,...

(Hilarité)

...datt, wéi deemools de Syvicol deen Accord do mat der Regierung ausgehandelt huet - an den Här Halsdorf war deemools Generalsekretär vum Syvicol -, den Här

Gira an ech op der Versammlung vum Syvicol de Comité grad drop opmierksam gemaach hunn, datt mat deem Text, dee se elo do ausgehandelt hätt, d'Regierung an e puer Joer géif kommen a soen - well och do nach dee Saz hannendru steet, wann d'Regierung déi finanziell Moyenen hätt -, datt d'Regierung da géif dat Argument huelen, fir de Gemengen eng Kompensatioun ze verweigeren.

Den Här Halsdorf huet deemools als Syvicol-Generalsekretär gemengt, den Här Gira an ech géife falsch leien, an duerfir wollt ech froen, Här Halsdorf, ob Der dann elo awer domat averstane sidd, datt Dir genau déi Argumenter haut als Innenminister gebraucht, déi mir deemools dem Generalsekretär vum Syvicol gesot hunn?

(Interruption)

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. - Ech kann lech just soen, dass ech deem Text hei liesen an esou liesen, wéi Dir elo gesot hutt. Do steet: «...à condition qu'il y ait une augmentation des recettes fiscales de l'État qui le permette.» Dat kann een also interpretéieren, wéi Dir dat da maacht.

(Interruption)

Ech interpretéieren dat esou, well ech mengen zwar. A wat mer net gefält an der Diskussioun hei, dat ass, dass ennerstallt gëtt, d'Regierung hätt wëllen d'Gemengen - wéi hat Der virdu gesot? wéi géif ech elo soen? -, et wär een net, mir wären net korrekt mat de Gemengen oder mir géife se net seriö huelen. Domat sinn ech net d'accord. Ech sinn der Meenung, dass mir hei am Fong geholl eis Hausaufgabe maachen, an dass Dir déi Sue kritt, déi Der verdängt, an dass, wa mer déi strukturell Diskussiounen, déi mer elo ze féieren hunn,...

(Brouhaha général)

Wat gelift?

Une voix. - Ma Dir sidd awer e Schoulmeeschter!

Une autre voix. - Ouh là, là!

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. - Ma neen!

Une voix. - A wann d'Gemengen net wëllen, Här Minister?

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. - Also, während 20 Joer oder 25 Joer ass eng Augmentatioun vun 2,5-mol komm vun de Recetté vun de Gemengen. Dat beweist also kloer, dass d'Gemengen - ech muss dat nach eng kéier widderhuelen, wat ech virdu gesot hunn - participéiert hunn, an dat beweist awer ganz kloer, dass mir net als Regierung wëllen d'Gemengen an d'Messer lafe loossen. Dat ass mäi Message, deen ech wëll soen, a wann dat anert esou verstane ginn ass, dann hunn ech dat falsch oder net deementsprechend ausgedréckt.

Ech weess nach ëmmer, wou ech hierkommen, an ech weess, wat d'Gemenge verdéngen. Duerfir sinn ech net d'accord mat där Béisaartegkeet, déi hei eragedréint gëtt. Mir sollten elo eis un dat halen, wat an eiser Regierungserklärung steet. Do steet ganz kloer dran, d'Recette-communales, déi ginn ugebonnen, an zwar un d'Recetté vum Stat. Dat ass eng gutt Saach, dass se kënne parallel evoluéieren.

Do steet dran, dass déi Gemenge mussen definéiert ginn, an do steet dran, dass nei Missiounen, wann déi un d'Gemenge kommen - Här Gibéryen, dat ass ganz kloer, well Der dat och virdu opgeworf hat -, wann nei Missiounen un d'Gemenge kommen, déi gi finanziell kompenséiert. Dat heescht also ganz kloer, dass hei keng mauvaise foi ass, a souguer eise Stats-

minister hat gesot den 12. Oktober 2005, mir mussen d'Finanzierungsrelatione Stat-Gemengen, och besonnesch beim Bezuele vu Schoulpersonal, a Gespréicher mam Syvicol iwwerpräiwen. Dat dréckt also de Wëllen aus, dass mer wëlle konstruktiv mat lech hei diskutéieren.

Duerfir kann een deenen Ennerstellungen - ech nennen et schon esou -, déi mengen, dass et elo dëst Joer nees eng kéier géif schif goe bei der TVA - well et sinn nach keng konkret Beweiser do -, just domat begéinen, dass mer an den nächste Méint an d'Chamberskommissionen kommen an lech dann déi Chifferen do virlesen, fir méi Gerechtegkeet an dat Ganzt eranzekréien. Dat ass dat, wat mir gär hätten.

Ech si jo och duerfir d'accord - den Alex Bodry huet dat emol an der Chamberskommission ennerstézt -, fir eventuell déi Gemengen, déi vill ICC pro Kapp erakréien, fir dat ze deckelen, domat sinn ech ganz séier d'accord, fir dat ze maachen, awer nëmme am Konsensus. Dat solle mer an där Kommission, déi elo zesummekënnt, dee Conseil supérieur des Finances communales, den 30. dëses Mounts, diskutéieren, an do solle mer da kucken, wa mer e Konsensus do kréien, sinn ech d'accord, eng Emstrukturéierung ze maachen, wat déi Elementer ugeet.

Mä wann ee wierklech drun...

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Esou wéi Dir et gär hätt!

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. - Wann ee wierklech dru wëllt goen, fir elo fundamental Ännerungen ze maachen, soll een emol ofwaarden, zum Beispill, ob an Zukunft d'Schoulpersonal oder d'Schoulléierpersonal nach vun de Gemengen zu engem Dréttel bezuelt gëtt. Wann do d'Spezialkommissionen dozou kënt, dass mer dat net solle maachen, wa si do zu där Konklusioun kommen, da kréie mer eng ganz aner Logik. Da muss ee froen: Gëtt kompenséiert, gëtt net kompenséiert?

Wéi mer deemools d'Polizei zum Beispill aus der Gemeengefinanzierung erausgeholl hunn, ass net kompenséiert ginn. Déi Gemengen, déi betraff waren, konnten déi Suen halen a konnten déi Suen anescht benotzen.

(Interruption)

Sou dass ech also elo nach gär géif waarden.

Wou ech och nach gär géif waarden, dat ass déi ganz Diskussioun iwwert den Impôt foncier, well iwwert den Impôt foncier mussen mer och hei zu Lëtzebuerg sécherlech diskutéieren, wéi mer dat Instrument kënne méi flexibel benotzen, notament och fir Terrainé fraize maachen, fir drop ze bauen. Dat huet de Statsminister och a senger Deklaratioun d'lescht Joer am Oktober hei an der Chamber gesot.

Mir sinn an Zäit der Meenung, dass mer eis mussen en Instrument ginn, fir dass och méi ka gewunnt ginn an eisem Land. Dat kann den Impôt foncier sinn, mä déi Diskussioun solle mer och am Conseil supérieur des Finances communales féiere respektiv an den Diskussiounen elo iwwert déi Projetpilote, déi mer wëlle machen, fir Logement hei an dat Land ze kréien.

Sou dass ech ofschléissend géif soen, mir sollten déi nächst Méint eis zesummesetzen. Mir sollte kucken, séier an der Spezialkommission weiderzecommen, wat d'Kompetenze vun de Gemenge sinn, an da sinn ech iwwerzeegt, dass mer nach um Enn vun dësem, Ufank nächst Joer kloer kënnen iwwer strukturell Ännerungen vun eise Gemeengefinanzen diskutéieren.

M. le Président. - Här Minister, entschëllegt, nach eng Zousatzfro vum honorablen Här Bausch.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Här Minister, kënnt Der eis wann ech gelift déi Emverdeelung vum ICC e bësse preziséieren, wéi Dir dat gesitt an Zukunft, a wéi eng Richtung datt Der do wëllt goen? Well Dir wësst jo och genau, wann Der do eng Emverdeelung maacht, duerfir kréien d'Gemengen insgesamt kee Frang méi. Dat ass just ennerd de Gemengen e bësse aneschters verdeelt. Dat ännert net d'Verhältnis vun de Recetten tëschent de Gemengen an dem Stat.

An ech mengen, sidd Der net der Meenung, datt et emol endlech un der Zäit wär, datt mer géingen eng seriö Diskussioun féieren iwwert d'Aufgabeverdeelung vun der Kollektivitéit insgesamt, an dann emol definéieren, wat muss de Stat a wat mussen d'Gemenge maachen, an dann eréischt kënne mer diskutéieren, wie wat fir eng Finanzen kritt.

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. - Ech hu gesot, wann e Konsensus do ass, fir déi Emverdeelung ze maachen. Ech hu schon op anere Plaze gesot, dass déi Gemeng, déi am Land am meeschte kritt, déi kritt 4.816 Euro pro Awunner, an déi Gemeng, déi am mannste kritt am Land, déi kritt 1.346 Euro pro Awunner. Elo ass d'Fro déi: Wann ech d'Solidaritéit spille loossen, ass dat gutt, wann deen een esou vill Mol méi kritt wéi deen aneren? Soll ee sech do net Parametere ginn, fir méi Gerechtegkeet dran ze kréien?

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Dat huet jo awer och mat Aufgaben ze dinn, déi déi eng hunn an déi aner net hunn. Dir kënnt jo awer net, zum Beispill, Knapphouschent mat Esch vergläichen.

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. - Ma ech soen lech just, déi Diskussioun wäert geféiert ginn am Conseil supérieur des Finances communales den 30. Mäerz. Ech soen lech dann, wat do derbäi erauskomm ass. Wann do déiselwecht Astellung ass wéi eis, dann ännere mer näischt bis mer fäerdeg sinn an der Spezialkommission an da wäerte mer déi Ännerungen maachen.

M. le Président. - Voilà. Merci, Här Minister.

Mir kommen elo zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour.

Ah, mä de Wirtschaftsminister, den Här Krecké, ass an der Zwëschenzäit agezogen, esou dass ech géif proposéieren, dass mer déi Fro vum honorablen Här Meisch géife virhuelen. Ech wëll allerdéngs drop hiweisen, datt den Här Minister Krecké vun engem Energieconseil kënnt an a 40 Minuten de Flioger muss huele fir an déi nächst Sitzung. Ech wëll domadder soen, dass d'Chamber déi Virkommenheit an déi Disponibilitéit vum Minister, fir hei dem Här Meisch seng Fro ze beäntweren, begréisst.

Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

10. Heure de questions au Gouvernement (suite)

- Question N°84 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Meisch relative au développement d'un secteur de logistique au Luxembourg, adressée au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Claude Meisch (DP). - Merci, Här President. Merci och un den Här Krecké, datt hien awer heihinner komm ass fir mat eis iwwer e Sujet ze diskutéieren, deen och gëschter an der Press stoung. An zwar hunn ech nämlech do gelies, datt den Här Krecké envisagéiert de Secteur vun der Logistik hei zu Lëtzebuerg méi staark ze développieren, well hien do - an do kann een déi Meenung mat Sécherheet deelen - d'Chance gesäit fir Aarbechtsplazen ze schafen. Dat grad an engem Domän fir Leit, déi net déi héchste Qualifikatioun hunn, déi zum Deel onqualifizéiert sinn, also grad an deem Domän, wou mer hei zu Lëtzebuerg um Aarbechtsmaart awer ëmmer méi Problemer kréien.

Ech wollt froen, ob een dat hei kéint confirméiert kréien. Ech wollt awer och froen, wat fir e Konzept, datt do derhannert stécht, wat fir e Mix vun eenzelne Moyens de transport sech do virgestallt gëtt a wéi wäit do de Fret aérien eng Roll spillt; wat dat dee Moment fir d'Infrastrukturen um Findel heescht; wat dat fir zum Beispill d'Nuetsflich heescht; wéi wäit do och de Fret iwwert d'Eisebunn eng Roll spillt; wat ass d'Aufgab vun der CFL an deem Konzept vum Wirtschaftsminister a ganz besonnesch awer och vun där nei gegrennter CFL-Cargo.

Mir wëssen, datt déi Iddi do net nei ass, dass se schon des Öfteren hei am Haus an an der Politik am Generellen diskutéiert ginn ass, fir Lëtzebuerg auszebauen fir e Logistikcenter. Ganz konkret Entreprise waren d'ailleurs och schon am Laf vun den 90er Joren interesséiert fir heihinner ze kommen. Wann ech mech richteg erënnere war dat DHL, an deemools sinn eben och Diskussiounen gefouert ginn iwwer all déi dote Punkten an iwwert d'Inconvénienten, déi dat géing mat sech bréngen. An duerfir wollt ech froen, wat d'Konzept vum Minister Jeannot Krecké ass.

Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Meisch. Den Här Wirtschaftsminister, den Här Jeannot Krecké, huet d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur. - Här President, Dir Damen an Dir Hären, et ass richteg, dass d'Regierung sech virgeholl huet de Logistikcenter hei zu Lëtzebuerg oder loosse mer soen d'Logistikaktivitéiten hei zu Lëtzebuerg ze développieren. Dofir ginn et eng ganz Rei Grënn.

Éischtens stellt ee fest, dass et jo eng Verschiebung e bësse an de Mäert gëtt, esou dass eng ganz Rei Produkter, wat hir Produktionslinien ubelaangt, a Richtung Asien ginn.

Zweetens, dat hu mer bei der TDK gesinn, wäert Europa, net nëmme Lëtzebuerg, eng ganz Rei Produkter net méi kënnen hierstellen, an déi wäerten an nächster Zukunft op anere Plazen hiergestallt ginn, méi wäit ewech, wéi vun hei. Mä et si Produkter, déi mir awer brauchen, déi mir consommeieren, an do duerch hu mer geduecht an awer scho säit Méint, dass mer all Kéiers, wa mer mat engem schwätzen, dee seet, aus deenen an deene Grënn kann ech net op Lëtzebuerg kommen, sief et aus Opportunitéitsgrënn, dass mer ëmmer erëm datselwecht maachen, mir probéieren ze kucken, wat fir eng Méiglechkeeten et gëtt, fir eventuell eng Plattform, e Sëtz hei zu Lëtzebuerg ze hunn a wat fir eng Méiglechkeeten et gëtt, fir eventuell Logistik ze bedriewen.

Elo muss ee soen, dass d'Logistik jo net nëmme Transport ass. Mir hunn eng Etüd an Optrag ginn, déi am Fong geholl d'Schwächen an d'Stärke vu Lëtzebuerg sollt an deem dote Beräich kucken; an

d'Logistik ass jo vill méi wéi Transport. D'Logistik ass déi ganz Organisatioun, déi ganz Verwaltung vum Floss, vum Material a vun den Informatiounen; u sech vun der Zouliwwerung am Fong geholl bis zur Produktioun, bis herno zur Distributioun. Do ass also wesentlech méi ze gesinn, wéi dass ee just Transportfroen ze behandelen huet.

Duerfir hu mir jo och eng Etüd an Optrag ginn am Zesammenhang mat dem Fret aérien, dat heescht mat der Fracht, haaptsächlech bezunn op d'Cargolux. Wat stelle mer fest? 98% vun deem, wat erageflu gëtt, gëtt direkt erausgefuehrt, ouni dass iergendeppes domat geschitt. D'Iddi ass also fir emol ze kucken: Majo, wat kënnte mir eventuell an deem Beräich maachen?

Do muss ëmmer frësch verpaakt ginn, do mussen extra Stempelen drop kommen, do mussen extra Stickeren drop kommen, do mussen aner Gebrauchsanweisungen drop kommen, dat muss anescht verdrifwe ginn. Deen ee seet, ech hätt et gär muer, deen anere seet, ech hätt et gären iwwermuer. Emol kucken, ob mir net kënten an där Chaîne vu Création de valeur eng Roll hei zu Lëtzebuerg spillen. Dat heescht dat, wat souwisou hei op Lëtzebuerg kënnt - dat ass de Bestanddeel vun der Etüd -, do kucken, ob mir deem net e Mehrwäert bäiginn an et dann eréischt erausféieren. Et ass also un alleréischter Stell fir emol ze kucken eppes, wat souwisou haut geschitt, fir deem e Mehrwäert bäizeginn, éier et erausgeet.

Dat Zweet, wat mer allerdéngs awer och gekuckt hunn an der Zwëschenzäit, ass, wat ass dee Secteur eigentlech hei zu Lëtzebuerg. Dee Secteur, dee beschäftigt haut schon 9.000 Leit an ass en évolution; där lescht dräi Joer sinn do 1.000 Aarbechtsplaze geschaf ginn. Et ass also e Secteur, deen interessant ass, well en Aarbechtsplaze schaaft.

E schaaft Aarbechtsplazen op zwee Niveaue: op deem ganz héijen Niveau an um Niveau vu méi Handaarbecht, loosse mer soen, um manner qualifizierten Niveau. Asoufern ass et fir mech eng interessant Opportunitéit, well mer eng Rei Aarbechtsplazen amgaange sinn an der Industrie ze verléieren - duerch Grënn iwwert déi mer jo scho geschwat hunn - an dass dat do e flotte Substitutionssecteur kënnt gi fir Lëtzebuerg.

Selbstverständlech soll dat sech net nëmme op de ganzen Deel, deen en rapport mat der Loffracht ass, konzentréieren, mä et soll och op den Transport, deen iwwert d'Schinn geet, gekuckt ginn. An do ass et jo evident, dass Beetebuerg als en Happ, dee mer wëllen ausbauen, als en Happ, dee muer eng gréisser Zukunft soll hunn, do natierlech e gréisser Rôle soll spillen.

Wat huet dat vu Konsequenzen? Ma ee Problem ass deen, dass, loosse mer soen, alles relativ flächenintensiv ass an dass mer mussen kucken, wou Flächen do sinn. Mir hunn zu Beetebuerg Méiglechkeeten, an och elo an den Transaktiounen mat Arcelor wäerte mer Méiglechkeete kréien, a mir probéieren also a Richtung ze goen, och zu Beetebuerg Saachen unzesiedlen, ebe just wéinst deem Dréi- an Angelpunkt, dee mer do am Schinneverkéier hunn.

Op där anerer Säit ginn et nach Disponibilitéiten um Niveau vun den Terrainé ronderëm de Flughafen. Dir hutt gefrot, wat genee vun Installatiounen an Infrastrukturen op de Flughafen komme misst. Dozou kann ech lech am Moment nach keng Ausso maachen, mir si jo eréischt amgaangen dat do elo ze studéieren. Wat ech lech mat Sécherheet awer soe kann - an dat hunn ech deene Leit aus där Branche und gesot, dat deenen ech elo vill Gespréicher hat -, dat ass, dass et net wäert esou kommen, dass mir hei plötzlech opmaachen. Dat ass mat Sécherheet

net de Fall, mä mir probéieren also bei eppes, wat souwisou elo geschitt, eppes wat souwisou an eist Land erakënnt, e Mehrwärt deem bäizeginn. Mir probéieren dat, wat souwisou an eist Land erakënnt, och iwwer en anere Wee, iwwert d'Strooss oder esou, dass mer deem eventuell eng Plattform ginn, fir dat ze verdreiwen.

Wa mer net méi hei zu Lëtzebuerg produziéieren kënnen, da menge mer, dass mer eventuell kënnen dee Service do leeschten, dee Service, deen awer och eng Manutention noutwendeg mécht, dat heescht, et muss och Handaarbecht do gemaach ginn. Ech mengen, dass eng ganz Rei Aarbechtsplazen do ze schafe wieren, déi et muer kënnen erlaben, wat mer op anere Plaze verléieren eventuell ze ersetzen.

Voilà, Här President, dat ass zu dësem Zäitpunkt dat, wat ech dozou soe kann.

M. le Président. - Merci, Här Minister.

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, an dat ass d'Resolutioun, déi den honorabelen Här Mehlen agereecht hat, iwwert de Camp vu Guantánamo. Mir diskutéieren dës Resolutioun elo a stëmmen dann driwwer of. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Glesener, den Här Goerens, den Här Bausch an den Här Fayot. D'Wuert huet fir d'éischt den Auteur vun der Resolutioun, den honorabelen Här Mehlen.

11. Résolution de M. Robert Mehlen relative au camp américain de Guantánamo

M. Robert Mehlen (ADR), auteur. - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Guantánamo läit wäit ewech. Et ass och eises Wëssens no kee Lëtzebuurger do internéiert. Duerfir kënn ee sech d'Fro stellen: Wuerfir elo hei déi Resolutioun am Lëtzebuurger Parlament?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass scho ganz laang gewost, datt dat, wat op Guantánamo passéiert, massiv géint d'Menscherechtskonventioun verstéisst. Ech zielen op, oni den Usproch ze erhiewe vollstänneg ze sinn: illegaalt Festhale vu Persounen op onbestimmten Zäit; illegal Deportatioun vu Persounen op onbekannt Plazen; kee Kontakt fir déi Persounen, déi do festgehale ginn, no baussen; kee Rechtsbäistand fir déi Persounen, déi do festgehale ginn; keng konkret Beschëllegung; kee Prozess; inhuman Behandlung, an net nëmme inhuman Behandlung, mä regelrecht Folter. Dat bedeit e Verstouss géint international Konventiounen iwwert de Schutz vun de Mänscherechter, déi vun den USA ratifizéiert gi sinn an duerfir och fir d'USA voll applicabel sinn.

Wat nei ass, dat ass, datt de 16. Februar vun dësem Joer e Rapport erauskomm ass vun enger UN-Untersuchungskommissioun, énnert dem Virsätz vum Här Manfred Nowak, deen UN-Sonderbotschafter fir Folter ass. An dësem Rapport gétt ganz kloer festgestallt, datt et krass Verstéiss géint d'Mänscherechter gétt. Et muss een awer och soen, datt den Enquêteuren dee fräien Zougang, deen d'UN-Menscherechtskonventioun virgesäit, fir déi Enquête ze féieren, refuséiert ginn ass.

D'Parlamentaresch Versammlung vun Europarot huet am Abrëll 2005 an hirer Resolutioun 1433 (2005) ganz krass Verstéiss festgestallt. Ech erlabe mer am Zäitraum, deen ech hunn, e puer Zitater hei opzeféieren. Si soen, datt: «Le respect des droits de l'Homme internationaux et du droit international humanitaire ne constitue pas une faiblesse dans la lutte contre le terrorisme, mais une arme. (...) Néan-

moins, l'Assemblée estime que le Gouvernement américain a trahi ses propres principes les plus élevés dans l'ardeur avec laquelle il a tenté de mener la guerre contre la terreur». C'est avec Guantánamo Bay que ces erreurs se sont peut-être avérées les plus manifestes.»

An da kommen d'konkret Beschëllegungen: «de nombreux détenus, si ce n'est tous, ont été soumis à des traitements cruels, inhumains ou dégradants, qui ont été le résultat direct d'une politique officielle autorisée aux plus hauts niveaux du gouvernement;». Et geet weider: «de nombreux détenus ont été soumis à des mauvais traitements qui équivalent à de la torture, pratiqués systématiquement, et avec la complicité du Gouvernement des États-Unis, en toute connaissance de cause;». Esou wäit déi Zitater.

Här President, d'amerikanesch Regierung vertritt d'Attitud, datt Guantánamo e rechtsfräie Raum wär, wou d'internationaalt Recht net ziele géing an duerfir kënn si do mat egal wem egal wat maachen. Déi Attitud gétt vun der Cour suprême vun den USA selwer zrëckgewisen a gesot, datt se falsch wär a kee Bestand hätt. D'Europaparlament huet am Januar 2006, also vun dësem Joer, d'Schléissung vu Guantánamo gefuerdert an och en Untersuchungsausschuss agesat.

D'Fro stellt sech: Wat ass d'Opportunitéit vum Lëtzebuurger Parlament fir an där Situatioun en Opruff un d'amerikanesch Regierung ze maachen, fir där Situatioun en Enn ze maachen?

Ech wëll drun erënneren, datt mer viru kuerzem hei eng Resolutioun hate géint d'Proposé vum iranische President, déi inakzeptabel sinn, wou mer hei mat aller Däitlechkeet an aller Vehemenz dat zrëckgewisen hunn, wat dee Mann vu sech ginn huet. A mir hunn dat jo och matgedroen. Dee Mann huet Wieder gebraucht, déi net nëmme blesséieren, mä déi ënner Ëmstänn zu Gewalt féiere kënnen. Ass dat eng Mänscherechtsverletzung? Ass et keng? Ech wëll dat net qualifizéieren. Mä hei si mer a Presenz vu wierklechen, vun der UN festgestallte krasse Mänscherechtsverletzungen. An do solle mer de Mond halen?

Här President, ech froe mech an lech: Wat ass eis Glaubwürdigkeet dobaussen nach wäert, wa mer op där enger Säit einmüteg esou Proposé a Wieder zrëckweisen, déi een net gebrauchen dærf, an op där anerer Säit awer faktesch Mänscherechtsverletzungen, déi ganz drastesch sinn, toleréieren. Ech muss soen, et ass och dat, wat mech derzou gefouert huet, fir déi Initiativ hei ze huelen, well ech einfach fannen, datt mir eis eege Glaubwürdigkeet do verspillen.

Kuerz virduun hate mer, op Initiativ vum Här Goerens, hei eng Diskussioun iwwert den Dialogue des cultures. Mir wëssen, datt e Kulturkampf ausgebrach ass, dee sech net nëmme op dee Karrikaturesträit do reduzéiert. Mä mer wëssen awer och, an d'Analysten, déi sech an der Situatioun gutt auskennen, déi soen eis, datt net nëmme déi kulturell oder reliéis Ënnerscheeder à l'origine si vun deem Haass, dee sech besonnesch am Mëttleren Orient, awer och nach méi wäit, opgestaut huet, mä datt et virun allem déi kontinuierlech Humiliatioun vun de Leit an deene Raim do ass, déi zu deem onwahrscheinlechen Haass gefouert huet, deen dann och dozou féiert, datt dat sech ëmmer méi héichschauelt an datt een net weess, wat da leschten Enns d'Konsequenzen dovunner eng kéier si wäerten.

Här President, et kann een d'Mänscherechter dobaussen net propagéieren, wann ee sech net selwer dorun hält. Déi fortwährend Mänscherechtsverletzungen driewen den Haass géint de Westen un. Do gi mir entre-temps mat considéiert. Mir gi mat den USA an een Dëppe gehäit, esou héich, datt

d'Folgen effektiv ganz gravéierend kënnen sinn.

Elo gétt et Stëmmen, déi soen: Dat ass jo awer keng Differenz zu anere ganz villen Diktaturen op dëser Welt, wou och Leit gefoltert ginn, zu Onrecht festgehale ginn an esou weider, souguer deelweis exekutéiert ginn. Hei muss een awer soen: Et besteet trotz allem eng Differenz, wann och vläicht net um Niveau vun de Mänscherechtsverletzungen, mä eng Differenz, ob eng Diktatur, déi ënner Ëmstänn och emol d'Mänscherechter net ënnerschriwwen huet, hir eege Leit ënnerdréckt, fir sech selwer um Pouvoir ze halen, par rapport zu enger Natioun, déi sech dobaussen duerstelt als déi, déi d'Mänscherechter wëllt an der ganzer Welt verbreden, a Bierger vun anere Staaten einfach captéiert, festsetzt an hinne sämtlech Rechter verweigert. Datt dat, wéi gesot, den Haass an d'Luucht dreift, do brauch ee sech net ze wonneren.

An ech erlabe mer och hei d'Fro ze stellen: Wéi géinge mir eis als Lëtzebuurger Vollek stellen, wann - an ech hunn e puer esou Geschichte gelies vu Leit, déi do festgehale ginn, déi sech guer näischt zu Schold komme gelooss hunn, déi iwwerhaupt näischt mat den Taliban ze doen hunn - vläicht souguer e Familjenugehéierege vun eis ënner deene Konditiounen do géing festgehale ginn. Géinge mer dann och esou roueg nokucken?

Ech wëll schlësse mat engem Zitat vum Här Nowak, dem UN-Sonderbevollmächtigte fir Tortur, op Däitsch: „Und ich setze hier auch sehr stark mein Vertrauen auf die Staaten der Europäischen Union, die ja als traditionelle Verbündete der Vereinigten Staaten von Amerika doch eine gewisse Überzeugungskraft haben.“ An domadder wëll ech schlëssen, Här President.

Dat hei riicht sech selbsterständlech net géint d'amerikanesch Populatioun, wou e ganz groussen Deel och net d'accord ass mat där Aart a Weis, wéi hei verfuert gétt, mä géint eng amerikanesch Regierung, déi mat enger Arroganz sonnergläichen hir eege Rechtsprinzipien ignoréiert a souguer Gerichtsuertheeler oder Aussoe vum lewichte Gericht vun den USA einfach ignoréiert.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Mehlen. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Charel Goerens. Här Goerens.

Discussion générale

M. Charles Goerens (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëllen eisen Accord bréngen zu där Virlag, déi den Här Mehlen eis hei ënnerbreit huet. Mir hate jo och schon an der Commission des Affaires étrangères Rieds driwwer. Ech wëll mech op e ganz kuerze Commentaire beschränken.

Éischtens, gétt scho méi laang évoquéiert, datt et net mat rechten Dénger zougeet op där Plaz do, wou déi Leit gefaange gehale ginn. Zweetens, gétt dat och elo bestäegt vun offizielle Berichter, dat, wat virduun de Sources autorisées durchblécke gelooss ginn ass. Drëttens, mengen ech, solle mer eis mat där Fro ausernee setzen an eis net an de Piège beginn, deen heescht «comparaison n'est pas raison».

Et gétt eng ganz Partie Diktaturen, déi Mänscherechtsverletzungen praktikéieren. Dat gétt deenen, déi d'Lutte géint d'Mänscherechtsverletzungen an hire Gronddokumenter, an hirer Verfassung stoen hunn, net d'Recht datselwech ze maachen. Mir wëssen, datt d'Bekämpfung vum Terrorismus e ganz schwieregt Unterfangen ass an

datt déi, déi am Kampf géint den Terrorismus Verantwortung ze droen hunn, oft un d'Limité vun hire Méiglechkeete stoussen, a si gi vun hire Leit op schnell Resultater gedrängt.

Dat, wat ech hei elo soen am Numm vun der demokratescher Fraktioun, ass dat, datt een als westlech Demokratie nawell muss seng Grondsätz respektéieren, nawell fir déi Valeure muss antrieden a besonnesch an deene Momenter, wou et net esou evident ass fir dat ze maachen a wou d'Regierungen oft gedrängt a bedrängt gi vun hirer Opinion publique, fir op e Wee ze goen, dee méi zweifelhaft ass.

Wa mer wëllen hunn, datt déi Valeuren, déi mir als héich an helleg ugesinn, och vun anere respektéiert ginn, da muss mir selwer dru gleewen, mir müssen se selwer respektéieren a mir müssen och a kritesche Phasen dozou stoen. Westlech Demokratiië müssen irréprochabel sinn an där doter Hiischt a si dærfen net dee geringsten Zweifel an der Bereetschaft opkomme loossen, fir déi Valeuren envers et contre tout ze verteidegen.

Dat Lescht, wat ech soe wollt, dat ass, datt déi Resolutioun sech hei un en Alliierten adresséiert an och ënner Alliierten a Frënn muss ee sech kënnen dat dote soen an déi Wourechte soen. Ce d'autant plus, wou och an de Vereenegte Staaten d'Opinion publique méi wéi reservéiert ass vis-à-vis vun deenen Praxissen, déi do gemaach ginn.

Dat, wat een awer soe muss, dat ass, datt et nawell an de Vereenegte Staaten eng Press gétt, déi déi Praxissen do stigmatiséiert an et och Geriichter ginn, déi, egal wat de President seet an egal wat d'Administratioun mécht, dat net akzeptéieren. E ganzen Deel vun deem, wat elo révéliert gétt a wat och elo vun eis stigmatiséiert gétt, ass och drop zrëckzeféieren, datt et an den USA selwer Kräfte gétt, déi dat do net akzeptéieren. Énnert dem Virbehalt vun deene puer Remarqué wollt ech den Accord vun der demokratescher Fraktioun zu dëser Resolutioun hei bréngen.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Goerens. Deen nächste Riedner ass den honorabelen Här Fayot.

M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, leschte Méindeg huet ons Commission des Affaires étrangères iwwert dës Resolutioun diskutéiert an et war eng breet Unanimité an der Kommissioun vun alle Groupes politiques fir domat d'accord ze sinn, dass mer hei an der Chamber eng Resolutioun unuelen, fir déi Methoden, déi zu Guantánamo ugewannt ginn, ze condemnéieren.

Ech erënneren drun, dass mer hei an de Konsequenze vun 11. September 2001 sinn, dass den 10. Januar 2002 dee Camp vu Guantánamo ageriicht ginn ass. An deem Camp vu Guantánamo si 760 Leit festgehale ginn, vun deenen der zum Deel libéiert gi sinn, zum Deel op aner Plazen duerno och transportéiert gi sinn. Ech wëll och drun erënneren, dass de President Bush de 7. Februar 2006 en Dekret geholl huet, wou Amerika sech selwer entbonnen huet vun deenen Obligatiounen vun de Konventiounen vu Genève „iwwert d'Krichsgefaangen an dësem Konflikt“, wéi de President sech ausgedréckt huet.

Ech wëll och drun erënneren, dass vun deenen Détenuen, déi zu Guantánamo sinn, der zéng bis elo en examen gesat gi sinn, dass nach kee condemnéiert ginn ass vun iergendengem Tribunal an dass déi zéng iergendwann solle virun enger militärescher Spezialkommissioun erschéngen.

Dir hutt och vläicht an der Press matkritt, dass an deene leschten Deeg, op Pressioun hi vun der Agence de Presse, Associated Press, 5.000 Säite vun deenen In-

terrogatoiren zu Guantánamo publizéiert gi sinn, déi 317 Détenuen implizéiert hunn. An deenen Interrogatoire schéngt et wéi wann do effektiv militant Islamiste sinn, mä dass och ganz vill Leit do sinn, wou ee sech d'Fro stelle kann, wat se do maachen.

Virun allem ass och an der Zwëschenzäit an deene leschte Méint a Joren eng riseg Diskussioun an Amerika selwer opkomm iwwert déi Methoden, déi do an och op anere Plazen, wéi zum Beispill zu Bagdad am Prisons Abu Ghraib, gebraucht gi sinn, déi, wéi de Comité international vum Roude Kräiz gesot huet, Méthodes frôlant la torture. Déi Methoden do si ganz bestëmmt enorm verwerflich fir eng Natioun, déi anere Länner demokratesch Gepflogenheete bäibréngt wëllt.

Mir hunn also kee Problem mat dëser Resolutioun. Mir fannen et gutt, dass d'Chamber esou een Text unhëlt. Ech wollt awer an deem Text hei, well deen am Fong geholl nach net weider an der Form verschafft ginn ass, proposéieren, dass mer - fir d'Kloerheet vum Message och - de 4. an de 5. Tret vum Considérant géifen ewechloossen an dass mer och am 6. Tret e Feeler verbessern, en „e“ amplaz en „a“ an „afférants“ setzen. Dass mer och an der zweeter Rei de „pas“ ewechhuelen, also „ne saurait être toléré“.

Dass mer am éischten Deel vum Dispositif soen „exige l'arrêt de cette situation illégale“. Mir wëllen net iergendwéi en Délai, mir wëlle constatéieren, dass dat soll ophalen. A mir wëllen och onse President chargéieren „de transmettre cette résolution à l'Ambassade des États-Unis“. Ech mengen, ob dat elo sans équivoque oder avec équivoque geschitt, mir wëllen et ganz kloer, dass dat remettéiert gétt. Den „sans équivoque“ huet am Fong geholl kee Sënn. Dat wäeren déi Propositionen, déi ech hei géif virbréngen.

Wéi gesot, mir si mat deem Text hei d'accord a mir fannen et och gutt, dass den Här Mehlen dee bruecht huet. Ech wär frou wann hie sech kënn deene Propositionen uschlëssen, fir den Text esou ze maachen, dee menger Ansicht no doduerch nach méi staark gétt a méi kloer gétt, fir dann den Avis vun der Chamber ganz kloer och auszedrécken.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Fayot. Dee leschte Riedner ass den honorabelen Här François Bausch. Här Bausch.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Här President, am Numm vun eiser Fraktioun sinn ech frou, dass mer dës Resolutioun haut hei kënnen eestëmmeg ofstëmmen. Et ass esou, mir hu jo eigentlech an där Resolutioun hei elo keen neit Element dra par rapport zu deene Saachen, déi an deene leschte Wochen a Méint scho laang an der Diskussioun waren, mä ech mengen et ass wichteg, datt d'Parlament och en Zeeche setzt. Et ass e bëssen an der Diskussioun vun der Kommissioun erauskomm, dass gesot ginn ass, dass et hei eigentlech, oder dass mer eigentlech séier do wäere mat Kritiken, wann et ëm d'Vereenegt State géing goen, mä bei anere Länner géife mer méi kuerz trëppelen.

Éischtens emol mengen ech dat net. Mir hunn an dësem Parlament scho méi wéi eng kéier och bei anere Länner Stellung bezunn. Mä ech muss och am Numm vu menger Fraktioun soen, datt mir et besonnesch schlëmm fannen, wann en demokratesch Land esou eppes wéi dat heiten - loosse mer emol esou soen - opzeweisen huet. Vun enger Diktatur erwaarden ech mer jo näischt aneschters wéi ondemokratesch Verhältnissen, Tortur oder och souguer Folter. Dofir bekämpfe mer jo och d'Diktaturen

an dofir hoffe mer jo och, datt mer eng kéier an eng Situatioun kommen, datt mer weltwäit nëmmen nach demokratesch Regimer hunn a keng Diktatur méi hunn.

Fir datt mer dat awer erreeche kënnen müssen déi Länner, déi sech selwer demokratesch nennen a virun allem grouss Länner, déi jo oft wëllen um internationale Parkett oprieden, fir Lektionen auszedeele, müssen déi besonnesch propper do stoen, da kënnen déi sech esou eppes, wéi zu Guantánamo Bay do gemaach ginn ass, net leeschten. Duerfir ass et desto méi wichteg, datt weltwäit haapt-sächlech an demokratesche Länner dat dote condemnéiert gëtt a verlaangt gëtt, datt dee Prisong do esou séier wéi méiglech opgeléist gëtt.

Duerfir ass et fir eis als Fraktioun absolut gutt a richtig, datt mer haut hei - a wéi gesot ech si frou doriwwer - à l'unanimité des Résolutions kënnen stëmmen.

M. le Président. - Merci, Här Bausch. Domadder si mer um Enn vun där Diskussioun ukomm. Mir kommen zum Vote vun der Résolution.

(Interruption)

Här Mehlen! Jo, wéinst den Ännerungen.

M. Robert Mehlen (ADR). - Wéi soll ech soen? Ech verstinn dat zwar éierlech gesot net esou recht, well jo d'Argumentatioun ass, dat wär e rechtsfräie Raum, wuerfir datt den Tiret 4 soll gestrach ginn. Ech fannen et soll een dat ënnersträichen, dass et op där ganzer Welt keen Endroit ka ginn, wou d'Mënscherechter einfach net zielen. Et ass jo eng ganz komesch Attitüd, déi d'amerikanesch Regierung do anhëlt.

Dat duerno, datt déi flagrant Mëssuechtung vun de Mënscherechter wierklech der Crédibilitéit ganz staark géing schueden, mengen ech, passt zwar och dran. Ech

muss soen ech verstinn net, wat domadder beabsichtigt ass, fir dat ze sträichen, mä wa mer awer e Konsens all zesummen doduerch kënnen fannen, da si mir och domat d'accord. Ech bedauern et awer, dass dat net tel quel do stoe bleift.

M. le Président. - Also, wann ech dat richtig verstinn, sinn d'Fraktiounen alleguer d'accord mat deene Propositionen, déi den Här Fayot gemaach huet. Ech hoffen, datt jidderee se notéiert huet, dass mer wëssen, wat mer ofstëmmen.

Da stëmme mer of. Kënnen mer dat par main levée maachen?

(Assentiment)

Jo. D'Fro ass nach un d'Fraktiounen: Wien ënnerschreift, mir hunn hei just d'ënnerschrëft vun Här Mehlen?

Den Här Bausch, den Här Haupt, den Här Fayot an den Här Goerens.

Résolution modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant la publication d'un rapport du Haut-Commissariat des droits de l'Homme de l'ONU sur la situation des détenus du camp de Guantánamo, en date du 15 février 2006;

- considérant que ce rapport constate des violations du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

- considérant que ce rapport constate dans ses conclusions notamment que les États-Unis violent les droits fondamentaux des détenus de bénéficiaire d'un procès équitable, à la liberté de religion et à la santé;

- soulignant que toute violation des droits de l'Homme et des traités y afférents est inacceptable indépendamment des auteurs respecti-

vement des circonstances et ne saurait être tolérée;

- exige l'arrêt de cette situation illégale;

- charge son Président de transmettre cette résolution à l'Ambassade des États-Unis.

(s.) Robert Mehlen, François Bausch, Ben Fayot, Charles Goerens, Norbert Haupt.

Voilà, dann au vote.

Vote

Ech gesinn, d'Unanimité vun de Membres présents vun der Chamber ass fir d'Résolution.

Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.09 heures)

Ordre du jour

1. Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire, présentée par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

2. 5512 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques, fait à Eischen, le 28 avril 2004

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

3. 5524 - Projet de loi relatif à l'ouverture du cadre de la carrière supérieure du STATEC

(Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Médias et des Communications - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

4. 5503 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/56/CE du Conseil du 21 avril 2004 concernant l'assistance mutuelle des autorités compétentes des États membres dans le domaine des impôts directs, et modification de la loi générale des impôts ainsi que de la loi du 15 mars 1979 concernant l'assistance administrative internationale en matière d'impôts directs

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

5. 5489 - Projet de loi sur l'application des normes comptables internationales dans le secteur des assurances et portant modification:

de la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois

- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger;

de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

6. 5497 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'État d'Israël tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 13 décembre 2004

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

7. 5498 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République Slovaque à la Convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéficiaires d'entreprises associées et du Procès-verbal de signature y relatif, signés à Bruxelles, le 8 décembre 2004

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Luc Frieden et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire. - Neen, Här President.

M. le Président. - Merci, Här Minister.

Mir héieren haut de Mëtteg d'Declaratioun vum Här Kooperatiounsminister Jean-Louis Schiltz iwwert d'Entwécklungshëllef. Här Minister Schiltz, Dir hutt d'Wuert.

1. Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire, présentée par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Firwat eigentlech Kooperatioun? Firwat Kooperatioun haut? Firwat ëmmer méi Kooperatioun? A firwat eng ëmmer besser Kooperatioun?

D'Kaarte sinn op der Welt net gläichméisseg verdeelt. D'Entwécklung vu verschiddene Regiounen op der Welt geet ënnerschiddlech séier - oder villméi, ën-

nerschiddlech lues - virun. Emol staark gebremst duerch Naturkatastrophen oder Kricher, emol an erstaunlech Mooss accélériert duerch e wëssenschaftlechen Duerchbroch oder eng Erfindung am industriellen oder medezinesche Beräich, fir nëmmen déi puer Beispiller ze nennen.

Den Entwécklungsstadium, an deem e Land oder eng Regioun sech befënnt, ass eigentlech e ganz relative Begrëff. A wann een dann een Ament méi genee op der Zäitschinn zrëckkuckt, da gesäit een och relativ séier, datt all Entwécklung alles anescht wéi linéaire ass. Et gëtt do vill méi Nuancen, wéi dat op den éischte Bléck schéngt. D'Grenzen tëschent Entwécklung an Ënnerentwécklung si vill méi verschwommen, wa mer iwwer ekonomesch Wäerter eraus, wéi de Produit intérieur brut, per capita ewechkucken a Facteur wéi d'Ëmwelt, d'Bonne gouvernance, d'Mënscherechter oder nach d'Gläichberechtigung tëschent Mann a Fra als komplementar Moosslaten uleeën.

Déi grondsätzlech Fro stellt sech op eemol op eng vill méi komplex Manéier: Et geet net nëmme méi dréms fir feststellen, ob et eng Entwécklung gouf - am quantitative Sënn vum Wuert -, mä et geet dréms fir feststellen, ob déi Entwécklung, déi geschitt ass oder amgang ass ze geschéien, an déi richtig Richtung geet, an ob se iwwert d'Zäit eraus eng Entwécklung duerstellt, déi nohalteg ass.

A wann een dat mécht, da stellt ee leider fest, Dir Dammen an Dir Hären, datt dat dacks net de Fall ass oder nëmmen deelweis de Fall ass. An dat ganz Bild gëtt eben, wéi

gesot, nach vill méi verschwommen, wann een déi ganz Saach op der Zäitschinn kuckt. Duerfir gëtt et eng ganz Rei Grënn.

Mir kämpfen haut nach all Dag - kämpfen am positive Sënn vum Wuert - a ville Länner op der Welt mat de Konsequenze vun deem, wat op Franséisch de «mal-développement» genannt gëtt. Déi déif gräifend Grënn vun deem Mal-développement sinn d'ailleurs dacks déiselwecht respektiv si sinn an deene meeschte Fäll ähnlech gelagert: physisch Onsicherheit duerch Krich oder Kriminalitéit, Angscht ëm d'boert Liewen, net genuch z'iessen oder näischt z'iessen, keng oder ganz wéineg Perspektive fir eng sénnvoll Beschäftigung, geschweige dann eng Aarbecht ze fannen, e materiell Ëmfeld, dat och soss kaum Perspektiven iwwer laang Zäit zouléisst, a villes méi. D'Konsequenz dovunner ass Hoffnungslosigkeit fir Zéngdausenden, jo fir Honnertdausenden, zumools a Westafrika. An dobäi ass da meeschtens deen Einzelne sech selwer ganz eleng iwwerloos.

Och, Här President, wann d'Problemer an Afrika net mat deenen ze vergläiche sinn, déi mir hei an Europa hunn, ass et dach awer esou, datt mir eis hei an Europa - a besonnesch hei zu Lëtzebuerg - beméien, do wou Problemer oprieden, deen Einzelne beispillsweis duerch d'Sozialnetz erëm opzefänken an him nei Perspektiven ze bidden. Dat geléngt eis zwar net ëmmer, mä trotzdeem.

An Afrika ass dat ganz anescht. Et kann eigentlech do keen duerch e Sozialnetz falen, well dat Netz gëtt et meeschtens ganz einfach net. Wann ee fält, da fält een direkt, voll a mat ganzer Kraaft op de Buedem. Esou einfach, mä och esou brutal ass dat.

An da si mer och mat enger Landflucht sonnergläiche konfrontéiert. Dat bréngt dann och mat sech, datt déi traditionell Solidaritätsstrukture vun der Famill oder/a vum Clan net méi funktionéieren. D'Aarmutsspiral ass ugedréint a si hält net méi op mat dréinen.

Duerfir gëtt et, wéi gesot, vill Grënn. Datt et eng zolidd Trennung tëschent Räch an Aarm, tëschent Nord a Süd gëtt, dat bestreit haut keen. An dobäi spillen, wéi virop ugeschwat, déi ongläich Entwécklungszykle ronderëm d'Welt eng Roll. Déi Roll verschäerft sech aus der Mooss do, wou et zu verschiddene Momenter vun der Geschicht zu allze dacks kuerzsiichtegem Awierke vum Mënsch komm ass.

Ech schwätzen hei vu Kricher, awer och vum Kolonialismus mat egoisteschem Profitdenken, Sklaverei mat ähnlechen Hannergedanken a mat nach méi onakzeptabeler Mënscheveruechtung.

Krich, Kolonialismus a Sklaverei hunn ouni Zweifel déi Grenze matgezunn, déi haut déi industrialiséiert Welt vun der Entwécklungswelt trennen. Wat mat der deomoleger Arroganz vun de Groussmächten als pragmatisch geopolitesch Interesseverdeelung iwwert d'Käpp vu Millioune Leit ewech duerchgezu gouf, kann haut dem Virwurf vun Egoismus, Intoleranz a Manktum u Respekt virun deem Eenzelne sengem Liewen a senger Kultur net méi standhalen.

Lëtzebuerg hat un deenen dramateschen Agrëffer glécklecherweis keng, oder am héchste Fall eng ganz marginal Bedeelegung. Mir mussen awer haut gesinn, datt mer ons an der globaliséierter Welt net laanscht d'Konsequenze vun deem deemolegen Handeln a Wierke kënnen drécken. Och mir mussen eis domadder ausenaner setzen.

Heibäi geet et net dréms, fir eis Responsabilitéiten opzelueden, déi mer net hunn, oder déi anerer hunn. Heibäi geet et dréms, de Realitéite vun dëser Welt an d'Aen ze kucken. Hei geet et dréms, eng gutt verstane Solidaritéit mat deene spillen ze loosse, deenen et aus Grënn, déi si selwer net oder kaum verschält hunn, net esou gutt geet wéi eis. Dat maache mer all Dag mat eisen Entwécklungsprogrammer, déi mer um Terrain ofwéckelen.

Dat maache mer regelméisseg och an eise Dialog mat de politesche Responsabele vun den Entwécklungslänner. Dat maache mer awer och duerch Sensibilisatiounsaktiounen, wéi dës Chamber se schonns méi wéi eng Kéier zu Recht verlaangt huet. Ech wëll als politesche Responsabele vun deem Secteur och an Zukunft mat dozou bäidroen, fir d'Realitäten - déi aus der Vergaangenheet an och aus der Géigewalt - aus der Entwécklungswelt de Lëtzebuurger méi no ze bréngen.

Ech wëll hei nëmmen dräi Beispiller uféieren: eent aus dem leschte Joer, eent vun dësem Joer an eent aus dem nächste Joer.

Sou war d'Kooperatioun zum Beispill am November d'lescht Joer staark un der Semaine culturelle bedeelegt, déi de Statsbesuch vun President Touré aus dem Mali encadréiert huet. Am selwechte Sënn bedeelege mer eis dëst Joer un enger audiovisueller Initiativ, nämlech dem Film «Retour à Gorée», deen de senegalesesche Museker Youssou N'Dour iwwert d'Geschicht vun der Sklaverei dréit. Ech ginn - an dat ass mäin dréit Beispill - och dovunner aus, datt d'Kooperatiounskomponent am Kulturjoer 2007 wäert hir Plaz hunn. Alles déit op jidde Fall den Ament dorobber hin.

Esou Initiative si mer awer och aus engem anere Grond wichteg. Ech hunn dee Grond schonn deelweis mat uklänge gelooss. Si erlaben eis ze weisen, datt Afrika net nëmmen aus Aarmut, Misär a Mal-développement besteet. Afrika ass sécher net räch u Suen, mä et ass onheemlech räch u senger Leit, u senger Geschicht a senger Kultur. Och dat ass et derwäert, datt et méi dacks gesot gëtt, datt et méi gewosst ass an datt et eis och méi bewosst gëtt.

Mä wa mer ons haut méi wéi jee mat de Konsequenze vun der Entwécklung an der Zäit vun anere Kontinenter ausenaner setzen, an ausenaner setze mussen, da geet et hei awer och dréms, ons eegen Intérëten ze schützen. Entwécklung, Mënscherechter a Sécherheet op der Welt ginn eis all eppes un. Sécherheet - esou huet den UNO-Generalsekretär Kofi Annan zu Recht a sengem Rapport "In Larger Freedom" geschriwwen - gëtt et keng ouni Entwécklung,

grad ewéi keng Entwécklung méiglech ass ouni Sécherheet. Béid - Sécherheet an Entwécklung - sinn enk verbonne mam Respekt vun den elementare Mënscherechter an der sou genannter Bonne gouvernance.

Mä fir d'éischt wëll ech unhand vun e puer Zuelen de Lëtzebuurger Kooperatiounseffort illustréieren. Ech wëll dat maachen andeems ech zur gläicher Zäit op de qualitativen Aspekt vun där Kooperatioun aginn an dobäi och e Wuert iwwert d'Roll vu Lëtzebuerg an deem Domän soen.

Wa mir iwwer onsen Asaz an der Entwécklungswelt schwätzen, solle mer net vergiessen, wou mer hierkommen, gradsou wéineg wéi mer solle vergiessen, mat wat fir enger rasanter Vitesse mir ons selwer am 20. Jorhonnert konnten entwéckelen - an dat trotz dem Leed an den Entbierunge vun onsen Elteren a Grousselteren, speziell an zwee Weltkricher. Haart a vill Aarbecht, eng geliefte Solidaritéit tëscht de Leit an en zolidd Stéck Solidaritéit vu bausse waren a sinn d'Rezepter vun dëser Entwécklung.

Wéi könnte mer haut, entgéint de Lektione vun onser rezenter Geschicht, eng gutt verstanen an eng echt geliefte Solidaritéit no bausse deene verwiere, déi duerch d'Globaliséierung méi enk wéi jee mat eis verbonne sinn? Dat ass ganz einfach net dran.

Nëmmen deen, Här President, deen d'Vergaangenheet kennt, nëmmen deen, deen d'Vergaangenheet verstéet, kann d'Zukunft gestalten. An d'Erausfuorderung vun der Zukunft am Entwécklungsberäich si grouss. D'Millenniumsziel weisen eis, wat déi Erausfuorderung sinn. Mir mussen se haut ugoen, net eréischt muer oder iwwermuer.

D'Verantwortung heifir läit natierlech net bei Lëtzebuerg eleng, si läit bei der ganzer internationaler Gemeinschaft. Dat Ganzt muss en Effort vu ville sinn. Jo, en Effort vun all deenen, déi kënnen, vun all deenen, deenen et esou gutt geet, datt se d'Méiglechkeet hunn, hiert méi oder manner grousst Stéck zu deem groussem Effort bäizedroen. All industrialiséierte Stat ass opgefuerdert, fir säi faire Solidaritéitsbeitrag zu der Bekämpfung vun der Aarmut ze leeschten.

Niewebäi bemierkt wëll ech soen, datt dee Prinzip vun der Solidaritéit a vum faire Bäitrag vu jidderengem iwwregens net nëmmen an der Kooperatioun gëllt a misst gellen. D'Welt wier sécherlech eng besser, wann dee Prinzip et a ganz anere Beräicher vun der Aussepolitik méi zum Droe kéim; mais cela est un autre débat.

Zréck bei d'Zuelen. Lëtzebuerg gehéiert zënter e puer Joer zum „Null-Siwenter“-Club. Dat sinn déi Länner, déi méi wéi 0,7% vun hirem Räichtum an d'Kooperatioun ginn. Zënter dem Mee d'lescht Joer hunn déi 25 Memberstaten aus der EU sech ënner Lëtzebuurger Présidence fir d'éischte Kéier dozou engagéiert, bis 2015 gemeinsam 0,7% vum nationale Räichtum an d'Kooperatioun ze stiechen. Dat ass eng Décisioun, déi de Wee virgëtt fir déi nächst Joren.

Lëtzebuerg kann ouni falsch Bescheidenheet soen, datt et an der Kooperatioun eng Virreideroll gespillt huet, spillt a weider wäert spillen. Net nëmme wéinst eise eegenen „Null-siwent“-Engagement, mä och wéinst deem Accord, dee mer op europäeschem Niveau zustane bruecht hunn.

Dat ass virun allem wichteg fir d'Leit, deenen hir Liewenskonditiounen am Endeffekt verbessert wäerte ginn, mä dat ass, wéi gesot, och wichteg fir Lëtzebuerg a seng Roll dobaussen an der Welt. Dofir loosst mech fir een Ament bei der Lëtzebuurger Perspektiv bliewen.

Onsen nationalen Effort a Saachen Développement huet ons dobaussen duerch seng regelméisseg

quantitativer Progressioun Visibilitéit a Respekt verschafft. Doriwwer eraus ass et och eminent wichteg, datt Lëtzebuerg sech un de Konzeptdiskussionen an den internationale Gremië bedeelegt an doduerjer och zu qualitativer Verbesserung vun där Kooperatioun bäisteiert.

Déi Aufgab hu mer 2005, wéi ech mengen, voll a ganz erfüllt. Mir hunn esou zum Beispill als Présidence décisiv dozou bäigedroen, datt de Forum vu Paräis iwwert d'Harmonisatioun vun de Prozedure konnt zu engem positive Resultat kommen, virum Hannergrond, datt all Euro, deen dozou déngt, fir komplizéiert an dacks duplikativ Prozeduren anzehalen, een Euro ass, deen eigentlech verluer geet - oder net méi ganz disponibel ass - fir déi Äermst vun deenen Aarmen.

Mir hunn déi Roll och erfüllt, andeems mer mat de Briten an de Schweden eis dofir staark gemach hunn, datt bei der UNO e Fong ageriicht konnt ginn, fir de Konsequenze vun humanitäre Katastrophe besser an op eng méi effikass Manéier ze begéien. Alles dat, genau wéi och deen Effort, dee mer also hei zu Lëtzebuerg a Saachen Evaluatioun, Suivi a Kontroll maachen, dréit zu méi Qualitéit an der Entwécklungspolitik bäi.

D'Zesummepill vu quantitativer Konsequenz a qualitativer Kompetenz a Saache Kooperatioun ass déi bescht Garantie fir Crédibilitéit an Unerkennung, eng Crédibilitéit, wéi e klengt Land wéi Lëtzebuerg se schwierigst iwwer aner aussepolitisch Weeër erreche kann.

Duerfir ass ons international Kooperatioun och zu engem wichtige Vecteur vun der Lëtzebuurger Aussepolitik erugeräift. Et dierf deemno och net verwonneren, wann d'Regierung d'Entwécklungszesummenaarbecht als eng vun hire Prioritéite behandelt. Nëmme deem, dee seng Rieden a Versprechungen och konkret ëmsetzt, gëtt nogelauschtert, nëmmen dee kann e Wuert matschwätzen, wann et dréms geet, um internationale Plang Orientatiounen a Stoussrichtungen festzesetzen.

Wat heescht dat fir eis Partner an den Entwécklungslänner? Iwwert d'Joren ass aus der Entwécklungshëllef eng richtig Entwécklungszesummenaarbecht ginn, eng Kooperatioun mat enger Rei Entwécklungslänner, déi op géigesäitgem Respekt a Partnerschaft berout. D'Lëtzebuurger Kooperatioun mengt et eescht, wann et dréms geet, zesumme mat de Partner aus dem Süde Prioritéiten ze identifizéieren a mëttelfristeg Programmer opzestellen an ëmzesetzen.

Esou wéi ech dat viru kuerzem an der Chamberskommission kommentéiere konnt, huet déi Lëtzebuurger Kooperatioun am Joer 2004 0,83% vum Revenu national brut ausgemaach. D'Kooperatioun ass den Ausdruck vun de Lëtzebuurger hirer Solidaritéit no bausse. D'Welt, an där mir haut liewen, ass nëmmen eng, an et ka kee méi haut a sengem Eck setze bliewen a behapten, d'Suerge vun deenen anere géifen hien näscht ugoen. Duerfir huet déi Politik, haut nach vläicht méi wéi gëschter, hir zentral Wichtegkeet. Am Endeffekt geet et nämlech ëm d'Deele vun Räichtum mat deenen, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn, a mat deenen, déi näscht ze räissen an ze bäissen hunn.

D'Perspektive fir 2005 an 2006 gesinn e Prozentsaz vun 0,86 respektiv 0,89 vir. Dëst Joer stellen dat ronn 230 Millioune Euro duer; dat Ganzt am Sënn vun der programmatescher Virgab aus der Regierungserklärung, mä och als Signalwirkung fir ons europäesch Partner.

D'Regierung ass duerfir och gewëllt, fir deen Effort op engem konstant héijen Niveau ze halen. Sécher, d'Kooperatioun operéiert net an engem loftedele Raum; si kann net Abstraktioun maache vun deene wirtschaftleche Begebenheeten hei am Land. Duerfir wäert d'Kooperatioun an deenen nächste Joren zwar weider wuessen, mä si wäert dat op eng mesuréiert Manéier maachen, an ech sinn iwwerzeugt, datt mer do och, wéi an deene leschte Joren, op déi tatkräfteg a gradsou indispensable Ënnerstützung vun dëser Chamber ziele kënnen.

D'Wichtegkeet, Här President, vun där Entwécklungspolitik dans le long terme ass eis alt erëm eng Kéier op eng brutal Manéier an deene leschte Wochen a Méint virun Ae geféiert ginn. Ech schwätzen hei vu Ceuta a Melilla a vun deem wat am Mier viru Mauretania amgaangen ass ze geschéien. Dës Realitéit nennt sech „migration“, an ech wëll déi Fro vun der Migratioun hei, an hirer entwécklungspolitescher Dimension, belichten.

Wa mir als Lëtzebuurger selbstbewusst an zugläich mat enger gewëssener Bescheidenheet op eis eege Geschicht zréckkucken, da mussen mer ganz besonnesch sensibel sinn op den Drama vun deenen, déi entwuerzelt sinn, sief dat well se duerch Kricher forcéiert gi sinn, doheem fortzelafen, oder sief dat, datt blank Perspektivlosigkeit hinne keen aneren Auswee léisst, wéi sech a Bewegung ze setzen an hiert Gléck - tout étant d'ailleurs relatif en la matière - op enger anerer Plaz ze sichen.

Zwangsmigrations Flüchtlingslos waren nach viru 60 Joer haart geliefte Realitéite fir déi Generatiounen virun eiser, an et sinn nëmme ronn 130 Joer hier, datt en Dréttel vun der deemoleger Bevölkerung vun eise Land keen aneren Auswee méi wosst, wéi hiert Gléck an der deemools Neier Welt ze probéieren. Dës Situatioun huet sech eréischt verbessert, wéi Lëtzebuerg ugefaangen huet sech ze entwéckelen, um Enn vum 19. an um Ufank vum 20. Jorhonnert. A kuerzer Zäit ass Lëtzebuerg vun engem Emigrationsland zu engem Immigrationsland ginn.

Och haut, an Zäite vu grousser internationaler Migratioun, verléisst kaum een d'Land, d'Stad oder d'Duerf, wou hie leeft an opgewuess ass, aus Liichtfankegkeet, mä wéinst Grënn, déi wéineg mat fräiem Wëllen ze dinn hunn, mä éischer mat Onsicherheit am Fall vun engem Krich oder nach Hongersnout an endemescher Aarmut.

Masse vu jonke Leit aus Entwécklungslänner setze sech haut a Bewegung. Si hu keng Perspektiven doheem a si hoffen op e bessert Liewen an enger Welt, déi se héchstens vun Héierese kennen. Déi Biller vu jonken Afrikaner, déi an de spueneschen Exklaven Ceuta a Melilla um pickege Grenzdrot hänke bliwwe sinn, an d'Zuele vun deenen Honnerten, déi um Mëttelmier oder um Atlantik ënnerwee fir an Europa erdrénken, sinn net nëmme schwéier ze erdroen; si interpelléieren ons an onser gemeinsamer Mënschlechkeet. Si jäizen no deene richtegen Äntwerten.

D'Fro vun der Migratioun ass eng komplizéiert. D'Äntwerte leien deelweis am Süden, deelweis am Norden, meeschtens bei deenen zwee zesummen. En Deel vun där Äntwert ass sécherlech d'Immigrationspolitik, déi lëtzebuergesch, mä awer och déi europäesch. Et gëtt vill dozou ze soen, mä dat ass net mäin Thema hei; mäin Thema ass de Lien mat der Entwécklungspolitik, woubäi mer nimools dierf vergiessen, datt hanner all eenzelne Fall sech e mënschlecht Schicksal verstoppt.

Fir déi entwécklungspolitesch Komponent ze illustréieren, wëll ech fir d'éischt hei op de Rapport vun der Global Commission for International Migration vun der UNO verweisen.

Dëse Rapport aus dem Hiersch 2005 un den UNO-Generalsekretär zeechent fir d'éischt d'Nécessitéit vun der internationaler Migratioun op, an deem Sënn, datt et och dorëms geet, fir de Bedierfnisse u Leit an u Main-d'oeuvre am Norde gerecht ze ginn.

D'Kommissioun weist zweetens op déi wichteg positiv Roll hin, déi eng Diaspora kann hunn an der Entwécklung vum Heemechtsland, nämlech duerch de Besuch, deen déi Leit, déi emigréiert sinn, weider zu hirer Famill hunn, déi zréckbliwwe ass, awer och doduerjer, datt se, vun do wou se sinn, Gelder an hir Familljen doheem iwwerweisen oder villméi schécken, an dat dréit dann erëm zu der Entwécklung vun deem Land bäi, aus deem se kommen.

Dësen Aspekt, bekannt ënnert dem engleschen Term „remittances“, ass e wichtige Aspekt vun der Entwécklungspolitik aus sens large. Dat gëllt zum Beispill an engem ausgesprachene Mooss fir eent vun eisen Zillänner, an zwar de Cap-Vert. Ech si frou, datt déi Lëtzebuurger Agence de transfert de technologie financière sech d'lescht Joer an engem Rapport mat där Fro ausenaner gesat huet.

D'UNO-Kommissioun weist awer och - an dat ass zentral fir mech - op d'Nätzlechkeet an d'Wichtegkeet hin, fir an den Entwécklungslänner duerch Entwécklung an Entwécklungszesummenaarbecht Konditiounen ze schafen, déi d'Liewensbedingung vum de Mënsche verbesseren an déi d'Liewen an deene Länner a Regiounen liebenswäert maachen.

Och wann d'Entwécklungspolitik net all Problemer eleng ka léisen, och wann d'Entwécklungspolitik net alles kann an engem Dag oder an engem Joer maachen, sou ass dach eppes kloer fir mech: D'Entwécklung ass am long terme déi bescht oder méi genau déi nohaltigst Äntwert, déi mer kënnen ginn, wa mer gesinn, wat fir Masse vu Mënschen haut bougéieren.

Dat heescht beileiwen net, datt d'Entwécklungspolitik hiert Basisziel, nämlech d'Bekämpfung vun der Aarmut, soll a Fro stellen. Au contraire, si soll sech deem Zil verstärkt verschriewen, well do wou et keng Aarmut gëtt, gëtt et och net méi dee staarken Drang vun de Mënschen, fir hiert Gléck anzouwosch anescht ze sichen. Dat ass esou einfach, mä awer och esou komplizéiert wéi dat.

D'Entwécklungspolitik kann an dierf der Migratiounspolitik net subordinéiert ginn. Si muss hir Rechnung droen a si dierf net esou maachen, wéi wann et nëmmen dat eent géif ginn an net dat anert. Datselwech gëllt iwwregens fir d'Migratiounspolitik, an dat Ganzt heescht och, datt keng ongesond Automatismen tëscht deem engen an deem aneren dierfen hiergestallt ginn.

An deem Sënn, Här President, huet Lëtzebuerg, zesumme mat senger Benelux-Partner, am November d'Initiative ergraff, fir de Sujet vun der Migratioun an der Kooperatioun um europäeschen Niveau ze thematiséieren.

Oft ass et awer och esou, datt mer, ier mer kënnen vun Entwécklungszesummenaarbecht schwätzen, fir d'éischt emol dozou mussen bäidroen, datt a ganze Länner a Regiounen normal Konditiounen, sou genannt normal Konditiounen fir eng normal Entwécklung erëm kënnen hiergestallt ginn. Dat ass de Fall, wa mer et mat humanitäre Katastrophen ze dinn hunn. Op dee Punkt wëll ech elo agoen.

Eppes méi wéi 10% vun de Lëtzebuurger Entwécklungsgelder sinn, wéi all Joer, fir Aktiounen am Beräich vun der humanitärer Hëllef reservéiert. Laangjäreg Erfahrung huet d'Gemeinschaft vun den Donateurs geléiert, datt alle oft Krich oder Naturkatastrophen d'Acquisé vun der Entwécklungsaarbecht gefärdren, wa se se net souguer

ganz zerstéieren. Joer fir Joer gesi mer ons deemno gezwongen, grouss Montanten an d'Aide d'urgence ze stiechen. Mir mussen dobäi leider allze dacks feststellen, datt fir déi eng Kris - zum Beispill Tsunami - vill Gelder zur Verfügung gestallt ginn, a fir déi aner bal keng. Rezent Beispill: déi alimentär Kris am Oste vun Afrika. Do feelt et un Equitéit - Verschiddener hu souguer vu Lotterie geschwat.

Dat mënschlecht Leed verdréit eigentlech keng esou Ënnerscheeder. Iwwert dat lescht Joer hunn dofir déi humanitär Acteuren, alle virop d'Briten, d'Schweden an d'Lëtzebuurger, sech domadder ausenaner gesat, wéi d'Aide d'urgence nach méi séier, nach méi massiv, mä och méi équitable kann organiséiert ginn.

Um Sommet am September zu New York ass duerfir de Prinzip vun engem erneierten humanitäre Fong zréckbehalen ginn. D'Zil vun deem Fong ass et, méi eng grouss Effektivitéit vun den humanitären Asätz ze garantéieren, andeems Urgencé-Fonge séier a massiv kënnen do agesat ginn, wou et op eemol stënterlech brennt, an awer och do, wou mer et mat sou genannte Crises oubliées ze dinn hunn, un deene kaum ee sech interesséiert an déi chronesch ënnerfinanziéiert sinn.

Mir hunn als Lëtzebuurger Regierung enerscht matgeholf, datt dee Fong konnt an d'Liewe geruff ginn, ënner anerem andeems mer zesumme mat de Schweden am Kader vum September-Sommet eng grouss Sensibilisatiounsaktioun gestart hunn. Dës Efforten, an déi vun aneren, hunn hir Früchte gedroen, an net méi spët wéi d'lescht Woch konnt ech zu New York derbäi sinn, wou dat neit Instrument offiziell vum Här Kofi Annan an dem humanitäre Coördinateur vun der UNO Jan Egeland lancéiert ginn ass.

Lëtzebuerg ass un deem Fong mat 4 Milliounen Dollar bedeelegt. Dee Fong soll deemnächst bis zu 500 Milliounen Dollar prettstellen. Vun deene 500 sinn der elo schonns méi wéi 250 do. Dee Fong, deen, wéi gesot, eréischt d'lescht Woch ugefaangen huet ze schaffen, huet scho seng éischt Aktioun gestart, andeems e Gelder fir Ost-Afrika bereetgestallt huet. Eng zweet Aktioun ass an der Côte d'Ivoire ofgewéckelt ginn.

An enger Welt, wou d'Humanitäre meeschtens nëmme schlecht Norichte matzedeele hunn, ass d'Kreatioun vun deem Fong, une fois n'est pas coutume, eng gutt Noriicht.

Lëtzebuerg huet mëttlerweil och eng zolidd eegen Erfahrung a Saachen humanitär Aktiounen. Konkret Asätz a Krisegebidder sinn d'Illustratioun vun dëser Kompetenz, déi mer eis do ugëeegt hunn. Ech denken un den Tsunami, un d'Präsenz vun der Protection civile an der Louisiane nom Hurrikan Katrina oder un de rezenten Asätz vum Helikopter vun der Luxembourg Air Rescue fir d'Affer vum Äerdbeben a Pakistan.

Och den onermiddlechen Engagement vun de Lëtzebuurger ONGen am humanitäre Beräich sief gebührend hei ervirgestrach. Grad wéi am Domän vun der traditioneller Entwécklungshëllef ass et sécher méiglech, an der humanitärer Hëllef deen een oder aneren Advantage comparatif op laang Zäit opzebauen. Dat géif et Lëtzebuerg erlaben, nach besser a Krisefäll anze-gräifen. Dat ass eng grouss Erausforderung. Mir mussen eis dëser stellen.

Am totale Respekt vun der Spezifitéit vun der Action humanitaire dierfen et hei och keng falsch Beréierungsängscht ginn tëschent Acteuren, déi sech prinzipiell vun der Natur vun hire Missiounen aus géifen aus dem Wee goen. Mir schwätzen hei vun den Humanitären op där enger Säit, an dem Militär op där anerer Säit.

Hinnen hir respektiv Aktiounen am Fall vun enger humanitärer Kris sinn zwee Stécker vun deemselwechte Puzzle. Wann een dee Puzzle richteg zesummesetzt, da kritt een e schaarft Bild; mécht een dat net, sou stousse sech déi verschidde Stécker vum Puzzle of oder si iwwerschneide sech op eng Manéier, déi d'Bild onschaarf mécht, eng Manéier, déi zu ongesonden Iwwerschneidunge féiert, an eng Manéier, déi dann och keng Resultater bréngt.

Eppes muss kloer sinn: Ech sinn deen Éischten, dee frou ass, wa keng militäresch Mëttele mussen zum Asatz kommen à la suite vun enger humanitärer Kris. Dat heescht nämlech, datt d'Humanitären eleng eens ginn, an datt d'Militär net gebraucht gëtt. An deene Fäll, wou dat esou ass, ass dat och gutt esou. Mä, de grâce, loosse mer eis dach näischt virmaachen: Et gëtt Situatiounen, wou dat net de Fall ass. An ech hu beim Tsunami mat mengen eegenen Aen am Sri Lanka an zu Banda Aceh gesinn, datt et ouni d'Militär net gaange wär. Hei geet et ëm Mënschleien, hei geet et net ëm d'Fro, ob d'Jeep oder den Helikopter gréng oder wäiss ugestrach ass.

Dat nämlech war iwwerreges wouer fir déi Kris a Pakistan d'lescht Joer. Affer vu Katastrophe séier an effikass bäizestoen, dat ass et wat mer brauchen. Woubäi, nach eng kéier, jiddereen a sengem Aktionsfeld sech soll aktivéieren a jiddereen dat maache soll, wat en am beschte kann.

Ech denken do besonnesch un déi Plus-value, déi d'Militär ka bréngen am Beräich vum Transport an der Logistik méi generell. Ech soen dat alles andeems ech mer voll bewosst sinn a bleiwen iwwer déi Retenzen an Aspréich, déi zu dësem Sujet bestinn. Ech si bereet, doriwier mech ze ënnerhale mat deenen, déi se wëlle virbréngen, a se dann och gemeinsam auszeloten. A wann ech absolut domat averstane sinn, datt e Mélange des genres muss verhënnert ginn, sou sinn ech awer grad sou der Meinung, datt et och am Sënn vun enger seriöser Gestiou vun den öffentleche Gelder néideg ass, fir konstruktiv Opportunitéiten ze erkennen an op eng responsabel Manéier wouerzehuelen.

Dat, wat ech alles hei soen, bedeit beileiwe keng Revolutioun, well genee vun där Warte gesäit och zënter Joren d'Europäesche Union déi Saach, wa Rieds ass vun de Petersberger Missiounen. Genee esou oder ähnlech gesäit dat de Coördinateur humanitaire vun der UNO, de Jan Egeland, vun deem ech virdu geschwat hunn a mat deem ech mech d'lescht Woch fir d'lescht iwwert dee Sujet ënnerhale hunn.

An déiselwecht Richtung ginn och aner Aarbechte bei der UNO, wann do beispillsweis am Ament déi lescht Hand ugeluecht gëtt, fir eng „Peacebuilding Commission“ an d'Liewen ze ruffen. Dës Kommission soll sech nämlech ënner anere domadder beschäftegen, wéi d'Iwwergangsphas tëschent engem Konflikt an deem Moment, wou nees traditionell Entwécklungshëllef méiglech gëtt, ze organiséieren ass.

Esou vill, Dir Dammen an Dir Hären, zum Humanitären. Et bleiwe mer nach e puer Saachen ze soen zu de generellen Orientatiounen vun eiser Politik.

Och wa mer all Dag probéieren, fir et besser ze maachen, sou brauche mer dach eis Politik net nei ze erfannen. Mir brauchen och net un de Grondprinzipien vun onser Kooperationspolitik erëmzedokteren. Virop bleift onst staarkt Engagement an der Aarmstbekämpfung. Mir wëllen do den Akzent op déi Äermst vun deenen Aarme setzen. Konkret wäerte mir och an Zukunft haaptsächlech an de soziale Secteure vun Gesondheetswiesen an der Educatioun aktiv bleiwen. Integriert ländlech Entwécklung

bleift och widerhi ganz uewen op onser Prioritéitelëscht, zesumme mat de Volete Waasser an „assainissement“.

Mir wëllen dës Grondrichtung awer duerch dräi méi nei, complémentäre Akzenter ergänzen a mir sinn d'ailleurs schonns amgaangen dat ze maachen.

Deen éischten Akzent ass dee vun der Insertion professionnelle. Wat stelle mer fest, besonnesch an eisen Zillänner a Westafrika? Mir maachen do gutt Saachen an der Formation professionnelle, och am sou genannte Secteur informel. Dat sinn, vereinfacht gesot, Programmer fir déi Leit, déi, wéi se ganz jonk waren, et verpasst hunn oder net d'Méiglechkeet haten. Liesen a Schreiwene ze léieren. Mir stellen awer haut fest, datt déi Programmer net duerginn. Déi jonk Leit, ëm déi et geet, mussen zousätzlech ënnert d'Äerm gegruff kréien.

Deenen, déi Initiativgeescht beweisen, soll d'Méiglechkeet opstoen, fir hir eegen Entreprise ze grënnen a se dann och ze géréieren. Dozou wëlle mer mat bäidroen andeems mer zesumme mam BIT, dem Bureau International du Travail, spezifesch Insertionsprogrammer ubidden. Dat gëtt et elo schonn an engem klengen Mooss a Westafrika, mä dat Instrument muss méi konsequent a flächendeckend agesat ginn - déi Deputéierten, déi mat mir am Senegal waren, wësse ganz genee vu wat ech hei schwätzen -, a mir wëllen do virun allem och Synergie mat eise Lëtzebuurger Formationsprojeten hierstellen.

Ënner ville Suergen a Westafrika ass sécherlech déi gréisst déi vun der Perspektivlosegkeet vun der Jugend. An engem Ëmfeld, an deem déi staatlech Ënnerstützung wäitgehend feelt, a wou oft nach eng Basisschoulausbildung - op d'mannst a verschiddene Géigenden - eppes wéi e Luxus ass, ass d'Berufsausbildung deen néidege Complément, fir konkret deene Jonke professionell Perspektiven an hirem eegene Land ze verschafen oder hëllef ze verschafen.

Deen zweeten neien Aspekt ass dee vun der Mikrofinanz. Mir wëllen d'Mikrofinanz méi systematesch do asetzen, wou den Accès zur Beruffswelt an domadder zu enger relativer finanzieller Onofhängegkeet oft nëmme vun enger minimaler Starthëllef ofhänkt. Mat verhältnisméisseg weening Sue fir deen Eenzelne kënnen do encourageant Resultater erziilt ginn. Erlaabt mer op dëser Plaz och den Intérêt vun der groussherzoglecher Koppel fir d'Lëtzebuurger Kooperatioun am grouse Ganzen, an a Saache Mikrofinanz am Besonneschen, ervirzesträichen.

D'Zäit feelt mer, Här President, fir am Detail op déi verschidden Aspekter vun der Mikrofinanz anzegoen. Just vläicht awer dat hei: D'Mikrofinanz ass ee vun deene Beräicher, wou d'Lëtzebuurger Kooperatioun, d'Lëtzebuurger ONGen an d'Lëtzebuurger Entrepreneuren - an deem Fall hei de Bankesecteur - kënnen positiv Synergien entwéckelen. Si hunn dat schonns gemaach andeems si d'lescht Joer zesummen d'Semaine de la microfinance organiséiert hunn. Dat war eng positiv Initiative, an et wäert dës Joer zu enger zweeter Editioun vun där Semaine de la microfinance kommen.

Mir hunn hei d'Geleeënheet, eng Bréck ze schloen tëschent der Welt vun der Mikrofinanz an der Finanzwelt tout court, an dat op der Basis vu béidsäitegem Intérêt. Dat solle mer weider maachen, och an anere Secteuren, ouni datt mir dowéinst de Prinzip opginn, datt eis Hëllef net dorunner gekoppelt sinn, datt automatesch Lëtzebuurger Entreprisé Marchéen an Entwécklungslänner kréien. Dat wëlle mer net

maachen, an dat wär och géint den internationalen Trend. Wat mer awer wëlle maachen, dat ass ze probéieren, intelligent a gesond Synergien tëschent Kooperatioun an Entrepreneuren hierzestellen.

Deen drëtten Aspekt ass dee vun der „bonne gouvernance“. Mir féieren an deem Zesammenhang en intensiven Dialog mat den Autoritéiten an och mat der Zivilgesellschaft an eisen Zillänner. D'Bonne gouvernance gëtt och als sou genannte „matière transversale“ an eise Programmes indicatifs de coopération ervirgestrach. Dat geet awer net duer. Et läit mer um Häerz, och konkret Projeten an deem Domän an eis Programmer anzebauen.

Sou ënnerstëtze mer zum Beispill vun dësem Joer un e Programm an Nicaragua, deen méi Transparenz an d'Gemeinverwaltungen soll bréngen. Mir ënnerstëtzen am Mali déi nei Institutioun vum Médiateur de la République. Mir wëllen och am Senegal de Programm ënnerstëtzen, deen schonn an de Schoulen d'Méfaité vun der Korruptioun duerleet an esou schonn am Virfeld bekämpft.

Et wuert nach, Här President, zu enger Fro, déi mat de Modalitéiten vun der Kooperatioun ze dinn huet.

An deene leschte Méint ass de Ruff no méi grouser, direkter Budgetshëllef vum Norden un d'Länner aus dem Süden ëmmer méi haart ginn. Dat heescht, datt d'Gelder sollen direkt an de Budget vun den Empfängerlänner fléissen, an da vun den nationale Regierungen am Süde verwalt ginn. D'Responsabilisatioun an d'Eegestännegkeet vun dese Länner als Bénéficiairé vun der internationaler Hëllef géif dovunner ofhänken. Dat héiert een ëmmer méi dacks, dat héiert ee vu Säite vun der Europäescher Kommissioun, mä och vu Säite vun villen EU-Memberstaten.

Ech wäert lech net verstopp, datt ech heizou déi gréisst Bedenken hunn, an zwar souwuel wat d'Pertinenz, mä och wat d'Motivatioun vun dëser neier Marschroute ubelaangt. Et schéngt mer fir d'éischt emol alles anescht wéi pertinent ze sinn, fir mat enger an darselwechter Method, wéi dem Appui budgétaire, den Exigenzen a Bedierfnisser vun alle Mënschen an allen Entwécklungslänner gerecht wëllen ze ginn, ganz nom Motto „one size fits all“; dat Ganz ass scho liicht méi komplizéiert an och e bësse méi reng.

Des Weidere froen ech mech, wou déi wierklech Appropriatioun läit, wann en Donateur zwar direkt Suen an de Budget vun engem Entwécklungsland fléisse léisst, mä gläichzäiteg ganz Kohorte vun Experten aus dem Norden an de Finanzministère vun deemselwechte Land dépêchéiert, fir d'Kontroll vun der Gestiou vun deene Budgetshëlfe dann trotzdem awer erëm ze iwwerhuelen. Do schéngt et mer, datt déi eng Hand dat erëm zréckhëlt, wat déi aner scheinbar grad ginn huet.

A virun allem - wann ech vu Kontrolle schwätzen -, ass et dann net esou, datt déi Approche, déi mir hunn - nämlech praktesch all bilateral Programmer iwwert d'Lux-Developement ofzewéckelen -, et méiglech mécht, genee ze verfolge, all Dag um Terrain, wat mat de Sue geschitt, wou se higinn, an esou e Maximum ze maachen, fir datt déi Suen deenen zegutt kommen, deene se sollen zegutt kommen, nämlech deenen Äermste vun deenen Aarmen? Dës eigentlech rhetoresch Fro ass fir mech eendeiteg mat engem ganz kloere Jo ze beäntweren.

Dat heescht net, datt mer eis Partner net wëllt méi no um Werdegang vun de Programmer associéieren. Au contraire, mir halen de Prinzip vum Partenariat héich. Dat heescht och net, datt mer do, wou déi national Kompetenzen an eisen Zillänner bestinn, net wëllen a géifen op déi zréckgräifen. Au

contraire, och dat gehéiert zum Partenariat an och dat wëlle mer maachen, do wou et Sënn mécht.

Wat mer awer och ëmmer méi verstärkt wäerten ënnerstëtzen, am Sënn vu méi Effektivitéit, dat ass eng kohärent sektoriell Approche, déi de Besoinen an de Prioritéiten entsprecht, esou wéi eis Partner se definéieren an esou wéi mir se och gesinn.

Voilà, Här President, dat wär et scho bal gewiescht fir dës Joer, awer och nëmme bal.

Ech hätt nach eng Rei Saachen zu der Organisatioun vun eiser Kooperatioun ze soe gehat. Ech loosse dat awer elo sinn, well, éischens, an der Direction de la Coopération en Audit organisationnel amgaangen ass - ech wäert selbstverständlech mech an deenen nächste Wochen oder Méint mat der zoustänneger Kommissioun iwwert d'Resultater vun deem Audit, an deem mer gutt virkommen, ënnerhalen -, a well awer och - zweetens - ech dat Wichtigst zur Organisatioun scho gesot hunn, andeems ech mech mat der Fro vun de Kontrollen, a méi spezifesch mat där vun der Aide budgétaire ausenaner gesat hunn.

Ech hätt nach vill aner Sujete kënnen belichten; ech hätt hei nach op villes méi missen agoen. Ech hätt missen iwwert d'Pandemie vum Aids schwätzen, déi all Dag dausende vun Affer fuerdert an déi allze oft all Développement erëm fittmécht. Ech hätt misse vun Hongkong schwätzen a vun der Wichtigkeet vun Handel am méi breeden Doha-Entwécklungsagenda. Ech hätt missen iwwert déi geographesch Konzentratioun vun eiser Kooperatioun schwätzen. Ech hätt virun allem misse vun de Fraen an de Kanner schwätzen, déi méi wéi anerer nach ënnert der Ënnerentwécklung ze leiden hunn an déi eigentlech missten am Zentrum vun all Entwécklungspolitik stoen. Mir probéieren dat. Et géllt eis oft, mä net ëmmer.

Dat alles, Här President, sinn nëmme e puer Beispiller - et gëtt der honnert méi.

Ech hu mech haut op d'Défië vun der Kooperatioun konzentréiert. Ech hätt och misse vun de Succès schwätzen. Et gëtt do déi kleng an déi grouss Succèsen. Déi eng sinn esou wichteg wéi déi aner, mä déi grouss gesi mer besser, och wann et dacks nëmme Deelsuccès sinn, des «victoires d'étapes», wéi een am Jargon cycliste géif soen, n'est-ce pas, Här Ausseminister?

Esou Succès gëtt et an dräi vun eisen Zillänner ze verzechnen. Ech schwätzen do vum Vietnam, vun El Salvador a vum Cap-Vert.

Am Vietnam ass eng ganz positiv ekonomesch Evolutioun amgaang. Joran, joraus kann de Vietnam, fir déi Evolutioun ze begleeden, op en Total vu méi wéi 3 Milliarden Dollar Entwécklungsgelder, tous donateurs confondus, zréckgräifen. Dat ass enorm, mä et dierf een net vergiessen, datt de Vietnam 84 Milliounen Awunner huet. Mam Vietnam hu mer d'lescht Woch en neie Programm iwwer fënnf Joer ënnerschriwwen. Dat jährlecht Lëtzebuurger Engagement wäert sech op 10 Milliounen Euro belafen. Dat ass liicht méi wéi bis elo. Mir wëllen do verstärkt en Akzent an deenen äermste Regiounen setzen.

De Vietnam huet nämlech eng reell Chance, fir sech 2010 oder 2015 kënnen aus dem Cercle vun deenen äermsten Entwécklungslänner ze verabschieden. Dat ass den Deelerfolleg, zu deem mir geholf hunn, eppes bäidroen. Dat ass deen definitive Succès, deen mer virun den Aen hunn an op dee mer mussen hischaffen.

Ähnlech gëllt fir El Salvador. Dat Land huet sech och ekonomesch positiv entwéckelt an deene leschte Joren. Och El Salvador huet d'Chance, fir an deenen nächste Joren oder am nächste

Jorzéngt kënnen ze soen: «mission accomplie», wat d'Entwécklung ubelaangt. Ech hunn der salvadorianescher Regierung am September fir déi positiv Evolutioun félicitéiert an hinne versécher, datt mer hinnen net vun engem Dag op deen anere wäerten de Réck kéieren, mä datt mer bereet wieren, si eng weider Period ze begleeden, net am Sënn vun engem klassechen Entwécklungsprogramm, mä am Sënn vun engem Programm, deen dorobber erausziilt, fir déi positiv Acquisen ze consolideren. Dee Programm wäert deemno och «Programme de consolidation» heeschen. Dat ass eppes Neies, och fir eis, a mir wäerten dee Programm am Laf vum Joer mat de Salvadorianer ausschaffen.

Och am Cap-Vert gëtt et Succèsen ze verzechnen. Ech hunn d'Situatioun am Cap-Vert d'lescht Joer am Detail beliicht. Ech bleiwe bei deem, wat ech d'lescht Joer gesot hunn. Et besteet eng speziell Relatioun tëschent Lëtzebuerg an dem Cap-Vert, tëschent de Lëtzebuerger an de Capverdianer. Dës speziell Relatioun verflucht. Si ass zügläich Richtungsweiser a Moosslat fir dat ëmmer méi staarkt Partenaariat, wat déi zwee Länner verbënnt. Mir sinn entre-temps dee wichtigste Partner vum Cap-Vert; dat ass gutt esou. A wann et nëmme un eis soll hänken, da soll dat och esou bleiwen.

Dës Succèsen, Här President, sinn tangibel. Si mussen sech nach an deenen nächste Jore bestätegen. Mir konnte se och net eleng erfueren. Mir hunn dat zesumme mat eise Partnerlänner gemaach. Mir hunn dat zesumme mat den internationalen Institutiounen an anere Geberlänner gemaach. Mä mir hunn dat virun allem zesumme gemaach mat deene ville Lëtzebuerger, déi Dag fir Dag hëllefen, ee Steen op deen aneren ze setzen am groussen Haus vun der Lëtzebuerger Kooperatioun.

Duerfir geet zum Schluss mä grouse Merci un all si: d'Membere vun deem heijen Haus, meng Kolleegen aus der Regierung, d'Leit aus der Kooperatioun, dem Ausseministère an deenen anere Ministère, d'Leit vun der Luxdev, eis Leit dobaussen um Terrain an déi, déi eis international verrieden, déi vill Leit, déi sech an ONGen engagéieren oder si ënnerstëtzen, a viller méi.

Eleng kënnen mer näischt, zesumme kënnen mer vill.

Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Ech ginn lech Akt vun Ärer Deklaratioun, déi d'Chamber muer de Mëtten an der Debatt vun hallwer dräi un hei diskutéiere wäert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kënnen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat sinn u sech véier Projeten aus der Kompetenz vum Här Budgetminister Luc Frieden. Den Här Ausseminister huet allerdéngs gefrot, ob et net méiglech wär, fir seng zwee Projeten, wou hien derzou Stellung hält - dat sinn déi zwee lescht da vum Ordre du jour - virzezéien. Ech wëll d'Chamber froen, ob se d'accord ass, fir den Ordre du jour oder d'Projeten esou ze intervertéieren, wéi den Här Ausseminister dat gefrot huet?

(**Assentiment**)

Ech gesinn den Accord vun der Chamber. Ech gesinn och, datt den Här Budgetminister näischt do dergéint huet. Deementspreechend huele mer dann elo fir d'éischt de Projet 5512, en Accord tëschent der Regierung vu Lëtzebuerg an der Belsch, wat d'«échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques» ubelaangt. Fir d'éischt huet de Rapporteur vun deem Projet d'Wuert. Dat ass den honorabelen

Här Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

2. 5512 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques, fait à Eischen, le 28 avril 2004

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

■ **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 26. Abrëll 1986 gouf d'ganz Welt schockéiert, wéi dee schlëmme Accident zu Tschernobyl geschitt ass, wou 5 Milliounen Tonne Combustibles radioactifs deemools fräigesat gi sinn, wou grouss Deeler vun deem iwwer Europa gezu sinn a Form vu Wolleken, a wou och nach haut an där heiteger Ukraine an a Wäissrussland besonnesch d'Populatioun staark betraff ass.

Dese schwéieren Accident huet deemools bewisen, dass d'Autoritéiten, d'Sécherheitsmechanismen an och d'Informationsmechanisme völeg iwwerfuert waren. An doraus ass déi Haaptléier gezu ginn um internationale Plang, dass ee bei esou Accidenter ëmmer Répercussiounen huet, déi iwwer d'Grenzen eraus gi vun engem Land, a souger net nëmme Nopeschlänner betreffen, mä och Länner, déi vill méi wäit ewech sinn.

Dunn huet d'international Communautéit sech direkt zesummegeat an huet versicht, an dräi Domänen méi verstärkt zesummenzeschaffen: Dat Éischt ass d'Kommunikatioun, dat Zweet ass d'Harmoniséiere vun de Gestionskritären an Noutsituatiounen, an dat Drëtt war d'Koordinatioun vu Schutzmoossnamen.

D'Agence internationale vun der Energie atomique huet dann zwou Konventiounen ausgeschafft, déi 1986 ënnerschriwwen gi sinn: Dat eent ass d'«Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire» an dat zweet ass d'«Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire». Déi zwou Konventiounen sinn hei am Haus am Joer 2000 ratifizéiert ginn.

Och um europäesche Plang gouf geschafft, an do gouf ECURIE gegrënnt. Dat ass d'„European Community Urgent Radiological Information Exchange“. Dunn hate mer Instrumenter um internationale Plang an um europäesche Plang, an du sinn déi getest gi vun 1996 bis 1999. Do ass festgestallt ginn, dass och des Weeër nach heiansdo ze laang sinn, an dass och des Informatiounssystemer ze lues sinn. An dunn ass d'Recommandatioun komm.

D'Konklusioun war, dass d'Länner sollen um bilateralen an um multilaterale Plang Konventiounen ofschléissen, fir dass d'Informatiounen am Fall vun engem Nuklearaccident vill méi séier a vill méi direkt kënnen zirkuléieren. Dëst hate mir scho laang gemaach mat Frankräich am Joer 1983, wou mer e bilaterale Ofkommen gemaach hunn, wou et dann iwwert den Échange vun Informatiounen geet, am Fall vun engem Accident oder Zwëschefall zu Cattenom.

De Gesetzesprojet 5512, iwwert dee mer haut ofstëmme, approuvéiert en Accord zwëschen der belscher Regierung an eiser Regierung, wou et eben och ëm esou Échangë vun Informatiounen bei en-

gem eventuellen Zwëschefall oder Accident mat radioaktive Folge geet. Dësen Accord komplettéiert selbstverständlech déi international an europäesch Konventiounen, vun deenen ech virdu geschwat hunn.

An der Belsch gëtt et am Moment zwou Atomzentralen: Et läit eng zu Tihange an der Wallonie mat dräi Reakteren - dat sinn 80 km Loftlinn vu Lëtzebuerg - an eng aner ass zu Doel a Flandere mat véier Reakteren.

Den Accord, dee besteet aus zwielef Artikelen a betrëfft selbstverständlech nëmme den Nucléaire civil. Den éischten Artikel ass natierlech deen, deen all déi Fäll opzielt, wou muss en Informatiounswissel zwëschen deenen zwee Länner stattfannen. Dozou wëll ech eng interessant Bemierkung maachen, an et ass och dat, wat de Conseil d'État regrettéiert huet.

Hien huet dësen Accord approuvéiert. Hien huet just bedauert, dass deen éischten Artikel net esou wäit geet wéi dat de Fall ass an deem Accord, dee mer mat Frankräich 1983 ënnerschriwwen hunn, wou net nëmme déi Fäll mussen gemellt ginn, wéi se hei am Artikel 1 beschriwwen sinn, mä wierklech wou bis zum kengsten Zwëschefall, souguer anodinën Zwëschefall, muss informéiert ginn.

Den zweeten Artikel designéiert déi Autoritéiten, déi fir déi Applikatioun zoustänneg sinn. Dat ass zu Lëtzebuerg de Service national de la Protection civile vum Innenministère an an der Belsch ass et de Centre gouvernemental de Coordination et de Crise du Service public fédéral intérieur.

Den Artikel 5 ass och nach vläicht interessant. Dee seet, dass déi Informatiounssystemer periodesch mussen duerchexerzéiert ginn, an dat mindestens eemol am Joer.

Dësen Accord gouf den 28. Abrëll 2004 zu Äischen ënnerschriwwen. De Projet de loi, deen dësen Accord approuvéiert, gouf de 7. November 2005 vum Ausseminister déposéiert. De 6. Dezember, knapp e Mount duerno, huet de Statsrot säin Avis ginn, andeem hien dëse Projet approuvéiert. Ech hunn en der aussepolitischer Kommissioun den 13. Februar 2006 presentéiert, wou en och eestëmmegeg uegholl ginn ass. Ech ginn also heimadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun a bieden lech, dese Projet de loi ze stëmme.

Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur. Ech gesinn, dass all déi aner Fraktiounen sech dem Avis vum Rapporteur uschléissen. Deemno huet elo den Här Ausseminister d'Wuert.

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.** - Här President, och ech brauch näischt méi bäizefügen. De Rapporteur huet alles gesot. Ech invitéieren d'Chamber dann, dee Projet hei och ze stëmme.

Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Gutt! Domat si mer um Enn vun der Debatt ukomm a mir kommen dann zum Vote iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5512 ass mat 60 Jo-Stëmme uegholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrigh-Duval), MM. Marcel Glesener (par M. Ali Kaes), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par M. Lucien Thiel), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Paul Schaaf (par M. Marcel Oberweis), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sinnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Marc Angel), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par M. Niki Bettendorf), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Collette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par Mme Anne Brasseur), Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen dann zum Projet 5524, dem Projet de loi relatif à l'ouverture du cadre de la carrière supérieure du Stater. De Rapporteur ass den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers!

3. 5524 - Projet de loi relatif à l'ouverture du cadre de la carrière supérieure du STATER

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Média et des Communications

■ **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 5524 ass den 21. Dezember vum leschte Joer hei an der Chamber deponéiert gi vum Wirtschaftsminister. Dee Projet huet als Zil fir d'Carrière vun den Universitäre beim Stater opzemaachen. A fir déi Carrière opzemaache gesäit den Text vir, dass den Alinea 2 vum Artikel 2 vum Gesetz vum 9. Juli 1962 vum Stater ofgeschafft gëtt.

Wat gesäit deen Artikel vir? Deen Artikel gesäit eng limitéiert Zuel vun Universitäre beim Stater vir, an zwar eelef Leit. Déi Dispositioun ass net méi zäitgeméiss, aus zwou, wann net dräi Motivatiounen, déi och am Text drastinn.

Fir d'éischt emol ginn d'Effektiver vun den eenzelne Verwaltungen net méi an de Gesetzer fixéiert, mä am Budgetgesetz. Dat heescht, wann zousätzlech Leit an de Verwaltungen dobäikommen, da ginn déi iwwert d'Budgetgesetz autoriséiert. Dat ass bei all deenen anere Verwaltungen am Laf vun de leschte Jore geschitt, an all déi Verwaltungen hunn och déi limitéiert Zuelen an hire Gesetzer ofgeschafft.

En zweete Grond ass deen, dass de Stater am Laf vun deene leschte Joren an zënter 1999 27 nei Universitäre agehallt huet,

déi natierlech och autoriséiert waren iwwert de Budget, mä déi Universitäre konnten awer net an de Kader vun de Fonctionnaire kommen, mä hu missen agehallt ginn als Privatbeamten. Dat féiert natierlech an eng Verwaltung wéi dem Stater zu Schwieregkeeten, well déi Leit dann aneschtens behandelt ginn an net déiselwecht Promotiounen kënnen kréie wéi déi, déi an der Fonctionnairescarrière dra sinn.

Doduerch dass mer den Alinea 2 vum Artikel 2 ofschafen, kënnen also och déi do Universitäre an deen normale Kader vum Stater eragehallt ginn, ënnert der Bedingung, dass se déi virgeschriwwen Examen, den Examen d'admission an de promotion, matmaachen an och packen.

Et gëtt dann nach en anere Grond, dat ass deen, dass zënter 1986 duerch d'Gesetz vum 28. März 1986 - dat sou genannt Harmoniséierungsgesetz - d'Promotiounen an de Carrière duerch ee Gesetz eenheetlech fixéiert si ginn. Dat féiert och dozou, dass een déi Dispositiounen, esou wéi se an den eenzelne Gesetzer drastinn, net méi brauch, dass déi eigentlech contraire sinn zum Gesetz vun 1986.

Dat féiert och dozou, dass am Gesetz vum Stater verschidden Dispositiounen mussen ëmgeännert ginn, ënner anere - dat huet de Statsrot proposéiert - am selwechten Artikel 2 den éischten Alinea, deen nach d'Promotiounsposten an der Carrière vum Universitaire am Gesetz selwer fixéiert. De Statsrot proposéiert do, d'Zifferen dräi a véier ofzeschaffen. Dräi a véier bezéie sech op d'Conseillers économiques première classe an op d'Conseillers économiques.

De Statsrot, d'Chambres professionnelles an och d'Kommissioun si mat deem Text hei averstanen, an ech géif och d'Chamber bieden, den Text esou ze stëmme, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Här Meyers. Den Här Minister Asselborn huet d'Wuert.

■ **M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre.** - Jo, ech wollt dann och heizou just soen, dass ech mech mat deem leschte Saz vum Här Rapporteur, deem ech och Merci soen am Numm vun der Regierung, identifiziéiere kann. Ech wollt just am Numm vum Wirtschaftsminister soen, dass eng aner, méi eng grouss Reform vum Stater de Moment an der Mautsch ass. Do geet et ëm d'Moderniséierung vun der organisationaler Struktur vum Stater, an et si virun allem dräi Punkten, déi do ervirzeesträiche sinn:

Dat eent, dat ass de System vun der Lëtzebuerger Statistik, wou vill Dispersiounen dra sinn, wou vill Ineffektivitéit a Gaspillage dran ass, well se zimlech fragmentéiert ass; fir dat dann ze änneren an ze kucken dat Ganzt méi kohärent ze maachen.

Zweetens och fir d'Recherche économique a sociale ze entwéckelen a fir d'Capacitéit d'analyse an och d'Capacitéit fir d'Previsioun besser kënnen ze fixéieren, fir déi also ze entwéckelen.

An dann drëtens: Et gëtt zënter der Lëtzebuerger Présidence e Code de conduite européen de la statistique, an dee wëllen d'Leit vum Wirtschaftsministère afléisse loossen an dee Reformprojet. Do geet et virun allem drëm, dass déi grouss Prinzipiën vun der Indépendance professionnelle, vun der Impartialité, der Transparenz, der Aktualitéit an der Ponctualitéit vun de Statistike géife gefuerdert ginn.

De Stater wëllt och - dat ass d'Intentioun vum Wirtschaftsminister - de Prinzip vum «coût-efficacité» fuerderen. Hie wëllt och alles maa-

chen, fir dass déi exzessiv statistesch Chargen, déi op den Entrepreneuren an op de Ménagé leien, rezeduzéiert ginn.

Voilà. Merci.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dese Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5524 ass mat 58 Jo-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener (par M. Marc Spautz), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par M. Michel Wolter), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Paul Schaaf (par M. Marcel Oberweis), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par M. Niki Bettendorf), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par Mme Anne Brasseur), Paul Helmingier (par M. Charles Goerens), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen dann zum Projet de loi 5503, e Projet iwwert déi géigesäiteg Ënnerstëtzung vun den Autoritéiten am Beräich vun den direkte Steieren. Rapporteur ass den honorabelen Här Norbert Hauptert. Här Hauptert, Dir hutt d'Wuert.

4. 5503 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/56/CE du Conseil du 21 avril 2004 concernant l'assistance mutuelle des autorités compétentes des États membres dans le domaine des impôts directs, et modification de la loi générale des impôts ainsi que de la loi du 15 mars 1979 concernant l'assistance administrative internationale en matière d'impôts directs

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Hauptert (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, d'Zil vun deem Projet 5503 ass d'Transposition vun enger europäescher Direktiv wat déi géigesäiteg Ënnerstëtzung vun den Autoritéiten vun deenen eenzelen EU-Memberlänner am Domän vun der direkter Besteuerung ubelaangt. D'Ëmsetzung

vun dieser Direktiv bedéngt gläichzäiteg eng Ännerung vun dem allgemenge Steiergesetz, der sou genannter Abgabenordnung, an och vun dem Gesetz vum 15. März 1979 iwwert déi international administrativ Hëllef un Gebitt vun der direkter Besteuerung.

Et ass esou, datt haut déi international Hëllef iwwert d'Gesetz an de Règlement grand-ducal vum 15. März 1979 geregelt gëtt, déi eng Direktiv vun 1977 ëmsetzen, an déi Direktiv gesäit d'Obligatioun fir déi eenzel EU-Membere vir, op Ufro vun engem anere Stat déi noutwendeg Enquëten am Beräich vun den direkte Steieren esou duerchzuführen, wéi wann et sech ëm eng Besteuerung am eegene Land géing handelen, an dat ënner zwou Bedingungen:

Éischtens, déi Enquëte kann nëmmen esou wäit goen, wéi déi eege Mëttele vun der Administratioun reechen, dat heescht, déi Mëttele, déi d'Administratioun kann asetzen, fir an hirem eegene Land ze enquëtieren, an déi Enquëte kann och nëmmen esou wäit goen, datt déi legitim Interesse vum Land geschützt bleiwen.

Zweet Konditioun ass, datt besonnesch déi geliwwert Informatiounen nëmme gebraucht kënnen gi bei Steuerkontrollen oder am Domän vun de Sanktiounen, déi sech aus dese Kontrollen erginn, wat also och d'Steiergeheimnis vu Lëtzebuerg gewährt.

Déi Direktiv huet zu verschidden Interpretatiounsproblemer gefouert, besonnesch wat d'Divulgatioun vun deenen Informatiounen ubelaangt. Doduerch huet déi Europäesch Kommissioun missen déi Direktiv hei nobesseren. Si huet an engens dovun profitéiert fir déi Zesummenaarbecht tëschent deenen eenzelne Memberstaten ze verbesseren, a besonnesch d'Prozedur vun der Zesummenaarbecht ze vereinfachen.

Dernieft bréngt awer och déi nei Direktiv zwou aner Prozeduren iwwert déi géigesäiteg Hëllef mat an d'Spill, an zwar déi vun der Assistance un Gebitt vun der Zoustellung vun den Akten an den Décisiounen am Beräich vun de Steieren, an zweetens déi gläichzäiteg Kontrollen a verschidde Länner vun der EU. Dat heescht, wann eng Besteuerung eng Kontroll net nëmmen an zwee verschidde Länner, mä a méi Länner vun der Europäescher Unioun mat sech bréngt.

D'Lëtzebuurger Gesetzgebung war bis elo wäitgehendst am Aklang mat där neier Direktiv, esou datt am Fong geholl keng wesentlech Ännerungen hu brauche virgesinn ze ginn. Déi eenzeg grouss Emännerung ass déi vun der Assistance um Gebitt vun der Zoustellung vun den Akten a vun den Décisiounen vun de Steieren.

Wat d'Hëllef bei der Zoustellung vun den Akten a vun den Décisiounen ubelaangt, ass Folgendes ze soen:

Nom Paragraph 91 vun der Abgabenordnung trieden d'Décisiounen, wat d'Besteuerung ubelaangt, eréischt a Kraaft, wann de Besteuerbescheed regelrecht beim Steuerzueler ukomm ass. Dofir ass och deen Datum vun der Zoustellung e ganz wichtegen Datum, besonnesch wat d'Reklamatiounen, d'Rekursen a soss aner Délaien, déi doduerch entfalen oder ufänken ze lafen, ubelaangt. Lëtzebuerg huet bis elo keng Notifikatioun duerch friem Autoritéiten hei bei eis am Land virgesinn. Fir also der Direktiv Rechnung ze droen, hu mer missen de Paragraph 91 vun der Abgabenordnung emänneren. Dat ass also deen een Deel vun deemem Projet de loi.

Wat déi gläichzäiteg Kontrollen a méi wéi zwee verschidde Länner ubelaangt, gesäit d'Direktiv besonnesch eng Definitioun vun dese Contrôles simultanés vir, a si gesäit och d'Prozedur vir, wéi esou e Contrôle simultané kann iwwert d'Bühn goen. Lëtzebuerg hat

schon, wat den Austausch vun Informatiounen ubelaangt, dat a senger Gesetzgebung niddergeschriwwen. Fir awer der Direktiv komplett gerecht ze ginn, huet dann och missen d'Gesetz vum 15. März 1979 iwwert déi international Hëllef ganz kuerz komplettéiert ginn.

Voilà. Déi eenzel Chambre-professionellen hunn hiren Avis zu deemem Projet ginn, mat e puer kleng Remarquen. De Statsrot huet och säin Avis an och den Accord zu deemem Gesetz ginn. Hien hat just proposéiert, fir den Intitulé vum Projet ze änneren, wat d'Kommissioun och ugeholl huet. De Statsrot hat weiderhi proposéiert, fir deen Artikel iwwert d'Entrée en vigueur vun deemem Gesetz aus dem Projet erauszehuelen, an d'Kommissioun huet de Statsrot och do suivéiert.

D'Kommissioun huet dee schrëftleche Rapport, esou wéi en hei virläit, unanimement ugeholl, a si biet lech, dese Projet esou ze stëmmen, wéi en am Rapport steet, an ech ginn och domadder den Accord vun eiser Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Hauptert. Ech gesi keng aner Wuertmeldung. Da komme mer direkt zum Vote iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5503 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmme, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), M. Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par M. Lucien Thiel), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Michel Wolter), Jean-Paul Schaaf (par M. Marcel Oberweis), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro (par M. Roland Schreiner), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Lydie Err), Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Charles Goerens), Paul Helmingier (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Camille Gira);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen dann zum Projet de loi 5497, e Steierofkommens tëscht Lëtzebuerg an Israel. Och hei ass de Rapporteur den honorabelen Här Hauptert.

Une voix. - Do ass awer nach en aneren dertëschtent.

M. le Président. - Dee vum Här Thiel?

Plusieurs voix. - Jo.

M. le Président. - Den Här Thiel. Dann huele mer fir d'ëischt de Projet 5489 iwwert déi international Normes comptables am Assurancësecteur. Hei ass den Här Thiel de Rapporteur, an Dir hutt elo d'Wuert.

M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur. - Dat ass gutt! En ass vill méi spannend wéi deen aneren.

5. 5489 - Projet de loi sur l'application des normes comptables internationales dans le secteur des assurances et portant modification de la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois

- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger;

de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur. - Merci, Här President, datt Der lech un d'Reiefolg haalt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, haut genau viru véier Woche stoung ech schon eng kéier hei virun lech an ech hunn du probéiert, Är Gemidder fir e Sujet ze erwiermen, deen net grad zu deenen opregendsten an deemem Moment an an deemem Haus gehéiert. Et goug deemools ëm d'Aschreiwung vun den neien internationale Bilanzregelen, a Fachkreeser International Accounting Standards genannt, an eis national Gesetzgebung. Deemools hunn ech drop higewisen, datt et sech dobäi ëm e rengt Bankegesetz géif handelen, well déi nei Regeln an d'Gesetz vun 1992 iwwert d'Konten vun de Kreditetablissemter, also vun de Banken, ageschriwwen goufen.

Ech hat awer och bei där Geleeënheet schonn direkt drop higewisen, datt et en Zwillinggesetz géif ginn, oder datt dat géif kommen, dat sech op d'Assurancëgesellschaften bezitt. En Zwillinggesetz dofir, well déi ëmzesetzend Direktiven exakt déiselwecht sinn, an deen eenzege Ënnerschied dora besteet, datt se dës kéier net an d'Kontegesetz vun de Banke vun 1992, mä an d'Gesetz vun 1991 vun den Assurancë geprafft géife ginn.

Wat gëtt dann elo, a kuerze Wieder, do an eis Léiglatioun iwwerholl? Ech kënn mech bal widderhuelen.

Et geet, wéi gesot, ëm déi sou genannten IAS-Regelen, also d'International Accounting Standards-Regelen. Déi goufe vun engem international Comité ausgeschafft, an deem sech ufanks de 70er Jore Vertrieber vun de gréissten Industrienatiounen ënnert dem Präbbeli vun der internationaler Kontabelsfederatioun zesumme fonnt haten. Hir Aufgab huet dora bestanen, déi sëllegen ënnerschiddlech Kontasmethoden, virun allem an Eu-

ropa, openeen ofzestëmmen a se dann duerno ënner een Hutt, oder plus ou moins ënner een Hutt, mat den Amerikaner hirer GAAP-Methode, dat heescht Generally Accepted Accounting Principles, ze bréngen.

Dat Lescht war schonn eleng dofir néideg, well all europäesche Multi, deen och an Amerika op der Bourse cotéiert gëtt, am Ablack scho gebieden ass, nieft senger gewinnter Konta heiheem, och nach eng zweet, an zwar dës kéier eben nom amerikanesche GAAP-Muster, ze féieren. Et ass also net vu Muttwëll, datt elo harmoniséiert gëtt.

Wéi ëmmer maache mir dat an Europa grëndlech, dat heescht, dat Ganzt gëtt duerch dee communautaire Gesetzwollef gedréit, bei deem dann hannen déi Direktiven erauskommen, déi bannent enger gewësser Zäit an nationaalt Recht ëmgesat musse ginn, wann et sech dann net gläich ëm e Règlement handelt, dat bekanntlech d'office Gesetzeskraaft an de Länner vun der Unioun krit.

Wéi schonn am Fall vun de Banken, soll dese Projet gläich zwou Direktiven ëmsetzen, doriwwer eraus awer och Stécker vun engem Règlement an d'Assurancëgesetz vun 1991 eranhuelen a souguer schonn Dispositiounen vun enger Direktiv an deemselwechte Gesetz ënnerdaach bréngen, déi nach zu Bréissel an der Maach ass.

D'Règlement, dat hei säi Nidderschlag an eisem nationale Kontagesetz fanne soll, seet zweeërlee:

Op där enger Säit soll de Fonctionnement vum Kapitalmaart an Europa doduerch verbessert ginn, datt all cotéiert Firmaen no den IAS-Regele bilanzéiert mussen. Op där anerer Säit soll déi harmoniséiert Duerstellung vun de Konten och op net cotéiert Gesellschaften ausgedehnt ginn, ouni datt dat awer elo obligatoresch géif ginn. Deenen eenzelne Memberstate bleift et iwwerloos, wéi wäit se wëlle goen - wat d'Saach net grad méi iwwersichtlech maachen däreft, mä et gëtt ugeholl, datt keen Intérêt drun huet, aus der Rei ze danzen, sou datt um Enn alles am IAS wäert sinn.

Dann zu deenen zwou Direktiven. Déi éischt gouf schonn 2001 zu Bréissel ugeholl an dréit dee schéinen Numm Directive Juste Valeur, oder op Englesch, nach méi romantesch, Fair Value Directive. Ëm wat geet et?

Mä ganz einfach ëm d'Bewäertung vun de Verméigenswäerter an de Firmebicher, déi esou no wéi méiglech un dem reelle Wäert solle kliewen. Well dat awer méi séier gesot wéi gemaach ass, gouf et am Virfeld vun deenen Direktiven nawell e sëllege Gedeessem iwwert déi Dispositiounen, an dat net nëmmen, well déi fir déi Fair Value noutwendeg Evaluatiounen zimlech opwändeg sinn an zu seriöse Schwankungen an de Bicher féiere kënnen, esou op an of.

Mä derniewent stelle sech och eng Rei vu Froen um steierleche Plang, well déi Evaluatiounen zu reng theoretische Plus-valüé féiere kënnen, wat da mat sech bréngt, datt Wäertsteigerunge besteiert ginn, déi total fiktiv sinn. Am Moment zerbricke sech dofir d'Spezialisten nach d'Käpp, ob deem Problem iergendwéi bäizekommen ass. Eng Méiglechkeet wär déi, datt se an Zukunft géife mat gespléckte Bilane fuieren, dat heescht engem offiziellen an engem fir d'Steierverwaltung.

Déi zweet Direktiv nennt sech sënnerweis Directive Modernisation des Directives comptables a bezitt sech op déiselwecht technesch Ännerungen, déi par rapport zu deene fréieren Direktive virgeholl musse ginn, fir datt dat Ganzt IAS-konform gëtt. Ech ginn dovun aus, datt dat héicht Haus hei mech dovun entbënnt, an déi technesch Detailer ze goen.

(Interruption)

Voilà. Merci villmools.

Pragmatesch, wéi mir Lëtzebuerger sinn, hu mir schliesslech dann och nach gläich eng Dispositioun aus enger Direktiv agebaut, déi nach guet keng ass. Et handelt sech ëm e Richtlinie-Projet, iwwert deen ee sech am leschten Hierscht zu Bréissel eeneg gouf an dee sech op de Contrôle vun de Joresofschlëss an de konsolidéierte Konte bezitt. Dat kléngt scho komplizéiert, mä fir déi, déi et ganz genau wëlle wëssen: Et dréit sech ganz einfach dodrëms, datt d'Honorairé vun de gesetzlech virgeschriwwene Kontrollen, also de Réviseurs, publizéiert musse ginn.

Wéi dat nun ebe bei Zwillingen ass, gläicht dese Projet fir d'Assurancen deem fir d'Banke wéi een Ee deem aneren. Allerdéngs gëtt et zwee kleng Ënnerscheeder, déi et verdéngen, kuerz ernimmt ze ginn.

■ Une voix. - Da si se net ein-eiig.

■ M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur. - Neen, et gëtt jo och déi zweeeiig, wéi Der wësst.

Wuel léisst och dëst Gesetz deene betraffene Firmen, also den Assurancen, wa se dann net op der Bourse cotéiert sinn, de Choix tëscht den ale Kontasregelen oder den IAS-Regelen oder enger Mëschung aus béidem. Mä am Ënnerschied zum Gesetz fir d'Banken, dat nëmmen ee Choix zouléisst, an dee Choix gëtt da vun der CSSF ofgeseent, an dobäi bleift et, mussen d'Assurancé weiderhin no deenen ale Regele bilanzéieren, och wa si sech fir d'IAS-Method sollten decidéieren. Begrënn gëtt déi Zweespuregkeet domat, datt nëmmen esou iwwert d'Zäitachs d'Zuele matenee kënnent verglach ginn.

An da gëtt et nach eng kleng Differenz. Derbannst d'Afféierung vun den IAS-Regele fir de Bankesektor also e faire Sënn bei eis mécht, well mir dräi Banken hunn, déi d'office op d'IAS-Normen ëmschwenke mussen, well se op der Bourse cotéiert sinn, trëfft dat fir den Assurancésektor net zou. Mir hunn nämlech bei eis keng Versécherungsgesellschaft, déi ënnert d'IAS-Norme fale géif, well keng vun hinnen op der Bourse ass. Sou gesinn handelt et sech bei deem, wou mer eis elo haut da schwéier d'Käpp zerbréchen, ëm eng Ëmsetzung, déi éischter eng virtuell Operatioun ass. Wat awer net heesche wëllt, datt se net gutt gemaach wär, a sief et nëmme well mir jo ees wéi ees net derlaanscht kommen, d'Direktive vu Bréissel ëmsetzen.

Ech erlabe mer dofir, Här President, dësem Haus un d'Häerz ze leeën, dësem Projet zouestëmmen, a meng Fraktioun wäert et op jidde Fall esou maachen. Ech soen lech Merci.

■ Plusieurs voix. - Très bien!

■ M. le Président. - Ech denken, dass déi aner Fraktiounen dem Avis vun Rapporteur och follegen. Deementspreechend komme mer elo zum Vote iwwert dese Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5489 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener (par M. Marc Spautz), Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par M. Lucien Thiel), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf (par M. Marcel Oberweis) Marco

Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Colette Flesch (par M. Claude Meisch), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par Mme Anne Brasseur), Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen dann zum zweetleschte Projet de loi fir haut, dat ass dat Steierofkommen tëscht Lëtzebuerg an Israel. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorablen Här Haupt.

6. 5497 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'État d'Israël tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 13 décembre 2004**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

■ M. Norbert Haupt (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gradso wéi den honorabele Kolleg Lucien Thiel stoung ech och viru véier Wochen hei, fir lech...

(Interruptions)

...iwwert d'Duebelbesteierungsofkommes mat Litauen a Lettland ze schwätzen, an haut soll ech de Rapport maachen iwwert déi Approbatioun vun der Konventioun iwwert d'Duebelbesteierung an iwwert d'Verhënnung vun der Fraude fiscale tëschent dem État d'Israël a Lëtzebuerg.

Well déi Konventioun sech jo alleguer relativ staark gläichen, kann ech och relativ séier iwwert dese Rapport goen. Et ass esou, datt déi Duebelbesteierungsofkomme sech ganz staark un eng Konventioun vun der OCDE, eng Convention-type vun der OCDE, ulehnen. Lëtzebuerg suivéiert gréisstendeels déi Convention-type a versicht dann an deene spezifeschen Domänen, déi fir Lëtzebuerg wichtig sinn, oder fir de Partner, deen an dëser Konventioun matspillt, deene spezifesche Situatioun Rechnung ze droen.

Déi spezifesche Situatiounen handele meeschtens iwwert d'Besteierung vun den Dividenden, déi am Land, wou de Bénéficiaire residéiert, besteiert ginn. Déi spezial Konditiounen, déi Lëtzebuerg ëmmer virgesäit, sinn och hei virgesinn; d'selwecht, wat d'Zënsen ubelaangt. Ech mengen, dat Eenzezt, wat een hei ka bemierken,

dat ass, datt Lëtzebuerg keng Imposition à la source mécht fir d'Zënsen, déi u Résidenté vun dem israelesche Stat ausbezuelt ginn. D'Impositioun vun de Redevancen: Do ass och eng Imposition à la source virgesinn, wat also vum Modell OCDE ofwäicht.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Dat, wat och nach wichtig ass - dat ass eng Ëmännerung oder eng Ofwäichung par rapport zu deenen anere Konventiounen -, dat ass, datt an dem Transport routier souwéi och an dem Transport par avion an an dem Transport maritime déi Salariéen, déi vun enger Gesellschaft beschäftegt ginn, am Fall vun dem Transport routier an deem Land besteiert ginn, wou déi Gesellschaft hire Siège huet. Ech mengen, dat ass eng Ofwäichung zu den normale Besteierungen: Déi Chauffeure vun den Transporter ginn normalerweis an hirem eegene Land besteiert, well se jo meeschtens, wat Lëtzebuerg ubelaangt, am Ausland schaffen. Dat hei ass also eng Derogatioun zu deenen normalen Dispositiounen.

Ech erwähnen dann och nach déi fir Lëtzebuerg typesch Derogatioun zu der Convention-modèle, also erëm d'Besteierung vun de Pensiounen, déi am Privatsektor ausbezuelt ginn. Et ass kloer, de Lëtzebuerger Stat dréit en Drëttel zu de Cotisatiounen vun de Pensiounen bäi, an duerfir behält sech de Lëtzebuerger Stat och ëmmer d'Recht vir, fir déi Pensiounen, déi an d'Ausland verséiert ginn, hei bei eis am Land ze besteieren.

Voilà. Ech mengen, dat waren déi wesentlech Punkten, déi ech zu dëser Konventioun wollt maachen. Ech wollt just zrëckbehalen, datt et déi 48. Konventioun ass, déi mer mat anere Staten ofschléissen, an et ass héchstwahrscheinlech den 12. oder 15. Rapport, deen ech iwwer esou eng Konventioun hei virdroen.

D'Kommissioun huet de schréffleche Rapport, esou wéi e virläit, unanime ugeholl, a si schléit och der Chamber vir, fir dee Projet esou ze stëmmen, wéi en hei virläit. An ech ginn och domat den Accord vun eiser Fraktioun.

■ Plusieurs voix. - Très bien.

■ M. le Président. - Ech soen dem Här Haupt Merci. Ech mengen, den Här Haupt war esou komplett, datt keng aner Wuertmeldung zu deem Projet méi do wär. Da géif ech d'Wuert dem Här Minister ginn.

■ M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, d'Schnellegkeet indiquéiert net d'Wichtigkeet vun de Projeten. A wann d'Chamber et de Mëtteg fäerdeg bruecht huet, a kuerzer Zäit mat grousser Eestëmmegkeet iwwert dräi Projeten ze diskutéieren, da soll dat net ewechhuelen, wéi wichtig dës dräi Projete fir déi international Finanzplaz an deen internationale Wirtschaftsstanduert sinn, dee mer hunn.

Ech mengen, et ass wichtig, datt mer eis an een internationale Rechtskader erabewegen, deen deen ass, deen an deenen Direktiven do steet. Duerfir géing ech och hei wëllen d'Wichtigkeet vun deene Projeten ënnersträichen, a besonnesch och deenen zwee Rapporteur, dem honorablen Här Haupt an dem honorablen Här Thiel, villmools Merci soe fir déi Aarbecht, well et ass net evident, sech an déi do Texter eranzeschaffen.

Déi Direktive si wichtig, an den Här Thiel huet et a senger Interventioun hei gesot: Dat sinn Direktiven, déi mer müssen ëmsetzen. Mir wël-

len déi Direktiven do ëmsetzen, well déi Direktiven do hu mer mat ausgeschafft, mat négociéiert, mat ugeholl am europäesche Finanzministerconseil. An ech mengen, et ass wichtig, datt mer, wa mer eng international Plaz sinn a wëlle bleiwen, dann och an deene Gesetzer, déi mer hei stëmmen, eis un deenen internationale Regeln orientéieren. Regeln, déi eis net isoléieren vun deenen anere Länner, Regeln, déi awer ëmmer do, wou d'Direktive Flexibilitéite loosse, déi Flexibilitéit eis och ginn.

Dat hu mer och versicht, an dësen Texter ze maachen. Ech hoffen, datt mer dat och an Zukunft an deenen Texter maachen, déi hei an der Chamber diskutéiert ginn.

Wann d'Chamber an deenen nächste Wochen och nach d'Direktiv iwwer Abus de marché transposéiert, dann hu mer duerch d'Aarbecht vun de Mëtten an där, déi héchstwahrscheinlech - huelen ech un - am Abrëll heibannen debattéiert gëtt, sechs weider Direktiven transposéiert, esou datt mer am Beräich vun de Finanzservicer konform si mat deem, wat eis op europäeschem Plang och am Kalendar virgeschriwwen gëtt. Dofir wollt ech och der Chamber Merci soen.

Ech mengen, nach eng Kéier, dat ass wichtig, datt mer net am Hantertreffen do sinn, wichtig awer och - an ech insistéieren nach eng Kéier drop -, datt mer an den Transpositiounen kucken, datt mer eis net isoléieren vun deenen anere Länner, well soss kréie mer keng international Betriber op Lëtzebuerg.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

A wat d'Duebelbesteierungsofkommes schliesslech ubelaangt, esou ass et d'Intentioun vun der Regierung, dat Netz vun den Duebelbesteierungsofkommissen, wat schonn intensiv ass - den honorablen Här Haupt huet elo grad vun 48 Konventiounen geschwat -, weider auszubauen, well et ass eng wichteg Konditioun, fir datt méi Handel tëschent Lëtzebuerg an deene Länner, mat deene mer esou Konventiounen hunn, geschitt, méi Handel, och méi Investitiounen.

Duerfir menge mer, datt dat eng richtig Politik wär, a mir wäerten op deem Wee als Regierung weiderfuere an soe Merci fir déi breet Ënnerstützung, déi mer hei an der Chamber kréien. Merci.

■ M. le Président. - Merci, Här Minister.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5497 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Marcel Glesener (par M. Marc Spautz), Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par Mme Martine Stein-Mergen), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf (par M. Marcel Oberweis), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par Mme Anne Brasseur), Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass en Ofkommes iwwert d'Duebelbesteierung bei Benefisskorrekturen. Och hei ass de Rapporteur den honorablen Här Norbert Haupt. Här Haupt, Dir hutt d'Wuert.

7. 5498 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie à la Convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées et du Procès-verbal de signature y relatif, signés à Bruxelles, le 8 décembre 2004**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

■ M. Norbert Haupt (CSV), rapporteur. - Här President, Merci. Dir Dammen an Dir Hären, dese Projet gesäit am Fong geholl soss näischt vir wéi d'Approbatioun vun enger Konventioun tëschent deene 15 alen - wann een esou ka soen - EU-Länner an deenen zéng neien EU-Länner, déi viru bal zwee Joer der EU bäigetruede sinn. Et ass eng Konventioun, déi d'Duebelbesteierung am Fall vun enger Gewënnkorrektioun vun associéierten Entreprisé wëllt évitéieren.

Ech mengen, eng éischt Konventioun war am Juli 1990 tëschent deenen deemolegen zwielef Länner ënnerschriwwen ginn. Lëtzebuerg hat déi duerch d'Gesetz vum 24. Abrëll 1994 a seng Léglisatioun ëmgemat. Duerno si Schweden, Finnland an Éisträich der Unioun bäigetrueden, an et huet missen en Zousaz zu där Konventioun gemaach ginn, déi duerch d'Gesetz vum 3. August 1998 hei an eis Léglisatioun ëmgemat ginn ass.

Hei ass also déi drëtt Konventioun an deem Sënn, wéi gesot, déi dann tëschent deenen ale 15 Länner an deenen neien zéng Länner gemaach ginn ass. Déi Konventioun ass zu Bréissel ënnerschriwwen ginn, an de Projet gesäit also d'Ëmsetzung oder d'Approbatioun vun dëser Konventioun vir.

De Statsrot huet säin Avis zu dësem Projet ginn. D'Kommissioun huet de Rapport, esou wéi e virläit, ugeholl, a si schléit der Assemblée vir, fir dee Projet esou ze stëmmen,

wéi en hei virläit. Ech bréngen och den Accord vun eiser Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Haupt.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5498 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Marcel Glesener (par M. Marc Spautz), Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par M. Lucien Thiel), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf (par M. Marcel Oberweis), Marco Schank, Marc Spautz,

Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par M. Niki Bettendorf), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Collette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Nächste Sitzung ass muer de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.00 heures)

JEUDI, 16 MARS 2006

30^E SÉANCE

**Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président**

Ordre du jour

1. Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire
2. Accueil de M. Sali Berisha, Premier Ministre de la République d'Albanie, accompagné d'une délégation
3. Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire (suite)
(Débat - suite - Motions et Résolution - Votes)
4. 3923B - Proposition de révision de l'article 11 paragraphe (2) de la Constitution
(Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle - Discussion générale - Premier vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs et M. Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire. - Neen, Här President.

M. le Président. - Mir huelen Akt dovunner.

Dir Dammen an Dir Hären, uschléissend un dem Kooperationsminister, dem Här Jean-Louis Schiltz, seng Deklaratioun vu gëschter, féiert d'Chamber haut de Mëtten d'Debatt iwwert d'Lëtzebuurger Entwécklungshëllef. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeleucht. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Arendt, den Här Goerens, d'Madame Err, den Här Huss, den Här Henckes, den Här Angel an den Här Mehlen. Als éischt Riednerin ass d'Madame Nancy Arendt agedroen. Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

1. Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire

Mme Nancy Arendt (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, all Dag stierwe méi wéi 30.000 Kanner u Krankheeten, déi een hätt kënne vermeiden oder behandelen. All Dag stieche sech 14.000 nei Mënschen mat Aids un. Dräi Milliarde Mënschen hu manner wéi zwee Euro den Dag fir ze iwwerliewen. Eng Milliard Leit hu keen Zougang zu propperem Waasser. Iwwer 850 Millioune Mënsche kënne weder schreiwen nach liesen. All Minutt stierft eng Fra duerch Komplikatoune bei der Gebuert. All Joer gi bis zu 800.000 Mënschen iwwert d'Grenzen trafiquéiert a sinn Opfer vu Mënschenhandel. 1,8 Millioune Kanner verschwannen all Joer an d'Prostitution an an d'Pornographie. Den Handel mat de Kanner boomt, an

de Sextourismus ass, wéi et schéngt, net méi ze bremsen, trotz alle Kannerrechtskonventiounen.

Dëst dærf a kann net, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Problem vun deenen aarme Länner eleng sinn, mä dëst muss gemeinsam ugepaakt ginn, well grad op deem leschten Thema d'Ufro aus deene räiche Länner kënn. Mä och all déi aner Ziffere maache kloer, datt dës Mëssstänn nëmme global geregelt kënnen ginn.

Här President, ech wollt Iech eigentlech hei elo net gäre mat Zuele bombardéieren, mä heiansdo sinn esou Zuelen néideg, fir d'Gravitéit vun der Situatioun ze realisieren a fir ze verstoen, wéi wichtig an néideg et och ass, an der Zukunft an d'Entwécklungspolitik ze investéieren. Zumools, well awer schonn erëm trauregerweis déi eng oder aner Stëmm sech bemierkbar gemaach huet, ob dës Entwécklungshëllef iwwerhaapt néideg wär - elo, wou et jo bei eis „net méi gradsou gutt geet“.

D'Erausforderunge si grouss, an et bleift och nach vill ze maachen. Fir de Kampf géint d'Aarmut ze gewannen, ass alldeegelechen Asaz verlaangt op ville verschiddenen Niveaue, an dësen Asaz dærf net nëmme dee vun der Regierung sinn, mä et muss dee vun eis allequerte sinn, an och dee vun deene Länner, déi betraff sinn. All Einzelnen ënner eis soll sech ugesprach fillen, fir säi Bescht ze maachen, fir dësen Däiwelskrees, an deem sech d'Entwécklungslänner befannen, ze brieche.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt géif ech gären am Numm vu menger Fraktioun dem Kooperationsminister Jean-Louis Schiltz villmools Merci soe fir säi wierklech interessanten an och informatiounsräichen Iwwerbléck iwwert d'Lëtzebuurger Kooperationspolitik. A senger Ried stécht eist seriöt Engagement, fir eng vernünfteg a virun allem eng effikass Kooperationspolitik ze féieren, ganz gutt eraus.

Dem Minister seng Ried huet op en Neits verdäitlecht, datt déi lëtzebuergesch Kooperatioun hire Prinzipien an hiren Engagementer iwwert d'Joer 2004 trei bliwwen ass. Am Joer 2004 chiffriert sech eis Entwécklungshëllef op 0,83% vum RNB -Revenu national brut - géint ongeféier 0,81% vum Joer 2003. Dës Progressioun confirméiert de Wëlle vun eiser Regierung, eiser Motioun, déi mer unanime den 18. Februar 2004 gestëmmt hunn, trei ze bleiwen, fir progressiv op 1% vum RNB an deenen nächste Joren erunzekommen.

Lëtzebuerg confirméiert duerch dës exemplaresch Resultater, zu deene puer Länner ze gehéieren, déi elo schonns d'Normen an der Matière vun der Entwécklungshëllef respektéieren an déi säit enger Zäitchen - wéi eise Minister ëmmer esou schéi seet - den informelle Club vun den 0,7% bilden.

Ech géif op dëser Plaz gären eise Minister fir säin alldeegelechen Asaz villmools Merci soen. Hien huet am leschte Joer eng wierklech formidabel Aarbecht am Beräich vun der Kooperatiounspolitik geleescht. Net nëmme huet hien et fäerdeg bruecht, während eiser EU-Présidence wichteg Accorden ze verhandelen, wéi dee vum Conseil Affaires générales am Mee oder och d'Revisioun vum Accord de Cotonou, déi d'Entwécklungshëllef um Niveau vun der Europäescher Unioun en däitleche Schrëtt no vir bruecht hunn. Mä och iwwert d'Présidence ewech huet säin Asaz einfach net nogeloo. Iwwert dat ganz Joer huet hie Lëtzebuerg als Virreiderroll duerch d'Welt bekannt gemaach an ass dohinner gereest, wou eis Presenz bluttnoutwendeg war.

Ech géif och gäre Lux-Development, eiser Exekutivagence, an eisen ONGE fir hiren honnertprozentegen Asaz en décke Merci soen a wollt just ënnersträichen, wéi wichtig et ass, datt am Beräich vun der Kooperatioun d'Zesummenaarbecht tëschent dem Minister a sengen nationale Partner, wéi den ONGen, souwéi awer och deenen internationale Partner esou gutt iwwert d'Bühn leeft.

Et ass nämlech eng Saach, eng ambitiéis Kooperatiounspolitik ze féieren, mä et ass eng aner, fir och ze kucken, datt dës Hëllef richteg op der Plaz ugewennt gëtt. Et ass vun enormer Bedeitung, datt d'Fongen och tatsächlech dohinner ukommen, wou se hikomme sollen, an datt sech Leit vum Fach um Terrain fannen, fir se ëmzesetzen.

An dësem Kontext ass et och wichtig ervirzehiewen, datt eise Minister d'Décsioun geholl huet, fir zwee nei Kooperatiounsbüroen opzemaachen, deen een zu Ouaga-

dougou am Burkina Faso an deenen aneren an Nicaragua, wou d'Preparatiounen heifir schonns op Héichtouren lafen. Dëst erlaabt eis dann, op ee Büro fir zwee Pays cibles ze kommen, a wäert vill dozou bäidroen, eis Projeten an dëse Länner nach méi effikass ze gestalten a si nach besser suivéieren ze kënnen.

Ech wollt och kuerz um Rand bemierken, zu wat fir engem wichtige Instrument och den „Fonds national de lutte contre le trafic des stupéfiants“ iwwert déi lescht zwielef Joer ginn ass. Bei dësem Fong geet et drëms, Drogues, déi bei de Konfiskatiounen duerch déi gerichtlech Instanze beschlagnahmt goufen, an d'Projeten ze investéieren, virun allem an déi Länner, wou vill Droge produzéiert ginn, fir kënnen den Drogeproblem bei der Wuerzel ze paken.

Lëtzebuerg gehéiert duerch dëse Fong innerhalb vun der Europäescher Unioun mëttlerweil zu engem „Groupe majeur“, dee matbestëmmt, wat fir Projeten an dësem Domän op der ganzer Welt ënnerstëtzt ginn. Och esou kann een Entwécklungspolitik leeschten.

E Merci awer och selbstverständlech un all déi Leit, Kanner, Organisatiounen, Schoulen, Clibb, Gemengen, déi sech an den Dëngscht vun der Entwécklungshëllef gestallt hunn a probéiert hunn do ze hëllefen, wou et eben net gradso gutt geet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech et schonns am Ufank vu menger Ried gesot hunn, bleiwen d'Erausforderungen, déi sech eis an der Entwécklungspolitik stellen, enorm, an d'Fro stellt sech: Wéi pake mer se un um nationalen an internationalen Niveau?

Beim Millenniumssommet vun der UNO am Joer 2000 hu sech 191 Länner engagéiert, fir aacht Objektiv bis 2015 ze erfëllen, mam Zil, d'Aarmut ze éradiquéieren an d'Ongläichheeten an der Welt ze reduzéieren.

Nom Sommet zu New York am September 2005, deen eng Tëschebilanz vun de Millenniumsziler gezunn huet, muss ee leider feststellen, datt nach vill ze maache bleift, fir eisem Zil méi no ze kommen.

Déi international Communautéit ass zwar ganz generéis, fir d'Objektiv ze fixéieren, mä bleift spuwersam, fir hinnen deen néidege Suivi ze ginn. Fir d'Millenniumsobjektiv fir d'Joer 2015 kënnen ze erfëllen, muss mer massiv op de Gas drécken. An an engem Analys huet d'Caritas gewarnt, datt, wa mer esou weiderfuere wéi elo, d'Aarmut an der Welt um schwaarze Kontinent net bis d'Joer 2015, mä eréischt am Joer 2147 sech halbéiere wäert.

Déi räich Länner hunn am Joer 2004 ongeféier 78 Milliarden Dollar Hëllef fir d'Entwécklungshëllef ausginn, wat e Rekordmontant bedeit. Mä et ass awer och gewosst, datt

zënter dräi Joer d'Haaptzounamm vun der Entwécklungshëllef an weltwäite Plang virun allem aus der Finanzéierung - de Minister huet et gëschter sou gesot - vun humanitären Aktiounen, aus Projete vun technischer Assistenz oder och aus dem Läsche vu Scholde besteet. Et bleift also noutwendeg, no zousätzleche Geldmëttelen ze sichen, déi eis hëllefen, déi néideg Zomme fir d'Millenniumsobjektiv zesummenzekeréien.

Hei géif ech och ganz besonnesch gären op déi rezent Décsioun hiweisen, déi geholl ginn ass, fir eng Tax op de Fluchticketen opzehiewen zu Gonschte vun der Entwécklungshëllef.

Eng aner Alternativ si selbstverständlech - de Minister huet et och gëschter scho gesot - d'Mikrokreditter. Datt dës Source vu klengem Finanzement et erméiglecht, d'Aarmut ze verréngeren, ass net nëmme och wëssenschaftlech bewisen, mä et erlaabt och op eng positiv Aart a Weis de Mënschen, a virun allem de Fraen, an aarme Länner, als egestännegen Unternehmer hire Projete ze entwéckelen an Hoffnung ze hunn, fir de Wee aus der Aarmut erauszefannen. Et ass e Startkapital, wat oft vun hinne mat ganzem Häerz gepaakt gëtt, a wou ee scho mat engem klengen Betrag vu 50 Euro Familljen hëllefe kann, erëm eng nei Existenz opzebauen, oder hir Ziler ze errechen, déi se sech soss gesat hunn. Et ass ze begréissen, datt Lëtzebuerg hei nach méi eng aktiv Roll an der Zukunft spille wëllt.

Wéi d'lescht Joer hei zu Lëtzebuerg eng Konferenz iwwert dëst Thema organiséiert gouf, huet de Minister seng Hoffnungen geäussert, datt Lëtzebuerg sech kënn eng Kéier zu engem Exzellenzzentrum fir d'Mikrofinanz entwéckelen. Déi lëtzebuergesch Vereenegung vun den Investmentfongen, d'ALFI, huet hir Absicht ugekënnegt, fir e Qualitéitslabel fir d'Mikrofinanz hei zu Lëtzebuerg ze entwéckelen. Dëst wär natierlech e Wee, deen d'Vertrauen an d'Transparenz an dësem Beräich géif verdeiwen an eise Land och als unerkannte Finanzplaz géif zegutt kommen. Zugläch wär et och e wierklech effikass Mëttel, fir d'Aarmut ze bekämpfen.

Fir d'Realisatiounen vun de Millennium Development Goals (MDG) war besonnesch d'Décsioun, déi vum Conseil Affaires générales vun der Europäescher Unioun ënner d'letztebuergescher Présidence am Mee d'lescht Joer geholl ginn ass, vu grousser Wichtigkeit. No deems d'Entwécklungsministeren an Erënnerung geruff hunn, datt bis d'Joer 2015 den europäeschen Effort fir d'Kooperatioun op 0,7% vum RNB soll eropgeschrauft ginn, gouf hei e mëttelfristeg Objektiv vun 0,56% bis d'Joer 2010 festgehalen.

Dës Décsioun bréngt mat sech, datt mir bis d'Joer 2010 all Joer 20 Milliarden Euro méi fir an

d'Entwécklungshëllef ze investéieren hätten, a bis d'Joer 2015 wären et da 45 Milliarden Euro méi, wann alles gutt geet. D'Halschent vun deenen zousätzleche Gelder géif Afrika accordéiert ginn, dee Kontinent, dee se am meeschte brauch, fir capabel ze sinn, fir d'Millennium Goals ze realiséieren.

Datt dës Décisioun zustane komm ass, ass selbstverständlech och zum groussen Deel eisem Minister ze verdanken, deen d'Négociatiounen heifir am Numm vun der Europäescher Unioun gefouert huet. Hei war wierklech vill Iwwerzeegungskraaft gefrot, fir och déi méi retizent ënnert de Memberstate vun der Richtegkeet vun dëser Décisioun ze iwwerzeegen.

Dës Décisioun vun der Europäescher Unioun ass bemierkenswäert weinst hirer Ambitioun, a si kann déi aner méi räich Länner aus der internationaler Communautéit motivéieren, der Europäescher Unioun et nozemaachen. Et muss kloer sinn, datt et sech heibäi ëm e kloert a verpflichtend Engagement handelt. Wa mer dëst Engagement net anhalen, ass d'Glawierdegkeet vun der Europäescher Unioun als Spendecommunautéit op d'Spill gesat.

An dësem Kontext wollt ech och kuerz op de G8-Sommet zu Glen Eagles agoen, wou den Tony Blair et och fäerdeg bruecht huet, fir seng Partner ze iwwerzeegen, d'Hëllef fir den afrikanesche Kontinent ze erhéijen a se souguer bis 2010 ze verduebelen.

E grouse Schrëtt an dëser Hisiicht war natierlech och deen, datt déi déi déi ginn ass, d'Scholden vun deenen ärmste Länner, déi staark géigeniwwer vun der Weltbank, dem Internationale Währungsfond an och der Afrikanescher Entwécklungsbank verschëlt sinn, ze läschen. Vun dëser Décisioun sinn an engem éischte Schrëtt 18 Länner betraff, an dëst kéint effektiv fir si eng Chance an en neie Start bedeiten. Dës Länner mussen elo net méi wielen téschent Suen ausginn zu Gonschte vun hire Bierger op där enger Säit, an onméigleche Scholden zrëckbezuelen op där anerer Säit.

Fir d'Millenniumsobjektiver kënnen ze erfüllen, muss awer och eng Hëllef vu besserer Qualitéit geleescht ginn, an dëst op méi eng effikass Aart a Weis. Heibäi spillt d'Koordinatioun vun den Doneuren eng wichteg Roll, an et ass och wichteg, eng gewësse Kohärenz an déi verschidde Kooperatiounspolitiken eranzekriegen. Dat heescht an anere Wieder, datt d'Zesummenaarbecht eng zentral Roll muss spillen.

Ech géif hei gäre kuerz op den «Consensus européen» ze schwätze kommen, deen zum Schluss vum leschte Joer vun der Europäescher Unioun adoptéiert gouf an deen d'Éradicatioun vun der Aarmut als Haaptzil huet.

Hei géif fir d'éischt an der europäescher Geschicht e gemeinsame Sockel geschaf ginn, op deem d'Ziler, d'Wäerter, d'Prinzipien an d'Mëttel vun deene 25 Memberstaaten am Beräich vun der Entwécklungshëllef berouen. Dës Konsens ass eng nei Visioun vun der Entwécklungshëllef, déi den Akzent op eng besser Kohärenz, Koordinatioun, Harmonisatioun an Effikassitéit an dësem Beräich setzt. Am selwechten Zuch bestärkt dëst Engagement vun der Europäescher Unioun och hir politesch Roll als éischte Spender weltwäit.

Här President, d'Erausfuereerden, fir d'Millenniumsobjektiver ze erfüllen, kann awer och keng One-Way-Politik sinn. D'Empfängerlänner sollen hei aktiv mathëllefen. D'Regierungen an deene verschidde Länner mussen sech doriwier am Klore sinn, datt si an éischter Linn fir hir Entwécklung verantwortabel sinn. Et ass eis Aarbecht, hinnen derbäi ze hëllefen, fir déi néideg Koordinatioun fir d'Entwéck-

lung ze schafen, an dat mat hinnen zesummen an net vun uewen erf. Et schéngt mer dann evident ze sinn, datt d'Haaptvoraussetzungen, fir datt d'Entwécklungshëllef iwwerhaupt gräift, nëmme deen Fridden, d'Bonne gouvernance, d'Demokratie an de Respekt vun de Mënscherechter sinn.

Här President, no engem klengen Tour duerch déi ganz Welt wollt ech awer elo op den nationale Kontext vun der Entwécklungshëllef ze schwätze kommen. Mat eisem Engagement huet Lëtzebuerg eng Féierungsroll, zesumme mat Länneren wéi Schweden, Dänemark an Holland. An de Louis Michel, eisen europäeschen Entwécklungskommissär, huet eis an engem Interview dat schéint Kompliment gemaach, datt mir en europäesche Ris an dëser Politik duerstellen.

Wat besonnesch wichteg ass ervirzeesträichen, ass, datt mir iwwert déi lescht Joren et fäerdeg bruecht hunn, eng cibléiert an effikass Kooperatiounspolitik ze entwéckelen, mat enger limitéierter Zuel vun Zillänner, déi sech op eng beschränkten Zuel vun Interventiounssektoren konzentréiert a virun allem déi Äermst vun deenen Äermsten usprächt. Dëst sinn d'Education, d'Formatioun vun Aarbechtskräften, d'Gesondheet, d'Waasser souwéi och déi vollstänneg Entwécklung vum ländleche Milieu.

Fir eleng d'Waasser kuerz unzeschwätze, esou bleift de Manktum u Waasser a seng schlecht Qualitéit eng vun den Haaptursachen, datt Krankheete wéi Duerchfall, Cholera an Typhus nach ëmmer d'Doudesursaach vu bis zu aacht Milliounen Leit am Joer sinn. An duerfir ass et vu grousser Bedeitung, sécher Waasserinstallatiounen ze aménagéieren, wéi mir dat schonn a ganz ville Géigende gemaach hunn.

Här President, wat fir mech bei dëser Ried vun dësem Joer besonnesch ervirzehiewen ass, ass, datt bei eiser Kooperatioun och d'Approche vum gender a vun der Bonne gouvernance eng Haaptroll spillt. D'Millenniumsobjektiver sinn op de Mënscherechter, der Dignitéit, der Sécherheet, der Fräiheet, der Befreiung vun Angscht an Diskriminatioun opgebaut. Et sinn elo 60 Joer hier, datt d'Grënner vun der UNO d'Gläichberechtigung téschent Mann a Fra an d'Charta vun de Mënscherechter verankert hunn.

D'Egalitéit vum Gender ass e mënschlecht Recht an eng vun de Schlësselpositiounen, fir d'Millennium Goals ze erfüllen. Dëst geet aus dem Rapport vum Joer 2005 vun der Weltbevölkerung vun de Vereenten Natiounen ervir. An dësem Bericht si se iwwerzeegt, datt sech d'Investissementen an d'Gendergläichheet an an d'reproduktiv Gesondheet exponentiell lounen an de sozialen an ekonomesche Prozess accélérierte mat engem laang laaschtenden Impakt op déi zukünftige Generatiounen.

Iwwert d'Jore beleeeën ëmmer erëm nei Studien, datt et kee bessert Mëttel gëtt, fir géint d'Aarmut unzékämpfen, wéi d'Gläichberechtigung téschent Mann a Fra. Et gëtt keng besser Politik, fir d'wirtschaftlech Produktivitéit an den Entwécklungslänner an d'Luucht ze schrauwen. An et gëtt och kee bessert Mëttel, fir d'Gesondheet ze förderen an d'Stierfäll bei de Kanner a bei de Mammen erfzesetzen. De jährleche Rapport vun der Weltbevölkerung vun de Vereenten Natiounen bestätegt, datt d'Inégalitéit téschent Mann a Fra e wichtege Charakterzuch vun der heiteger Gesellschaft bleift. D'Netunerkennung vun der Aarbecht vun de Fraen ass nach vill ze vill oft un der Dagesuerdnung.

(Interruption)

Ah! Et ass mäin Handy. Entschëllegt!

Virun allem an den afrikanesche Länner...

(Hilarité)

Entschëllegt, Här President. Ech hat geduecht ech hätt en op lautlos gestallt.

M. le Président. - Et war net schlëmm, Madame Arendt. Et mécht kaum esou vill Kaméidi wéi d'Geraschels vun den Zeitungen.

(Hilarité)

Sou, Dir kënnst weiderfuere. Fuert Dir weider, Madame Arendt!

Mme Nancy Arendt (CSV). - D'Netunerkennung vun der Aarbecht vun de Fraen ass nach vill ze vill oft un der Dagesuerdnung. Virun allem an den afrikanesche Länner spillt d'Fra eng zentral Roll am ländleche Milieu, well et d'Frae sinn, déi verantwortabel si fir 60 bis 80% vun der Ernährungsproduktioun. Vill Länner verbidde hinnen nach ëmmer vill Rechter, an dobäi si si et awer, déi méi eng grouss Tendenz hunn, fir vill méi e grouse Prozentsaz vun hirem Gewinn erëm an d'Kanner an an d'Famill ze reinvestéieren.

A ville Regione gëtt et nach Restriktiounen wat d'Fraerechter ubelaangt fir eppes ze besëtzen oder Besëtze ze ierwen, souguer wann hir Männer stierwen. Oft hu se kee Recht, eng Schold opzehuelen oder kënnen emol net an déi Felder investéieren, an deene si selwer all Dag schaffen.

D'Sammele vu Brennholz an d'Waassercorvée sinn hir Aufgaben, a vill Meedercher si stonnelaang, bis zu 800 Stonnen am Joer - dat ass méi wéi ee Mount am Joer -, ënnerwee, fir proppert Waasser sichen ze goen, a kënnen esou net an d'Schoul. An d'Education ass awer de Schlëssel zu allen Ziler an der Entwécklungspolitik an och an der Realiséierung vun de Millennium Goals.

Dofir ass dee Projet, dee mer bei der Unicef ënnerstëtzen, a wou d'Hindernisser identifizéiert ginn, déi de Meedercher am Wee stinn, fir kënnen an d'Schoul ze goen, a versicht gëtt, dëst ze iwwerwannen, vu grousser Wichtigkeet.

D'Millenniumsobjektiver gesinn och d'Eliminatioun vun den Inégalitéiten am Genre an der Éducation primaire vir.

De Gender Gap an der Education bréngt mat sech, datt zum Beispill 600 Milliounen Fraen hautdësdags Analphabete sinn, géint 320 Milliounen Männer. D'Unicef huet an dësem Beräich 25 Länner selektéiert, déi dee gréisste Risiko lafen, hei net d'Millennium Goals kënnen ze erfüllen, a realiséiert hei en accélérierte Programm. Véier vun dësen Länner sinn och eis Zillänner.

Et ass awer och emol richteg ze weisen, wat an deene Länner geschitt, déi enorm Fortschreitter an dëser Hisiicht opzeweisen hunn, well se an den Gender Gap an der Education investéiert hunn.

Sou huet zum Beispill den ostasieschen Deel dat sou genannten ekonomesche Wonner téschent de Joren 1965 an 1990 ervirbruecht. Hei sinn d'Meedercher grad sou wéi d'Jongen an d'Schoul geschéckt ginn, si hu geléiert, sech fräi ze entscheeden, a konnte sech d'Fäegkeeten uneegnen, wéi een e fräien an informéierte Choix ka maachen. D'Resultat heivunwar war, datt se sech méi spéit bestuet hunn, manner Kanner kritt hunn an den Zougang zum Aarbechtsmarché fonnt hunn. A grad dës Participatioun vun de Fraen um Aarbechtsmaart huet de Länner gehollef, sech wirtschaftlech weiderzuentwéckelen.

Och déi reproduktiv Gesondheet ass e Moosstab, mat deem sech Gläichbehandlung einfach moosse léisst. An dësem Beräich sinn d'En-

nerscheeder téschent deenen aarme Länner an deene räiche besonnesch opfälleg, well 99% vun de Fraen, déi bei der Gebuert stierwen, liewen um afrikanesche Kontinent. All Minutt stierft eng Fra un de Komplikatioun während der Schwangerschaft an 20 anerer erleide schwéier Verletzungen oder gesondheetlech Schied. Wann eng Mamm bei der Gebuert vun hirem Kand stierft, sinn d'Iwwerliewenschancë vun hirem Kand selbstverständlech minim an esou engem Land.

Mat der Vermeidung vun ongewollte Schwangerschaften duerch besseren Zougang zur Familljeplanung kéinten 20 bis 35% vun alle Fäll vun der Mammestierflechkeet verhënnert ginn a méi wéi 100.000 Mammen al Joers gerett ginn. Hei sinn ech besonnesch stolz drop, datt eis Kooperatioun eng ganz Partie vu Projeten an dësem Beräich ënnerstëtzt. A bei engem vun dësen Projete geet et doréms ze versichen, de Kanner e gudden Start an d'Liewen ze erméiglechen.

Besonnesch gëtt drop opgepasst, datt d'Schwangerschaften an d'Entbindung gutt verlafen, datt d'Ernährung de Besoine vun de Kanner entsprécht an datt si an engem gesonden Ëmfeld grouss ginn an och den Zougang zur Hygiène hunn. Et muss een allerdéngs feststellen, datt a verschiddene Länner d'Mammestierflechkeet nach extrem héich ass a besonnesch an deene leschte véier Joer staark an d'Luucht gaangen ass. Ech hoffe wierklech, datt mir eis och an Zukunft wäerte weider an esou Projeten engagéieren.

E weidere Projet, dee mir an der Zukunft ënnerstëtzen, ass deen, dee sech drop konzentréiert, fir géint d'Fistule virzegoen; eng heimtückesche Krankheet, vun där virun allem jonk Meedercher, déi immens fréi Kanner kréien, befall sinn, a wou se dann oft aus der Gemeinschaft a souguer vun hire Familljen ausgeschloss ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Aids gëtt och ëmmer méi eng Fraekrankheet. Den Aids huet en anert Gesicht kritt. Wann an den 80er Jore virun allem d'Männer heivunwar betraff waren, sou sinn et elo virun allem déi jonk Fraen. Dräi Véierel vun allen HIV-Transmissiounen erfolgen duerch sexuell Iwwerdroungen téschent Männer a Fraen an a ville Fäll vun dem Mann op d'Fra. An dësem Domän ass eis Kooperatioun och ganz aktiv an huet aus dem Kampf géint den Aids eng vu senge Prioritéite gemaach.

Ënnert deene ville Projeten, déi mir hei ënnerstëtzen, wollt ech just dee vun der ONUSIDA ervirhiewen, an zwar dee vun der „Global coalition on women and AIDS“, dee sech ebe global op allen Niveaue mat der Problematik vun de Fraen an de Meedercher mat Aids beschäftegt.

Obwuel dës Infektioun jo vermeidbar ass, ass d'Fäegkeet vun der Fra, sech heigéint ze schützen, oft relativ kleng. Grënn gëtt et der vill. Sief et duerch déi ongläich Entscheedungsmuecht, duerch geschlechtsspezifesch Gewalt oder duerch wirtschaftlech Unsécherheet, verbonne mat engem limitéierten Zougang zur Bildung, sinn et d'Fraen, déi am weingsten à même sinn, fir sech géint dës Infektioun ze schützen.

Bei menger Visite am Ruanda hat ech d'Chance, fir méi vertraut ze gi mat engem vun eise Projete géint den Aids, dee Lux-Development ënnert der Leedung vum Christine Oms am Ruanda realiséiert, an Zesummenaarbecht mam Dr. Arendt aus dem Centre hospitalier. Hei gi schwanger Frae mat antiretroviralen Traitementen betreit, an et gëtt gekuckt, datt de Virus sech esou mann wéi méiglech op hir Bëbeeën iwwerdréit. Hei gëtt et enorm Fortschreitter ze mellen, well d'Transmissioun vun der Mamm op hiert Kand si vun iwwer 30% op nëmme 8% erfogefall.

Här President, et géif mer schwéier falen, dëst Kapitel vun de Fraen ofzeschliessen, ier ech d'Gewalt géint Fraen géif uschwätzen. Och hei kennt d'genderbaséiert Gewalt keng Grenzen, weder ekonomesch, sozial oder geographesch.

Am Rapport vun der Weltbevölkerung vun de Vereenten Natiounen kënnen mer liesen, datt weltwäit eng vun dräi Fraen op déi eng oder aner Aart a Weis sexuell méssbraucht gëtt. Dëse Méssbrauch gëtt meeschtens vun engem Familljemember oder engem Bekannten ausgeübt.

Am 21. Jorhonnert fuerdert d'Gewalt géint Fraen a Meedercher téschent 15 a 44 Joer méi Opfer wéi de Kriib! Wat déngen international a regional Konventiounen, wann déi Rechter vun de Fraen net agehale ginn?

Fraen a Kanner ginn nach ëmmer a ville Länner géint hire Wëlle bestuet; Gewalt, Eiermord, Vergewaltigung, Zwangsprostitutioun, Sklaverei, Verstümmelung bis hin zur totaler Beschneidung toleréiert.

Här President, et gëtt geschat, datt bis zu 800.000 Fraen am Joer - an net nëmme Fraen, mä ëmmer méi Meedercher - Opfer vun Zwangsprostitutioun sinn. Déi meescht kommen aus Entwécklungslänner, aus Latäinamerika, Subsahara-Afrika, Asien an och Osteuropa. A Moldawien verschwannen, enger franséischer Studie no, ongeféier 30% vun de Fraen a Meedercher téschent 18 a 25 Joer einfach esou. Et freet mech perséinlech onheemlech ze héieren, datt d'Europäesch Kommissioun endlech d'Gesetzter vun der Prostitutioun ënnert d'Lupp wëllt huelen, déi de Mënschenhandel beaflossen.

Niewent Preventioun an Opferschutzmoosname wéi awer och d'Strofverfolgung vun de Mënschenhändler, gehéiert och zu eisen Aufgaben, d'Strofverfolgung vun deenejéinege virzeknäppen, déi den Déngscht vun esou engem Mënschenhandel, virun allem bei Mannerjähregen, an Usproch huelen.

Här President, d'lescht Joer war ech a menger Ried ausféierlech op d'Beschneidung vun de Fraen an de Meedercher agaangen, an ech wollt an dësem Zesammenhang just eisem Minister nach eng Kéier villmoos Merci soe fir seng detailléiert Äntwert op meng Question parlementaire, déi ech vun him heiriwwer kritt hunn an déi mech hoffe léisst, datt an dësem Beräich eng intensiv Oplärungs- a Sensibiliséierungsarbecht am Mali weider geleescht gëtt, fir datt mir dach nach eng Kéier dës brutal Traditionen ofgeschwächt kréien.

Fir d'Madame Venemann, d'Directrice générale vun der Unicef, spillt d'Ofschafung vun dëser geféierlecher Praktik och eng Roll fir d'Millenniumsobjektiver ze realiséieren. Si huet bei der 4. Journée mondiale vun der „Nulltoleranz bei genitale Mutilatiounen“ gesot, datt een an dësem Beräich engem Duerchbroch no stéing: «Nous sommes à un tournant de l'histoire alors que s'enclenche un mouvement véritablement positif qui nous concerne tous. Les méthodes les plus efficaces pour lutter contre cette pratique n'ont pas été de punir ceux qui la perpétuent, mais de proposer et de soutenir un choix sain...». An dat ass genau dat, wat mir gemaach hunn, an et freet mech ze héieren, datt mir eis elo schonn an enger zweeter Phas vun engem Programm befannen, déi an dës Richtung weidergeet.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass a mengen Ae vu grousser Wichtigkeet, déi negativ Konsequenze vun de Bräich a vun den Traditionen, déi a ville Kulturen nach déif verankert sinn, unzegoen. Wat bréngt et de Fraen, eng Bildung ze hunn, awer kee Recht op bezuelten Aarbecht? Wat bréngt et, Schoulen ze bauen, wann d'Traditioun de Meedercher verbitt, eleng virun d'Dier ze goen? A wat bréngen och Mi-

krokreditter, wann d'Frae kee Land kënnen besetzen?

Och wann et jo gutt an extrem wichtig ass, datt mir Schoulen a Kliniken finanzéieren - dat zweifelt jo keen un -, bréngt et net dat, wat mir eis erhoffen, wann zur nämlecher Zäit d'Gesetzer an d'Traditiounen an deene verschiddenen Empfängerlänner net evoluéieren. De Succès vun de Reformen, awer och dee vun de Millenniumsobjektiver, hängt zum groussen Deel vum Wëlle vun deenen eenzelne Regierungen an den Empfängerlänner of. Et ass un hinnen, d'Gesetzer esou ze gestalten, datt der Entwécklung vun hirem Land näischt am Wee steet, an et gehéiert zu eisen Aufgaben, zesumme mat hinnen d'est ëmzesetzen.

Dir Dammen an Dir Hären, en anere wichtige Domän vun eiser Kooperationspolitik ass d'Entwécklungshëllef zu Gonschte vun de Kanner. Obwuel déi meescht Länner d'Norme fir de Schutz vun de Kanner adoptéiert hunn, weist de Rapport vun der Unicef fir d'Joer 2005 drop hin, datt d'Halbschent vun de Kanner op der ganzer Welt ënner Aarmut, bewaffnete Konflikter oder dem Aids leiden. Eng Milliard Kanner si forcéiert, op eng gesond a protégéiert Kandheet ze verzichten. Hei leie fir mech déi gréissten Erausforderungen.

Wat d'Entwécklungshëllef fir d'Kanner ubelaangt, wollt ech virun allem een Aspekt uschwätzen, deen aus dem Rapport „Zur Situation der Kinder in der Welt“ ervirstécht. Hei geet et ëm déi honnerte Milliounen vu Kanner, déi op déi eng oder aner Aart a Weis onsichtbar si fir déi international Communautéit.

Kanner, déi vun hire Regierungen emol net wouergeholl ginn: Si existéieren net a liewen ouni Gebuertschäin. No neien Estimatiounen vun der Unicef sinn an der Moyenne 55% vun de Gebuerten an den Entwécklungslänner - China erausgeholl - net deklaréiert. Eng Proportiou, jo, déi 65% erreecht fir Afrika südlech vun der Sahara. 65%! All Joer ginn 48 Milliounen Neigebuerener net gemellt. Dës Kanner verschwannen, wann hir Existenz net festgehal gëtt a se net offiziell vum Stat unerkannt ginn. Si hu keen Accès zur Bildung a keen Accès zur Gesondheet.

De Gebuertsakt ass noutwendeg fir vun der Sécurité sociale enregistriert ze ginn. Souguer wann d'Länner sech mussen drun halen, fir Mechanismen anzusetzen, datt all Gebuert muss enregistriert ginn, ass dat net de Fall. All Kand huet e Recht drop, eng offiziell Identitéit ze hunn an enregistriert ze ginn, wann et gebuer gëtt. An der Konventioun fir d'Kannerrechter steet ganz kloer geschriwwen, datt all Stat muss assureieren, datt dës Rechter agehale ginn. Esou kann een nämlech alles mat hinne maachen, a si gi ganz schnell Opfer vu Gewalt, Mënschenhandel, Krich a sexuellen Ausbeutungen.

Zum Beispill hu mer all Joer 8,4 Milliounen Kanner, déi deene schlëmmste Forme vu Kannerarbecht exposéiert sinn, Prostitutioun mat abegraff. Ongeféier zwou Milliounen Kanner ginn an der Sexindustrie fir kommerziell Zwecker ausgebeut a si regelméisseg sexueller a physischer Gewalt ausgesetzt oder ginn zu anere Kannerarbechte gezwongen. Weltwäit schätze se ronderëm 300.000 Kanner, déi als Zaldote mussen ageieren, Minne leeën, Spiounen déngen a gedrillt gi fir Leit an de Krisegebiddere ëmzebréngen.

Ech wollt just, wat dës Problematik ubelaangt, e puer Pisten undeiten, wou et a mengen Ae wichtig wär, deenen an der Zukunft méi geziilt nozegoen, fir de Kanner hir Rechter ze verbesseren an ze verteidegen an deenen Exposéiertsten ënner hinnen nach besser entgéintzekommen. Et ass wichtig, datt mer weider no Systemer sichen, déi eis erlaben, d'Ursaachen an d'Heefegkeete vu schlechter Behandlung

vun de Kanner nach besser ze duerchlichten, fir ze wëssen, wéi mer konkret eng méi effikass Hëllef kënnen leeschten.

Et gëtt oft dorop higewisen, datt et och zum Deel un der Onfäegkeet vu ville Regierungen läit, fir d'Norme vun der Konventioun vun 1989 iwwert d'Kannerrechter ze respekéieren. Duerfir ass et wichtig, datt mer d'Empfängerlänner méi incitéieren, fir datt si hir Engagementer um internationalen Plang an hirem nationale Recht konsequent applizéieren. D'Gesetzer géint d'Autere vun de Verbrische géint d'Kanner mussen systematesch applizéiert ginn an och, a mengen Aen, verschäerft ginn. D'Empfängerlänner solle motivéiert ginn, fir Budgeten ze adoptéieren, déi op d'Bedürfnisse vun der Kand opgebaut sinn, an d'Institutiounen, déi fir d'Kanner zoustänneg sinn, solle gestärkt ginn.

Ech géif op dëser Plaz gären de Projet ervirhiewen, dee mer mat der ONG „Transparency International“ am Mali ënnerstëtzen, wou e Médiateur vun der Republik agesat gëtt. Dëst ass a mengen Aen eng fantastesch Iddi, déi een och op anere Plaze kéint envisagéieren, fir datt och d'Rechter vun de Kanner a vun de Fraen op dës Plaze besser respekéiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ier ech zum Schluss kommen, wollt ech nach e puer Iddien opwerfen, déi ech flott an ënnerstëtzenswäert fannen, an déi dee sou genannte „CNN Effect“, vun deem eise Minister schwätzt, a Bewegung halen.

D'Influenz vun de Medien op d'Leit ass enorm, an et ass fundamental, datt si dës Influenz notzen, fir d'Leit dobausséieren an d'Aarmut ze sensibiliséieren. Ech mengen, et brauch ee just d'Beispill vum Tsunami ze huelen, wou d'Televisioun et fäerdeg bruecht huet, massiv international Hëllef a Bewegung ze setzen. Och bei eis solle sech d'Medien nach méi konsequent dofir asetzen, d'Leit dobausséieren op deen alldeeglechen a geräuschlosen Tsunami opmierksam ze maachen, deen um afrikanesche Kontinent stattfënt.

Ech kéint mer virstellen, datt eis Press eng Millenniumscampagne kéint starten, während där mir a regelméisseg Ofstänn e Bericht an der Zeitung géife fannen, deen iwwer ee Millenniumsobjektiv géif handelen, mam Objektiv, d'Leit heifir méi ze sensibiliséieren. Eng aner Iddi, déi ech an enger auslännescher Zeitung gesinn hunn, war déi fir eng Weltsäit ze illustréieren, wou een eemol an der Woch mat flotter Biller am Stil vun enger Weltwiederkaart kéint weisen, mat deenen akute Gebiddere vun Noutstandssituatiounen, déi duerch Ëmweltkatastrophe geschitt sinn, esou datt jidderee sech eppes Konkretes heirënnere kéint virstellen.

Ech kéint mer awer och all Dag e kleng Saz virstellen, wou een op déi international Deeg dobausséieren opmierksam mécht an a just e puer Wieder d'Bedeutung vun dësem Dag dann erkläert. Esou wëssen zum Beispill déi meeschte Leit, datt den 8. März den Dag vun de Fraen ass, well dat an der Press am Detail bericht ginn ass. Mä wie weess dobausséieren, datt den 13. Februar den Dag vun de Kannerzaldoten ass, oder wie weess, datt de 25. März den Dag vun de Mënschenhandel ass? Dat wär op alle Fall eng flott Iddi, fir op déi néideg Situatioun an déi, déi d'ganze Welt beréiert, opmierksam ze maachen.

Eng Iddi fir eis Regierung wär vläicht déi, fir e ganz Joer der Aarmut an der Welt ze widmen. Dat kéint een zum Beispill „The Year of Saving the World“ nennen. Während dësem Joer kéinten all méiglech Aktiounen gestart ginn, wéi Concerten an Theaterstécker, zu Gonschte vun der Aarmut. Hei kéint ee jo kucken, fir deen een oder anere Star, dee sech géint d'Aarmut an der Welt engagéiert, ze invitieren. Ech erënnere just

kuerz un dem Bob Geldof säi phänomenalen „Live Aid Concert“, dee mat senger Iddi a mat sengem Engagement fir déi Drëtt Welt honnerte vun dausende Leit fir dësen Zweck d'lescht Joer mobiliséiert krut. Säin Engagement, wéi dat vun anere Stären, gëtt zum Virbild vu ville Leit. Wann esou Aktiounen an der Press oder vun der Regierung flott opgezu ginn, saturéieren déi d'Leit och net dobausséieren, an et huet ee mat senger Sensibilisatioun en onheemlechen Effekt erreecht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir ofzeschlësse wollt ech just kuerz op meng Rees an de Ruanda ze schwätze kommen, wou ech virun zwee Méint d'Chance hat, op eng Invitatioun vun der Weltbank hin, dohinner ze goen. E Land, wat mech déif markéiert huet!

De Génocide am Joer 1994 a seng Konsequenzen hunn iwwer eng Millioun Opfer gefuerdert an an nëmmen 100 Deeg eng ganz Generatioun vu Leit ewechradéiert. Et feelt u Leit un allen Ecken an Enn, grad elo, wou dëst zerstéiert Land amgaangen ass ze probéieren, sech erëm opzebauen. Fir just emol ee Beispill ze nennen: Et fënt een do een Dokter op 50.000 Leit.

D'Elteren hunn hir Kanner verluer an d'Kanner hir Elteren. An niewent Honger a Krankheet, sinn d'Kanner markéiert vu schreckleche Biller. Biller, déi si wahrscheinlech ni méi an hirem Liewe wäerte vergiessen. Mä dach sinn d'Leit voller Hoffnung, eng Hoffnung, déi sech duerch hir politesch Stabilitéit an hir Projete rechtfertige léisst.

A mengen Ae gehéiert et zu eisen dränglechsten Aufgaben, fir no Mëttelen ze sichen, fir deene Länner nach besser ënnerstëtzen d'Äerm ze gräifen, déi no Zivilkriecher oder aner Konflikter komplett zerstéiert goufen. Well besonnesch fir dës Länner ass et ganz schwéier, nees Fouss ze faassen an d'Entwécklung weiderzedreien. Grad fir dës Länner ass et och immens schwéier, fir d'Millenniumsobjektiver weiderzebréngen, well ëmmerhin néng vun zéng vun dëse Länner befanne sech ganz ënnen um Klassement vum Indice de développement humain - vum PNUD.

Doriwwer ewech mussen mer Länner, wéi dem Ruanda, hëllef, de Friden ze befestegen, d'Korruptioun ze bekämpfen an hinne weisen, datt d'Anhale vun de Mënscherechter, der Bonne gouvernance, der Sécherheit an der Demokratie d'Schlësselpositiounen sinn, fir sech ze entwéckelen.

An dësem Kontext war ech beandrockt, wéi d'Experte vun der Weltbank erzielt hunn, datt grad am Ruanda 90% vun den investéierte Suen tatsächlech och an d'Projeten erafléissen.

A well de Ruanda am Klassement vun der PNUD op der 159. Plaz läit, a well d'Land vun den 1.000 Hiwwelen e klengt Land ass, wou mer relativ schnell e groussen Impakt kéinten hunn, a well Dir, Här Minister, scho gëschter gesot hutt, datt mir an deem engen oder aneren Zilland e grouss Succès ze verzechnen hunn, wou ee vläicht no enger Period zréckschraue kéint, wollt ech de Minister froen, ob de Ruanda eng Kéier d'Chance kéint kréien, och en Zilland vun eiser Politik ze ginn? A wann, wéini?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ginn ongeféier 135 Milliarde gebraucht bis 2006, steigend bis 195 Milliarde bis 2015, fir d'Millenniumsziler ze erfëllen. Et gëtt geschat - an ech weess, den Här Minister hat dat gëschter ausféierlech zum Ausdruck bruecht -, datt et ouni d'Hëllef vu Militär - virun allem wéinst den humanitäre Katastrophen - net méiglech ge-

wiescht wär, esou schnell ze hëllef. A mir wësse jo och, wéi deier esou en eenzelnen Helikopter kascht, deen direkt an d'Krisegebiddere starte kann, fir dat Noutwendegst op geféierlech Plazen ze kréien.

Mä trotzdeem schéngt mer dach am Verglach de globale Budget fir d'Militär - eng Trillioun Dollare weltwäit, dat sinn 1.000 Milliarden - extrem héich. Dann huet ee wierklech d'Tendenz fir sech ze froen,...

(Coups de cloche de la Présidence)

■ **M. le Président.** - Madame Arendt, wann Der ee Moment erlaabt.

2. Accueil de M. Sali Berisha, Premier Ministre de la République d'Albanie, accompagné d'une délégation

Mesdames, Messieurs, chers collègues, permettez-moi d'interrompre brièvement les discussions sur la politique de coopération du Gouvernement pour accueillir Son Excellence Monsieur Sali Berisha, Premier Ministre de la République d'Albanie, et les membres de la délégation qui l'accompagne pendant sa visite officielle au Luxembourg.

(Applaudissements)

Monsieur le Premier Ministre, au nom de nous tous, je vous souhaite une cordiale bienvenue à la Chambre des Députés et vous assure de l'honneur que nous éprouvons de recevoir le Premier Ministre de la République d'Albanie.

Persuadé que votre visite ne manquera pas d'intensifier à tous les niveaux les relations qui existent entre notre pays et le vôtre, je vous souhaite un agréable et fructueux séjour au Luxembourg. Merci.

Voilà, Madame Arendt. Da kënt Dir weiderfuere mat Ärer Intervention.

3. Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire (suite)

■ **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Merci, Här President.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Dann huet ee wierklech d'Tendenz sech ze froen, ob esou vill Suen an dës Budget fléisse mussen. Mä déi Tendenz huet ee bei ville Sujeten. Den UN-Hëllefskoordinator Jan Egeland - Här Minister, Dir hat hien och gëschter zitéiert - huet drop opmierksam gemaach, datt d'Europäer all Joer fir zéng Milliarde Glacen iessen an d'Amikaner all Joer 35 Milliarde fir hir Hausdéieren ausginn.

Da schéngt et mer wierklech keng iwwerdréiwene Zomm ze sinn, déi mer brauchen, fir eng méi gerecht a besser Welt, a bestëmmt schnell realisierbar, wann all entwéckelt oder industrialiséiert Land op deen nämleche Wee geet, nämlech dee vun den 0,7%. Mir schwätze jo hei net vu 7%, da bleiwen also nach ëmmer 99% fir a säin eegent Land ze investéieren, wéi e Vertrieeder vum Cercle vun den ONGen dat richtegerweis bei eis an der Kommissioun gesot huet. Dat misst an d'äerft keng Onméiglechkeet si fir déi, deenen et e gutt Stéck besser geet wéi deenen aneren.

Ech soen Iech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Arendt. Als nächste Riedner ass den Här Charles Goerens ageschriwwen. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert, wann ech gelift.

■ **M. Charles Goerens (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Débat iwwert d'Koope-

ratioun ass wéi all Joer d'Geleeënheet fir de Punkt ze maachen iwwert dat, wat am vergaangene Joer op deem Gebitt passéiert ass, an och an engems en Ausbléck ze maachen op dat Joer duerno.

D'Joer 2005 war e beweegend Joer. Et war déi éischt sechs Méint vun der Présidence vu Lëtzebuerg markéiert, an an där Hisiicht sinn och eng Partie ganz bedeiend Resultater ze vermelden; ënner anere d'Entscheidung fir op 0,7% eropzegoen an der ganzer Europäescher Unioun, wat d'öffentlech Zouwendung fir d'Kooperationspolitik ubelaangt.

Et sinn ewell véier Länner op deem Niveau an der Europäescher Unioun - Holland, Dänemark, Schweden a Lëtzebuerg -, an eng Partie aner Länner hu schonn d'Entscheidung geholl gehat virun deem Beschluss vun de 25.

Wat bedeiend ass, dat ass, datt och déi nei Länner, déi an d'Europäesch Unioun erakomm sinn, bereet sinn, en Effort ze maachen. Si ginn zwar net esou wäit wéi déi 15 al EU-Staten, mä ëmmerhi gi se och progressiv mat hirer Hëllef an d'Luucht fir ongeféier op d'Halbschent vun deem Zil ze kommen, wat déi aner maachen.

Dat ass wichtig an deem Sënn, datt et mat Kohärenz vun der Politik ze dinn huet, well d'Lëtzebuerger Kooperationspolitik, déi jo noweisbar mat wéinegen - fir net ze soen iwwerhaapt kengen - Hannergedanken auskënn, ass interesséiert drun, datt dat, wat se leescht, an hiert Wierken och am Kader vun dem internationalen Effort eng Hiewelwierkung huet, an datt déi Efforten, déi dat eent Land mécht, wat intelligent schafft, net widdergesprach respektiv neutraliséiert ginn duerch dat, wat anerer falsch maache respektiv net maachen.

Am Ufank vu menger Interventioun wollt ech och dem Minister fir déi réusséiert Présidence - «Parcours sans faute» - an och fir dat, wat gemaach ginn ass am ganze Joer, Merci soen. An ech wëll an deem Merci ausdrécklech seng Mataarbechter aschléissen, déi et och fäerdeg bruecht hunn, iwwert d'Joren där ganzer Démarche e wëssenschaftlechen Ënnerbau ze ginn, an och eisen Aussestelle vun dem Ministère des Affaires étrangères, gradsou wéi och den Aussestelle vun der Kooperationspolitik - an dozou gehéiere selbstverständlech och d'Leit vu Lux-Development. Ech wëll och den ONGen e Kompliment maache fir dat, wat si dobausséieren an der Welt maachen am Beräich vun der Kooperationshëllef an och heiheim a puncto Sensibilisatioun.

Mir hunn et also mat engem global gesi positive Resultat ze dinn. Dat huet domat ze dinn, well mer déi richteg Leit hunn, well mer déi richteg Moyenen och a genügendem Ausmooss asetzen, an et huet och domat ze dinn, well déi Kooperationspolitik gedroe gëtt vun engem breeden Deel vun eiser Bevëlkerung. Et huet ee jiddefalls am leschte Joer keng nennenswäert Kritiken héieren, grad ewéi an de Jore virun. Dat ass ze begréissen, a wann een den Effort wëllt nohalte gestalten, da muss een och kucken, datt déi Akzeptanz bleift.

Duerfir wollt ech och begréissen, datt mer hei an der Chamber am Laf vun deene successiven Debatten iwwert d'Kooperationspolitik ëmmer erëm erneiert hunn, datt mer am Ufank op 0,7% kéimen, duerno dann op deenen 0,7% géinge bleiwen, a spéider och, datt mer géife gemeinsam deen 1% vun den öffentlechen Zouwendungen par rapport zum PIB ënnerstëtzen an och ustriewen.

Dat ass och gëschter an der Presentatioun vum Här Schiltz net a Fro gestallt ginn, an ech mengen et wier och gutt, wa mer haut alleguer als Spriecher dee Konsens géifen erneieren, quitte datt ee sech Zäit hält, fir un dat Resultat erunzekommen.

Mir sinn op engem Niveau, wou mer praktesch um Maximum ukomm sinn, a wat elo ze maachen ass, ass, wéi gesot, och aner Acteuren ze iwwerzeegen, datt se op dee Wee ginn.

Dat ass gemaach, an déi kënnen och vläicht vun eis léieren, wéi een dat an enger trotzdeem relativ kuerzer Zäit mécht. Dat huet mat Opbau vun Ministère ze dinn, mat Opbau vun den Ausstellen, mat enger ganzer Démarche, déi vun enger Approche fortgeet, wou am Ufank den Haapteffort an de Capitalé vum Pays donateur gemaach gouf, fir duerno op eng méi dezentraliséiert Form vun Entwécklungshëllef hinzekommen, wat jo och weiderefouert gëtt duerch d'Ouverture vun zwee neie Bürouen, wat mer och ausdrécklech begréissen. Dat ass e Wee, wou ee kann de Partenariat erneieren, wou de Partenariat och doduerch méi zum Ausdruck kënnt, well ee ganz no beim Partenaire, fir deen ee schafft a mat deem een zesummeschafft, ass. An dat wëlle mer och ausdrécklech virum ënnerstëtzen.

Elo kënnt een nach villes soen iwwert dat, wat gëschter hei gesot ginn ass, an ech mengen, et kann een dat am grouse Ganzen deelen. Meng Interventioun haut, déi ech net wëll ze laang halen, déi soll fir de Rescht vun där Zäit, déi mer zur Verfügung steet, haaptsächlech der Kohärenz vun de Politiken dengen.

Mir sinn a puncto Kohärenz doudsécher e Stéck weiderkomm duerch den Effort fir och aner derzou ze bewegen, sech endlech emol kohärent ze behuele vis-à-vis vun deene Versprechen, déi se viru ronn 40 Joer gemaach hunn, fir op déi 0,7% ze kommen. Deen Engagement ass elo geholl, an et muss een elo suivéieren, datt deen och agehal gëtt.

Et ass awer net déi eenzeg Manéier, wou d'Kohärenz oder d'Absence vu Kohärenz Froen opwerft. Een Deel vu menger Interventioun dréint ronderëm d'Kohärenz a puncto Sécherheet a Kooperatioun. Ech kënnt jo elo, wann dat a menger Natur léich, stëppelen a soen: Dir sidd elo viru kuerzem och nach Défense-Minister ginn. Wéi geet dat? A wéi verdréit dat sech mat Ärer Funktioun als Minister fir Kooperatioun?

(Hilarité)

Déi Froen hunn ech jo ëmmer gestallt kritt, a gëschter hu mer jo schonn eng Partie Elementer als Äntwert kritt op déi Fro. Wann een déi zwou Funktiounen mateneen assuméiert, huet ee vläicht eng méi héich Sensibilitéit fir domadder eens ze ginn, an et weess een emol virun allem, wat een net därerf maachen. An et erkennt ee ganz schnell, wéi wäit datt ee ka goen a wéi wäit datt een net därerf ze wäit goen.

Elo gëtt et - fir e praktescht Beispill ze huelen - dobaussen an der Welt eng Partie Géigenden, déi fuerderen déi politesch Responsabel, souwuel op deem enge Plang wéi och op deem aneren: um Plang vun der Défense wéi och um Plang vun der Action humanitaire. Do gëtt et Méiglechkeeten, fir zesummeschaffen, déi si ganz kleng, besonnesch wann et sech ëm eng Konfliktsituatioun handelt. An et gëtt effektiv eng Partie Situatiounen, do muss ee sech als politeschen Acteur, menge bescheidene Kenntniss no, méi zréckhalen.

Well, wann d'Humanitären net kënnen op den Terrain kommen, da muss iergendeen den Terrain preparéieren, datt se kënnen hir Aktiounen déployéieren. Dat si keng Humanitären, soss wier de Milieu vun den ONGen a vun der Société civile net ugewisen op Hëllef vun der Politik a vun de State respektiv vun der UNO, wa mer och wëllen hunn, datt mer déi Aktiounen dann an eng gewësse Kohärenz placéieren.

Do gëtt et also Humanitären, well wann d'ONGen nach net do sinn,

dann ass et heiansdo esou, datt d'Armée sech och op deem dote Plang ervirdinn. Dat gëtt natierlech ganz vill vun enger grousser a breeder Skepsis begleet, well dann hu mer duerno dans une situation donnée Humanitären an Uniform an Humanitären ouni Uniform. An Humanitären ouni Uniform, déi ginn dann oft a Konflikt bruecht mat deenen aneren. Si ginn associéiert mat deenen. Da gi se och mat aneren Ae betruucht, wéi wa se elo an hirem selbstlose Wierken ouni déi do Associatioun um Terrain wieren. Dat ass natierlech ëmmer e Problemfeld, an dat Besch, wat een do ka maachen, ass, wann ee matenee ka schwätzen.

Ech weess, datt souwuel d'Internationaal Rout Kräiz wéi och aner grouss humanitär an institutionell Acteuren en Intérêt hunn, datt jiddferee seng Aufgab mécht. Dat Besch, da fir ofzeschléissen, wat ee ka maachen, ass, datt jiddferee sech op seng spezifesch Missionen konzentréiert, déi assuméiert, an dat am Respekt vun enger Finalitéit, déi souwuel déi eng wéi déi aner hunn, nämlech datt d'Leit kënnen a Fräiheet duerno sech déployéieren. Ech sinn och iwwerzeegt, datt dat dem Minister Schiltz wäert geléngen.

En anert Feld, wou een natierlech no Kohärenz sicht, datt ass de ganze Beräich ronderëm de Welthandel. Mir waren zu e puer delegéiert gi vun der Chamber, fir déi Verhandlungen zu Hongkong ze suivéieren. A mir hunn do d'Méiglechkeete gehat, den Här Adam an ech, fir souwuel bei der offizieller Delegatioun enger Partie Eventer bäizewinnen, wéi och duerno bei der Union interparlementaire a bei de Milieu vun den ONGen matzediskutéieren a matzeberoden. Mir konnte just net mat énuméréieren, mä ëmmerhin ass et awer interessant, datt e Suivi parlementaire gemaach gëtt op breeder Front.

Elo gëtt et eng allgemeng einfach, simplistesche Approche fir ze soen: Den Handel mécht d'Länner méi räich. Et huet een och wéineg Argumenter fir dat do ze affirméieren. Effektiv, et sinn eng Partie Länner an Asien, déi sech enorm eropgeschafft hunn, ënner anerem doduerch, datt se um Welthandel participéiert hunn, datt se hir Länner konnte progressiv an d'Weltwirtschaft integréieren.

Dat ass Länner gelonge wéi China, dat haut souwuel nach Entwécklungsland ass, mä dat awer och schonn en héich industrialiséiert Land a verschiddene Beräicher ass. Dat ass haaptsächlech och bedéngt duerch intern Reformen, déi si gemaach hunn. Woubäi een awer och muss soen, datt do ganz vill Leit op der Streck bleiwen, well trotz kommunistescher a generéis Utopie, déi de Kommunismus duerstellt, huet de kleng Mann keng Verriedung do. Gewerkschaften sinn do verbueden. Dat muss ee kënnen soen.

En anert Land, wat relativ gutt am Kommen ass, dat ass de Vietnam. Dat muss ee begréissen. Duerch déi ganz Reformprozesser, déi ronderëm d'Terminologie „Doi Moi“ dréien, kënnt dat Land och progressiv erop. Da stellt ee sech natierlech d'Fro: Firwat fonctionnéiert dat do an deem Ausmooss net an Afrika?

Well Länner wéi Südkorea, déi och massiv profitéiert hu vun hirer Ouverture op d'Weltökonomie, déi hate viru 50 Joer e Produit intérieur brut, deen ongeféier esou héich war wéi dee vun der Côte d'Ivoire. Mir wëssen awer, wou haut d'Côte d'Ivoire steet respektiv datt se hanerzeg geet. A Länner wéi Südkorea, déi sinn haut a Spëtzenteknologié present a se loosse dann och do vu sech schwätzen. Noweisbar hu se genuch profitéiert.

Wat huet dat mat Kohärenz ze dinn? Mä et huet ganz vill mat Kohärenz ze dinn. Well engersäits hu mer eng Partie Acteuren, vun deene bal kee schwätzt, déi en enormt Gewicht hunn, déi sech aller

parlamentarescher Kontroll entzelen. Ech schwätzen do haaptsächlech vum Fonds monétaire international a vun der Banque mondiale. Anerersäits hu mer dann eng OMC, déi permanent am Kräizfeier vun der Kritik steet, well och si méi mediatiséiert gëtt no baussen, nottament an deene Phasen, wou wichteg Négociatiounen ustinn.

D'OMC huet och versicht, sech e bësse méi Kohärenz ze ginn - dat muss een objektiv unerkennen -, andeems datt se e Comité intégré op d'Bee gestallt huet, an deem Organisatiounen wéi d'UNCED, wéi de Fonds monétaire international an d'Banque mondiale vertruede sinn. Mä eng, déi awer enorm wichteg wier an déi och eng grouss Expertise kënn bréngen, ass net dran: Dat ass d'Organisation internationale du Travail. Déi war zwar present en marge vun de Réuniounen zu Hongkong. Hir Verrieder hunn och d'Wuert ergraff an der Réunioun, déi d'Parlementairen ënner sech haten.

Et vun hire Verrieder huet eng relativ flott Analys gemaach iwwert deen dote Phenomeen. En huet gesot: Wann een am Welthandel wëllt bestoen, da muss een natierlech e Risiko huelen. Et muss ee flexibel sinn, et muss ee sech permanent kënnen adaptéieren. A fir sech permanent kënnen ze adaptéieren, muss ee kënnen e Risiko huelen. A wann een elo an enger Situatioun ass, wou keng Marge do ass, fir e Risiko ze huelen, wou een also näischt huet, keng Regelwierker an och keng Mechanismen, fir d'Effete vun där brutaler Exposition an der Welteconomie ze atténuéieren respektiv ofzefiederer, jo, da gëtt kee Risiko geholl. An da kënnt déi Flexibilitéit net zu Dag.

An et ass dat précisément de Problem vun den Afrikaner. An do si mer matzen an der Problematik dran. Wat mécht ee Stat, deen dat do net ka maachen? Am Kloertext: Déi Länner missten am Fong eng Sécurité sociale hunn, fir déi opzefänken, déi am Fall vun enger gréisserer Panne e grouse Marché géinge verléiere respektiv kee neie géinge fannen. Jo, fir kënnen eng Sécurité sociale ze hunn, muss een och kënnen eppes hunn, fir dat ze finanzéieren. A fir dat kënnen ze finanzéieren, muss een och kënnen an d'Exportatiounen goen.

Wann een am Export näischt erreecht, da muss ee kucke wat een um Bannemaart erreecht. An um Bannemaart leeft gewéinlech net vill, et sief dann, e bëssen am Kader vun enger Économie informelle, wou Richessé generéiert ginn. Mä dat geet jiddefalls net duer, fir dann e kohärent System ze finanzéieren, an deem och eng Sécurité sociale do ass als Filet de sécurité, fir déi, déi am Fall wou se sech op de Welthandel riskéieren, échouéieren. Do si mer also, wéi gesot, am Kär vum Problem.

An ech mengen, do ass eng Entwécklungshëllef wéi déi Lëtzebuerger extrem pertinent, well se précisément hëllef emol déi Aufgaben assuméieren, zu deenen déi meescht aarm Länner net fäeg sinn. Elo kënnen mer, fir iwwert d'Kohärenz weiderzeschwätzen, nach d'Entscheidung beméien. An do komme mer an e Commentaire eran, deen ech mat engem laachenden a mat engem kräischenden A géing maachen.

Et ass prinzipiell gutt, datt um Sommet vu Gleneagles decidéiert ginn ass, fir ronn 40 Milliarden Dollar ze entschëlden, an zwar deenen Äermste vun deenen Aarmen - den „pays les moins avancés“ oder de PMAen, wéi mer soen. Et ass a sech positiv. Elo kann ee laang driwwer épiloguéieren a sech froen: Hätten déi esou vill Schold misse maachen? An ass all déi Schold, déi gemaach gëtt, och ef-

ektiv am Intérêt gewiescht vun de Leit?

Elo gëtt et zwou Méiglechkeeten. Een Deel vun der Schold war vläicht am Intérêt vun de Leit, mä wann een d'Auslandsschold vum Kongo kuckt, wéi de Mobutu nach President war, do gesäit een, datt säi Privatverméige méi grouss war wéi d'Auslandsschold. Also hunn d'Leit vun deem, wat de Kongo geléint krut, näischt gehat, well dee Regime archikorrupt war. Soll een dann elo de Kongolesen imposéieren, eng Schold zréckzebezuelen, vun där si ni eppes haten?

Et ass am Fong eng Démonstration par l'absurde, déi ech maachen, sou datt ech géing soen, ënner dem Stréch war et richtig, datt een den Effort gemaach huet a Richtung vun deene Länner. Mä - an do kënnt de Bémol awer an deem ganze Commentaire: Wie profitéiert elo vun deem ganze Scholdenerlooss? A wat ass d'Situatioun vun den „pays les moins avancés“ no deem Scholdenerlooss? Woubäi ech ënnerstellen, datt elo déi 40 Milliarden Dollar musse refinanzéiert ginn, well d'Weltbank mécht net einfach e Kräiz iwwert déi Schold. Déi räich Länner mussen elo dat bezuelen, wat déi aarm nogelooß kréien a wat déi net konnten zréckbezuelen.

Do musse mir also och een Deel bezuelen, obscho mir ni responsabel ware fir déi Schold. Déi Diskussioun ass och ni gefouert ginn. Ech wëll nëmme just soen, wa mer iwwer eng kohärent parlamentaresch Begleitung schwätzen, hätte mir am Fong och misse virum Juni driwwer gefrot ginn. Well do sinn e puer déck Leit, déi gi sech produzéieren op Gleneagles, an déi soen: Mir Grousszügeg losse Schold no! Si loosse sech emol net d'Fro stellen, firwat datt op esou eng irresponsabel Manéier geléint ginn ass. Mais toujours est-il, déi ginn d'Direktiounen. Also ass do e ganz simple Plädoyer fir méi parlamentaresch Kontroll.

Mä dat, wat nach ze soen ass dozou, datt ass, datt déi Schold, déi nogelooß gëtt an déi do zréckbezuelt gëtt, jo dann der Banque mondiale nei Moyene gëtt, an déi nei Moyene gi jo erëm eng Kéier geléint, well et ass jo eng Bank, an déi Bank, déi wäert viru léinen, déi wäert viru Kreditter gewähren. An dat, wat se virun u Kreditter gewährt, wou geet dat hin? Mä dat geet elo an déi Länner, déi eng besser Gouvernance hunn.

Do gëtt et erëm eng Kéier zwou Méiglechkeeten. Entweder déi Länner, déi zu den „pays les moins avancés“ gehéieren, gi sech déi Gouvernance, déi och d'Vertrauen erwächt vun der internationaler Communautéit an hir Kreditfäegkeet. Dat bedéngt allerdéngs, datt se amstand sinn, hir Fonction régaliene als Stat ze assuméieren. Dat ass éischer gesot wéi gemaach. Well duerfir muss een eng performant Administratioun hunn, an duerfir dierft een am Fong keng Korruptioun an den Administratiounen an an der Regierung hunn. Or, déi ass awer do, an déi kann een zum Deel verstoen.

Well mir kënnen eis dach emol d'Fro stellen heibannen, wa mir alleguer ongeféier 30 Dollar de Mount géinge verdéngen, ob mer net géinge versichen, awer iergendwéi op 50 oder op 100 Dollar ze kommen, fir kënnen weinstens eise Liewensënnerhalt ze finanzéieren. Dat ass eng Korruptioun, déi een net ka guttheeschen, mä et kann ee se iergendwéi verstoen, sichtlich erklären.

Ech schwätzen net vun der „Corruption des prédateurs“ à la Mobutu, déi sech carrément d'Richesse minière ënner den Nol rassen a fir de Rescht vun der Zäit d'Land erhéngere loosse. Dat do kann een iergendwéi verstoen, mä wann déi Länner awer net d'Chance kréien, aus deem Cercle vicieux erauszekommen, da si se definitiv verluer.

An duerfir ass dat, wat um Sommet vu Gleneagles decidéiert ginn ass, net ouni Bedenken, well et muss een oppassen, wat fir en Traitement datt deene Länner widderfiert, déi elo am Scholdenerlooss riskéieren, op der Streck ze bleiwen, well noweisbar mussen déi Länner nei Kreditter kréien.

An doraus kann ee sech och erëm eng Kéier een Advantage erausliese fir d'Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik. Mir sinn am Fong ëmmer gutt placéiert gewiescht, datt mer ëmmer op Doné gesat hunn an net op Préten - ce qu'on fait, on le fait de façon purement gratuite -, an dann huet ee jiddefalls net duerno sech dem Risiko ausgesat, datt déi Länner nach mussen eng Generatioun duerno bludden oder iergendwéi mussen d'Hand ophale goen, fir nach eng Kéier d'Scholden nogelooß ze kréien.

Also ech mengen, do ass bei all den Efforten, déi gemaach goufen a puncto héijer Kohärenz, nach eppes nozehuelen, an d'Europäesch Union wier gutt beroden, wa se dat do géing méi thematiséieren. Déi 25 Länner sinn am Fonds monétaire international an an der Weltbank, do si se jo an „constituencies“ organiséiert - ech mengen, mir sinn op siwen oder aacht, wann net néng verschidde Kreesser do verdeelt. Do ka keng kohärent europäesch Haltung erauskommen. A wann ee weess, datt d'Europäer do, wa se géifen a geballter, konzentréierter Form optrieden, eng Minorité de blocage hätten, da gesi mer zu wat fir enge Schrëtt an Avancéien datt mer an der Entwécklungspolitik fäeg wieren.

De Pascal Lamy huet am Kader vun engem Colloque iwwert d'Sécurité alimentaire, deen zu Lëtzebuerg während der Présidence gehale ginn ass, eppes gesot, wat ville Leit net kloer war a wat déi allermeescht iwwerhaupt net wossten. Hien huet gesot: D'OMC gëtt ëmmer accuséiert, si wier responsabel fir déi niddreg Liewensmëttelpräisser, Agrarpräisser an den Entwécklungslänner.

Do gëtt et zwou Theorien. Déi eng soen: Maacht d'Grenze komplett op, suppriméiert sämtlech Subventiounen, an da profitéieren déi Aarm dovunner. Mir wëssen awer och, datt ee muss pragmatesch a realistesch un d'Saachen erugeen, datt dat net vun haut op muer geet an datt dat och nëmme phaseweis an Négociatiounen kann erreecht ginn. De Pascal Lamy sot: Mä déi, déi am meeschten drop drängen, datt an Entwécklungslänner d'Präisser niddreg sinn, datt ass erëm eng Kéier d'Weltbank.

Huet iergendwann eng Kéier een am Parlament hei oder anerwärts héieren, wat fir een Impakt a wat fir eng Positionen datt d'Weltbank hëlt am Numm vun deenen eenzelne Länner? Also do si mer erëm eng Kéier gefuerdert, fir deene vill méi no op d'Fangeren ze klappen an déi méi enk ze suivéieren. Wa mer wëlle kohärent sinn a mir hätte gären, datt déi Suen, déi mer an d'Entwécklungshëllef investéieren, effektiv maximal zum Droe kommen, da musse mer déi do Froen thematiséieren.

Zum Schluss, Här President, wollt ech soen, datt mer och als Chamber bei där Kontrollfunctioun a bei där Impulsgeberfunctioun, déi mer hunn, och musse pedagogesch optrieden, souwuel vis-à-vis vun eise eegene Leit heibannen am Haus wéi och vun der Opinion publique dobaussen. Dat, wat mer maachen, muss Sënn maachen an et muss och no baussen erkennbar ginn, datt et Sënn mécht.

Mir musse kënnen mat Iwwerzeugung soen, datt dat, wat mer do maachen, emol éischtens aus reng humanitären an - nach vill méi nobel - aus humanistesche Grënn indispensable ass. Domat misst et am Fong schonn eriwuer sinn, well mir fänken och un eis zum Hals erauszehänken, wa mer all Kéiers musse soen: Et bréngt och eppes

fir eis. Loosse mer dach domadder ophalen!

Et sinn och aner Leit, déi eis a fréiere Phase vun eiser Geschicht hëllef kumm sinn, ouni datt dat hinnen direkt eppes selwer bruecht huet. Et misst een am Fong, wann een e Reliounscours oder e Cours de morale laïque suivéiert huet, kënnen aus humanistesche Grënn soen: Mir maachen dat, well et deenen einfach sauméisseg an dreckeg geet. Punkt. Fäerdeg.

Elo kann een awer, wann dat net duergeet - an ech fäerte ganz, et geet net duer fir den Effort nohaltig ze gestalten -, sech ëm eng Partie aner Argumenter beméien. Mir brauchen nëmme just déi aktuell Héngergrupp ze huelen, fir ze kucken, datt mer awer do wierklech mat Haut an Hoer och deem ausgliewwert sinn, wat an anere Géigende vun der Welt passéiert. An dat ass erëm eng Kéier e Beispill vu Kohärenz oder vun Inkohärenz.

D'Weltgesundheitsorganisatioun huet op dat gesat, wat mer kennen, dat, wat mer all Dag héieren. A wa mer eng Kéier d'Héngergrupp hei zu Lëtzebuerg hunn, da kënnen mer dat net méi nolauschten, well et eis dann esou zum Hals eraushänkt, well et ëmmer erëm gesot ginn ass: Mä d'FAO huet eng Approche gehat fir systematesch an den Entwécklungslänner, notament a China an am Vietnam, massiv ze impfen, an déi Approche hätt wesentlech manner kascht a si hätt vill méi bruecht.

Am Vietnam hu se et nawell gemaach, zum Deel mat Ënnerstëtzung, an och mat Ënnerstëtzung vu Lëtzebuerg Gelder; wat ze begrëissen ass. Si hunn et awer och aus ganz vill eegen Efforten hikritt, an déi hunn de Problem praktesch am Griff!

An Afrika si se elo amgaangen, och mat Hëllef vun eis - an ech fannen, dat ass absolut richtig, an do gesi mer, datt mer an enger Schicksalsgemeinschaft sinn, an déi mécht keen Halt virun de Grenzen tëschent „pays les moins avancés“, „pays émergents“, „pays du Nord“ an „pays riches“. Mir hunn do gemeinsam Intérëten, an dat ass zum Beispill eng Plage, déi mer gemeinsam müssen traitéieren.

Eng aner ass déi vun der Sécurité. An do hu mer esou vill Intérëten gemeinsam mat Afrika, datt een nëmme ka begrëissen, datt d'Europäesch Unioun ganz vill Efforten déployéiert huet an där Richtung; notament och fir den Effort de sécurité ze finanzéieren. Dat, wat an Afrika an deem Moment passéiert, ass Pionéierarbeit, déi am Fong un d'Débuté vun der Europäescher Unioun erënnert.

Sur le plan économique gëtt sech ganz staark inspiréiert vun deem wat um Niveau vun der Union européenne passéiert.

Sur le plan de la sécurité gëtt sech ganz staark inspiréiert vun deem wat passéiert um Niveau vum Conseil de Sécurité vun der UNO, mat Ausnahm vum Veto-Recht, wat net zréckbehale ginn ass.

An déi Valeuren, déi an de Basisdokumenter stinn, déi déi ganz Démarche sous-tendéiert, dat si Valeuren, déi ginn op 1789 zréck, dat si Valeuren, déi mëttlerweil eng Valeur universelle, eng Dimension universelle hunn; mir kënnen dat nëmme begrëissen.

Mir kënnen d'Afrikaner an deser Phas, an där dote Situatioun net eleng loossen, mir müssen deen Effort begleeden, mir müsse si virun ënnerstëtzen. A si brauche Resultater! Wëssend, datt si et selwer elo net packen, hu se awer am Darfour trotz allem eng Partie ganz gutt Aarbecht gemaach. Am Burundi ass et zu fréier Wahle komm, well si déi richtig Entscheedunge geholl hunn.

An ech mengen, och de Fait, datt an der Côte d'Ivoire konnt e Premierminister agesat ginn, deen als Kompensatioun geduecht war zum Report vum Délai vun de Wahlen

ënner afrikanescher Mediatioun, ass e Beispill, wat och d'Afrikaner sech kënnen un den Hutt spéngelen. Dat ass absolut positiv an et beweist och, datt d'Afrikaner, wa se d'Moyene kréien, amstand sinn, eppes Valables ze maachen, a mir därefer se an deem Effort wierklech net eleng loossen.

Dat Allerlescht, Här President, dat huet och mat Kohärenz ze dinn. Ech verrieden hei d'Demokratesch Partei, ech sinn e liberale Politiker, ech sinn also op fir en offene Welt-handel, fir eng fräi Konkurrenz, mä déi Konkurrenz muss och fair sinn. An et kann een net mam Commerce alles maachen, mä et kann ee villes guttmaachen, a wann dat Méttel eleng net gräift, da muss een och flankéiert Moosnamen ergräifen.

Well wann dat net esou wier a mam Handel kéint een alles maachen, dann hätte mer wahrscheinlech kee Problem vum Sida. Oder mengt Der, mir kéinten an de Malawi goen a mir kéinten deene Kanner, déi do hir Eltere verluer hunn, soen: Mä wann der e fräien Handel gehat hätt, dann hätt der d'Méiglechkeete gehat, fir dat doten ze verhënnere. Dat fonctionnéiert net esou.

Wann een do wëllt eng kohärent Approche hunn, da muss een zu e puer Idiote sinn, déi am Ufank un eppes gleewen an déi de Courage hunn, fir dat duerchzehalen. An der Lëtzebuerg Kooperatioun waren och e puer Idioten, déi am Ufank 2000 gegleefft hunn, datt ee kéint den Accès un d'Antirétroviraux bei de Sidas-Patienten erreichen. Et huet deemools ongeféier 50-mol méi kascht wéi haut.

An déi, déi gesot hunn: Et geet kleng un, a fir d'éischt kritt ee Patient e Medikament, en Antirétroviral, an duerno en zweeten an dann e fënneften, an da kommen der zéng, an op eemol sinn et der dausend an da sinn et der honnerttausend - am Fong wéi beim Penicillin, wat haut e Medikament ass, wat ronderëm de Globus praktesch fir all Mënsch accessibel ass -; déi, déi dorunner gegleefft hunn, hunn net op d'Fatalitéit gesat an hunn et net nëmme fäerdeg bruecht, datt eng Partie Leit kënnen hoffen, mä och datt a puncto Preventioun erëm méi Disponibilitéit do ass, fir sech testen ze loossen.

Well wou wär dann d'Bereitschaft vun engem, deen net weess, wéi säi Statut ass, ob en HIV-positiv ass oder net, wou wier dann den Intérêt vun enger Persoun an Afrika oder hei, fir sech testen ze loossen, wann en net wéisst, datt en duerno kéint gehollef kréien, seng Krankheet, kéim se eng Kéier zum Ausbroch, atténuéiert ze kréien?

Also, wann hei zu Lëtzebuerg een an der Situatioun wier, wou hien deen Accès net erméiglecht kréich, da géife mer alleguer op d'Strooss goen. Da loosse mer eis och net opregen, wa mer virun an deen doten Domän Gelder investéieren.

Loosse mer eis net opregen iwwer dat, wat an de leschte Joren an deem dote Beräich gemaach ginn ass, a loosse mer och vläicht hei eis Ënnerstëtzung zum Ausdrock bréngen, datt dat do, wat zu enger vun den nobelsten Aufgabe gehéiert, weiderefouert gëtt.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Err. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Lydie Err (LSAP).** - Här President, Här Minister, Dir Damen an Dir Hären, loosst mech fir d'éischt emol oder virop déi Komplimenter am Résumé erëmhuelen, déi hei schon ausgeschwat gi si vu mengem Virriedner, fir d'Performancen och an der Kooperatioun während der Lëtzebuerg Präsidence. Ech wollt och dem Nancy

Arendt Merci soen, dass hatt am Fong ee vu menge Feldzich hei matdréit, an dass ech am Fong kann iwwergoer mech ëm aner Saachen ze këmmere wéi déi speziell Aarmut vun de Fraen op der Welt. Wann ech et éischer gewosst hätt, hätt ech deen Deel nach méi kuerz gemaach, mä ech probéieren en elo ze résuméieren.

Ee Fënneftel vun der Mënschheet, Dir Damen an Dir Hären, gëtt all Dag ouni ze zécken zwee oder méi Euroen oder Dollaren aus fir e Cappuccino. En anere Fënneftel muss mat manner wéi der Halschent vun deem Präis iwwerliewen an enger Géigend, wou Waasser Luxus ass, wou et keng Dokter an keng Schoule gëtt a wou d'Kanner stierwen, well se keen Insekteschutz hunn.

2004 - dat ass jo dee Rapport, dee mer haut diskutéieren - ass Chrëschttag dee schrecklechen Tsunami passéiert, deen awer eppes Positives u sech hat, well et ass jo ni eppes gradsou schlecht, dass net eppes Guddes dobäi wier; deen huet d'international Solidaritéit ervirgeruff wéi bis elo nach keng Katastroph op der Welt. D'Sue si gefloss, a mir hoffen, dass se gradsou effikass investéiert ginn, wéi se bezuelt gi sinn.

Mä en aneren Tsunami geschitt am Fong all Dag, ouni dass en Hunn duerno kréit, ouni dass d'Medien dovunner schwätzen an ouni dass d'Mënschheet Bescheed weess, geschweigs dann ugemiesse reagiert. Esou stierwen all Stonn 1.200 Kanner op der Welt vun Aarmut, dat sinn der 28.000 den Dag an 864.000 am Mount. Dat heescht, all Mount stierwen esou vill Kanner, wéi beim Tsunami Leit ëmkommen sinn, ouni dass iergendeen eppes dergéint mécht.

Vill Ursache fir déi Tatsaache gëtt et sécherlech, an dat ass jo och sécherlech eng vun deenen Ursachen, firwat Lëtzebuerg probéiert huet an och weider probéiert, fir besonnesch op déi Konflikter anzegoen, wou d'Medié manner drop achséiert sinn, an ech mengen och, dass dat eng richtig Politik ass.

Vill Ursache gëtt et als Erklärung fir Aarmut: engersäits Geographie, Krich oder Friden, Waasser oder kee Waasser, good governance, mä och d'Ugehéiregkeet zum weibleche Sexe ass relevant an e grouse Risikofacteur fir an d'Aarmut ze falen.

D'Benodeelegungen, als Fra op d'Welt ze kommen, si besonnesch staark an Asien, wou zum Beispill iwwer Ofdreiwung dofir gesuergt gëtt, dass déi meeschte Kanner, déi op d'Welt kommen, Jonge sinn. Dat bréngt och mat sech, dass deemnächst an där Géigend, besonnesch an Asien, en Déficit démographique optrëtt, deen eis alleguerten nach wäert ze schafe maachen.

Et ass och eng Tatsaach, dass déi Kanner, déi bis fënnef Joer stierwen, 50% méi oft Meedercher si wéi Jongen. A wann d'Egalitéit wierklech assuréiert wier, da wieren eleng a Pakistan zwou Milliounen Kanner, dat heescht Meedercher, méi an de Schoulen.

Den Amartya Sen huet den Nobelpräis 1998 als Ekonomist kritt. Hie gëtt vill gelueft fir seng Aarbechten, wat den Indicateur de développement humain ubelaangt. Hie seet zënter 1991 - ouni dass dat iergendeppes mat sech bréngt -, dass op der Welt 100 Milliounen Frae feelen, déi eigentlech missten do sinn. Déi Fraen, déi feelen aus Ursachen, déi mat hirem Geschlecht zesummenhänken, wat ugeet bei enger Selektioun vun de Föten, beispillsweis an Indien, a China an anere Länner. An do ass et wierklech, mengen ech, derwäert dorop anzewierken.

Doriwwer eraus stëmmt et nach ëmmer, wat 1985 festgestallt gouf, wéi d'Dekad vun de Fraerechter ugaangen ass, dass zwee Drëttel vun der Aarbecht op der Welt vu Frae geleescht ginn, mä dovunner dräi Véirel onbezuelt, dass insgesamt gesinn nëmme een Zéngtel verdéngt gëtt vu Fraen, wat vu Männer verdéngt gëtt, an dass 70% vun deenen Äermsten op der Welt Frae sinn.

D'Ursache sinn zweifelsohne bekannt a si si villschichtig; eigentlech wier et duergaange fir aus der Egalitéit, wéi dat d'ailleurs bei den Objektiv fir 2015 vun der UNO festgesat ginn ass, och eng Haaptstrategie ze maachen. Dat ass net geschitt.

Mir kënnen dat awer och um nationale Plang palléieren, wa mer d'Millennium Goals kucken a probéiere mat deenen Indicateuren ze schaffen, déi et och méiglech maachen ze moossen, wat zu Lëtzebuerg a wat fir engem Projet geschitt a wat fir eng Konsequenzen, wat fir eng Resultater domadder erreecht ginn. Wann d'Millennium Goals net erfëllt ginn, esou wéi et elo ausgesäit, da gesäit dat fir d'Welt wierklech dramatesch aus, well da liewen 2015 380 Milliounen Leit méi mat engem Euro oder engem Dollar den Dag a 47 Milliounen Kanner méi ginn net an d'Schoul.

Dat ass, Dir Damen an Dir Hären, mengen ech, e Luxus, deen d'Welt sech net erlabe kann. Duerfir ass et réconfortant, dass Lëtzebuerg, mat engem PNB mat 0,7%, deen zënter 1972 fixéiert ginn ass, dat erreecht huet, wat vill Länner, och an Europa, nach net erreecht hunn, a mir dann am Fong och ganz houfreg drop sinn, fir an deem Club vun den 0,7% dran ze sinn.

Och wa mer wëssen - an dat ass eigentlech eng Fro un de Minister, dee gëschter, wann e vun de Prozenter a vun den Zifferen geschwat huet, ëmmer eng Referenz gemaach huet op den nationale Rächttum. Mir schwätzen och ëmmer vum Revenu national brut, mä d'1972er Kritäre gehéieren eigentlech zum PIB. Ech wollt am Fong just wëssen, ob de Prozentsaz deeselwechte bleift vun eiser Aide, wann d'Referenz changéiert, jee nodeem, ob oder ob net, a wou, a wat fir enger Hypothees mir als Lëtzebuerg Land, wat d'Statistiken ubelaangt, weider besser dostinn.

Mir hu grosso modo - an de Minister huet dat gëschter gesot - 230 Milliounen Euro virgesinn. Dat sinn immens vill Suen, besonnesch am Verglach mat deenen anere Länner, mä mir müssen eis awer anersäits...

(**Coups de cloche de la Présidence**)

■ **M. le Président.** - Madame Err, den Här Minister wëllt direkt dorobber äntwerten.

■ **Mme Lydie Err (LSAP).** - Dorobber äntwerten?

■ **M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - 230.

■ **Mme Lydie Err (LSAP).** - Gelift?

■ **M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - 230, Madame Err.

■ **Mme Lydie Err (LSAP).** - 230, jo. 230 Milliounen.

■ **M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Ech hat gemengt, ech hätt 130 verstan. Entschëllegt.

■ **Mme Lydie Err (LSAP).** - Jo.

■ **M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Merci.

■ **Mme Lydie Err (LSAP).** - Dat heescht, et ass engersäits exzel-

lent, mä mir müssen eis awer och bewosst sinn, dass anersäits dat eigentlech, besonnesch wa mer eis Aide net terribel konzentréieren, nëmme kann eng Drëps op e waarme Stee sinn. Well et ass, fir et ze veranschauliche wat um Lëtzebuerg Plang geschitt, esou vill wéi wat ongeféier anscheinend deen neie Konferenzzentrum um Kierchberg kascht, wann déi Ral-longe, déi nach usteet, bis gestëmmt ass.

Mir sinn eis bewosst, dass deen d'Liewensqualitéit zu Lëtzebuerg net ännert, a mir kënnen also och net erwaarden, dass trotz eisen Efforten och am Ausland oder an der ënnerentwëckelter an an der entwëckelnder Welt eise Beitrag leider wahrscheinlech net duergeet, fir déi fundamental Liewensëmstänn ze änneren.

Et muss ee soen, dass trotz allen ellenen Zifferen a Geschichten trotzdem d'Entwécklungshëllef zënter 1990 eng verlängert Liewenserwaardung mat sech bruecht huet, dass méi Kanner an d'Primärschoul ginn, an och dass en général de sozialen Niveau, och an den Entwécklungslänner, an der Moyenne jiddfalls, sech ganz llicht verbessert huet.

Anersäits muss mer eis bewosst sinn - a mäi Kolleg, de Marc Angel, wäert nach dorobber agoen -, dass gläichzäitig dräi Milliounen Leit stierwen, dass dat och vläicht en Deel vum „Succès“ erkläert - Succès zwësche Guillemeten -, déi par ailleurs ze verzeche sinn, well den Aids net an de Griff ze kréien ass. Dobäi kënn sécherlech an engem anere Register, och besonnesch fir Südsahara-Afrika, derbäi, dass d'Grippe aviaire an Afrika wäert kënnen verheerend Effekter hunn, well et net nëmme eng vun de kuranteste Proteinquellen ass, mä gläichzäitig och eng Akommesquell, déi net ze ënnerschätzen ass.

Et ass also alles net esou einfach, an et ass derwäert fir ze kucken, dass déi Suen, déi mir investéieren, an der Quantitéit genuch och op déi bescht Aart a Weis investéiert ginn.

Wéi de Minister gëschter gesot huet, ass a bleift d'Basiszil vun eiser Kooperatioun d'Bekämpfung vun der Aarmut. Am Artikel 1 vun eise Gesetz steet nom «développement économique et social durable...», «insertion harmonieuse et progressive ... dans l'économie mondiale», «la lutte contre la pauvreté». Et kann een dovunner ausgoen, dass dat drëtt Zil am Fong de Moya ass fir déi aner ze errechen. Et stellt sech och deemno d'Fro, wann d'Bekämpfung vun der Aarmut eist Haaptzil ass: Wat ass d'Aarmut? Wat fir eng Konsequenzen huet dat op eis Aktionsméiglechkeeten?

Ganz allgemeng bezeechent een als Aarmut e Mangel un eppes, wat liewensnoutwendeg ass. Extrem aarm sinn an deem Fall Leit, déi risquéieren ze stierwen, well se zum Beispill kee propper Dréinkwaasser hunn, net genuch z'iesse, keen Daach iwwer dem Kapp. Entwécklungspolitesch Ziler kann een awer am Fong eréischt da setzen, wann een déi verschidde Formen vu Mängel hierarchiséiert. Dat heescht, wann ee probéiert op déi anzewierken, déi ursächlech sinn, well ee soss riskéiert nëmme op de Symptomer erëmzedokteren.

Um internationalen Niveau gouf ëmmer erëm versicht en Haaptproblem erauszefannen, deen all déi aner géing no sech zéien. Och op nationalem Plang ass dat sécherlech eng Strategie gewiescht, déi weiderverfolgt ginn ass. Et ass awer kloer, dass verschidde Ursachen egal wéi mateneen zesummenhänken a sech géigesäitig beaflossen, mä dass een duerfir awer och muss op verschidde Niveau gläichzäitig schaffen, wann een eng dauerhaft Verännerung wëllt errechen.

Trotzdem prägen déi verschidden Approchen zur Definition vum Aarmut weiderhin déi national Kooperationspolitiken an deelweis och déi, wéi se sech um europäesche Plang ofspillt.

Déi éischt Approche vun der Aarmut, déi virun allem an de 60er Joren am Méttelpunkt stoung, huet de Schwéierpunkt op ekonomesch Kritäre geluecht. Well staatlech Entwécklungshëllef virun allem eng Kooperatioun zwësche verschiddenen Natioune war, ass d'„Hëllef“ - Hëllef zwësche Gänsefüßchen - un arme Länner gaangen, dat heescht u Länner mat engem nidrege PIB. D'Zil vun der Hëllef ass, no dësem Konzept, e Wirtschaftswuesstum an deene Länner erbäi-zeféieren, deen dann automatesch géif dozou féieren, dass d'Aarmut am Land géif erfroegen. Dat ass natierlech eng theoretisch Rechnung, well et net duergeet, dass de Räichtum méi grouss gëtt, wann d'Emverdeelung vun deem Räichtum net gläichzäitig verbessert gëtt.

Esou ass et och ganz kloer, dass et haut Länner gëtt, déi relativ gesinn eng Progressioun an hirem PIB hunn, wéi Brasilien zum Beispill, ouni awer dass déi Leit, déi a Brasilien liewen, an der Moyenne eppes vun deem Wuelstand hunn, well d'Emverdeelung eigentlech eng ganz schlecht ass.

Am Vietnam ass et sans doute e bësselchen anescht. D'Progressioun vum PIB ass manner héich, mä d'Veerdeelung ass besser, also hunn d'Leit an der Moyenne méi dovun. Et geet also net nëmmen duer, op wirtschaftlech Plang ze kucken, ze moossen an ze schaffen. Et muss ee Léisunge sichen, déi passe jee nodeem wéi d'Kombinatioun an engem Land sech duerstellt.

An deem Sënn ass et och kloer: d'Mikrofinanz. An déi ass gëscht ugeschwat ginn. Ech wëll herno och nach dorobber zrëckkommen, besonnesch och well d'Joer d'international Joer vun der Mikrofinanz ass, a well mir als Lëtzebuerg sécherlech op deem Plang eppes Spezielles ze bidden hunn: Net nëmmen als Bankplaz spezialiséiert doran ze sinn, mä mir hunn och en Know-how iwwert d'ONG vun der ADA hei zu Lëtzebuerg opgebaut, deen iwwerengs am Zesammenhang mat eiser Bankplaz eis erlaabt, mengen ech, eis och kënnen ze bretzen als Centre d'excellence an dëser Matière. Mir missten déi Kaart am Fong, déi eis vun deenen anere Länner an Europa ënnerscheet, besonnesch an deem Joer probéiere besser auszespillen.

Well Wirtschaftswuesstum mat Emverdeelung ze dinn huet, ass no an no enger anerer Approche gesicht ginn. Déi aner Approche vun Aarmut ass am Fong déi, dass Aarmut definéiert gëtt no Grundbedürfnisser: keen Daach iwwert dem Kapp, keen Zougang zu properem Waasser, keen Zougang zur Bildung, keng Medikamenter, keng Dokteren, etc., also kee vun deenen Elementer, déi de Mensch brauch fir ze iwwerliewen.

Dës Zort vun Aarmut an déi Léisungsvirschléi, déi sech dorausser erginn, hëllef virun allem de Leit am rurale Beräich. De Mangel selwer gëtt oft als ursächlech naturbedéngt ugesinn, an d'Léisungen an dëser Optik sinn natierlech anerer wéi déi an där ekonomescher Optik virun. Dat heescht, et gi Schoule gebaut, Klinike gebaut, Alphabetisatioun gemaach, Hygiène, Landwirtschaft, nohaltegen Émang mat knappe Ressourcen, etc. D'Entwécklungslänner ginn encouragéiert, e Sozialsystem opzebauen, deen dofir suert, datt et och an deenen ärmste Länner net un iwwerliewenswichtige Gidder a Servicer feelt.

Dës Optik entsprécht gréisstendeels, mengen ech, där Optik vun der Lëtzebuurger Kooperatioun a si huet sécherlech och a ville Länner hir Pertinenz. Dës Approche

stéisst awer och - an dat muss ee gradsou gutt soen - un hir Grenzen, do wou d'Regierung vun engem Entwécklungsland net total matspillen, do wou Krich ass, wou Diktature sinn, wou d'Regierung nëmme begrenzt interesséiert ass, d'Aarmut ze bekämpfen.

Duerfir gëtt et och e Konsens, dass Entwécklungshëllef nëmmen da kann nohalteg sinn, wa gewësse politesch Bedingungen erfüllt sinn. Duerfir hunn ech och gëscht bei deenen dräi neien Akzenter, déi de Minister hei virgestallt huet, mat grousser Satisfaktioun gesinn, dass d'good governance net nëmmen um Pabeier steet, mä dass och solle Projeten do gemaach ginn, ouni dass se natierlech - an déi Apaisementer hunn ech kritt - als Konditioun fir d'Recevabilitéit vun enger Entwécklungshëllef gëlle kann.

Et heescht dann och an dësem Kontext, dass d'Mëttele fir dës Zort vun Aarmut ze bekämpfen nëmmen da gräifen, wa se an engem totale Partenariat mat de Bevölke- rungsgruppen, fir déi se gemaach ginn, zesummekommen. Dat ass natierlech ëmmer schwierig. Dës Approche huet also och, grad ewéi déi aner, hir Limiten, vu dass den Afloss vu baussen op d'Regierung staark begrenzt ass. Besonnesch dann, wann een net massiv an engem Land vertrauden ass, a wann een den Dialogue politique an déi Pressioun, déi heiansdo noutwendig wier, net ëmmer an deem néidege Mooss kann exercéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass relativ kloer, dass, egal wéi een d'Approche vun der Aarmut kuckt a wéi een d'Léisungen dovunner ugeet, d'Aarmut verschidde Facetten huet, an dass deemno och d'Bekämpfung vun der Aarmut muss verschidde Léisunge bréngen, an dass standardiséiert Léisungen am Fong net effikass kënnen sinn.

Um internationalen Niveau besteet e gewëssen Drock op eenzel Regierungen, fir méi Suen a budgetär Zesummenaarbecht ze stichen, a wéi dat gëscht gesot ginn ass vum Minister, sinn ech och iwwerzeegt, dass et sécherlech méi interessant Alternative gëtt wéi deen Transfert budgétaire, deen och um europäeschen Niveau präniéiert gëtt.

Als Schlussfolgerung zu dëser Aarmutsanalys wier et wichteg, eng genau Analys vun der Situatioun ze maachen an eng enk Zesummenaarbecht mat alle Betraffenen unzestriewen. Dat ass sécherlech d'Zil, an dat gëtt jo och probéiert. Dat kann een awer nëmmen, wann een op der Plaz ass, permanent am Dialog ass an Drock maache kann, an dat heescht am Fong, dass dat nëmmen da geet, wann ee seng Hëllef op ganz weineg Zillänner a -regioun konzentriert.

Dat heescht och, dass ee méi effikass ass, wann een op manner Plazen ass. Ech fäerten, dass dat an Objektiv ass, dass dat eng Tatsaach ass, déi mer bis elo zu Lëtzebuerg trotz Definition vu Pays cibles nach net fäerdeg bruecht hunn, well souguer wa mer zéng Pays cibles hunn, hu mer inoffiziell weinstens nach den Territoire palestiniens, inoffiziell vläicht och nach de Ruanda, a mir hunn nach 20 aner Länner, wou d'Lëtzebuurger Regierung schafft, ouni déi Länner matzezielen, déi vun den ONGen erausgesicht ginn a wou een - an dat wëll ech ganz kloer soen - och d'Fräiheet vun den ONGe muss kënnen spille loossen, well dat sécherlech och en Deel vun hirer Motivatioun ass, an deene Géigenden ze schaffen, déi si am beschte kennen a wou si schaffe wëllen.

Datselwech gëllt e bëssen - an ech wëll séier do ophalen, well ech keng kommunal Responsabilitéiten hunn - wat d'Entwécklungszesummenaarbecht vun de Gemengen ubelaangt. Do gëtt ganz vill gudd Wëllen an do gi ganz vill Suen investéiert, mä ech hu perséinlech

déi Impressioun, dass déi am loftleere Raum passéieren.

Öfters oder bal ëmmer, huet de Minister mer gëscht gesot, gi se mat Hëllef vun ONGen um Terrain realiséiert, mä wa mer wësse wéi weineg d'ONGe sech an d'Kritären hale mussen, déi an eiem Gesetz stinn, da gëtt dat engem och ze denken, an et kënn een eventuell drun denken, dass net nëmmen d'ONGe sech an engem Cercle zesummefannen, mä eventuell och d'Gemengen, fir dass se probéiere kënnen, sech auszetauschen a Schwierigkeeten ze évitéieren, amplat selwer mussen eenzel jiddferen déiselwech Schwierigkeeten unzegoen. Aus Erfahrung gëtt ee jo bekanntlech oder normalerweis jiddefalls méi gescheit. Et gëtt keng Ursach, fir dass all Gemeng an all ONG hir eegen Dommheete muss maachen, fir dorauer kënnen ze léieren.

D'Mikrofinanz hunn ech ugeschwat, déi zu Lëtzebuerg sécherlech um Terrain scho vill spillt, déi eleng - an dat wëll ech awer och ganz kloer soen - keen Allheilmittel ëmmer ass, mä déi eng wichteg Komponent ass vun enger ganzer Rei vun anere Projeten, déi een integréiert Projeten nennt an déi engersäits Alphabetisatioun a Revenüméiglechkeete beantragen, déi ganz oft duerch d'Mikrofinanz kënnen verbessert ginn. Et ass also wichteg, dass eis Entwécklungshëllef flexibel bleift. Dat heescht awer och, dass se korrekt analyséiert gëtt. Zesumme mat deene Betreffende muss no moosseschneiderte Léisunge gesicht ginn, an dat ass en Daueroptrag, deen nëmmen duerch eng permanent Evaluatioun kann errecht ginn.

Déi Evaluatioun gëllt net nëmme fir Programmen a Projeten, mä déi gëllt natierlech och fir d'Kooperationspolitik als Ganz. Ech wollt och an deem Kontext dem Minister soen, wéi sou mer geschätzt hunn, dass d'lescht Joer no e puer Essaiens den Audit vum Ministère ugeholl ginn ass, an dass mir och als Chamber mat Spannung op d'Resultater waarden an hoffen, dass déi Konklusiounen vun dësem Audit Ulass wäerte ginn, fir zesummen - an eventuell och mat Theoretiker vun eiser Uni oder mat Experte vun dobaussen - déi Konklusiounen vun deem Audit ze analyséieren, fir esou ze kucken, ob eis Theorie an eis Praxis wierklech iwwerenee stëmme mat deem wat d'Experten dodriwwer mengen. Dat kënn, mengen ech, en neien Usporn ginn an eiser Kooperationspolitik, a menger Meinung no kënn et och dozou féieren, dass eist Gesetz, wat an zéng Joer, menger Meinung no, relativ al ass, e bëssen aktualiséiert kënn ginn.

Et ass kloer, dass Transparenz an dëser Matière e grouss Element ass. Duerfir wollt ech am Fong och virschloen, dass an dëser Politik heibannen e Pilotprojet kënn stattfannen, wat d'Transparenz ubelaangt, déi bei der Budgetsdebatt hei vum Kolleg Negri ugeschwat ginn ass. E Pilotprojet am Kader vun enger sou genannter Budgetsreform LOLF, passer d'une logique des moyens à celle des résultats, well d'Kooperatioun jo souwisou an der Logik vu Projeten a Programme schafft.

Esou eng Budgetsopstellung mat Programmen, amplat mat Budgetslinnen, déi relativ schwéier ze verstoe sinn, hätt vill Virdeeler. Am Allgemenge wier et vill besser, vill méi einfach, och vu baussen, ofzeschätzen, ob mir mat eiser Kooperationspolitik an den Zillänner wierklech dozou bäidroen, duerch déi Verännerungen d'Liewensqualitéit vun deenen eenzelne Bénéficiairen ze verbessern oder net. Eng nei Budgetsopstellung géif eis och d'Instrument an d'Hand ginn, eenzel Aspekter vun eiser Politik

méi genau ënnert d'Lupp ze huelen, an ech rejoignéieren do erëm d'Préoccupation vum Nancy Arendt, déi mir deelen. Als Beispill sief hei den Gender budgeting genannt.

Et ass relativ einfach fir ze soen: Mir wëssen, dass Fraen eischtens en interessante Vektor sinn, well se d'Aide, déi se kréien, multiplizéieren, a mir wëssen och, dass d'Fraen en général an der Aarmut désavantagéiert, also diskriminiéiert sinn. Wa mer also wëllen eppes op deem Plang maachen, muss mer eis menger Meinung no och d'Méiglechkeete ginn, Indicateuren auszeschaffen, déi eis erlaben ze moossen, ob dat, wat mir op gewëssene Projete maachen, déi Effete vun der Gläichstellung och an der Aarmut errechen.

Vu dass bei de Millennium Goals d'Egalitéit tëschent Männer a Frae mat Indicateuren opgestallt ass, mengen ech, misst dat kënnen och fir Lëtzebuerg eng Léisung sinn, ze moossen, op wat fir enge Gebidder vun den Objektiver fir 2015 net nëmmen d'Welt en général, mä Lëtzebuerg en particulier déi eenzel Objektiver errecht huet, déi mir eis selwer gesat hunn an déi natierlech iwwerenee stëmme mat deenen Objektiver, wéi se fir 2015 festgesat gi sinn.

E resultatorientéierte Budget wier och fir Netexperte sécherlech méi einfach liesbar a géif eng gutt Ausgangsbasis bidde fir eng breet Debat iwwert d'Kooperationspolitik an hir Konsequenzen, well et ass ganz kloer, dass Entwécklungszesummenaarbecht net eng Saach ass vum gudden Häerz, well gutt Absichte féieren net automatesch zu gudden Resultater, souguer heiansdo just de Contraire, mä et ass eng Problematik vu Fachwëssen, vun Evaluatioun a vun Adaptatioun un d'Circonstancen. All dat wäerte mer och mussen an der nächster Zäit kënnen zu Lëtzebuerg iwwerpräieren.

Opgrund vun eiem Effort ass et kloer, dass Lëtzebuerg weltwäit oder besonnesch europawäit als Musterschüler dosteet an deemno méi Gehéier fénnt wéi senger Gréisst no ugemoozt wier. Et ass also kloer, Lëtzebuerg huet eng Stëmm um internationale Plang, wat d'Entwécklungszesummenaarbecht ubelaangt. Et geet dréms ze klären, ob mer och, esou gutt wéi eisen Effort ass, e kloer Message hunn, wat d'Exekutioun vun eiser Entwécklungshëllef ubelaangt.

Ech denken duerfir, dass deen Audit, op deem seng Konklusiounen mer waarden, e wichtige Moment an der Appréciatioun ass vun deem, wat zu Lëtzebuerg mat beschtem Wëssen a Gewëssen zënter Joren, Jorzéngte gemaach gëtt, fir ze kucken, ob eng Upassung néideg ass.

Ech hu probéiert dat Gesetz vun 1996 mat den Debatten, déi mer haten, ze analyséieren, an ech stelle fest, dass et an 52 Artikelen vun eiem Gesetz, méi wéi d'Halbschent, iwwert de Statut vum Coopérant geet, vum Coopérant, vum Agent de la coopération aus dem Secteur public, aus dem Secteur privé, iwwert de Coopérant tout court.

Ech muss lech soen, dass dat wierklech schéngt eng Lëtzebuurger Spezifitéit ze sinn, an all Gesetz esou vill Dispositiounen iwwert de Statut, besonnesch deen an der Fonction publique, eranzesetzen, déi am Ausland am Fong op gréisst Amusement stéisst, während am Fong déi Notiounen oder déi Haaptakzenter vun eiser Kooperatioun an deem aktuelle Gesetz hei net weider ugeschwat sinn.

Esou steet beispillsweis kee Wuert vu Strategie, vu Konzentration dran: «Concentration géographique, concentration sectorielle». Dobäi sinn ech mer bewusst, dass mer déi hunn zu Lëtzebuerg. Mä et ass net normal, dass mir e Gesetz hunn, wou déi Saachen net drastinn. Et ass net normal, dass nie-

rens steet, no wat fir enge Kritäre mer eis Préférence géographique an eis Préférence sectorielle ausdrécken, och dann, wa mer wëssen, dass do no Kritäre gefuer ginn ass. Ech mengen, dass et interessant wier, och an engem Gesetz eng Kéier festzustellen: Wéi kënn een aus engem Land, wat een als prioritäre Partner erausgesicht huet, eng Kéier eraus, wann een denkt den Développement wier an der Rei?

Ech weess, dass dat schwierig ass. Besonnesch am El Salvador, wou et elo ugekënnegt ass, schéngt et mer duebel problematesch, well mer mam El Salvador elo nach e Projet wëllen ufänken, dee mat Kyoto zesummenhängt, an dass déi zwou Saachen zesumme sécherlech relativ ongängschteg fallen. Ech mengen duerfir, dass et gutt wier, dass een zu Lëtzebuerg probéiere géif, och prinzipiell Äntwerten ze sichen op all déi problematesch Froen aus der Praxis.

Ech denken duerfir, dass et och interessant wier, d'Millennium Goals, déi et iwwerall als Referenz elo gëtt, iergendwéi opzuehelen. Eigentlech wier et och normal, dass d'Kompetenzopdeedung zwëscht der Luxdev, an iwwerhaapt Luxdev, an dee Projet do misst erakommen, an deemselwechte Mooss wéi och an deem Gesetz selbstverständlech d'ONGen, den Agreement an ähnlech Elementer drastinn.

D'Coordination européenne besteet selbstverständlech, mä vläicht wier et och interessant ze kucken, a wéi engem Mooss an op wat fir enge Punkte genee Lëtzebuerg eng Koordinatioun um europäeschen Niveau wënscht. Sécherlech um Niveau vun der Evaluatioun, vun der Identifikatioun a vun der Exekutioun, well et mécht jo natierlech kee Sënn, wa 25 europäesche Länner an engem Entwécklungsland schaffen a jiddferen seng eege Strategien hätt. Et wier also normal, dass och verschidden Identifikatiounsmiounen do missten, wéi dat och vum Louis Michel d'lescht Woch proposéiert ginn ass, ugeholl ginn.

Dozou, mengen ech, wier et och interessant, wa géif um europäeschen Niveau besonnesch - an dat huet de Charles Goerens hei viru mir gesot, an ech brauch am Fong nëmme mat engem Wuert nach dat unzschwätzen - op eng Cohérence des politiques gepocht ginn, well et evident ass, dass eng PAC, wéi mer se de Moment hunn, net besonnesch kohärent ass mat enger gemeinsamer Kooperationspolitik, well mer ganz genau wëssen, dass, esou gutt wéi Hëllef ass, Aid and Trade déi besser Léisung ass, an dass den Handel am Fong nëmmen da ka flëssen zwëscht den Entwécklungslänner an deene besser gestaltene Länner, wann d'Grenzen opgemaach ginn. Do huet all eenzelt Land sécherlech ganz weineg Afloss op déi Saachen.

Ech hunn och ganz kuerz probéiert an eisen - an ech kommen zum Schluss - Nopeschlänner ze kucken, wéi deenen hir Gesetze ausgesinn. A mir schéngt dat belscht Gesetz, wat vun 1999 ass, e gutt Beispill: zwielef Artikelen, ganz kloer Definitionen an Haaptpunkten. Déi schéngt mir an eiem Gesetz de Moment nach ze feelen, fir ugeschwat ze ginn. Vlächicht kréie mer och d'good governance, déi gëscht hei als neien Objektiv oder komplementären Objektiv ugeklungen ass, iergendwou an eist Gesetz mat eran.

Ech wëll duerfir, ier ech meng éischt Motioun hei wëll ofginn, e Merci soen, net nëmmen dem Minister fir säin Asaz, mä allen Acteuren, déi och hei deelweis op der Tribün vertraude sinn, och deenen, déi net hei sinn, an der Hoffnung, dass mir eis alleguerten zesummen an den Assisë vun der Kooperatioun erëmfinden, déi ech an enger Motioun hei wëll froen, déi a mengen Aen am Fong eng wonner-

bar Geleeënheet wier, fir d'Konklusiounen vum deem Audit vum Ministère zesummen ze analyséieren an déi beschtméiglech Konklusiounen doraus ze zéien.

Duerfir ginn ech, Här President, lech déi Motioun hei of, wou ech froen, dass déi Assisen, déi d'leschte September fir d'éischt stattfonnt hunn - leider ouni d'Chamber an ouni d'ONGen - solle weidergefouert ginn, mä mat der Chamber a mat den ONGen, a fir d'Recherche am Domän vum der Kooperatioun ze prônéieren, fir dass mer allegueren zesumme probéieren, aus deene Suen, déi mer do investéieren, dat beschte Resultat ze kréien.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant que le débat sur l'orientation de la coopération au développement mérite d'être élargi;*

- *considérant que la composante scientifique ne doit pas être absente de ce débat;*

invite le Gouvernement

- *à institutionnaliser les «Assises de la Coopération luxembourgeoise» (dont la première édition s'est tenue en septembre 2005) et d'y associer à l'avenir tous les acteurs et en particulier la Chambre des Députés et les ONG;*

- *à promouvoir la recherche dans le domaine de la coopération.*

(s.) *Lydie Err, Marc Angel, Nancy Arendt, Charles Goerens, Jacques-Yves Henckes, Jean Huss.*

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Err. Nächste Riedner ass den Här Huss. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer am Numm vum der grénger Fraktioun och e puer Wuert hei ze verléieren iwwert de Rapport vum Här Schiltz a vun der Regierung iwwert déi Lëtzebuurger Kooperatiounspolitik zu Gonschte vun enger Partie vu Länner vun der sou genannter Drëtter Welt.

Ech wéilt gläich hei zur Illustratioun ufänke mat e puer interessanten Zuelen; et sinn der jo schonn hei genannt ginn:

Eng éischt Zuel ass d'Zuel 793. Wat ass dat? Wat bedeit d'Zuel 793? Abee, dat ass déi nei, vergréissert Zuel vun Dollar-Milliardären, esou wéi se eis an de vergaangenen Deeg vun enger bekannter Finanzzäitschrëft matgedeelt gouf, mat Nimm vun esou Dollar-Milliardären, déi allegueren also mindestens 30 Milliarden aler Lëtzebuurger Frang hiert Eegen nennen dierfen. An déi mat just ronn 30 Milliarde Frang sinn dobäi am Fong just d'Proletarier énnert dese Milliarden.

Eng zweet Zuel ass d'Zomm vun 350 Milliounen Euro. Dat sinn déi Gelder, déi weltwäit all Joer a Waffen a Rüstung gestach ginn; dovun hat d'Madame Arendt och scho geschwat.

Eng drëtt Zuel ass d'Zuel 420 Milliounen. Dat ass d'Zuel vun deene Leit aus der Drëtter Welt, déi am Joer 2015, dem Millenniumsjoer also, no seriöse Prognosen ënner extremer Aarmut wäerte leiden, déi da mat manner wéi engem Dollar pro Dag wäerte misse liewen, wa se dann des extrem Aarmut iwwerhaupt wäerten iwwerliewen.

840 Milliounen Leit, Mënsche wéi mir heibannen, gëllen haut no offizielle Kritären als ënnerernähr.

Nach en interessanten, mä och skandaléis Zueleverglach: Während hei bei eis an den héich industrialiséierte Länner d'Obésitéit vun de Kanner zohéilt op praktesch eent vun zéng Kanner, stierwen all Joer ronn sechs Milliounen

Kanner an dem Tiers-Monde ënner fénnef Joer u Malnutritioun a se hunn net genuch z'essen.

Ech wéill lech hei aner interessant a schockant Fakten an Zuele vun de soziale Realitéiten a villen Tiers-Monde-s-Länner erspueren. Mir kenne se allegueren schonn zënter Joren:

- zum Beispill de Beräich Santé mat de Stéchwierder: Aids-Drama, Malaria an Tuberculose;

- de Beräich Aarbechtslosegkeet, Chômage an Aarmut, mat ronn 70% reellem Jugendchômage zum Beispill a munchen afrikaneschen oder latäinamerikanesche Grousstied, a mat där domadder verbonnener Kriminalitéit, Zwangsprostitutioun, Drogenhandel an esou virun;

- de Beräich Fraenënnerdréckung, mat nach ëmmer mëttelalterlechen Antifrae-Praktike wéi Klitorisbeschneidung oder fundamental islamesche Schariapraktiken a mat nach ëmmer milliounefachem Stierwe vu Frae bei Accouchementer;

- de Beräich Zougang zu Educatioun, Berufsausbildung, Zougang zu propperem Waasser, zur Ofwaasserklärung, Hygiène, Müllentsuergung an esou virun, déi nach ëmmer honnerte vu Milliounen Leit verwiert bliwen,

- a schliesslech de Beräich Ëmwelt a Gesondheet, wou haut scho vill Leit drënner leiden, mä wou duerch de Klimawandel an Zukunft nach vill méi Leit wäerte riskéieren, ënner jorelaanger Dréchenheet oder Iwwerschwemmungen ze leiden; vum wuessenden Aids-Skandal net emol ze schwätzen; vun der Vullgripp och emol net, well déi hätt, wa se do austrëtt, ganz aner Konsequenzen nach wéi hei.

Esou wäit, Dir Dammen an Dir Hären, just e puer schockant, oder solle mer vläicht éischter soen, zynesch Zuelen iwwert d'Realitéit vun deser Welt, iwwert déi sozial Realitéiten am Verhältnis tëschent Räich an Aarm, tëschent Nord a Süd, ob schonn déi neoliberal Entwécklungen aus deene vergaangenen 20 Joer dozou gefouert hunn, datt et och hei am Norden ëmmer méi Aarmer gëtt, an datt am Süden och eng Partie räich Eliten hir eegen aarm Bevölkerung weider ënnerdrécken an ausbeuten. Räich a superräich Profiteure gëtt et haut iwwerall.

Dir Dammen an Dir Hären, aus desen déprimanten Zuelen a Fakten ergëtt sech vum selwen, wéi wichtig Solidaritéit, wéi wichtig ënner anerem eng seriöse sou genannten Entwécklungshëllef grad och haut ass. An och wa mer haut hei zu Lëtzebuerg eng Partie vun Unzeeche vu Kris hei am Land selwer hunn - eng Partie vu Firmen, déi zoumaachen, Budgetproblemer beim Stat an esou virun -, esou dierf dat an eisen Aen net dozou féieren, eis bishereg finanziell Entwécklungshëllef-Efforten a Fro ze stellen.

Entwécklungshëllef-Politik bleift weiderhi wichtig aus Grënn vu Solidaritéit mat Mënschen, deenen et onvergäichbar vill méi dreckeg geet wéi eis hei:

- Aus deem ekonomesch evidente Grond, datt och mir selwer dobäi an Zukunft géife gewinnen, wann et dem Tiers-Monde mëttelfristeg géif geléngen, op e méi avancéierten ekonomeschen Entwécklungsstand ze kommen;

- aus deem Grond och, well am Kader vun der Globaliséierung eis Welt ëmmer méi zu engem Duerf ginn ass, a Problemer wéi de Klimawandel, Ëmweltproblemer, Epidemien an esou virun net méi viru Landesgrenzen an och net méi viru Grenze vu Kontinenter Halt maachen.

A schliesslech zum Schluss nach en Argument zu Gonschte vun Entwécklungshëllef an Entwécklung vun Afrika, vum Tiers-Monde: Well d'Alternativ nëmme déi kënnst sinn, datt et nach vill méi staark wéi

bis elo zu Völkerwanderungen, zu Migratiounen aus dem Süden, aus Nordafrika oder Afrika, an Europa géif kommen. Net méi spët wéi haut stoung eng grouss Schlagzeil am „Tageblatt“ ze liesen, wéi wa 500.000 Afrikaner virun eise Grenze géife stoen.

Als Gréng si mir der Meenung, datt Europa opgrond vu senger Demographie souwisou eng gewëssen Immigratioun wäert brauchen, mä ech mengen awer och, datt et dobäi op verstänneg Equiliberen ukënnst an datt et op jidde Fall och erstriewenswäert ass, de Mënschen an hire Länner selwer ze hëllef, fir sech eng mënschewierdeg Zukunft opzebauen; also keen Ofbau vun Entwécklungshëllef, mä an eisen Aen e weideren Ausbau vun deser Hëllef.

Dir Dammen an Dir Hären, als Reaktioun op eise Minister säin Exposé vu gëschter wéll ech a geaffter Form am Fong Folgendes soen:

Éischtens: Déi Gréng si grosso modo averstane mat där Kooperatiounspolitik, mat deene konkreten Hëllef, déi iwwer Lux-Development an iwwert déi eenzel ONGen un eis Pays cibles an doriwwer eraus gelescht ginn.

Zweetens: Iwwert dese globale Accord mat deene konkreten Entwécklungsprojeten eraus gëtt et awer deelweis wäitgehend Divergenzen tëschent eisen Analysen iwwert d'Ursaache vum Misär vum Tiers-Monde an den Analysen dovunner am Rapport vum Här Schiltz. A wann et eng aner Ursachenanalyse vun Aarmut a Misär gëtt, dann ass natierlech och kloer, datt och d'Fuerderung vun noutwendege Verännerungen a Reformen, fir Aarmut an Ënnerentwécklung ze besätigen, zum Deel aussernee geet.

Mä fir d'éischt zu eiser Aschätzung vum Här Schiltz an der Regierung hirer Kooperatiounspolitik, just a Stéchwierder - an dat ass am Wesentlechen de positiven Aspekt vun deser Ried.

Als Gréng si mir d'accord, éischstens mat der Steigerung vun eiser Entwécklungshëllef a Richtung vun 1% vum PIB.

Zweetens: Mir sinn och averstanen, well et ëm d'Kontinuitéit vun eiser Kooperatiounspolitik geet, mam Choix vun eise Pays cibles, ob schonn do eviderentwies och aner Choix méiglech wieren.

Drëttens: Mir fannen et positiv, datt sech d'Direktioun vun der Kooperatioun auditéiere léisst, a mir sinn och der Meenung, datt d'Aarbechten an d'Aktiounen vu Lux-Development en héije Qualitéitsniveau erreecht hunn, sou datt eis Entwécklungshëllef kontrolléiert net nëmme wierklech do ukënnst, wou se soll ukommen, mä datt och en aktive Partenariat mat kompetenten ONGen a mat de Betreffene sur place gesicht gëtt, wat eng Viraussetzung dofir ass, fir datt déi ënnerstëtzte Projeten an iwwer Joren nach weiderentwéckelt kënnen ginn an datt se valabel bliwen.

Nächste Punkt: Mir sinn als Gréng och averstane mat der inhaltlecher Orientéierung vun eisen Entwécklungsgelder oder techneschen Assistenten. Investitiounen an den Zougang zu propperem Drénkwaasser an an den Assainissement vun Ofwässer an an Hygiène, Investitiounen a Schoulen a Berufsausbildung, virun allem och vun de jonke Meedercher, geziilt Hëllef beim Opbau vun engem elementare Gesondheetssystem oder beim Ëmwelt- a Gesondheetsschutz sinn absolut sennvoll Orientéierungen.

Bei där Visite, déi mer am Dezember d'lescht Joer am Senegal hatten, konnt een do op enger ganzer Rei vun Terrainen, notamment zum

Beispill bei der Aidsbekämpfung, der Waasserversuergung an Dierfer, bei Berufsausbildungsprojeten an esou virun, gréisstendeels absolut iwwerzeegend positiv Resultater constatéieren.

Dat si wierklech keng Gelder, déi zum Fënster erausgehait si ginn oder déi bei korrupte politeschen Elite géife landen, wéi et munch Lëtzebuurger och haut nach leider ëmmer befierchten. Neen, bei esou Projeten an anere kann ee konkret gesinn, datt do wierklech eng gutt Aarbecht gelescht gëtt, déi onbedéngt virugefouert muss ginn.

E Wuert an deem Kontext iwwert de Konflikt op europäeschem Niveau iwwert d'Modalitéiten, wouhin oder u wien d'Entwécklungsgelder solle goen.

D'EU-Kommissioun an eng Majoritéit vun den europäesche State schéngen neierdénge direkt Budgethëllef an de Statsbudget vun den Empfängerländer ze privilegiéieren, während d'Lëtzebuurger Regierung ëmgekiert eng méi kohärent an integrativ sektoriell Approche favoriséiert, déi haaptsächlech iwwer bilateral Programmer vu Lux-Development am Partenariat mat de betreffenen Acteuren an den Empfängerländer soll fonctionnéieren.

Ech wéilt dozou gläich soen, datt mir als Gréng aus enger Rei vu Grënn d'Approche vum Här Schiltz a vun der Lëtzebuurger Regierung an deser Fro deelen. Wann een nämlech de Bilan mécht vun där bishereger Entwécklungspolitik vun deene meeschte groussen europäesche States, sou ass dese Bilan, vun einzelen Länner ofgesinn - den Här Goerens huet der virun e puer genannt, Holland ënner anerem -, méi wéi desolat.

Éischtens am Réckbléck gouf schonn 1972 versprach, d'Entwécklungshëllef schnell op 0,7% vum Bruttosozialprodukt an d'Luucht ze hiewen, fir den aarme Länner beim wirtschaftlechen a sozialen Ophuelen ze hëllef. Dovunner sinn déi meeschten europäesch States, vun den USA iwwerhaupt emol net ze schwätzen, haut nach ëmmer ganz wäit ewech.

Eréischt am Joer 2010 soll d'Europäesch Union an der Moyenne 0,56% erreechen, an eréischt am Millenniumsjoer 2015 da finalement an der Moyenne 0,7%. Zënter dem Versprieche vun 1972 wieren dann 43 Joer vergaangen. Dat wiere praktesch zwou verluere Generatiounen am Tiers-Monde zënter der Onofhängegkeet an der Dekoloniatioun.

Laut dem PNUD, dem Entwécklungsprogramm vun der UNO, louch d'Zuel vun de Mënschen, déi ënner extremster Aarmut leiden, am Joer 1972, wou dat Versprieche gemaach gi war vun 0,7%, bei ronn 140 Milliounen. 1990 waren et schonn 307 Milliounen, an am Millenniumsstéichdatum 2015 sollen et mindestens 420 Milliounen Mënsche sinn - no den Zuele vum PNUD vun 2002.

Déi am Joer 2000 feierlech verabschiedet Millenniumsziler, wéi zum Beispill d'Halbéierung vun der Aarmut, wéi zum Beispill de verbesserten Zougang zu Drénkwaasser an esou virun, riskéieren am Joer 2015 laut seriöse Prognosen och weiderhin op der Streck ze bliwen. A Latäinamerika solle laut dese Prognose bis 2015 héchstens 40% vun de Millenniumsobjektiver erreechbar sinn; an Afrika souguer héchstens 10% dovun.

Niewent enger absolut ongenügender Croissance an enger ongenügender Entwécklungshëllef gëtt et dofir awer aner gewichteg Ursachen, op déi ech herno wäert zrëckkommen.

Dir Dammen an Dir Hären, ee vun den Haapthannergrënn vun der europäescher Diskussioun, ob direkt Budgethëllef un States an der Drëtter Welt oder ob eis Lëtzebuurger Kooperatiounsapproche bes-

ser sinn, ass sécherlech de Problem vun der Korruptioun a munchen Drëttweltländer a vun Détournementen vun Entwécklungsgelder duerch korrupt politesch Eliten an deene Länner.

Et stëmmt sécherlech, datt an der Vergaangenheet 20 bis 40% vun der Entwécklungshëllef a munchen Länner an donkle Kanäl verschwonnen sinn, an et gëtt zum Beispill bei der Weltbank geschätzt, datt an deene leschte 50 Joer ronn 100 Milliarden Dollar Hëllefsgelder duerch d'Korruptioun verluer gaange wieren. Et gouf esou munch skandaléis Korruptiounsfäll an et gëtt der vereenzelt och nach haut. Dës skandaléis Fäll mussen opgekläert a bestrooft ginn.

Mä do wou et an den Drëttweltländer korrupt Ministeren, korrupt Politiker a korrupt Verwaltungsbeamten eventuell gëtt, do gëtt et awer och Leit, déi korrumpéieren, déi iwwert déi Korruptioun wëlle gewëssen Ziler erreechen. An dat si meeschtens sou genannten éirewäert Manager vu sou genannten éirewäerten internationale Firmen, déi an Afrika zum Beispill Bau- oder Schürfrechter a Goldminen oder an Uelechfelder wëlle kréien. Mä iwwert déi Häre gëtt am Kontext vun der Korruptioun an der internationaler Öffentlechkeet leider vill manner geschwat, well si jo awer déi sou genannte Wirtschaftsinteresse vu westlechen transnationale Firme vertrieben.

Dir Dammen an Dir Hären, déi Kritik, datt vill ze vill Entwécklungsgelder duerch Korruptioun géife verluer goen oder duerch eng schlecht Gouvernance an hire Länner, hat d'Organisatioun vun den afrikanesche State virun e puer Joer dozou bruecht, den Europäer den NEPAD virzeschloen, woubäi NEPAD steet fir „Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique“. An deem NEPAD sinn Demokratie a Garantie vu Mënscherechter, eng bonne Gouvernance mat Auditen a mat géigesäitigen Evaluatiounsmechanismen expressis verbis virgesinn, fir all Korruptioun ze ënnerbannen a fir eng sennvoll Verwendung vun den Entwécklungsgelder ze garantéieren.

An deem Sënn hunn déi meeschten afrikanesch States an deene vergaangene puer Joer hir Hausaufgabe gréisstendeels gemaach, mä si kritiséieren, datt d'Europäesch Union hinnen ëmgekiert net méi schnell an net méi staark mat Hëllefentgéintkënnst. Zum Beispill bei der Konfliktpreventioun, zum Beispill bei enger wierklecher Bekämpfung vun Aids oder aner Epidemien. Zum Beispill beim Opbau vu sozialen Infrastrukturen, déi Viraussetzung si fir en ekonomeschen Opschwung. A si kritiséieren och weiderhin déi ongerecht Welt-handelsstrukturen.

Als Gréng menge mir an deem doten allgemenge Kontext, datt de Wee vun eiser Lëtzebuurger Kooperatiounspolitik enger absolut vertretbarer Linn entsprécht. Kooperatiounen, wéi zum Beispill am Senegal, mat Ministären, Kooperatioun awer och mat aneren Acteuren, mat ONGen zum Beispill wéi der ENDA, déi en absolut héije Grad u Professionalitéit a Kenntnis um Terrain hunn, Kooperatiounen, déi virun allem den Opbau vun noutwendege sozialen Infrastrukture solle virundreiwen, dat alles verbonne mat dem Know-how an der Qualitéit vu Lux-Development, ass och an eisen Aen dee richtege Wee, deen eis Kooperatiounspolitik soll weider beschreiten.

Vill Luef also fir des konkret Kooperatiounspolitik! Ech hat awer relativ am Ufank vu menger Interventioun bei der Aschätzung vum Exposé vum Här Schiltz gesot, datt eis seng Analys vun den Ursaache vun Aarmut an Ënnerentwécklung am Tiers-Monde net géif duergoen.

Et gëtt an där Analys richtegegerweis geschwat vum Kolonialismus a vun der Sklaverei a vun hire Folgen, wéi se vun den deemolegen euro-

päesche Groussmächte bedriwwen goufen. Et gëtt och geschwat vun Naturkatastrophen oder Kricher, déi eng Roll géife spille bei der Netentwécklung, Korruptioun an eventuell schlecht Gouvernance.

Dir schwätzt derniewent, Här Minister, vun aldeegleche Kampf géint d'Konsequenze vun engem sou genannten „mal-développement“ a ville vun dëse Länner a sozial Konsequenzen, déi Der och unhand vun enger ganzer Partie vu Beispiller beschreift.

Wat eis awer bei Ärer Analys feelt, dat wier eng Analys - nëmme a kuerze Wierder -doriwwer, firwat trotz europäescher an internationaler Entwécklungshëllef aus deene leschten 30 Joer d'Situatioun vun deene meeschte Länner vum Tiers-Monde sech bis haut nach net verbessert huet, mä sech a villen Dréttwältlänner souguer nach verschlechtert huet. An do geet och déi sécher éischer historesch Erklärung vu Kolonialismus a Sklaverei net duer. Déi gëtt et, mä si geet net duer.

Et gëtt och do an eisen Aen an och aus der Vue vun de Länner vum Tiers-Monde aktuell Ursachen. An dat ass dat, wou et drop ukënn. Ursachen, déi mat där feelender Kohärenz vun den europäeschen an internationale Politiken ze dinn hunn.

Déi räich Industriestate bedriwwen op där enger Säit nämlech eng Kooperatiounspolitik, si ginn Entwécklungshëllef, déi zwar - ech hunn et gesot - bei wäitem ze niddreg sinn, op där anerer Säit awer gëtt zënter 20 Joer an der Handelspolitik, an der Finanzpolitik an op aner Politikfelder eng absolut egoisteschen neoliberal Politik duergezunn, déi deene meeschten Dréttwältlänner iwwerhaapt keng Chance léisst, sech eegestänneg kënnen ze entwéckelen oder och just nëmme eng gewësse Sécurité alimentaire ze erreechen.

Et ass jo net esou, wéi wann et zum Beispill an Afrika, a Latäinamerika oder och an aneren Dréttwältlänner keng wäertvoll Buedemschätz géife ginn. Mä dës Buedemschätz - Beispill Kongo, Beispill Bolivien - sinn an den Hänn vu groussen transnationale Firmen, sou datt d'Bevölkerung vun esou Länner bis elo nëmme ganz wéineg dovunner profitéiert hunn. Datselwecht gëllt fir hir Liewensmittel oder Naturprodukter, Beispill Bananen oder Kaffi, woubäi och nach dobäi kënn, datt an deene vergaangen 20 Joer d'Präisser fir Exportprodukter aus der Drëtter Welt, déi op de Boursen zu London oder zu New York festgesat ginn, praktesch stänneg gefall sinn - wann een emol vun de Pétrolspräisser ofgesäit.

Doriwwer eraus ass eng weider evident heiteg Ursach firwat de „mal-développement“ weidergeet an et net zu engem Décollage kënn déi weidergehend Verscholdung vun deene meeschte Länner aus der Drëtter Welt.

Ronn 40% an der Moyenne vun hirem Gesamtbudget ginn a villen Dréttwältlänner eleng dofir drop, fir hir Scholdzënsen u westlech Banken zrëckzebezuelen, an dat bei Statsbudgeten, déi souwisou schonn ënner chronischer Schwindsucht leiden. Wéi sollen do esou Staten iwwerhaapt kënnen Investitiounen a Waasserversuerung, Bildung a Gesondheet, an noutwendeg Transport- oder Stockageinfrastrukture selwer finanzéieren? Infrastrukturen, déi awer Viraussetzung wiere fir eng wirklech eegestänneg Entwécklung; vun den Erfuerdnerisse vun engem wirkleche kompletten Développement durable iwwerhaapt emol net ze schwätzen.

A wa sech dann déi verantwortlech Politiker aus Dréttwältlänner an hirer Noutlag erëm eng Kéier un den Internationale Währungsfong oder und d'Weltbank wenden, fir nei Kreditter ze kréien, da kréie se vun

dësen neoliberalen, fräihandelsorientierten Agencen, déi hauptsächlich ekonomesch Interête vun den USA, vu Japan an der EU vertrieden, zënter 20 Joer eng Politik octroyéiert, déi de Géigendeel ass vun enger eegestänneg Entwécklung. Si mussen hir Grenzen nach méi opmaache fir subventionéiert bëlleg Importer, si solle liberaliséieren a privatiséieren a si sollen an hirem Haushalt, an hirem eegene Budget, virun allem bei Bildung a bei Gesondheet spueren.

Dës Politik vun den internationale Finanzinstitutiounen ass et och, déi zu deenen trauregen, och verheerende Konsequenze vun zounemender Veraarmung, sozialer Exklusivitéit an Hunger geféiert huet an och weider féiert. A soulaang kee Wëllen an de räichen Industriestate besteet, bei de Froe vun Entschëldung a vun déif gräifende Reforme vum Internationale Währungsfong a vun der Weltbank den Dréttwältlänner ganz wäitgehend entgéintzekommen, soulaang wäert et och net kënnen zu wesentleche Verbesserunge vun der Situatioun an de Länner vum Tiers-Monde kommen.

Dir Dammen an Dir Hären, et wier och ganz vill iwwert de Rôle vun der Welthandelsorganisatioun - der OMC - a Bezuch op d'Relatiounen Nord/Süd ze soen. Well déi honoreabel Häre Goerens an Adam awer e Bericht iwwert d'Konferenz vun Hongkong hei wëlle maachen - ech huelen un, datt dat geschwéiert géheien -, nëmme ganz kuerz...

(Interruption)

Dozou also nëmme hei op dëser Tribün ganz kuerz, Här Goerens.

D'OMC - dat ass dat Mannst wat een haut muss soen - gëtt weiderhin dominiéiert vun de Fräihandelsinteresse vun de räichen Industriestaten, an dat och wann elo zënter kuerzem eng Partie sou genannt «pays émergents», wéi China, Indien, Brasilien an esou virun, ugefaangen hunn dobäi matzespillen. Mä wem seng Interesse bei den OMC-Konferenzen nach ëmmer keng Bedeitend Roll spillen, dat sinn ouni Zweifel nach ëmmer déi meeschte Länner aus dem Tiers-Monde.

An et ass dofir och kee Wonner, wa sech d'Vertrieder vun Afrika, vu Latäin- oder Mëttelamerika bei OMC-Konferenzen ëmmer erëm iwwert den handelspoliteschen Egoismus vun Industriegroussmächten, neierdénge och iwwer China, beschwéieren. Ee Beispill - en dramatescht Beispill -, wéi iwwert d'OMC-Regele Politik gemaach gëtt um Bockel vum Tiers-Monde, an dësem Fall um Bockel vun Afrika, ass dee säit Jore schonn undauernden Aids-Skandal.

Milliounen Afrikaner sinn infizéiert, d'Zuele steige weider un - och d'Zuele vun den Aidsdouderege -, an déi afrikanesch Mënsche bräichte méiglechst bëlleg Aidsmedikamenten, virun allem déi nei Tritherapie vun der zweeter Generatioun. Mä déi internationale Pharmakonzerner, vun deene bekannt ass, wann een d'Bilane liest, datt se all Joer erëm op en Neits ëmmer méi héich Profiten maachen, kréien es leider nach ëmmer net genuch.

Et ass hinne gelongen, ab August 2005 déi sou genannten ADPIC-Accorden an der OMC, also e wäitgehende Brevetschutz fir hir deier Tritherapien, duerchzesetzen, sou datt sou genannte Génériques do dervunner nach just a Fäll vun absoluter Urgence an op Demande vun engem eenzelen Land daerfen ugefrot a geliwwert ginn. Wat natierlech all Ureiz ewechhëlt, esou Génériques a Bëlleg- a Masseproduktioun hierzestellen, mam Resultat, datt déi Aidskrank an d'Santésministere vu ville State mussen op Liwwerunge vu vill méi deieren Tritherapie vun de Pharmaindustrien zrëckgräifen.

Hei ginn „shareholder value“ an héchstméigleche Profit eendeiteng op d'Käschte vu Gesondheet a Lie-

wensqualitéit. Hei wäerten iwwer esou OMC-Regele vill nach jonk afrikanesch Mënschen onnéideg stierwen, well se sech déi deier Medikamenten ganz einfach net méi wäerte kënnen leeschten.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hat virun dovunner geschwat, datt et beim IWF a bei der Weltbank misst zu déif gräifende Reformen an hirer Orientéierung kommen; ënner anerem zu Gonschte vun den Interête vun de Länner vum Tiers-Monde. Datselwecht gëllt evidenterweis fir d'OMC, déi sech praktesch als iewesch Weltinstanz am enzegem Interesse vun engem gebremste Fräihandel etabliert huet, an déi iwwer e sou genannten „Comité de règlements des différends“ an Usproch hëlt, praktesch all handelspolitesch Konflikter, och déi, déi mat der Émwelt, mam gesondheetleche Verbraucherschutz oder mam Aarbechtsrecht ze dinn hunn, eleng kënnen ze entscheeden.

Dat ass an eisen Aen inakzeptabel, an dofir verlaange mer op deem Niveau vun den Institutiounen, datt och d'Roll vun der OIT, vun der Internationaler Aarbechtsorganisatioun, d'Roll vun der OMS an d'Roll vum Émweltprogramm vun der UNO verstärkt gëtt, sou datt déi kënnen wirkleche endlech eng staark Géigepart spille vis-à-vis vun där dominanter Roll vun der OMC.

All dës Aspekter, also d'Ierfachte vum Kolonialismus an Neokolonialismus, d'Fro vun enger wäitgehender Annulléierung oder Reduktioun vun de Scholde vun den Dréttwältlänner, d'Fro vun néidegen déif gräifende Reforme vum Internationale Währungsfong, der Weltbank an der OMC an d'Fro vu méi Gerechtegkeet am Welthandel insgesamt spillen eng wichteg Roll, wann et soll geléngen, déi internationale Kooperatiounspolitik zu engem wirklechen Erfolleg ze bréngen.

Lëtzebuerg mécht a senge konkreten Aktiounen mat senger ronn 0,9% Entwécklungshëllef haut grosso modo eng gutt Kooperatiounspolitik. Mä eist Land ass awer och Deel vun der Europäescher Unioun, Lëtzebuerg huet do och eng Stëmm, a mir sinn och Deel vum Internationale Währungsfong oder vun der Weltbank. Mir mussen dofir och oppassen a kucken, datt eis Entwécklungspolitik, déi am Kleng grouss Erfolger opweise kann, net op där anerer Säit duerch néfaste Politiker vum Internationale Währungsfong, der Weltbank oder der OMC erëm futtigemaach gëtt.

Mir brauchen also Kohärenz an eise politeschen Aktiounen, fir datt se glaubwürdig sinn. An all betraffe Ministerressorte sollten dobäi un deemselwechte Strang zéien, fir den Entwécklungslänner endlech wirkleche Entwécklungschancen opzemaachen. A mir sinn, Här Minister, dofir och gespaant op Äre Rapport vun nächste Joer, fir ze gesinn, awéiwäit dës Froe vun der politescher Kohärenz vun de Politiken doranner da wäert Agang fanen.

Zum Schluss nach just zwou kuerz Bemierkungen:

Eng éischt par rapport zu de Mikrokreditter, déi an eisen Aen och e sënnvoll Instrument vun der Entwécklungsförderung op der Basis, also um konkreten Terrain kënnen sinn. Mir gesinn dës nei Entwécklung also als absolut positiv, virun allem wann op déi Aart a Weis zum Beispill konkret Projekte vu Fraeförderunge kënnen an d'Rulle bruecht ginn.

Et ass hei de Mëtte vill vun der Wichtigkeet vun der Fraeförderung geschwat ginn, wat mir och kënnen ënnerstëtzen. Et muss een allerdéngs am kloere Bewusstsein behalen, esou positiv wéi Mikrokre-

ditter an déi Entwécklungen och sinn, datt déi Mikroprojeten net vill wäerte kënnen änneren un de grouse makroekonomesche Problemer, och wann déi Mikroprojeten, wéi gesot, solle punktuell duerchaus positiv sinn.

An dann eng zweet Bemierkung, Här Minister, oder éischer eng Fro zum Schluss par rapport zu där neier Iddi vun der sou genannter Kerosinsteier, wéi se am Entwécklungskontext zënter e puer Méint an d'Gespréich bruecht ginn ass, a wou an eisen Aen de Risque ka bestoen téschent enger Verméschung vun der Kyoto-Politik op där enger Säit an der Entwécklungspolitik op där anerer Säit. Dozou e puer Froen.

Här Minister, bleibt et an der Entwécklungspolitik bei där aktueller normaler Speisung aus dem Statsbudget a Richtung vun 1% vum PIB?

Wéi stitt Dir zu där Kerosinsteier an enger eventueller Verwendung do derzou?

A schliesslech an deem Kontext och vu Kyoto: Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung zu hire Kyoto-Verpflichtungen, dat heescht fir awer dem Gros vun hire Verpflichtungen, zumindest 50% dovunner, hei zu Lëtzebuerg selwer nozekommen? Mir hätten do also de Wunsch no Oplklärung vun lech.

Dat gesot, wëll ech awer nach eng Kéier hei ënnersträichen, datt mir mat Ärer konkreter Kooperatiounspolitik kee Problem hunn an déi weider wäerten ënnerstëtzen.

Merci.

■ Une voix. - Très bien.

■ M. le Président. - Merci, Här Huss. Den nächste Riedner ass den Här Henckes. Dir hutt d'Wuert, Här Henckes.

■ M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Globaliséierung vun der Wirtschaft huet méi Räichtum geschaf, si schaaft all Joers méi Räichtum, et brauch een nuren déi lescht Zuele vun der Evolutioun vum PIB an der Welt ze kucke fir ze gesinn, datt pro Joer zwëschen 3,2 an 3,3% de Produit national brut, de PNB, méi grouss gëtt.

Dat ass impressionnant an et ass eng positiv Zuel, mä do muss een awer dann higoen an och differenzéieren a kucken, wéi dann déi räich Länner evolüieren. An do gesäit een dann, datt deene räiche Länner hir Croissance méi nidderreg ass wéi d'Moyenne vun der Croissance uechtert d'Welt. Bei den Entwécklungslänner läit de Prozentsaz zwëschen 5,5 a 5,9% an deene leschten dräi Joer. Op där anerer Säit muss een awer och ervirsträichen, datt an de subsaharesche Länner vun Afrika dee Prozentsaz do méi niddereg läit, während en an Asien, a Südasien speziell, vill méi héich läit.

Do gesäit een, datt déi Entwécklungen, bedéngt duerch d'Globaliséierung an der Weltwirtschaft, sech ënnerschiddlech auswirken, an datt verschidde Länner, haapt-sächlech am asiatesche Raum, ob et elo China ass, ob et Vietnam ass oder aner Länner, sech staark positiv entwéckelen an aus dem Statut vum Entwécklungsland erauswuessen, mä datt aner Länner au contraire méi schwach do sinn a verschidde Länner iwwerhaapt net méi décolléieren.

Dat do ass eng vun de Problematiken, déi muss ugekuckt ginn, mä et muss een awer och nach doriwwer eraus déi Croissance, dee Räichtum, dee geschaf gëtt an den eenzelen Länner, a Relatioun setze mat der Hausse vun der Populatioun an deene Länner. An do gesäit een, datt ganz oft an an deene meeschte Fäll dee gréissere Räichtum, dee geschaf gëtt, déi grouss Croissance opgefriess gëtt, opgefaange gëtt duerch eng Hausse vun der Populatioun. A fir

et nach méi kloer auszedecken: Dee méi grouse Kuch, dee gebak gëtt an engem Entwécklungsland, dee muss ganz oft op méi Leit verdeelt ginn, an dat do ass eng vun de Problematiken mat deenen ee konfrontéiert ass.

A ville Länner mussen nämlech d'Familien higoen, well se kee soziale System hunn, a vill Kanner hunn, déi hinnen dann am Alter hëllefen ze iwwerliewen an iwwert d'Ronnen ze kommen. An do ass et ee vun deenen Défi fir ze kucken iwwert déi internationale Moyenen a Méiglechkeeten, déi een huet, do eng Léisung unzestéieren, well soss packe mer de System net.

An Zäiten, wou et an onsem Land an an Europa d'une façon générale och méi schlecht geet, ass et och kloer, datt sech vill Leit d'Fro stellen: Firwat nach Wirtschaftshëllef, firwat nach 230 Milliounen Euro an d'Entwécklungshëllef stiechen? Mir mengen, datt et richteg ass, datt een op dee Wee geet.

Just zwee Grënn, déi ee schematesch kann uféieren. Dat eent ass, datt mer natierlech ons solle solidaresch erkläre mat deene Leit, deenen et soss an der Welt méi schlecht geet. Dat ass eng humanistesche Approche, déi mir ganz deelen. Mä et kann een natierlech och méi eng wirtschaftlech Approche vun der Saach hunn a soen, datt et och an onsem eegenen Interêt ass, wa mer op dee Wee do ginn, well et kann ee jo nure Wueren, déi ee produzéiert, enger Persoun oder engem Land verkaufen, wann dat Land se och ka bezuelen.

Ech erënneren drun, datt et och wichteg ass, Här Minister, well mer dat schonn e puermol beschwat hunn, datt, wann Accords de coopération um Niveau européen ausgehandelt ginn, deen Ablack och Accords de réadmission fir Demandeurs d'asile, déi déboutéiert gi sinn, mat ofgehandelt ginn.

Ech géing awer och soen, wa mer esou en Effort wëlle maache fir d'Entwécklungshëllef an deen och nach wëllen ausbauen, da brauch et awer och vun der Regierung, datt se Efforté mécht fir déi Aarmut hei am Land ze bekämpfen, speziell an Zäiten, wou et méi schlecht geet, an datt doduerjer och d'Compréhension, de Versteedsdemech bei der lëtzebuerger Bevölkerung méi grouss gëtt, souguer elo an dëse Krisenzäite vis-à-vis vun der Entwécklungshëllef. Dat ass eng Debatt, där mer ons musse stellen, an ech mengen, wann d'Regierung mat deene richtegen Akzenter an den nächste Méint dat wäert zum Ausdrock bréngen, da kënn och d'Akzeptanz bei der Bevölkerung méi grouss eraus.

Mir sinn och d'accord mat deem Zil, fir weider nach 1% vum PIB unzestriewen, fir deen der Entwécklungshëllef zur Verfügung ze stellen. Eng vun deenen Debatten, déi hei an der Chamber an och an der zoustänneg Kommissioun opkomm sinn, ass déi fir sech ze froen, ob ee soll eng Verméschung maachen téschent den Dépenses, déi um Gebitt vum Environnement gemaach ginn an um Gebitt vun der Entwécklungshëllef, ob een déi soll eventuell och mat urechnen oder ofrechnen op d'Gebitt vun deenen Accorden, déi am Kader vu Kyoto festgehale gi sinn.

Mir mengen, Här Minister, datt, esou wäit wéi mer informéiert sinn, dat eng relativ akademesch Diskussioun ass, weinstens wat ons Entwécklungshëllef ugeet. An ech wollt just de Minister froen, ech mengen, wann ech gutt informéiert sinn, dann hu mer een eenzege Projet, deen an dee Kader kéint fallen, datt e kann zweemol gebucht ginn, eng Kéier au titre vu Kyoto an eng Kéier au titre vun der Entwécklungshëllef. Dofir, mengen ech, wier et awer interessant ze wëssen, wéi héich ongeféier dee Montant ass, fir datt een dat an d'richteg Licht ka stellen.

Nach fannen ech awer, datt een och muss kucke wéi déi aner Länner - Frankräich, Däitschland, d'Belsch - dee Problem do ugin, ob se dat zweemol buchen oder nëmmen eng Kéier, fir datt een an d'ärselwechter Praxis déi Problematik do soll ugoen, an net datt ee versicht de Luussepätter ze spillen, wann déi aner et net maachen. Ech mengen, do soll Kloeerheet herrschen um europäeschen Niveau.

Dann, Här Minister, hutt Der mat Recht an Ärer Ried gesot, datt dee Ruff no méi grousser direkter Budgethëllef vun de räiche Länner un d'Entwécklungslänner, datt méi Sue sollten direkt un d'Regierung vum den Entwécklungslänner goen an datt een hinne sollt d'Méiglecheete ginn, déi Suen esou gutt wéi méiglech ze verwalten, datt dat eng Approche ass, déi effektiv ganz oft an der Diskussioun ass a wou mer d'Meenung vun der Regierung deelen, datt een net sollt op dee Wee do goen.

Et gesäit een och, datt een do a ganz vill Konfliktsituatiounen kennt, wann een op dee Wee do geet. An hei wollt ech eng zweet Fro un de Minister riichten, och an deem Kontext vun enger Entwécklungshëllef, déi d'Europäesch Unioun fir d'palästinensesch Gebidder virgesinn huet.

Déi Hëllef, wann ech mech dat gutt erënneren, beleeft sech op 120 Millioune Euro d'Joer, an et ass an der Diskussioun, et si verschidde Länner, déi hu proposéiert, well elo Neiwahlen a Palästina geschitt sinn, an de palästinensesch Gebidder, an do d'Wahlen net esou ausgaange si wéi Verschiddener et gemengt haten - dat geet heiansdo esou an der Demokratie -, datt deen Ablack d'Hamas, déi Partei, déi d'Wahle gewonnen huet, soll elo bestrooft ginn, an domadder d'palästinensesch Bevölkerung och, an datt also keng Sue vun der EU an och vun anere Länner vun der UNO sollten iwwerhaapt nach an déi Gebidder do fléissen.

Ech soen direkt, Här Minister, ech mengen dat wier eng schlecht Politik, well esou wéi se dobaussen emfonnt gëtt - ech mengen dobaussen an den arabesche Länner - wier dat, datt déi grouss demokratesch Prinzipien, déi mer festhalen, deen Ablack net méi gëllen, wann d'Wahlen net esou ausgi wéi een et gäre gehat hätt oder wéi een et gehofft hat. Ech géing soen, datt et e ganz schlecht Bild fir Europa wier, wann een op dee Wee do géing goen.

Et hätt héchstwahrscheinlech en ähnlechen Effet, wéi deen Effet, dee mer hei schonn eng Kéier an der Chamber diskutéiert hunn, vun de Karikaturen. Duerfir ass et och wichtig, datt d'Regierung, an onsen Ae wéinstens, kloer seet, a wat fir eng Richtung se wëllt goen, ob se wëllt an d'Richtung goen, fir déi nei palästinensesch Regierung ze sanktionéieren, oder ob se seet: Mir wëllen de Wee, dee mer bis elo gaange sinn, weiderféieren an ons net un esou Sanktiounen bedeelegen.

Dat gesot, Här Minister, gëtt et natierlech och nach ganz vill aner Problematiken, déi mer elo schonn e puer Joer diskutéiert hunn. D'lescht Joer hate mer jo dovunner Abstraktioun gemaach, well mer d'Présidence haten, mä nach bleiwe Problemer, déi sollen diskutéiert ginn an déi een och net kann ignoréieren.

Mir begréissen, datt mer d'Microfinance nach wëlle weider ausbauen. Ech erënneren dorun, datt mer dat scho laang Jore gefuerdert hunn, datt mer och dat als e ganz effikasse Moyer ugesinn.

Ënner Microfinance versti mer och dat, wat mer am Laos konnte gesinn - dat ass dat, wat ech géing éischter nennen «Banque agricole» oder «microagricole» -, wou eng Initiativ geholl ginn ass, fir de Baueren, déi mat Problemer konfrontéiert sinn, duerch Agrarproduiten oder duerch d'Leit oder

duerch Déieren ze hëllef, hir Problematik ze iwwerbrécken. Ech mengen, et ass eng ganz luewenswäert Initiativ, déi och sollt an anere Länner Uwendung fannen.

Da wëll ech och drun erënneren, datt mer an der EU-Agrarpolitik nach ëmmer dee falsche Wee ginn. Et schéngt es elo, datt um Niveau vun der OMC sech e puer Saachen ausdäitschen, mä et muss endlech ophalen, datt mer als Europäesch Unioun Agrarprodukte subventionéieren, déi deen Ablack an Entwécklungslänner verkaaft ginn. Dat mécht déi Economie, déi Agrarprodukte vun deene Länner net méi kompetitiv an et bréngt och déi Baueren, déi schonn e schwéiere Stand hunn, total an de Misär.

Dat gesot, Här Minister, wëll ech nach eng Kéier vu Säite vum ADR soen, datt mir déi Politik, wéi dës Regierung, wéi déi viregt Regierung an déi Regierung virdru se gemaach hunn, mat ënnerstëtze wäerten. Ech hoffe just nëmmen, datt mer zesumme mat deenen ONGen a mat Lux-Development a mat alle Participanten déi positiv Resultater kënnen uféieren an den nächste Joren.

Dat gesot, wëll ech awer och nach e puer Minutte vun onser Riedezäit mengem Fraktiounskolleeg, dem Robert Mehlen, iwwerloossen, fir och nach e puer Ausféierungen an e puer Aspekter zu der Entwécklungshëllef selwer ze diskutéieren.

M. le Président. - Merci, Här Henckes. Nächste Riedner ass den Här Angel. Den Här Marc Angel huet d'Wuert.

M. Marc Angel (LSAP). - Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, zum Ufank wëll ech wéi all meng Virriedner - mä et kann een dat net genuch soen - e Merci riichten un all déi Leit, déi hei am Land an um Terrain fir d'Lëtzebuurger Kooperatioun schaffen. Ganz besonnesch wëll ech awer och dem Minister félicitéiere fir seng Aarbecht während der Présidence. D'Madame Arendt huet et gemaach, ech wëll et nach eng Kéier widderhuelen:

Hien huet et fäerdeg bruecht, am Numm vu Lëtzebuerg, am Numm also fir Europa, d'Deklaratioun vu Paräis ze négociéieren. En huet et fäerdeg bruecht, dass bis 2015 déi 25 Länner op 0,7% kommen. Mä e wichtige Punkt - en huet eis et gëschter a senger Ried gesot - ass och d'Aide d'urgence, wou hien dozou bäigedroen huet, bei der UNO deen „Central Emergency Fund“ ze kreéieren.

Wat mer gëschter ganz gutt gefall huet - duerfir wëll ech dem Minister Merci soen -, dat ware seng Bedenken, déi en zu deem Trend huet, deen een e bèsse bei der Kommissioun spiert, an och besonnesch bei dem Vereenegte Kinnekräich, bei den Englänner, déi jo méi an d'Richtung vun der Aide budgétaire wëlle goen. Do huet mech gëschter besonnesch gefreet, dass hei am Sall, wéi Der do Är Bedenken ausgeschwat hutt, ech menge vun alle Bänken do en «Très bien» komm ass. Dat huet mech gefreet, an dat wëll ech awer haut nach eng Kéier hei ënnersträichen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëllen d'Ausgabe fir d'Entwécklungszesummenaarbecht op engem konstant héijen Niveau halen. Dat huet och gëschter de Minister Jean-Louis Schiltz nach eng Kéier betount, an dat entsprécht och dem Regierungsprogramm, wou drasteet, dass et eist Zil ass, fir eis Ausgaben no an no op 1% vun eisem Revenu national brut ze bréngen.

Mir sinn eis natierlech och alleguer bewosst, dass mer an alle Beräicher driwwer nodenken, fir Suen ze spueren. Deen Drock wäert nach emol kräfteg wuessen, wa mer bis mussen am Kader vum Kyoto-Protokoll Emissiounsrechter kafen. Wat dat genau wäert kaschten, ass

nach net gewosst. Mä et kéint duerchaussinn, dass dat, wat mer ab 2008 mussen fir Emissiounsrechter bezuelen, well mer et net, oder nach net fäerdeg bréngen, seriö Energie a virun allem Bensin a Mazout ze spueren, um selwechten Niveau wäert sinn, wéi dat, wat mer fir d'Kooperatioun ausginn.

Am Kader vum Emissiounshandel hu mer viru kuerzem hei an der Chamber de Wee fräigemaach fir flexibel Mechanismen, wou mer mat der Hëllef vu Projeten an Entwécklungslänner eis Kyoto-Bilanz kënnen verbessern. Do ass et natierlech dann noleidend fir wëllen zwou Mécke mat engem Schlag ze treffen. Schéi wär et jo, wann e Projet, deen Emissiounen spuert, an eis doriwwer déi wäertvoll Zertifikater bréngt, och nach géif dozou bäidroen, d'Aarmut ze bekämpfen.

Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt sécher Geleeënheeten, wou dat méiglech ass. An déi Geleeënheete soll een och notzen. Am Allgemengen ass et awer éischter esou, dass ee frou ka sinn, wann déi zwou verschidden Zilsetzunge sech net géigesäitig behënneren. Wa mir emissiounsreduzierend Projeten an engem Entwécklungsland maachen, ass et eis Pflicht, och den Impakt vun dem Projet op d'Ëmwelt an op aner Aspekter ze analyséieren, déi d'Liewensqualität vun de Leit op der Plaz betreffen. Mir sollen eis ëm Synergië beméien, mä kloer definéieren, wat d'Haaptzil vun engem Projet ass. Et muss och transparent sinn, wat iwwer wéi ee Budget finanziert gëtt.

De Klimaschutz däerf net op Käschte vun den Entwécklungslänner goen, an et däerf op kee Fall sinn, dass sech d'Orientéierung vun eiser Kooperatiounspolitik iwwer d'Zäit esou verännert, dass nach just déi Projekte géife finanziert ginn, déi „niewebäi“ - entre Guillemets - och nach Emissiounsrechter produzéieren. An deemem Sënn, Här President, wëll ech lech och eng Motioun vun eis iwwerreechen, déi vun e puer Fraktiounen ënnerschriwwen ass. Wann ech gelift!

Motion 2

La Chambre des Députés,

- *considérant que, dans le cadre des obligations découlant du protocole de Kyoto, le Luxembourg aura recours aux mécanismes dits «de projet» pour atteindre son objectif concernant la réduction d'émissions de gaz à effet de serre;*

- *considérant que le mécanisme pour un développement propre prévoit la réalisation de projets dans des pays en voie de développement;*

- *considérant que l'objectif primaire de ces projets est d'obtenir des réductions d'émissions certifiées et non pas la lutte contre la pauvreté;*

invite le Gouvernement

- *à veiller à ce que les projets liés au mécanisme pour un développement propre ne soient pas financés au détriment du budget de la coopération au développement;*

- *à rechercher, dans la mesure du possible, des synergies entre les deux types de projets tout en respectant la finalité propre de chacun d'entre eux.*

(s.) Marc Angel, Lydie Err, Charles Goerens, Jacques-Yves Henckes, Marcel Oberweis.

M. le Président. - Merci, Här Angel.

M. Marc Angel (LSAP). - Während den alljährlechen Debatten iwwert d'Kooperatiounspolitik schwätze mer vun all deem, wat mer opbauen, Schoulen, Kliniken an esou weider, an och iwwer all

déi sozial Hëllef, déi mer fir d'Mënsche bréngen. Ech wëll duerfir nach eng Kéier drun erënneren an dat widderhuelen, wat de Minister gëschter gesot huet, an zwar, dass den Aids, den HIV-Virus, all dat nees kann zerstéieren.

Duerfir begréissen ech, dass Lëtzebuerg am Kader vun der multilateraler an och vu bilateraler Hëllef diesen Aspekt net vergësst. An ech ruffen nach eng Kéier op, nach méi verstärkt an déi Richtung ze goen. Dat sechst Objektiv vun deenen aacht Objectifs du Millénaire huet jo als Zil, d'Propagatioun vum HIV-Virus ze stoppen an d'Tendenz ëmzedréinen. Ech mengen, mir sinn awer do nach ganz wäit ewech.

Ech wëll hei och e ganz wichtige Zusammenhang ënnersträichen, an zwar ass dat dee vun der Bekämpfung vum HIV-Virus a vun der Santé reproductive, oder besser gesot, dat ass haut nach net gesot ginn: Dat nennt een «Santé sexuelle et reproductive». Dës zwéi Domänen mussen Hand an Hand goen. D'Informatioun iwwer an d'Behandlung vum Aids ginn net duer, och den Accès an d'Opklärung, d'Sexualerzéiung, spillen do eng grouss Roll. Well d'Ursaache vun HIV an all deene Problemer, déi mat der Santé sexuelle a reproductive ze dinn hunn, sinn nämlech déi nämlech: Et ass natierlech d'Ënnerdréckung vun de Fraen, et ass déi extrem Aarmut an et ass d'Marginalisatioun vu gewëssene Communautéiten.

Leider ass am Fong kee vun deenen aacht Objectifs du Millénaire, dee sech wierklech spezifesch mat där Santé sexuelle et reproductive ofgëtt. Et ass awer wichtig drun ze erënneren, dass den universellen Accès zur Santé sexuelle a reproductive wichtig ass, fir alleguer déi aacht Objektiv ze erreechen, besonnesch den drëtten Punkt, wou et ëm Empowerment vun de Frae geet, an de fënnefte Punkt, wou et ëm d'Gesondheet vun de Mammae geet. Ech mengen, d'Madame Arendt ass laang dorobber agaan, duerfir kierzchen ech dat, fir net hei ze widderhuelen.

Ech wollt mat folgender Remarque den Thema Aids ofschléissen: Fir all Euro, deen a räiche Länner an Entwécklungspolitik gestach gëtt, ginn derniewent zéng Euro an d'Défense gestach. Et ass och bewisen, dass, wann een dräi Deeg déi weltwäit Militärausgabe géing zuesammerechnen, et géing duergeen, fir de Problem vum Aids kënnen ze léisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e groussen Deel vun den ärmste Länner vun der Welt sinn um afrikanesche Kontinent, a wann an deene leschte Jore vu Succès geschwat ginn ass, dann huet dat virun allem Länner aus Asien betraff. Grad dese Succès, dee beispillsweis China an Indien nei Chancen um Weltmarkt opmécht, mécht et fir déi afrikanesche Länner duerfir erëm vill méi schwéier. Duerfir sinn ech frou, dass sechs vun eisen zéng Zillänner an deem Kontinent Afrika sinn, an dass 59% vun eiser bilateraler Hëllef a Projeten dohi ginn, an dass mer och nach bei fënnef aner afrikanesche Länner hëllef.

Sou wéi Afrika oft de vergiessene Kontinent vun eiser Äerd ass, ass de Balkan oft och dee vergiessene Eck vun eisem Kontinent. Och duerfir sinn ech frou - an et huet nach keen haut doriwwer geschwat -, dass mer och um Balkan hëllef. Ech hunn d'Kreditteer zesummegerechent: Dat si 5,9 Millioune am Joer 2004. Ech mengen, dat ass wichtig.

Och wann d'Situatioun um Balkan eng aner ass wéi an Afrika, ass et awer hei wichtig, dass mer do och zur Friddenssicherung op eisem Kontinent bäidroen, well mer wëssen all, dass de Balkan net méi wéi zwou Stonne Fluch vu Lëtzebuerg ewech ass. D'Ziler do sinn natierlech d'Stabilitéit vun der Regioun.

Verschiedde Projete reie sech natierlech och an eisem allgemengem Politik vun der Regierung an, fir den déboutéierte Réfugiéen, déi mussen zrëckgoen, de Retour oder hir Reintegratioun ze vereinfachen.

Mä een Zil bei all deene Projeten ass awer och d'Aarmutsbekämpfung; dat däerf een net vergiessen. An et freet mech och - ech hunn déi Projekte méi genau ugekuckt -, dass niewent Projeten, wou mer konkret um Terrain hëllef, awer och déi eenzel Projeten an den „Capacity Building“ agräifen, wat ech och gutt fannen, well ech mengen, a Europa kréie mer eréischt Rou, wa mer um Balkan hëllef a wa mer deen och op laang Hiesicht hei an Europa integréiert kréien.

Ofschléissend wëll ech nach op eng Neierung hiweisen, déi mer dëst Joer haten, an déi eis et méiglech gemaach huet, fir eis besser fir dës Debatten ze preparéieren. Dat war, dass mer an der Kommissioun, niewent den ausféierlechen Informatiounen vum Minister, deem mer och vill Froe konnte stellen, och eng Delegatioun vu Lux-Development an eng Delegatioun vum Cercle vun den ONGen konnten empfanke. Ech mengen, dëst ass e gudden Ufank fir méi e breeden Débat hei am Land ze kréien iwwer d'Kooperatiounspolitik.

Erlaabt mer duerfir e puer Punkten aus deem klengen Hearing, dee mer do an der Kommissioun haten, ervirzestrichen, déi, mengen ech, wichtig waren. Niewent deem, wat de Minister gesot huet a wat mer jo elo säit zwee Deeg hei diskutéieren, wollt ech awer och op zwee Punkte vun deenen anere Partnern agoen, déi mer gesinn hunn.

Mir si gewuer ginn, dass Luxdev sech säit dem 1. Januar 2006 nei Struktüre ginn huet. Si hunn e Comité de direction gegrënnt, wou et niewent dem President vun deem Comité de direction, dem Chef Raymond Weber, nach eng Direction Formulation an Études gëtt, eng Direction des Finances an eng Direction opérationnelle.

Ech mengen, si haten och en Audit, an d'Ëmsetze vun deem Audit war, dass soll dee Voleto opérationnel getrennt gi vum Voleto financier. Ech mengen, dat ass eng gutt Saach. Mir sinn och gewuer ginn, dass hire Chiffre d'affaires - wann een dat esou däerf nennen - sech an de leschten zéng Joer verfënfacht huet, an doraus huet sech natierlech erginn, dass si hu misse restrukturéieren.

Et war och interessant ze héieren, dass si sech fir dëst Joer en Zil ginn hunn, an zwar méi vu Generalisten op Spezialisten iwwerzegoen, sou genannten „In-house Capacity Building“. Dat war interessant, a wat mech och ganz begeeschtert huet, dat war fir ze héieren, dass si déi eenzeg Agence de développement op der Welt sinn, déi sech ISO zertifizéieren gelooss hunn. Ech mengen, dat ass wichtig, well heiderch kann ee seng Prozeduren a Prozesser vill besser duerch en „Manuel de qualité“ kontrolléieren.

Och d'Entrevue mam Cercle vun den ONGen war ganz interessant. Si hunn eis gesot, dass hir Zesummenaarbecht mam Kooperatiounsministère sech an deene leschten zéng Joer vu Joer zu Joer verbessert huet. Si hunn eis och gesot, dass d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg, wat déi Zesummenaarbecht ubelaangt, ganz gutt ass, well jo 10% vun der APD iwwert d'ONGen ginn. A Frankräich ass dat manner wéi 1%; dat ass vläicht och emol eng Kéier wichtig ervirzestrichen.

Si hate just ee klengen Regret - an ech wëll deen hei virbréngen -, dat ass, dass si fonnt hunn, dass si an de Pré-PIC-Verhandlungen gäre gëngen e bèsse méi mat abezu ginn a vläicht och an de PIC-Verhandlungen sur place. Et war wierklech interessant, och déi zwéi Acteure vun der Kooperatioun ze héieren.

Domadder wollt ech ofschléissen an lech Merci soen, dass Der mer nogelauschert hutt.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Hâr Angel. Als leschte Riedner ass ageschriwwen den Hâr Mehlen. Hâr Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen (ADR). - Merci, Hâr President. Ech wollt der Ausföerung vu mengem Kollege Jacques-Yves Henckes nach haaptsächlech an enger Iddi e puer Gedanken ufügen.

Ech mengen, all meng Virriedner hu kloer, däitlech a markant drop higewisen, wéi eis Welt am Dés-équilibre ass, a wéi wichteg datt et ass, datt mer all Efforte maachen, fir méi Balance an dës Welt ze kréien. Dofir ass iwwert de Sënn an d'Noutwendegkeet vun enger gutt konzipierter Kooperatiounspolitik keng Diskussioun ze féieren.

Et ass awer net nëmmen den humanitären Aspekt. An ech ginn dem Kollege Charles Goerens Recht, wann hie seet: Eigentlech bräichte mer net doriwwer ze diskutieren, woufir datt mer dat maachen. Eleng aus enger humanitärer Approche eraus ass dat schon noutwendeg.

Mä et ass awer och deen aneren Aspekt, an zwar dee fir eis Welt dauerhaft liewenswäert ze erhalen. Mir wësse wat den Aarmut am Comportement vun de Leit an deene Länner mat sech bréngt: dauerhaft Zerstückelung vu Liewensgrundlagen, well si keen anere Choix hunn, Klimawandel am Schlepptau, deen eis och direkt betrëfft, d'Fortschreite vun de Wüsten, d'Nahrungssécherung, Waasserknappheet an esou weider.

Hâr President, et gëtt ee Mann, dee sech ganz vill Gedanken doriwwer gemaach huet als Wëssenschaftler, och deelweis a Kooperatioun mat der Europäescher Unioun, an dat ass de Professor Franz Joseph Radermacher, dee viru kuerzem eng Konferenz hei gehalen huet, wou Kollegen och hei aus dëser Enceinte d'Geleeënheet haten, dat Referat ze héieren.

Et war ganz impressionnant. Wa mer vun der Nahrungsmittelsécherheet op dës Welt schwätzen, da muss een - an dat war och fir mech, dee sech jo awer mat där Problematik do regelméisseg aussernee setzt, eng nei Donnée - a Considéeratioun zéien, datt 25% vun eiser Nahrungsproduktioun eigentlech aus dem Asaz vu fossiler Energie hierstamen. Dat heescht, datt et immens urgent ass, datt mer och um Aspekt vun der dauerhafter Nahrungsmittelsécherung Kooperatiounspolitik maachen, déi dorop ofziilt, fir déi natierlech Liewensgrundlagen net méi ze zerstéieren. Dofir ass d'Kooperatiounspolitik, wann och net prioritär, mä dann awer och eng Aktioun vun Eegeschütz.

Mä, Hâr President, mir hunn net méi vill Zäit. Wann ee gesäit, wéi déi global Entwécklung leeft, da stellt d'Fro sech eigentlech net: Musse mer eppes maachen?, mä d'Fro stellt sech: Wéi organiséiere mer eis, fir datt et esou wirksam an esou séier ewéi méiglech geet? An dofir ass vum Professor Radermacher d'Initiativ vun engem „Global Marshall Plan“ an d'Welt gesat ginn. Eng Initiativ, déi entre-temps ganz vill Ënnerstëtzung op der ganzer Welt fonnt huet.

Wat ass dat?

Si baséiert op fënnf strategesche Piliere:

Éischens: eng méiglechst séier Verwierklechung vun de Millenniumsziler, wéi se 2000 vun der UNO definéiert gi sinn.

Zweetens, an dat ass de kruziale Punkt: d'Mobiliséierung vun 100 Milliarden Dollar järelech, zousätzlech zu deene 60 Milliarden, déi de Moment an der Entwécklungspolitik agesat ginn.

Drittens: Etabléierung vu faire Mechanismen, fir dës néideg Méttelen opzebréngen. Hie schléit vir, 0,01% op Finanztransaktiounen a

Kapitalspekulationen, eng Tax vun 0,05% op dem Welthandel, eng sou genannten „Terra-Abgabe“, an eng Weltsteuer ënner anerem op Kerosin.

Véierte Punkt: Progressiv Realisatioun vun enger weltwäiter ökosozialer Maartwirtschaft duerch Realiséierung vun engem bessere Kader fir d'Weltwirtschaft betreffend d'Wirtschaft, d'Ëmwelt, dat Soziaalt an d'Kultur. Dat betrëfft Reformen a besser Vernetzung vu bestehenden internationalen Institutiounen, wéi d'UNO, d'WTO, de Währungs-fong, d'Weltbank, ILO, UNDP, UNEP an UNESCO.

Fënneftens: D'Viraussetzung fir den Erfolleg sinn eng fair partnerschaftlech Zesummenaarbecht, d'Förderung vu gudder Gouvernance, évidement, an d'Bekämpfung vun der Korruptioun.

Wuerfir dës Iddi?

Well mer gesinn, datt déi vill Ustengungen op bilateraler Basis duerch déi onkontrolléiert Effete vun der Liberaliséierung zu engem groussen Deel anéantéiert ginn. Well mer gesinn, datt d'Zäit eis fortleef, datt trotz deem enormen Input vun enger Partie Länner den Ënnerschied tëschent Aarm a Räich ëmmer méi grouss gëtt, an d'Zerstéierung vun der Ëmwelt parallell ëmmer méi grouss gëtt. Well d'Erreechung vun de Millenniumsziler nëmme méiglech ass, wann d'Efforte weltwäit koordinéiert a multiplizéiert ginn.

Ech ginn deene Recht. Ech mengen, et war d'Madame Arendt, déi hei op de Skandal higewisen huet, wa mer kucken, wat weltwäit eleng an d'Rüstungsindustrie, an d'Waffen investéiert gëtt a mer vergläichen dat mat deem, wat mer an eng sënnvoll Entwécklung stichen.

Hâr President, ech hu mer virgestallt, wann et dann de Männchen um Mars gëtt an e kuckt erof op dës Welt mat engem Feldstecher an e kuckt, wat mir hei veranstellen, da muss dee wahrscheinlech de Kapp rëselen. E gesäit, datt dee gréissten Deel vun der Weltpopulatioun am allergréissten Misär, an allergréisster Aarmut leeft, an datt dee méi klengen Deel, deen d'Mëtelen hält fir deem Misär opzehëlfen, seng allergréissten Energien drop verwennt, fir Waffen ze fabrizéieren, fir datt mer eis géigesäitig ëmbréngen. Wann een dat emol aus där Perspektiv kuckt, da kann ee jo eigentlech nëmmen de Kapp doriwwer rëselen. Mir wëssen awer, wuerfir datt et esou ass, an dofir ass et noutwendeg, datt deem Skandal en Enn gemaach gëtt.

Ech hu virun enger Zäit - an dofir widderhuelen ech et nach eng Kéier hei - gesot: Woufir soll Lëtzebuerg net emol eng Kéier d'Initiativ huelen a soen, jiddferee soll e bestëmmt Prozentsaz, dee fir deen ee wéi fir deen aneren d'selwecht wär, bezuelen? Da géife mer jo d'Reduzierung och an alle Länner an deemselwechte Mooss praktizéieren, hir Rüstungsausgaben ëm 20, 30, 50% zréckschrauwen an déi Kreditter fir eng sënnvoll nohalteg Entwécklung zur Verfügung stellen.

Hâr President, d'Iddi vun engem globale Marshall-Plang ass d'Antwort op déi riseg Erausforderung, där mer eis ze stellen hunn, an där hir Léisung entscheidend fir d'Zukunft vun eisem Globus an deenen zukünftege Generatiounen wäert sinn. Et ass eng Iddi, déi lues a lues ëm sech gräift, si erfënnt d'Welt net nei, mä si ass e wëssenschaftlech konzipéiert Konzept, un deem laang geschaff ginn ass, dat capabel ass, dem Skandal vun Honger, Krankheet, Aarmut an Analphabetissem dauerhaft en Enn ze maachen. Si baut virun allem op op déi bestehend Instrumenter, mä hir Realisatioun erfuerdert konsequente politeschen Asaz, an do sinn d'Parlamentarier als Verriedung vun de Völker an de Staten als Alleréisch gefuerdert.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Si gëtt haut schonn ënnerstëtzt vu ganz villen Organisatiounen, ënner anerem dem Club of Rome, Institutiounen, Wëssenschaftler, Politiker, jo souguer Regierungen. An Eisträich ass e Mouvement amgaang vun eenzelne Bundeslänner. Ënner anerem hu Salzburg an Oberösterreich viru kuerzem öffentlech beschloss, datt se déi Initiativ géingen ënnerstëtzen. Dofir wollt mir vun hei aus en Opruff maache fir ze kucken, wéi mir als e Land, wat jo enorm Efforté vergläichsweis an der Kooperatioun, an der Entwécklungspolitik mécht, dës Initiativ kéinten esou gutt wéi méiglech ënnerstëtzen.

Hâr President, ech hunn eng Resolutioun hei ausgeschafft, wou mer als Lëtzebuurger Parlament eis Kommissioun, déi sech mat deene Froe befaasst, géinge chargéieren, fir sech emol méi genee mat där Iddi ze familiariséieren an ze kucken, ob mer le cas échéant déi Iddi kënnen ënnerstëtzen. Ech wëll lech dës Resolutioun iwwerreechen an domadder wier ech fäerdeg.

Ech soen lech Merci.

Et ass nëmme meng Ënnerschrëft drënner.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- *considérant que les énormes souffrances et problèmes résultant du sous-développement à l'échelle mondiale ne peuvent être résolus durablement que par une action mondiale concertée et solidaire;*

- *prenant note de l'initiative d'un «GLOBAL MARSHALL PLAN» qui vise à résoudre les problèmes mondiaux de sous-développement par une initiative globale, comparable à celle du Marshall-Plan après la Deuxième Guerre mondiale;*

charge sa Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

- d'analyser les différents aspects de ce concept et d'étudier par quels moyens le Luxembourg pourrait soutenir cette initiative.

(s.) Robert Mehlen.

M. le Président. - Jo, merci, Hâr Mehlen. Mir deelen déi Resolutioun aus a kucken, wie se gegebenfalls matdréit.

Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss an d'Wuert huet ofschléisend den zoustännege Minister, den Hâr Jean-Louis Schiltz. Hâr Schiltz!

M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire. - Hâr President, no deenen, wéi ech mengen, villen an excellente Bäitrag bleift mir eigentlech net méi vill derbäizefügen.

Ech si frou feststellen, datt d'Stousrichtung, d'generell Marschrichtung vun där Politik, déi mer säit 2004 féieren, wat mech ubelaangt, mä déi awer op eng Kontinuitéit vun deene Politike vu viru baséiert, zu engem ganz maassgeblechen Deel hei am Parlament nach wie vor grouss Zoustëmmung fënnt. Duerfir wëll ech och vläicht net hei op déi Saachen agoen, déi aus menger Ried an aus eisem Rapport erausgaange sinn an déi vun der Chamber gedeelt ginn. Ech wëll villméi probéieren, eng ganz Rei aner Saachen hei ze kommentéieren.

Fir d'éischt, zu deene Saachen a Punkten, déi d'Madame Arendt soulevéiert huet, wëll ech dat hei soen: D'Madame Arendt huet d'Fro soulevéiert vun der Mikrofinanz a vun deem Label de qualité, dee vun der ALFI ausgeschafft ginn

ass. Ech hunn dee Label selwer elo, deen dës Woch presentéiert ginn ass, nach net gesinn. D'Initiativ ass awer eng Initiativ, déi ech vun Ufank un ënnerstëtzt hunn an déi ech och an der „Semaine de la microfinance“ mat weidergedriwwen hunn, well ech nämlech gesot hunn: Mir mussen - an duerfir considéieren ech mech och e bësse vläicht awer als ee vun de Pappe vun der Iddi - kucke goen, dass mer genau wëssen, wat mer maachen; duerfir d'Wichtigkeet vun deem Label de qualité.

Dir hutt d'Fro vun engem neien Zilland ugeschwat. Dir wësst, datt mer vum CAD dozou ugehale ginn, fir eis Aide méi ze konzentréieren op manner Zillänner, am Sënn vu méi Effikasitéit. Dat ass extrem schwéier, an ech wëll vläicht all déi Themen, déi an deem Zesammenhang hei soulevéiert gi sinn, an engem behandelen.

Ech mengen net, datt mer kënnen am Kader vun engem Gesetz oder iwwert de Gesetzeswee de Retrait vun der Lëtzebuurger Kooperatioun aus engem Land regelen oder Regeln do virgesinn, well dat ass vill méi eng komplex Problematik, déi ee muss um Terrain kucken, déi een an engem Nohaltegkeetskader muss kucken.

Och wann an Netzillänner scho Retrait operéiert gi sinn, och wann d'Lëscht Enn vun den 90er Jore vun de Länner massiv erfogsat ginn ass, mengen ech awer soen ze kënnen, datt deen Exercice, dee mer am El Salvador ganz konkret ugefaangen hunn, fir do iwwert de Wee vun engem Consolidatiounsprogramm d'Saach auslafen ze loossen, eng Approche ass, déi bis elo net do war. Dat ass eng schwéier Approche, dat mécht natierlech keng Freed, wann een enger Regierung dat muss erkläre goen.

Ech wëll awer och dobäi soen, datt ech eigentlech net d'Kontradiktioun mat de Kyotosprojete gesinn. Ech gesinn do éischer d'Complémentaritéit, well nämlech, wann ënner der Fuchtel vun Environnementsminister decidéiert gëtt, datt Kyotosprojeten am El Salvador sollen ofgewéckelt ginn, da fannen ech dat gutt am Sënn vun deene Synergien, déi virduun ugeschwat gi sinn - duerfir sinn ech och d'accord mat där Motioun, déi proposéiert ginn ass -, wann dat do geschitt. Dat erlaabt et eigentlech, dee Kooperatiounsretrait ofzefiederden. Dat verhënnert och net, datt mer an där Consolidatiounsphas, wou mer dra sinn, probéieren, där Synergien duerzestellen.

Ech mengen awer, datt fir d'éischt emol, mengen Informatiounen no, nach net séchergestallt ass, datt Lëtzebuerg dee Projet huet. Ech mag do elo net um leschte Stand sinn, mä wann dat de Fall ass, siche mer sécherlech do Synergien. An déi Presenz, déi mir op der Plaz hunn, respektiv am Nieweland Nicaragua, ka sécherlech do hëllefen.

Nach eng Kéier: Wann ech vun der Zuel vun de Länner schwätzen, hu mer eis zwar bis elo a kengem Zilland zréckgezunn. Mir hunn Démarchen entaméiert - dat ass eng éischt Etapp. Déi waren et bis elo net. Et ass méiglech, datt do nach aner Länner nokommen, dat muss ee kucken. Wat mer par contre probéieren ze maachen, dat ass am Sënn vu méi Effikasitéit, am Kader vun engem Maximum vun Netzillänner eis zréckzézéien, well dat mécht eigentlech am Sënn vun der Effikasitéit kee Sënn.

Mä nach eng Kéier: Ech mengen, déi Fro kann een net iwwert de Gesetzeswee léisen.

Dat Ganzt bréngt mech och zréck op de Ruanda. Am Ruanda ass d'Situatioun esou, datt pour l'essentiel zwee risegrouss bilaterale Baillouren do sinn, dat sinn d'Amerikaner an d'Briten. Mir waren, wéi de Charel Goerens richteg gesot huet, am Ufank vum Joer 2000 dee wichtigste Partner an der Aidsbekämpfung. Mir sinn elo an en-

gem groussen, massive Kampf géint den Aids nach een zentraalt Stéck, wou mer dozou bäidroen, datt eng Rei vu qualifizéierte Leit kënnen à la fois sech ëm d'Leit këmmen, déi affektéiert sinn, awer och déi Leit forméieren, déi sech solle dans le long terme ëm déi Leit këmmen, déi affektéiert sinn.

Dat ass eigentlech déi zweet Phas, déi mer mat der ruandescher Regierung ugeschwat hunn am Kader vum ESTHER-Projet, esou dass mer eng Phas géife maachen, déi iwwert déi nächst véier, fënnf Joer geet, wou mer probéieren vun deene Leit, déi elo vun eis sur place sinn - qui font un travail remarquable, déi dat zentraalt Stéck, wéi gesot, si vun deem groussen Programm -, datt déi do den Know-how transféieren.

Au-delà dovunner, mengen ech, datt ech aus deene Konzentratiounsconsidéeratiounen an aus deene Considéeratiounen vun Effikasitéit eraus net ka mat op de Wee goen, fir en neit Zilland elo derbäizehuelen. Ech sti selbstverständlech am permanenten Dialog mat der Chamber, wat déi do Fro ubelaangt - dat ass jo eng Fro, déi all Joer erëmknäit.

Zur Sensibilisatioun wëll ech näischt soen. Ech hunn a menger Ried d'Wichtigkeet vun där Sensibilisatioun ervirgestrach.

Den Hâr Goerens huet zu Recht drop higewisen, datt déi Kooperatioun sech entre-temps och e wëssenschaftlechen Ënnerbau ugëeegent huet, dee mer weider probéieren ze entwéckelen, wat mech och dozou bréngt, fir kee Problem ze hu mat där Motioun, déi seet, mir sollen déi Recherche an dee wëssenschaftlechen Ënnerbau weider promovéieren.

Datt déi Assises de la Coopération sollen institutionaliséiert ginn, domat kann ech och nëmmen d'accord sinn, well et ass eng Iddi, déi vu mir kënn. Ech wollt just der Madame Err vläicht soen, datt dat e premier galop d'essai war an et vläicht also normal war, datt mer dat emol mat eise Büro gemaach hunn a mat der Luxdev, fir emol ze kucken, wat dat géif ginn, a mer selbstverständlech dëst Joer dat wäerten ausbauen an all déi aner Acteuren och wäerten dorun associéieren.

Den Hâr Goerens huet laang vun der Kohärenz geschwat; dat ass mer wichteg. Ech hu ganz laang d'lescht Joer dovu geschwat. Ech hunn dëst Joer net vun der Kohärenz als sollech geschwat, mä awer probéiert, d'Lienen tëschent deene verschiddene Politikfelder ze tracéieren, an och gekuckt, wéi déi Relatiounen do tëschent deenen zwee Politikfelder bestinn.

Den Hâr Goerens weess aus Erfahrung, wéi ee sech mat Sécherheetsfroen an humanitäre Froen ausenaner setzt. Hien huet dat, mengen ech, richteg beschriwwen a genau wéi ech gëschter gesot hunn, geet et drëm, datt jiddferee soll seng spezifesch Missiounen erfëllen, mä datt d'Finalitéit eben d'nämlech ass, wéi gesot, fir deenen ze hëllefen, déi am Misär sinn.

Och wann ech d'accord sinn, datt déi Synergië gratis sinn, wéi Dir gesot hutt, datt déi Action humanitaire sech selwer justifiéiert, esou gesinn ech dat dach och viru méi engem groussen Sécherheitshannergond - Dir hutt dat iwwerregens gesot. An ech wëll do op déi ganz konkret Evolutioun an der Europäescher Unioun hiweisen.

An der Europäescher Unioun sinn de Moment Diskussiounen amgaang, wéi déi nei Phas vun der African Peace Facility soll finanziert ginn. Elo ass et esou, datt am leschte FED, dat sinn also d'Développementssuen, eng Rei Reliquatë sinn. Do sinn all d'Länner praktesch der Meenung, datt mer déi African Peace Facility, wat fir mech eng Sécherheitsfro ass, sollen iwwert d'Développementsgelder finanzéieren. Et ass ee Land -

vläicht zwee - net där Meenung, dat Land seet, mer misste se iwwert d'PESC finanzéieren. Dat Land ass Lëtzebuerg.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Ech si gefrot ginn, ob ech meng Reserv géif levéieren op Niveau COREPER, Ech hunn dat refuséiert, esou datt déi Fro elo an de Conseil geet, an de CAGRE, deen am Abréll wäert zesummekommen. Ech verstopen lech allerdéngs net, datt, wann ech do deen Eenzege allein auf weiter Flur sinn, ech net weess, wéi laang ech nach meng Objektivitéit do kann oprechterhalen.

Ech mengen, dat illustréiert awer, datt et eis nach wie vor, vläicht méi souguer wéi deenen anere 24, doréms geet, datt Froen, déi mat Sécherheet a Fridde sollen ze dinn hunn, iwwer Sécherheets- a Friddenssaache lafen, a Froen, déi mat Développement ze dinn hunn, sollen iwwer den Développement lafen, dat net dat eent au détriment vun deem anere gemaach gétt. Wat net heescht, datt net Synergie solle geschéien. Dozou hunn ech haut eppes gesot, mä ça c'est une autre question.

Richtig ass och, wann ee vu Kohärenz schwätzt a wann een da vu Welthandel schwätzt,...

(**Interruption**)

...datt d'Kaarten do net richtig verdeelt sinn. Do ass et meng Iwwerzeugung - an ech hunn dat och scho gesot, wou ech mat der Chamber mech ennerhalen hunn iwwer Hongkong -, datt, wann et am Kader vun der Doha Round - dat heescht ech schwätzen do vun der OMC; ähnlech géif gëlle fir d'Weltbank a fir de Fonds monétaire -, wann et also am Kader vun der OMC zu enger méi grousser Ouverture kéint, ouni datt nach iergendwellech Regele bestinn, dann ass et sécher, datt déi äermste vun deenen arme Länner wäerten d'Kopplabunz schloen, näischt wäerte fäerdeg bréngen an nach méi wäerten erfroen an hirem Entwécklungsstadium, an déi, déi profitéieren wäerten, dat sinn déi an der Mëtt. Et sinn e puer vun deene Länner genannt ginn, et kéint een och nach Indien a Brasilien dobäi nennen.

Dat heescht och, datt - an dat hunn ech och gesot - datt déi Percée, déi mer zu Hongkong trotzdeem haten, andeems mer decidéiert hunn, datt d'Exporthëllef erfroeg gi bis 2010 oder 2012, datt déi Initiativ, datt Produiten aus Afrika en franchise de droits kënnen an d'Uniouen erakommen, an déi richteg Richtung geet.

Dat gesot, ass Hongkong sécherlech nëmmen tout au plus eng Victoire d'étape, déi ee mat enger gewëssener Modestie soll net genéissen, well si ass net ze genéissen, mä mat enger gewëssener Modestie soll zur Kenntnis huelen. Dat Wichtigst ass, mengen ech, datt déi Efforten do weiderginn.

Fir mech bleift, datt all Kontinent - an do äntwerten ech och en Deel op déi Froen, déi den Här Henckes ugeschwat huet - zwar d'Recht muss hunn, fir seng eegen Agrikultur esou ze organiséieren wéi hien dat richteg fënn - Här Mehlen, dat huet och a vläicht virun allem souguer eppes mat Sécurité alimentaire ze dinn, Dir hutt dat gesot -, mä dat Recht, fir seng eegen Agrikultur ze organiséieren op sengem Kontinent, comportéiert a mengen Aen awer gradesou kloer d'Obligatioun, fir deem anere seng Agrikultur net ze desorganiséieren.

Duerfir gétt et héich Zäit, datt déi Exporthëllef, déi maachen, datt Produiten aus entwéckelte Länner an ennerentwéckelt Länner exportéiert ginn, well se à la base subventionéiert ginn a méi bëlleg da kënnen verkaaft ginn, datt dat ophéiert. Mir sinn do, wéi gesot, um richtige Wee.

Ee Wuert zum Schuldenerlass. Dat ass eigentlech vill méi eng komplex Fro wéi et ausgesäit, well - wéi Der richteg gesot hutt, an ech mengen dat och - déi richteg Äntwert ass dans le long terme eng Politik ze maachen, déi sech op Doné konzentréiert, eng Politik, déi also net Prêté mécht, och wa mir, dat ass richtig, wéi all déi aner Membere vun den internationalen Institutionen, participéieren un deem Schuldenerlooss.

(**Coups de cloche de la Présidence**)

Dat wäert iwwerengs eise Budget an deenen nächste Jore mat ronn 2,5 Milliounen Euro all Joer grevéieren. Et ass richtig, datt de beschte Wee dee vun den Donen ass.

An dann ass och en Element vun Ongerechtheet an deem Schuldenerlooss, well d'Kapverdianer hu sech zum Beispill ganz staark gemaach, fir drop hinczewiesen - zu Recht, wéi ech mengen -, déi hu gesot: Jo lauschte emol, mir hunn eis beholl, dat heescht mir hunn d'Scholden zrëckbezuelt a mir hunn domadder eis Leit privéiert, an déi aner, déi ginn eigentlech elo par rapport zu eis „privilegiéiert“, well déi hu mat de Suen un peu tout et n'importe quoi gemaach, a mir ginn eigentlech elo bestrooft. Duerfir ass dat eppes, wat een, fannen ech och, soll differenziéiert gesinn.

Ech wëll derbäifügen, datt am Kader vu Gleneagles ëmmer vu 45 Milliounen Dollar geschwat gétt à partir vun 2010; dat ass Gleneagles plus other donors, datt heescht, déi europäesch Décisioun mécht an deene 45 Milliounen Gleneagles der schonn 20 aus. Ech wollt dat och eng Kéier vläicht an deem Kontext hei ervirsträchen, well net alles, wat verkaaft gétt als G8, ass och G8. Et ass elo net esou, datt ech hei wëll do an en „beauty contest“ tueden, mä et soll een d'Saachen awer soe wéi se sinn.

Dann, wat d'Optriede vun der Europäescher Uniou ubelaangt, wëll ech vläicht soen, datt Der d'Formation vun den „constituencies“ an deene verschiddene Banken bemängelt hutt. Mir probéieren ëmmer méi do, wou et méiglech ass, op en anere Wee ze goen, zum Beispill am Fonds global, wou mer elo mat den Null-Siwenter an enger „constituency“ sinn. Mir hunn och probéiert enner Lëtzeburger Présidence, fir op Plazen, wou virun d'Europäesch Uniou net mat enger Stëmm geschwat huet, mat enger Stëmm ze schwätzen: Dat war de Forum vu Paräis.

Ech ka mech erënneren, datt d'Diskussioun relativ hëtzeg war, datt ech am Numm vun der Uniou geschwat hunn, a mer dunn eigentlech en Désaccord am Sall festgestallt hunn. Wou dunn awer d'Leit gesinn hunn, datt 25 europäesch Ministeren op eemol sech opgehewen hunn an erausgaange sinn, fir sech ze beroden, dat huet Impressioun gemaach, an dat huet eis och erlaabt do weiderzokommen. Dat ass sécher de richtige Wee.

Et sinn och e puer vun de Riedner, déi vun de Justificatiounen vun der Politik geschwat hunn. D'humanistesche Grënn deelen ech selbstverständlech. Et gétt nach vill aner Grënn. Wichtig ass awer fir mech, datt déi Politik d'Expressioun vun der Solidaritéit vun de Lëtzeburger no baussen ass. Duerfir sinn ech och frou iwwer all dat, wat ech hei héieren hunn, wat Zuelen ubelaangt.

Ech sinn och frou iwwer dee Plädoyer, deen ech vun deene meeschte Riedner héieren hunn, wat d'Crises oubliées ubelaangt. Ech wëll do soen, wat Pakistan ubelaangt, datt do zwar net alles zum Beschten ass, mä datt awer all déi, déi gejaut hunn an deene leschte Méint, datt dat awer trotzdeem zu eppes gefouert huet, an d'Situatioun do elo net méi esou

schlecht ass, wéi se emol um Schluss vun leschte Joer war. Si ass net gutt, mä si ass net méi esou schlecht. Tout est relatif en la matière. Et geet elo do an d'Rekonstruktionsphas. Dat heescht, dat ëmmer erëm drop opmierksam maachen op déi vergiesse Krisen ass sécherlech eent vun de wichtigsten Elementer, déi mer kënnen an déi humanitär Approche mat erabrëngen.

Wat de Referenzwäert ubelaangt, Madame Err, ass dat den RNB, dee sech zesummesetzt aus de Flux vun de Revenus des facteurs de production, minus d'Salaire vun de Frontaliers, plus d'Dividenden op den Intéréten. Dat ass an deser Legislatur ëmmer esou gewiescht; an där virun, mengen ech, och. Wann ech kucken, wéi dat am internationale Verglach behandelt gétt, dann ass an der UNO den Terme dee vun „Gross National Income“. Meng Engleschkenntnisser ginn esou wäit, datt ech „Gross National Income“ mat „Revenue national brut“ iwwersetzen. Mir sinn also do op där nämlecher Linn. Am Iwwerengs ass dat mam CAD ofgekläert, well mer jo all Joer do d'Zuelen eraginn.

Ech wëll och soen, datt den RNB weider eropgeet, an datt also do och eng Rei Facteurs d'augmentation vun der Aide an deem mesuréierte Kader, deen ech virginn hu gëschter, bestinn.

Ech kann lech och rassuréieren, datt ech net wëll Automatismen hierstellen, wat d'Gouvernance ubelaangt. Ech wëll just weisen, datt mer et eescht mengen. Ech mengen net, datt een déi kann nach eng Kéier strofen, déi schlecht regéiert sinn, andeem een och seet: Mir coupéieren eis Hëllef. Mä ech mengen, et ass awer wichtig, fir deen Aspekt méi ervirsträchen.

Ech hu gesot, datt ech géif d'Konklusiounen vun Audit organisatiounen an d'Kommissioun diskutéieren kommen. Ech maachen awer drop opmierksam, datt et en Audit organisatioun ass, datt et also net ëm d'Orientatiounen vun der Politik geet. Et geet drëm wéi mer organiséiert sinn. Ech weess net, ob mer Organisatiounsexperten op der Uni hunn, déi niewent de Réviseurs nach mussen eis do beratschloen. J'ai quelques doutes à ce sujet.

Wat d'Gesetz ubelaangt, hutt Der dräi Saachen ervirbruecht: Dir hutt vun der Roll vun der Luxdev geschwat, Dir hutt vun den Agents de la coopération an Dir hutt vum Retrait aus engem Zilland geschwat. Vum Retrait aus engem Zilland hunn ech geschwat. D'Agents de la coopération an d'Coopéranten ass sécherlech derwäert, datt een dat eng Kéier am Detail kuckt. Ech mengen net, datt mer d'Gesetz mussen änneren, fir d'Roll vun der Luxdev ze definéieren, well a mengen Aen ass se 300%eg kloer: D'Luxdev ass d'Agence d'exécution. D'Politik gétt am Ministère gemaach.

Mir sollen dat alles kucken, wa mer den Audit organisatiounen hunn. Ech mengen, wa mer mat deem bestehende Gesetz kënnen fonctionnéieren, solle mer weider mat deem fonctionnéieren. Wa mer do wierklech Obstaclé géifen entdecken, sinn ech gär bereet driwwer ze schwätzen. Ech gesinn déi Obstaclen, déi eise Fonctionnement an eis Politik géife behënneren, an deem Fall hei net.

Wou ech net mat lech d'accord sinn, dat ass, datt mer net sollen zwar de Budget ëmkrempelen, well ech mengen, dat géif et méi komplizéiert maachen, an dat géif eis zum Beispill net déi Pompjesfunktions erlaben, déi mer heiansdo a Crise-humanitäre hunn. Ech géif also do proposéieren, dobäi ze bleiwen.

Wat ech awer eng gutt Iddi fannen, a wat mer probéieren ze maachen, dat ass fir méi mat Indicateuren ze fonctionnéieren, well dat schéngt mer dat ze sinn, wat dat Wichtigst ass. Am Iwwerengs ass d'Evaluatioun, déi mer vun de Projete maachen an déi mer vun Drëtte vu bausse maache loosse, jo schonn en éischte Schrëtt an déi Richtung. Mä Dir wësst gradso gutt wéi ech, datt dat och vun de Leit ofhänkt, déi Der hutt. Dat ass och eng Fro, déi mer an der Kommissioun kënnen diskutéieren. Wichtig ass also: Indicateuren.

Wichtig ass och, ouni datt mer zu Bréssel e Mastodonte kreéieren, deen alles u sech rappt, datt mer méi Koordinatioun geinge maachen. Dat ass am Fong zu Paräis decidéiert ginn. Ech hunn eng Mission commune gemaach virun e puer Woche mat den Directeur-exécutif vun der Unicef a vun UNAIDS. Meng Leit maachen an zwou Wochen, mengen ech elo, eng gemeinsam Missioun mat den Hollänner am Cap-Vert. Dir gesitt also, datt déi Koordinatiounssachen op dee richtige Wee ginn.

Wa mer elo natierlech nach d'Indicateuren hätten an der neier Generatioun vum PIC, dann hätte mer schonn e qualitative Sprong gemaach. Ech géif gäre vun all deene Saachen, déi Der do soulevéiert hutt - d'Gesetz, de Budget -, d'Prioritéit setzen op d'Mise en place vun deenen Indicateuren, well dat schéngt mer dat Wichtigst ze sinn, fir um Terrain ze kucken, wou mer hikommen.

Ech wëll iwwerengs niewebäi soen, datt sech d'Fro jo vläicht eng Kéier wäert anescht stellen: Wann ee vun deenen, déi vun der Aide budgétaire iwwerzeegt sinn, wann deen also zum Beispill emol wëllt mat eiser Kooperatioun e Compagnons-geschäft maachen an eis en Deel vu senger Enveloppe ze verwalte ginn, da kommen ech an d'Chamberskommissioun an da schwätze mer dodriwwer. Et ass net ausgeschlossen, datt dat an deenen nächste Woche wäert de Fall sinn.

Den Här Huss huet vun den Ursaache geschwat. En huet sech relativ vill Méi ginn, fir ze weisen, datt en net mat mir d'accord wär. Ech muss em soen, ech mengen et ass em net ganz oder iwwerhaupt net gelongen.

Dir hutt vun den Ursaache geschwat. Dir hutt eigentlech gesot, datt déi Fro géif feelen, firwat et an deene leschten 30 Joer net zu enger Verbesserung komm ass.

Ech hunn dëst Joer de Choix gemaach, fir den éischten Deel vu menger Ried an en historesche Kontext ze stellen, dat heescht, historesch wäit zrëckgekuckt. Ech hu vläicht dunn e Raccourci geholl, et ça je vous le concède, vun 1970 op haut. Mä...

■ **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).** - Dat ass dee wichtigsten.

■ **M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Jo, Här Huss, dat ass richtig, mä ech mengen, datt ech an all mengen Interventiounen ëmmer am Detail op déi Froen agaange sinn, notament d'lescht Joer hei an der Chamber, andeem ech am Detail iwwer d'Kohärenz geschwat hunn. Ech wollt eigentlech opweisen, datt et, ausser deem wat an deene leschten 30 Joer geschitt ass, eng Saach ass, déi vill méi wäit zrëckgeet an eis also vill méi wäit muss interpelléieren.

Dir hutt zum Beispill d'Wichtigkeet vun der Kohärenz unhand vun Hongkong ennermauert. Ech hunn dozou virdu Position geholl am Kader vun der Agrikultur.

Ech wëll lech och zum Beispill soen, datt an dem Ëmweltprogramm vun der UNO Bestriewunge sinn, datt dat eng richtig UNOs-Agence soll ginn. Dat wësst Der. An ech mengen, dat geet an déi richteg Richtung.

Ech fannen och, an dat ass wichtig, datt Dir dat soulevéiert hutt: Dir sot, datt d'Buedemschätz net ëmmer zur Entwécklung féieren. Dat ass ëmsou méi richtig, datt zwee vun deene Länner, déi am räichsten u Buedemschätz sinn - Dir hutt eent genannt, de Kongo, ech kann lech och nach de Sudan nennen - eigentlech an där dramateschster Situatioun sinn, an datt dat déi zwee Länner um afrikanesche Kontinent sinn. Wa mer vun duerch de Mënsch verscholte Krisen - dat heescht direkt agewierktenen, an net duerch Naturkatastrophe - schwätzen um afrikanesche Kontinent, da sinn déi zwou dramateschste Situatiounen, wéi gesot, déi am Kongo an am Sudan.

Zur Verschuldung, mengen ech, wëll ech zousätzlech soen, datt déi richteg Äntwert do déi vun eiser Politik ass, datt mer op de Wee vun den Doné ginn. Ech hu virun och schonn dozou Position geholl.

Wat d'Mikrokreditter ugeet, sinn ech d'accord mat lech: Dat léist net alles. Dat ass net en Allheilmitel. Mir maachen eis och do keng Illusiounen. Ech gesinn dat als en zousätzlech Instrument, wat eben do, wou eng Starthëllef néideg ass, kann hëllefen. Mir wäerten d'Problemer an der Entwécklungswelt net eleng mat de Mikrokreditter léisen. Däers sinn ech mer voll a ganz a kloer bewosst.

Dir hutt d'Fro vun der Kontributioun op den Avionsbilljeeë soulevéiert, d'Madame Arendt och. Dir kennt d'Position vun der Lëtzeburger Regierung: Mir si prinzipiell esou enger Tax positiv gesënn. D'Fro ass déi vun de Modalitéiten: Wéi? Wou? Wat? Ech hunn ëmmer gesot während der Lëtzeburger Présidence, wou déi Diskussiounen opkomm sinn - an dat äntwert och vläicht e bëssen op dat, wat den Här Mehlen gesot huet vun den internationalen Taxen -, ech sinn d'accord, wa mer no Kontributiounen sichen, mä wann et Saache sinn, déi séier an einfach ëmzesetze sinn.

Am ECOFIN ass ëmmer gesot ginn, an och enner Lëtzeburger Présidence, datt et muss eng Contribution volontaire-volontaire sinn. Dat heescht, d'Länner musen decidéieren, ob si matmaachen, obwuel richteg ass, datt d'Affär nëmmen Sënn mécht, wann eng ganz Rei vu Länner matmaachen. An et muss och de Länner fräigestallt sinn, ob si déi Kontributioun - an dofir schwätze mer jo net vun Tax - wëllen obligatoresch maachen oder net obligatoresch maachen, dat heescht, datt de Passagéier decidéiert, ob e se wëllt bezuelen oder net. Dat sinn also alles Froen, déi opstinn.

D'Regierung huet prinzipiell gesot, datt si där Iddi, deem Konzept favorabel géintiwier steet. Mir musen do nach iwwer d'Modalitéit schwätzen. Dir wësst och, datt eng ganz Rei vun Diskussiounen amgaange si fir ze froen, wat mat deene Sue soll geschéien. D'Tendenz schéngt déi ze sinn, datt si an e groussen internationale Fong ginn. D'Fro ass déi, ob si an d'national Budgete ginn an esou weider an esou fort. Dat sinn alles Saachen, déi ee muss kucken.

Mä nach eng Kéier: Ech fannen, datt déi Kontributioun deem Prinzip am beschten entsprécht, datt et eigentlech eng équitable Approche ass an datt et eng Approche ass, déi och einfach ëmzesetzen ass. Mir gesinn de Moment schonn hei, wat d'Komplikatiounen sinn, dat heescht ech wëll quer net wëssen, wat d'Komplikatiounen sinn an deenen anere Saachen.

Här President, ech kommen op dat, wat den Här Henckes gesot huet. Hien huet zu Recht gesot - an dat hunn ech, mengen ech, och gësch uklänge gelooss -, datt mer d'Situatioun hei am Land net solle vergiessen. Ech hunn dat an engem historeschen Ausbléck gemaach. Ech hunn dat och gemaach andeem ech dorop higewisen hunn, datt mer eis hei am Land

Méi ginn, fir duerch d'soziaalt Netz an aner Mechanismen déi, déi dann e bësse vun der Bunn gereden, erëm opzefänken. Déi Chance hunn d'Afrikaner meeschens oder souguer bal ni. Ech hunn och gesot, datt d'Kooperatioun net an engem lofteidele Raum operéiert, an also mussen mer och de wirtschaftleche Gegebenheeten hei am Land Rechnung droen.

Dir hutt déi Fro soulevéiert vum Urechne vu Kyoto par rapport zur Kooperatioun; den Här Angel ass och op déi Fro agaangen. Ech wëll soen, datt, och wann ech grond-sätzlech där Meenung sinn, datt een, wann een öffentlech Gelder responsabel verwalt, ee soll no Synergie sichen, da mussen ee sech awer an en internationale Kontext stellen. An den internationale Kontext am CAD - Comité d'aide au développement - ass, datt dat eent dat eent ass an dat anert dat anert ass. An déi Motioun, déi hei proposéiert ginn ass, geet och an déi Richtung.

Wat net heescht, datt mer net solle probéieren, Synergien hierzestellen. Well ech mengen, datt et Sënn mécht, datt do wou e Lëtzebuurger Kyoto-Projet ass, och e Lëtzebuurger Entwécklungsprojekt nuedrun ass, am Sënn vun Effektivitéit. Mä dat heescht awer net, datt mer an eng Vermeschung kommen. Duerfir sinn ech och d'accord mat där Motioun, déi vum Här Angel abruucht ginn ass, an déi Dir och ënnerschriwwen hutt.

De salvadorianesche Projet beleef sech, mengen Informatiounen no, op siwe Milliounen Dollar. Dat heescht, dat ass dat vun deem mer de Moment schwätzen. Ech ginn awer dovunner aus, datt mer an Zukunft dovun méi wäerte schwätzen.

Dir hutt mer eng Fro gestallt iwwert d'palästinensesch Territoiren, an Are Fraktiounskolleeg, den Här Koepf, huet dem Ausseminister Asselborn eng Fro dozou gestallt. Ech weess net, ob déi beäntwert ass entre-temps.

Wat de Kooperatiounsvolet ubelaangt, kann ech lech dat hei soen, datt mir als Lëtzebuurger - sauf contre-ordre, dat heescht also am Kader vun deenen Décisiounen, déi an der EU eventuell géife geholl ginn - wëlle weiderfuere, d'UNRWA, dat heescht d'Agence vun der UNO, ze ënnerstëtzen, déi an den Territoires palestiniens aktiv ass. Do ass also kee Changement. Mir wëlle weiderfuere, déi Agence ze ënnerstëtzen, déi, mengen ech, an deene leschte Joren oft kritisiert ginn ass, ouni datt dat emol - esou wéi ech dat vun hei aus ka kucken - nécessairement an alle Fäll justifiéiert war. Mir wëllen also weiderfuere, déi Agence ze ënnerstëtzen.

Ech mengen iwwregens gelies ze hu gëschter oder haut, datt d'amerikanesch Regierung och d'UNRWA wëllt ënnerstëtzen oder Projeten iwwer USAID ofwéckele wëllt an den Territoires palestiniens.

Dat ass also kloer. Dat ass den Hauptblock vun eiser Kooperatiounshëllef.

Alles an allem wëll ech generell soen, datt mer net wëllen déi, déi an den Territoires palestiniens an op anere Plaze vun der Welt näischt ze räissen an ze bässen hunn, sanktionéieren. Ech wëll awer gradsou kloer soen, datt mer d'Violence als politescht Instrument bien entendu condemnéieren.

De Marc Angel huet iwwer Kyoto geschwat. Dozou hunn ech Position geholl. En huet zu Recht dorop higewisen, datt et ëm «droits sexuels et reproductifs» geet. Ech wollt soen, datt et nach méi wäit geet, et geet nämlech ëm „sexual and reproductive rights and services“; et ass also nach méi komplex.

Et waren Diskussiounen fir en néngten Objectif du millénaire ze maa-

chen am Virfeld vum Sommet. Et ass dovunner Abstraktioun gemaach ginn, well gesot gëtt, mir kënnen net, wa mer eis Moosslate ginn, op eemol no fënnf Joer d'Moosslaten änneren. D'Wichtigkeet, déi d'Lëtzebuurger Kooperatioun där Fro bäiméist, ass, mengen ech, doduerch ënnermauert, datt mer ee vun den Haaptcontributeuren vun der UNFPA sinn, dem Fonds des Nations Unies fir d'Populatiounen.

Wat de Balkan ubelaangt, hutt Der mat Recht gesot - an ech mengen, ech hat dat och d'lescht Joer hei a menger Ried gesot -, datt dat eigentlech eppes wéi eng Zilregioun ass, an et ass och mäi Wëllen, datt dat esou bleift, mat alle Schwierigkeiten, déi mer do hunn, fir eis Saachen an de Gang ze kréien, mat alle Schwierigkeiten, déi mer do hunn, fir durabel d'Liewenskon-ditiounen vun de Leit ze verbesseren.

Mir hunn zum Beispill elo een neie Projet mat der FAO ugefaangen, fir do am ländleche Raum d'Konditiounen awer nach, trotz all deenen Efforten, déi mer schonn an deene leschte Jore gemaach hunn, op eng durabel Manéier ze verbesseren. Ech soen lech éierlech, ech weess net ob et eis gélingt, mä ech mengen et ass eis Pflicht fir weider do present ze sinn.

Den Här Mehlen huet vun engem globale Marshall-Plang geschwat. Ech géif wëllen dat hei dozou soen: Ob et elo e globale Marshall-Plang ass oder ob et, wéi de Jean-François Rischard seet, esou e Conseil ass, wou Nobelpräisträger sech géifen ëm esou Problemer oder aner Saache këmmere, schéngt et mer, datt dat, wat heirauser ervirgeet - an dat ass och dat, wat ech gär bereet sinn, eng Kéier an d'Kommissioun diskutéieren ze kommen -, net eleng duergeet mat der Entwécklungshëllef a mat de Millenniumsziler. Well Dir hutt mat Recht gesot, datt déi éischt Komponent vun deem Marshall-Plang, op deen Der Referenz gemaach hutt, effektiv d'Millenniumsziler sinn. Et gëtt nach aner Saachen, déi mussen derbäikommen.

Ech mengen net, datt deen, deen dee globale Marshall-Plang fuerdert, do de Monopol vun esou Initiativen huet. Et si sécherlech bei deene Punkten, déi Dir soulevéiert hutt, wéi zum Beispill d'Gouvernance, d'Vernetzung an d'Kohärenz vun internationalen Institutiounen, der déi ganz richtig sinn. Dat Ganz schéngt mer e globalen Appel ze si fir méi Kohärenz, och wann ech, wat dee spezifeschen Aspekt vu villen internationalen Taxen ubelaangt, le plus grand doute hunn, ob mer do iergendwann eng Kéier weiderkommen oder ob dat de richtige Wee iwwerhaupt ass.

Ech mengen, ech hu virun dozou Position geholl, ech komme gären eng Kéier an d'Kommissioun fir iwert déi Fro vun der Kohärenz ze diskutéieren. Ech wëll awer déi Fro vun der Kohärenz als eng global gesinn, an dat hei dann als ee vun den Elementer dovunner gesinn. Dofir géif ech och bieden, dovun Ofstand ze huelen, fir déi Resoluitioun hei ze stëmmen. Mä ech kommen eng Kéier an d'Kommissioun iwwert d'global Problematik diskutéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Ech mengen, datt ech gëschter ganz vill vum Humanitäre geschwat hunn, datt ëmmer méi grouss Défiën do op eis duerkommen. Wann ee weess, datt gëschter Owend um Véierel op aacht am Sudan de Büro vun den UNHCR, dat heescht den internationalen UNOsbüro fir Réfugiés, attackéiert ginn ass, mat Doudegen an esou weider an esou fort, da gesitt Der, datt do «il y a du pain sur la planche».

Mir maachen net do nécessairement Progrès. Mir hu Réckschlag op Réckschlag, an ech mengen dat, genau wéi all déi aner

Défiën en matière de développement, verlaangt eis Energie an eisem Asaz an deenen nächste Joren.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix** - Très bien.

■ **M. le Président** - Merci, Här Minister. Mir sinn domat um Enn vun der Debatt ukomm. Mir si befaasst mat zwou Motiounen, eng vun der honorabeler Madame Err an eng vun der honorabelen Här Marc Angel. Ech gesinn, datt déi zwou Motiounen vun alle Fraktiounen gedroe gi sinn.

Pardon?

(**Interruption**)

Motion 1

Déi éischt ass op jidde Fall vun alle Fraktiounen gedroe. Kënnen mer also bei där Motioun par main levée ofstëmmen, wou et ëm d'Institutionalisierung vun den Assises de la Coopération luxembourgeoise geet? Kënnen mer par main levée do ofstëmmen?

(**Assentiment**)

Vote

Voilà. Ech gesinn, dass déi Motioun mat ganz grousser Majoritéit ugeholl ginn ass.

Motion 2

Déi zweet Motioun ass gedroe vun alle Fraktiounen, mat Ausnahm vun der Fraktioun vun deene Gréngen. Duerfir denken ech, dass de Vote électronique gefrot gëtt?

(**Assentiment**)

Voilà. Da maache mer dat.

Vote

D'Motioun 2 ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen, bei 7 Abstentiuonen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Marcel Glesener (par M. Marc Spautz), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par M. Laurent Mosar), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Marc Angel) et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Basseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Niki Bettendorf) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Här Gira?

■ **M. Camille Gira (DÉ GRÉNG)** - Här President, ech wollt d'Abstentiuoun vun der grénger Fraktioun motivéieren. Mir begréissen op där enger Säit, dass hei d'Regierung opgefuerdert gëtt, keng Mëschung ze maachen

tëscht dem Kooperatiounsbudget an eventuell dem Kyoto-Fong. Mir vermessen awer op där anerer Säit iergende Wuert, dass prioritär sollten eis Engagementer vu Kyoto hei am Land erfüllt ginn.

Well och bei der Debatt, wou déi Mechanismen, vun deenen hei Rieds geet, hei zu Lëtzebuerg eng legal Basis kritt hunn, ganz kloer erauskomm ass, dass dës Majoritéit net bereet ass, och eng quantitative Brems fir d'Utilisatioun vun dese Mechanismen anzesetzen, gesi mir dat hei e bëssen als e Blankoscheck un, dass theoretisch mat 100% CDMe Lëtzebuerg seng Engagementer kéint erfüllen. Dee Blankoscheck wëlle mir net mat ënnerschreiwene.

■ **M. le Président** - Gutt. Merci, Här Gira. Dann d'Resoluitioun.

■ **M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire** - Ech wëll just vläicht dem Här Gira soen, datt dat sécher net esou gemengt ass. Mir sinn hei och an der Kooperatiounsdebatt, an ech gesinn dat also vun engem Kooperatiounsstandpunkt aus, an dat do ass eng Fro, déi ee vun der Wart vun der Kyotos-Problematik aus soll gesinn.

(**Interruption**)

Résolution 1

■ **M. le Président** - Gutt. Mir sinn elo um Enn vun där Debatt. Mir sinn nach just beschäftegt mat der Resoluitioun. Wann ech richtig verstane hunn, huet den Här Minister gefrot, fir datt mir déi Resoluitioun sollten an der Kommissioun diskutéieren, hie kéim och dohin-

Här Mehlen?

■ **M. Robert Mehlen (ADR)** - Jo, dat wär jo schéin. Et ass jo dat, wat mer froen. Mä den Här Minister huet iergendwéi gesot, hie géing se zrëckweisen, oder se soll ofgelehnt ginn. Ech fannen, dat hei ass eng Saach, déi betrëfft d'Chamber,...

■ **M. le Président** - Jo.

■ **M. Robert Mehlen (ADR)** - ...an ech gesinn net, wat d'Chamber géing drun hënneren, fir sech mat engem wëssenschaftleche Konzept vu Leit, déi wierklech eppes dovun kennen, déi souguer mat der Europäescher Kommissioun zesummeschafft hunn op deem Domän, fir emol eng Kéier ze kucken, ob déi Saach Kapp a Fouss huet, a wéi mer déi Initiativ kënnen ënnerstëtzen.

■ **Une voix** - Très bien!

■ **M. le Président** - Jo, den Här Mehlen huet Recht. Hei ass eng Resoluitioun, déi adresséiert sech un d'Chamber. Duerfir ass et prioritär eng Affär vun der Chamber, an duerfir huet den Här Fayot elo d'Wuert.

■ **M. Ben Fayot (LSAP)** - Här President, ech kann dës Resoluitioun wuel an där Hidsicht unheuelen, dass een an der Kommissioun kann iwwer esou eppes schwätzen. Ech sinn awer mat dem éischte Considérant net d'accord. Ech ee seet: De Problem vun der Aarmut an d'Problemer vun der Ënnerentwécklung, déi kënnen nëmmen durablement duerch eng «action mondiale concertée et solidaire» geléist ginn. Dat heescht, dass alleguerten déi Initiativen, déi mir och um nationale Plang fir Entwécklungshëllef geholl hunn, alleguerten och déi regional an internationalen Initiativen, eigentlech näischt bréngen.

(**Interruption**)

Heescht et implizit.

(**Interruption**)

Här Mehlen, also ech versti jo e bësse franséisch, wéi gesot.

(**Interruption et hilarité**)

Et ass duerfir, wou ech déi Resoluitioun net kann unheuelen. Mä op jidde Fall hunn ech kee Problem, dass mer an der Kommissioun doriwuer schaffen. Ech wär awer der Partei ADR dankbar, wa se géif hei zum Beispill amplaz elo just dräi Zeilen der Kommissioun virzeschloen, der Kommissioun vläicht e Mémoire virleeë géif an eng Partie Iddië géif bréngen, an dann op déi Manéier den Débat initiéieren mat dem Minister, dee sech jo bereet erkläert huet, an d'Kommissioun ze kommen. Ech mengen, da géif dat e bësse Sënn maachen, amplaz dat einfach esou iwwer eng Resoluitioun ze maachen. Mä ech fannen déi Resoluitioun eigentlech an hire Prémissen net gutt, duerfir kënnen mir se net mat akzeptéieren.

■ **Une voix** - Très bien.

■ **M. le Président** - Ech hunn hei d'Zoustëmmung beim ADR gesinn, fir de Mémoire, dee sollicitéiert ginn ass. Dat schéngt kee Problem ze sinn. An ech denken awer, datt opgrond vun där Position, déi den Här Fayot elo geholl huet, mer mussen iwwert déi Resoluitioun ofstëmmen.

■ **Plusieurs voix** - Jo.

■ **M. le Président** - Déi Resoluitioun ass vun der ADR-Fraktioun ënnerschriwwen.

Ech denken och, dass de Vote électronique gefrot ass.

(**Assentiment**)

Voilà, da komme mer direkt zum Vote électronique.

Vote

D'Resoluitioun ass ofgelehnt mat 37 Nee-Stëmmen, bei 21 Jo-Stëmmen a kenger Abstentiuoun.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Basseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Marcel Glesener (par M. Marc Spautz), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Dall'Agnol Claudia), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Roger Negri) et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry).

Domat ass dës Debatt definitiv ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Proposition de révision vum Artikel 11 Paragraph 2 vun der Verfassung. Et sief drop higewisen, dass laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt. An de Vote fénn och haut den Owend, wa mer um Enn vun der Debatt sinn, statt. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Doer-

ner, d'Madame Flesch, d'Madame Dall'Agnol, d'Madame Loschetter an den Här Henckes.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Proposition, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

4. 3923B - Proposition de révision de l'article 11 paragraphe (2) de la Constitution

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.- Merci, Här President. Den 20. Januar 1999 huet déi parlamentaresch Kommissioun fir d'Institutiounen an d'Verfassungsreform engem neie Paragraph 2 vum Artikel 11 vun der Verfassung hir Zoustëmmung ginn. D'Zil vun där Ännerung war d'Aschreiwung vun der prinzipieller Gläichstellung vu Fra a Mann an d'Lëtzebuurger Verfassung. Gläichzäitig huet d'Kommissioun awer een zweete Saz am selwechte Paragraph virgesinn, deen erlaabt huet, datt duerch d'Gesetz entsprechend Moosname kënnge getraff ginn, fir déi Gläichstellung vu Fra a Mann och an der Wierklechkeet ëmzesetzen.

Dee Virschlag ass un de Statsrot gaang, deen de 27. Abrëll 1999 schonn deen éischten Avis ofginn huet. De Statsrot war mat deem Prinzip, mat deem éischte Saz vun der Gläichstellung vu Fra a Mann, d'accord. Deen zweete Saz huet awer dem Statsrot Schwierigkeete gemaach. Dee Saz huet virgesinn, dass duerch positiv Aktiounen sollt dat Zil, wat den éischte Saz ugedeit huet, erreecht ginn. De Statsrot war der Meenung, dass een dat Zil zwar an der Verfassung sollt aschreiwien, mä datt dat awer net zu enger gesetzlecher Norm sollt ginn, déi an der Verfassung verankert wär.

An anere Wieder, fir dat an engem anere juristesche Jargon auszudrücken: D'Verfassung sollt eng Obligation de moyens, an net eng Obligation de résultats virgesinn. Tëscht der Verfassungskommissioun an dem Statsrot ass et doropshin zu enger laanger Navette vun Texter komm; wéinstens dräimol ass den Text hin an hier gaangen, bis d'Vefassungskommissioun de 27. Oktober 2004 eestëmme mat dem Text averstane war, deen de Statsrot a sengem Avis vum 16. Mäerz 2004 virgeschloen hat.

D'Kommissioun huet awer zu deem Zäitpunkt nach net virgesinn, fir de Paragraph 2 direkt an d'Plénière ze bréngen, well d'Kommissioun der Meenung war, dass och aner Dispositiounen vum Artikel 11, déi sollten ofgeännert ginn, zesumme mam Paragraph 2 kënnge ofgestëmmt ginn. Ënner anerem huet d'Vefassungskommissioun nei Proposé gemaach, wat d'Paragraphen 3, 4, 5 a 7 ueegt.

Besonnenesch de Paragraph 7, dee sech mat der nohalteger Entwécklung am Ëmweltberäich a mam Déiereschutz ofginn huet, huet

nach zu engem zousätzlechen Avis gefouert vum Statsrot vum 14. Februar vun deem Joer. Wéi mer awer gesinn hunn, dass och zu deem doten Text zu deem Zäitpunkt nach keng Eenegung kënnge erbäigefouert ginn an der Kommissioun, ware mer der Meenung, dass een déi Bestëmmung iwwert d'Gläichstellung vu Mann a Fra sollt ofstëmmen, ouni déi aner Texter ofzewearden.

Den Text, deen haut zur éischer konstitutioneller Ofstëmmung kënnge, huet zwee Deeler: deen éischten Deel, deen allgemenge Prinzip, dee virgesäit, dass Fra a Mann gläich sinn an hire Rechter an an hire Flichten, an deen zweeten Deel, deen dem Stat eng nei Verpflichtung, wann een dat esou ka gesinn, operleet, fir op eng aktiv Aart a Weis déi Hürden ewechzeraumen, déi der Verwierklechung vun där Gläichstellung entgéintstinn.

Iwwert de Prinzip vun der Gläichstellung vu Fra a Mann war eigentlech vun Ufank u bei allen Instanzen eng grouss Eestëmmegeket. Dat brauch een och net ze wonnen, well dee Prinzip ass schonn, wéi haut de Mëtter scho vun engem anere Riedner ervirgehuewe ginn ass, op Wäerter zrëckgaang vu 1789. An der Lëtzebuurger Verfassung ass de Prinzip vun der Gläichstellung vun de Bierger virum Gesetz scho vun 1848 u virgesinn.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Allerdéngs - an dat hunn ech an deem schrëftleche Rapport kuerz développéiert, wou ech op déi eenzel Etappen higewisen hu vun där Gläichstellung an de Lëtzebuurger Gesetzer - hu mer festgestallt, dass et eng laang Zäit gebraucht huet bis och am reng rechtliche Beräich déi Gläichstellung verwierklecht war, a mir musse haut feststellen, dass et ëmmer nach Texter a Beräicher ginn, wou déi komplett rechtlich Gläichstellung tëscht Fra a Mann nach net besteet. Ech hunn och där Texter genannt, an eleng am Verfassungsberäich wäerte mer duerfir suergen, fir an der nächster Zäit déi Ongläichheeten, déi nach do bestinn, opzehiewen an och am Grundgesetz, an der Verfassung déi Gläichheet, déi nach net do ass, hierzestellen.

Op jidde Fall wäert déi Ausso vun der Gläichstellung vu Mann a Fra, wéi mer se elo an der Verfassung hunn, mat hirer Kloerheet a mat hirer Stärkt och dozou féieren, dass jiddereen, dee gesäit, dass nach eng Ongläichheet besteet, duerfir suergt, dass déi a kierzester Zäit ze verschwannen huet.

Deen zweete Volet, iwwert déi positiv Aktiounen, huet allerdéngs zu gréisseren Diskussiounen Ulass ginn. Ech wëllt allerdéngs deen Text, esou wéi en haut zur Ofstëmmung kënnge, rappeléieren, dee seet: «L'État veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre femmes et hommes.»

U sech ergëtt sech aus deem Text do eng Obligatioun fir de Stat, well den Text seet eigentlech kloer:

«L'État veille à promouvoir activement l'élimination des entraves». De Stat huet eng Verpflichtung fir aktiv all dat, wat déi Gläichstellung behënnert, wéi ech scho virdru gesot hunn, ewechzeraumen. Et ass en Optrag, deen de Stat kritt, et ass e Statszil ginn, et ass eng politesch Aufgab, déi de Stat zwar ëmmer huet, mä déi duerch dëse Verfassungstext säi positiven Ausdrock fënn.

Deen Text, deen d'Vefassungskommissioun lech haut virleet, huet zu laangen, wéi ech lech gesot hunn, Diskussiounen an Avisën Ulass ginn. Deenen enge geet den Text net wäit genuch, anerer hu gemengt, et wier iwwerhaupt keen Text noutwendeg, fir déi do Mesuren ze realiséieren. D'Vefassungskommissioun ass awer der Meenung an ass iwwerzeegt, dass deen Text eng ausräichend verfassungsrechtlich Basis duerstellt, déi et dem Stat erlaabt, Diskriminatiounen tëscht Fra a Mann duerch positiv Aktiounen unzegoen.

Mir sinn an deem schrëftlechen Avis laang op deen Text agaangen. Ech wëll lech dat haut erspueren. Ech wëll awer e puer Punkten ervirhiewen, déi sech mat deene positiven Aktiounen ofginn.

Wa positiv Aktiounen getraff ginn am Intérêt vun der Gläichstellung vu Fra a Mann, da mussen déi Moosnamen enger Rei Kritären entsprechen; mir hunn déi Kritären och genannt. De Conseil d'État hat se schonn an engem viregten Avis ervirgehuewen.

Déi Kritäre bewege sech eigentlech op dräi Niveauen:

Éischtens, esou Aktiounen musse sech op déi Beräicher beschränken, wou Ongläichheeten tëscht Fra a Mann objektiv festgestallt ginn.

Zweetens, déi Aktiounen musse dat prezist Zil verfolge fir déi Ongläichheeten ze eliminéieren.

An drëttens musse se an der Zäit beschränkt sinn an ophéieren, wann déi Ongläichheeten net méi bestinn.

Deen Text, dee mer haut hunn, erlaabt et eigentlech dem Stat, op eng pragmatesch Aart a Weis Diskriminatiounen unzegoen, an zwar a konkrete Projeten a mat cibléierten Aktiounen och ze versichen, déi Gläichstellung do ze errechen. Et kann ee rechtlich Texter, Gesetzer, Reglementer esou verfaassen, datt se quasiment zu 100% d'Gläichstellung vu Fra a Mann virgesinn. Domat ass awer net garantéiert, datt déi Gläichstellung och Wierklechkeet ass a gëtt.

Deen neie Verfassungstext gëtt der Regierung, wéi ech scho gesot hunn, en Instrument, fir méi gezielt positiv Aktiounen am Sënn vun der Gläichstellung vu Fra a Mann ze ënnerhuelen. Deen Text stellt ganz sécher keen Ofschloss duer, mä en ass, wéi ech dat a mengem schrëftleche Rapport och gesot hunn, nëmme déi rezentst Etapp op deem laange Wee vun der Gläichstellung tëscht Fra a Mann. En erlaabt et och, deem Bestriewe vun där Gläichstellung neien Opdriff ze ginn an déi Bestriewungen och weiderzeféieren.

Dat ass och d'Meenung vun der Kommissioun, an eleng, mengen ech, aus där Considéatioun eraus verdéngt deen doten Text, dass d'Chamber haut, esou wéi och schonn d'Kommissioun, deem neie Verfassungstext seng néideg Majoritéit vun zwee Drëttel Zoustëmmung gëtt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Paul-Henri Meyers Merci. Als éischt Riednerin ass d'Madame Christine Doerner agedroen. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Christine Doerner (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ouni lwwerdreiwung ass de Gläichheetsgrondsaz nient dem Recht op d'Liewen dee wichtigste Punkt an eiser Constitution. Ob eng Gesellschaft op Dauer an enger gudder oder schlechter Verfaassung ass, spigelt sech an hire Grondrechter erëm, déi awer ëmmer musse esou elastesch bleiwen, dass zu all Moment déi gesellschaftlech Wierklechkeet kann agebaut a verschafft ginn, dat heescht an d'Constitution opgeholl ginn.

Profund Kenner vum öffentleche Recht, wéi eise Rapporteur, den honorabele Paul-Henri Meyers, wëssen, dass déi verfassungsrechtlich Norme ganz einfach den Nidderschlag vu ganz bestëmmte politesche Virstellungen sinn a selbstverständlech och Wäerter an d'Richtung vu staatlechem a gesellschaftlechem Liewe weisen. Eng Verfassung huet d'Aufgab, e Vollek ze representéieren an ze integréieren. Dobäi kënnge et drop un, d'Ënnerschiedlechkeet vun de Mënschen, no Geschlecht, sozialer a wirtschaftlecher Lag ze berücksichtigen a gegebenenfalls dës Differenzen auszegläichen.

De Revisiounsvirschlag, dee mer haut zur Debatt hunn, ass, wéi de Paul-Henri Meyers et elo just gesot huet, en Dauerthema, deen d'Philosophinne vun der Condition féminine op eng ganz einfach, eng ganz simplistesche Aart a Weis beschreiwien: Et gëtt zwee Geschlechter, a keent vun deenen zwee representéiert d'ganz Mënschheet.

Dat bedeit, datt et eng strukturell Differenz zwësche Mann a Fra gëtt, biologesch a kulturell, an dass déi zwou Kategorien an hirer Eegenartegkeet respektéiert musse ginn. Weder de Mann nach d'Fra kann als Modell fir d'ganz Mënschheet geholl ginn, an dofir gesäit den éischte Saz vum Artikel 11 vir, dass d'Fraen an d'Männer déiselwecht Grondrechter a Grundpflichte kréie sollen. Dat kléngt banal a selbstverständlech, mä et ass et awer op guer kee Fall, well an deem neien Text ginn d'Rechter an d'Flichten niewentenee gesat. An aus dëser Wiesselsäitegkeet, aus dëser Onparteilechkeet kënnen liebenswichtig Konsequenze fir d'Zesummewierke vu Fra a Mann am privaten, am beruflechen an am öffentleche Liewen entstoen.

De Rollewandel vun der Fra bedeit keng gesellschaftlech Kris, mä et soll als Chance ugesi gi fir méi e partnerschaftlechen Ëmgang, méi Fräiheet, méi Verantwortung a selbstverständlech och fir eng Erneuerung vun eise gesellschaftleche Strukturen zu Gonschte vun der Famill a vun de Kanner. Mir befannen eis an engem Wandel: D'Famill bleift, mä si entwëckelt sech mat neien Usiichten a mat neie Profilen.

De Prozess ass op. Wéi e sech elo gestalte wäert, hänkt net eleng vun de Männer a vun de Fraen of, mä och vun deene gesellschaftlechen a politesche Rahmbedingungen, net eleng am Finanziellen, awer och an der Verännerung vun familiäre Liewen, mat de Kanner an och der Generatioun vun de Grousselteren, a selbstverständlech och an den öffentleche Strukturen vu Bildung, Kannerbetreierung, Beruff an Organisatioun vum öffentlechen a private Liewen, wéi Scheedungsfroen, Filiatioun an nei lerschaftsregelungen.

D'Politik muss dësen neie soziale Realitéte Rechnung droen a muss op si reagéieren. Et geet hei engersäits ëm de Schutz an ëm d'Förderung vun der Selbstverwierklechung vu Mann a Fra, an op där anerer Säit ëm en neit Familljeverständnis, sief et mat deenen traditionellen oder mat méi neie Liewensformen.

Awer Fraen a Männer brauchen, fir dës nei Orientéierung ëmzesetzen, eng Begleedung an eng Ënnerstützung vum Stat. An duerfir, an engem zweete Saz vum Artikel 11, engagéiert de Stat sech opzepaszen, an dat ganz bestëmmt mat der néideger Diligence, fir dass déi tatsächlech Genderdiskriminatiounen ofgebaut ginn. Déi Gläichstellungspolitesch Korrektheit verlaangt, dass de Stat a gewësse Moossen de Manager gëtt, de Management mécht, vun dëser sozialer Transformatioun am Gendergebit, well mir wëssen all, dass dëse juristesche Verfassungsgläichheetsprinzip net an der Praxis d'Enn vun der Diskriminierung bedeit.

E Gläichheetsprinzip ouni déi sozial Gerechtegkeet bleift eng Illusioun, eng Utopie. D'Alternativ ass, dass de Stat hei net däerf neutral bleiwen, mä fir eng korrektiv Gerechtegkeet muss suergen, mat zivil a strafrechtlechen administrative Mëttelen, mat Informatiounen, Schoulungen a soss aner strukturell Moosnamen. Ech erënnere drun, dass am Kader vum Plan national d'égalité des femmes et des hommes d'Chamber an deem Haus en Débat organiséiert huet, wou zwiefel Mesurë virgestallt ginn, wat dëse Projet ubetrëfft.

Et muss een awer och soen, dass déi Begrëffer vu Chancëgläichheet, vu positiven Aktiounen, vun negativen Diskriminierungen absolut näischt Neies sinn. Dat si Konzepter, déi schonn d'UNO-Konventionen, déi den Amsterdamer Vertrag an och den europäesche Gerichtshaff akzeptéiert an applizéiert hunn. Ech weisen drop hin, dass zum Beispill den UNO-Ausschoss d'Méiglechkeet huet, e Land beim Verstoussé géint dës



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber online op
www.chd.lu

Prinzipien ze veruerteelen oder awer et opzefuerderen, ganz konkret Moosnamen ze huelen; Sanktionsméiglechkeete sinn awer net virgesinn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Hei zu Lëtzebuerg ass ganz vill gelescht ginn an der Chancégläichheitspolitik, an dat ënnert der Ministesch Marie-Josée Jacobs. An dat awer net onbedéngt ënnert dem Drock vun dësen internationalen Organisationsen, mä ech wëll awer soen, haaptsächlech ënnert dem Impuls vun eise verschiddene Fraenorganisatiounen.

Déi Lëtzebuerger Geschicht vun de Fraerichter...

■ Une voix. - ...dat kënne se net.

(Hilarité)

■ Mme Christine Doerner (CSV). - Et muss ee soen, dass déi Lëtzebuerger Geschicht vun de Fraerichter et ëmmer erëm däitlech mécht: Ouni de Pionéiergeescht, de Courage an d'Intelligenz vun de sämtleche Fraenorganisatiounen wärend dës grondleeënd Verännerungen net méiglech gewiescht. Vun dëser Tribün aus wëll ech alle Frae fir hir Solidaritéit, fir hir Geschlossenheet an exemplaresch Initiative meng Unerkennung aussprechen.

■ Plusieurs voix. - Très bien.

■ Mme Christine Doerner (CSV). - Fraen hei zu Lëtzebuerg, zesumme mam Conseil national des femmes, hunn dem Schicksal vun eis Fraen eng Stëmm ginn. An ofschléissend mengen ech, dass dës Revisioun vun deem Artikel 11 eng nei Zukunft opmécht. Dat wëllt soen, fir eiser Gesellschaft en humaant a modernt Bild ze ginn, an dat dass Fraen a Männer op allen Niveauen, op alle Gebidder mat-

wierke kënnen, an et gëtt alle Bierger a Biergerinnen d'Chance - an eng grouss Chance -, fir sech ze verwicklechen.

Ech soe Merci.

■ Plusieurs voix. - Très bien!

■ M. le Président. - Merci, Madame Doerner. Déi zweet ageschriwwen Riednerin ass d'Madame Flesch. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

■ Mme Colette Flesch (DP). - Här President, léif Kolleegen, fir d'alleréisch wëll ech onsem Rapporteur, dem Paul-Henri Meyers, félicitéiere fir déi Gedold an déi Haartnäckegkeet, mat där hien dee Projet duerch d'Schikane vun der parlamentarescher Prozedur gefouert huet, an ech wëll em Merci soe fir dat Resultat, wat mer erreicht hunn a wat mer den Owend kënnen hei confirméieren. Hien huet a sengem Rapport, besonnesch am schrëftleche Rapport, de Résumé gemaach vun der parlamentareschen Aarbechten, déi am Januar 1999 ugaange sinn. D'Chamber huet also ganz laang un deem Projet geschafft.

Hien huet de laange Marsch beschriwwen, net duerch d'Institutiounen, wéi an anere Fäll gesot gëtt, mä duerch d'Législatioun, deen zur Consécratioun vun Prinzip vun der Gläichheet vu Mann a Fra geféiert huet. Bei deem legislative Parcours wëll ech ganz besonnesch zwee Texter ervirhiewen, déi mer schéng Meilesteng an där Geschicht gewiescht ze sinn: Dat ass d'Gesetz vum 12. Dezember 1972 iwwer Rechter an Flichte vu Mann a Fra, wou fir d'éischt d'bestuete Fra als mündeg erkläert ginn ass, an dann och d'Gesetz vum 4. Februar 1974, wat d'Régimes matrimoniaux reforméiert huet. Et sinn natierlech nach eng ganz Partie aner Gesetze, déi och international Konventiounen approvouéiert

hunn, déi wichteg sinn, mä menger Meenung no ass mat deene Gesetze an de 70er Jore wierklech eng Brèche gemaach ginn, an d'Evolution konnt ufänken.

Ech wëll an deem Zesummenhang och nach en anert Gesetz erwähnen, wat de Rapporteur net mentionéiert huet, a wat direkt mat der Gläichheet vu Fra a Mann näischt ze dinn huet, mä wat a mengen Aen enorm wichteg war an der Fro vun der Emanzipatioun vun der Fra: Dat ass d'Gesetz vum 15. November 1978 iwwer d'Dépénalisation vum Avortement.

Sécher ass haut schonn an onser Verfassung d'Gläichheet vu Mann a Fra ageschriwwen an dem Artikel 10bis - et ass schonn drop higewise ginn -, wat virgesäit, dass d'Lëtzebuerger sans discrimination de genre égaux sinn, gläich si virum Gesetz.

Mä ons Virgänger hu vun 1999 u geduecht - a mir hunn dat och geduecht -, dass ee misst méi wäit goen an dass ee misst méi kloer dee Prinzip an d'Verfassung aschreiwten an enger, an ech zitéieren, „staarker a klorer Deklaratioun“, wéi de Conseil d'État dat a sengem Avis vum 27. Abrëll 1999 richteg beschriwwen huet. Dat huet dann zu der Formulatioun vum éischte Saz vum Artikel 11 (2) gefouert: «Les femmes et les hommes sont égaux en droits et en devoirs.»

Iwwer déi Proposition, wéi de Rapporteur et schonn ënnerstrach huet, ass am Fong ni gestridde ginn. Vun Ufank u war jiddfereen domadder d'accord, an et war deen zweete Saz iwwer d'Aart a Weis wéi déi Gläichheet da sollt erreecht ginn, iwwer déi sou genannten «Mesures positives», dass den eigentleche Misär ugaangen ass.

Schonn a sengem Avis vum Abrëll 1999 huet de Conseil d'État ge-

mengt, et dierft ee fundamental Rechter, déi duerch d'Verfassung garantéiert sinn, a politesch Wunschdenken net matenee verwieselen.

Déi ganz Diskussioun tëscht 1999 an haut, tëscht Verfassungskommissioun, Commission de l'Égalité des chances a Statsrot ass am Fong nëmmen iwwer deen dote Problem gaangen.

De Rapporteur huet iwwer déi verschidden Etappen an Texter, déi zréckbehalen goufen, a sengem schrëftleche Rapport am Detail Bericht erstatt, an ech wëll also elo net dorobber zréckkommen.

Ech halen awer fest, dass an där Diskussioun dem Statsrot seng Suerg eng essenziell konstitutionnell-rechtlech Suerg war. D'Verfassung, sou huet de Statsrot gesot, muss e kloren, bindenden, dauerhaften Text sinn. Wann, fir dat Zil vun der Gläichheet ze erreechen, dem Stat eng Obligatioun operuecht gëtt, da kann et nëmmen eng „Obligation de moyens“ sinn an net eng „Obligation de résultats“.

Dofir huet de Statsrot a sengem Avis vum 27. Abrëll 1999 gemengt, et soll een deen zweete Saz sträichen.

Aus ähnleche juristeschen Iwwerleeungen huet meng Fraktioun an der Vergaangenheet och gemengt, et soll ee sech mam Aschreiwe vun der rechtlecher Gläichheet vu Fra a Mann begnügen, an dass dann d'Regierung obligéiert wär, deem Rechnung ze droen an déi néideg Moosnamen ze huelen.

Et huet sech awer erweisen, dass d'Aschreiwe vun enger verfassungsrechtlecher Referenz zur aktiver Promotioun vun der Gläichheet vu Fra a Mann noutwendeg ass, wann ee soll legislativ, reglementaresch oder administrativ Moosnamen zu deem Zweck kënnen huelen.

Ech erënneren zum Beispill drun, dass de Conseil d'État sech sengerzäit formell opposéiert huet zu Bestëmmungen an engem PAN-Gesetzprojet, déi positiv Moosnamen am Intérêt vun de Frae virgesinn hunn, mam Argument, dat wär konträr zum Gläichheitsprinzip, deen am Artikel 10bis vun onser Verfassung festgeschriwwen ass.

Et sinn also praktesch Schwierigkeiten opgetratt, an entre-temps hunn och d'Jurisprudenz vun der Europäescher Cour de Justice an de legale Kader um Plan communautaire evoluéiert. Et sinn, souwuel an der Jurisprudenz wéi och an den Texter, Hiweiser komm op eng aktiv Promotioun vu Gläichheet zwëschen Fra a Mann.

Dat huet de Statsrot dozou bruecht, a sengem Avis vum 25. Februar 2003 en zweete Saz ze proposéieren, deen hie folgendermoosse formuléiert huet: «L'État veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre femmes et hommes.»

Trotz allen Essaië vun der Commission de l'Égalité des chances oder vun der Verfassungskommissioun vun 2003 un, e besseren Text ze fannen, huet de Statsrot a sengem Text vum 2003 festgehalen; an ech géing mengen zu Recht.

Et kann een an dësem Beräich dem Stat an der Verfassung keng „Obligation de résultats“ operleeën. Et kann nëmmen eng „Obligation de moyens“ sinn, awer - an dat ass an deem Zesummenhang ganz wichteg - mat engem contraignanté Charakter - dat war och am Äifer vun der Diskussioun heiansdo vergiess ginn -, an ech géing dobäifügen, compte tenu och vun de Kritären, déi de Rapporteur virdrun hei op der Tribün an Erënnerung bruecht huet.

Den zweete Saz vum Artikel 11 (2), esou wéi en elo vum Statsrot a vun



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

der Verfassungskommission proposiert ass, ass menger Meenung no en équilibréierte Komproméss téschent dem berechtigten Wonsch vun de Fraenorganisatiounen an de Politiker engersäits an de verfassungsrechtliche Méiglechkeeten an Obligatiounen anerersäits.

Mir wäerten als DP-Fraktioun den Text vum Artikel 11 (2), esou wéi en elo vun der Kommissioun proposiert ass, stëmmen.

E Wuert nach, Här President, zum Communiqué vum Conseil National des Femmes du Luxembourg, deen an de leschten Deeg publizéiert ginn ass. Deen Text, dee mer haut stëmmen, ass a mengen Aen net eng Versioun „light“ oder „soft“ vun der Gläichheet vu Fra a Mann. Deen Text, dee mer haut stëmmen, bedeit eng vollwärtig Gläichheet an eng Obligatioun fir de Stat, d'Diskriminatioun ze bekämpfen a positiv Moosnamen ze huelen. An deem Text, deen elo virläit, mécht dat an enger Formulatioun, déi de verfassungsrechtliche Kritären entsprécht an déi och kann no-vollzu ginn.

Elo hunn ech gehéiert, Här President, wann ech der Madame Doerner richteg nogelauschert hunn, dass d'Madame Jacobs soll zum Manager vun där Operatioun genannt ginn. Ech weess net ob se wosst, dass se den Owend géing en neie Job hei kréien, mä mir schéngt et effektiv, dass et elo an der Regierung ass - Madame Minister vun der Chancégläichheet - dofir ze suergen, dass mer der konstitutioneller Opfuerderung no-kommen an dass déi Moosnamen ergraff ginn, déi an onser Gesellschaft néideg sinn, fir zu enger echter Gläichbehandlung vu Fra a Mann ze féieren.

Wéi de Rapporteur et zu Recht gesot huet, ass an der Vergaangenheet vill gemaach ginn, mä et bleift och nach viles ze maachen. Ech bedauern et am Fong e bëssen, dass den Här Justizminister den Owend net hei ass, fir der Chancégläichheitsministerin zu stoen, well vill vun deene Moosnamen, déi musse geholl ginn, fénnt ee précisément am Beräich vun der Justice a vun onsen Textes juridiques.

Also mäi Wonsch, Madame Minister, dat ass, dass d'Regierung, wann deen Text dann elo definitiv gestëmmt ass, där Opfuerderung, déi den Text manifestéiert, nokënnt, an ech géing nach eng Kéier soen, dass ons Fraktioun wäert deen Text stëmmen, esou wéi en elo virläit.

Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Madame Flesch. Als nächst Riednerin ass d'Madame Claudia Dall'Agnol ageschriwwen. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP). - Här President, Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kollegen, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wéilt ech emol meng Fraktionskolleegin, d'Lydie Err, entschëllegen, déi sech zënter Jore mat deem Dossier hei beschäftegt huet an déi och ugefrot hat, dës Debatt vun haut op leschten Dënschdeg virzeleeën, wat hir erlaabt hätt, haut och dobäi ze sinn an dann eben och d'Wuert zu deem Projéit de loi ze ergräifen. Leider war et net méiglech fir den Ordre du jour ze änneren, an d'fir géing ech an hirem Sënn dese Projéit de loi mat analyséieren.

Dir Dammen an Dir Hären, schon an der Deklaratioun vun de Mënscherechter, déi vun 1949 datéiert, steet: «Tous les humains naissent libres et égaux en dignité et en droits.» Fir déi Zäit - also 1949 - war dat ganz schéi revolutionär. Virun allem wann ee bedenkt, dass Lëtzebuerg elo 57 Joer gebraucht huet, fir dat doten, oder loosse mer emol esou soen, fir op en ähnlechen Niveau ze kommen, well bis

elo stoung an eiser Verfassung ebe just: «Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi.»

Wann een elo zwar kann - a mat e bësse gudder Wëlle misst dat jo méiglech sinn - d'Wuert „Luxembourgeois“ als Neutrum, also fir Männlein und Weiblein gëlle loos-sen, da muss trotzdem d'Fro erlaabt sinn, wat da bis elo d'Rechter vun den Ausländer, ëmmerhin eng ronn 39% hei am Ländchen an och ongeféier 120.000 Frontalieren, déi all Dag bei eis kommen, waren. Emol guer net ze schwätze vun deene Persounen, déi hei sinn, ouni dass hir Pabeieren an der Rei sinn an déi jo awer och Mënscherechter hunn.

Egalitéit téschent Fraen a Männer mécht méttlerweil - zumindest hei am Land - glécklecherweis d'Unanimitéit. Duerch d'Band ass keen, deen deenen allgemenggültege Prinzip géif ofstreiden. Just wéi déi Egalitéit soll an der Praxis ausge-sinn a wéi an d'uerch wat fir eng Moyenen ee se soll herstellen, dor-iwwer streide sech weiderhin d'Geeschter.

D'Formuléierung vun deem Text, esou wéi mer en haut elo virleien hunn - an ech wëll ënnersträichen, dass et sech ëm e Komproméss handelt, an dass en eben net esou wäit geet, wéi en hätt vläicht kënnen an och solle goen -, an och déi Zäit, déi gebraucht ginn ass, fir eis iwwerhaupt op deenen Text ze eene-gen, weist, dass den Egalitéitsprinzip a Wirklecheit dann awer net esou selbstverständlech ass an och akzeptéiert ze si schéngt, wéi et oft gemaach gëtt, a wéi ech mer et perséinlech och géing wënschen.

D'Aschreiwung awer vum Prinzip vun der Egalitéit téschent Fraen a Männer an d'Constitutioun ass e prinzipiellen, en theoretische Geste, e Geste, deen awer do-duerch net manner wäertvoll an och net manner wichteg ass. Am Géigendeel, de Fait, fir dese Prinzip elo explizit an eisem Grundgesetz festzeschreiwung, ass d'Basis, déi néideg ass, fir kënnen Mesuren ze huelen, esou dass och an der Praxis kann op d'Zil vun der Egalitéit téschent Fraen a Männer weider higeschafft ginn.

Doriwwer eraus huet d'Aschreiwung vum Egalitéitsprinzip an d'Constitutioun natierlech och e symbolesche Charakter. Ee Prinzip, dee bis elo éischer sous-entendu war, gëtt elo ausdrécklech formuléiert an och ënnerstrach, a Lëtzebuerg seet domadder öffentlech a virun allem och haart an däitlech, dass d'Egalitéit téschent Fraen a Männer zu de Grundwäerter gehéiert, op déi eis Gesellschaft opbaut, an dass eis Gesellschaft och zu deem Wäert steet a sech dofir asetzt, fir dese Wäert och ze verdeedegen.

Wann ech vum Egalitéitsprinzip schwätze, da gëtt mer och ganz séier bewosst, dass deen Ausdrock Egalitéit ganz wichteg ass an dass een dofir och soll wëssen, vu wat ee schwätzt.

Wann ech bis elo vun Egalitéit oder vum Egalitéitsprinzip geschwat hunn, dann ass eigentlech de Wuertlaut vum Projéit de loi gemengt, nämlech «égaux en droits et en devoirs», wat net heesche soll, dass Fraen a Männer d'selwecht wieren. Fir eventuell déi däitsch Termen ze gebrauchen, hei geet et net ëm „Gleichmacherei“, hei geet et ëm „Gleichberechtigung“ an ëm „Gleichstellung“. Den däitsche Metzler-Lexikon mam Titel Gender studies definéiert Gläichberechtigung a Gläichstellung vu Fra a Mann als den Usproch, dass Fraen a Männer ënnert deeneselwechte Viraussetzungen déiselwecht Rechter hunn.

Mä wat bedeit awer elo déiselwecht Viraussetzungen? Pragmatisch kënn ee soen heescht Gläichberechtigung, dass een emol d'Viraussetzung schaafft, fir dass Fraen a Männer kënnen vun deeneselwechte Rechter iwwerhaupt profitéieren. Wou dës Gläich-

berechtigung net besteet an iwwerall do, wou se verletzt gëtt, schwätze mer vun Diskriminatioun.

An hei seet de Metzler-Lexikon: „Sie umfasst jede Situation, in der ein Individuum oder eine Gruppe aufgrund von Vorurteilen oder Wertvorstellungen benachteiligt wird.“ Am Beräich vun der Gläichberechtigung téschent Fra a Mann wieren dat Viruerteiler a Wäertvorstellungen, déi mam Geschlecht oder méi nach mat de Geschlechterrollen ze dinn hätten. Schued also, dass deenen Text net gläichzäitig all Diskriminatiounen verbitt, mä d'fir hu mer jo dann international Texter.

Domat wäere mer da bei den Terme Sexe an Gender, déi hautdësdays dacks als Synonym gebraucht ginn, wat se awer net sinn, och wa se enk mateneen zesammenhängen. De Sexe ass ugebuer, an dee wëlle mer och net changéieren, well déi meescht vun eis sinn eigentlech ganz zefridde mat deem, wat se sinn,...

(Hilarité)

...mä de Sexe vun engem Wiese bezeechent déi kierperlech biologesch Differenz téschent engem männlechen an engem weiblechen Wiesen.

M. le Président. - Wëllt een der Madame eng Fro stellen?

(Hilarité et interruptions)

Une voix. - Huet et esou geklong?

Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP). - Dës biologesch Differenz téschent männlech a weiblech ass awer mat kulturellen Deitungsmustere belueden, mat Valeuren, Biller a leider och Rolleverhalen. An dat ass et, wat een Gender nennt. Dës Valeuren, dës Biller an dës Rolleverhale variéieren jee no Kultur an och an der Zäit. An am Géigesaz zum Sexe ass Gender net universell, net ugebuer a virun allem och net onverännerlech.

D'Chamber soll haut iwwert d'Aschreiwung vum Egalitéitsprinzip téschent Fraen a Männer an d'Constitutioun decidéieren. Dat ass fir mech perséinlech, mä virun allem fir mech als Politikerin e wichtige Moment. Dee Sujet, déi Revendicatioun virun allem, huet vill vu menge Virgängerinne jorzéngteleang begleet. Ech hunn och den Androck, dass eigentlech alles dozou gesot gouf, wat een nëmme soe kann. Laang goufen déi Saachen awer net gehéiert oder virun allem gouf net drop gelauschert. Dofir ass dat heite schon e Succès.

Ech wëll awer dobäi och net verheemlechen, dass sech meng Freed trotzdem a Grenzen hält an vu vun deem konkreten Text, iwwert dee mer haut sollen ofstëmmen: «L'État veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre femmes et hommes.»

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Ech wëll drop hiweisen, dass de Choix vun de Wieder, vum Vocabulaire hei sécher alles anescht wéi onschëlleg ass. „Veiller à promouvoir“ ass eng Formulierung, an där een eng gewësse Virsiichtegkeet erkenne kann, oder fir et méi däitlech ze soen, d'Virsiichtegkeet vun engem, dee sech vläicht léiwer net ze wäit aus der Fëster wëllt leeën. Et steet leider net do: «L'État s'engage à» oder «L'État a l'obligation de», ganz dovun ofgesinn, dass d'Verbe «promouvoir» éischer en hallefhäerzegen Engagement erkenne léisst. De Stat soll d'Egalitéit téschent Mann a Fra net garantéieren, net assuréieren oder d'uerchsetzen, mä just encoura-

gieren. Mä, wéi ëmmer, mir Frae si pragmatisch, mir si komproméssbereet a mir wësse virun allem, dass een dacks muss vill kleng Schrëtt maachen, fir sengem Zil e Stéckelche méi no ze kommen.

An deem Text, dee mer haut virleien hunn, an dat ass dat Wichtigst, deen huet och Mériten: éischters emol d'Gläichberechtigung téschent Fraen a Männer kloer an däitlech festzeschreiwung, an zweetens, dass eben déi sou genannte Mesures positives erlaabt ginn.

Firwat dat esou wichteg ass, weist eis e Beispill aus Frankräich. A Frankräich haten 1982 déi zwou Assembléeeën d'Loi électorale municipale amendéiert. Deen Text, deen do praktesch unanime ugeholl gi war, sot: «Aucune liste ne saurait comporter plus de 75% de candidats du même sexe.» Nëmme e puer Méint méi spéit huet dunn de franséische Conseil constitutionnel, dee sech autosaiséiert huet - wat iwwregens déi éische Kéier an deem senger Geschicht war - deenen Amendement awer annulléiert, well e konträr zur Constitutioun wier; dat wär eng Opdeeling vun de Wieler a vun den Eligiblen a Kategorien, an dat wier eben net zoulässeg, well all Bierger gläich wieren.

Zënter 2000 huet Frankräich elo awer e Gesetz, dat d'Paritéit op de Wielerleschte soll favoriséieren. Dofir gouf awer am Virfeld d'Constitutioun och ofgeännert, esou dass et iwwerhaupt eng juristesche Grundlag gëtt fir dës Gesetz a fir all Mesuren, déi an deem Sënn wäerte geholl ginn.

Esou Mesuren, déi en faveur vum Sexe sous-représenté spille wäerten, wann deenen neie Paragraph 2 vum Artikel 11 vun der Constitutioun haut gestëmmt gëtt, ginn dann och zu Lëtzebuerg méiglech. An esou Mesurë kënnen d'uerch-aus och en faveur vun de Männer spillen, déi jo och an enger Rei Beräicher ënnerrepräsentéiert oder benodeelegt sinn.

Et kënn ee sech zum Beispill virstellen, dass mer hei e Gesetz géinge stëmmen, dat seet: Wann zwee Kandidaten, eng Fra an e Mann, mat gläichwäertige Qualifikatiounen an Erfahrung sech fir eng Aarbechtsplaz mellen, muss deen agestallt ginn, deen zum Sexe sous-représenté an deem Beräich gehéiert. A munche méi techneschen Domänen spillt dat vläicht en faveur vun de Fraen, mä an aneren, zum Beispill bei den Enseignanten, virun allem an der Primärschoul oder och bei den Educateuren, do géing dat ëmgedréint och en faveur vun de Männer spillen.

Iwwregens gëtt et menges Wëssens hei zu Lëtzebuerg och schon esou Mesures positives, déi applizéiert ginn, zum Beispill am PAN-Gesetz. Do iwwerhëlt de Fonds pour l'Emploi bei engem Contrat Auxiliaire Temporaire - a Kuerzfaassung CAT genannt - an och beim Stage d'insertion méi e groussen Undeel vun de Käschten, wann déi agestallte Persoun zum Sexe sous-représenté an deem Aktivitéitsberäich gehéiert. Ech mengen, déi dote Mesure wär derwäert vläicht do-bausse méi bekannt gemaach ze ginn. Et kéint ee sech virstellen a wënschen, dass opgrond vun deem neien Artikel an Zukunft méi esou Mesurë geholl géinge ginn.

Ofschléissend wëll ech nach d'Gi-sèle Halimi zitieren, déi franséisch Affekotin, déi eben 1982 d'Ännerung vum franséische Wahlgesetz proposéiert hat - vun där Ännerung hat ech lech virdru scho kuerz geschwat. Iwwert d'Reforme fir d'Paritéit an der Politik huet si am September 1999 am „Monde diplomatique“ dat heite geschriwwen: «Elle» - also d'Paritéit an der Politik - «est une nouvelle lecture de l'universalisme, mais aussi une symbolique, un point de départ. À partir d'elle, tout reste à faire. Au législateur de prendre l'outil et de construire l'ouvrage.»

An deem Sënn géif ech hei den Accord vu menger Fraktioun ginn, net awer ouni nach dem Rapporteur Merci ze soe fir säin explizite mëndlechen a schrëftleche Rapport.

An lech alleguerte Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Ech soen der Madame Dall'Agnol Merci an als nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter age-droen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 158 Joer laang stoung an eiser Constitutioun: «Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi.»

De Rapporteur ënnersträicht a sengem schrëftlechen Rapport - deen iwwregens ganz subtile ass, Här Meyers, an och Äre mëndleche Rapport huet mer Freed gemaach, well am grouse Ganze mécht et mer ëmmer Freed, wann déi zwee Sexen, déi hei representéiert sinn, och iwwert d'Égalité des chances schwätze -, dass den Term «Luxembourgeois» neutral ass an dass e sech dofir och ebe bis haut an der Constitutioun, souwuel u Männer wéi u Fraen applizéiert huet.

Mä et ass net richteg, dass deen Term «Luxembourgeois» neutral ass. Richteg ass, dass eng Kéier decidéiert ginn ass, dass de Pluriel ëmmer masculin wär, wann en eben net exklusiv féminin wier. Mä bon, Här President, mir sinn hei net an der Académie française,...

(Brouhaha général)

...do si souwisou nach manner Frae wéi hei an der Chamber, an dofir wëll ech weiderfueren.

De Rapporteur huet och ënnerstrach, dass d'Ursaach oder eben d'Nécessitéit - an Ärem schrëftlechen Rapport - vun deser Revisioun begrënn ass mat «vu le caractère fondamental que revêt ce principe dans le cadre de l'émancipation des femmes». Or, déi Gréng sinn der Meenung, dass d'Noutwendegkeet vun deser Revisioun net oder zumindest net nëmme an der Fraenemanzipatioun ze sichen ass, mä éischer am politesche Wëlle Gläichheet ze schaffen téschent Männer a Frae respektiv krassen a manner krassen Diskriminéierungen entgéintziewierken a fundamental demokratesch Prinzip fir eis Gesellschaft festzehalen.

Datt Mënschen net geschlechtsneutral sinn, dat wësse mer alle-guerten, an dass se an hire Rechter a Flichten an enger Gesellschaft net geschlechtsneutral considé-riert ginn, dat wësse mer och. An d'Opzielung vum Rapporteur a sengem schrëftlechen Rapport iwwert de laange Wee vun där, ech zitieren lech: «parfaite égalité des sexes», beweist et ouni weidere Kommentar. Deen eenzege Kommentar, deen ee kéint maachen, dat ass, dass een d'Opzielung nach hätt kënnen vill méi laang maachen, mä ech wëll haut wierlech keng Vergaangenheitsbewältigung maachen.

Mir ënnersträichen also haut mat deemem Vote, dass mir de Prinzip unerkennen, dass souwuel Männer wéi Frae gläich sinn a gläich Rechter a gläich Flichten hunn. Wat also haut fir all Mënsch eng soi-disant Selbstverständlechkeet ass, war awer nach Ulass fir etlech Diskusiounen an huet och vill Zäit an Usproch geholl, fir an d'Constitutioun niddergeschriwwen ze ginn.

Den zweete Saz awer - en ass jo schon hei e puermol beschriwwen ginn - huet nach vill méi Diskusiounen all déi Jore bruecht. Dee Saz, deen elo zréckbehale ginn ass, ënnersträicht éischters, dass et eng Méiglechkeet gëtt vu Mängel vun der Égalité de fait - dat ass

schon emol ëmmerhin dat. Deen zweete Saz gétt och dem Stat e klore Optrag - dat ass och schon hei gesot ginn -, fir sech ëm d'Gläichheet tëschent Männer a Fraen ze këmmen. Et ass och interessant ze bemierken, datt een an dësem Artikel 11 (2) net vu Chancëgläichheet, dat heescht Égalité des chances schwätzt, mä vu Gläichheet tëschent Männer a Fraen, vun Égalité; wat keng onwichtig Nuance ass.

Natierlech hätte méi kloer Varianten, mat engem nach méi klore Optrag kënnen zréckbehale ginn. Déi Gréng hunn och ëmmer déi méi staark a kloer Variante matgedroen, well mir als Gréng eis kënnen e Gesellschaftsbild virstellen, wou Männer a Frae gläich a gläichberechtigt sinn, mä virun allem kënnen mir eis eng Gesellschaft virstellen, déi dofir kloer a contraignant Mesurë festleet, fir dës Gläichheet éischtens hierzustellen an zweetens fir se och ze behalen. Mä och do wëll ech keng Vergaangenheitsbewältigung maachen.

Dës Mesurë si wichteg an noutwendeg, si ginn och ni iwwerflüssig, wéi munchereen hei behaupt huet. Kee Mënsch géif sech jo och virstellen aner gesellschaftspolitesch Moosnamen erëm a Fro ze stellen oder se wëllen ofgeschaffen, well d'Zil erreecht gi wär. Kee Mënsch denkt zum Beispill drun, den Droit à l'éducation erëm ofzuschaffen oder d'Reliounsfräiheet, déi niddergeschriwwen ass, ofzuschaffen, mam Argument, datt d'Rechter, déi do solle verdeedegt sinn, en Acquis sinn.

Déi zwee Sätz am Artikel 11 erfëllen also eng duebel Roll: Éischtens, déi prezis Unerkennung, datt Fraen a Männer gläich sinn, an zweetens, datt de Stat sech kloer muss amësch fir eventuellen Ongläichheeten aktiv entgéintzewierken.

Dësen Artikel ass e wichteg Instrument fir ebe Fraerechtlerinnen oder Associatiounen, déi scho laang fir d'Unerkennung vum Prinzip vu Gläichheet tëschent Männer a Frae schaffen. Et ass awer och e wichteg Instrument - et ass schonn hei ugeklongen, mä ech wëll et nach eng kéier ënnersträichen -, fir en anert Bild vun eiser Gesellschaft hierzustellen, e Bild, wou Männer eventuell méi vertraueden och wieren, do, wou se haut ënnervertruede sinn.

D'Gläichheet tëschent Männer a Fraen an d'Constitutioun aschreiwten ass also keen Aboutissement u sech, en Zil, wat endlech erreecht wär no engem laange Kampf, mä dësen Artikel erlaabt eis ni eft oder souguer mat de Gesetz, mat den Direktiven, mat de Recommandatiounen, mat den Traitéen an esou weider, eng konkret Politik ze féiere géint d'Ongläichheeten, déi nach bestinn, déi evident an déi méi subtile. Offiziell heescht dat déi direkt an déi indirekt Diskriminierung ervirzeesträichen a gläichzäitig och de Stat opzefuerderen déi adequat Moosnamen ze ergräifen, fir déi aus der Welt ze schafen. Dat ass nämlech dat, wat do drastescht.

De Conseil d'État muss sech dann och an Zukunft vill méi prezis mat de Propositions de loi op dësem Thema ausenaner setzen, eben net nëmmen, fir d'Égalité tëschent Männer a Fraen ze garantéieren, mä och ze ënnersichen, ob dës Gesetzespropositiounen aktiv dofir suergen eventuell Ongläichheeten aus der Welt ze schafen.

Dëst kënnegt menger Meenung no och interessant Debatten un, zum Beispill wa mer mussen iwwert d'Aarbechtspolitik oder iwwert d'Sozialpolitik léigiféieren oder am Beräich vun der Santé muss léigiféieren, fir just nëmmen e puer Beispiller ze nennen. Zougepéit wier souguer e Gesetz iwwer eise Statsbudget ënner dëser Opsicht ze analyséieren, fir sécher ze sinn, datt de Statsbudget net verfassungswidreg ass, well en de Prinzip vun der Gläichheet të-

schent Männer a Fraen net géing respektéieren respektiv net géing aktiv den Ongläichheeten entgéintwierken.

An och d'Gesetz iwwert d'politichescht Liewen - et ass scho kuerz ugeklongen - wäert sech an Zukunft muss mat deem Tabuthema Paritéit ausenaner setzen, well Égalité entre hommes et femmes définiert sech nun eemol just nëmmen iwwert d'Paritéit. Et wär och interessant, an deem Kontext da feststellen, wéi eng Actions positives de Stat da wäert ënnerhuelen, fir d'«entraves pouvant exister» aus der Welt ze schafen.

Déi ganz gesellschaftlech Organisatioun an hir ze schafend Gesetzer sinn och an dësem Kontext be- traft. Zum Beispill, wann ee weess, datt d'Fraen nach ëmmer op d'Structures d'accueil ugewise sinn, wa se hir beruflech Carrière net wëllen oder mussen ënnerbriechen, well et jo awer ëmmer erëm d'Frae sinn, déi méi oft a prekäre Situatiounen sinn, wann et ëm Gewalt oder wann et ëm Scheedung geet. An ech kéint déi Opzielung elo praktesch op allen Domäne weiderféieren, mä dat wäert jo an Zukunft dann d'Aufgab ënner anem vun der Regierung a vum Statsrot sinn.

Wichtig ass et elo fir d'Fraen a fir d'Männer, dat heescht fir eis ganz Gesellschaft, wéi mir dat Instrument, den Artikel 11 (2) vun der Constitutioun asetzen, fir d'Gläichheit tëschent Männer a Fraen op allen Niveauen an an allen Domänen ze promovéieren.

Dëse Vote vun haut erlaabt eis awer och, op verschiddenen Hitparaden net méi bei deene Leschten ze stoen. Vill ze vill oft muss e räicht, fréit an demokratescht Land wéi Lëtzebuerg, geographesch matzen an der Europäescher Unioun, sech de Reproche gefale loosser, datt et seng Hausaufgaben net gemaach huet.

Dës Hausaufgabe sinn zum Beispill: Engagementer, d'Ëmsetze vun Direktiven - et gétt der an deem Ressort, zwar net ze vill, mä et gétt der awer -, Recommandatiounen, Traitéen oder Konventiounen, déi mer ënnerschriwwen hunn, wou mer dann hannendrun eigentlech eng Politik hätten, déi d'Gläichheit tëschent Männer a Frae géing promovéieren, wou mer awer ganz oft hannen an der Hitparad sinn.

Et erlaabt eis och, eisen Nopeschlänner ze soen, datt mir och elo d'Gläichheit tëschent Männer a Fraen an eiser Constitutioun stoen hunn an datt mir net hu misse waarden, bis mer dann déi Europäesch Constitutioun hätten, wou dat jo och dragestanen hätt.

Voilà, zum Schluss wëll ech lech soen, datt ech perséinlech och wierklech frou sinn, datt mer elo an eiser Constitutioun dës Passage dran hunn. Fir mech ass et e wichtige an en noutwendige Passage, eng demokratesch Unerkennung. An ech fannen, datt et eis heibannen alleguerte gutt zu Gesiicht steet, datt déi Diskussiounen iwwert dësen Artikel, oder zumindest deen Deel vun dësem Artikel, endlech ofgeschloss sinn no deem laange peinenlechen - heiansdo - Hin an Hier, an datt mer dat haut kënn stëmmen. An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **M. le Président.** - Ech soen der Madame Loschetter Merci. An als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Här President. Fir d'éischt wëll ech mech de Merciën un de Rapporteur uschléissen, dee souwuel als President wéi och a sengem mëndlechen a schrëftleche Bericht als Rapporteur ganz richtig den Historique vun dësen Debatten ervirgestrach huet, a gewisen huet, wéi schwéier et ass heiansdo, einfach Texter zesummenzefaassen.

Den éischten Alinea vun dem Text, dee mer haut debattéieren, dee seet: Männer a Frae si gläich a Rechter a Flichten. Dat ass en Text mat enger kloer a mat enger staarker Ausso. An et ass och wichtig, datt mer en endlech an onser Verfassung festhalen. Deen zweeten Alinea, deen huet, wéi et elo schonn all meng Virriedner ervirgestrach hunn, vill méi Schwierigkeete bruecht an dem Objektiv, wat ee sech wollt ginn, an an der Formulierung.

Et muss een ervirsträichen, datt déi ganz Debatten iwwer Rechter a Flichte vu Mann a Fra ganz oft zu längeren Diskussiounen hei an onsem Land gefouert hunn. Ech wëll nëmmen an engem Beispill weisen, wéi schwierig et heiansdo ass, fir d'Gläichberechtigung vu Mann a Fra duerchzesetzen. E gutt Beispill ass dat: D'Gläichberechtigung vun der bestueterer Fra mat dem Mann. De Code civil vun 1804 hat festgehalen, datt, wann d'Fra géing bestuet ginn, se sech ënner de Schutz vum Mann misst stellen, an an deem Ablack hätt hien all Rechter, souwuel wat d'Verwaltung vun de Gidder ugeet, wéi wat d'Verwaltung oder d'Opsicht vun de Kaner ugeet, an datt d'Fra en fait mannerjähreg ginn ass.

1938 ass a Frankräich déi Gesetzgebung do geännert ginn. An Däitschland ass en ähnliche Prinzip, dee bestanen huet, 1949 geännert ginn. An Holland ass d'Gesetzgebung fir d'Gläichberechtigung vun der bestueterer Fra 1956 emgeännert ginn, an der Belsch 1958, an zu Lëtzebuerg 1972. Mir waren dat lescht Land vun deene 25 europäesche Länner, déi mer haut kennen, wat déi Gläichberechtigung vun der bestueterer Fra agefouert huet.

Do gesäit een, datt mer et ons hei am Land ganz oft heiansdo schwierig gemaach hunn, an duerfir begrësse mer och, datt mer dee Prinzip vun der Gläichberechtigung vu Mann a Fra elo endlech och an onser Verfassung kënn festhalen. Deen zweeten Alinea, dee mer an der Diskussioun hunn, dat ass deen, duerch dee mer dem Stat eng Obligatioun ginn, eng Obligatioun, déi néideg Moyenen ze sichen, mä ouni e Resultat unzestriewen, fir aktiv déi Hindernisser, déi Entraven, déi géinge bestoen, an déi géinge festgestallt ginn, fir déi ze eliminéieren.

Ech si ganz mam Rapporteur d'accord, wann e seet, datt et do dräi Konditiounen gétt, fir datt esou eng aktiv Mesur kënn geholl ginn. Déi éischt ass déi, datt se fir d'éischt emol objektiv muss festgestallt ginn. Déi zweet ass, datt se nëmmen d'äerf temporaire sinn. Ech géing och nach derbäifügen, datt se net d'äerf a Widdersproch stoe mat dem Artikel 10 vun onser Verfassung, dee seet, datt all Lëtzeburger gläich si virum Gesetz. Et kann net esou sinn, datt, wann déiselwecht Rechter, déiselwecht Konditiounen do sinn, datt op eng kéier fir eng Fra manner Konditiounen kéinte gestallt gi wéi fir de Mann, well soss wiere mer mat aneren Texter vun onser Constitutioun nees erëm a Kontradiktioun. An et bleift och nach de Moyenen vun dem Contrôle vun dem Verfassungsgericht, ob déi Texter, déi eventuell kéinten ugeholl ginn, geännert ginn.

Ech wëll och kloer soen, datt an onsen Aen, als ADR, mir et net kéinten akzeptéieren, wann een op de Wee vu Quotë géing an iergendengem Gesetz higoen, well dat manifestement net an onsen Aen deene verfassungsrechtliche Prinzipien, déi hei festgehalen sinn, géing entspriechen. Dat ka vläicht eng Diskussioun eng kéier ginn, mä fir ons ass dat zum Beispill ee Moyenen, deen op jidde Fall géint den Artikel

10 vun onser Verfassung géing verstoussen, deen och deen Ablack fir deen, ob et elo Fraen oder Männer sinn, souwéiso och dépréciativ wier, well net hir Valeur, hir Qualitéit géing zielen, mä just nëmmen de Quotient, ob se géingen dovunner bénéficiéieren oder net.

Dat gesot, mengen ech, ass hei awer e gudden Text zesummen diskutéiert ginn. E konnt zesummen arrétiert ginn, an duerfir wäert och d'ADR-Fraktioun dësen Text stëmmen.

■ **M. le Président.** - Ech soen dem Här Henckes Merci. Als leschte Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Aly Jaerling (ADR).** - Merci, Här President. Ech hunn elo ganz andächtig nogelauschert hei an zimlech vill bäigeléiert.

(Hilarité)

Jo, et léiert een nëmmen, wann een och kann nolauschteren, gell? Mä ech wëll awer eppes soen, ech hu matkritt, dass dat hei elo länger Diskussiounen iwwer Joren eraus waren, fir hei en Text ze fannen, dee menger perséinlecher Usiicht no, an der Praxis, géif ech mengen, guer näischt ännert. Mä wou ech mer awer nach eng Fro stellen, dat ass, dass während deene laange Joren un Diskussiounen, dann net emol een op de Gedanke komm ass, fir den Artikel 10 vun der Verfassung ze änneren, an deen endlech mol eiser gesellschaftlecher Entwécklung unzepassen, an dodran ze schreiwten «les citoyennes et les citoyens sont égaux devant la loi». Dann hätte mer näischt anescht laang bräichen ze sichen, an dann hätte mer eis elo hei net bräichten de Kapp ze zerbréchen, «les femmes et les hommes sont égaux devant la loi».

Hei hätte mer sollen den Artikel 10 vun der Verfassung änneren, an dann all Bierger hei am Land déiselwecht Rechter ginn, dann hätte mer méi geschafft gehat, wéi wa mer elo e puer Joer hei un eppes gefréckelt hunn, wat menger Usiicht no gutt ass, wann et dra-steet, mä wou ech awer garantéiert sécher sinn - an dat weess d'Madame Minister och, an all déi, déi sech hei esou fervent derfir asetzen -, dass et an der Praxis wäert ganz schwéier sinn eppes ze änneren, wann d'Mentalitéit hei am Land net ännert. Ech soen lech Merci.

■ **M. le Président.** - Ech soen dem Här Jaerling Merci. An elo huet d'Wuert d'Madame Ministesch vun der Chancëgläichheet, d'Madame Marie-Josée Jacobs.

■ **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de l'Égalité des chances.** - Merci, Här President. Ech géing selbstverständlech och wëllen ufänke mat engem grouse Merci un de President a Rapporteur, den Här Paul-Henri Meyers, an och un d'ganz Kommissioun vun den Institutiounen an der Revisioun vun der Verfassung fir Äert Engagement, a selbstverständlech och all deene Riednerinnen a Riedner, déi de Mëtteg hei zu där Revisioun Stellung geholl hunn.

Här President a Rapporteur, et ass richtig, wéi d'Madame Flesch gesot huet, dass et Ärem profunde Wëssen iwwert d'Verfassung an Ärer gedëlleger Ausdauer fir ëmmer erëm à charge ze kommen - gradesou gutt an Ärer Kommissioun wéi och beim Statsrot - ze verdanken ass, datt mer dann endlech awer haut hei ukomm sinn. Et war och Är Iddi fir dësen Deel vum Artikel 11 separat ze diskutéieren an ze stëmmen, an och dat huet fir mech zwee Virdeeler: Éischtens kann dann endlech d'Chamber dësen Deelartikel stëmmen, an zweetens ass duerch déi Debatt, déi hei gefouert gouf, an duerch déi jo, denken ech, vill Leit, wa se nogelauschert hätten an hunn, och konnte viles bäiléieren, och méi

zur Visibilitéit dovunner bäigedroen ginn.

Niewent lech, Här President a Rapporteur, hunn am Laf vun de Jore vill Leit als Privatpersounen, als Vertrieederinnen a Vertrieeder vun ONGen an Organismen, Politikerinnen a Politiker ëmmer erëm op déi negativ Situatioun, an där mer als Lëtzeburger Land waren, higewisen. An Ärem exzellente Rapport kann een déi chronologesch Entwécklung vun der Gläichstellung vu Fra a Mann zu Lëtzebuerg noliesen an och novollzéien. An et ass ewell méi eng kéier haut de Mëtteg hei gesot ginn: Et war e laange Wee.

Net nëmme Lëtzebuerg huet awer eng Roll doranner gespillt, mä och Europa hat eng wichteg Roll gespillt mat deene verschiddenen Direktiven, mat den Traitéen an och iwwert d'Charte des Droits fondamentaux. Ouni dës europäesch Instrumenter wiere mer sécher nach net esou wäit, wat och beweist, datt Europa praktesch a positiv Auswierkung fir d'Biergerinnen a fir d'Bierger huet.

Ech wëll awer och erënneren un déi vill Aarbecht, déi am Laf vun de Joren an der Égalitéitskommissioun vun der Chamber gemaach gouf ënner der Presidentin Ferni Niklaus-Faber, avisen, déi zu dësem Artikel ausgeschafft goufen an déi méi wäit gaange wieren - dat ass och well de Mëtten des Öfteren hei gesot ginn - do derduerch, dass se méi contraignant gewiescht wieren, eng Position, déi selbstverständlech och vum Fraeministère a vun de Fraenorganisatiounen gefuereert an ënnerstëtzt gouf. Sou wäit hu mer elo an dësem Moment nach net bruecht, an ech héieren, datt et och hei juristesche Diskussiounen doriwwer gétt, ob deen Text esou contraignant ass, ob en et méi ass oder manner ass. Ech denken, datt mer dat virum allen an der Zukunft wäerten erliewen.

«Les femmes et les hommes sont égaux en droits et en devoirs.» Bis haut war Lëtzebuerg dat eenzegt Land an der EU vun deene 25, dat dës Prinzip net a senger Constitutioun verankert hat. Mir brauchen eis elo och net méi ze généieren, wa mer op New York ginn, fir virum de CEDAW-Comité de Rapport iwwert d'Entwécklung vun der Gläichberechtigung vun de Männer a Fraen hei zu Lëtzebuerg mussen ze maachen, datt mer erëm Ausriede mussen sichen, fir wat mir als eent vun deene räichsten a fortschrëttlechste Länner vun der Welt d'Gläichstellung vu Fraen a Männer nach ëmmer net an eiser Constitutioun verankert hätten.

Mir hunn also haut zu Lëtzebuerg de grouse Schrëtt gemaach. D'Gläichheit vun de Fraen a vun de Männer ass elo an alle Gebidder kloer an domadder droe mer als Land der CEDAW-Konventioun och Rechnung.

Ech sinn och iwwerzeegt, Här President, datt Dir mat Ärer Kommissioun vun den Institutiounen an der Revisioun constitutionnelle an dëser Legislaturperiod déi geplangte Propositioun ëmsetzt, fir d'Trounfolleg och un de Prinzip vun der Gläichheit zwëschen Männer a Fraen unzepassen,...

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de l'Égalité des chances.** - ...well soss bleift den Artikel 3 vun der Constitutioun am krasse Widdersproch mat dem Artikel 11, dee jo haut geännert gétt.

■ **Une voix.** - Dee kënn och un d'Rei.

■ **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de l'Égalité des chances.** - Datt déi Ännerung sou laang gedauert huet, weist dorop hin, wéi schwéier et ass an eiser Gesellschaft traditionell Rollen ze änneren a vun historesch gepräegte Mustere lasszeloossen.

Et war schwéier ze erklären, datt mer et net fäerdeg kritt hunn, dëse Prinzip an der Constitution ze verankeren, obscho vill Leit, Männer a Fraen, duerno liewen an och ëmmer méi Jugendlecher d'gläichberechtigt Partnerschaft als hire Liebensprojet agesinn. Mir mussen dësem Prinzip also elo Liewe ginn.

Deen neie Paragraph 2 vum Artikel 11 ass méi wéi eng Opfuerderung, et ass och eng Verantwortung vum Stat: «L'État veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre femmes et hommes.» Domadder also wëll de Stat ausmäeren all déi méiglech Behënnerungen, déi d'Gläichstellung vun de Fraen a Männer verhënneren, an hie wëll och aktiv eppes dozou bäidroen, fir d'Gläichstellung ëmzesetzen.

D'Gesetzter um Aarbechtsmaart, am d'Zivilrecht, an der Sécurité sociale hunn als Zil d'Diskriminatioun ze eliminéieren, an trotzdeem gëtt et bis elo keng de facto Gläichheet.

D'Madame Flesch huet gesot, et wier gutt gewiescht, wann de Justizminister hei gewiescht wier. Et wier eigentlech gutt gewiescht, wann d'ganz Regierung hei gewiescht wier, well et gëtt keen eenzege Member an der Regierung, denken ech, an deem säi Beräich dat doten net eng Roll matspillt. Mir wäerten eis also beméien, se allegueren op dee gudden Zuch oder Tram ze bréngen.

D'Regierung huet sech an hirer Deklaratioun de 4. August 2004 fir genau dësen Text ausgesprach an huet dunn ewell Akzenter fir d'Ëmsetze gesat. Den 3. Februar dëst Joer hat d'Regierung e «Plan d'action national d'égalité» fir Männer a Fraen ugeholl, deen de 6. März an Zesummenaarbecht mat der Chamberskommissioun vun der Famill, der Chancegläichheet an der Jugend ënnert der Partnerschaft vun der Madame Marie-Josée Frank, dem Conseil National des Femmes du Luxembourg, dem Comité du Travail féminin, dem Syvicol mat hirem President Jempy Klein, den ONGen an de Sozialpartner diskutéiert ginn ass.

Dëse Plang féiert den Gender mainstreaming an, a mir hunn eis verpflichtet all Gesetzter an all Moosnamen dorobber ze analyséieren, ob se sech aneschtens op d'Fra wéi op de Mann auswirken. Mat dëser Method konnte mer de Paragraph 2 vum Artikel 11 ëmsetzen. All Ministère kritt eng Genderkompetenzzell an d'Ëmsetze vun der Chancegläichheet läit net nëmme am Ministère vun der Égalité des chances, mä all Minister an all Ministère huet d'Responsabilitéit fir déi Aktiounen, déi en ageschriwene huet, och an deenen nächsten dräi Joer ëmzesetzen.

Fir d'Genderdifferenz bewusst ze maachen, sinn Informatioun, Sensibilisatioun a Formatioun noutwendeg. Den Institut National d'Administration Publique - oder INAP - biit de Membere vun de Kompetenzelle gezielte Coursen un. Mir loosse auslännesch Experten am

Sommaire des séances publiques

Dépôt d'un projet de loi	page 286
Communications	page 286
5546 - Proposition de révision de l'article 29 de la Constitution	page 286
Composition de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux	page 286
Ordre du jour	pages 286-287
Dépôt d'une proposition de loi	page 287
Heure de questions au Gouvernement	
- Question N°74 du 13 mars 2006 de Monsieur Marc Spautz relative à l'École Supérieure du Travail EST, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi	page 287
- Question N°76 du 14 mars 2006 de Monsieur Alex Bodry relative à la situation de la WSA et notamment sur les récentes rumeurs de fermeture de cette agence, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration	
et	
- Question N°77 du 14 mars 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative à la situation de la WSA et notamment sur les récentes rumeurs de fermeture de cette agence, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi	pages 287-288
- Question N°78 du 14 mars 2006 de Monsieur Ben Fayot relative sur l'état des travaux des groupes de travail interministériels chargés notamment de procéder à une refonte de la législation sur les registres de la population, de créer un numéro d'identifiant unique respectivement d'introduire des données biométriques dans les documents d'identité, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire	page 288
- Question N°79 du 14 mars 2006 de Madame Anne Brasseur relative à l'ouverture au public du musée de la forteresse à Fort Thüngen, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche	page 288
- Question N°80 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Adam relative à l'organisation des classes internationales au Lycée technique du Centre, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle	pages 288-289
- Question N°81 du 14 mars 2006 de Madame Anne Brasseur relative au programme de l'enseignement du français pour les classes du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle	page 289
- Question N°82 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Adam relative au profil professionnel des enseignants de l'enseignement secondaire et secondaire technique, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle	
et	
- Question N°83 du 14 mars 2006 de Madame Anne Brasseur relative à la «redéfinition qualitative» de la tâche des enseignants de l'enseignement secondaire, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle	pages 289-290
- Question N°85 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Meisch relative à la recherche biomédicale au Luxembourg, adressée au Ministre de la Santé	page 290
- Question N°75 du 14 mars 2006 de Madame Viviane Loschetter relative à une lettre conjointe signée par le Président français et les Premiers Ministres suédois, danois, espagnol, finlandais et tchèque en date du 9 février 2006 à l'attention de la Présidence autrichienne et transmise à tous les membres du Conseil européen, adressée au Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration	page 290

Gender mainstreaming, am Gender budgeting - iwwert deen haut d'Madame Loschetter geschwat huet - an an der Genderlegislatioun kommen, fir eis selwer ze forméieren an eis ze informéieren. Selbstverständlech kann d'Chamber och vun deene Geleeënheete Gebrauch maachen, wa se dat wëllt.

Mat deem Plang hu mer eis d'Handwerkseschir ginn, fir d'Fortschrëter ze moossen; a ge-

nee dat huet och de CEDAW-Comité vun eis verlaangt. Et ass eng Evaluatioun vum Plang virgesinn, sou datt mer no dräi Joer kënnen soen, wou d'Fortschrëter sinn, wat fir eng Moosname gegräff hunn a wat mer mussen änneren. De 4. Abrëll soll dee Plang hei jo an der Chamber diskutéiert ginn.

Fir datt de Prinzip vun der Gläichheet vun alle Leit gelieft gëtt, muss mer awer nach vill an de Mentalitéite changéieren, an dat konnte mer effektiv net an d'Verfassung draschreiwene, mä de Ministère ass amgaange mat enger neier Campagne «Réalisons ensemble l'égalité des femmes et des hommes», well mer wëllen op d'Veantwortung vun de Fraen an de Männer opmierksam maachen. Duerch d'Adoptioun vum Artikel 11 hunn d'Aktiounen vum Ministère de l'Égalité des chances elo méi eng staark Basis.

D'Gläichheet betrëfft Fraen a Männer, an och d'Männer kënnen elo an der Zukunft hir Chancegläichheet akloe goen, och wann et der wahrscheinlech manner si wéi bei de Fraen, mä ech denken zum Beispill un d'Rechter vun de Pappen.

- Question N°84 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Meisch relative au développement d'un secteur de logistique au Luxembourg, adressée au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

pages 291-295

Établissement d'une liste de trois candidats pour un poste de conseiller d'État

pages 290-291

Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la situation financière des communes et plus particulièrement sur le décompte du Fonds communal de dotation financière

pages 291-294

Résolution de M. Robert Mehlen relative au camp américain de Guantánamo

pages 295-296

Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire, présentée par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

pages 296-299

5512 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques, fait à Eischen, le 28 avril 2004

page 299

5524 - Projet de loi relatif à l'ouverture du cadre de la carrière supérieure du STATEC

pages 299-300

5503 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/56/CE du Conseil du 21 avril 2004 concernant l'assistance mutuelle des autorités compétentes des États membres dans le domaine des impôts directs, et modification de la loi générale des impôts ainsi que de la loi du 15 mars 1979 concernant l'assistance administrative internationale en matière d'impôts directs

page 300

5489 - Projet de loi sur l'application des normes comptables internationales dans le secteur des assurances et portant modification:

de la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois

- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger;

de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

pages 300-301

5497 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'État d'Israël tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 13 décembre 2004

page 301

5498 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République Slovaque à la Convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéficiaires d'entreprises associées et du Procès-verbal de signature y relatif, signés à Bruxelles, le 8 décembre 2004

pages 301-302

Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire

pages 302-304

pages 304-314

Accueil de M. Sali Berisha, Premier Ministre de la République d'Albanie, accompagné d'une délégation

page 304

3923B - Proposition de révision de l'article 11 paragraphe (2) de la Constitution

pages 314-318

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

All déi, déi dëse Prozess gedroen a begleet hunn, wëssen, datt mer eis iwwerliefte Geschlechterverhältnisse haut vläicht e bëssen duerchernee kritt hunn, an datt et e Kampf war géint Traditionalismus.

D'Resultat ass gutt. Mir sinn der Demokratie tëschent de Geschlechter méi no komm, mä loosse mer zesumme mat Courage a mat Determinatioun viruschaffen, well et bleift och nach vill ze maachen, och wann haut deen Artikel oder deen Deel vum Artikel gestëmmt gouf.

Merci villmoos.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien

■ **M. le Président.** - Ech soen der Madame Jacobs Merci.

A mir kommen elo zum éischte Vote constitutionnel iwwert d'Proposition vun der Institutionskommissioun 3923B. Den Text fannt Dir am Dokument parlementaire 3923B¹⁰. Et ass eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuert an de Vote par procuratioun ass net erlaabt. D'Ofstëmme fänkt un.

Premier vote constitutionnel

D'Proposition de révision ass ugeholl gi mat 43 Jo-Stëmme, kenger Nee-Stëmm an och kenger Abstention.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, M. Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diede- rich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Roger Negri, Jos Scheuer et Romain Schneider;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helming, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Et ass also esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, déi nächst Sitzung si programméiert fir de 4., de 5. an de 6. Abrëll. Den Ordre du jour gëtt lech schrëftlech zoukomme gelooss. D'Sëtzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 19.10 heures)

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 9 / 2005-2006

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet			
			0887	M. Romain Schneider	Promotion de l'esprit d'entreprise
			0889	M. Jean-Pierre Koepp	Contrôle de sécurité des toits des bâtiments publics
0718	M. Aly Jaerling	Embauche de chômeurs inscrits auprès de l'ADEM	0890	M. Romain Schneider	Situation budgétaire des communes
0753	M. Aly Jaerling	Lutte contre le travail illicite	0895	Mme Anne Brasseur	Avis de concours du Fonds Belval pour la construction de l'Université
0819	M. Robert Mehlen	Irrégularités constatées au niveau de travaux de réfection des autoroutes	0896	Mme Anne Brasseur	Construction de nouvelles archives nationales à Belval
0820	M. Roland Schreiner	Transformation et extension du Lycée technique Mathias Adam	0897 cf. 0913	M. Xavier Bettel	Vols secrets de la CIA
0826	M. Niki Bettendorf	Construction d'un nouveau Laboratoire National de Santé à Dudelange	0898	M. Claude Meisch	Simplification des formalités administratives en faveur des petites et moyennes entreprises (PME)
0831	M. Claude Meisch	Financement des formations offertes par le Centre National de Formation Professionnelle Continue d'Ettelbruck	0900	M. Camille Gira	Lots de chasse pris en location par l'État
0836	M. Carlo Wagner	Raccordement autoroutier en direction de la Sarre	0901	M. Camille Gira	Indemnités pour sangliers abattus
0837	M. Jos Scheuer	Dépôt de produits pétroliers sur le site du port de Mertert	0903	M. Xavier Bettel	Mise en place d'un tachygraphe digital pour les camions et les autobus
0838	M. Claude Adam	État du pont dit «Laangbréck» à Mersch	0907	M. Félix Braz	Concept des cours d'intégration
0840	M. Camille Gira	Aménagement d'une voie réservée aux transports en commun sur la N6 (Steinfort - Luxembourg-ville)	0909	M. Marcel Oberweis	Chemins de Saint Jacques de Compostelle
0854	M. Laurent Mosar	Système d'imposition des sociétés destiné à faciliter les activités transfrontalières des petites et moyennes entreprises (PME)	0910	M. Ali Kaes	Hyperactivité et le déficit d'attention chez les enfants et les adultes
0858	M. John Castegnaro	Formulaire E301	0911	M. Claude Meisch	Législation des holdings
0868 cf. 0881	Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Marcel Oberweis	Aménagement de la salle de concerts Grande-Duchesse Charlotte, dite «Philharmonie»	0912	M. Emile Calmes	Impact de la renaturation de la vallée de l'Alzette sur la région de Lintgen
0869	M. Marcel Oberweis et M. Marco Schank	Émissions de gaz à effet de serre engendrées par le trafic aérien	0913 cf. 0897	M. Xavier Bettel	Vols secrets de la CIA
0871	M. Aly Jaerling	Forces de police	0914	M. Ben Fayot	Émission des cartes d'identité par les communes
0872	M. Marc Spautz	Versement des allocations différentielles à des frontaliers belges et l'assimilation des interruptions de carrière et le crédit-temps reconnus en droit belge à une prestation familiale	0915	M. Lucien Clement	Introduction de la télévision digitale
0873	M. John Castegnaro	Économie solidaire	0916	M. Jean-Pierre Koepp	Extension des «Park & Ride» dans le nord du pays
0875	M. Romain Schneider	Évolution du taux de cotisation des entreprises dans les différents départements de la sécurité sociale	0919	MM. Ali Kaes, Marcel Oberweis et Marc Spautz	Création d'emplois au Luxembourg
0877	M. Claude Meisch	Initiatives syndicales et communales au niveau du marché de l'emploi	0923	Mme Claudia Dall'Agnol et M. Jean-Pierre Klein	Installations sanitaires dans les ateliers techniques des administrations communales
0878	Mmes Marie-Josée Frank et Martine Stein-Mergen	Remboursement des prothétiques dentaires	0924	M. Claude Meisch	Introduction du système TNT (Télévision Numérique Terrestre)
0879	Mme Claudia Dall'Agnol	Construction du bâtiment de l'enseignement de la Cité des Sciences à Belval-Ouest	0925	M. Claude Adam	Site du Campus Walferdange
0881 cf. 0868	Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Marcel Oberweis	Sécurité dans la salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine Charlotte	0927	Mme Colette Flesch	Transposition des directives européennes
0883	M. Marcel Oberweis et M. Marco Schank	Subventions à l'égard des maisons à haute efficacité énergétique	0929	Mme Colette Flesch	Transposition des directives européennes
0885	M. Claude Meisch	Période transitoire pour l'entrée sur le marché du travail de travailleurs salariés en provenance des nouveaux États membres de l'Union européenne	0930	Mme Colette Flesch	Transposition des directives européennes
			0931	Mme Colette Flesch	Transposition des directives européennes
			0932	Mme Colette Flesch	Transposition des directives européennes
			0937	M. Aly Jaerling	Fermeture de la Société du Train à Fil de Schifflange (STFS)
			0939	M. Carlo Wagner	Campagne d'information en faveur des médicaments génériques
			0940	M. Carlo Wagner	Budget consacré à la médecine préventive
			0943	M. Carlo Wagner	Construction d'un nouveau Laboratoire National de Santé à Dudelange
			0944	M. Carlo Wagner	Extension du réseau de pharmacies
			0945	M. Aly Jaerling	Procédure d'asile
			0946	M. Henri Kox	Grippe aviaire

Question 0718 (4.11.2005) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant l'embauche de chômeurs inscrits auprès de l'ADEM:

No senger Visite an Italien huet den Här Wirtschaftsminister matgedeelt, datt sech eng italienesch Entreprise géif hei zu Lëtzebuerg néierloossen a 40 nei Aarbechtsplaze schafen.

A senger Pressekonferenz sot den Här Wirtschaftsminister: „Mir hunn an d'Konventioun och eraschreiwe gelooss, a mir wäerte mam Här Tontarelli selwer doriwwe schwätzen a mir hunn et iwwregens gemaach, dass mer gesot hunn, dass et net nëmmen e Wonsch wier, mä schonn en Drock vun eiser Säit, vu d'Situatioun op eisem Aarbechtsmaart, dass emol vir allem probéiert gëtt mat der Administration

de l'emploi, déi och da fréi agespaant gëtt an déi ganz Entwécklung, fir ebe just ze kucken, fir datt déi Leit, déi haut bei eis op der Lëscht stinn, do eng Aarbechtsplaz fannen, an dass mer keng zousätzlech siche ginn.“

Onkloer ass awer bliwwen, a wéi enger Form dës – begréissenswäert – prioritär Besetzung mat Personal, dat um Lëtzebuurger Aarbechtsmaart zur Verfügung steet, soll geschéien, an op wat fir eng Aart a Weis déi nei Entreprise dozou gedrängt soll ginn.

Perséinlech sinn ech der Meenung, datt eigentlech d'office an den Oplage fir esou Betriber, déi sech hei am Land wëllen etabléieren, e Prozentsaz misst festgeluecht ginn, dee bestëmmt, wéi vill Salariaiëe vum nationalen Aarbechts-

maart en neie Betrib muss beschäftegen. Och fir all nei Plaz, déi an etabléierte Betriber geschaf respektiv nei besat gëtt, misst eng Astellungsprioritéit fir hieseg Chômeurë gëllen.

Momentan deele sech d'Salariaiëen um nationalen Aarbechtsmaart quasi paritéitesch a Frontalieren a Residenten op.

Duerfir folgend Froen:

1. Wéi wäert déi ugekënnegt a wuel besonnesch Zesummenaarbecht mat der Adem ausgesinn, „déi fréi agespaant gëtt“; bestinn do scho konkret Pläng?

2. Wéi wäert deen „Drock“ vu Lëtzebuurger Säit konkret ausgesinn – sinn och Sanktioune vis-à-vis vun där Entreprise virgesinn a wa jo, wéi gesinn déi aus?

3. Ass deem genannte Betrib tatsächlech eng entspriechend Nidderloossungsoplag (prioritär Astellung vun eise Chômeuren) gemaach ginn?

4. Sinn den Här Aarbechtsminister respektiv d'Regierung net och der Meenung, datt een an Zukunft bei all nei Entreprise dorop insistéiere sollt, datt se prioritär Salariaiëe rekrutéiert, déi um nationalen Aarbechtsmaart zur Verfügung stinn?

5. Wier et net sënnvoll, fir der wuessender Zuel vun hieseg Chômeurë Meeschter ze ginn,

neie Betriber vun Ufank un d'Oplag ze ginn, datt se hiert Personal zum Beispill zu mindestens 50% aus deene Salariaiëe rekrutéiert, déi um hieseg Aarbechtsmaart zur Verfügung stinn?

6. Misst esou eng Regel net och fir all Aarbechtsplaz, déi geschafe gëtt oder nei besat gëtt, gëllen?

7. Wier et do derniewent net och sënnvoll, e legaalt Instrument ze schafen, dat Betriber a Konzernner, déi sech ouni fondéierte Grond net un déi ugeduechten Oplagen halen, verstärkt un de Käschte vum nationale Chômage bedeelegt (via zum Beispill eng méi staark Participatioun un der Finanzéierung vum Fonds pour l'emploi)?

Réponse (20.3.2006) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Eent vun den Haaptziler vun der Politik fir wirtschaftlech Entwécklung an Diversifikatioun, sou wéi se vun der Regierung an am Besonnesche vum Wirtschaftsminister ëmgesat gëtt, ass d'Schafe vun neien Aarbechtsplazen.

Dëse Wonsch spigelt sech och an der Zesummesetzung vum Board of Economic Development, also dem Ausschuss fir wirtschaftlech Entwécklung. Den Aarbechtsministère ass an deem Ausschuss duerch e Mataarbechter vertrueden. Dëse gëtt also vun de grouse Linne vun neie Projeten informéiert, wa se eréischt an engem Stadium vu méi oder wéineger fortgeschrittenen Diskussiounen oder Verhandlungen sinn. Ganz dacks ass et deen Ament awer ze fréi fir d'ADEM, fir konkret tätég ze ginn.

Dofir ass et wichteg, datt, méi spéit am Oflaf, an der beroderend Kommissioun, déi duerch d'Gesetz iwwer wirtschaftlech Entwécklung an Diversifikatioun agesat gouf, e Vertrieder vun der ADEM sëtzt. Dës Kommissioun gëtt hir Meenung of, wann d'Betriber hire „Plan d'affaires“ eraginn, fir vun öffentliche Hëllef kënne ze profitéieren.

Zu dësem spéideren Zäitpunkt sinn am Prinzip d'Zuel vun ze schafenden Aarbechtsplätzen an e approximative Profil vun de Salariéë bekannt. Dat sinn Donnéeën, déi och an d'Beurteilung vun de Projéit mat erafléissen.

Wann dës Kommissioun e positiven Avis ofgëtt, treffen déi zoustänneg Ministeren eng Entscheidung, meeschtens ënner Form vun enger Konventioun mam Betrib.

An dëser Konventioun gëtt déi gesetzlech Verflechtung vun de Betriber, fir hir oppe Postë bei der ADEM ze mellen, ausdrécklech erëmgeholl.

Zousätzlech steet offiziell an deene Konventiounen eng Klausel, no där sech de Betrib engagéiert, esou vill wéi méiglech Aarbechter a Beamten anzustellen, déi hei am Land wunnen.

Bei sengem Besuch am Haaptsätz vun Tontarelli huet de Wirtschaftsminister beim Här Tontarelli op d'Noutwendegkeet higewisen, wéi en et an der Pressekonferenz erwähnt huet, esou vill wéi méiglech Leit anzustellen, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn.

An engem anere zentelem Dossier, wou déi beroderend Kommissioun e positiven Avis ofginn huet, war eng Réunion mat dem Betrib, wou e Vertrieder vun der ADEM derbäi war, nieft de Leit aus dem Wirtschaftsministerium.

Dës Démarche ass och am Dossier Tontarelli virgesinn, wann de Projet e bësse méi wäit ass, wat d'Prévisiounen iwwer Zuel a Profil vun de Salariéë ugeet. Am Moment ass d'Kommodo-Prozedur um Lafen.

Vertrieder vun der ADEM ware schonns virun enger Zäit bei der Firma Tontarelli zu Longlaville. Zu deem Zäitpunkt wollt deen zoustänneg Mataarbechter vun Tontarelli sech nach net op eng genee Zuel a méi prezis Profil festleeën.

Ech hunn d'ADEM trotzdeem opgefuerdert, och am Kader vun där dramatescher Lag bei TDK, direkt erëm Kontakt mat Tontarelli opzehuelen, fir ze klären, och wann déi genee Zuel vu Leit nach net feststeet, wéi eng Profil gebraucht ginn, an, esouwäit wéi méiglech, sech op d'Selektioun vu Leit an noutwendeg Zousatzformatiounen virzubereeden.

D'Regierung an d'Verwaltunge maachen also hiert Méiglechst, fir bei all neie Betrib ze versichen, esou vill méiglech Leit vum Lëtzeburger Aarbechtsmaart anzustellen.

D'Froen 1 bis 4 vum Här Ofgeuerdnete sinn also mat Jo ze beäntwerthen.

Wat d'Fro 5 a 6 ugeet, mengen ech net, datt vill Méiglechkeete bestinn, fir méi wäit ze goen. Op där enger Säit géifen esouwuel Quoten ewéi eng gesetzlech Regel, datt all Betrib muss esou vill Prozent Aarbechtsloser oder Résidenten astellen, zum Beispill europäesch Recht brieche. Op där anerer Säit kënnten esou strikt, chiffriert Oplage Betriber ofhalen, fir sech op Lëtzebuerg implantéieren ze kommen, well se nieft dem gudden Wëllen, de Lëtzeburger Aarbechtsmaart ze bedéngen, och wirtschaftlech Contrainten hunn, zum Beispill missen déi qualifizéiert Leit astellen. An dat geet net esou generell an abstrakt, a mat esou Regele wéi den éierwäerten Deputéierte se fuerdert. Et muss do an all Fall gekuckt ginn, an enker a guttwëlleger Zesummenaarbecht mam Betrib, all Interessen ënnert een Hutt ze kréien.

Ech ginn zou, esou Fuerderunge gesi vu wäit gekuckt dobausse gitt aus, mä sinn net duerchsetzbar.

Dat géllt och fir déi lescht Fro. Et klängt natierlech gutt, ze fuerderen, déi Betriber, déi net matspillen, duerch méi e staarkt Abannen an der Finanzéierung vum Beschäftigungsfond ze pénaliséieren. Ech ginn dervun aus, datt déi Iddi och an de weideren Diskussiounen iwwer déi fir Lëtzebuerg néideg Reforme wäert op den Dësch kommen. D'Fro wäert sinn, awéiwäit méi eng staark Belaaschtung fir Betriber, besonnesch fir déi, déi souwisou Problemer mat der Kompetitivitéit duerch héich Aarbechtskäschen hunn, net eng Barrière gëtt, déi Betriber aus verschiddene Segmenter zum Beispill vun der Industrie kéint definitiv dervun ofhalen, Lëtzebuerg als Standuert a Considéiratioun ze huelen. A mir brauchen dréngend all industriell Aarbechtsplatz, besonnesch där, déi och nach méi déif qualifizéiert Leit hei vum Aarbechtsmaart kënne besetzen.

Question 0753 (22.11.2005) de **M. Aly Jaerling** (ADR) concernant la **lutte contre le travail illicite**:

Schwaarzaarbecht huet negativ Auswierkungen op de legalen Aarbechtsmaart, op d'Sozialversécherungskeesen an op de Statsbudget. Et ass evident, datt dës illegal Beschäftegung energiesch bekämpft muss ginn. Dat gëtt momentan och verstärkt versicht, am Kader vun engem plurimessuelle Programm vun intensive Kontrollen duerch eng „Cellule de lutte contre le travail illicite“ – dëst am Bausecteur a geziilt op sou genannte Weekend-Chantieren. Eng ganz Rëtsch Erfolleger konnten hei schonns verbucht ginn.

Et ass awer sécher net nëmmen am Bausecteur, wou heefeg op illegal Beschäftigungsverhältnissen zréckgegraff gëtt.

An deem Kontext, a virum Hannergrond vu weider klammendem Chômage, stelle sech folgend Froen:

1. Weess d'Regierung, wéi en Impakt d'Schietwirtschaft hei am Land ongeféier huet?
2. Besteet an deem Beräich eng wuessend Tendenz?
3. Wéi eng wiirtschaftlech Secteurë sinn, nieft dem Bausecteur, am stärkste vu Schwaarzaarbecht betraff?
4. Wéi vill legal Aarbechtsplaze kéinten insgesamt bei Inexistenz vu Schwaarzaarbecht hei am Land, schätzungsweise, zousätzlech geschaf ginn?
5. Wéi vill geet dem Sozialversécherungssystem all Joers, schätzungsweise, duerch d'Schwaarzaarbecht u Cotisatiounen verluer?
6. Wéi vill Steiergelder ginn dem Stat duerch Schwaarzaarbecht verluer?

7. Falls hei keng Donnéeë bestinn, plangt d'Regierung de genannte Phenomeen méi prezis ze ënnersichen?

8. Plangt den Aarbechtsminister deen uewegenannte Programm, och iwwer déi ursprénglech virgesi Period ewech, weiderzeféieren?

9. Wier et net sënnvoll, déi verschäerft Schwaarzaarbechkontrollen och op aner Secteuren auszudehnen?

10. Mat wéi enge konkrete Mesurë soll de Kampf géint d'Schwaarzaarbecht weidergefouert – jo intensivéiert ginn?

11. Wier et net wichteg, virum Hannergrond vum wuessende Chômage, déi fir d'Schwarz-aarbechtbekämpfung zoustänneg Instanze personell massiv a séier opzestocken?

Réponse commune (24.3.2006) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*, de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*, de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

D'Schietwirtschaft ass natierlech extrem schwéier korrekt ze moossen, ebe just well se sech soll den Autoritéiten entzéien. Et wier also reng spekulativ, fir elo Zuelen op den Dësch ze leeën, déi sech nëmmen aus der Extrapolatioun vun opgedeckte Fäll kéinten erginn. Un esou enger Spekulation well ech mech net bedeelegen. Et bestinn also keng konkret Zuelen, sou datt et schwéier ass ze moossen, wéi vill Steieren a Sozialversécherungsbeitrëg verluer ginn, oder och wéi vill Aarbechtsplaze kéinte geschaf ginn, woubäi och muss gesot ginn, datt een net einfach aus dem Volume vu Schwaarzaarbecht ganz einfach op méiglech Aarbechtsplaze ka schléissen. Fir dat ze errechnen, muss een och kucken, iwwer eng gewëssen Zäit, wéi eng Entreprisë respektiv Salariéë betraff sinn, a wat fir enger Envergere an Dauer. Eenzel Momentopnahme bei Kontrolle ginn net duer, fir hei generell Schlëss ze zéien.

Wann ech vu Kontrolle schwätzen, weist dat, datt d'Regierung sech bewosst ass, datt dee Phenomeen och hei am Land besteet. Kontrolle schéngen drop hinzeweisen, datt effektiv de Bausecteur haaptsächlech betraff ass.

Et ass och iwwer den Ausbau vun dësen Kontrollen, dass d'Regierung sech erwaart déi Plo méi konkret ze erfaassen an dann nach méi ze bekämpfen.

An datt d'Regierung dat eescht hält, weisen ebe just déi Kontrollen, déi amgaang si systemiséiert an ausgebaut ze ginn.

Den „Programme pluriannuel de lutte contre le travail clandestin organisé-weekends et après travail“ gëtt vun der interadministrativer «Cellule de lutte contre le travail illégal» organiséiert. Dës Cellule besteet aus ITM, Douanes, Enregistrement, Steierverwaltung, Onfallversécherung a Sozialversécherung, a schafft enk zesumme mat de Parquetë vu Lëtzebuerg an Dikrech. Dës Cellule ass jo vun den „actions coup-de-poing“ hier gutt bekannt, déi iwwregens och Fäll vu Schwaarzaarbecht opgedeckt hunn.

Déi éischt Resultater vun der nationaler Campagne géint organiséiert illegal Aarbecht de Weekend an no den normalen Aarbechtsstonne kommen elo eran a ginn ausgewäert. Eng offiziell Evaluatioun gëtt vu Säite vun der ITM gemaach.

Just e puer provisoresch Donnéeën.

Bei fënnf Aktiounen hunn am Ganzen 105 Agenten aus bis zu siwe Verwaltungen deelgeholl.

Et muss een awer preziséieren, datt et sech heibäi net ëm Chantieren, mä ëm ganz Regione vum Land gehandelt huet (zum Beispill war eng Aktioun gläichzäiteg an der Uewerstad, am Neiduerf, zu Weimeschkiech an zu Mamer, eng aner zu Ettelbréck, Angelduerf, Gilsdref, Waarken, Reisduerf, Beefort an Miedernach). An deem Kontext muss een d'Zuelen, déi ech elo nennen, verstoen.

Dobäi sinn 23 Fäll opgefall, wou den „Maître d'ouvrage“ keng Autorisatioun hat, dräimol haten Employeurë keng Genehmegung, 63mol war d'Umeldung bei der Sécurité sociale net an der Rei a fënnfmal hate Salariéë keng Aarbechts-erlabbis. Et sinn du fënnfmal total Fermeturë vun de Chantieren, zweemol deelweis Schléissungen an 38 Verwarnungen ausgesprach ginn.

Dat ass elo eng provisoresch Auswäertung, déi an den nächste Wochen nach verfeinert a preziséiert wäert ginn, ier een déi definitiv Schlëss kann zéien.

Op jidde Fall ass d'Regierung gewëllt, dës Aktioun géint Schietwirtschaft fortzeféieren a vläicht ze intensivéieren.

Mir verfollegen do eenzel Modeller am Ausland, déi awer zimlech schwéierfällg op administrativem Plang sinn.

Ech sinn trotzdeem dergéint, elo zousätzlech administrativ Waaserkäpp ze schafen, déi och duerno nach riskéieren, eng Eegestännegkeet ze entwéckelen, déi net gutt wier, well all déi Verwaltung schaffe souwisou an hire respektive Kompetenzberäicher. Et géif also de Risiko bestoe vun Iwwerschneidungen a Konkurrenz tëschent Servicer. Ausserdeem bréngt déi pragmatesch Zesummenaarbecht, wéi virdu beschriwwen, duerchaus Erfolleg. A bei systematescher Uwendung vun esou Aktiounen wäert de preventiven an ofschreckende Charakter sécherlech zur Wirkung kommen.

Question 0819 (23.12.2005) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant les **irrégularités constatées au niveau de travaux de réfection des autoroutes**:

Glaafwierdegen Informatiounen no ass et am Summer 2004 bei Erneuerungsaarbechte vum Autobunnsbelag zu schwéieren Onregelméissegkeete komm. Deemo soll festgestallt gi sinn, datt eng Firma, déi regelméisseg fir de Stat schafft, bei der Liwwerung vu Makadam bewosst mat falsche Gewiichter operéiert hätt. Duerfir erlaben ech mer, déi folgend Froen ze stellen:

1. Kënnt Dir dëse Sachverhalt bestätegen? Wa jo, dann dës weider Froen:
2. Wat ass genee virgefall, a wéi héich war de finanziellen Impakt vun dëser Bedruchsaffär?
3. Wat gesäit d'Législatioun an esou engem Fall un administrative Sanktiounen vir?
4. Sinn dës Sanktiounen applizéiert ginn? Wann neen, woufir? Wa jo, wouran hu se bestanen?
5. Ass um strofrectleche Plang eng Plainte déposiert ginn? Wann neen, woufir? Wa jo, wéini, an ass eventuell och op Schuedensersatz geklot ginn? Wa jo, wou ass déi Affär de Moment drun?

Réponse (16.3.2006) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

Als Äntwert op d'Fro vum Deputéierte Robert Mehlen kann ech Folgendes soen:

1. Op deem betraffene Chantier ass et effektiv zu Onregelméissegkeete komm.

2. Wéi de Chantier amgaang war ass den zoustänneg Cantonnier vun de Ponts et Chaussées gewuer ginn, datt d'belsch Douane zu Sterpenich d'Camione géif kontrolléieren. De Cantonnier huet du vun der Geleeënheet profitéiert fir an am Kader vun där Kontroll d'Chargé vun de Camionen nozopréifen. Dem Cantonnier ass opgefall, dass d'Gewiichter vun de Camione méi niddereg ware wéi déi Gewiichtsbongen, déi um Chantier ofgi si ginn. Dorops hin huet de Cantonnier d'Lëtzeburger Douane ageschalt fir Kontrolle vun de Camionen ze maachen. Dobäi ass festgestallt ginn, dass d'Camionneuren zwee Gewiichtsbonge bei sech haten, ee fir bei der Kontroll vun der Douane ze weisen an en anere fir bei de Ponts et Chaussées ofzeginn.

De Procès-Verbal, deen am Kader vun der Kontroll erstallt ginn ass, ass op de Parquet weidergaang. De Parquet huet den Dossier bei den Untersuchungsriichter weidergi fir op Basis vum Faux, Usage de faux, Escroquerie an Tentative d'escroquerie eng Informatioun judiciaire opzemaachen. D'Instructioun ass nach am Lafen.

Dem Stat as kee materielle Schued entstan, well am Kader vun der Facturatioun e recalcul gemaach ginn ass an nëmmen den definitiv geliiwwerten Tonnage verrechent ginn ass.

3. D'Gesetz an d'groussherzoglech Reglement iwwer d'Marchés publics gesäit als administrativ Sanktioun d'Ausschléissung vun den öffentliche Ausschreiwunge vir. Des Sanktioun ka geholl ginn an der Hypothees vun „manque de probité commerciale“ an der Exekutioun vum Marché.

4. Duerch en Urteel vum 30. Januar 2004 huet d'Cour constitutionnelle d'Méiglechkeet, fir e Betrib vun den öffentliche Ausschreiwunge auszuschléissen, als net konform zu der Constitutioun erkläert an dowéint kann des Sanktioun fir de Moment net applizéiert ginn.

5. Wéi schonns gesot huet d'Douane e Procès-Verbal erstallt, deen dunn bei de Parquet weidergaang ass. Vu datt, wéi d'Saach opgeflunn ass, d'Leit vun de Ponts et Chaussées e Recalcul gemaach hunn an nëmmen den definitiv geliiwwerten Tonnage verrechent hunn, ass dem Stat kee Schued entstan, esou datt net kann op Schuedensersatz geklot ginn. Wann eventuell d'Justiz sollt erausfannen, datt am Kader vun anere Chantiere vun deemselwechten Trick sollt Gebrauch gemaach gi sinn, wäert op Schuedensersatz geklot ginn.

Question 0820 (28.12.2005) de **M. Roland Schreiner** (LSAP) concernant la **transformation et l'extension du Lycée technique Mathias Adam**:

Le 16 juin 2005, la Chambre des Députés a voté un projet de loi relatif à la transformation et l'extension du Lycée technique Mathias Adam, Annexe Jenker à Differdange. D'après le texte du projet de loi déposé le 6 avril 2005 par Monsieur le Ministre des Travaux publics, la transformation et l'extension du lycée seront réalisées en trois phases. Vu le caractère urgent de ces travaux, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

Quand les travaux pourront-ils démarrer?

Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les différentes phases commenceront en juillet et que les gros travaux seront réalisés pendant les vacances d'été afin de réduire les perturbations à un minimum?

Quand est-ce que la transformation et l'extension du lycée seront-elles finalisées?

Réponse (16.3.2006) de **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:**

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Roland Schreiner au sujet de l'Annexe Jenker du Lycée technique Mathias Adam à Differdange, je peux fournir les précisions suivantes:

À propos de la loi du 3 août 2005 relative à la transformation et à l'extension de l'Annexe Jenker du Lycée technique Mathias Adam à Differdange, l'honorable Député Schreiner voudrait avoir des précisions, d'une part, sur le démarrage des travaux, d'autre part, sur le déroulement du chantier en différentes phases comme prévu par le projet de loi et enfin, sur la date de finalisation de ce chantier.

Actuellement, les architectes mandatés sont en cours d'élaborer les plans relatifs à l'avant-projet définitif. Par la suite, les premiers dossiers de soumission publique seront préparés. En tenant compte de la durée de ces prestations ainsi que de la durée habituelle de la procédure de mise en adjudication pour un projet d'une telle envergure, le chantier ne démarrera sans doute pas avant début 2007.

En ce qui concerne le déroulement des différentes phases du projet, l'Administration des Bâtiments publics est, pour le moment, en train d'étudier avec les responsables du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'avec les représentants du Lycée technique Mathias Adam une alternative à la solution d'exécution proposée par le projet de loi n°5457. Cette alternative n'était pas encore envisageable lors de l'établissement de l'avant-projet sommaire et donc lors de la préparation du projet de loi précité. En effet, vu que les travaux ne pourront guère débuter avant 2007, il serait concevable d'attendre la fin des travaux d'extension du Lycée technique Mathias Adam à Pétange, planifiée pour septembre 2007, afin de reloger les élèves de l'annexe Jenker dans l'ancien bâtiment du Lycée technique Mathias Adam à Pétange.

Le fait de pouvoir libérer les lieux pendant le déroulement du chantier présenterait évidemment de nombreux avantages. En dehors du fait que les travaux pourraient se dérouler avec beaucoup plus de facilité et de façon plus rapide, le problème de la perturbation des cours d'enseignement pendant les heures de travail et de la sécurité des élèves ne se poserait plus.

À noter encore que dans cette hypothèse, les trois grandes phases du projet seraient toujours maintenues, à savoir la construction de la nouvelle aile, la démolition des ateliers et du hall sportif et la reconstruction de ceux-ci ainsi qu'enfin la transformation du bâtiment existant, sans que le déroulement des travaux ne soit tributaire du fonctionnement de l'école.

En ce qui concerne la fin prévisible du chantier, d'ailleurs dans les deux cas de figure (proposition initiale ou alternative), les travaux devraient être achevés pour l'année scolaire 2009-2010.

Question 0826 (9.1.2006) de **M. Niki Bettendorf (DP)** concernant la **construction d'un nouveau Laboratoire National de Santé à Dudelange:**

La loi du 19 décembre 2003 relative à la construction d'un nouveau Laboratoire National de Santé à Dudelange autorise le Gouvernement à faire procéder à la construction d'un nouveau Laboratoire National de Santé à Dudelange. L'article 2 stipule que les dépenses occasionnées par la loi en question ne peuvent dépasser le montant de 88.000.000 euros.

Plus de deux ans se sont écoulés depuis la publication au Mémorial de cette loi dont l'objectif est de permettre au Laboratoire National de Santé d'assumer ses missions actuelles et futures portant sur quatre axes, à savoir ceux du contrôle, du diagnostic, de la collaboration à des programmes de santé publique et enfin de la recherche.

En vue d'accélérer la réalisation du Laboratoire National de Santé, l'exposé des motifs du projet de loi en question précise que «la construction des laboratoires a été scindée en deux phases: la phase 1 concerne le LNS qui est décrite dans ce projet de loi et la phase 2 le Laboratoire de Médecine vétérinaire et le Laboratoire de l'Eau et de l'Environnement dont les travaux préparatoires sont en cours».

Sur le site Internet de l'Administration des Bâtiments publics, le Laboratoire National de Santé figure dans la rubrique «Projets en étude» avec comme date de fin de chantier prévue septembre 2006.

Concernant le Laboratoire de Médecine vétérinaire et le Laboratoire de l'Eau et de l'Environnement, il ressort des discussions au sein de la Commission parlementaire des Travaux publics que, si en principe il est prévu d'installer ces laboratoires près du nouveau Laboratoire National de Santé à Dudelange (comme l'a souhaité la Chambre des Députés par le biais d'une motion), des discussions à ce sujet seraient encore en cours entre les experts respectifs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Concernant le LNS, quel est l'état d'avancement des travaux?
- La fin de chantier prévue pour septembre 2006 est-elle toujours réaliste?
- Dans la négative, quelles sont les raisons exactes pouvant expliquer un éventuel retard concernant l'achèvement de ces travaux?
- Quelle serait le cas échéant la date de fin de chantier envisagée?
- L'enveloppe budgétaire de 88.000.000 euros pourra-t-elle être respectée?
- Dans la négative à combien se chiffre le dépassement envisagé?
- Où en sont les discussions relatives à l'implantation du Laboratoire de Médecine vétérinaire et du Laboratoire de l'Eau et de l'Environnement?
- Quelles considérations pourraient justifier une non-implantation du Laboratoire de Médecine vétérinaire et du Laboratoire de l'Eau et de l'Environnement sur le même site que celui du LNS?
- Quels sont les sites en discussion pour une éventuelle implantation du Laboratoire de Médecine vétérinaire et le Laboratoire de l'Eau et de l'Environnement?
- Quand est-ce que la construction du Laboratoire de Médecine vétérinaire et du Laboratoire de l'Eau et de l'Environnement pourra-t-elle être achevée?

Réponse (20.3.2006) de **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:**

En réponse à la question N°0826 de l'honorable Député Niki Bettendorf, il y a lieu de préciser préalablement que la date de fin de chantier, annoncée par erreur sur le site Internet de l'Administration des Bâtiments publics pour septembre 2006, correspond en réalité à la date initialement prévue du début des travaux de la phase 1.

En ce qui concerne, en premier lieu, l'état d'avancement des travaux, il échet de préciser que l'avant-projet détaillé est quasiment finalisé. Alors que les dossiers de demandes d'autorisation, dont notamment le commodo-incommodo, sont en voie de préparation, les études d'exécution seront finalisées pour le mois de septembre 2006 de sorte que les travaux de terrassements sont prévus pour le début de l'année 2007.

Ainsi, en prenant en compte une durée de chantier de 42 mois pour la phase 1, la fin du chantier se situe avant les congés collectifs d'été 2010.

En deuxième lieu, le Ministère et ses services veillent à respecter l'enveloppe budgétaire de 88.000.000 euros, indice semestriel des prix à la construction de 569,61 (ce qui correspond actuellement à quelque 93,5 millions d'euros).

En ce qui concerne l'implantation du Laboratoire de Médecine vétérinaire, le Gouvernement en conseil a confirmé lors de sa séance du 24 février 2006 son intégration dans la phase 2 du LNS. Par contre, concernant le Laboratoire de l'Eau et de l'Environnement, il a été décidé par le Conseil lors de cette même séance de l'intégrer au site de Belval/Ouest, approche justifiée entre autres par la proximité du laboratoire en question avec son administration de tutelle, à savoir l'administration de la gestion de l'eau.

À noter encore que la planification de la phase 2 du LNS comprendra encore les Laboratoires de la radioprotection dont le programme de construction a été transmis au Ministère des Travaux publics en décembre 2005, ainsi que le laboratoire de médecine légale.

Le projet de loi relatif à cette deuxième phase ne pourra être déposé qu'après définition exacte du programme de construction et après l'accord de principe de la Chambre des Députés pour la réalisation des études d'avant-projet et des demandes d'autorisation, conformément à la nouvelle procédure fixée d'un commun accord entre le Ministre des Travaux publics et les commissions de l'exécution budgétaire et des travaux publics.

Question 0831 (10.1.2006) de **M. Claude Meisch (DP)** concernant le **financement des formations offertes par le Centre National de Formation Professionnelle Continue d'Ettelbruck:**

Selon un article paru dans la presse luxembourgeoise le 10 janvier 2006, l'indemnité de quelque 300 jeunes suivant une formation au Centre National de Formation Professionnelle Continue (CNFPC) d'Esch-sur-Alzette et d'Ettelbruck serait suspendue à partir de juillet 2006. Un refus de continuer à financer l'indemnité des jeunes concernés signifierait à moyen terme, selon les responsables du CNFPC, la fin de ces mesures de formation. Ceci serait d'autant plus regrettable qu'il existe une grande liste d'attente pour cette formation et que la formation en question représente pour beaucoup de participants la seule chance à trouver un emploi.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

Est-il exact que le «Fonds pour l'Emploi» envisage de cesser le financement de l'indemnité des jeunes à partir de juillet 2006? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui expliquent ce refus de financement?

Monsieur le Ministre peut-il me dire quelles sont les solutions envisagées pour les personnes qui actuellement participent à cette formation?

Est-il exact que les participants à ces formations, jusqu'ici enregistrés auprès de l'ADEM comme demandeurs d'emploi, obtiendraient à l'avenir le statut d'élèves? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour ce changement?

Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que de telles formations, et notamment celles visant les jeunes demandeurs d'emploi, méritent d'être financées par le Fonds pour l'Emploi?

Réponse (14.3.2006) de **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:**

L'honorable Député Claude Meisch se réfère à un article paru dans la presse luxembourgeoise selon lequel l'indemnité versée aux jeunes suivant une formation au CNFPC serait suspendue à partir de juillet 2006 et que cette suspension signifierait, selon les responsables du CNFPC, à moyen terme la fin des mesures de formation.

Historique

Depuis le début des années 1990, une indemnité de formation a été payée aux jeunes (dès l'âge de 15 ans) et aux adultes suivant une formation au CNFPC et inscrits à l'ADEM. Cette indemnité était à charge du Fonds pour l'Emploi et fut cofinancée par le Fonds social européen jusqu'à 1996.

Fin des années 1990, l'indemnité a aussi été accordée aux participants aux mesures de formation d'associations conventionnées par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et le Ministère du Travail et de l'Emploi.

Comme la législation sur le Fonds pour l'Emploi ne couvre pas l'indemnisation et le conventionnement d'associations qui forment des demandeurs d'emploi, la Direction du Contrôle financier a refusé les engagements pour le paiement des indemnités en question de sorte que le Ministre du Travail a dû prendre recours à la procédure dite du „passer outre“ pour permettre le paiement des indemnités.

Problème actuel

La loi dite PAN III du 19 décembre 2003 prévoit le principe de l'indemnité de formation mais abandonne à un règlement grand-ducal les modalités d'attribution ainsi que le montant de l'indemnité de formation.

Un règlement grand-ducal n'a pas encore été pris alors qu'il existait un désaccord entre le MEN et le MTE sur le champ d'application personnel des bénéficiaires de l'indemnité de formation.

Entre-temps, un arrangement a pu être trouvé avec Madame la Ministre de l'Éducation nationale. Le système actuel des indemnités de formation versées aux jeunes suivant des cours de formation aux CNFPC prendra fin avec effet au 15 juillet 2006. Ainsi, pour les jeunes, le temps investi dans la formation ne serait plus rémunéré et il constituerait la contrepartie de la gratuité de la formation. En effet, l'expérience a montré que de nombreux jeunes ne participaient à des cours de formation que pour toucher une indemnité de formation et que malgré la formation offerte, leurs chances de réussir sur le premier marché de l'emploi étaient limitées. Les bases de départ de l'approche

des deux ministères furent nécessairement différentes. Le MENFP se préoccupait de recueillir les jeunes dans une formation sans avoir comme finalité directe de les intégrer sur le marché de l'emploi. C'était une approche essentiellement d'ordre social, alors que le MTE a comme mission d'intégrer les jeunes sur le marché du travail. La solution envisagée (cf. alinéa final) essaye de tenir compte des deux préoccupations.

Il est à noter que les adolescents âgés de 15 à 18 ans qui fréquentent les lycées classiques et techniques de l'enseignement secondaire ne bénéficient pas non plus d'une indemnité de formation.

L'avenir

Après la fin de l'année scolaire actuellement en cours, le Fonds pour l'Emploi continuera à prendre en charge les frais en relation avec des cours de formation organisés par le CNFPC (y compris les indemnités de formation) et présentant un lien direct avec le marché de l'emploi. De son côté, la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle élaborera un projet de loi concernant des cours d'orientation et d'initiation professionnelles pour les jeunes sortant de l'obligation scolaire et ne trouvant ni emploi, ni poste d'apprentissage. Ce projet de loi réglera également la question d'une indemnité de formation ou d'une aide à la formation à charge du budget de l'État pour ces personnes.

Question 0836 (11.1.2006) de **M. Carlo Wagner (DP)** concernant le **raccordement autoroutier en direction de la Sarre:**

Le 20 décembre dernier l'éditorialiste du «Wort» a soumis à une analyse très critique le raccordement autoroutier en direction de la Sarre, en parlant d'une relative erreur de planification sous l'angle de vue luxembourgeois.

Dans ces conditions j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre des Travaux publics s'il partage ce point de vue, et s'il peut notamment énumérer les avantages et les faiblesses que comporte cet axe autoroutier en termes d'aménagement du territoire.

Au-delà de cette appréciation générale peut-il en outre me dire à quel horizon le chaînon manquant de Hellange pourra être construit, et quelles sont les étapes procédurales, judiciaires et techniques à prévoir pour aboutir?

Qu'en est-il de l'état d'avancement du projet de construction d'une (ou de deux) station de service sur l'A13?

Quelles sont les intentions du Gouvernement en matière de construction d'un contournement de la Ville de Remich? Où en est la planification? Quel tracé est envisagé pour ce contournement? Quelle est l'échéance de sa réalisation?

Réponse (8.3.2006) de **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:**

S'il est vrai que des problèmes tels que l'occupation du sol ou encore l'impact sur l'environnement naturel sont des problèmes inhérents à toute construction routière, il ne faut pas en oublier les avantages de ces projets. Pour ce qui est de la liaison avec la Sarre, ces avantages sont notamment le raccordement de l'espace industriel du sud du Luxembourg à la région de la Sarre, respectivement de l'extrémité sud-est de notre pays au réseau autoroutier national et international. Le gain de temps très concret pour les usagers et le délestage effectif des communes et villages touchés par ce projet, dont notamment les communes de Frisange et de Mondorf, constituent des impacts sur l'environnement

humain. À ne relever que l'élimination du trafic de transit, la réduction des émissions des gaz d'échappement, la réduction du bruit provoqué par la circulation, le surplus en sécurité pour les piétons, les cyclistes, la restructuration des centres des villes et villages, le gain de temps des transports en commun desservant ces localités.

Quant au «chaînon manquant» de Hellange, le dossier est toujours devant les tribunaux de sorte que le Ministère des Travaux publics n'a pas d'influence sur les délais.

Au sujet de la station de service, il est à noter que pour le moment les discussions à ce sujet portent encore sur le choix du site et la faisabilité du projet. Une décision définitive à ce sujet n'a pas encore été prise.

En ce qui concerne le «Contournement de la Ville de Remich», ce projet fait partie du concept IVL et d'une étude comparative coût/utilité des divers projets de contournement (avant-projet sommaire), de sorte qu'il est prématuré de se prononcer sur l'échéance de sa réalisation. Les études se situent actuellement au niveau de l'avant-projet sommaire comportant plusieurs variantes de tracé.

Question 0837 (11.1.2006) de **M. Jos Scheuer** (LSAP) concernant le **dépôt de produits pétroliers sur le site du port de Mertert:**

Dans la zone portuaire de Mertert se trouvent implantés des dépôts de produits pétroliers d'une quantité de plus de 60 millions de litres. En cas d'incendie, ces stocks pétroliers représentent une source de danger incontestable tant pour l'homme que pour l'environnement naturel. L'incident qui s'est produit sur le site d'un dépôt de carburants au nord de la ville de Londres en décembre dernier témoigne de ce risque.

Sachant qu'il est prévu d'accroître sur le site de Mertert la capacité de stockage de 60 millions de litres supplémentaires j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre pourrait-il me renseigner sur l'existence éventuelle d'un plan d'intervention particulier en cas d'incendie majeur?
- Est-ce que les riverains de ce dépôt sont informés en intervalles réguliers sur les comportements à adopter en cas de sinistre?
- Vu la situation géographique particulière du site de stockage de Mertert, comment la collaboration avec les autorités et les communes allemandes est-elle organisée?
- Quels sont sur le territoire national les autres sites importants de stockage de produits pétroliers tombant sous la directive Seveso II?
- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de dépôts similaires en proximité immédiate des frontières luxembourgeoises? Dans l'affirmative, quels dispositifs ont été mis en place pour avertir les autorités luxembourgeoises de sinistres éventuels?

- Le matériel des corps de pompiers locaux et des sapeurs-pompiers professionnels correspond-il aux exigences d'un incendie de grande envergure? Dans la négative, est-il envisagé d'adapter l'équipement aux besoins d'une telle intervention? Quelle est la collaboration prévue avec les forces d'intervention de la Grande Région?

- Par analogie, est-ce que la formation des pompiers corres-

pond aux exigences d'une pareille intervention ainsi qu'au matériel disponible ou nécessaire au combat d'un incendie d'envergure majeure? Dans la négative, Monsieur le Ministre songe-t-il à adapter la formation des pompiers locaux et professionnels dans cette optique?

Réponse (7.3.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

La question de Monsieur le Député Scheuer soulève le problème de la sécurité de la zone portuaire de Mertert où sont entreposés des stocks pétroliers importants qui représentent, sans aucun doute, un risque majeur d'incident. C'est la raison pour laquelle l'Administration des Services de Secours avait été chargée - bien avant l'incendie de Londres ou les projets d'extension du site de Mertert - d'élaborer, ensemble avec le Centre d'intervention de Mertert, un plan d'intervention particulier à déclencher en cas d'incendie des stocks pétroliers. Il s'agit en l'occurrence d'un plan externe qui se distingue des mesures internes à entreprendre par l'exploitant des installations sur base du règlement grand-ducal du 17 juillet 2000 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses. J'aimerais dans ce contexte rappeler à l'honorable Député que le règlement précité - il vient d'être modifié en date du 23 décembre 2005 - énonce clairement que «l'exploitant est tenu de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour prévenir les accidents majeurs et pour en limiter les conséquences pour l'homme et pour l'environnement» (art. 5). Ces mesures sont à consigner dans un plan d'urgence interne définissant les initiatives à prendre à l'intérieur de l'établissement. Toujours d'après le règlement grand-ducal, le Ministre du Travail et le Ministre de l'Environnement font élaborer un plan d'urgence externe définissant les mesures à prendre à l'extérieur de l'établissement (art. 11). Ce plan externe est à établir - pour le volet relatif aux secours à apporter à la population en cas de catastrophe majeure - en collaboration étroite avec l'Administration des Services de Secours.

Pour ce qui est de la collaboration avec les autorités allemandes, celles-ci sont averties immédiatement par les soins du central de secours 112 de tout incident majeur à proximité de la frontière.

Les autres sites importants de stockage de produits pétroliers se trouvent à Bertrange, Dippach et Bettembourg.

Je n'ai pas connaissance de dépôts similaires se trouvant à proximité immédiate des frontières luxembourgeoises.

Enfin pour ce qui est de l'équipement des corps de sapeurs-pompiers locaux, il va sans dire que les communes - soutenues en cela par l'État - prennent soin de doter les services de secours des moyens adéquats et d'adapter de façon permanente et dans le cadre de leurs possibilités budgétaires respectives, le matériel aux exigences et aux besoins de la commune.

Question 0838 (11.1.2006) de **M. Claude Adam** (DÉI GRÉNG) concernant l'**état du pont dit «Laangbréck» à Mersch:**

Des habitants concernés indiquent régulièrement et publiquement l'état délabré du pont dit «Laangbréck» à Mersch. Le pont et surtout ses bords sont effectivement en état piteux et des morceaux de béton tombent parfois par terre. Le ministère avoua d'ailleurs la nécessité d'une rénovation dès les années '90 et le pont est régulière-

ment contrôlé depuis lors.

- Quelle est la situation actuelle du pont? Est-ce que son état s'est aggravé?
- Est-ce que le passage est toujours sans danger pour les personnes, voitures et camions utilisant quotidiennement ce pont?
- Vu le passage régulier de nombreux piétons, cyclistes et voitures directement en dessous ou à proximité du pont, le pont n'est-il pas un danger pour la sécurité de ces gens?
- Qu'en est-il du dépôt des Ponts & Chaussées partiellement situé sous le pont? Est-ce que le Ministère a déjà trouvé une solution pour son déplacement? Si oui, laquelle?
- Enfin, quelle est la solution proposée pour la mise en conformité du pont «Laangbréck»? À quelle échéance?

Réponse (24.3.2005) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Claude Adam, je puis fournir les précisions suivantes:

Il résulte des observations de l'inspection de janvier 2006 que l'état de dégradation du béton armé des corniches et des piles et des murs s'est aggravé depuis l'inspection de 2003 mais que la stabilité de pont n'est pas compromise, de sorte que le passage est toujours sans danger pour les personnes, voitures et camions utilisant quotidiennement ce pont.

Des inspections périodiques de l'ouvrage «Laangbréck» sont réalisées par les services de la division des ouvrages d'art et la division des services régionaux de Mersch de l'Administration des Ponts et Chaussées qui prennent les mesures adéquates pour protéger les piétons passant en dessous du pont contre une chute éventuelle de morceaux de béton.

Une réhabilitation du pont existant n'est pas prévue, mais un bureau d'études a été chargé de la conception d'un nouveau pont avec voirie annexe. Comme la dépense pour la construction de ce nouveau pont avec la voirie annexe dépassera le seuil de 7,5 millions d'euros, la confection d'une loi autorisant le financement de ces travaux est indispensable. Enfin, vu que le service régional sera amputé d'une bonne partie de son dépôt, il est envisagé d'inclure dans le projet de loi concernant la construction du nouveau pont des crédits pour l'aménagement d'un dépôt extérieur sur le site du Mierscherbiérg comprenant des aires de stockage, un silo pour sel de déneigement et un simple hangar, de sorte que le fonctionnement normal du service restera garanti.

Vu toutes les contraintes inhérentes à ce dossier, il est difficile d'avancer une date définitive pour le commencement des travaux.

Question 0840 (11.1.2006) de **M. Camille Gira** (DÉI GRÉNG) concernant l'**aménagement d'une voie réservée aux transports en commun sur la N6 (Steinfort - Luxembourg-ville):**

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°0107 du 24 septembre 2004 (cf. *compte rendu N°2/2004-2005*), Monsieur le Ministre des Transports avait déclaré soutenir fermement le projet d'une voie réservée aux transports en commun sur toute la longueur de la N6 de Steinfort jusqu'à la Place de l'Étoile à Luxembourg-ville.

Monsieur le Ministre avait également précisé dans sa réponse que l'aboutissement de ce projet ne dépendait que de l'accord du Ministère des Travaux publics et des autorités communales.

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement de ce projet?

Réponse (7.3.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Camille Gira au sujet de l'aménagement d'une voie réservée aux transports en commun sur la N6 de Steinfort jusqu'à la Place de l'Étoile à Luxembourg-ville, je puis fournir les précisions suivantes:

- L'aménagement d'une voie réservée pour les transports en commun sur toute la longueur de la route nationale N6 entre Steinfort et la Place de l'Étoile à Luxembourg-ville est un projet qui ne saura être réalisé par les seuls moyens d'une signalisation horizontale.
- Ainsi par exemple, la traversée de Capellen a été récemment réaménagée et des mesures d'apaisement du trafic ont été effectuées par la réduction de la largeur utile de la chaussée et par la plantation d'arbres haute tige et de haies.
- L'aménagement d'une voie pour bus entre Mamer et Bertrange ne pourra être utilement entamé sans disposer du projet définitif pour le raccordement de la nouvelle école européenne Bertrange/Mamer à la route nationale N6, projet qui est toutefois en élaboration.
- Des améliorations à court terme sont néanmoins possibles sur le tronçon entre Steinfort et le rond-point Windhof. Ainsi, le marquage d'un couloir réservé entre la sortie de Steinfort et le carrefour CR110/N6 vers Hagen/Kleinbettingen pourra se faire dès que les conditions atmosphériques le permettent.
- Les problèmes entre le croisement en direction de Hagen/Kleinbettingen et le rond-point Windhof sont plus complexes. Ainsi, le giratoire ne fonctionne pas à entière satisfaction et des élargissements de la chaussée seront nécessaires le long de la station de service et au croisement précité avant de pouvoir procéder à la mise en place d'une voie réservée aux transports en commun.
- En printemps 2006, des comptages au droit et à l'approche du giratoire seront effectués. Sur base d'une étude de trafic s'appuyant sur les résultats de ces comptages, un projet de réaménagement du carrefour giratoire et de ses approches (avec élargissement de l'assise de la route où tel est nécessaire) sera développé. Ces études devront avoir pour but d'avancer le couloir pour bus jusqu'à l'anneau de circulation du giratoire et permettre ainsi aux transports en commun d'éviter totalement les reflux qui se forment toujours à l'approche d'un giratoire.

Question 0854 (18.1.2006) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **système d'imposition des sociétés destiné à faciliter les activités transfrontalières des petites et moyennes entreprises (PME):**

La Commission européenne a récemment adopté une communication qui décrit un système pilote d'imposition des sociétés destiné à faciliter les activités transfronta-

lières des petites et moyennes entreprises (PME). À cet effet, il est proposé pour une durée initiale de cinq ans et à titre facultatif un système d'imposition fondé sur les règles de résidence. Ainsi les bénéfices d'une société établie dans plusieurs États membres seraient calculés selon les règles d'imposition de l'État où la société détient son siège statutaire. Une fois l'assiette de l'impôt déterminée, une clé de répartition permettrait d'attribuer les bénéfices imposables aux différents États membres dans lesquels l'entreprise concernée a établi ses filiales.

Dans ce contexte, j'aimerais adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Quelle est la position luxembourgeoise par rapport à cette communication?
2. Est-ce que Monsieur le Ministre a l'intention de conclure des accords bilatéraux, voire multilatéraux avec d'autres États membres de l'Union européenne pour mettre en place le nouveau système?
3. Quelles seraient les répercussions budgétaires éventuelles de ce nouveau système d'imposition des PME sur le plan européen?

Réponse (22.3.2006) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

La communication du 23 décembre 2005 de la Commission des Communautés Européennes intitulée «Lutte contre les obstacles liés à la fiscalité des sociétés qui affectent les petites et moyennes entreprises dans le marché intérieur - Description d'un éventuel système pilote d'imposition selon les règles de l'État de résidence» présente en matière de fiscalité des entreprises le concept de «l'imposition selon les règles de l'État de résidence» («home state taxation») qui repose sur l'idée d'une reconnaissance mutuelle volontaire des règles fiscales.

Ainsi, les bénéfices d'un groupe d'entreprises exerçant des activités dans plus d'un État membre seraient calculés selon les règles d'un seul régime d'imposition, à savoir celui de l'État de résidence de la société mère ou du siège social du groupe. Toutefois, chaque État membre participant au projet-pilote continuerait d'imposer sa part des bénéfices découlant des activités du groupe dans cet État en appliquant son propre taux d'imposition.

Au dire de la Commission, aucune mesure ne serait prise en vue d'harmoniser les règles: l'imposition selon les règles de l'État de résidence préserverait donc la capacité de chaque État membre de générer des recettes par l'intermédiaire de l'imposition des entreprises.

La mise en œuvre pratique d'un système pilote expérimental pourrait être envisagée par l'intermédiaire d'accords bilatéraux ou multilatéraux qui complèteraient à titre temporaire les dispositions existantes des conventions bilatérales ou multilatérales en matière de double imposition.

L'incidence du projet-pilote sur les recettes fiscales dépendra de la conception précise du régime d'imposition, du nombre de PME participantes et du mécanisme de répartition choisi. A priori, le système en question n'aurait pas pour effet de réduire systématiquement la pression fiscale des entreprises participantes, mais seulement de diminuer les coûts de mise en conformité qu'elles doivent assumer.

Au stade actuel du projet, il est prématuré de procéder à une évaluation définitive des gains d'efficacité et de la simplification escomptée que l'application à titre expérimental de l'imposition selon les règles de l'État de résidence pourrait apporter aux PME. De

nombreux problèmes notamment d'ordre administratif, juridique et technique doivent être résolus, par exemple concernant le champ d'application des conventions applicables en matière de double imposition, l'impact des disparités au niveau des législations nationales en matière de fiscalité des entreprises, les facteurs à retenir dans la formule nécessaire pour répartir l'assiette fiscale entre les États membres participants, l'incidence de l'impôt commercial et de l'impôt sur la fortune, le risque de voir le projet-pilote entraîner des coûts réels et de mise en conformité nouveaux ou supplémentaires, etc.

Le Gouvernement analysera de près l'acceptabilité de l'approche de la Commission dès que celle-ci soumettra aux États membres un projet plus avancé.

Question 0858 (20.1.2006) de **M. John Castegnaro** (LSAP) concernant le **formulaire E301**:

Dans un communiqué de presse du 18 janvier 2006, l'OGB-L dénonce la remise tardive par l'Administration de l'Emploi (ADEM) du formulaire E301 aux frontaliers français qui, suite à leur licenciement, doivent introduire leur dossier aux ASSEDIC (Associations pour l'Emploi dans l'Industrie et le Commerce) en France pour pouvoir percevoir des indemnités de chômage.

Actuellement le délai pour la remise de ce formulaire serait de huit semaines. Il s'ensuit que le paiement des allocations de chômage pour les travailleurs frontaliers ne débute souvent que trois mois après leur licenciement ce qui les place souvent dans des situations extrêmement difficiles.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Est-il exact que le retard pour la remise du formulaire E301 est actuellement de huit semaines?
- Quelle est la raison de ce délai?
- Quel est le nombre de formulaires E301 émis par mois? Quelle est l'évolution de ce chiffre au cours des dernières années?
- Le formulaire en question renseignant essentiellement sur le ou les derniers emplois et les salaires perçus, données dont devrait disposer l'ADEM, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il devrait être possible de remettre ce formulaire dans des délais plus courts?
- Étant donné que ces retards risquent de mettre de nombreux frontaliers et leurs familles dans des situations précaires, quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre afin de remédier à ce problème?

Réponse (15.3.2006) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Le retard dans l'établissement de l'attestation E301 était effectivement de huit semaines vers le milieu du mois de février.

Ce délai d'obtention du formulaire E301 est le reflet de l'évolution de la situation du marché de l'emploi telle qu'elle se présente actuellement au Grand-Duché de Luxembourg. En effet, il y a lieu de signaler qu'au mois de décembre 2005, 120.153 salariés frontaliers étaient occupés sur notre territoire. Il s'ensuit que le volume des demandes d'octroi du formulaire E301 évolue en conséquence. En 2005, l'ADEM a établi 10.389 attestations E301, donc en moyenne quelque 860 attestations par mois.

Il importe de souligner que le problème des retards ne concerne

que les travailleurs frontaliers français. En effet, les autorités de l'emploi françaises (ASSEDIC) demandent pour le traitement d'une demande d'octroi de l'indemnité de chômage toutes les occupations salariales couvrant la période de trois années précédant la survenance du chômage. Comme les travailleurs frontaliers bénéficient souvent de contrats de mission (intérim et autres) de courte durée, la certification de leur carrière professionnelle sur une période de trois ans entraîne par conséquent une contrainte administrative considérable.

Afin d'éliminer dans la mesure du possible des retards dans la délivrance du formulaire E301, l'ADEM a mis en place un système informatique et a renforcé le service en charge de l'établissement dudit formulaire. Il en résulte que les responsables de l'ADEM me signalent qu'ils sont en train d'absorber les retards et que les nouvelles demandes sont dorénavant traitées, dans la mesure du possible, dès l'entrée.

Question 0868 (24.1.2006) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) et de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant **l'aménagement de la salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine Charlotte, dite «Philharmonie»:**

Nous avons pu constater que l'aménagement de la Philharmonie est défectueux notamment au niveau du recouvrement du sol. Les immenses dalles en béton qui recouvrent le sol de l'entrée et du hall de la Philharmonie présentent des inégalités. Suite, probablement à une erreur au niveau de la pose des dalles, certaines plaques ont bougé dans le sens d'une surélévation.

Il semblerait que le problème ne soit pas nouveau et serait apparu dès l'ouverture de la Philharmonie. Des mesures ont d'ores et déjà été prises afin de remédier à cette situation. Or, celles-ci ne semblent pas être suffisantes puisque le problème persiste.

À nos yeux, il est urgent d'intervenir, car la situation risque éventuellement de s'aggraver et de causer de sérieux préjudices tant au personnel de la Philharmonie qu'aux spectateurs. En effet, il nous a été rapporté que plusieurs personnes auraient déjà trébuché et se seraient blessées.

À toutes fins utiles, il est rappelé que la responsabilité civile de l'État risque de se trouver engagée, si aucune mesure efficace n'est prise dans les meilleurs délais.

Nous avons également pu constater que le revêtement des rampes d'accès aux loges était trop lisse, partant glissant, rendant celles-ci particulièrement dangereuses.

Finalement, on peut constater que les vestiaires sont manifestement trop exigus et mal placés pour accueillir les quelque 1.500 spectateurs potentiels.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Travaux Publics et de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Le Gouvernement a-t-il connaissance de la situation décrite ci-dessus?
- Peut-il nous renseigner sur les mesures qui ont d'ores et déjà été prises afin de remédier au problème des inégalités des dalles en béton?
- Dans la mesure où les problèmes concernant l'aménagement du sol persistent, quelles sont les mesures que le Gouvernement envisage de mettre en œuvre à court terme afin de solutionner les pro-

blèmes dans l'immédiat, mais également à moyen et long terme afin de régler les problèmes de manière définitive?

- Quelles sont les mesures qui pourraient être prises au niveau des rampes d'accès aux loges?
- Le Gouvernement pense-t-il que l'infrastructure de la Philharmonie permette une réorganisation des vestiaires? Dans l'affirmative, comment une telle réorganisation pourrait-elle être projetée?

Question 0881 (27.1.2006) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) et de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant **la sécurité dans la salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine Charlotte:**

À l'occasion d'un concert de l'Orchestre Philharmonique du Luxembourg, le vendredi 20 janvier 2006, une alerte automatique a été déclenchée et une voix enregistrée sur bande magnétique diffusée par les haut-parleurs a prié les spectateurs de quitter la salle. Un employé de la Philharmonie a essayé, sans micro, de donner quelques explications aux spectateurs, mais cette tentative n'avait guère de succès, pour la raison que les gens se précipitaient déjà en direction de la sortie. Les amateurs de musique ont bien suivi les consignes de la bande magnétique et se sont rassemblés dans le hall d'entrée de l'immeuble. Cependant ils ont pu constater que les haut-parleurs ne cessaient de diffuser le message enregistré. Aucun des employés de la Philharmonie n'a réussi à arrêter ladite bande magnétique, alors que tout le monde avait réalisé qu'il s'agissait d'une fausse alerte. Après un temps d'attente de plus de 30 minutes les problèmes techniques ont pu être résolus et les spectateurs ont finalement pu retourner en salle, sans avoir reçu ni explication ni excuse. Pour être complet il faut rappeler que le directeur artistique de l'OPL, Olivier Frank, a néanmoins présenté ses excuses à l'auditoire. Cependant nous tenons à préciser que les auditeurs n'ont pas eu droit à l'entièreté du programme pour la raison que la partie qui aurait dû être produite pendant l'interruption n'a pas été reprise.

Selon nos informations, l'agent de sécurité responsable n'était pas dans les locaux pendant la soirée en question et aucun des agents sur place n'a su gérer la situation. À nos yeux, il est intolérable qu'une salle de concert capable d'accueillir 1.500 personnes ne soit surveillée en permanence par des agents ayant la formation adéquate pour pouvoir garantir aux spectateurs la sécurité nécessaire. Bien que l'incident décrit ci-dessus n'ait point mis en danger les spectateurs, il faudrait urgemment revoir les consignes de sécurité de la Philharmonie, notamment de la formation du personnel de sécurité.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Travaux Publics et de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la

Recherche:

- Le Gouvernement a-t-il connaissance de l'incident décrit ci-dessus?
- Peut-il nous renseigner sur la formation des agents de sécurité et sur le nombre d'agents responsables?
- Le dispositif d'alarme mis en question a-t-il été contrôlé et remis en état de fonctionnement normal?

Réponse commune (22.3.2006) de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'En-*

seignement supérieur et à la Recherche et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire n°868 des honorables Députés Madame Françoise Hetto-Gaasch et Monsieur Marcel Oberweis nous pouvons fournir les précisions suivantes:

- Concernant les inégalités des dalles en béton, il est vrai que certaines dalles posées dans le déambulatoire se sont décollées partiellement de leur support et présentent des désaffleurements. Il est à noter que des travaux d'injection au polyuréthane de stabilisation ont été réalisés et pour parer à toute éventualité de trébuchement de personnes tous les endroits sensibles ont été poncés. Des essais sont en cours pour un traitement esthétique. Une solution définitive ne peut être envisagée qu'à partir du moment où le matériau est complètement inerte et que l'on observe une stabilisation des déformations. Elle consistera dans le ponçage et le traitement définitifs à certains endroits, ainsi que dans le remplacement des dalles à d'autres endroits.

- Pour ce qui est des rampes d'accès aux loges, il faut retenir qu'effectivement le sol des rampes se définit, de par la nature du revêtement choisi, comme étant lisse. Cependant, un tel revêtement en caoutchouc est couramment posé dans des lieux publics et se soustrait à la définition de «glissant». D'ailleurs ni l'Établissement public Salle de Concerts ni l'Administration des Bâtiments publics n'ont encore été saisis d'aucune plainte sérieuse dans ce sens. En plus les personnes qui ont des places dans les tours-loges ont deux possibilités d'accès - soit par la rampe, soit par les escaliers internes aux loges et un ascenseur près des vestiaires.

- Au niveau des vestiaires, il est de fait que la capacité maximale du vestiaire principal n'a jusqu'à présent jamais été atteinte. Dans le cas d'une file d'attente trop importante, le problème est solutionné moyennant un renforcement du personnel posté au comptoir. D'autre part, il existe une liaison directe entre le foyer et le parking « Place de l'Europe » qui fut justement prévue afin d'offrir au public un accès direct à la Philharmonie sans que ce public ait à se préoccuper de contraintes vestimentaires. Dans ce contexte, il importe d'attendre la fin de la première saison pour pouvoir, le cas échéant, procéder à des réorganisations.

En ce qui concerne la question parlementaire N°881 des mêmes Députés, question ayant également trait à la Philharmonie, nous pouvons apporter les précisions suivantes:

Il est vrai que le vendredi 20 janvier 2006 une alarme incendie a été signalée sur le central alarme incendie. Le personnel de garde se trouvant à ce moment au poste de garde constatait sur le central que l'alarme provenait du local DG233. Le garde a acquitté l'alarme afin d'éviter que le message d'évacuation ne se mette en route après le temps de reconnaissance. Cependant, l'alarme est revenue une deuxième fois sur le central, car le détecteur dans ledit local détectait toujours de la fumée. Cette fois-ci, le message d'évacuation a été transmis.

Le local d'où provenait l'alarme est un petit sas vers les loges des musiciens. Une machine à café avait été placée dans ce sas et la vapeur produite par cette machine a déclenché l'alarme.

Tout le personnel de la Philharmonie nécessaire au bon déroulement d'un concert était présent au moment de l'incident: house management, responsable des ouvriers, 24 ouvriers, 3 techniciens. De plus, il y avait, à la conciergerie, deux agents de sécurité mis en place par une société de sécurité

agréée. Les agents ont reçu la formation de base des agents de sécurité de leur firme et participent aux formations qu'organise la Philharmonie, dont notamment celle concernant la centrale de mise en sécurité incendie et la centrale de détection incendie.

Trois membres supplémentaires de la Philharmonie, dont un membre de la direction, le concierge principal, un électricien et le représentant de la firme ayant installé le système d'alarme, contactés par téléphone, étaient sur les lieux dix minutes plus tard afin d'assister l'équipe sur place et de superviser la remise en fonctionnement normal des systèmes techniques de la Philharmonie après la levée de l'alarme.

En conclusion, il est donc permis de retenir que l'installation alarme incendie fonctionnait en l'occurrence comme il se devait. Il faudra toutefois veiller à ce que la procédure d'exploitation soit encore améliorée et éviter que des équipements pouvant produire de la fumée ne soient installés dans des sas. On analysera d'autre part également la possibilité:

- de mettre à la disposition des agents des outils de sécurité encore plus performants pour identifier, dans un laps de temps plus court, le lieu exact où l'alarme s'est déclenchée;
- de rapprocher le dispositif d'interruption et d'arrêt de la messagerie vocale du poste de sécurité.

Question 0869 (24.1.2006) de **MM. Marcel Oberweis** et **Marco Schank** (CSV) concernant **les émissions de gaz à effet de serre engendrées par le trafic aérien:**

La croissance du trafic aérien contribue de façon significative à la hausse du volume d'émission de gaz à effet de serre et au réchauffement climatique. Dans une communication du 27 septembre 2005, intitulé «Réduction de l'impact de l'aviation sur le changement climatique», la Commission européenne analyse les moyens et les instruments existants et nouveaux qui permettraient de réduire l'impact du secteur de l'aviation sur le changement climatique. Dans cette communication, la Commission européenne estime que la mesure la plus efficace est d'intégrer le secteur de l'aviation dans le système communautaire d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre. Elle propose notamment de plafonner les émissions de CO₂ pour tous les avions au départ des aéroports européens et d'autoriser les compagnies aériennes à échanger leur éventuel surplus de «droits de polluer» sur le marché d'échange de quotas d'émissions.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de l'Environnement et de l'Économie:

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de la communication susmentionnée de la Commission européenne du 27 septembre 2005?
- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas qu'une éventuelle inclusion du secteur de l'aviation dans le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pourrait avoir des conséquences négatives pour le secteur aérien luxembourgeois et rendrait encore plus difficile la réalisation des objectifs de Kyoto?
- Messieurs les Ministres pouvez-vous nous indiquer les quantités de CO₂ émises par les flottes aériennes luxembourgeoises respectivement la consommation de carburéacteur ou kérosène à l'aéroport

de Luxembourg pendant la période 2000-2004?

Réponse commune (7.3.2006) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

En réponse à la question parlementaire en trois volets des honorables Députés Marcel Oberweis et Marco Schank concernant les émissions de gaz à effet de serre engendrées par le trafic aérien, j'ai l'honneur de vous fournir les renseignements suivants après concertation avec Monsieur Lucien Lux en sa double qualité de Ministre de l'Environnement et Ministre des Transports:

1) Quant au premier volet de la question, la réponse est OUI!

En effet, la communication de la Commission européenne mentionnée par les honorables Députés figurait à l'ordre du jour du Conseil Environnement du 2 décembre 2005.

Dans leurs conclusions adoptées à l'unanimité, les Ministres de l'Environnement de l'UE ont accueilli favorablement la communication de la Commission européenne et ont souligné que les émissions en provenance du secteur de l'aviation «constituent un problème grave», l'UE étant responsable d'environ la moitié des émissions de CO₂ du transport aérien international communiquées par les parties de l'annexe I de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Les Ministres ont par ailleurs affirmé que «d'un point de vue économique et environnemental, la meilleure solution semble consister à inclure le secteur de l'aviation dans le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté», tout en soulignant le besoin d'une approche globale et cohérente.

À cette occasion un appel a été lancé à la Commission européenne pour élaborer au plus vite une proposition législative en la matière, accompagnée d'une analyse détaillée des incidences environnementales, économiques et sociales, une attention particulière devant être portée entre autres aux effets en matière de marché concurrentiel entre les transporteurs aériens, ainsi qu'entre les différents modes de transport. Il devra aussi être tenu compte de la diversité des situations - notamment d'un point de vue géographique - au sein de l'UE. Enfin les Ministres ont insisté sur le fait que le système proposé devrait s'appliquer aussi bien aux transporteurs européens qu'à ceux de pays tiers. De nombreuses questions, notamment en ce qui concerne les entités responsables - le Conseil Environnement considère qu'il devrait s'agir des transporteurs aériens -, les types de vols pris en considération, et la méthodologie de calcul et d'attribution des émissions devront être examinées en détail.

À cet effet, la Commission a mis en place un groupe de travail dans le cadre de la deuxième phase du programme européen sur le changement climatique. Ce groupe de travail devrait, selon le Conseil Environnement, développer un modèle qui soit «praticable dans le cadre du marché des émissions en Europe, susceptible d'être étendu ou copié au niveau mondial». Les Ministres ont souligné que l'option privilégiée consisterait à «couvrir tous les vols au départ des aéroports de l'UE car, en se limitant aux seuls vols à l'intérieur de l'UE, on ne tiendrait compte que de moins de 40% des émissions de tous les vols au départ de l'UE», tout en précisant que le groupe de travail devra «réfléchir notamment à des problèmes de concurrence tels que l'impact sur les parts relatives de marché des transporteurs de l'UE et des autres et la nécessité de réduire au minimum les distorsions sur le marché».

Enfin, les Ministres ont affirmé qu'il faudra veiller à ce que «la méthode de répartition du nombre total de quotas alloués au secteur de l'aviation à l'intérieur même de ce secteur devrait être harmonisée au niveau de l'UE».

2) S'agissant du deuxième volet de la question qui préoccupe les honorables Députés Oberweis et Schank, dans l'attente des conclusions du groupe de travail susmentionné et d'une proposition législative afférente de la part de la Commission européenne, il m'est difficile de me prononcer à ce stade quant à l'impact qu'un tel système pourrait avoir pour le secteur aérien luxembourgeois.

À noter aussi que les émissions provenant du secteur de l'aviation ne sont pas comptabilisées dans les budgets d'émissions pour la période 2008-2012 que doivent respecter les pays industrialisés qui ont ratifié le Protocole de Kyoto. L'intégration de l'aviation dans le système d'échange de quotas d'émission de la Communauté européenne ne compliquerait donc pas automatiquement le respect des objectifs de Kyoto pour le Luxembourg.

3) En réponse au troisième volet de la question des honorables Députés Oberweis et Schank je puis vous fournir les renseignements suivants:

Consommation totale de kérosène au départ de l'aéroport de Luxembourg-Findel:

2000:	311.635 tonnes métriques ou 389,5 mio litres
2001:	337.061 tonnes métriques ou 421,3 mio litres
2002:	365.184 tonnes métriques ou 456,4 mio litres
2003:	380.438 tonnes métriques ou 475,5 mio litres
2004:	407.362 tonnes métriques ou 509,2 mio litres
2005:	416.430 tonnes métriques ou 520,5 mio litres

Consommation totale de la flotte de Luxair:

2000:	75,2 mio litres de kérosène dont 57,5 au départ de Luxembourg
2001:	92,0 mio litres de kérosène dont 60,6 au départ de Luxembourg
2002:	81,0 mio litres de kérosène dont 60,9 au départ de Luxembourg
2003:	81,0 mio litres de kérosène dont 58,9 au départ de Luxembourg
2004:	81,3 mio litres de kérosène dont 57,9 au départ de Luxembourg
2005:	84,0 mio litres de kérosène dont 57,3 au départ de Luxembourg

Consommation totale de la flotte de Cargolux:

2000:	815,3 mio litres de kérosène dont 205,6 au départ de Luxembourg
2001:	790,6 mio litres de kérosène dont 218,0 au départ de Luxembourg
2002:	842,8 mio litres de kérosène dont 237,7 au départ de Luxembourg
2003:	921,0 mio litres de kérosène dont 245,5 au départ de Luxembourg
2004:	1.062,3 mio litres de kérosène dont 260,9 au départ de Luxembourg
2005:	1.155,7 mio litres de kérosène dont 274,6 au départ de Luxembourg

Question 0871 (24.1.2006) de **M. Aly Jaerling** (ADR) concernant les **forces de police**:

Et héiert een ëmmer méi, datt d'Polizei ënnerbesat ass, datt besonnesch nuets, wann et heeschts preventiv ze wuerken oder iwwerall zäiteng asazfäeg ze sinn.

Et schéngt deemno nach u Polizeieffektiver ze feelen. Den Nowuess an d'Méiglechkeeten, fir an de Polizeidéngscht ze treden, gétt awer zum Beispill duerch den Héchstalter vun 30 Joer beim Aschreiwien an d'Polizeischoul ageschränkt.

Dëst schéngt mer éischtens contradictoire zum Manktem u Polizeieffektiver, awer och ganz einfach eng kloer Altersdiskriminierung ze sinn.

Et ass einfach onlogesch, wann ee verhënnert, datt Interessenten iwwer 30 Joer, déi jo awer oft schonn eng gewëss Liewenserfahrung hunn, vum Antrëtt an d'Polizeischoul ausgeschloss ginn.

De Stat huet jo an aner Beräicher seng Alterskritären no uewen opgemaach a misst dat och elo, bedéngt duerch de Manktem u Polizeieffektiver, bei den Aschreiwungskritären an d'Polizeischoul maachen.

Kann den Här Justizminister mer duerfir dës Froe beäntweren:

1. Stëmmt et, datt nach Polizeieffektiver feelen, wa jo, wéi vill?
2. Sinn d'Patroullen des Nuets ënnerbesat, esou datt se hirer Aufgab net gerecht kënnen ginn?
3. Wat sinn d'Ursaache vun der Alterslimite vun 30 Joer fir den Antrëtt an d'Polizeischoul?
4. Kéint d'Eropsetze vum Héchstalter net derzou bäidroen, datt de Manktem u Polizeieffektiver kéint verringert ginn?
5. Ass den Här Minister net och der Meenung, datt Bierger iwwer 30 Joer, déi schonn eng gewësse Liewenserfahrung hunn, eng Beräicherung fir de Polizeiapparat kéinten erginn?

Réponse (14.3.2006) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Depuis l'an 2000, des renforcements substantiels de 286 policiers ont été prévus en faveur de la police grand-ducale dans le cadre des lois budgétaires annuelles de sorte que la police compte en 2006:

- 61 cadres supérieurs,
- 1.320 inspecteurs,
- 101 brigadiers.

L'effectif légal maximum prévu par la loi sur la police sera probablement atteint l'année prochaine.

Il n'y a pas de problème de recrutement de la police qui exige une modification des conditions de recrutement comme celle mentionnée par l'honorable Député à l'heure actuelle.

Finalement, en ce qui concerne les patrouilles de sécurité de la police, il y a lieu de noter qu'elles étaient en 2000 de 41.946 par an et de 58.982 en l'an 2005, ce qui a considérablement renforcé l'action de l'État en faveur de la sécurité.

Question 0872 (24.1.2006) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **versement des allocations différentielles à des frontaliers belges et l'assimilation des interruptions de carrière et le crédit-temps reconnu en droit belge à une prestation familiale**:

1.) Les familles frontalières belges bénéficient d'allocations familiales en Belgique et d'un complément différentiel de la part du Luxembourg percevaient ce complément sur base semestrielle.

La Caisse nationale des prestations familiales (CNPF) vient récemment de changer les modalités de calcul du complément des prestations familiales. Celui-ci n'est plus calculé semestriellement, mais annuellement. D'après mes informations, ce changement, qui serait purement transitoire, s'expliquerait par le fait que des négociations sont en cours avec les organismes belges compétents en la matière afin de remplacer le système actuel de l'allocation différentielle par celui du versement mensuel des allocations au taux plein avec compensation a posteriori entre États.

S'il ne fait aucun doute que ce nouveau système permettra de remédier aux difficultés administratives et aux retards constatés au niveau du traitement des dossiers «allocations différentielles», il n'en demeure pas moins que la situation transitoire actuelle pose problème notamment aux familles nombreuses ou à revenus modestes. Pour ces familles le versement semestriel était la bienvenue et permettait de faire face aux dépenses importantes relatives à l'éducation de leurs enfants, par exemple scolarité de ceux-ci au moment de la rentrée. Avec le système transitoire, ces familles sont obligées d'attendre un an avant de toucher le complément des prestations familiales auquel elles ont droit. Une situation intenable pour de nombreuses familles qui dépendent de cette manne financière.

Dans ce contexte, j'aurais souhaité avoir les précisions suivantes de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. À quel stade se trouvent les négociations avec l'État belge respectivement les caisses belges en vue de conclure une convention bilatérale réglant le mode de calcul et de versement des allocations familiales à des travailleurs frontaliers belges? Dans quel délai le Gouvernement pense-t-il que cette convention pourra entrer en vigueur?
2. Le Gouvernement ne pense-t-il pas pouvoir revenir à un versement semestriel du complément des prestations familiales en attendant que le nouveau système soit mis en place, une telle possibilité permettant aux familles les plus démunies de se sortir de l'impasse financière dans laquelle elles se trouvent depuis le changement de périodicité dans le versement des allocations différentielles?

Il.) Depuis quelques mois, la CNPF assimile l'interruption de carrière belge et le «crédit-temps» à une prestation familiale, de sorte qu'elle intègre les indemnités versées au titre de ces mesures dans le calcul des allocations familiales différentielles. Il s'ensuit que les indemnités pour interruption de carrière ou crédit-temps octroyées par l'Administration de l'emploi belge sont déduites des allocations différentielles versées par le Luxembourg. La conséquence de cette assimilation est que de nombreuses familles belges se trouvent privées de l'allocation différentielle.

La CNPF se base pour justifier sa décision sur un arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes du 7 septembre 2004 (affaire C-469/02). La Cour avait été saisie pour trancher principalement un litige concernant le critère de résidence imposé par l'État belge pour l'octroi des indemnités d'interruption de carrière à des frontaliers travaillant en Belgique et résidant en France. Dans cette affaire, la Cour a abordé subsidiairement la question de la qualification de ces indemnités en tant que prestation familiale ou de chômage.

Si la Cour retient le caractère de prestation familiale dans l'affaire dont elle a été saisie, elle n'a nullement qualifié de manière générale les allocations versées en cas d'interruption de carrière de prestations familiales. Elle a plus particu-

lièrement retenu: «En ce qui concerne (...) le cas des allocations d'interruption de carrière octroyées, sous certaines conditions, aux travailleurs interrompant leur carrière dans le cadre d'un congé parental, doit être assimilée à une prestation familiale, au sens des articles 1^{er}, sous u), i), et 4, paragraphe 1, sous h), du règlement n°1408/71, une prestation qui vise à permettre à l'un des parents de se consacrer à l'éducation d'un jeune enfant, plus précisément à rétribuer l'éducation dispensée à l'enfant, à compenser les autres frais de garde et d'éducation et, le cas échéant, à atténuer les désavantages financiers qu'implique la renonciation à un revenu provenant d'une activité professionnelle. Dès lors qu'il est constant, en l'espèce, que tels sont précisément les objectifs poursuivis par la législation nationale en cause, les allocations d'interruption de carrière octroyées dans le cadre d'un congé parental constituent des prestations familiales (...).»

La CNPF ne saurait dès lors se baser sur cet arrêt et tenir compte lors du calcul et du versement des allocations différentielles des indemnités versées à titre d'interruption de carrière par des organismes belges sans distinguer entre les différentes formes d'interruptions de carrière (par exemple pour convenance personnelle, pour formation ou encore pour assistance médicale d'un membre de la famille).

À noter que par «crédit-temps» on entend en principe le système d'interruption de carrière «ordinaire» pouvant être obtenu pour n'importe quel motif. Selon l'Administration de l'emploi belge, le «crédit-temps» est un système de conciliation entre l'emploi et la qualité de vie. Il s'ensuit que la CNPF ne saurait pas non plus assimiler les allocations dues au titre du «crédit-temps» aux indemnités d'interruption de carrière versées dans le cadre d'un congé parental, qui peuvent seules être assimilées à des prestations familiales.

Je suis par ailleurs d'avis que mêmes les interruptions de carrière belges demandées dans le cadre d'un congé parental, qui finalement sont des revenus de remplacement au même titre que le congé parental ou une allocation d'éducation, ne sont pas assimilables à une allocation familiale classique. Si tel était le cas, un résident du Luxembourg bénéficiant d'un congé parental ne pourrait plus percevoir parallèlement des allocations familiales.

Dans ce contexte j'aurais souhaité savoir de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Le Gouvernement partage-t-il l'approche et plus particulièrement l'interprétation de la CNPF?

2. Le Gouvernement entend-il prendre des mesures afin de corriger les inconvénients d'une telle approche ou interprétation excessive? Dans l'affirmative, de quelles mesures s'agit-il? Toujours dans l'affirmative, ces mesures auront-elles un certain effet rétroactif et s'appliqueront-elles aux dossiers en cours?

Réponse (14.3.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Ad. 1. La Caisse nationale des prestations familiales (CNPF) m'informe qu'elle n'a pas changé les modalités de calcul du complément différentiel à l'égard des frontaliers belges. En effet, certains organismes belges ne font parvenir qu'annuellement le décompte des prestations belges de sorte que la CNPF n'est pas encore à même de calculer et de verser semestriellement les compléments différentiels à ces frontaliers. Ensemble avec le CRP-Lippmann, la CNPF est en train d'implémenter un programme informatique provisoire afin de prendre en compte les barèmes extrêmement complexes des pres-

tations familiales belges. Ce programme est actuellement dans une phase teste.

En ce qui concerne les négociations avec la Belgique relatif à la mise en œuvre d'un système analogue comme celui qui est actuellement implémenté avec la République française, je peux informer l'honorable Député que le principe d'aller dans le même sens a été arrêté au niveau politique avec Bruxelles, mais que la CNPF n'est pas encore à même d'ouvrir ce chantier avant d'avoir terminé la mise en œuvre de ce système avec la France. En effet, il fut retenu dans le procès-verbal de cette réunion que la Belgique ne souhaite aller vers un système comme celui arrêté avec la France que sous la condition que le système avec la France ait été définitivement et positivement mis en place. Du point de vue technique, la mise en œuvre d'un tel système s'avère extrêmement difficile et complexe. La CNPF a procédé à la mise en application d'une première étape qui permet actuellement un paiement semestriel avec échange de fichiers avec les CAF (Caisse des Allocations Familiales) en attendant la mise en œuvre de la deuxième étape attendue pour 2007.

Si le système avec la France fonctionne avec satisfaction, il ne fait aucun doute qu'il pourra être étendu aux frontaliers belges sous réserve des détails techniques complexes à négocier avec la Belgique. En conséquence, il n'est donc pas possible à l'heure actuelle de donner une échéance de négociation d'une convention technique avec la Belgique.

La CNPF a cependant planifié pour la première moitié de l'année des prises de contact avec l'ONAFTS (Office National d'Allocation Familiale pour Travailleurs Salariés) afin d'organiser un échange de fichiers informatiques et de programmer un système de calcul informatique des montants différentiels. Un tel système transitoire et qui a déjà fait ses preuves avec les CAF françaises permettra un paiement périodique plusieurs fois l'an.

Ad. II. Il ne m'appartient pas d'interpréter une loi belge dont la prestation vient d'être qualifiée le 7 septembre dernier par la CJCE (affaire C-469/02). L'interprétation au regard du droit communautaire d'une prestation étrangère donnée par la Cour s'impose à tous les États membres.

De même, les décisions afférentes qu'il incombe à la CNPF de prendre dans le cadre de sa mission relève, en cas de contestations, de l'appréciation des juridictions sociales et non point du Gouvernement. Cependant, selon l'information reçue par la CNPF, celle-ci n'interprète nullement le dispositif belge décrit comme l'expose l'honorable Député, mais s'efforce chaque fois de faire une analyse fine pour constater la présence d'un enfant qui seule permet de qualifier la multifonctionnalité de la prestation belge de prestation familiale au sens du règlement n°1408/71, peu importe la forme juridique du congé qui est demandé et de l'indemnité. En effet, au point 16 de l'arrêt précité, la Cour a dit pour droit que «doit être assimilée à une prestation familiale, au sens des articles 1^{er}, sous u), i), et 4, paragraphe 1, sous h), du règlement n°1408/71, une prestation qui vise à permettre à l'un des parents de se consacrer à l'éducation d'un jeune enfant, plus précisément à rétribuer l'éducation dispensée à l'enfant, à compenser les autres frais de garde et d'éducation et, le cas échéant, à atténuer les désavantages financiers qu'implique la renonciation à un revenu provenant d'une activité professionnelle.»

C'est donc la présence de l'enfant particulièrement en bas âge qui constitue le critère principal de cette interprétation. Faire une interprétation contraire, reviendrait à inciter les bénéficiaires de prendre

une autre forme de congé pour arriver finalement aux mêmes fins élargissant ainsi le dispositif anticumul prévu par la législation nationale et cumulant ainsi des prestations que les résidents au Luxembourg ne peuvent pas cumuler. Ceci entraînerait des inégalités flagrantes entre résidents et frontaliers belges ou des discriminations à rebours à l'égard des résidents luxembourgeois qu'il convient d'éviter et qui risquent d'ailleurs d'être actuellement contraires à l'article 18 combiné avec l'article 12 du TUE (voir CJCE arrêt Sala C-85/96 du 12.5.1998 Rec. P. I-2691). Il appartient, le cas échéant, à l'avenir à la CJCE de mieux préciser encore sa position en la matière, mais certainement pas au Gouvernement qui n'est pas compétent pour interpréter le droit communautaire.

Quant à l'indemnité du congé parental luxembourgeois, le Gouvernement s'était efforcé par une série d'amendements au projet de loi 5161 portant modification 1. de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales; 2. la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales; 3. la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, de mieux encore préciser la nature juridique de cette indemnité comme revenu de remplacement, c'est-à-dire que les heures de congés parentaux soient indemnisées à égalité et que le parallélisme entre l'allocation d'éducation et l'indemnité de congé parental soit partiellement abandonné. Or, la Commission parlementaire compétente n'a pas suivi cette approche. Aussi, il est à craindre que si la CJCE était saisie ultérieurement de la question de la qualification de notre indemnité de congé parental, elle pourrait la requalifier autrement. Pour l'instant et sous la législation actuelle, le Gouvernement maintient sa position qu'il s'agit d'un revenu de remplacement. Lorsque les nouvelles modifications législatives relatives au congé parental seront approuvées par notre législateur, ce qui devrait se faire rapidement vu l'urgence, la nature juridique de cette indemnité sera à nouveau analysée en fonction de cette nouvelle législation.

Je signale à l'honorable Député qu'une allocation d'éducation est, depuis les arrêts de la CJCE du 10 octobre 1996, Hoever et Zachow (C-245/94 et C-312/94, Rec. p. I-4895) en ce qui concerne le Bundeserziehungsgeld allemand et surtout depuis l'arrêt C-43/99 dans l'affaire Leclere contre CNPF du 31.05.2001 en ce qui concerne la qualification de l'allocation d'éducation luxembourgeoise, qualifiée de prestation familiale et non de revenu de remplacement. C'est pourquoi à partir du 1^{er} mars 1999, date d'entrée en vigueur de la loi sur le congé parental, l'allocation d'éducation luxembourgeoise est également accordée aux non-résidents relevant du champ d'application du règlement (CEE) n°1408/71.

Question 0873 (24.1.2006) de **M. John Castegnaro** (LSAP) concernant **l'économie solidaire**:

Dans l'accord de coalition, le Gouvernement s'est dit «conscient que la réglementation des initiatives sociales pour l'emploi ne saura à elle seule répondre aux aspirations importantes du secteur associatif oeuvrant dans le cadre de l'économie solidaire.» Aussi s'est-il engagé «à mener une large concertation sur le rôle de l'économie solidaire comme troisième pilier de l'économie et la mise en place d'un cadre légal nécessaire à son développement.»

Au vu de l'évolution du chômage, il paraît plus opportun que jamais de soutenir et de promouvoir le développement de ce secteur, susceptible de répondre à des demandes réelles et non satisfaites en termes de biens et de services, ainsi que de créer des emplois durables. Dans une note rédigée à l'occasion du colloque européen «L'économie sociale et solidaire, acteur central de la cohésion sociale et de la stratégie de Lisbonne», qui s'est tenu les 11 et 12 mars 2005, le Statec conclut que «l'économie solidaire, les entreprises d'insertion en particulier, peuvent être considérées comme vecteur d'une nouvelle forme de politique d'emploi. De plus, elles contribuent à dynamiser les marchés des biens et services, elles combinent la création d'emplois et l'esprit d'entreprise, elles occupent des niches laissées en friche, elles satisfont des nouveaux besoins, elles favorisent la participation des citoyens et le volontariat, elles renforcent la solidarité et la cohésion sociale.»

Dans ce contexte j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi les questions suivantes:

- Sous la Présidence luxembourgeoise en 1997, la stratégie européenne pour l'emploi a été instaurée, ce qui a permis au Luxembourg de s'engager dans une démarche qui valorisait le développement local et l'emploi, ainsi que l'apport de l'économie sociale et solidaire. Est-ce que le Gouvernement entend poursuivre sur cette lancée en exploitant de façon conséquente les possibilités offertes par la stratégie de Lisbonne et créer un cadre légal pour l'économie solidaire?
- Dans l'affirmative, un projet de loi y relatif est-il en cours d'élaboration? Dans quel délai peut-on s'attendre au dépôt de ce projet de loi?
- La large concertation sur le rôle de l'économie solidaire comme troisième pilier de l'économie est-elle en cours?
- Qu'en est-il actuellement de la mise en place du groupe interministériel annoncé?

Réponse (7.3.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Je remercie l'honorable Député d'avoir posé cette question qui me donne l'occasion, après concertation avec Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi, de parler ouvertement des problèmes auxquels est confronté au Grand-Duché de Luxembourg, le domaine dit de l'économie solidaire. Je le fais avec l'espoir, et je suis sûre que Monsieur le Député partage ce sentiment, de pouvoir redonner un coup de pouce à ce secteur spécifique d'activité économique, dont l'étendue, grande ou petite, dépend effectivement de la façon dont on le définit.

Si l'on se réfère par exemple au groupe appelé «Action sociale» de la nomenclature des activités NACE, font partie de l'économie sociale et solidaire, outre les institutions et services pour personnes âgées, tous ceux qui font partie du secteur conventionné ainsi que les initiatives pour l'emploi financées - à quelques exceptions près - à 75% par des deniers publics en provenance du Fonds pour l'Emploi.

Ce n'est pas le point de vue ni de mon département, ni de celui du Travail et de l'Emploi.

En l'absence d'une définition officielle de l'économie solidaire, arrêtée par le Gouvernement, le Ministre du Travail et de l'Emploi ainsi que moi-même, en ma qualité de

Ministre de la Famille et de l'Intégration, ont voulu faire avancer ce dossier en mettant en route ce que l'accord de coalition d'août 2004 prévoyait pour ce domaine particulier.

Rappelons que cet accord introduit une nette séparation entre les initiatives sociales en faveur de l'emploi et les initiatives d'économie solidaire.

C'est ainsi que le projet de loi 5144 relatif à la lutte contre le chômage social est censé conférer une base légale définitive aux organismes gérant des initiatives sociales en faveur de l'emploi et assurer, dans ce cadre, entre autres, l'accès limité et conditionné aux marchés publics tout en évitant toute forme de concurrence déloyale, bien que cette disposition se voit confrontée au stade actuel à une opposition formelle de la part du Conseil d'État.

Voilà pourquoi, nous avons arrêté et présenté ensemble, le 17 décembre 2004, à tous les organismes et services concernés un concept succinct visant précisément à délimiter de façon pragmatique les initiatives sociales en faveur de l'emploi et les initiatives d'économie solidaire.

Sans vouloir m'adonner à une exégèse des définitions présentées, retenons simplement que la ligne de démarcation la plus nette entre ces deux domaines était le haut taux de financement (ou même le financement exclusivement public) en ce qui concerne les initiatives sociales en faveur de l'emploi et le taux de financement public moyen ou faible en ce qui concerne les initiatives d'économie solidaire.

De ces taux de financement différents, devait en résulter logiquement - pour les initiatives sociales en faveur de l'emploi - un respect rigoureux des critères du service public régissant notamment l'accès équitable des demandeurs d'emploi aux activités d'insertion professionnelle, et - pour les initiatives d'économie solidaire - un plus grand risque économique et en contrepartie une plus grande liberté d'entreprendre et moins de contrôle de l'État.

À la suite de cette présentation, il y a eu au cours de l'année 2005 une vingtaine de réunions avec les organismes gestionnaires concernés. Il y a donc eu une «large consultation sur le rôle de l'économie solidaire» avec les acteurs du terrain pour répondre à la troisième question de l'honorable Député. Selon moi - mais cela ne dépend pas de moi seule - cet échange devrait être continué.

En effet, la continuation de cet échange semble pour le moins compromise pour l'instant, alors que, l'association Objectif Plein Emploi a fait savoir à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi par lettre datée au 13 octobre 2005 que la plate-forme de l'économie sociale et solidaire du Luxembourg ne pourrait plus être un acteur national représentatif du secteur en question, en raison notamment des intentions de l'EGCA de créer une plate-forme similaire sous son autorité. Nous nous situons donc face à un secteur qui semble être en profond désaccord et par rapport aux buts visés et par rapport aux moyens à mettre en oeuvre afin d'atteindre ces buts. Ce désaccord nous rend particulièrement difficile notre tâche de coordination cohérente.

Dans la foulée de la présentation du 17 décembre 2004 référée plus haut et des échanges qui ont suivi, tous les organismes ont été invités à présenter des projets d'économie solidaire.

En effet, la stratégie de mon département était double: relancer la mise en oeuvre de projets d'économie solidaire concrets et favoriser la concertation entre les partenaires de ce secteur et les ministères concernés. À cet effet, il a été retenu, de concert avec la plate-

forme de l'économie solidaire, de créer un groupe de travail interministériel assisté par une minicellule de développement de l'économie solidaire, dont la création était prévue aux propositions budgétaires de 2006. Ce groupe interministériel, dont le fonctionnement devait commencer dès la mise en place de la minicellule précitée (probablement au cours du premier trimestre 2006), aurait certainement eu pour mission de réfléchir également sur les éléments à régler par la voie législative.

En ce qui concerne les projets concrets d'économie solidaire, les propositions budgétaires pour l'exercice 2006 envisageaient de participer au financement de six initiatives. Celles-ci avaient toutes pour objectif de couvrir des besoins de la population non couverts actuellement par des instances publiques ou le secteur marchand. Toutes prévoyaient des crédits de démarrage limités dans le temps, avec, comme seule exception, l'aide sociale (moyennant une sorte de «chèque-service») pour les personnes qui ne disposent pas de moyens suffisants pour payer les prestations offertes par ces entreprises d'économie solidaire.

À l'heure actuelle - pour répondre à la deuxième et à la quatrième question de l'honorable Député - le groupe de travail interministériel ne fonctionne pas encore et un avant-projet de loi n'est pas en voie d'élaboration.

En effet, dans le domaine de l'économie solidaire, l'instauration d'un groupe de travail interministériel n'est vraiment utile que s'il peut travailler en étroite collaboration avec les acteurs du terrain.

Or, actuellement, il existe entre ces acteurs une mésentente - que j'espère passagère - qui peut être esquissée comme suit: si des organismes gestionnaires à haut financement public mettent en oeuvre des projets d'économie solidaire, les organismes gestionnaires à financement public restreint et temporaire se voient désavantagés dans le calcul du prix de revient de la prestation qu'ils offrent. Le risque économique significatif - critère inhérent à notre définition de l'économie solidaire - existe chez les uns mais très peu ou pas du tout chez d'autres. Cette inégalité s'aggrave si des gestionnaires avec un financement public réduit et limité dans le temps, se consacrent à aider des demandeurs d'emploi très éloignés du marché normal de l'emploi. Cette «concurrence déloyale» entre les gestionnaires de projets d'économie solidaire a amené certains organismes à demander pour tous le même mode de financement en l'occurrence celui (élevé) des initiatives pour l'emploi.

Si nous voulons maintenir ce risque économique significatif en tant que critère de définition de l'initiative d'économie solidaire, il importe de résoudre ce problème fondamental avant de pouvoir procéder à une relance de l'économie solidaire. À titre d'illustration, citons la société Polygone (entreprise d'économie solidaire qui s'est transformée en une véritable entreprise) qui a dû se retirer des emplois de proximité dans les communes parce qu'elle n'était plus concurrentielle par rapport aux initiatives pour l'emploi.

Mon département demande à ce qu'une solution viable soit recherchée par le dialogue et la concertation entre les acteurs concernés. Voilà pourquoi, j'ai demandé à mes services de prendre à nouveau une initiative afin de les réunir autour d'une table de discussion. Ceci est la condition préalable pour que les représentants des ministères concernés puissent s'associer fructueusement aux travaux.

Ces travaux devraient permettre de concrétiser non seulement les engagements pris en la matière au niveau national - il existe des initiatives et des projets intéressants -

mais encore ceux pris dans le contexte de la stratégie de Lisbonne.

En effet, suite aux Conseils européens des 22 et 23 mars 2005 et sous la présidence luxembourgeoise en 2005, la lancée valorisant l'apport de l'économie sociale, à laquelle l'honorable Député fait référence dans sa première question, s'est vue confirmée.

Question 0875 (25.1.2006) de **M. Romain Schneider** (LSAP) concernant l'évolution du taux de cotisation des entreprises dans les différents départements de la sécurité sociale:

Selon les statuts de l'Association d'assurance contre les accidents, les taux des cotisations des entreprises sont fixés annuellement proportionnellement aux revenus cotisables et au coefficient de la classe de risque applicable à l'entreprise.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Quelle a été l'évolution du taux de cotisation de l'assurance contre les accidents au cours des trois dernières années et pour l'année en cours?
- Quelle a été l'évolution des taux de cotisation des entreprises dans les différents départements de la sécurité sociale au cours de cette période?
- Quelle est la contribution à charge du budget de l'État?
- Quelle est l'évolution générale des taux de cotisation à charge des entreprises?

Réponse (14.3.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

En réponse à la première partie de la question concernant l'évolution du taux de cotisation de l'assurance accident au cours des trois dernières années et de l'année en cours, le tableau 1 retrace l'évolution des tarifs des classes de risque de l'assurance accident «section industrielle» pour la période 2003/2006.

À l'exception de la classe 7 «travaux de toiture et travaux sur toit» qui reste inchangée à 6%, il y a lieu de noter une diminution sensible des taux dans les différentes classes de risque.

Tableau 1 - Évolution des taux respectifs des classes de risque de l'assurance accident

Cl. de risques	Taux 2003	Taux 2004	Taux 2005	Taux 2006
1 Commerce, alimentation, articles de	1,73%	1,71%	1,61%	1,40%
2 Assurances, banques, bureaux d'études et	0,71%	0,70%	0,64%	0,53%
3 Chimie, textile et papier, notamment Industries	1,79%	1,77%	1,66%	1,44%
4 Travail des métaux et du bois, notamment:	2,67%	2,82%	2,62%	2,27%
5 Sidérurgie	2,55%	2,38%	2,10%	1,68%
6 Bâtiment, gros oeuvres, travail des minéraux,	5,71%	5,64%	5,16%	4,43%
7 Travaux de toiture et travaux sur toit	6,00%	6,00%	6,00%	6,00%
8 Aménagement et parachèvement, notamment:	4,23%	3,96%	3,77%	3,36%
9 Equipements techniques du bâtiment	3,18%	3,21%	3,08%	2,68%
10 abrogée	-	-	-	-
11 Travailleurs intellectuels indépendants	0,81%	0,77%	0,66%	0,55%
12 Etat, toutes activités à l'exception de celles	1,14%	1,16%	1,02%	0,87%
13 Communes, toutes activités à l'exception de	2,28%	2,27%	2,07%	1,76%
14 Transport par route, par voie fluviale ou	2,46%	2,43%	2,28%	1,95%
15 Aviation	1,73%	1,76%	1,69%	1,50%
16 Production et distribution d'énergie	1,70%	1,69%	1,59%	1,31%
17 Entreprises de radio- et télédiffusion, théâtres et	0,66%	0,65%	0,61%	0,53%
18 Ateliers de précision à risque minime,	1,69%	1,68%	1,57%	1,35%
19 Fabrication de faïences et de produits	1,70%	1,66%	1,57%	1,45%
20 Fabrication par voie humide d'objets en ciment	5,19%	4,73%	4,46%	4,10%
21 Fabrication de ciment, chaux, gypse, dolomie	2,71%	1,84%	1,42%	1,10%
22 Travail intérimaire	6,00%	6,00%	5,84%	5,09%

Tableau 1.1. - Variation

Cl. de risques	var04-03	var05-04	var06-05	var06-03
1 Commerce, alimentation, articles	-1,2%	-5,8%	-13,0%	-19,1%
2 Assurances, banques, bureaux	-1,4%	-8,6%	-17,2%	-25,4%
3 Chimie, textile et papier	-1,1%	-6,2%	-13,3%	-19,6%
4 Travail des métaux et du bois	5,6%	-7,1%	-13,4%	-15,0%
5 Sidérurgie	-6,7%	-11,8%	-20,0%	-34,1%
6 Bâtiment, gros oeuvres, travail des	-1,2%	-8,5%	-14,1%	-22,4%
7 Travaux de toiture et travaux sur toit	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
8 Aménagement et parachèvement	-6,4%	-4,8%	-10,9%	-20,6%
9 Equipements techniques du bâtiment	0,9%	-4,0%	-13,0%	-15,7%
10 abrogée	-	-	-	-
11 Travailleurs intellectuels indépendants	-4,9%	-14,3%	-16,7%	-32,1%
12 Etat, toutes activités à l'exception de celles	1,8%	-12,1%	-14,7%	-23,7%
13 Communes, toutes activités à l'exception de	-0,4%	-8,8%	-15,0%	-22,8%
14 Transport par route, par voie fluviale ou	-1,2%	-6,2%	-14,5%	-20,7%
15 Aviation	1,7%	-4,0%	-11,2%	-13,3%
16 Production et distribution d'énergie	-0,6%	-5,9%	-17,6%	-22,9%
17 Entreprises de radio- et télédiffusion, théâtres	-1,5%	-6,2%	-13,1%	-19,7%
18 Ateliers de précision à risque minime,	-0,6%	-6,5%	-14,0%	-20,1%
19 Fabrication de faïences et de produits	-2,4%	-5,4%	-7,6%	-14,7%
20 Fabrication par voie humide d'objets en ciment	-8,9%	-5,7%	-8,1%	-21,0%
21 Fabrication de ciment, chaux, gypse, dolomie	-32,1%	-22,8%	-22,5%	-59,4%
22 Travail intérimaire	0,0%	-2,7%	-12,8%	-15,2%

Le tableau 1.2. montre que le taux théorique nécessaire pour équilibrer le compte d'exploitation de l'assurance accident diminue lui aussi lors de cette même période.

Tableau 1.2. - Évolution du taux théorique global

2003	2004	2005	2006
1,80%	1,80%	1,70%	1,45%

Les informations demandées dans la deuxième partie de la question, notamment sur «l'évolution des taux de cotisation des entreprises dans les différents départements de la sécurité sociale», sont renseignées dans le tableau 2 pour la période 2003/2006.

Les taux de l'assurance maladie ont subi une augmentation à partir du 1^{er} janvier 2005; les taux de l'assurance pension sont restés inchangés à 8%.

Tableau 2 - Taux de cotisation à charge des employeurs

	2003	2004	2005	2006
Assurance pension	8%	8%	8%	8%
Assurance accident	voir tab 1	voir tab 1	voir tab 1	voir tab 1
Assurance maladie				
-art.29. 1b CAS (employés; non-salariés...)	2,65%	2,65%	2,80%	2,80%
-art.29. 1c CAS (majorité des ouvriers)	4,90%	4,90%	5,05%	5,05%

Le troisième point de la question concernant «la contribution à charge du budget de l'État» est repris dans le tableau 3 [participation de tiers (à charge du budget de l'État)].

Pour 2003 et 2004, les données proviennent des comptes d'exploitation de l'assurance accident; pour 2005 du compte prévisionnel et 2006 du budget voté de l'État.

À noter qu'à partir de 2006, en présence de la nouvelle législation (article 18 de la loi budgétaire pour 2006), l'État ne prend plus à charge les frais d'administration de l'assurance accident.

Tableau 3 - Participation de l'État à l'assurance accident

	décompte 2003	décompte 2004	prévisionnel 2005	budget voté 2006
AAI				
Participations aux frais d'administration	6 030 012,09	6 240 171,74	6 886 000,00	-
Participations aux frais de prestations	19 940 110,73	21 042 221,02	20 714 400,00	21 202 000,00
AAA				
Participations aux frais d'administration	199 153,86	183 710,17	200 000,00	-
Participations aux frais de prestations	4 387 918,77	4 357 734,89	4 400 000,00	3 210 000,00
art 33/L17,11,97	114 918,83	108 635,84	125 000,00	125 000,00
Total	30 672 114,28	31 932 473,66	32 325 400,00	24 537 000,00

Comme il résulte du tableau récapitulatif annexé, on peut constater que les charges en matière de sécurité sociale, prises dans leur ensemble (assurance accident, assurance maladie et assurance pen-

sion) n'ont pas augmenté, mais au contraire, la charge globale des entreprises a diminué, à l'exception des classes de risque 7 et 17 qui cependant représentent moins de 3% du total des employeurs (annexe à consulter au greffe de la Chambre des Députés).

Question 0877 (26.1.2006) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant les initiatives syndicales et communales au niveau du marché de l'emploi:

L'objectif de nombreuses initiatives syndicales et communales (Objectif Plein Emploi, Forum pour l'Emploi, ProActif, et autres associations sans but lucratif) consiste à améliorer l'employabilité de chaque demandeur d'emploi grâce à l'acquisition d'expériences professionnelles, ainsi que par le biais de formations professionnelles et à inciter notamment la réinsertion de demandeurs d'emploi principalement sur le premier marché de l'emploi.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des données chiffrées quant au nombre de personnes profitant de ces mesures? Quelle a été l'évolution

de ce chiffre au cours des dernières années? Quel est le profil (âge, niveau de formation, etc.) de ces personnes?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quelle a été l'évolution du coût moyen par bénéficiaire des ces mesures au cours des dernières années?
- Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de personnes profitant des mesures en question ont pu trouver un emploi sur le premier marché de l'emploi? Dans quels secteurs économiques ces personnes ont-elles été engagées? Avec quel type de contrat (CDD, CDI) ces personnes ont-elles été embauchées?
- Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de personnes travaillent pour les associations en question, notamment dans l'administration de celles-ci? Combien de personnes, après avoir suivi les formations offertes par les associations en question, ont été embauchées par celles-ci?
- Monsieur le Ministre peut-il me dire quels sont les prestations et services offerts par ces associations? À quel tarif ces services sont-ils offerts à des particuliers? À quel tarif ces services sont-ils offerts au secteur public?
- Monsieur le Ministre peut-il me dire si de pareilles mesures existent également à l'étranger? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il fournir des données chiffrées quant aux coûts et à l'efficacité des ces mesures par rapport aux initiatives luxembourgeoises?

Réponse (14.3.2006) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Le Ministère du Travail et de l'Emploi cofinance via les fonds en provenance du Fonds pour l'Emploi au stade actuel deux initiatives sociales publiques (communes) en faveur de l'emploi ainsi que six initiatives privées fonctionnant sous le statut d'association sans but lucratif.

À la demande de la Commission d'exécution budgétaire de la Chambre des Députés du 2 décembre 2002, Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi à suivre les recommandations de la Direction

du contrôle financier de subordonner le financement des initiatives sociales en faveur de l'emploi à la conclusion de conventions, le cofinancement est réglé depuis 2003 par une convention de coopération entre les organismes gestionnaires dont il s'agit et le Ministère du Travail et de l'Emploi.

À cette convention de coopération est venu s'ajouter, en 2005, un guide administratif et financier élaboré par le Ministère du Travail et de l'Emploi et qui avait été entériné par une décision du Conseil de Gouvernement du 30 avril 2004. Ce guide, élaboré notamment pour tenir compte des conclusions du réviseur d'entreprises qui a contrôlé l'utilisation des concours financiers accordés par le Fonds pour l'Emploi à l'association «Objectif Plein Emploi» pendant la période 1997-2001, définit le mode d'acceptation des dépenses par l'État, les modalités de commande et d'utilisation des biens ou services, les critères d'éligibilité des dépenses et la liste des documents administratifs à tenir disponibles auprès du gestionnaire.

L'État règle, au stade actuel de la procédure, surtout l'accès aux initiatives sociales en faveur de l'emploi, respectivement le suivi financier de celles-ci.

L'accès est strictement réservé aux personnes inscrites obligatoirement à l'Administration de l'Emploi et placées par celle-ci en stage d'insertion respectivement de réinsertion ou liées à l'organisme gestionnaire par un contrat d'auxiliaire temporaire (CAT) conformément aux dispositions de la loi modifiée du 12 février 1999 portant diverses mesures en faveur de l'emploi des jeunes. À titre tout à fait exceptionnel, et ce au plus tard jusqu'à la mise en vigueur du projet de loi 5144 relatif à la lutte contre le chômage social, des contrats à durée déterminée (CDD) suivant la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail sont acceptés.

Fait en outre partie du personnel à qui sont destinées les différentes mesures, toute personne inscrite obligatoirement à l'Administration de l'Emploi et bénéficiaire d'une mesure en application de l'article 10 paragraphe (1) point b) de la loi du 29 avril 1999 portant création à un revenu minimum garanti, telle qu'elle a été modifiée. Il y a lieu de relever particulièrement qu'aux fins de l'éligibilité des frais de fonctionnement de l'initiative sociale en faveur de l'emploi, la mesure doit être enregistrée auprès de l'Administration de l'Emploi.

Le financement et les données quantitatives à fournir sont réglés par l'article 9 de la convention qui prévoit:

(1) Le décompte semestriel, trimestriel cumulé, respectivement annuel comprend:

un tableau administratif actualisé du personnel de structure, reprenant:

- le numéro de la matricule nationale;
- le nom et le prénom de l'agent;
- sa fonction dans l'initiative sociale en faveur de l'emploi;
- l'indication de la section/initiative dans laquelle il travaille;
- l'indication de son diplôme de fin d'études;
- l'indication de la forme du contrat, (exemple: contrat d'auxiliaire temporaire (CAT), contrat à durée déterminée (CDD), contrat à durée indéterminée (CDI));
- la tâche de l'agent en %;
- l'indication si l'agent est engagé sous le régime d'ouvrier (O) ou d'employé (E);
- a) un tableau financier reprenant pour le personnel de structure par mois écoulé:
- le numéro de la matricule nationale;
- le nom et le prénom de l'agent;

l'indication de la section/initiative dans laquelle il travaille;

le salaire mensuel brut effectif payé, parts patronales comprises.

Un total par mois de l'ensemble des dépenses de salaire et un total cumulé sur les mois écoulés sont à fournir pour chaque agent. Une liste séparée est à fournir suivant le régime ouvrier ou employé du personnel en question.

un tableau administratif actualisé du personnel à qui sont destinés les mesures, reprenant:

le numéro de la matricule nationale;

le nom et le prénom de l'agent;

son statut dans l'initiative sociale en faveur de l'emploi;

l'indication de la section/initiative dans laquelle il travaille;

l'indication de son diplôme de fin d'études;

l'indication de la forme du contrat (exemple: contrat d'auxiliaire temporaire (CAT), contrat à durée déterminée (CDD));

En cas de prolongation de contrats ou de contrats successifs, indication des périodes respectives:

la tâche de l'agent en %;

l'indication si l'agent est engagé sous le régime d'ouvrier (O) ou d'employé (E);

b) un tableau financier reprenant pour le personnel à qui sont destinés les mesures par mois écoulé:

le numéro de la matricule nationale;

le nom et le prénom de l'agent;

l'indication de la section/initiative dans laquelle il travaille;

le salaire mensuel brut effectif payé, parts patronales comprises.

Un total par mois de l'ensemble des dépenses de salaire et un total cumulé sur les mois écoulés sont à fournir pour chaque agent. Une liste séparée est à fournir suivant le régime ouvrier ou employé du personnel en question.

un tableau reprenant par mois écoulé:

un relevé des dépenses d'exploitation de l'initiative sociale en faveur de l'emploi (hormis les frais d'amortissement) suivant les rubriques détaillées du plan comptable mis en place au niveau du gestionnaire.

Un total par mois de l'ensemble des dépenses d'exploitation par initiative sociale en faveur de l'emploi et un total cumulé sur les mois écoulés sont à fournir pour chaque rubrique.

un tableau reprenant par mois écoulé:

un relevé des recettes de l'initiative sociale en faveur de l'emploi suivant les rubriques détaillées du plan comptable mis en place au niveau du gestionnaire.

un total par mois de l'ensemble des recettes par initiative du réseau OPE et un total cumulé sur les mois écoulés sont à fournir pour chaque rubrique.

un extrait conforme des impayés des comptes clients issu de la comptabilité générale de l'initiative sociale en faveur de l'emploi, dans le respect des dispositions de l'article 4 de la présente convention.

un compte de profits et pertes provisoire:

trimestriel accompagnant la demande du deuxième acompte;

semestriel accompagnant la demande du troisième acompte;

sur les premiers neuf mois écoulés accompagnant la demande du quatrième acompte;

annuel accompagnant le décompte final provisoire.

Comme l'honorable Député peut le constater, la collaboration conventionnelle entre le Ministère du Travail et de l'Emploi ne reprend pas, au stade actuel, l'indication du nombre de personnes profitant des mesures en question qui ont pu trouver un emploi sur le premier marché de l'emploi. Hormis des considérations d'ordre formel relatives à la protection des données nominatives, le Ministère du Travail et de l'Emploi ne saurait pas non plus affirmer, sur base de la convention actuelle, dans quels secteurs économiques ces personnes ont été engagées ni avec quel type de contrat.

Toutefois, afin de parer à ces lacunes, le Ministre du Travail et de l'Emploi a déposé, en date du 19 mai 2003 déjà, un projet de loi relative à la lutte contre le chômage social qui prévoit notamment la mise en place d'un comité de suivi dont une des fonctions clés est censée être la centralisation des informations permettant de répondre aux questions soulevées par l'honorable Député. Il importait au Ministre du Travail et de l'Emploi d'assurer un suivi permanent de la personne en activité d'insertion et de réinsertion afin de pouvoir mieux évaluer son évolution et les mesures éventuelles à proposer dès qu'une des activités proposées venait à échéance. Hormis l'ancrage dans la législation des aspects financiers, le projet visait donc la qualité de la prise en charge et la pérennité du curriculum de la personne en cause.

Toutefois, le Conseil d'État estime, dans son avis du 15 novembre 2005 relatif au projet de loi 5144, ces structures extrêmement lourdes et inutiles et suggère de réduire la fonction d'un comité de suivi, dont la composition serait à limiter à un strict minimum, à la seule émission d'avis sur les budgets prévisionnels en matière de lutte contre le chômage social ainsi que sur les décomptes annuels globaux. Une autre prérogative consisterait, selon le Conseil d'État, dans une activité de conseil au ministre ayant l'emploi dans ses attributions, quant à la gestion administrative et financière des initiatives prises en matière de lutte contre le chômage social.

Comme l'honorable Député pourra donc constater, le Ministre du Travail et de l'Emploi a proposé depuis longue date déjà de légiférer dans le sens de certaines des questions soulevées par lui dans sa question parlementaire 0877.

En ce qui concerne la question relative aux prestations et services offerts, il n'incombe pas, au stade actuel, au Ministre du Travail et de l'Emploi d'intervenir à ce niveau dans le calcul des tarifs offerts à des particuliers respectivement au secteur public. Ceci est de la compétence exclusive des gestionnaires d'initiatives sociales en faveur de l'emploi.

Les informations relatives aux prestations et services offerts par les associations sont cependant disponibles au public via les sites Internet des différentes associations dont notamment Objectif Plein Emploi, ProActif et Forum pour l'Emploi. Certaines des associations y publient aussi les tarifs appliqués.

Le nombre des personnes ayant profité des mesures des initiatives sociales en faveur de l'emploi entre le 1^{er} janvier 2005 et le 30 septembre 2005, et selon les informations reçues dans le contexte du décompte trimestriel de la part des trois grandes associations dont question ci-dessus, décompte accepté par la Direction du contrôle financier, est de 1.223 personnes¹.

Aux flux de 1.223 personnes pendant les neuf premiers mois de l'exercice 2005 correspond un stock de 629 demandeurs d'emploi non indemnisés par l'ADEM pris en charge par les initiatives sociales en faveur de l'emploi.

Ces personnes ont été encadrées pendant la période de janvier 2005 à septembre 2005 par 361 personnes dites «personnel de structure».

S'agissant de l'évolution de ces chiffres au cours des années soumises à conventionnement par mon département, tout comme par ailleurs l'évolution des montants mis à disposition par l'État dans le contexte du Fonds pour l'Emploi, on note une augmentation constante des personnes en mesure en raison notamment de l'augmentation du taux de chômage incompressible au Grand-Duché de Luxembourg.

La moyenne annuelle des stocks en mesure spéciale, donc de demandeurs d'emploi non indemnisés par l'ADEM pris en charge par les initiatives sociales en faveur de l'emploi passe de 114 personnes en mesures en moyenne en 1999 à 571 en 2003 (année de la signature de la première convention avec les initiatives sociales en faveur de l'emploi). En 2004 la moyenne est de 542 pour passer en 2005 à 602 mesures en moyenne annuelle.

Il est particulièrement difficile de calculer un coût moyen par bénéficiaire alors qu'il faudrait se baser, pour l'ensemble des données nous transmises, sur les flux de personnes comparé au nombre de mois qu'ils ont passés dans l'initiative sociale en faveur de l'emploi.

Les montants maximaux retenus pour les conventions des trois grandes initiatives sociales en faveur de l'emploi référées ci avant s'élèvent pour l'exercice 2003 à 24.367.500 €, pour l'exercice 2004 à 26.800.000 € et pour l'exercice 2005 à 28.092.850 €.

Le profil des personnes prises en charge par les initiatives correspond, dans une très large mesure, à celui de personnes sans, respectivement à faible qualification, mais aussi de personnes résidentes, de nationalité étrangère et n'ayant pas suivi de formation proprement dite au Grand-Duché de Luxembourg. Il s'agit, pour les neuf premiers mois de l'exercice 2005, de 537 personnes âgées de plus de 30 ans, respectivement de 686 personnes âgées de moins de 25 ans.

S'agissant de la dernière question de l'honorable Député, le Ministre du Travail et de l'Emploi est au regret de devoir l'informer qu'il n'a pas connaissance de pareilles mesures à l'étranger.

¹ Il s'agit des flux et non des stocks.

Question 0878 (26.1.2006) de **Mmes Marie-Josée Frank et Martine Stein-Mergen (CSV)** concernant le **remboursement des prothétiques dentaires:**

Monsieur le Ministre de la Santé a donné une interview à RTL au sujet du remboursement de la prothétique dentaire. Après discussion avec les milieux professionnels concernés, il ressort que c'est depuis 2001 que l'on attend une révision de la nomenclature en médecine dentaire. Il s'agit de permettre une définition de l'utile et du nécessaire dans ce domaine qui est depuis quelque temps soumis à une tarification libre, puisque en grande partie non remboursé par les caisses de maladie.

Nous souhaitons dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Où en est la révision de la nomenclature de la médecine dentaire, attendue de pied ferme, et depuis longtemps déjà, par les milieux concernés?
- Si l'UCM décidait d'augmenter les remboursements en prothétique dentaire, le finance-

ment de ces remboursements resterait-il possible sans hypothéquer les autres remboursements de l'enveloppe globale en médecine? Existerait-il des perspectives de financement alternatives?

- Concernant les fournisseurs des médecins dentistes, notamment les laboratoires dentaires, est-il prévu de régler les prix pratiqués par ces fournisseurs à l'image de la réglementation existante par exemple pour les médicaments?

Réponse (14.3.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

1. Sur base d'une démarche proposée par l'Assemblée générale de l'Union des caisses de maladie en novembre 2001, les partenaires sociaux avaient déclaré leur intention de faire procéder à un examen de la nomenclature dentaire en vue de déterminer si et dans quelle mesure celle-ci serait susceptible d'être réformée.

L'UCM a demandé l'élaboration d'une expertise par un spécialiste français. Après une étude préliminaire et des rapports intermédiaires, les travaux de l'expert aboutirent à un document qui a été mis à la disposition de l'Union des caisses de maladie dans sa version finale le 6 février 2006.

Il convient de rappeler que ce document a été demandé par les partenaires sociaux avec la finalité de les éclairer sur l'état de la nomenclature actuelle par rapport aux exigences d'une nomenclature adaptée à l'évolution de la science et des pratiques médicales modernes. L'expertise devait permettre à l'UCM de déterminer ses propres positions dans le cadre de l'élaboration éventuelle d'une nouvelle nomenclature dentaire par la Commission de nomenclature instituée par l'article 65 du Code des assurances sociales.

Dès lors les partenaires sociaux vont d'abord tirer de l'expertise leurs conclusions en vue de déterminer la position de l'UCM. Dans la mesure où il sera conclu à la nécessité d'une réforme profonde de la nomenclature, la Commission de nomenclature devra être saisie de cette mission.

2. Avant que l'analyse des propositions de l'expert n'ait aboutie auprès de l'UCM et que des propositions concrètes soient mises en discussion au sein de la Commission de nomenclature, il est impossible de se prononcer sur l'impact financier ou sur les modalités d'exécution des nouvelles mesures à envisager.

3. Je saisisrai la prochaine quadripartite prévue pour le 29 mars prochain de la question et je m'engagerai à revoir les taux de remboursement à la mesure des standards actuels en matière de prothétique dentaire.

Question 0879 (26.1.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP)** concernant la **construction du bâtiment de l'enseignement de la Cité des Sciences à Belval-Ouest:**

Le site du Fonds Belval renseigne qu'un concours restreint d'architecture a été lancé en décembre dernier, en vue de la construction du bâtiment de l'enseignement de la Cité des Sciences à Belval-Ouest. Ce concours prévoit douze participants, dont quatre non-Luxembourgeois invités par le Fonds Belval et huit à sélectionner par le jury, sur base de l'appel de candidature.

À cet égard Monsieur le Ministre pourrait-il me faire savoir:

- pour quelles raisons il a été décidé de procéder à une présélection de participants?

- quels ont été les critères utilisés pour décider des quatre participants retenus?

Réponse (20.3.2006) de **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:**

Conformément à la démarche adoptée pour tous ses projets, le Fonds Belval a lancé un concours d'architecte afin de garantir l'émergence d'un projet de qualité.

L'organisation de concours entre architectes et urbanistes admet différents types de procédure qui vont d'une approche très large - appel de candidature international lancé par le journal officiel de l'Union européenne - jusqu'à une approche très restrictive - sélection d'un nombre limité de candidats sur présentation de dossiers.

Dans ce cas précis, le Fonds Belval a opté pour une procédure mixte. Le but recherché était double, à savoir:

- Se donner la garantie de voir participer des architectes de renommée internationale ayant une expérience confirmée en matière de projets d'enseignement supérieur;
- Offrir aux architectes non encore confirmés dans ce domaine précis l'opportunité de prouver leur compétence en relevant un nouveau défi

Dans une première étape, les responsables du Fonds Belval ont présélectionné quatre architectes étrangers compte tenu de leur compétences, références et expériences.

Afin de disposer d'un éventail de projets aussi diversifié que possible, les responsables du fonds Belval ont également veillé à mettre en concurrence des candidats provenant de pays différents et ayant une orientation architecturale caractéristique et spécifique.

Dans une deuxième étape, le jury a sélectionné huit autres candidatures sur base d'un appel de candidature international lancé par le journal officiel de l'Union Européenne.

Question 0883 (27.1.2006) de **MM. Marcel Oberweis et Marco Schank (CSV)** concernant les **subventions à l'égard des maisons à haute efficacité énergétique:**

L'article 11 du règlement grand-ducal du 3 août 2005 instituant un régime d'aides pour des personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables prévoit le subventionnement de 500 habitations à performance énergétique élevée.

Si dans le cadre du règlement grand-ducal précédent, qui était quatre années en vigueur, seulement une soixantaine de projets relatifs à des maisons à performance énergétique ont été réalisés, l'année 2005 a connu un véritable boom en ce qui concerne les demandes de subventions dans le cadre du concept des maisons à basse énergie et des maisons passives. Selon nos informations, les 500 habitations prévues dans le cadre du règlement grand-ducal sous rubrique auraient déjà été attribuées.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces allégations?
- Dans l'affirmative, quel est le nombre total de demandes reçues dans le cadre de l'article

11 du règlement grand-ducal sous rubrique? Combien de dossiers concernent des logements à basse énergie respectivement des habitations dites «passives»?

Réponse (8.3.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

Le règlement grand-ducal du 3 août 2005, instituant un régime d'aides étatiques dans le domaine des énergies renouvelables, a connu un véritable boom en ce qui concerne les projets de construction de maisons à performance énergétique élevée. Jusqu'à présent 351 maisons individuelles, 282 appartements et 45 projets d'assainissement ont été enregistrés. Ainsi le contingent maximum prévu de 500 unités qui peuvent bénéficier d'une aide étatique, est dépassé.

Dans ce contexte j'aimerais informer les honorables Députés qu'un projet de règlement grand-ducal a été adopté par le Conseil de Gouvernement en date du 17 février 2006, visant à abroger les paragraphes du règlement grand-ducal du 3 août 2005 limitant les aides étatiques aux 500 habitations à performance énergétique élevée et aux 300 projets d'assainissement énergétique.

Question 0885 (30.1.2006) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant la **période transitoire pour l'entrée sur le marché du travail de travailleurs salariés en provenance des nouveaux États membres de l'Union européenne**:

Lors du processus d'élargissement de l'Union européenne, les États membres avant l'élargissement du 1^{er} mai 2004 (UE15) avaient exprimé leur crainte d'une arrivée massive de travailleurs en provenance des nouveaux États membres. En réponse à ces préoccupations, le traité d'adhésion a prévu un régime transitoire concernant la question sensible de la libre circulation des travailleurs au sein de l'Union élargie. Les États membres de l'UE15 peuvent ainsi permettre une libre circulation totale ou partielle des travailleurs en provenance des nouveaux États membres. Ils ont la possibilité de restreindre cette liberté pendant la période transitoire qui s'est ouverte le 1^{er} mai 2004 et devant durer sept années au plus.

Pendant la période initiale de deux ans qui vient à échéance, les travailleurs salariés en provenance des nouveaux États membres (excepté Malte et Chypre) ont besoin d'un permis de travail à titre de condition d'accès au marché du travail dans l'UE15, sauf en Grande-Bretagne, en Irlande et en Suède, pays qui ont entièrement ouvert leurs frontières aux travailleurs des nouveaux pays membres.

Le 8 février prochain, la Commission publiera son rapport factuel sur l'application des mesures restrictives transitoires en matière de libre circulation des travailleurs dans l'UE des 25. Par ailleurs, chaque État membre de l'UE15 devra signaler formellement à la Commission soit son intention d'appliquer pleinement le droit communautaire et son principe de libre circulation des travailleurs, soit de maintenir des mesures restrictives pour une durée maximale de trois années supplémentaires.

D'après Agence Europe «la plupart des douze États membres semblent, pour l'instant, avoir décidé de ne pas maintenir leur période transitoire pour l'entrée sur le marché du travail au 1^{er} mai 2006. Par contre, l'Allemagne, qui connaît un très haut taux de chômage, et l'Autriche, qui préside le

Conseil de l'UE et qui a de nombreuses frontières avec de nouveaux États membres, ont fait savoir qu'elles faisaient 'front commun' contre l'ouverture de leur marché du travail.»

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quelle est la position du Luxembourg quant à une éventuelle prolongation de la période transitoire pour l'entrée sur le marché du travail de travailleurs salariés en provenance des nouveaux États membres?

- Combien de ressortissants en provenance des nouveaux États membres sont actuellement en possession d'un permis de travail au Luxembourg?

- Combien de demandes pour l'obtention d'un permis de travail au Luxembourg ont été adressées par des ressortissants en provenance des nouveaux États membres depuis le 1^{er} mai 2004? Quelle en est la répartition par nationalités?

Réponse (15.3.2006) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*:

Le Gouvernement a mené une vaste consultation avec les différents secteurs économiques afin d'évaluer l'intérêt de ceux-ci à une ouverture complète du marché du travail luxembourgeois. La décision à prendre avant le 1^{er} mai 2006 doit à la fois tenir compte du contexte actuel du marché du travail, des besoins spécifiques de certains secteurs du travail, ainsi que des positions de nos pays voisins dont un a déjà annoncé la prorogation de la période transitoire. Dans les prochaines semaines la concertation, notamment avec nos partenaires du Benelux, sera intensifiée en vue de définir, si possible, une position coordonnée.

Actuellement, 330 travailleurs ressortissants des nouveaux États membres sont en possession d'un ou de plusieurs permis de travail valables. Au moins 23 travailleurs supplémentaires ont été dispensés de l'obligation d'un permis en vertu d'une occupation régulière et continue dépassant douze mois, conformément aux dispositions contenues dans les annexes au Traité d'adhésion et relatives à la période transitoire. Sur les 330 travailleurs précités, 199 seront dispensés à courte échéance de l'obligation du permis de travail en vertu de ces mêmes textes. Les personnes dispensées de l'obligation du permis de travail seront assimilées aux travailleurs ressortissants des anciens États membres, ainsi que de Malte, Chypre, de la Confédération helvétique et des États parties à l'accord E.E.E..

Le nombre de personnes jouissant de la dispense de l'obligation du permis de travail en vertu des dispositions transitoires comme décrite ci-dessus ne pourra plus être recensé à l'avenir, alors que le droit d'accéder librement au marché de l'emploi de l'État membre dans lequel le travailleur a été occupé régulièrement pendant douze mois au moins profite également aux membres de famille du travailleur qui ont résidé légalement avec le travailleur sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg au moment de la date d'adhésion, quelle que soit leur nationalité. Ces derniers n'ont pas forcément introduit une demande de permis de travail par le passé et ne sont donc pas répertoriés.

Un tableau contenant le nombre de demandes pour l'obtention d'un permis de travail introduites depuis le 1^{er} mai 2004 par des ressortissants en provenance des nouveaux États membres, ainsi que leur répartition par nationalités est joint.

Nationalité des demandeurs	Total des demandes pour des permis de travail
POLOGNE	436
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	120
SLOVAQUIE	100
HONGRIE	91
LITUANIE	36
SLOVÉNIE	31
ESTONIE	24
LETTONIE	22
Total	860

Question 0887 (30.1.2006) de **M. Romain Schneider** (LSAP) concernant la **promotion de l'esprit d'entreprise**:

Dans le but de redynamiser l'économie luxembourgeoise et de favoriser la croissance et la création d'emplois, le Gouvernement s'est notamment donné comme objectif la promotion de l'esprit d'entreprise. Cet objectif s'inscrit par ailleurs dans la stratégie de Lisbonne que notre pays est en train de mettre en œuvre par le biais de son Plan national de réforme.

En ce qui concerne les petites et moyennes entreprises, la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes et les règlements grand-ducaux pris en exécution de cette loi instituent un régime général d'aides en vue de promouvoir la création, l'extension, la modernisation, la rationalisation ou la reprise d'entreprises, ainsi que des régimes spéciaux applicables aux investissements réalisés dans l'intérêt de la sécurité alimentaire, de la recherche et du développement ou de la protection de l'environnement et de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles.

Par contre, il me revient que les entreprises issues de certains secteurs économiques sont exclues du champ d'application de la loi susmentionnée. À titre d'exemple, le Département des Classes moyennes, en faisant valoir des «errements administratifs», refuserait l'octroi d'aides à des entreprises offrant des services informatiques à leurs clients, ce genre de services n'étant pas éligible en vue de bénéficier des aides prévues à la loi-cadre du 30 juin 2004.

Dès lors, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre s'il peut me confirmer la pratique administrative selon laquelle certaines activités économiques seraient exclues de l'octroi des aides prévues à la loi-cadre du 30 juin 2004? Dans l'affirmative, de quels secteurs s'agit-il et quelles sont les dispositions légales sur lesquelles se basent ces exclusions?

Réponse (20.3.2006) de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

La loi du 30 juin 2004 a renforcé le soutien financier en faveur des entreprises du secteur des classes moyennes.

En effet, cette loi qui a été votée en mai 2004 à la Chambre de Députés remplace par un texte entièrement nouveau la loi du 29 juillet 1968 ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat. Si la loi de 1968 a indubitablement fait ses preuves au cours des trois décennies d'application, force est de constater que les besoins du secteur des PME ont changé et qu'il fallait adapter notre législation à l'évolution de la réglementation européenne en matière d'aide d'État et de politique de l'entreprise. Rappelons toutefois que sur la seule période 2000-2005, le Départe-

ment des Classes Moyennes a traité 3.518 dossiers loi-cadre et que des aides d'un montant total dépassant 56.000.000 € ont été accordées pour une somme globale de € 767 millions d'investissements réalisés par les entreprises bénéficiaires.

Innovant par rapport à la loi de 1968, la nouvelle loi vise, au titre des dépenses éligibles, non seulement les immobilisations corporelles, mais également des investissements incorporels, vitaux pour les PME, tels que les droits de brevet, licences, savoir-faire ou connaissances techniques non brevetées. L'intensité de l'aide proposée est de 7,5% pour les entreprises de taille moyenne (50 à 250 salariés) et de 15% pour les petites entreprises (moins de 50 salariés).

La définition du champ d'application de la nouvelle loi-cadre permet l'élargissement de certains régimes d'aides aux professions libérales, dont les besoins en infrastructures et équipements sont de nos jours parfois comparables à ceux du commerce et de l'artisanat.

En outre, dans le but de développer l'esprit d'entreprise et de favoriser la création et la reprise d'entreprise, des conditions particulières sont offertes aux créateurs d'entreprises et aux repreneurs d'entreprises existantes lorsqu'il s'agit de leur premier établissement. L'intensité de l'aide proposée consiste en une majoration de 10 points du taux applicable au titre du régime PME (7,5 ou 15%) avec toutefois un maximum de 100.000 €.

La loi prévoit également d'encourager et de soutenir les entreprises luxembourgeoises en matière de protection de l'environnement et d'utilisation rationnelle des ressources naturelles. Le taux de base proposé est de 30%; il peut être majoré selon la taille de l'entreprise et en fonction de la nature des investissements.

Les activités d'innovation, de recherche et développement constituent un défi majeur pour le développement qualitatif et la compétitivité de nos entreprises. La loi entend jeter les bases d'une politique d'encouragement de nos PME à s'engager dans des projets de recherche, qu'il s'agisse de recherche fondamentale, de recherche appliquée ou de développement préconcurrentiel. Le taux de base proposé est de 25%, mais il peut bénéficier de majorations selon la taille de l'entreprise et en fonction de la nature des dépenses.

De plus, un régime spécial de sécurité alimentaire soutient et encourage les entreprises artisanales et commerciales du secteur de l'alimentation à investir dans des instruments ou méthodes permettant d'assurer ou d'accroître la traçabilité et la qualité des produits. L'intensité maximale de l'aide est de 40%.

Enfin, il est introduit un régime d'aide dit «de minimis» permettant d'accorder des aides à des entreprises non visées par les régimes précités sous réserve que l'aide effective accordée n'excède pas la somme de 100.000 € sur une période de trois ans.

L'article 1^{er} de cette loi stipule que les entreprises disposant d'une autorisation de commerce peuvent bénéficier des aides et régimes

prévus par la loi du 30 juin 2004. Partant, la Commission spéciale, instituée conformément à l'article 13 de la loi en question, a élaboré un règlement déterminant les taux d'intervention applicables aux différents secteurs d'activités et les activités ne bénéficiant pas des dispositions de la présente loi.

Sont ainsi exclues des aides étatiques prévues par la loi du 30 juin 2004, une trentaine d'activités parmi lesquelles se trouvent les prestataires de services informatiques. Ces derniers sont exclus étant donné que les investissements en matériel informatique et en logiciels sont déjà subventionnés au niveau des entreprises clientes de ces prestataires de services. Sont par ailleurs exclues les activités de location, les entreprises dont l'activité repose sur une concession étatique, les activités qui bénéficient déjà d'une intervention étatique par un autre département (industrie, instituts de formation, crèches, etc). Finalement, certaines activités sont exclues pour éviter une distorsion de concurrence (fiduciaires, bureaux de comptables, etc) respectivement pour ne pas soutenir financièrement une suroffre (débits de boissons, etc) dans un secteur ou une branche économique.

Question 0889 (1.2.2006) de **M. Jean-Pierre Koepf** (ADR) concernant le **contrôle de sécurité des toits des bâtiments publics**:

An de leschten zwee Joer hunn d'Katastrophemeldungen am Aus-land zougehoell, wou duerch agestierzt Gebaier onschëlleg Mënschen hiert Liewe gelooss hunn.

Et ass an deem Zesammenhang feststellen, datt et sech:

1. gréisstendeels ëm Gebaier vun öffentlechen Aarichtungen handelt, déi fir Sport- a Kulturveranstaltungen genotzt ginn an
2. et ganz oft den Daach ass, dee sengen Ufuerderungen net gerecht gëtt.

No esou enger Katastroph stellt sech da ganz oft d'Fro vun der Responsabilitéit an der Sécherheet.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

- Bestinn hei am Land gesetzlech Virschrëften, fir Halen, déi a Betrib sinn, periodesch ze kontrolléieren, speziell wat d'Daachkonstruktioun ubelaangt? Wa jo, wien ass zoustänneg fir dës Kontroll?
- Ass d'Stabilitéit vun eisen Halen am Land garantéiert a wéi oft gëtt den Zoustand vun dësen Halen op d'Daachkonstruktioun kontrolléiert?
- Wa keng Kontrolle bis elo sollten duerchgefouert ginn, wier et dann net ubruecht emol an dësem Kontext eng Bestandsopnam vun alle Gebaielechen ze maachen?

Réponse (16.3.2006) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

Den honorablen Deputéierten Här Koepf hat, am Kader vun de Katastrophemeldungen aus dem Aus-land iwwer agestierzte Gebaier, dräi Froe gestallt, an zwar un éischter Stell, ob et gesetzlech Virschrëfte gi fir Halen ze kontrolléieren, besonnesch wat d'Daachkonstruktioun betrëfft. Et ginn hei am Land eigentlech keng gesetzlech Virschrëfte fir Daachkonstruktiounen ze kontrolléieren.

Wat am Allgemengen d'Stabilitéit vun den (staatlechen) Halen am Land ugeet, muss ee wëssen, datt am Prinzip, wann eng Hal gebaut gëtt, en «bureau d'études statiques» den Opdrag kritt, fir stastesch Berechnungen ze maachen

an en «bureau de contrôle» de statische Konzept analysiert. Déi zwee Büro maachen d'Reception vum den Aarbechte vun der Baubetrieb, déi eng „garantie décennale“ stelle muss. Et gëtt keng Virschreift fir en „contrôle périodique“. Ausnahmsweis, fir speziell Gebaier, gëtt dat awer gemaach.

Wat déi drëtt Fro ugeet, ass ze bemerken, datt déi Responsabel vun der Baubetrieb um Prinzip um courant vum Zoustand vun de Gebaielecheeten, déi hir ënnerstinn, sinn, an domat och vun den Diech. Punktuell Problemer ginn hir och vum Benotzer signaléiert.

Am Zesammenhang mat deene leschte Katastrophen huet d'Administration des Bâtiments publics sech direkt drugesat fir eng Opstellung vun all deene Gebaier ze maachen, déi duerch hir Dimensionen eventuell e Problem stelle kënten. Déi Lëscht gëtt mat de respektiven Architekten- an Ingenieurbüroen durchgeschafft an do, wou et néideg ass, wäerten zousätzlech Etüde gemaach ginn an och déi néideg Moosname geholl ginn.

Question 0890 (1.2.2006) de **M. Romain Schneider** (LSAP) concernant la **situation budgétaire des communes:**

Ces dernières années, les communes du Grand-Duché se sont vu attribuer de plus en plus de compétences. Les recettes communales n'ont cependant pas augmenté dans la même mesure. Vu l'évolution de la situation budgétaire de notre pays un renversement de cette tendance n'est guère probable à court terme, ce qui entraîne une compression des excédents du budget ordinaire des communes.

Est-ce que le Ministère de l'Intérieur a déjà établi un tableau comparatif qui permet de comparer la situation financière des différentes communes? Dans l'affirmative, est-ce que les excédents budgétaires sont repris dans ce tableau comparatif? Monsieur le Ministre pourrait-il me dire combien de communes ont établi leur budget ordinaire de façon à préserver un excédent supérieur ou égal à 5%, et gardent de ce fait une marge de manoeuvre raisonnable pour pouvoir faire face à des imprévus?

Réponse (15.3.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire réalise régulièrement dans le cadre de ses compétences des analyses sur la situation financière du secteur communal. De ce fait, il est normal que mon département dispose également des informations sur les soldes budgétaires des différentes communes.

Toutefois, le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire n'exploite pas ces informations systématiquement puisqu'une comparaison des soldes budgétaires ne donne pas une idée correcte de la situation financière des communes. Il est partant peu opportun de diffuser des tableaux comparatifs afin d'éviter toute interprétation erronée de ces données. Le solde budgétaire peut varier en effet fortement d'une commune à l'autre en fonction des politiques communales décidées en toute autonomie par les autorités locales que ce soit au niveau des recettes ou des dépenses. À toutes fins utiles, il y a lieu de rappeler que la loi communale dans son article 117 n'exige aucun excédent budgétaire mais demande seulement que les dépenses du chapitre ordinaire soient équilibrées par des recettes de même nature. Il est par ailleurs parfaitement possible qu'en raison de fluctuations ponctuelles des re-

cettes ou des dépenses, les marges d'autofinancement du budget ordinaire des communes peuvent varier d'une année à l'autre sans que pour autant la situation financière réelle et objective à moyen terme de la commune ne soit modifiée. Pour éliminer d'une comparaison objective les phénomènes résultant de décisions locales il est préférable de comparer les recettes non affectées des communes en distinguant entre recettes dans l'intérêt de la population et recettes dans l'intérêt du territoire non aedificandi.

Question 0895 (2.2.2006) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant l'**avis de concours du Fonds Belval pour la construction de l'Université:**

Il me revient que l'avis de concours du Fonds Belval pour un bâtiment représentatif pour l'Université ait été publié avant même que le choix sur le terrain n'ait été pris. De plus, il semble que le Fonds Belval préfère faire construire l'Université par un grand architecte étranger, ceci au détriment des architectes luxembourgeois. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre des Travaux publics peut-il me confirmer les faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour lesquelles l'avis de concours du Fonds Belval a été publié avant que le choix sur le terrain n'ait été pris et quels ont été les coûts engendrés jusque-là? Qui supporterait les coûts, si le choix sur le terrain était différent de celui prévu dans l'annonce de concours?
- Quelles sont les raisons pour lesquelles les responsables du Fonds Belval semblent préférer un grand architecte étranger pour la construction de l'Université?
- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'un ou plusieurs architectes luxembourgeois pourraient aussi développer un projet représentatif de haute qualité?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'approche choisie par les responsables du Fonds Belval aille à l'encontre des actions de promotion du Gouvernement en faveur de l'esprit entrepreneurial?

Réponse (20.3.2006) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics:*

La décision du Gouvernement d'implanter une partie de l'Université sur la terrasse des Hauts Fourneaux n'est pas nouvelle: elle a été présentée au mois de mai 2000 à la Chambre des Députés par Monsieur le Ministre de l'Intérieur. Conformément à la démarche adoptée pour tous ses projets, le Fonds Belval a lancé un concours d'architecte afin de garantir l'émergence d'un projet de qualité. Pour ce projet précis, un concours international d'architecture a été lancé au Journal Officiel en conformité avec les directives européennes en la matière.

Dans une première étape, les responsables du Fonds Belval ont présélectionné quatre architectes étrangers de renommée internationale qui ont tous une bonne expérience en matière de projets d'enseignement supérieur. Parmi ces projets, on peut citer notamment le centre des sciences de Wolfsburg, le campus de l'université de Chicago, le campus audiovisuel de Barcelone, le «Royal College of Arts» de Londres, le Science Parc de l'ETH de Zurich ainsi que le campus Novaris de Bâle.

Dans une deuxième étape, le jury a sélectionné huit autres candidatures sur base d'un appel à candidatures. Parmi ces huit bureaux d'architectes, cinq sont des bureaux luxembourgeois et trois des bureaux étrangers.

À noter encore que ce sont des architectes luxembourgeois qui ont été désignés comme lauréats à l'issue des concours organisés par le Fonds Belval pour le lycée, la pépinière d'entreprises, le premier bâtiment administratif et les archives nationales.

Question 0896 (2.2.2006) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant la **construction de nouvelles Archives Nationales à Belval:**

À l'issue d'un concours international d'architecture un groupement d'étude composé de plusieurs architectes et ingénieurs a remporté le premier prix ainsi que le contrat pour l'étude du projet des nouvelles Archives Nationales à Belval. Or, il me revient qu'aujourd'hui il est question de remanier le projet et d'en transformer une partie en bibliothèque.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer l'information selon laquelle une partie du projet des nouvelles Archives Nationales à Belval serait transformée en bibliothèque?
- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons et quels seront les coûts supplémentaires engendrés par ce remaniement? De quel type de bibliothèque s'agit-il exactement?
- Messieurs les Ministres estiment-ils que la logique inhérente à la construction d'un bâtiment destiné à des archives est la même que celle pour la construction d'une bibliothèque?

Réponse conjointe (20.3.2006) de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche* et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics:*

Les besoins pour les nouvelles Archives Nationales ont été évalués en appliquant des ratios de croissances annuels des fonds sur une période d'évolution de 40 ans. C'est cette évaluation qui a servi de base à l'établissement du programme de construction de l'immeuble. Il est évident que cette capacité représente une vue à long terme des besoins qui, dans une première phase, ne seront pas utilisés pour les besoins propres des Archives Nationales.

Au vu des contraintes budgétaires actuelles, le Gouvernement a retenu de redéfinir partiellement le projet de construction de nouvelles archives.

Pour que les Archives Nationales puissent cependant continuer à assumer leurs missions dans les immeubles actuellement occupés le Ministre de la Culture a proposé la mise en place d'un groupe de travail afin de pouvoir dégager dans les meilleurs délais les solutions qui s'imposent en la matière.

Question 0897 (2.2.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant les **vols secrets de la CIA:**

Hier lors de la séance publique à la Chambre des Députés Monsieur le Ministre des Affaires étrangères a affirmé que des avions de provenance et en partance de Francfort, travaillant en relation étroite (suivant une liste du Conseil de l'Europe) avec les services secrets américains (CIA) dans le cadre du transport secret de détenus, avaient ravitaillé les 30 et 31 janvier 2006 à l'aéroport du Findel. Monsieur le Ministre des Affaires étrangères a également précisé que selon ses informations aucun détenu ne se trouvait à bord de ces avions. Il y a encore quelque temps Monsieur le Ministre des Transports a affirmé qu'aucun vol de la sorte n'a été enregistré à l'aéroport du Findel. Par voie de presse je dois constater que les autorités judiciaires se seraient emparées du dossier pour procéder à un examen plus approfondi de ces vols.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Affaires étrangères, des Transports et de la Justice:

- Est-ce que Messieurs les Ministres n'estiment pas curieux, au vu des informations que l'on possède sur des vols secrets de la CIA en Europe depuis 2001, que seulement des atterrissages et des décollages de machines collaborant avec l'agence secrète américaine auraient eu lieu les 30 et 31 janvier derniers?
- Étant donné que Monsieur le Ministre des Affaires étrangères a renseigné la Chambre des Députés que les avions ayant fait escale au Luxembourg ont uniquement procédé à un ravitaillement, est-ce que Messieurs les Ministres peuvent me dire combien de ravitaillements de ce genre ont d'habitude lieu à l'aéroport du Findel?
- Est-ce que Messieurs les Ministres entendent, à côté des renseignements qu'ils peuvent demander auprès de la société exploitant l'aéroport du Findel, contacter les autorités américaines pour avoir des informations plus précises et complètes sur les vols en question et sur d'autres vols éventuels?
- Comment le Gouvernement luxembourgeois compte-t-il réagir s'il s'avérait que des avions transportant des détenus de la CIA auraient fait escale à l'aéroport du Findel?

près des autorités aéroportuaires allemandes si l'avion en question a bel et bien atterri en Allemagne après son départ de l'aéroport du Findel? Dans l'affirmative à quelle heure? Et d'autre part peuvent-ils me renseigner sur la destination suivante de l'avion immatriculé N368CE?

- Dans la négative, est-ce que Messieurs les Ministres peuvent me renseigner sur la vraie destination de l'avion en question?

Réponse commune (8.3.2006) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration* et de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports:*

Suite à des interpellations et informations venant de la société civile et dans le contexte du rapport à établir par la Commission des questions juridiques et des droits de l'Homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur «les allégations sur l'existence de centres de détention secrets dans les États membres du Conseil de l'Europe», une enquête fut engagée en novembre 2005 en vue de recueillir des informations quant à d'éventuels survols ou atterrissages «d'avions suspects» sur le territoire national.

Si l'enquête se concentrait dans un premier temps sur huit avions immatriculés aux États-Unis, signalés par des acteurs de la société civile, elle fut étendue par la suite à la liste de 41 avions qualifiés de «douteux» par le rapporteur de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et transmise au Ministère des Transports par Eurocontrol en date du 31 janvier 2006.

Alors qu'il apparut dans une première étape qu'aucun des huit avions signalés n'avait atterri à l'aéroport de Luxembourg entre 2001 et 2005, fait dont la Commission des Transports de la Chambre des Députés fut informée en date du 29 novembre 2005 par le Ministre des Transports, l'extension de l'enquête aux avions repris sur la liste de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe montra que deux des avions sur cette liste avaient fait escale à Luxembourg, à savoir:

- un Beech 200 immatriculé N312ME en date du 16 novembre 2005: l'avion a atterri à 09.42 heures venant de Corfou et a décollé le même jour à 11.05 heures à destination de Dublin;
- un Boeing 737-300 immatriculé N368CE en date du 31 janvier 2006: venant de Francfort, l'avion a atterri à 11.44 heures et a décollé le même jour à 16.15 heures pour retourner sur Francfort.

D'après les informations fournies par l'Administration de l'aéroport, aucun passager n'avait embarqué ni débarqué dans les deux cas, s'agissant d'escales techniques pour les besoins d'avitaillement en fuel.

Question 0913 (13.2.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant les **vols secrets de la CIA:**

Lors de la réunion de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration en date du 6 février 2006 Messieurs les Ministres des Affaires étrangères et des Transports ont informé les membres de ladite Commission sur les avions étant mis en relation avec les vols présumés de la CIA et ayant fait escale à l'aéroport du Findel. À cette occasion j'avais demandé à Messieurs les Ministres de m'assurer que l'avion immatriculé N368CE avait bien atterri à Francfort et de me donner de plus amples informations sur l'heure d'arrivée. Informations que Messieurs les Ministres avaient promis de me faire parvenir par écrit dans les plus brefs délais.

Étant donné que cette affaire continue à défrayer la chronique et que cet avion semble avoir eu par le passé pour destination Kabul et Bagdad, et n'ayant toujours pas eu de réponse à ce jour je m'empresse pour réitérer ma demande auprès de Messieurs les Ministres quant à la destination de cet avion en partance depuis le Luxembourg.

- Est-ce que Messieurs les Ministres ont pu s'enquérir au-

d'un aéronef figurant sur la liste de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Le cas échéant, les autorités compétentes procéderaient à une inspection de l'aéronef en question.

L'honorable Député demande des informations sur le nombre de « ravitaillements » en fuel, qui ont lieu d'habitude à l'aéroport de Luxembourg. Il faut noter que l'avitaillement des avions est effectué par une compagnie spécialisée qui n'a aucun lien avec les activités de la compagnie chargée de l'assistance aéroportuaire et assurant, entre autres, les activités liées au débarquement et à l'embarquement des passagers. Faute de lien direct entre ces prestations différentes, il n'existe pas de données statistiques à ce sujet.

Pour ce qui est de contacts avec les autorités américaines en vue de recueillir des informations allant au-delà des renseignements recueillis auprès de l'Administration de l'aéroport de Luxembourg, le Ministre des Affaires étrangères a informé la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration lors de la réunion précitée du 6 février dernier de son entretien avec l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique au Luxembourg.

En ce qui concerne la requête de l'honorable Député quant à la destination de l'avion immatriculé N368CE ayant fait escale à Luxembourg le 31 janvier 2006, il a pu être vérifié auprès de l'aéroport de Francfort que cet avion venant de Francfort et reparti à destination de Francfort à 16.15 heures y a effectivement atterri à 16.45 heures. L'avion ne faisant dès son atterrissage à Francfort plus l'objet d'une relation de service avec les autorités aéronautiques luxembourgeoises, aucune information sur la destination suivante de cet avion n'a pu être obtenue.

Question 0898 (3.2.2006) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant la **simplification des formalités administratives en faveur des petites et moyennes entreprises (PME)**:

La performance et l'efficacité de l'économie luxembourgeoise sont en partie tributaire des pesanteurs et du manque de rationalité de certains secteurs de l'administration publique. Afin de soutenir l'activité économique et de promouvoir un climat propice au développement des affaires, il est indispensable de réduire au maximum les charges et les délais auxquels sont soumises les entreprises implantées au Luxembourg.

Une étude de la Chambre des Métiers publiée en août 2004 montrait que chaque emploi dans l'artisanat s'est trouvé hypothéqué par 1.728 euros par an.

Le programme gouvernemental, pour sa part, précise que «le Gouvernement accordera une priorité à la simplification des formalités administratives qui freinent le rendement et l'esprit d'initiative des PME.»

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Logement et du Tourisme:

- Est-ce que le Gouvernement possède une stratégie d'ensemble de réduction des charges administratives? Quels sont les objectifs concrets que le Gouvernement entend atteindre en matière de simplification des formalités administratives? Quels sont les délais endéans desquels le Gouvernement entend les atteindre?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que le choix d'un objectif concret, à l'instar du Gouvernement danois ayant déclaré vouloir réduire les charges administratives des entreprises d'ici à 2010 d'au moins 25%, pourrait mieux sensibiliser les instances concernées et ainsi faire avancer le processus de la simplification administrative?

- Quelles sont les mesures et initiatives concrètes que le Gouvernement a réalisées depuis août 2004?

- Est-ce que le commissaire à la simplification administrative possède de vraies compétences horizontales respectivement est-ce que tous les ministères concernés participent à la politique de simplification et de réduction des formalités administratives? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me fournir des détails quant aux expériences faites respectivement aux problèmes rencontrés jusqu'ici? Dans la négative, quelles en sont les raisons?

- La fiche d'impact PME/PMI a été introduite il y a quelques années pour éviter dans la mesure du possible de nouvelles charges administratives au détriment des classes moyennes. Quelle est l'analyse de Monsieur le Ministre en ce qui concerne l'utilisation des fiches d'impact par les autres ministères? Monsieur le Ministre entend-il faire évaluer l'instrument de la fiche d'impact quant à ses effets en faveur des classes moyennes et quant aux problèmes relatifs à son utilisation par les ministères?

- Le programme gouvernemental prévoit la mise en place renforcée de la formule du guichet unique. Dans son rapport «Éliminer la paperasserie - La simplification administrative dans les pays de l'OCDE», l'OCDE souligne que «bien que, par essence, la plupart des guichets uniques contribuent à réduire les charges administratives des catégories directement visées, on n'a guère d'informations en ce qui concerne l'impact économique global de la création et du fonctionnement des guichets uniques sur les entreprises, les administrations et les contribuables.» Messieurs les Ministres disposent-ils de données chiffrées quant à l'impact de l'introduction de guichets uniques?

- Monsieur le Ministre entend-il faire analyser de plus près les lois et règlements existant sous l'optique de la réduction de la charge administrative et d'une plus grande efficacité au niveau des relations et échanges entre les Classes moyennes et l'administration publique?

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer si le Gouvernement entend davantage faire creuser l'idée du «netting fiscal»? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me fournir des précisions quant aux objectifs poursuivis en la matière? Dans la négative, quelles en sont les raisons?

Réponse (14.3.2006) de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

En ce qui concerne les questions de Monsieur le Député Claude Meisch, je tiens à informer l'honorable Député que les travaux actuellement engagés dans le cadre de la politique de simplification administrative s'orientent, d'une part, d'après quatre axes développés dans le cadre du plan national pour l'innovation et le plein emploi. Ces axes sont:

- le développement des études d'impact;
- l'analyse des procédures administratives;
- la codification des textes législatifs;
- l'optimisation de l'échange d'informations entre les administrations et les entreprises.

Sont engagés, d'autre part, au sein du Comité National pour la Simplification Administrative des travaux en faveur des Entreprises (CNSAE). Dans le cadre des travaux actuellement en cours, une collaboration étroite entre le CNSAE et le Comité de coordination pour la modernisation de l'État a été entamée. Le Comité a mis en oeuvre, d'ores et déjà, certaines simplifications administratives spécifiques (cf. tableau) en faveur des entreprises et est en train de préparer un document regroupant la stratégie, les instruments ainsi qu'un plan d'action visant à atteindre le but projeté.

En ce qui concerne les questions spécifiques formulées par l'honorable Député, je tiens à insister sur les éléments de réponse suivants:

En l'état actuel du dossier le choix d'un objectif quantitatif, à l'instar d'autres pays ne semble pas être de mise étant donné que les données préalablement nécessaires à un tel objectif font défaut au Luxembourg. Les autres pays ont d'ailleurs procédé de la même façon.

Outre les initiatives engagées par les différents départements ministériels telles que notamment le portail marchés publics et le portail entreprises, le CNSAE a entamé les travaux suivants ensemble avec les départements concernés (cf. tableau):

Les principales actions réalisées ou en voie de réalisation dans le cadre des travaux du CNSAE portant sur la simplification administrative en faveur des entreprises sont:

N°	Domaine	Actions	Réalisé	En voie de réalisation
1.	Protection des données	Avis du CNSAE en date du 22 juillet 2005, transmis au Ministère de tutelle.	X	
2.	Autorisations d'établissement	Mise en place d'un nouveau système informatique.		X
5.	Enquête Statec	Seuils d'exemption des expéditions et des arrivées de 100.000 euros ont été relevés à 150.000 euros.	X	
3.	Projet, «Assistance électronique aux entreprises du secteur»	Mise en oeuvre d'un outil informatique		X
4.	Statistiques	Mise en place du groupe, passage en revue des statistiques ayant trait aux entreprises	X	
5.	Marchés publics	Utilisation du domaine routier et ferroviaire de l'État: - publication des permissions de voirie sur un site internet - mise à disposition sur un site internet d'un formulaire de demande de permission de voirie		X
6.	Formation générale des stagiaires-fonctionnaires	Développement et mise en place d'une formation spécifique, destinée aux attachés du secteur étatique et du secteur communal.		X
7.	Formation spéciale des stagiaires-fonctionnaires	Développement et mise en place d'une formation, destinée aux attachés d'Administrations		X
8.	Formation continue	Développement et mise en place d'une formation, destinée au secteur étatique et secteur communal.		X
9.	Calendrier statistique	Liste des statistiques et dates des enquêtes concernant les entreprises, consultables sur le site du Statec	X	
10.	Intégration d'une rubrique «Simplification administrative» dans le site internet du Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement	Mise en relation avec PT consultants en vue de la mise en place des données.	X	
11.	Guide d'interprétation du règlement 178/2002/CE fixant les procédures relatives à la sécurité de la chaîne alimentaire	Traduction en langue allemande	X	
12.	Système de collecte Intrastat	Dispense des entreprises de fournir des informations sur la quantité en masse nette pour tous les biens pour lesquels des unités supplémentaires doivent être déclarées simultanément.	X	
13.	Participation au groupe de travail sur la Gestion de la réglementation et de la réforme réglementaire	Consultations dans le cadre du questionnaire de l'OCDE relatif aux indicateurs de la qualité de la réglementation.	X	

Le «commissaire à la simplification administrative» ne disposant pas de compétences horizontales, les travaux actuellement en cours se font sur la base de travaux de concertations et sous forme de collaborations entre différents ministères et administrations.

La fiche d'impact actuellement en vigueur est utilisée par les différents départements ministériels. Une nouvelle version de la fiche d'impact sera introduite prochainement. Afin de rendre plus pratiques la mise en oeuvre de l'approche «meilleure réglementation» et la fiche d'impact, le CNSAE ensemble avec le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative élaboreront dans ce contexte des formations spécifiques.

Les guichets uniques mis en place dès 1999 auprès de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers en étroite collaboration avec le Ministère des Classes

moyennes, du Tourisme et du Logement ont traité depuis lors quelques milliers de dossiers. Des statistiques détaillées sont disponibles auprès de mon département.

Question 0900 (3.2.2006) de **M. Camille Gira** (DÉI GRÉNG) concernant les **lots de chasse pris en location par l'État**:

Suivant les dispositions de l'article 5 de la loi modifiée du 20 juillet 1925 sur l'amodiation de la chasse et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier, le Gouvernement et les communes peuvent prendre en location, en leur nom et à leurs frais, un ou plusieurs lots de chasse.

J'aimerais donc savoir si:

- Le Gouvernement a pris en location des lots de chasse?



Chambre des Députés
L U X E M B O U R G

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

- Dans l'affirmative, quels sont ces lots de chasse?
- Quelles sont les raisons de cette location?
- Quelles sont les personnes admises à pratiquer la chasse dans ces lots?

Réponse (17.2.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1: Le Gouvernement a pris en location les lots de chasse suivants:

lot n°104 de Naundorf (284 ha)

lot n°168 de Gralingen (422 ha)

lot n°173 de Bastendorf/Tandel (396 ha)

lot n°184 de Diekirch (325 ha)

ad 2: Le lot de chasse n°104 de Kaundorf a été spécialement créé en 1966 sur l'initiative de l'administration des Eaux et Forêts dans un double but:

1. Création d'un gîte et refuge à l'avifaune aquatique du lac de la Haute-Sûre, raison pour laquelle le lot de chasse englobe la majeure partie de la surface d'eau du lac.

2. Création d'une réserve pour permettre l'introduction du mouflon décidée à l'époque sur initiative du Conseil supérieur de la Chasse.

Il faut encore relever qu'environ 90% des terrains composant ce lot de chasse appartiennent à l'État.

En ce qui concerne les trois autres lots de chasse pris en location par l'État ils sont loués par le Ministère de la Défense.

ad 3: En ce qui concerne le lot de chasse n°104 de Kaundorf, la liste des personnes pouvant être admises à y pratiquer la chasse est celle qui a été communiquée en réponse à la question parlementaire N°0787 de l'honorable Député Camille Gira (*cf. compte rendu N°5/2005-2006*).

ad 4: Quant aux trois lots de chasse loués par le Ministère de la Défense, il y a lieu de demander les renseignements ad hoc à Monsieur le Ministre de la Défense.

Question 0901 (3.2.2006) de **M. Camille Gira** (*DÉI GRÉNG*) concernant les **indemnités pour sangliers abattus**:

L'article 12.340 (12. 230) du Budget des recettes et des dépenses de l'État prévoit dans le cadre des dépenses résultant de l'exécution de la loi sur la chasse et de celle sur l'indemnisation des dégâts causés par le gibier la participation à la lutte contre la peste porcine et le paiement d'indemnités pour sangliers abattus.

- Une telle indemnisation est-elle toujours d'actualité?
- Quand est-ce que le dernier cas de peste porcine a été détecté?
- Quel est le montant dépensé par l'État en 2003, 2004 et 2005 pour financer les indemnités pour sangliers abattus?

Réponse (17.2.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1: Conformément à la décision du Gouvernement en conseil du 8 avril 2005, une prime de 100 euros est payée pendant la période du 16 août 2005 au 15 août 2006 pour tous les sangliers d'un poids vivant inférieur à 50 kg, qui sont échantillonnés et acheminés ensuite à la destruction. En effet, un monitoring des sangliers nés après la dernière vaccination des sangliers contre la peste porcine en automne 2004 est de rigueur pour donner droit aux exigences de l'O.I.E. (Office International des Epizooties). Il s'agit de contrôler que les sangliers nés après cette dernière vaccination sont tous séronégatifs pour pouvoir assumer que le virus est définitive-

ment éliminé de la population des sangliers.

ad 2: En ce qui concerne la situation après le 16 août 2006, il appartiendra à l'autorité compétente en la matière, à savoir au Ministre de l'Agriculture, de décider si et dans quelle enveloppe un monitoring des sangliers devra être poursuivi, au vu non seulement de la situation sanitaire au Luxembourg mais aussi de celle de nos pays voisins.

ad 3: Le dernier cas de peste porcine classique au Grand-Duché de Luxembourg a été constaté en août 2003.

ad 4: Nombre de sangliers indemnisés (100 euros par sanglier):

2003: 3.800 sangliers

2004: 3.100 sangliers

2005: 2.400 sangliers

Question 0903 (6.2.2006) de **M. Xavier Bettel** (*DP*) concernant la **mise en place d'un tachygraphe digital pour les camions et les autobus**:

Les instances communautaires ont décidé de remplacer le tachygraphe mécanique dont doivent être équipés normalement les camions et les autobus en vue de la vérification des temps de conduite et de repos des chauffeurs, par un nouveau tachygraphe digital censé être mieux protégé contre des manipulations frauduleuses destinées à déguiser l'omission de prendre en cours de route les périodes de repos imposées par le droit communautaire.

Au vu de l'opposition des syndicats d'accepter le principe du paiement par les intéressés des cartes à puce que désormais tout chauffeur de poids lourds ou d'autobus doit détenir j'aimerais être renseigné de la part de Messieurs les Ministres du Travail et des Transports sur le mode de fonctionnement du nouveau système.

- Depuis quelle date la présence d'un tachygraphe digital est obligatoire sur les camions et les autobus?
- Quels sont les errements techniques, administratifs et financiers retenus dans le cadre de la mise en place de ce nouveau type de tachygraphe?
- Comment a été résolu le différend sur la prise en charge financière de la carte à puce que doit dorénavant détenir le chauffeur? Est-il vrai que tant le Gouvernement que les associations patronales et syndicales ont fait établir des avis juridiques sur la question?
- Au vu des réponses obtenues, le Gouvernement entend-il légiférer pour clarifier la situation ou les avis juridiques permettent-ils d'établir à l'abri de tout doute quelle solution appliquer? Quelle est plus particulièrement l'opinion exprimée par les juristes sollicités quant à la prise en charge financière du nouvel équipement?
- À quel degré l'État participe-t-il au financement du système? Quels ont été jusqu'à présent les crédits budgétaires dépensés et à quelles fins? D'autres dépenses publiques sont-elles par ailleurs prévues à l'avenir?

Réponse commune (14.3.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports* et de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Le sujet de la question parlementaire de l'honorable Député ayant déjà été traité en partie dans la réponse des Ministres concernés à la question parlementaire N°0640 des honorables Députés Messieurs Ali Kaes et Marc Spautz, il sera exposé plus en détail ci-après en tenant compte notamment des

avis juridiques sollicités dans ce dossier.

Le tachygraphe numérique sera introduit 20 jours après la publication du nouveau règlement communautaire sur les temps de conduite et les périodes de repos dans le Journal officiel des Communautés européennes. À ce stade, il est prévu que cette publication interviendra dans la deuxième moitié du mois d'avril 2006.

Les données techniques du nouveau tachygraphe numérique sont fixées dans l'annexe IB du règlement (CEE) n°3821/85 du Conseil du 20 décembre 1985 concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports tel qu'il a été modifié par la suite. Le règlement à publier précité apportera, entre autres, des modifications au règlement (CEE) n°3821/85.

L'introduction des cartes de tachygraphes nécessite au plan administratif la mise en place d'un système de gestion des cartes.

Étant donné que la prise en charge financière de la carte à puce que doit dorénavant détenir le chauffeur n'est pas toisée par les textes communautaires parce que le règlement (CEE) n°3821/85 tel que modifié par le règlement (CE) n°2135/98 du 24 septembre 1998 se borne à préciser que la carte de conducteur est personnelle, émise par l'État de résidence du chauffeur et mutuellement reconnue au sein de l'Union européenne, le Gouvernement luxembourgeois, comme tous les États membres, n'est pas obligé et n'entend à ce stade pas trancher cette question par voie législative.

En effet, vu la complexité du sujet et la particularité du secteur en question, nous sommes d'avis que la question s'apprête parfaitement à être réglée par voie d'accord individuel ou collectif.

Sans donner de solution définitive et en s'inspirant notamment des systèmes existant en Belgique et en France, les avis juridiques établis à la demande du Gouvernement respectivement d'une association patronale, donnent d'ailleurs un nombre non exhaustif de pistes intéressantes dont aucune ne va dans le sens d'une intervention directe du législateur mais qui sont toutes basées sur des accords pouvant être trouvés à différents niveaux.

Une des pistes ainsi tracées est par exemple celle de prévoir que pour tout chauffeur qui est au service d'un employeur du secteur concerné au moment de la mise en vigueur obligatoire de la carte de conducteur, il appartiendra à l'employeur d'en prendre le coût à sa charge.

L'employeur pourra dans ce cas demander à son salarié la signature d'un avenant au contrat de travail dans lequel ce dernier s'engage à rembourser à l'employeur la partie du droit d'usage forfaitaire non utilisé au service de cet employeur après résiliation du contrat de travail et ce au prorata de la tranche non utilisée.

Ceci est valable surtout en cas de démission volontaire ou de licenciement pour faute grave.

Si au contraire le travailleur souhaite se faire engager comme chauffeur après la mise en vigueur du nouveau système, l'employeur exigera probablement de la part du candidat la présentation de la carte de conducteur. Dans cette hypothèse il ne semble pas possible d'imposer à l'employeur le remboursement du coût de la carte.

Quant à la prise en charge financière du nouvel équipement des véhicules, ces coûts devront être supportés par les entreprises au même titre qu'actuellement les

coûts d'équipement des véhicules avec des tachygraphes analogues.

Jusqu'à présent, la mise en place du nouveau système a entraîné des dépenses de l'ordre de 1,4 millions d'euros. Ce chiffre couvre notamment les frais d'investissement initiaux pour la mise en place du système de gestion des différentes cartes de tachygraphe.

Les frais inhérents à la production des cartes sont répercutés sur les prix de vente des cartes. Les différents éléments des coûts d'investissement englobent notamment:

- l'élaboration et la création d'une base de données pour la gestion des cartes de tachygraphes émises au Luxembourg;
- la digitalisation des photographies et signatures des candidats à l'obtention d'une carte de tachygraphe;
- la mise en oeuvre de la participation du Luxembourg au système d'échange d'information mis en place par la Commission européenne (Tachonet);
- la mise en oeuvre d'une infrastructure à clé publique pour la création et la gestion des signatures électroniques mémorisées dans les cartes de tachygraphes;
- le cofinancement d'un système de production des cartes de tachygraphes (projet commun avec les Pays-Bas) ainsi que de la gestion de ce système.

Question 0907 (7.2.2006) de **M. Félix Braz** (*DÉI GRÉNG*) concernant le **concept des cours d'intégration**:

Pour mieux gérer tous les aspects liés à l'intégration et améliorer significativement le parcours des migrants primo-arrivants au Luxembourg, des propositions ont été faites concernant le concept des cours d'intégration.

Dans ce contexte je me permets de poser les questions suivantes:

- Quels sont les projets actuels de votre département en matière de cours d'intégration?
- Quelle est la volonté du Gouvernement pour mettre en oeuvre une politique concertée en matière d'accueil?
- Quels sont les moyens budgétaires envisagés à cet effet pour 2006?
- Le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration est-il associé à cette démarche? Qu'en est-il des partenaires sociaux?
- Qu'en est-il de l'analyse prévue par le programme gouvernemental sur le congé-éducation existant en vue de la création d'un congé linguistique?
- Sous quelle forme la Chambre des Députés sera-t-elle tenue au courant de cette démarche qui semble très prometteuse?
- Quelles sont les conclusions tirées par votre département à la suite du séminaire du 27 mai 2005 sur les cours d'intégration fonctionnant d'ores et déjà dans les pays voisins? Pourquoi la Chambre n'y avait pas été conviée?
- Que pensez-vous d'aller visiter certains projets concrets à l'étranger pour vous apporter des éclaircissements supplémentaires? La Chambre pourrait-elle y être associée?
- Quelles sont les conclusions tirées par le Gouvernement sur les diverses réflexions soumises en la matière par les associations?

Réponse (14.3.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Au début de l'année 2005, un groupe de travail informel composé de fonctionnaires, d'enseignants mais également de responsables d'associations d'étrangers ou oeuvrant en faveur des étrangers a été créé à l'initiative du Ministère de la Famille et de l'Intégration Commissariat du Gouvernement aux Étrangers avec l'objectif d'élaborer un concept de cours d'intégration.

Suite à différentes réunions dudit groupe et faute de budget propre du Commissariat du Gouvernement aux Étrangers pour l'organisation de tels cours, la proposition par la responsable de la Formation des Adultes de lancer un projet pilote de cours d'intégration sous la dénomination «Cours INLUX» dans le cadre des deux Centres de Langues de Luxembourg et de Mersch fut retenue.

Il s'agit d'un cours intensif sur 20 heures par semaine dont 16 heures de langue luxembourgeoise ou française et 4 heures de formation civique courant sur deux fois six semaines totalisant ainsi au moins 200 heures d'enseignement de langues. Ce projet actuellement sous évaluation devra subir des adaptations, notamment concernant le public cible. Aussi une réflexion devra être menée par le groupe de travail sur la transférabilité du projet en cours et sa démultiplication: organisation par les autorités communales ou/et des associations au niveau local.

En ce qui concerne l'accueil des jeunes primo-arrivants, le Service national de la Jeunesse a mis en place à partir de l'année scolaire 2004-2005 une offre de stages spéciaux de plusieurs jours pour classes d'accueil. Ces stages permettent aux jeunes d'avoir un échange sur leur situation particulière et de s'exercer dans un cadre parascolaire dans leur nouvelle langue véhiculaire. Les techniques utilisées sont le théâtre d'improvisation, les arts plastiques, etc. Pendant le stage une brochure spéciale est distribuée aux jeunes les renseignant sur les services de soutien aux jeunes et sur les possibilités de loisirs.

Au cours de l'année 2004-2005 au total 150 jeunes ont participé avec leurs enseignants à ces stages.

Comme les propositions budgétaires devront être finalisées en avril de l'année précédant l'année budgétaire visée, il n'était pas possible de prévoir une ligne budgétaire spécifique accueil/intégration.

L'évaluation du projet pilote a pu être réalisée par le biais d'un article budgétaire couvrant des frais d'experts.

Il est évident que les Ministères des Affaires étrangères et de l'Immigration et de la Famille et de l'Intégration se concerteront au niveau de la démarche: l'Immigration et l'Intégration étant deux concepts indissociables.

Avant l'implication des partenaires sociaux, il y a lieu de relever le rôle primordial que jouent dans ce contexte les associations avec lesquelles le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers a un contact soutenu ainsi que celui des administrations communales.

Le séminaire du 27 mai 2005 sur les cours d'intégration fonctionnant dans les pays avoisinants a permis aux parties concernées de se rendre compte que les approches à prendre dépendent des spécificités de chaque pays, de sorte que le Luxembourg ne saura transposer tel quel l'un ou l'autre des projets présentés. D'ailleurs les intervenants n'ont pas non plus caché les côtés négatifs de leur projet. Le Luxembourg continuera ainsi ses réflexions autour du projet pilote lancé dans le cadre du groupe de travail informel.

Le séminaire en question était organisé de concert par le Commissariat du Gouvernement aux Étran-

gers et l'ASTI et visait un public spécifique dont notamment: les associations et les partenaires sociaux dans le but de les inciter à réfléchir sur le sujet.

Il a également été envisagé d'aller visiter certains projets à l'étranger, notamment en France, bien que cette dernière, après évaluation de son approche, va procéder à certains réaménagements. Il est évident que la Chambre pourra être associée à une telle visite à planifier au courant de l'année 2006.

En réponse à la dernière question je m'attends à des propositions concrètes élaborées par le groupe de travail informel qui seront alors analysées par les instances concernées.

Question 0909 (8.2.2006) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant les chemins de Saint Jacques de Compostelle:

Le Conseil de l'Europe a reconnu en 1987 les Chemins de Saint Jacques de Compostelle comme premier itinéraire culturel européen. La Déclaration faite à Saint Jacques de Compostelle le 23 octobre 1987 en présence des ministres de la culture européens, marque les objectifs et définit la philosophie de ce premier itinéraire culturel: inciter les citoyens de l'Europe en construction et tout particulièrement les nouvelles générations à redécouvrir les Chemins de Saint Jacques, à prendre connaissance de tout ce que le mouvement vers Compostelle a apporté à l'identité culturelle européenne et à parcourir à nouveau ces chemins avec un esprit d'avenir.

Pour revitaliser ledit itinéraire, le Conseil de l'Europe avait prévu en 1987 de créer un emblème commun qui permette de visualiser cet ensemble de chemins sur le territoire européen en soulignant la portée symbolique de l'espace défini par ces voies de pèlerinage. Cependant, j'ai pu constater que le Luxembourg n'a pas pris les mesures d'indication nécessaire, de façon que les pèlerins se voient éventuellement confrontés à des problèmes d'orientation géographique.

À mes yeux le Gouvernement doit remédier le plus vite possible à ce problème, en vue de l'année culturelle 2007.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture:

- Le Gouvernement envisage-t-il d'installer des panneaux d'indication pour le Chemin de Saint Jacques de Compostelle?
- Dans l'affirmative, quels sont les délais prévus?

Réponse (20.30.2006) de **Mme Octavie Modert**, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

Voici les réponses que je peux apporter aux questions de l'honorable Député concernant le balisage d'un itinéraire de St Jacques de Compostelle au Luxembourg.

Cet itinéraire s'inscrit dans l'ensemble des «itinéraires culturels» du Conseil de l'Europe dont l'Institut Européen des Itinéraires Culturels a repris le flambeau depuis que le programme s'est arrêté au Conseil de l'Europe en 1997. L'ancien directeur du Service des Sites et Monuments nationaux a d'ailleurs été pendant quatre ans président du groupe d'experts du comité ad hoc au Conseil de l'Europe.

L'origine de ces itinéraires remonte à 1986 avec un itinéraire appelé «Architecture sans frontières» qui est un itinéraire de découverte de l'architecture rurale à travers la Rhénanie-Palatinat, la Sarre, la

Lorraine, la Wallonie et le Grand-Duché de Luxembourg; celui de St Jacques de Compostelle fut lancé une semaine après. D'autres itinéraires culturels ayant reçu le label de qualité du Conseil de l'Europe sont au Luxembourg, l'itinéraire «Wenceslas» et l'itinéraire «Vauban».

En ce qui concerne maintenant le fait de savoir si le Gouvernement envisage d'installer des panneaux d'orientation pour les pèlerins passant par le Luxembourg, il faut savoir que les données historiques actuellement disponibles ne sont pas suffisamment claires pour pouvoir affirmer que des pèlerins aient emprunté ces routes ou aient séjourné dans des couvents ou abbayes. À ma connaissance on ne saurait identifier aujourd'hui de façon certaine un chemin ou un site d'hébergement ayant fait partie de ce grand mouvement religieux du moyen âge. On peut, tout au plus, admettre que des pèlerins de l'ancien Duché de Luxembourg ont participé aux pèlerinages vers le nord-ouest de l'Espagne. Cela reste du domaine de l'hypothèse et on ne peut donc pas, en l'état actuel de nos connaissances, prôner l'installation d'un itinéraire culturel sur le territoire luxembourgeois.

Je voudrais encore relever ici que l'Association luxembourgeoise des Amis du Chemin de Saint-Jacques de Compostelle, consciente qu'il n'y a pas de preuves historiques permettant d'établir la certitude d'un itinéraire St Jacques de Compostelle, se propose de faire installer des panneaux en des lieux où il y a des preuves que St Jacques a été vénéré, Echternach, Jakobsberg près de Bech, Münschecker, Grevenmacher.

Question 0910 (8.2.2006) de **M. Ali Kaes** (CSV) concernant l'hyperactivité et le déficit d'attention chez les enfants et les adultes:

Le trouble de l'attention avec ou sans hyperactivité est un trouble neurologique, souvent héréditaire, qui est très difficile à diagnostiquer. Toute une série de critères bien définis doivent être remplis avant que l'on puisse parler de trouble de l'attention.

Selon les estimations, environ 5% des enfants européens seraient touchés par ce trouble avec une prééminence de garçons. Outre à faire preuve de difficultés de concentration et d'impulsivité, voire d'un excès d'énergie en cas d'hyperactivité, ces enfants ont souvent des problèmes pour se contrôler de même qu'ils ont du mal à planifier, organiser et réaliser des activités humaines complexes. Un tel comportement rend difficile, voire impossible toute intégration à l'école et plus tard dans la société.

Il est dès lors important de bien comprendre cette maladie afin de pouvoir la traiter correctement. Or, déjà au niveau de la connaissance de la maladie on constate que beaucoup de médecins méconnaissent celle-ci et ont des difficultés à diagnostiquer correctement un trouble de l'attention. Une des raisons en est que la formation initiale des médecins ne comporte à l'heure actuelle aucune formation relative à ces troubles neurologiques.

Il s'en suit que la plupart des enfants hyperactifs ne sont pas diagnostiqués ou le sont tardivement à l'adolescence, voire à l'âge adulte. Malgré un pourcentage important d'enfants concernés, la maladie est et reste en effet mal connue tant des parents que des professionnels (médecins, instituteurs, professeurs et assistants sociaux).

On associe en général l'hyperactivité aux enfants, oubliant que ces enfants deviennent un jour des adultes qui peuvent continuer à

souffrir de troubles de l'attention notamment s'ils n'ont jamais été suivis lors de leur enfance ou adolescence. Il est reconnu que 30 à 70% des enfants, ayant un diagnostic de déficit d'attention avec ou sans hyperactivité, continuent de présenter des symptômes de la maladie à l'âge adulte. Mais les troubles de l'attention ne sont pas propres à l'enfance. Toutes les générations peuvent en être atteintes. Selon des études récentes, 2 à 3% de la population adulte semble être atteinte de cette maladie.

S'il existe des places de thérapies pour les enfants présentant de tels troubles comportementaux, celles-ci sont néanmoins limitées de sorte que la demande dépasse de loin l'offre. À cela s'ajoute le fait que les personnes adultes, contrairement aux enfants, ne sont nullement encadrées. En effet, selon mes informations, il n'existerait à ce jour aucune possibilité de thérapie pour les personnes adultes au Luxembourg. Ces personnes sont obligées de se rendre à l'étranger.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Le Gouvernement a-t-il connaissance de la problématique susmentionnée?
- Le Ministre ne pense-t-il pas qu'une sensibilisation plus intense des médecins à cette problématique serait la bienvenue? Dans l'affirmative, par quels moyens une telle sensibilisation pourrait-elle être envisagée?
- Le Ministre peut-il confirmer l'absence de structures spécialement adaptées pour accueillir les personnes adultes souffrant d'hyperactivité? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement en vue d'améliorer l'encadrement des personnes adultes concernées?

Réponse (15.3.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Le syndrome de l'ADHD, Attention Deficit Hyperactivity Disorder, représente un ensemble de troubles divers pouvant avoir des expressions d'hyperactivité motrice, de déficience d'attention, de manque de contrôle de réactions impulsives, de réactions sociales inadéquates...

La simultanéité et l'importance de ces expressions diverses peuvent être très différentes entre personnes touchées, mais également pour une même personne elles peuvent se modifier profondément au cours de la vie ou se présenter de manière différente selon les situations environnantes. Dans beaucoup de cas les pathologies sont souvent très manifestes lors de l'enfance et s'atténuent ou se «mono» focalisent à l'âge adulte.

Il s'agit d'images pathologiques complexes avec des perturbations possibles dans le système psychosocio-biologique d'un individu. Le suivi ou le «management» de cette pathologie est tout aussi complexe et demande absolument une approche interdisciplinaire cohérente entre tous les intervenants concernés et intervenant aux trois dimensions mentionnées.

Un diagnostic précoce, une information et un accompagnement continu des parents, un suivi multidisciplinaire et intersectoriel de l'enfant tout au long de sa scolarité, peuvent permettre une évolution très positive de la maladie, une stimulation positive des compétences de l'enfant et une bonne gestion des expressions pathologiques gênantes: l'enfant, l'adolescent, l'adulte, sa famille, son entourage apprennent à vivre et à «manager» la maladie.

Malheureusement, dans beaucoup de cas encore la maladie n'est pas ou seulement tardivement identifiée, la prise en charge se réduit à une intervention unidimensionnelle (seulement médicale, ou pédagogique, ou sociale...) et l'enfant vit dans un système psycho-socio-biologique de plus en plus en déséquilibre. C'est notamment ce déséquilibre croissant qui souvent est à l'origine de pathologies chroniques conséquentes: troubles graves du comportement, toxicomanie, dépression, suicides, borderline syndroms... dont souffrent à l'âge adulte une partie des personnes chez qui les troubles d'ADHD n'ont pas trouvé une considération suffisante lors de l'enfance qui répondent à la complexité du syndrome.

1. Le Ministère de la Santé a connaissance de la problématique complexe des personnes atteintes de ADHD.

2. Nous pensons qu'une campagne ample de sensibilisation auprès des professionnels de la santé, du personnel enseignant et des parents serait importante. Dans le cadre des efforts pour la promotion de la santé mentale qui sont fait en relation avec la réforme de la psychiatrie l'ADHD trouvera une considération spécifique.

3. Je suis d'avis que particulièrement dans le cas des pathologies ADHD les démarches systémiques et interdisciplinaires sont particulièrement importantes et décisives pour la bonne prise en charge des personnes et des familles atteintes. Des efforts particuliers devront se multiplier pour améliorer les diagnostics précoces et la connaissance des troubles, et pour la mise en place d'équipes pluriprofessionnelles d'accompagnement et de suivi qui prennent en compte la globalité du vécu psycho-socio-biologique de l'enfant et de sa famille. Il ne s'agit pas seulement de traiter les troubles pathologiques, mais également de promouvoir les compétences et les capacités psychosociales de la personne touchée (de sa famille et de son entourage) dans le cadre de vie usuel. Il est primordial de prévenir les pathologies psychiques secondaires.

Dans ce cadre il faudra mentionner les efforts que nous sommes en train de faire dans le domaine de la réforme de la médecine scolaire où nous prévoyons une amélioration de la prise en charge et du suivi de la santé globale des élèves, ainsi qu'une amplification de la collaboration avec le personnel enseignant.

4. Je doute qu'une structure spécialement adaptée aux besoins des personnes adultes souffrant d'hyperactivité fasse défaut. Je pense plutôt que les démarches actuelles en route dans le domaine de la psychiatrie avec la décentralisation, l'augmentation de structures de proximité, l'amplification des services communautaires et ambulatoires, l'amélioration des approches interdisciplinaires amélioreront la prise en charge et la qualité des vies des personnes atteintes de troubles psychiques, également celles atteintes d'un syndrome d'ADHD.

Question 0911 (9.2.2006) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant la législation des holdings:

Il ressort d'un communiqué de presse publié en date du 8 février 2006 par la Représentation permanente de la Commission européenne au Luxembourg que cette dernière vient d'ouvrir une enquête officielle sur la loi luxembourgeoise de 1929 exonérant les sociétés de la participation financière de l'impôt sur le revenu des sociétés. Il semblerait que la Commission européenne craigne que le régime de la loi de 1929 favorise les groupes

multinationaux établissant leurs activités financières au Luxembourg ce qui constituerait une entrave aux règles régissant la compétitivité.

En effet, les holdings tombant sous le régime de la loi de 1929 (holdings 1929), qui sont des sociétés de droit luxembourgeois, dont l'activité se limite au financement, à la gestion de brevets ou de licences et à la coordination au sein de leurs groupes multinationaux, se trouvent exonérés de tout impôt luxembourgeois. Cela concerne aussi bien les revenus perçus par le biais de dividendes, d'intérêts ou de redevances que les revenus versés sous forme de dividendes et de redevances. La loi de 1929 avait pour objectif de faciliter la redistribution des bénéfices à l'intérieur des groupes multinationaux en leur évitant une imposition multiple. La Commission européenne estime que la mondialisation des marchés financiers et le dispositif moderne régissant les services financiers rendent cette loi obsolète et avance la possibilité que la législation sur les holdings 1929 pourrait cacher une subvention en faveur des sociétés multinationales ayant leur siège au Luxembourg.

L'on est également informé qu'après trois ans d'examen préliminaire la Commission européenne aurait proposé au Luxembourg de modifier progressivement le système prévu par la loi de 1929. Le Luxembourg s'étant cependant opposé à cette proposition, la Commission a décidé d'engager une enquête permettant d'éclaircir si les exonérations fiscales accordées aux holdings 1929 constituent ou non des aides d'État et si ces dernières sont conformes aux dispositions régissant le marché unique.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Finances et du Trésor et du Budget:

- Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent me dire s'ils ont été contactés par les Services de la Commission européenne durant les trois ans d'enquête préliminaire? Si oui, peuvent-ils me dire si les conclusions avancées aujourd'hui se dessinaient à l'époque à l'horizon?
- Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent me renseigner sur les termes de la proposition avancée par la Commission européenne pour modifier progressivement la législation des holdings 1929? Pour quelles raisons le Luxembourg s'est opposé à ces dernières?
- Dans l'hypothèse où la Commission européenne constaterait que la législation sur les holdings 1929 enfreint les règles du marché unique, quelles conséquences cela pourrait-il avoir pour le Luxembourg?

Réponse (1.3.2006) de **M. Luc Frieden**, Ministre du Trésor et du Budget:

Comme suite à la Communication de la Commission sur l'application des règles relatives aux aides d'État aux mesures relevant de la fiscalité directe des entreprises, publiée au Journal officiel des Communautés européennes le 10 décembre 1998, les services de la Commission européenne se sont adressés par écrit aux autorités compétentes luxembourgeoises, une première fois en février 1999, afin qu'elles leur communiquent des renseignements sur certains régimes fiscaux, dont les «sociétés exonérées d'impôts au titre d'une loi de 1929».

Dans le cadre de ladite lettre, les services de la Commission faisaient part de leur intention de vouloir examiner ou réexaminer tous les régimes fiscaux en vigueur dans les États membres, en particulier dans le domaine des services intra-groupe, des services fi-

nanciers, des entreprises d'assurance et des sociétés offshore.

Cet échange de courrier fut suivi par deux demandes de renseignements complémentaires, respectivement en juillet 2000 et en mars 2001.

Finalement par une lettre datant de février 2002, les services de la Direction Générale Concurrence ont informé le Luxembourg de leur intention «de recommander à la Commission d'adopter des propositions de mesures utiles afin d'éliminer les éléments d'aides du système» et ont invité celui-ci à soumettre ses commentaires «afin de commencer la procédure de coopération conformément à l'article 17, paragraphe 2, du règlement (CE) N°659/1999 du Conseil».

Après un courrier en mars 2004 et plusieurs lettres en 2005, la Commission a subséquemment annoncé au Luxembourg par lettre du 20 octobre 2005, qu'elle estime que la société holding constitue une aide existante qui n'est pas compatible avec le marché commun et a proposé aux autorités luxembourgeoises des mesures utiles conformément à l'article 88, paragraphe 1, du traité CE, dont notamment:

a) de refuser le bénéfice du régime luxembourgeois des sociétés holding 1929 à tout nouveau demandeur, dans un délai de 30 jours à compter de la date d'acceptation des présentes mesures utiles;

b) de prendre toutes mesures législatives, administratives et autres nécessaires pour que le régime luxembourgeois des holdings 1929 exonérés soit supprimé ou que tout élément d'aide au sens de l'article 87, paragraphe 1, du traité, qui en résulte, soit éliminé,

c) ...

Tout récemment, la Commission vient d'aviser le Luxembourg de sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE.

Évaluation

J'ai toujours estimé et fait savoir à la Commission qu'elle considère à tort que le régime fiscal applicable aux sociétés holding constituerait une aide d'État dans la mesure où les critères légaux pour que le traitement fiscal des holdings puisse être considéré comme une aide d'État ne sont, à mon avis, pas remplis en l'espèce.

Il en résulte que je n'ai pas pu accepter les propositions de mesures utiles, a fortiori des mesures susceptibles de comporter l'abolition du traitement fiscal des sociétés holding.

Dans ce contexte il y a lieu de relever que la Commission n'a à aucun moment indiqué quelles pourraient être, à part l'abolition pure et simple du régime, les mesures utiles susceptibles d'éliminer tout élément d'aide.

Force est par ailleurs de constater que la Commission n'a selon moi pas tenu dûment compte des amendements apportés au traitement fiscal des sociétés holding par la loi du 21 juin 2005 portant modification de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding Companies). Je tiens d'ailleurs à rappeler que cette législation a trouvé l'approbation tant du groupe Primarolo que du Conseil Ecofin, auquel participe la Commission, dans le cadre des discussions sur le «paquet fiscal» et la fiscalité des entreprises.

Question 0912 (9.2.2006) de **M. Emile Calmes** (DP) concernant l'impact de la renaturation de la vallée de l'Alzette sur la région de Lintgen:

La Centrale paysanne a récemment présenté une étude d'impact sur le projet de renaturation de la vallée de l'Alzette, projet qui sur base d'un règlement grand-ducal prévoit la création d'une zone humide de 64 hectares dans la région de Lintgen et qui y exclut toute activité agricole.

Selon l'étude d'Emmanuel Gille du Centre d'études géographiques de l'Université de Metz, une renaturation de l'Alzette telle que prévue, augmenterait considérablement le risque d'inondation entre les localités de Lorentzweiler et de Lintgen.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre partage-t-il les conclusions de l'étude de Monsieur Gille?
- Quelle suite Monsieur le Ministre entend-il donner au projet de renaturation de la vallée de l'Alzette?
- Monsieur le Ministre prévoit-il de se concerter avec les communes concernées afin de trouver une solution adéquate?
- Monsieur le Ministre prévoit-il de se concerter avec les agriculteurs propriétaires des terrains concernés?

Réponse (14.3.2006) de **M. Lucien Lux**, Ministre de l'Environnement:

1) Au sujet des grandes crues d'hiver, susceptible de générer des problèmes d'inondation, l'étude de Monsieur Gille constate à la page 23 que «concernant les crues majeures, les travaux de renaturation vont dans un premier temps améliorer la situation en terme d'inondation (...) il semble donc assez clairement établi que, du moins dans un premier temps, les populations concernées seront moins menacées qu'actuellement».

L'étude Gille confirme ainsi les résultats de l'étude hydraulique que l'Administration des Eaux et Forêts avait fait établir en vue de la création de la zone humide dans la Vallée de l'Alzette.

Mais l'étude estime ensuite que «à long terme (dix à 15 ans ou plus), avec le développement de la végétation (ligneuse) le stockage devrait retrouver, voir dépasser à l'amont de Lorentzweiler, son niveau actuel en même temps que son caractère inquiétant pour ses populations». L'étude Gille considère donc qu'avec l'installation d'arbres et arbustes, la rugosité de la section augmenterait de sorte que l'écoulement vers l'aval serait diminué, que donc la rétention naturelle des eaux augmenterait et avec elle le risque d'inondation. Si le raisonnement peut être approuvé dans son principe, il faut noter qu'il part d'une hypothèse fautive. En effet, le projet de l'Administration des Eaux et Forêts prévoit que sur l'ensemble de la surface sera mise en oeuvre une exploitation agricole extensive, qui aura justement pour effet d'inhiber la succession naturelle, à savoir l'installation de végétation ligneuse.

Si l'hypothèse de l'étude Gille concernant l'installation d'une végétation ligneuse est ainsi écartée, il y a moyen de revenir à sa constatation initiale selon laquelle le projet engendrera une amélioration de la situation des inondations.

En ce qui concerne les petites crues d'été, l'étude Gille confirme à la page 23 que d'une part elles seront nombreuses (pendant la période de végétation), mais sans danger au point de vue des inondations, et que d'autre part elles «vont effectivement construire rapidement la zone dite amphibienne du projet: il y aura donc transformation des milieux actuels en milieux humides». L'étude confirme ainsi que le but prévu dans la loi concernant les mesures de compensation pour la route du Nord,

c'est-à-dire la création d'une zone humide dans la vallée de l'Alzette, sera atteint.

L'étude Gille estime cependant à la page 26 que «l'usage agricole sera nul ou très réduit». Sur ce point l'Administration des Eaux et Forêts est d'avis que l'étude aurait dû nuancer suivant le type d'exploitation agricole. S'il est vrai que l'exploitation agricole conventionnelle sera difficile sur les parties humides, il convient de rappeler que le règlement grand-ducal et le projet de renaturation prévoient la mise en oeuvre d'une exploitation extensive qui serait adaptée aux conditions stationnelles du site. Les projets de ce genre réalisés jusqu'ici ont montré qu'ils n'ont pas seulement des effets positifs au point de vue écologique, mais qu'ils sont également fondés au point de vue économique.

L'étude Gille considère enfin à la page 26 que «les problèmes d'humidité (liés au niveau de la nappe phréatique) risquent d'être récurrents et amplifiés pour les habitations de Hünsdorf, Lintgen et Prettingen». L'Administration des Eaux et Forêts est cependant d'avis que le rechargement de la nappe phréatique jusqu'à l'état naturel, qui interviendrait ponctuellement d'après l'étude Gille, est a priori à considérer comme un effet positif au point de vue de la protection de la nature, dans la mesure où il aboutirait à la restauration d'habitats des plus menacés, à savoir les zones à résurgences dans les pentes adjacentes à la plaine alluviale. Il convient de rappeler aussi que le règlement grand-ducal exige au chapitre VIII un rehaussement de la nappe phréatique. Il est par contre de l'évidence-même qu'un rehaussement de la nappe phréatique qui aurait des répercussions sur les zones bâties ou sur d'autres constructions ne sera pas accepté. Mais l'étude ne met pas clairement en évidence qu'un tel effet se produirait. Lors d'une réunion avec le bureau d'études qui a établi le projet de renaturation, avec le service géologique et avec l'Administration des Ponts et Chaussées, l'Administration des Eaux et Forêts a constaté que l'étude Gille comporte sur ce point un certain nombre de déficits et de points à clarifier. Voilà pourquoi il est prévu de prendre contact avec le professeur Gille pour discuter ces points. Pour écarter le doute que l'étude Gille a généré au sujet de la question d'une éventuelle modification du niveau de la nappe phréatique, l'Administration des Eaux et Forêts fera élaborer une étude hydrogéologique dont le contenu, les moyens et la finalité seront déterminés en concertation étroite avec le service géologique et avec l'Administration de la Gestion de l'Eau. Si l'étude hydrogéologique venait effectivement à confirmer que le projet de renaturation engendrerait des problèmes au niveau de la nappe phréatique pour les agglomérations avoisinantes, le projet de renaturation sera modifié en conséquence. Il est évident que le projet ne sera exécuté que sous une forme dont il est établi au préalable qu'il ne portera pas préjudice aux zones bâties et autres constructions, et cela par des études scientifiques et techniques acceptées par les Administrations de l'État compétentes dans ces domaines, comme en l'occurrence le service géologique et l'Administration de la Gestion de l'Eau.

2) Conformément à l'article 5 de la loi du 27 juillet 1997 autorisant le Gouvernement à procéder à la construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck, il sera procédé à l'aménagement d'une zone humide dans la Vallée de l'Alzette qui

constitue l'une des mesures compensatoires pour la route du Nord. Une application textuelle de la loi et du règlement grand-ducal du 27 août 1997 y relatif exigerait:

- l'aménagement d'une zone humide de 64 hectares au nord du viaduc sous forme d'une forêt alluviale, c'est-à-dire présupposant l'arrêt de toute activité agricole;
- la mise en oeuvre d'une agriculture extensive au sud du viaduc;
- une exécution du projet par déclaration d'utilité publique.

Le projet, tel que développé par l'Administration des Eaux et Forêts, prévoit une continuation de l'agriculture, extensive il est vrai, sur l'ensemble de la surface et permet même la conservation sur certaines parties (les plus hautes et partant moins humides) de formes d'exploitation intensive. L'exécution du projet se ferait à l'amiable dans le cadre d'un remembrement.

Si, après achèvement de l'étude agricole mentionnée ci-dessous, il y a moyen de trouver un accord, le règlement grand-ducal pourrait être modifié. La modification resterait cependant limitée à la prise en compte de la nouvelle répartition spatiale de la zone humide et du maintien de l'agriculture sur l'ensemble de la surface. En aucun cas une modification du règlement grand-ducal ne peut-elle envisager un abandon complet ou partiel des buts et principes prévus au chapitre VIII du règlement grand-ducal.

Il est rappelé que la route du Nord a engendré des dommages très importants pour l'environnement naturel du pays, et notamment aussi dans la vallée de l'Alzette (sortie du tunnel «Grouft», échangeur de Lorentzweiler, viaduc traversant la plaine alluviale, décharge «Schwunnendall», entrée tunnel «Gousselerbiertg»). Le projet de la route du Nord a été accepté à l'époque sous la condition qu'un certain nombre de mesures compensatoires soient exécutées. Un budget de 800 millions de francs a été réservé à cet effet. Il serait inacceptable que maintenant où la construction de l'ouvrage technique de la route du Nord est pratiquement achevée, l'exécution des mesures compensatoires soit remise en question.

Il est également rappelé que lors de ma conférence de presse du 2 février 2006, j'ai constaté que 80% des zones humides qui existaient encore en 1960 ont aujourd'hui disparu. De ce point de vue aussi, la mesure compensatoire prévoyant la restauration d'une zone humide est donc bien fondée.

3) Dès que l'étude hydrogéologique sera disponible, elle sera présentée et discutée avec les communes. Le cas échéant le projet de la renaturation modifié en conséquence leur sera soumis pour avis. Une discussion sera également menée avec les communes au sujet de l'intégration de la piste cyclable. Enfin le projet d'exploitation agricole extensive et les répercussions de celui-ci sur la récréation et la qualité de vie des habitants de la région sera développé en concertation avec les communes.

4) Un bureau d'études allemand, spécialisé en agronomie et notamment en extensification agricole, a été chargé d'élaborer une étude agricole, dans laquelle seront déterminées:

- les modalités d'exécution pratiques de l'exploitation extensive;
- la composition du revenu pour chaque entreprise agricole sur les terrains incorporés au projet, revenu qui sera constitué en principe de trois éléments:

- réduction des dépenses au niveau du travail, des machines et des produits;

- octroi du subside de biodiversité;
- augmentation du prix de vente dans le cadre d'une commercialisation basée sur les systèmes didactiques de la conservation de la nature;
- les répercussions économiques de l'extensification sur le bilan de chaque exploitation agricole concernée.

L'étude agricole se fera sur base d'entretiens détaillés avec les différents propriétaires et exploitants et en concertation avec les différents services du Ministère de l'Agriculture dont notamment l'Office national du Remembrement, l'Administration des Services techniques de l'Agriculture et le Service d'Économie rurale. Ces entretiens et concertations serviront à inventorier les structures agronomiques des entreprises agricoles concernées et à évaluer leur capacité économique et technique à collaborer au projet.

L'étude est destinée en premier lieu à établir que l'extensification de l'exploitation agricole a un bien-fondé économique, c'est-à-dire peut aboutir à une amélioration de la situation économique au niveau du bilan des entreprises agricoles concernées.

L'étude sera soumise pour examen au groupe de suivi des études agricoles, qui a été institué il y a quelques années sur demande du Ministère de l'Agriculture, et qui comporte des représentants des différents services du Ministère de l'Agriculture et de la Chambre d'Agriculture.

L'étude sera enfin discutée au Comité interministériel chargé du suivi des mesures compensatoires.

Question 0914 (13.2.2006) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant l'émission des cartes d'identité par les communes:

Les cartes d'identité luxembourgeoises sont émises par les communes. L'obtention d'une telle carte suppose l'inscription dans le registre de la population d'une commune située sur le territoire luxembourgeois.

Or, de nombreux ressortissants luxembourgeois sont installés et travaillent à l'étranger, d'autres, de plus en plus nombreux, s'installent dans les régions frontalières au-delà du territoire luxembourgeois. Comme ils ne figurent plus sur le registre de la population d'une commune du Grand-Duché, ils ne peuvent obtenir de carte d'identité.

Cette situation n'est pas sans créer des problèmes à ces ressortissants. Ils doivent se servir de leur passeport comme pièce d'identité. S'ils doivent renouveler leur passeport, ils sont sans pièce d'identité le temps de ce renouvellement qui peut être plus ou moins long selon les circonstances. De façon générale, la carte d'identité est plus pratique à manier.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si le Gouvernement entend modifier les dispositions légales de sorte que tous les ressortissants luxembourgeois, indépendamment de leur domicile, puissent obtenir une carte d'identité?

Réponse (1.3.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

Le Gouvernement a mis en place plusieurs groupes de travail interministériels chargés entre autre de procéder à une refonte complète de la législation sur les registres de la population, de créer un numéro d'identifiant unique respectivement d'introduire des données biométriques dans les documents d'identité. Sont associés à ces travaux

non seulement des agents du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, mais également des agents du Ministère de la Justice, du Ministère des Affaires étrangères, du Centre Informatique de l'État ainsi que les agents en charge de la simplification administrative.

Une réforme ponctuelle des cartes d'identité s'avère peu opportun. La réforme projetée devra tenir compte de l'intérêt général. Or, une adaptation des dispositions légales en vue de satisfaire les intérêts des ressortissants luxembourgeois vivant à l'étranger, ne viserait que l'intérêt particulier de cette catégorie de personnes. Par ailleurs, il y a lieu de trancher d'autres questions liées notamment à la carte d'identité pour enfants, à la carte d'identité électronique/à puce, au regroupement des documents d'identité au niveau étatique, à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. J'estime qu'il convient d'attendre les conclusions et propositions des groupes interministériels en question avant de procéder à une modification de la législation.

Bien que la délivrance des passeports ne fasse partie de mes compétences, j'aimerais toutefois nuancer l'affirmation selon laquelle les Luxembourgeois installés à l'étranger soient sans pièce d'identité le temps du renouvellement de leur passeport. En effet, la durée de validité du passeport étant connue d'avance, la demande de renouvellement est à introduire en temps utile pour éviter que l'«ancien» passeport soit périmé avant que le nouveau passeport ne soit délivré. Ce constat est également valable pour les cartes d'identité.

Question 0915 (14.2.2006) de **M. Lucien Clement** (CSV) concernant l'introduction de la télévision digitale:

Dans la presse quotidienne de ce jour, on a pu lire un article sur les conséquences possibles de l'introduction généralisée de la télévision digitale terrestre. Il semblerait ainsi qu'une diffusion nettement plus ciblée de très nombreuses chaînes de télévision pourrait conduire à un arrêt de leur diffusion sur des territoires où des droits de diffusion ne sont pas formellement acquis aux chaînes concernées. Celles-ci ne seraient pas uniquement les chaînes privées connues, mais également des chaînes publiques qui, pour une raison ou une autre, n'ont jamais obtenu des droits de diffusion de leurs programmes sur le territoire grand-ducal.

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre,

- s'il peut confirmer les risques d'arrêt de diffusion de chaînes télévisées ne disposant pas des droits nécessaires à la diffusion de leurs programmes au Luxembourg;
- dans l'affirmative, si, dans le cadre du passage vers la généralisation de la télévision digitale terrestre, le Gouvernement entend procéder à l'octroi de droits de diffusion au Luxembourg à des chaînes télévisées qui n'en disposent pas à l'heure actuelle, et
- si le phénomène de l'introduction généralisée de la télévision digitale terrestre risque de générer pour les consommateurs des frais supplémentaires en relation avec l'octroi de nouveaux droits de diffusion.

Réponse (24.2.2006) de **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre délégué aux Communications*:

Quant à la première question:

Il est à noter d'abord que la télévision numérique offre de nouvelles

opportunités. Ensuite, le risque auquel l'honorable Député fait référence existe depuis de nombreuses années. Il est exact que les nouvelles technologies, parmi lesquelles la numérique, permettent mieux que par le passé aux diffuseurs de délimiter les zones de diffusion des programmes. Il est aussi à relever qu'au niveau international de plus en plus de programmes sont des programmes payants. Ce mouvement ne s'arrête pas aux frontières du Luxembourg et je peux citer ici les bouquets payants d'ores et déjà mis sur le marché par Coditel.

Quant à la deuxième question:

Le problème n'est pas tant celui d'accorder des droits de diffusion, mais d'œuvrer en ce sens qu'un maximum de programmes soient offerts au Luxembourg à l'avenir. Le problème bien connu dans ce contexte est un problème de droits d'auteurs. Ceux-ci se négocient pays par pays et donc au niveau national (et non communautaire) et les diffuseurs, établis dans les pays voisins, lorsqu'ils achètent les droits, oublient bien souvent d'acquiescer également les droits pour le Luxembourg.

Quant à la troisième question:

Je me permets de renvoyer l'honorable Député à ma réponse aux deux premières questions. Étant donné que de plus en plus de programmes sont payants au niveau international, cela sera sans doute également le cas au Luxembourg à l'avenir.

Question 0916 (15.2.2006) de **M. Jean-Pierre Koepf** (ADR) concernant l'extension des «Park & Ride» dans le nord du pays:

D'Regierung huet sech am Personentransport als Zil gesat bis zum Joer 2020 e Verhältnis vu 25 zu 75% ungestriewen. Fir datt d'Leit vum öffentliche Transport solle verstärk Gebrauch maachen, muss dëse menger Meinung no awer verbessert ginn.

Ee vun de Problemer ass, datt d'Park & Ride bei verschiddene Garé vill ze kleng sinn an hei drängt sech den Ausbau vun de Parkinge well méi laang op. Op der Nordstreck wëll ech nëmmen op e puer hiweisen, déi vill ze kleng sinn, zum Beispill Klierf, Wëlwerwol, Kautebaach, Wolz, Ettelbréck asw.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Häre Ministeren:

- 1) Sinn an nächster Zäit Vergrößerunge vu Parkinge bei de Garé geplangt? Wa jo: Wou a fir wéini?
- 2) Besteet ee Gesamtplan fir dësen Dossier enger Léisung zouzeferieren? Wa jo: Wéi gësst dëse konkret aus? Wann neen: Wat sinn déi genee Grënn fir dës Entscheidung?

Réponse commune (21.3.2006) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics* et **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

1. Sinn an nächster Zäit Vergrößerunge vu Parkinge bei de Garé geplangt? Wa jo: Wou a fir wéini?
2. Besteet e Gesamtplan fir dësen Dossier enger Léisung zouzeferieren? Wa jo: Wéi gësst dëse konkret aus? Wann neen: Wat sinn déi genee Grënn fir dës Entscheidung?

1) Am Sënn vun enger Verbesserung vun der Offer vum öffentlichen Transport fir d'Erreeche vun engem „modal split“ vu 25% fir den Horizont 2020 ass et d'Zil, fir d'Leit derzou ze beweegen, sou fréi wéi méiglech op den öffentlichen Transport zréckzegräifen.

Lo ass et awer a siedlungsarme Regionnen aus Käschten- a Renta-

biliteitsgrënn net ëmmer méiglech iwwerall en effikassen an attraktiven öffentlichen Transport unzubidden. Dofir d'Iddi vun de Park & Riden, déi et erméiglechen, d'Verkéisersstrëem ze bündelen a soumat de Grondsteen fir e staarken öffentlichen Transport ze leeën.

Well den Zuch méi e performant Verkéisersmëttel duerstellt wéi e Bus, besonnesch, wa gréisser Distanzen zréckzeleeë sinn, ass et dowéinst erstriewenswäert, méiglechst vill Verkéisersstrëem iwwer d'Eisebunn ze leeden an zousätzlech Voyageuren duerch d'Schafe vu Park & Riden fir dës Verkéisersmëttel ze gewannen. Sou bidden hautdësdaags praktesch all Garen am Land dem Voyageur d'Méiglechkeet, säin Auto op engem P&R stoen ze loossen a säin Trajet mam öffentlichen Transport weiderzeféieren.

Dobäi ass ze bemierken, datt grundsätzlech tëschent lokalen a regionalen Park & Riden ze ënnerscheeden ass.

Während déi lokal Park & Riden éischter fir d'Leit aus dem noen Anzuchsberäich vun de Garen oder Arrêté geduecht sinn an och relativ kleng ausgeluecht sinn, leien déi regional Park & Riden um hallwe Wee vu gréisser Verkéisersstrëem, sinn direkt un déi grouss Achse vum Stroossennetz ugeschloss a bidden och méi Parkraum.

Am Allgemenge kann ee soen, datt d'Park & Ride a permanent Evolution sinn, well se je no Besoin vun der Clientèle, vu finanzielle Moyenen an am Accord mat de lokalen Autoritéiten ausgebaut ginn.

Fir dës Besoinen ze erkennen an d'Planifikatioune vun de Park & Riden un der Clientèle ze orientéieren, gi regelméisseg Recensementer iwwer d'Occupatioun vun de Parkinge gemaach.

Wann d'Nécessitéit vun engem Ausbau vun de Park & Riden do ass an déi lokal Autoritéiten déi néideg Moyene fir eng finanziell Bedeelegung hunn, ginn Avant-projeten développéiert, déi an de Programme pluriannuel vun den Investissementer ageschriwwen ginn.

Sou sinn op der Ligne Lëtzebuerg-Élwen Extensioune vun de Park & Riden bei den Arrêté Lëntgen, Miersch (Gare routière an éischt Phas vum Parking), Colmar-Bierg, Schieren, Méchela, Klierf a Wolz realiséiert ginn.

Déi aktuell Programmation quinquennale gësst Extensioune zu Heeschdref, Miersch, Giewelsmilen, Wëlwerwol, Klierf, Élwen a Wolz vir.

Weider rezent Extensioune vun de Parkinge si realiséiert ginn zu Beebebuerg, Stengefort, Rodange a Rued (alleguer déi hei am Kader vun der Kreatioun vu Gare-routière) wéi och zu Nidderkäerjeng, Bartreng (amgaang), Betzder, op der Kap, zu Diddeleng (amgaang), Klengbetten, Lëtzebuerg (éischt Phas vum Parking payant), Mamer, Manternach, Mënsbech an Téiteng.

Am Tableau pluriannuel vun den Investissementer si weiderhin folgend Extensioune virgesinn: Mënsbech, Wecker, Bartreng-Stroossen, Dippech, Rodange, Wandhaff/Stengefort a Klengbetten (Ausbesserung).

Leider bitt sech allerdéngs net ëmmer d'Méiglechkeet fir en Ausbau vun de Parkingen, well besonnesch déi lokal Park & Riden bei de Garen dacks an engem Siedlungsgebitt leien.

2) Ee Gesamtplan vun dem Ausbau vun de Park & Ride besteet an der Form vun der Strategie „mobilitéit.lu“, déi zwou Ceinturen vu P&R-Anlage mat regionalem Charakter virgesäit.

Eng éischt Ceinture ass laanscht d'Landesgrenz ugesiedelt, fir de

Grenzpendler méiglechst fréi, dat heescht op der Grenz, d'Méiglechkeet ze bidden, fir op den öffentlichen Transport ëmzesteigen.

Eng zweet Ceinture vu P&R-Anlagen ass am Émland vun der Stad Lëtzebuerg geplangt a soll d'virgelagert Anzuchsgebitt vun der Stad erschliessen. Dat sinn haaptsächlech déi Gebidder zwëschent der Hauptstadt an de grouss Siedlungen am Süden an am Weste vum Land.

D'Iwwersicht vum Stand vun der Realisatioun vun dësen Park & Ride gësst esou aus:

Uertschaft	aktuelle Stand
Grenzgürtel	
Steinfort/fronière	2002 mat 170 Emplacementen opgaangen.
Rodange/fronière	Etüde fir den Emplacement vum P&R si virgesinn.
Belval-Usines	Etüden amgaang; Realisatioun mat der éischter Phas vun der Antenne ferroviaire.
Audun-le-Tiche	Extensioune am Oktober 2003 a Service geholl; 125 Emplacementen.
Rumelange	1. September 2005 a Betrib geholl ginn; 100 Emplacementen.
Volmerange-les-Mines	Realisatioun am Dezember 2003; 170 Emplacementen.
Hettange-Grande	Operationell; 150 Emplacementen.
Dudelange/poste frontalier	Am Moment kee Projet amgaang.
Frisange/fronière	Am Mee 2005 opgaangen; 156 Emplacementen.
Regionalgürtel	
Dippach/Gare	Recherche vun engem gëeegente Site ass amgaang.
Foetz	Ee Projet ass am Kader vun der Neibaustreck Lëtzebuerg-Esch/Alzette virgesinn.
Höhenhof	Ee Site ass am Gesetz vum Raccordement ferroviaire vum Kirchberg a vum Findel festgeluecht ginn a muss nach autoriséiert ginn.
Mamer/Capellen	D'Etüde sinn nach net amgaang.

Ausserdeem gëtt en Inventaire vun de bestehende Park & Riden an en Ausbléck op déi zukünfteg P&R-Projeten an engem separate Kapitel vum Plan sectoriel Transports gemaach.

Question 0919 (15.2.2006) de **MM. Ali Kaes, Marcel Oberweis** et **Marc Spautz** (CSV) concernant la création d'emplois au Luxembourg:

Il est appelé que les soussignés ont adressé une question parlementaire à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur concernant le nombre et la nature des emplois créés au Luxembourg. Il s'agit de la question parlementaire N°0677 (cf. *compte rendu N°4 et N°8/2005-2006*) du 20 octobre 2005 (qui fait partie intégrante de la présente). Une première réponse ministérielle datée du 28 novembre 2005 ne leur ayant pas donné entièrement satisfaction, les soussignés ont souhaité obtenir des précisions. Dans sa réponse complémentaire, le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur donne à considérer que l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS) serait, entre autres, en mesure d'apporter les précisions requises par les soussignés. En effet, il résulte de la réponse complémentaire du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur «qu'une étroite collaboration entre le Statec et l'IGSS, ainsi qu'un affinement de l'analyse des fichiers de l'IGSS et du Statec devraient permettre à l'avenir de mieux cerner la problématique de la création d'emploi.»

Il s'en suit que l'IGSS respectivement le Centre d'affiliation de la sécurité sociale ont développé ces derniers années des outils et méthodologies statistiques adéquates permettant notamment de déterminer le nombre de salariés en détachement, voire de préciser si le

nouvel poste créé est un poste à temps plein ou à temps partiel. En d'autres termes, l'IGSS dispose d'ores et déjà d'une banque de données concernant le nombre et la nature des emplois créés au Luxembourg ces dernières années.

D'après Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur 8.731 emplois auraient été créés entre septembre 2004 et septembre 2005. Or, les soussignés ont déjà pu constater que tout établissement de société au Luxembourg ne s'accompagnait pas nécessairement d'une création

nette d'emplois profitant aux salariés résidents et frontaliers respectivement que de nombreux emplois, tout en étant réels, ne peuvent être considérés comme ayant été créés car transférés. Par ailleurs, il échet de souligner que près du tiers des emplois créés dernièrement le sont dans des domaines qui se caractérisent par un recours considérable aux contrats de travail à durée déterminée.

Dans ce contexte, les soussignés auraient aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Parmi les emplois créés entre septembre 2004 et septembre 2005, quelle est la part des emplois fictifs respectivement des emplois réels, mais transférés et non créés? En d'autres termes, quel est le nombre exact d'emplois réellement créés au Luxembourg sur base annuelle en comparant le premier semestre 2005 par rapport à la même période de l'année précédente?
- Parmi les nouveaux postes créés, combien sont des postes à temps plein respectivement des postes à mi-temps, voire des postes d'intérim? Quelle est, plus particulièrement, la part des tâches ou des postes d'intérim dans le secteur de l'immobilier, de la location et des services aux entreprises?

Réponse (20.3.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Dans leur question parlementaire dont le sujet rejoint celui de la question du Député John Castegnaro, les Députés Ali Kaes, Marcel Oberweis et Marc Spautz auraient aimé savoir «quelle est la part des emplois fictifs respectivement des emplois réels, mais transférés et non créés? En d'autres termes, quel est le nombre exact d'emplois réellement créés au Luxembourg sur base annuelle

en comparant le premier semestre 2005 par rapport à la même période de l'année précédente?»

Dans leur question sur le même sujet en date du 20 octobre 2005, les Députés avaient déjà formulé une question similaire, à laquelle le Ministre de l'Économie et du Commerce a répondu. Le Ministre a précisé dans sa réponse complémentaire «qu'une étroite collaboration entre le Statec et l'IGSS ainsi qu'un affinement de l'analyse des fichiers de l'IGSS et du Statec devraient permettre à l'avenir de mieux cerner la problématique de la création d'emplois.»

Les Députés tirent la conclusion de cette réponse «que l'IGSS respectivement le Centre d'affiliation de la sécurité sociale ont développé ces dernières années des outils et méthodologies statistiques adéquates, permettant notamment de déterminer le nombre de salariés en détachement, voire de préciser si le nouveau poste créé est un poste à temps plein ou à temps partiel. En d'autres termes, l'IGSS dispose d'ores et déjà d'une banque de données concernant le nombre et la nature des emplois créés au Luxembourg ces dernières années.»

Il est vrai que l'IGSS établit ses statistiques à partir des fichiers de la sécurité sociale. Ces fichiers se basent sur les déclarations d'entrée et de sortie de l'affiliation, faites par les employeurs pour leurs salariés ainsi que sur la collecte des salaires faite par le CASS en vue du calcul des cotisations dues à la sécurité sociale. Depuis 2002, ces données sont regroupées dans un «Datawarehouse» facilitant l'élaboration de statistiques.

Malheureusement ces informations ont leurs limites, d'ailleurs bien énoncées dans la réponse du Statec. Dans ce contexte il s'impose de rappeler quelques remarques méthodologiques publiées dans le rapport au Comité de coordination tripartite du 19 mars 2003 concernant les emplois «virtuels»:

- Les fichiers de l'affiliation à la sécurité sociale ne recensent pas les postes de travail, mais les contrats de travail.
- Dans les statistiques de l'IGSS, chaque personne n'est comptée qu'une seule fois, même si elle a des contrats auprès de plusieurs employeurs.
- Lorsqu'une entreprise a plusieurs activités économiques, elle est classée dans les tableaux de l'IGSS sous la branche économique de son activité principale.
- Dans le cas d'un changement de l'activité principale d'une entreprise, celle-ci est reclassée dans les tableaux de l'IGSS sous la nouvelle branche économique. Cela peut amener à des fluctuations importantes de l'emploi recensé dans l'ancienne et la nouvelle branche économique.

Par ailleurs, l'affiliation à la sécurité sociale se fait au regard des règles du droit national et du droit communautaire. Les critères juridiques prévalent en l'occurrence sur les appréciations d'ordre économique.

Le phénomène de la délocalisation d'entreprises vers le Luxembourg n'est pas détectable à l'aide de simples statistiques. Pour le moment l'IGSS ne dispose d'aucun outil pour vérifier la constatation des Députés que «tout établissement de société au Luxembourg ne s'accompagnait pas nécessairement d'une création nette d'emplois profitant aux salariés résidents et frontaliers...».

La réponse de Monsieur le Ministre de l'Économie a également déjà attiré l'attention des Députés sur l'impossibilité de chiffrer les affiliations fictives voire frauduleuses à la sécurité sociale.

L'analyse de la situation sur le marché du travail à partir des fichiers de la sécurité sociale est difficile. Sur le marché de travail il y a tellement de fluctuations (24.654 déclarations d'entrée et 22.650 déclarations de sortie au seul mois de novembre) qu'il est imprudent de tirer des conclusions du chiffre du solde d'emplois résultant de la juxtaposition de deux photos à des dates prédéfinies en appelant le résultat de ce calcul les emplois créés au Luxembourg pendant une période donnée. Même la subdivision des statistiques en occupations à temps plein respectivement à mi-temps est assez délicate. Bien qu'il existe deux variables dans les fichiers de la sécurité concernant le temps de travail, ces informations sont à prendre avec prudence, alors que des réponses incorrectes de la part des employeurs n'entraînent aucune sanction.

En résumé on peut affirmer que pour le moment par le biais des fichiers à sa disposition, l'IGSS n'a aucun moyen pour détecter un emploi nouvellement créé à la base et certainement pas d'outil pour identifier un emploi «fictif», un emploi transféré ou bien un emploi réellement créé, si par «nouvellement créé» on entend un emploi avec une nouvelle tâche n'existant pas encore au sein de l'entreprise à l'observation précédente.

Pour répondre à la question concernant la création d'emplois au Luxembourg, il faudra passer par trois étapes:

1. chercher un accord entre tous les acteurs concernant les définitions à utiliser en matière d'emploi (p.ex. définition de l'emploi fictif, de la création réelle d'emplois) en tenant compte des contraintes en matière de droit du travail et de sécurité sociale et s'assurer des possibilités d'application de ces définitions;

2. améliorer la fiabilité des informations de la sécurité sociale utilisées pour établir des statistiques. Il est vrai que maintes données font partie intégrante des déclarations des employeurs: les heures de travail par mois/semaine, le motif de cessation d'un contrat de travail, le type du contrat de travail (à partir du 1^{er} mai 2005) pour n'en citer que quelques unes. Mais le Centre commun de la sécurité sociale n'a ni les moyens juridiques, ni le personnel pour veiller au remplissage correct des éléments collectés à des fins purement statistiques. Il en résulte que la qualité des données en souffre;

3. en supposant qu'un consensus concernant les définitions à utiliser soit trouvé et que les efforts concernant une amélioration de la qualité des données aient porté fruit, le marché de travail devra être analysé sous un nouvel angle. On devra passer de la juxtaposition de deux photos statiques de l'emploi à l'analyse des flux sur le marché de travail. Les mouvements des employeurs (changement de la dénomination, de la personnalité juridique, de l'activité principale des entreprises, faillite, transfert du lieu de production etc.) et des salariés (réduction du temps de travail, interruptions pour cause familiale ou autre et cessation de travail) doivent être suivis pour discerner la «création réelle d'emplois au Luxembourg».

Alors que l'analyse de la situation du marché de l'emploi ne constitue pas l'attribution primaire de l'IGSS, l'approche décrite nécessiterait une coopération renforcée avec le Ministère du Travail et de l'Emploi, l'Administration de l'emploi et le Statec, auxquels on associera avantagèrement un institut de recherche.

En ce qui concerne le volet «travail intérimaire», il existe des statistiques mensuelles qui pourront être affinées au besoin.

Question 0923 (16.2.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** et de **M. Jean-Pierre Klein** (LSAP) concernant les **installations sanitaires dans les ateliers techniques des administrations communales**:

Il semble que certaines communes ne recrutent pour les besoins d'une partie de leurs services techniques (régies/voirie) que des hommes. Un argument avancé du moins de façon non formelle pour justifier cette pratique serait le manque d'installations sanitaires convenant aussi bien aux hommes qu'aux femmes dans les ateliers des communes. En effet, ces ateliers ne sont souvent équipés que d'un seul vestiaire, d'une seule douche et/ou d'un seul WC. Si ce problème peut paraître accessoire, il n'exprime pas moins un manque de volonté pour rompre avec des traditions discriminatoires.

- Est-ce que Madame la Ministre peut nous confirmer si ce problème persiste dans bon nombre de communes? Dans l'affirmative, quelle mesure entend-elle entreprendre pour remédier à cette situation?
- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner si l'État accorde des subsides aux communes lorsque celles-ci construisent de nouveaux ateliers pour leur personnel technique? Dans l'affirmative, est-ce que ces subsides sont liés à des critères à respecter par la commune? Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'on devrait introduire dans ce contexte des critères pour garantir que ces ateliers soient adaptés aux besoins des hommes et des femmes?
- Est-ce que par ailleurs il ne serait pas opportun de rappeler aux communes qu'elles devraient donner l'exemple en recrutant des femmes pour des métiers qui sont traditionnellement réservés aux hommes?

Réponse commune (20.3.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de l'Égalité des chances* et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Le Gouvernement ne dispose pas de statistiques sur l'équipement des vestiaires et installations sanitaires dans les bâtiments des services techniques communaux. Conscients de la problématique soulevée dans la question parlementaire et de la subsistance d'autres traditions discriminatoires, les deux Ministres concernés ont adressé, ensemble avec le Syvicol, la circulaire N°2501 du 5 juillet 2005 aux communes pour les inciter à modifier leur comportement de manière à mieux respecter l'égalité des chances entre femmes et hommes. D'autre part, les communes ont été sensibilisées à la politique de l'égalité des chances lors de la journée des élus locaux le 23 janvier 2006 à Roeser qui a pour thème «l'égalité entre les femmes et les hommes dans les villes et communes luxembourgeoises».

Le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire accorde une aide financière aux communes lors de la construction d'ateliers pour les besoins de leur personnel technique. Il ne s'agit en l'occurrence pas d'un subside de promotion, mais d'une aide accordée aux communes pour leur permettre de remplir leurs missions obligatoires. Le montant accordé varie en fonction de la situation financière de la commune.

L'adaptation des installations sanitaires aux besoins du personnel technique masculin et féminin des communes relève de la seule compétence des autorités communales. Le Gouvernement ne saurait que continuer à sensibiliser les élus locaux pour agir dans l'intérêt de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Vu les changements intervenus à la tête de certaines communes suite aux élections communales du 9 octobre 2005, les deux Ministres concernés se proposent de rappeler la circulaire N°2501 du 5 juillet 2005 aux communes et de préciser notamment que le recrutement par les communes de femmes travaillant dans des métiers atypiques serait un bon exemple de mise en œuvre de la circulaire.

Question 0924 (16.2.2006) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant l'**introduction du système TNT (Télévision Numérique Terrestre)**:

Il me revient par voie de presse («Télécran» du 15 février 2006) que l'introduction système TNT (Télévision Numérique Terrestre) est prévue pour la fin de l'année 2006. La diffusion terrestre hertzienne, qui reste le mode unique de réception de la télévision pour bon nombre de foyers luxembourgeois, pourra alors bénéficier des techniques de compression numérique. Celles-ci permettront de proposer aux téléspectateurs une panoplie de chaînes, locales, nationales et internationales sans modification de leur antenne mais à condition de disposer d'un téléviseur ou d'un décodeur adapté.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué aux Communications:

- Selon l'auteur de l'article, les chaînes de télévisions internationales pourraient priver les téléspectateurs luxembourgeois de la réception de leurs programmes - ceci à cause de problèmes de droits d'auteurs non résolus. Monsieur le Ministre partage-t-il cet avis? Dans l'affirmative, par quels moyens le Gouvernement pourra-t-il éviter un tel scénario?
- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les ménages disposant d'une parabole risquent d'être confrontés au même problème?
- Monsieur le Ministre partage-t-il également l'avis qu'après l'introduction du système TNT, la réception de programmes internationaux deviendra payante?
- L'affirmation que bon nombre de chaînes de télévision étrangères ne disposent pas d'une licence pour l'offre de leurs programmes à la clientèle luxembourgeoise est-elle exacte? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement pour résoudre ce problème?

Réponse (8.3.2006) de **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre des Communications*:

En réponse à la question de l'honorable Député, je voudrais à titre liminaire rappeler que la télévision numérique offre de nouvelles opportunités.

Quant au risque auquel l'honorable Député fait référence, celui-ci existe depuis de nombreuses années et n'est pas exclusivement lié à la diffusion numérique. Il est cependant exact que les nouvelles technologies, parmi lesquelles la numérique, permettent mieux que par le passé aux diffuseurs de délimiter les zones de diffusion des programmes. Il est aussi à relever qu'au niveau international de plus

en plus de programmes sont des programmes payants. Ce mouvement ne s'arrête pas aux frontières du Luxembourg et je peux citer ici les bouquets payants d'ores et déjà mis sur le marché par Coditel.

Comme le souligne à juste titre l'honorable Député, le problème bien connu dans ce contexte est un problème de droits d'auteurs. Ceux-ci se négocient pays par pays et donc au niveau national (et non communautaire) et les diffuseurs, établis dans les pays voisins, lorsqu'ils achètent les droits, oublient bien souvent d'acquiescer également les droits pour le Luxembourg.

Il s'agit donc d'œuvrer en ce sens qu'un maximum de programmes soient à l'avenir offerts au Luxembourg.

J'ajoute qu'au vu du fait que de plus en plus de programmes sont déjà payants au niveau international, cela sera sans doute également le cas au Luxembourg à l'avenir.

La situation n'est pas fondamentalement différente pour la réception par satellite.

Question 0925 (17.2.2006) de **M. Claude Adam** (DÉI GRÉNG) concernant le **site du Campus Walferdange**:

Vu la décision du Conseil de Gouvernement de décembre 2005 d'implanter la Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'éducation à Belval-Ouest j'aimerais poser quelques questions concernant la future destination du site du Campus Walferdange.

- Depuis plusieurs années déjà, le site du campus de Walferdange subit d'importants travaux de rénovation et de transformation. Quelle est l'enveloppe budgétaire pour ces travaux?
- Est-ce que la décision du Conseil de Gouvernement a une influence sur la poursuite de ces travaux?
- Quelle sera l'affectation de ce site à moyen et à long terme?
- Quel usage fera-t-on du hall sportif de Walferdange, bâti pour les besoins de l'Institut Supérieur d'Études et de Recherches Pédagogiques (ISERP) et financé en grande partie par l'État?
- Est-ce que les autorités locales, notamment le conseil communal de la commune de Walferdange, seront impliquées aux discussions concernant le futur développement du site.

Réponse commune (24.3.2006) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

Depuis 1998, l'Administration des Bâtiments publics a entrepris des travaux de remise en état et de transformation dans le cadre de l'ancien ISERP à Walferdange, actuellement UNI Luxembourg.

Le montant investi à ce jour est de 3.720.000 €, tandis que les budgets de 2006 et 2007 prévoient encore un investissement de 1.555.000 € à charge des fonds d'investissements publics scolaires. Toutefois, les travaux sont actuellement arrêtés en attente d'une décision quant à l'utilisation future des bâtiments dont il s'agit.

À noter que pour être complet des travaux de réaménagement du parc de Walferdange ont été entrepris depuis 2003.

Le montant investi à ce jour est de 1.155.000 €, tandis qu'il est prévu pour le budget 2006 un investissement de 800.000 €, à charge des fonds d'investissements publics

administratifs, ce qui fait un total de 1.955.000 €.

Par la loi du 21 janvier 2000 l'État a été autorisé à participer financièrement à la construction du hall sportif (coût total 291.500.000 LUF) pour les besoins de l'ISERP, pour un montant maximal de 160 millions de francs (paiements effectifs: 155 millions LUF), et est devenu copropriétaire du hall proportionnellement à sa participation financière, soit à 55%. En dehors des infrastructures sportives, l'ISERP utilise également deux salles de classe y aménagées.

Pour ce qui est de l'affectation à moyen et long terme du site ainsi que du hall sportif, aucune décision n'a été prise à ce jour. Il nous semble évident que l'Administration communale de Walferdange devra être impliquée dans les discussions y relatives.

Question 0927 (17.2.2006) de **Mme Colette Flesch (DP)** concernant la **transposition des directives européennes:**

Le Secrétariat général de la Chambre des Députés nous a transmis un tableau synoptique relatif à la transposition des directives européennes. Il en résulte que la transposition de 29 directives relevant de la compétence du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est en souffrance. Pour la transposition de quatre d'entre elles, des projets de loi ont été déposés.

Pour 25 directives aucun instrument de transposition n'a été déposé bien que le délai de transposition soit dépassé ou proche de son expiration.

- Le Ministre peut-il indiquer quelles sont les raisons de cet état de choses?
- Peut-il préciser selon quel calendrier il entend déposer les différents projets de loi portant transposition?

Réponse (20.3.2006) de **M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:**

L'honorable Député se réfère à un tableau synoptique relatif à la transposition des directives européennes pour constater que la transposition de 29 directives relevant de la compétence du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural restent en souffrance et pour demander la raison de cet état des choses ainsi que des précisions quant au calendrier du dépôt des différents projets de loi portant transposition des directives concernées.

Étant donné que la question parlementaire porte à la fois sur le nombre de directives à transposer et sur la procédure de leur transposition, je répondrai à l'un et à l'autre de ces deux aspects.

Quant à la procédure de transposition des directives relatives au domaine agricole, je voudrais informer l'honorable Madame Flesch que la transposition de ces directives se fait usuellement par la voie du règlement grand-ducal et non par le biais de la procédure législative, sachant que pour les différents secteurs concernés des lois existantes constituent une base légale suffisante pour assurer la transposition. Il s'ensuit que le constat quant au dépôt des instruments de transposition est erroné et il ne saurait permettre de conclure à un quelconque retard dans la transposition de directives communautaires.

Quant au nombre de directives à transposer, force est de constater que le constat global de l'honorable Parlementaire omet de distinguer entre le nombre de directives dont le délai de transposition est échu et celui dont ce délai n'est

pas encore échu et pour lesquelles il n'y a partant pas de retard dans la transposition.

Ainsi, une analyse plus attentionnée des directives en souffrance fait ressortir que le délai de transposition vient seulement d'échoir pour cinq directives, à l'égard desquelles je voudrais, toutefois, préciser que leur transposition est en cours de procédure.

Ces chiffres démontrent qu'après un certain ralentissement, dû aux priorités imposées par la présidence de l'Union européenne, un important travail de rattrapage a été accompli et notre Ministère s'efforcera à ce que dorénavant une transposition de toutes les directives puisse être réalisée avant leur échéance.

Ceci dit et sur un plan plus général, il m'importe de souligner qu'en raison du fait que le secteur agricole est le seul à être complètement intégré dans une politique communautaire, le nombre de directives à transposer en droit national est depuis des années le plus important, et qu'en comparaison avec d'autres secteurs le nombre des directives restées en souffrance est certainement à relativiser.

Question 0929 (17.2.2006) de **Mme Colette Flesch (DP)** concernant la **transposition des directives européennes:**

Le Secrétariat général de la Chambre des Députés nous a transmis un tableau synoptique relatif à la transposition des directives européennes. Il en résulte que la transposition de onze directives relevant de la compétence du Ministère de l'Environnement est en souffrance. Pour la transposition de quatre d'entre elles, des projets de loi ont été déposés. La transposition de trois d'entre elles doit faire l'objet de règlements grand-ducaux qui, toutefois, n'ont pas encore été adoptés.

Pour quatre directives aucun instrument de transposition n'a été déposé bien que le délai de transposition soit dépassé ou proche de son expiration.

- Le Ministre peut-il indiquer quelles sont les raisons de cet état de choses?
- Peut-il préciser selon quel calendrier il entend déposer les différents projets de loi portant transposition?

Réponse (1.3.2006) de **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement:**

La dernière synthèse chiffrée des directives restant à transposer en droit luxembourgeois date du 21 février 2006. Alors que le secteur de l'environnement est concerné par onze directives, le Ministère de l'Environnement est en charge de la transposition de huit de ces directives, à savoir dans l'ordre chronologique:

- la directive 2001/42/CE «évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement», pour laquelle la date limite de transposition est le 21 juillet 2004;
- la directive 2002/49/CE «gestion du bruit», pour laquelle la date limite de transposition est le 18 juillet 2004;
- la directive 2003/35/CE «plans et programmes relatifs à l'environnement», pour laquelle la date limite de transposition est le 25 juin 2005;
- la directive 2004/12/CE «emballages et déchets d'emballages», pour laquelle la date limite de transposition est le 18 août 2005;
- la directive 2004/35/CE «responsabilité environnementale», pour laquelle la date limite de transposition est le 30 avril 2007;

- la directive 2004/101/CE «mécanismes flexibles de Kyoto», pour laquelle la date limite de transposition est le 13 novembre 2005;
- la directive 2005/33/CE «teneur en soufre des combustibles marins», pour laquelle la date limite de transposition est le 11 août 2006, et
- la directive 2005/88/CE «émissions sonores des matériels utilisés à l'extérieur des bâtiments», pour laquelle la date limite de transposition est le 31 décembre 2005.

Pour deux de ces réglementations, et plus précisément les directives 2004/101/CE et 2004/12/CE, les textes de transposition - sous la forme respectivement d'une loi et d'un règlement grand-ducal - feront l'objet sous peu d'une publication au Mémorial.

La directive 2005/33/CE fait l'objet d'un projet de règlement grand-ducal, qui a été approuvé par le Conseil de Gouvernement en sa séance du 9 décembre 2005 et qui est engagé dans la procédure d'approbation réglementaire.

La directive 2005/88/CE fait l'objet d'un projet de règlement grand-ducal, qui a été approuvé par le Conseil de Gouvernement en sa séance du 27 janvier 2006 et qui est engagé dans la procédure d'approbation réglementaire.

Pour ce qui est de la directive 2002/49/CE, un projet de loi de transposition (N°5206) avait déjà été déposé à la Chambre des Députés le 8 septembre 2003, sans toutefois bénéficier d'un caractère urgent ou prioritaire; le Luxembourg vient d'être saisi d'un recours en manquement; le vote du projet de loi est escompté avant la fin de la session parlementaire 2005-2006.

Pour ce qui est de la directive 2003/35/CE, elle a été partiellement transposée en droit national respectivement par un règlement grand-ducal du 14 juillet 2005 modifiant la réglementation en matière d'évaluation et de gestion de la qualité de l'air ambiant et par une loi du 25 novembre 2005 modifiant la législation en matière de prévention et de gestion des déchets. À part le volet «protection des eaux contre la pollution par les nitrates» qui relève du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, un dernier volet non encore transposé en bonne et due forme est constitué par le projet de loi N°5453 modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, qui est en instance de discussion au sein de la Commission de l'environnement de la Chambre des Députés.

Concernant la directive 2001/42/CE, qui concerne une pluralité de départements ministériels, un groupe de travail interministériel a été créé en vue de coordonner les travaux de transposition dans les meilleurs délais. Il sera veillé à ce que diligence soit faite, ceci d'autant plus que le Luxembourg vient d'être saisi d'un recours en manquement.

Concernant la directive 2004/35/CE, les travaux de transposition sont en cours.

Question 0930 (17.2.2006) de **Mme Colette Flesch (DP)** concernant la **transposition des directives européennes:**

Le Secrétariat général de la Chambre des Députés nous a transmis un tableau synoptique relatif à la transposition des directives européennes. Il en résulte

que la transposition de 21 directives relevant de la compétence du Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances est en souffrance. Pour la transposition de onze d'entre elles, des projets de loi ont été déposés.

Pour dix directives aucun instrument de transposition n'a été déposé bien que le délai de transposition soit dépassé ou proche de son expiration.

- Le Ministre peut-il indiquer quelles sont les raisons de cet état de choses?
- Peut-il préciser selon quel calendrier il entend déposer les différents projets de loi portant transposition?

Réponse commune (15.3.2006) de **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances** et de **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget:**

Il convient de relever d'abord que le dernier tableau synthétique des directives européennes, établi par le Secrétariat général de la Chambre des Députés sous la date du 28 février 2006, ne recense sous la rubrique «Finances» plus que 17 directives restant à transposer, dont huit n'ont pas encore fait l'objet d'un projet de loi de transposition. Comme indiqué sur le tableau, la directive 2006/18/CE (taux réduits de TVA) ne requiert pas de transposition par le législateur.

Si l'on tient compte de ce que premièrement la directive 2005/56/CE (fusions de sociétés) devrait figurer sous la rubrique «Justice», deuxièmement la transposition de la directive 2004/22/CE sur les instruments de mesure est tributaire de l'adoption du projet de loi n°5516 qui ressortit au Ministère de l'Économie et troisièmement le délai de transposition de la directive 2004/39/CE («MIFID») sera reporté au 31 janvier 2007 par la directive «Extension MIFID», l'on constate que des projets de lois de transposition ont été déposés pour toutes les directives qui sont de la compétence du Ministère des Finances et dont le délai de transposition se situe avant 2007.

Question 0931 (17.2.2006) de **Mme Colette Flesch (DP)** concernant la **transposition des directives européennes:**

Le Secrétariat général de la Chambre des Députés nous a transmis un tableau synoptique relatif à la transposition des directives européennes. Il en résulte que la transposition de 19 directives relevant de la compétence du Ministère de la Santé est en souffrance. Pour la transposition de l'une d'entre elles, un projet de loi a été déposé. La transposition de l'une d'entre elles doit faire l'objet d'un règlement grand-ducal qui, toutefois, n'a pas encore été adopté.

Pour 17 directives aucun instrument de transposition n'a été déposé bien que le délai de transposition soit dépassé ou proche de son expiration.

- Le Ministre peut-il indiquer quelles sont les raisons de cet état de choses?
- Peut-il préciser selon quel calendrier il entend déposer les différents projets de loi portant transposition?

Réponse (7.3.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

D'après l'honorable Parlementaire la transposition de 19 directives relevant de mon Ministère serait «en souffrance». Pour 17 de ces directives aucun instrument de transposition n'aurait encore été «déposé».

La terminologie employée par l'honorable Parlementaire est de nature à induire en erreur.

L'emploi du mot «en souffrance» donne à penser à un lecteur non averti qu'il y aurait retard dans la transposition pour l'ensemble des 19 directives. Or tel n'est pas le cas. En effet sur la liste des directives à transposer apparaît toute directive adoptée, et cela le lendemain de son adoption, donc sans que le délai de transposition soit venu à échéance. En l'occurrence pour dix seulement des 19 directives visées le délai de transposition a expiré. Je m'expliquerai plus loin sur les directives en question.

Quant au constat fait dans la question parlementaire que pour 17 des directives visées aucun instrument de transposition n'ait été déposé, il sous-entend que pour l'ensemble de ces directives la transposition devrait se faire au moyen d'une loi, alors que ce sont bien les lois qui font l'objet d'un dépôt à la Chambre. Or rien n'est plus faux. En effet les directives communautaires qui sont de la compétence de mon Ministère sont la plupart très techniques, notamment celles prises dans les domaines des denrées alimentaires et des médicaments, et leur transposition relève du pouvoir réglementaire et non du pouvoir législatif. Or les projets de règlement ne passent pas par la Chambre, de sorte que la procédure en cours et son état de finition peuvent échapper aux Parlementaires. Mais il n'est pas de mise de conclure de ce manque d'information à une procédure de transposition non encore entamée.

Cette mise au point étant faite, j'en viens maintenant au détail des 19 directives visées.

Je passe rapidement sur les neuf directives non encore venues à échéance et pour lesquelles il n'y a donc aucun retard de transposition. Les règlements transposant deux de ces directives, ayant trait au sang humain et à la transfusion sanguine, ont été pris et sont en instance de publication au Mémorial. Toutes les autres directives non encore venues à échéance relèvent également du pouvoir réglementaire à l'exception d'une seule. Ces directives ont trait la plupart aux denrées alimentaires et aux produits cosmétiques. Elles font l'objet de projets de règlement en cours de procédure. Seule la transposition de la directive 2004/23 en matière de tissus et cellules relève du législateur. La Chambre est saisie du projet de loi afférent depuis février 2005.

J'en viens maintenant aux dix directives pour lesquelles le délai de transposition est révolu. Parmi celles-ci il y en a deux en matière de sang dont la transposition est comprise dans le processus réglementaire dont question ci-dessus et qui a abouti, sauf que les règlements dûment pris et signés sont encore en cours de publication au Mémorial. Quatre des directives en question ont trait à des questions techniques en matière de médicaments. Leur transposition est assurée au moyen d'un seul et même règlement grand-ducal préparé en mon Ministère. Deux directives en matière de denrées alimentaires et une en matière de contrôle de sources radioactives font également l'objet de projets de règlement préparés par mes services. Finalement une seule des directives en retard de transposition relève du législateur; c'est celle relative à la publicité en faveur du tabac. La Chambre est saisie depuis peu d'un projet de loi qui, tout en transposant la directive, va beaucoup plus loin dans la lutte antitabac. Si la transposition de cette directive a pris du retard, c'est que mon prédécesseur avait pris l'option d'attendre l'issue de la procédure en annulation engagée contre cette directive devant la Cour de Justice des Communautés, qui n'a toujours pas abouti.

Question 0932 (17.2.2006) de **Mme Colette Flesch (DP)** concernant la **transposition des directives européennes:**

Le Secrétariat général de la Chambre des Députés nous a transmis un tableau synoptique relatif à la transposition des directives européennes. Il en résulte que la transposition de 31 directives relevant de la compétence du Ministère des Transports est en souffrance. Pour la transposition de trois d'entre elles, des projets de loi ont été déposés. La transposition de six d'entre elles doit faire l'objet de règlements grand-ducaux qui, toutefois, n'ont pas encore été adoptés.

Pour 22 directives aucun instrument de transposition n'a été déposé bien que le délai de transposition soit dépassé ou proche de son expiration.

- Le Ministre peut-il indiquer quelles sont les raisons de cet état de choses?
- Peut-il préciser selon quel calendrier il entend déposer les différents projets de loi portant transposition?

Réponse (15.3.2006) de **M. Lucien Lux, Ministre des Transports:**

Par sa question parlementaire du 17 février 2006, l'honorable Députée Colette Flesch souhaite être renseignée sur l'état de transposition des directives communautaires en droit national relevant du département des transports.

Le déficit de transposition, c'est-à-dire le nombre des directives non transposées dans les délais, a été réduit de façon significative pendant les derniers mois.

En effet, depuis le début de l'année 2006, pas moins de six directives ont été transposées par le Ministère des Transports. De ce fait, le Ministère des Transports affichait à la date du 1^{er} mars 2006 encore un total de 19 directives non transposées.

Des procédures de transposition sont engagées pour sept de ces 19 directives. Le nombre des directives qui vont être transposées par le biais d'un règlement grand-ducal s'élève à douze tandis que les autres directives feront l'objet d'un projet de loi.

En tout état de cause le Ministère des Transports s'adonne à engager dans les meilleurs délais les procédures de transposition, particulièrement pour les directives où il accuse un retard.

Question 0937 (20.2.2006) de **M. Aly Jaerling (ADR)** concernant la **fermeture de la Société du Train à Fil de Schiff-lange (STFS):**

Aus de rezente Communiqué vum der Arcelor war erauszulesen, datt d'Drotstrooss STFS ob ARBED-Schëffleng, déi am Besëtz vum Mittal ass, a sechs Méint soll zougemaach ginn.

Gewosst war, datt dës Strooss ëm 2009-2010 sollt zougemaach ginn, wann zu Gonderange d'Héichiewen, déi Arcelor gehéieren, hire Betrib géifen astellen, an doduerch och keen „Halbzeug“ méi op ARBED-Schëffleng geliwwert géif ginn.

D'Ursaach vun der virgezunner Schléissung wier, datt net genug Tonnage Commanden erakéimen, fir dës Strooss um Liwwen ze halen.

Arcelor soll sech bereet erkläert hunn, bei der Schléissung d'Personal vum STFS integral ze iwwerhuelen. Paradox an dem Ganzen ass awer, datt grad fir op déi Strooss nach weider Leit agestellt ginn, an zwar aus Frankreich a

grad ebe vu Gonderange.

Dës Situatioun, déi der Belegschaft d'lescht Woch matgedeelt gouf, suergt fir vill Onrou a kann zu soziale Konflikter féieren.

Duerfir folgend Froen:

1. Ass der Regierung bekannt, datt d'Drotstrooss STFS op ARBED-Schëffleng, weinst engem Manktum u Commanden a sechs Méint zougemaach soll ginn?
2. Wann den STFS elo soll zougemaachen, gëtt da Gonderange och éischter zougemaach wéi virgesinn?
3. Ass der Regierung bekannt, datt weider Leit um STFS agestellt ginn an zwar Leit vu Gonderange, do wou och soll zougemaach ginn?
4. Kann d'Regierung mer Opklärung ginn iwwert déi ganz Situatioun mat dem STFS, der geplangter Schléissung vun den Héichiewen vu Gonderange a mat der Situatioun vum Personal, souwuel mat deem vu Gonderange an deem vum STFS?

Réponse (20.3.2006) de **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:**

D'Ufro vum Här Jaerling erlaabt mer déi heiten Äntwerten ze ginn:

1. De Wirtschaftsminister ass weder vun der Arcelor nach vu Mittal Steel doriwwer informéiert ginn, datt d'Drotstrooss zu Schëffleng a sechs Méint soll zougemaach ginn. Hien huet dat aus engem Pressecommuniqué vum der Sidérurgie Asbl den 3.2.2006 gelies, grad wéi Mittal Steel hier Prezisiounen aus engem Pressecommuniqué vum selwechten Dag ervirginn.

Den STFS gëtt de Moment vun dem Elektrostolwierk vu Gandrange alimentéiert. Dem Wirtschaftsminister ass awer net bekannt, dass Gandrange soll zougemaach ginn.

Zu Gandrange gëtt et keng „filière fonte“ méi, mä een Elektrostolwierk, dat Schrott schmëlzt an zu engem gewëssen Deel mat Goss vu Florange alimentéiert gëtt. D'Schléissung vun der Flëssegphas vu Florange ass vun der Arcelor fir d'Joren 2009/2010 virgesinn.

Mittal Steel ass also amgaang ze kucken, wéi eng Optioun se hunn, och wat den Approvisionnement vun STFS mat Billetten aus anere Wierker ueget. Doriwwer wär och mat Arcelor geschwat ginn, wéi et aus dem Communiqué vum Mittal Steel ervirgeet.

2. Als Wirtschaftsminister hunn ech keng Kenntnis dovun, datt Leit bei der STFS - iwwert den normale Remplacement eraus - sollen agestellt ginn. Wann dat esou wier, därf et een näischt dergéint hunn.

Question 0939 (20.2.2006) de **M. Carlo Wagner (DP)** concernant la **campagne d'information en faveur des médicaments génériques:**

Le 13 février dernier Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale a présenté la nouvelle campagne d'information en faveur des médicaments génériques, campagne intitulée «Médicaments génériques. Même qualité à moindre prix». Cette campagne se limite dans un premier temps à seulement sept principes actifs. Cette liste a également été publiée sur Internet, où elle sera mise à jour mensuellement. Selon l'UCM, le but de la liste serait de mettre à la disposition du prescripteur un outil de recherche de la prescription la plus économique.

En France, où les autorités veulent également promouvoir le recours aux génériques, l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (afssaps) a publié un répertoire des groupes génériques qui regroupe l'ensemble des médicaments entièrement substituables les uns aux autres. Cette liste est également consultable sur Internet (<http://afssaps.sante.fr/pdf/5/alpha.pdf>).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- S'agit-il de la première action en faveur des médicaments génériques? Dans la négative, depuis quand les médecins généralistes ont-ils été sensibilisés à la prescription de médicaments génériques?
- Pourquoi Monsieur le Ministre s'est-il limité dans un premier temps à une liste regroupant seulement sept principes actifs?
- Quelle envergure prendra la mise à jour mensuelle, c'est-à-dire combien de principes actifs seront ajoutés tous les mois?
- Quel est le délai prévu pour la finalisation de cette liste?
- Pourquoi Monsieur le Ministre ne s'est-il pas basé sur le répertoire des groupes génériques de l'afssaps afin de mettre à la disposition du prescripteur un vrai outil de recherche de la prescription la plus économique?

Réponse (14.3.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

1) Il est vrai que la campagne pour la promotion du médicament générique est la première campagne luxembourgeoise de ce genre dans le domaine du médicament. Toutefois il est intéressant de savoir que les conventions conclues entre l'Union des Caisses de Maladie et le corps médical et le corps des pharmaciens prévoient depuis 1993 la possibilité de prescrire des médicaments non par leur nom de marque, mais d'après leur dénomination chimique.

2) La définition des médicaments génériques ou des équivalents thérapeutiques dont la prescription est promue dans le cadre de la campagne nécessite un examen minutieux des dossiers à la base de leur commercialisation pour déterminer l'équivalence de ces produits par rapport aux originaux. Les sept premières molécules lancées par la campagne sont celles dont les dossiers ont été jugés complets par rapport aux exigences juridiques. D'autre part, les molécules choisies représentent une part importante dans les médicaments couramment prescrits et remboursés, de sorte que l'aspect quantitatif du résultat escompté a justifié ce premier choix.

3) La campagne pour la promotion du générique se présente actuellement comme le début d'une action continue. Dès lors, le nombre de molécules proposées à l'avenir dans le cadre de l'outil d'information permanent «Internet» dédié aux médecins, sera aussi exhaustif que possible par rapport à l'évolution future du marché des médicaments et des génériques identifiés par rapport à des originaux correspondants. La question de l'approvisionnement du marché en génériques et l'évolution du prix des originaux correspondants jouera un rôle déterminant dans la configuration future des listes comparatives proposées aux prescripteurs.

4) Comme indiqué ci-dessus, la liste sera évolutive et connaîtra certainement des fluctuations par rap-

port à l'évolution du marché. Dans ce sens, la liste ne sera jamais figée à l'avenir, mais sera adaptée en fonction du marché et des prix.

5) Le site Internet de l'Union des Caisses de Maladie www.ucm.lu présente aux prescripteurs luxembourgeois des liens intéressants vers des sites étrangers affichant des listes comparables, voire présentant le thème des génériques sous un angle de vue mettant l'accent sur les aspects scientifiques. Toutefois, une transposition dans un rapport 1:1 des listes étrangères n'est juridiquement pas indiquée alors que les dénominations, les prix ainsi que les dossiers établissant le statut de générique ou d'équivalent thérapeutique des médicaments commercialisés notamment en France, ne sont pas forcément identiques avec ceux commercialisés au Luxembourg. Dès lors, les listes de l'Agence française ne reflètent pas la réalité du terrain luxembourgeois.

Question 0940 (20.2.2006) de **M. Carlo Wagner (DP)** concernant le **budget consacré à la médecine préventive:**

Dans sa réponse du 8 février 2006 à ma question parlementaire N°0863 (cf. *compte rendu N°8/2005/2006*) relative à la médecine préventive, Monsieur le Ministre a fait savoir «qu'il n'est pas facile de suivre avec précision l'évolution du budget consacré à la médecine préventive» et précise que «le projet pilote de dépistage du cancer du sein par mammographie digitale, dont les dépenses étaient prévues au budget du Ministère de la Santé de 2002 à 2005, n'apparaît plus au budget de l'année en cours, alors que ses frais de fonctionnement sont désormais à charge de l'UCM».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- N'est-il pas surprenant, voire inquiétant, de ne pas pouvoir suivre avec précision l'évolution du coût d'une politique aussi importante que celle de la médecine préventive? Depuis quelle année est-ce le cas?
- Quelles sont les raisons exactes pour le transfert des frais de fonctionnement vers l'UCM du projet pilote de dépistage du cancer du sein par mammographie digitale? Quand cette décision a-t-elle été prise? Pourquoi Monsieur le Ministre n'en a-t-il jamais rapporté ni à la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, ni ailleurs?
- Est-ce que d'autres dépenses prévues au budget du Ministère de la Santé des années précédentes sont désormais, même partiellement, à charge de l'UCM? Dans l'affirmative, lesquelles?
- Pour quelles raisons la réunion annulée du jeudi, 1^{er} décembre 2005 de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, et dont précisément l'examen des projets du budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006 des départements de la Santé et de la Sécurité sociale à l'ordre du jour, n'a-t-elle jamais eu lieu?

Réponse (14.3.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

Revenant à sa question parlementaire N°0863 et à ma réponse y relative donnée le 8 février, l'honorable Parlementaire exprime maintenant sa surprise et son inquiétude quant au fait qu'il ne soit plus possible de «pouvoir suivre avec précision l'évolution du coût d'une

politique aussi importante que celle de la médecine préventive».

Je ne puis que renvoyer l'honorable Parlementaire à ma précédente réponse du 8 février. J'y expose que pour rendre compte de toutes les dépenses pouvant être considérées comme étant faites dans l'intérêt de la médecine préventive il ne suffit pas de prendre en considération les articles budgétaires relevant à l'intérieur de la Direction de la Santé de la seule division de la médecine préventive, mais qu'il faut encore y ajouter certains articles budgétaires autorisant des dépenses spécifiques dans l'intérêt de la médecine du travail et de la médecine scolaire. Par ailleurs l'achat de vaccins, inscrit au budget de la division de la pharmacie et des médicaments, risque de peser dorénavant de plus en plus lourd dans la balance.

Ceci étant dit, je puis assurer à l'honorable Parlementaire que la structure du budget du Ministère de la Santé est restée inchangée depuis au moins une vingtaine d'années. Je n'y ai pas touché, pas plus que mon prédécesseur, qui se trouve être l'auteur de la présente question.

S'agissant du projet pilote de dépistage du cancer du sein par mammographie, je précise ma réponse donnée le 8 février, qui a pu donner lieu à un malentendu. En fait le projet pilote, ayant pour objet de préparer la transmission des clichés par imagerie digitale, est terminé. Il n'apparaît dès lors plus dans le budget de l'année en cours de mon Ministère. Les frais de fonctionnement du programme de mammographie sont, comme par le passé, à charge de l'assurance-maladie pour ce qui est de l'acte médical de confection du cliché, et de mon département pour ce qui est d'autres frais, tels que la sensibilisation de la population ainsi que les frais de deuxième et troisième lecture des clichés et de gestion du programme. Ce qui est nouveau, c'est la prise en charge par l'UCM des frais d'infrastructure exposés par les hôpitaux pour équiper leurs appareillages de façon à permettre la transmission par voie digitale des clichés.

Pour le surplus il n'y a pas de transfert du budget de mon Ministère vers celui de l'UCM.

Finalement l'honorable Parlementaire me demande pourquoi la réunion de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale de la Chambre, consacrée à l'examen des budgets de mes ressorts de la Santé et de la Sécurité sociale, fixée au 1^{er} décembre, mais annulée dans la suite, n'a jamais été refixée à une date ultérieure. Ce volet de la question ne laisse pas de me surprendre. Les membres du Gouvernement se rendent dans la mesure du possible aux réunions des commissions parlementaires lorsqu'ils y sont invités, mais ils ne les fixent pas. L'honorable Parlementaire paraît donc mieux placé que le soussigné pour s'informer auprès du greffe de la Chambre sur les raisons du report de la précédente réunion et sa non-refixation à une date ultérieure. En tout état de cause le report ne m'est en aucune façon imputable.

Question 0943 (21.02.2006) de **M. Carlo Wagner (DP)** concernant la **construction d'un nouveau Laboratoire National de Santé à Dudelange:**

La loi du 19 décembre 2003 relative à la construction d'un nouveau Laboratoire National de Santé à Dudelange a pour objectif de permettre au Laboratoire National de Santé (LNS) d'assumer ses missions actuelles et futures portant sur quatre axes, à savoir ceux du contrôle, du diagnostic, de la collaboration à des programmes de santé publique et enfin de la recherche.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que selon Monsieur le Ministre, le LNS est en ce moment à même d'assumer de façon adéquate ses missions actuelles?
- Les infrastructures actuelles donnent-elles toutes les garanties de sécurité?
- L'achèvement des travaux de construction du nouveau Laboratoire National de Santé à Dudelange revêt-il selon Monsieur le Ministre un caractère urgent?
- Quelles sont les raisons du retard de réalisation du projet?
- Quand est-ce que les travaux vont enfin démarrer?

Réponse (20.3.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

L'honorable Parlementaire commence par me demander si dans ses bâtiments actuels le LNS est en mesure d'assumer de façon adéquate ses missions et si ces infrastructures donnent toutes les garanties de sécurité.

Les infrastructures actuelles sont certes loin d'être optimales, raison pour laquelle la construction de nouveaux locaux a été décidée. Si le LNS parvient néanmoins à assumer correctement ses tâches, et cela dans le respect des conditions de sécurité, c'est grâce au dévouement des membres du personnel, qui, pour l'un ou l'autre, travaillent dans des conditions difficiles.

Je me plais à relever que malgré ces conditions de travail très difficiles le LNS a obtenu une accréditation à des normes européennes dans trois de ses services et que la procédure d'accréditation est en cours pour deux autres services.

Il va sans dire que la réalisation de la nouvelle infrastructure dans les meilleurs délais est pour le soussigné de la plus haute importance.

En ce qui concerne l'état d'avancement des travaux, je puis renvoyer l'honorable Parlementaire à la réponse donnée par Monsieur le Ministre des Travaux publics à la question parlementaire N°0826 (*cf. ci-devant*) de Monsieur le Député Niki Bettendorf, ayant en partie le même objet. Dans cette réponse Monsieur le Ministre des Travaux publics expose que «les études d'exécution seront finalisées pour le mois de septembre 2006, de sorte que les travaux de terrassement sont prévus pour le début de l'année 2007».

Toujours dans la prédite réponse Monsieur le Ministre des Travaux publics, partant d'une durée de chantier de 42 mois pour la phase 1, estime que la fin du chantier pourrait se situer avant les congés collectifs d'été 2010. Je précise que la phase 1 concerne les infrastructures du Laboratoire National de Santé proprement dit. Le laboratoire de médecine vétérinaire, le laboratoire de radioprotection et celui de la médecine légale seront compris dans la phase 2 des travaux.

Question 0944 (21.2.2006) de **M. Carlo Wagner** (*DP*) concernant **l'extension du réseau de pharmacies**:

Aux termes de la loi du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie, aucune pharmacie ne peut être établie dans le Grand-Duché sans autorisation du Gouvernement, qui doit prendre au préalable l'avis du collège médical et de l'autorité locale.

Selon le programme gouvernemental de 2004, «le Gouvernement poursuivra l'extension du réseau

de pharmacies en vue d'assurer une présence régionale et décentralisée.»

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Combien de concessions en vue de l'ouverture d'une pharmacie ont été accordées depuis août 2004?
- Quel est le calendrier prévu pour l'ouverture de nouvelles pharmacies à moyen terme?
- Quelles régions ou localités sont visées pour l'implantation de nouvelles pharmacies?
- Quelle suite a été réservée aux avis des communes d'Erpeldange et de Bettendorf concernant l'ouverture d'une pharmacie dans leur région? Pourquoi le projet traîne-t-il depuis presque deux années?

Réponse (14.3.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Le Gouvernement entend poursuivre la politique de nouvelles créations de concessions de pharmacie, ne serait-ce que pour tenir compte de l'évolution générale assez dynamique de la population résidente.

Dans cet ordre d'idées j'ai procédé à la création d'une nouvelle concession de pharmacie à Luxembourg-Cents.

Cependant, avant d'aller plus loin dans l'extension du réseau d'officines existantes, et afin de ne pas procéder par «pilotage à vue», au hasard des demandes qui me parviennent de la part des autorités locales candidates pour une nouvelle implantation, j'ai demandé à mes services d'élaborer un plan d'ensemble faisant ressortir les besoins locaux et régionaux. Ce rapport m'est parvenu en début d'année. Je suis en train de l'examiner et je prendrai très prochainement une décision en matière de nouvelles créations de pharmacie.

L'honorable Parlementaire soulève encore plus particulièrement la question des suites réservées aux avis émis par les communes d'Erpeldange et de Bettendorf en faveur de la création d'une officine dans la région. Le susdit rapport de mes services, s'il préconise l'ouverture d'une pharmacie supplémentaire à Ettelbruck, ne se prononce cependant pas en faveur d'une création dans les zones plus rurales du canton de Diekirch, c'est-à-dire dans un périmètre excluant les villes de Diekirch et d'Ettelbruck. Je prendrai une décision dans le contexte des réflexions plus générales engagées en la matière et dont question ci-dessus. D'ores et déjà je puis faire savoir à l'honorable Parlementaire que j'ai une nette préférence pour revenir à une détermination plus précise et plus limitée des périmètres des concessions à créer.

Question 0945 (21.2.2006) de **M. Aly Jaerling** (*ADR*) concernant **la procédure d'asile**:

Aus der Regierungserklärung, awer och aus enger Äntwert op eng parlamentaresch Ufro hin, geet ervir, datt Famillje mat Kanner, déi Asylbewerber sinn, deenen hir Kanner hei gebuer si respektiv hei an d'Schoul ginn nodeem se länger Zäit hei am Land waren, eng Chance kënnte kréien, fir hei ze bleiwen ënner bestëmmte Bedingungen.

Ganz oft sinn déi Famillje sou laang hei am Land wéinst deene laangen Asylprozeduren. Dëst féiert zu ganz schlëmmen mënschlechen Dramen, wann dann awer d'Asyl-demande ofgelehnt gëtt a se opgefuert ginn ërem heemzegen.

D'Bedingungen, fir datt se eventuell awer kënnen hei bleiwen, sinn

engersäits net ganz kloer, an anersäits gëtt déi definitiv Décisioun vun engem Minister respektiv vun engem Beamte jee no „Gutdünken“ getraff, wat menger Usiicht no net gutt ass. Bei eise belschen Nopere gouf elo e Gesetzesprojet virgeschloe fir eng permanent Kommissioun fir Regulariséierungen anzeféieren, fir eben esou Fäll ze kläre respektiv och Leit, déi länger illegal am Land sinn, eng Chance ze ginn dozebleiwen.

Kann den Här Ausseminister mer duerfir dës Fro beäntweren:

1. Wéi sinn elo déi genau Kritären, datt eng Famill, déi scho länger hei am Land leeft, kann hei bleiwen?
2. Wéi gesi Kritären aus, wann dat neit Asylgesetz a Kraaft trëtt?
3. Wier et net sënnavoll a méi transparent, och hei am Land esou eng permanent Regulariséierungskommissioun anzesetzen?
4. Wéi vill ofgewisen Asylbewerber sinn am Joer 2005 fräiwëlleg heemgangen, a wéi vill sinn der onfräiwëlleg zrëckgeschéckt ginn?

Réponse (16.3.2006) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*:

1. D'après le programme gouvernemental «le Gouvernement continuera à régler les cas exceptionnels de familles de demandeurs d'asile, en portant une attention particulière à la situation des jeunes en voie d'accomplissement de leur formation postprimaire».

En exécution du programme gouvernemental, le Gouvernement a accordé des autorisations de séjour à un certain nombre de demandeurs d'asile, en cours de procédure ou déboutés, qui remplissent les conditions suivantes:

- les personnes devaient se trouver au Luxembourg depuis une date antérieure au 1^{er} août 2001;
- elles ne devaient pas être susceptibles de troubler l'ordre public;
- elles devaient avoir au moins un enfant inscrit à l'enseignement postprimaire durant l'année scolaire 2003-2004.

Les personnes en question ont été sélectionnées sur base d'un listing des enfants scolarisés fourni par le Ministère de l'Éducation nationale.

Parallèlement à cette mesure exceptionnelle décidée dans le cadre du programme gouvernemental, mon Ministère est amené à accorder des autorisations de séjour dites «pour raisons humanitaires», lesquelles sont dans la majorité des cas déposées après le rejet définitif de la demande d'asile.

Une partie de ces demandes sont basées soit sur l'article 3 de la Convention européenne des Droits de l'Homme (torture, traitements inhumains ou dégradants), soit sur l'article 8 de cette même convention (protection et respect de la vie privée et familiale), soit enfin sur des raisons d'ordre médical. Dans ce dernier cas, le dossier est soumis au contrôle médical de la sécurité sociale pour avis et les maladies d'une gravité exceptionnelle rendant impossible un retour vers le pays d'origine sont retenues pour l'octroi d'une autorisation de séjour pour raisons humanitaires.

En 2004, 219 personnes se sont vues accorder une autorisation de séjour pour raisons humanitaires. En 2005, 206 personnes ont obtenu une telle autorisation de séjour.

2. La nouvelle loi relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection ne traite

pas directement des questions de «régularisation» respectivement d'autorisation de séjour humanitaire. Toutefois, cette nouvelle loi décidera de tous les aspects de la protection internationale dans le cadre d'une procédure unique, ce qui évitera que des personnes susceptibles de tomber sous le coup d'instruments de protection internationale autres que la Convention de Genève de 1951 soient obligées de déposer une demande d'autorisation de séjour dite «pour raisons humanitaires» après le rejet définitif de leur demande d'asile.

3. Une telle commission permanente de régularisation n'a pas été prévue par le programme gouvernemental.

4. En 2005, 131 demandeurs d'asile déboutés ont fait l'objet d'un retour forcé vers leur pays d'origine. 137 personnes déboutées ont fait l'objet d'un retour volontaire.

Question 0946 (21.2.2006) de **M. Henri Kox** (*DÉI GRÉNG*) concernant **la grippe aviaire**:

Dans le contexte de l'expansion de la grippe aviaire en Europe, les opinions sur l'opportunité d'une vaccination préventive de volailles et oiseaux divergent fortement tandis que le comité permanent d'hygiène alimentaire de l'UE doit examiner aujourd'hui la demande de vaccination à titre préventif français et néerlandais.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Comment le Gouvernement se positionne-t-il au niveau européen face à la question des vaccinations des volailles/oiseaux?
- Quelles sont les catégories de populations de volailles/oiseaux pour lesquelles une vaccination rentrerait en ligne de compte à Luxembourg?
- Existe-t-il des plans nationaux de vaccination d'urgence permettant une action rapide sur l'ensemble du territoire, ou à défaut pour des populations d'animaux ciblées?
- Le Luxembourg dispose-t-il de réserves suffisantes du vaccin en question?

Réponse (20.3.2006) de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural*:

À titre liminaire, je voudrais préciser qu'en raison du fait que la question parlementaire a trait exclusivement au problème de la vaccination des animaux contre la grippe aviaire, elle relève de la seule compétence du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. Elle appelle la réponse suivante:

Pendant les dernières semaines la peste aviaire a progressé d'une manière effarante dans la population des oiseaux sauvages de bon nombre d'États membres de l'Union européenne. La France a notifié en plus un foyer de cette maladie hautement contagieuse dans un cheptel de volailles domestiques.

En face de cette évolution rapide et préoccupante de la peste aviaire, les autorités luxembourgeoises, bien que pas encore confrontées à l'apparition de l'épidémie sur notre territoire, ont décrété une série de mesures de prévention dans l'objectif d'éviter une éventuelle contamination des volailles domestiques par le virus de la grippe aviaire. Ces mesures comprennent notamment:

- mise en garde des éleveurs des volailles et recommandation de la mise en application des mesures adéquates de biosécurité;

- confinement de principe des volailles domestiques à partir du 20 février 2006;
- stricte limitation des rassemblements des volailles;
- collecte des oiseaux morts par les Services de Secours suivie d'un examen de laboratoire;
- mise en garde contre tout contact avec les oiseaux sauvages et limitation du nourrissage.

Le recours à une éventuelle vaccination préventive des volailles domestiques présuppose une expérience en la matière, qui pour le moment fait cependant défaut, plus particulièrement pour le virus influenza aviaire sous-type H5N1.

C'est la raison pour laquelle le Luxembourg, en concertation avec la Commission européenne, s'est prononcé en février en faveur d'un projet-pilote de vaccination de certaines espèces avicoles domestiques détenues dans certaines régions de la France et des Pays-Bas afin d'acquérir une certaine expérience en la matière. Cette procédure permettra d'évaluer d'une manière scientifique les avantages et les désavantages d'une campagne de vaccination préventive.

Il est vrai en effet, que les volailles vaccinées présentent une résistance accrue à l'égard du virus infectieux, mais il est tout aussi vrai que ces mêmes volailles vaccinées peuvent héberger le virus pathogène et l'excréter sans présenter de signe clinique de la maladie avec le risque d'entretenir la peste aviaire à l'état endémique.

Une vaccination préventive peut en plus être à l'origine d'un certain relâchement des mesures de prévention de la part des détenteurs de volailles, mesures pourtant indispensables afin de juguler la dissémination du virus.

À moins d'une évolution inattendue de la peste aviaire, le Luxembourg se rallie pour le moment aux recommandations de la Commission européenne qui insiste sur la priorité de la mise en application des mesures de biosécurité et qui considère la vaccination préventive comme une mesure de lutte secondaire contre la peste aviaire.

Au niveau procédural, la conception d'une campagne de vaccination prévoit une autorisation préalable de la Commission européenne et sa mise en application est définie dans le plan d'intervention mis au point par l'Administration des services vétérinaires.

En considération de la population aviaire réduite au Luxembourg, avec un total maximal de quelques 150.000 unités, le Luxembourg a trouvé un accord avec les trois firmes pharmaceutiques productrices du vaccin anti-influenza aviaire qui offrent des disponibilités de livraison endéans les quatre semaines. Voilà qui constitue un avantage pour notre pays, car contrairement aux autres États membres présentant une forte production avicole, le Luxembourg n'est pas obligé d'entretenir une banque d'antigènes considérée comme un préavis d'acquisition de vaccins.

Retenons encore que les vaccins anti-influenza aviaire existants pour les volailles ne sont actuellement homologués que d'une manière provisoire afin d'être mis sur le marché, ceci en considération des longues procédures de validation.

«Chamber aktuell»

Chamber TV vous propose tous les **vendredis à 19.00 heures** un **résumé de l'activité parlementaire de la semaine.**

L'émission est **rediffusée** le même soir à 20.00, 21.00, 22.00 et 23.00 heures